

# Doing Business

## 2009

DOING BUSINESS 2009

# Doing Business 2009

COMPARAISON DES RÉGLEMENTATIONS DANS 181 PAYS

© 2008 The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank  
1818 H Street NW  
Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000  
Site web : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)  
Courriel : [feedback@worldbank.org](mailto:feedback@worldbank.org)

Tous droits réservés.

1 2 3 4 08 07 06 05

Publication de la Banque mondiale et de la Société financière internationale.

---

Le présent rapport a été établi par les services du Groupe de la Banque mondiale. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont présentées ne reflètent pas nécessairement les vues des Administrateurs de la Banque mondiale ou des pays qu'ils représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données contenues dans cette étude.

### **Droits et licences**

Le contenu du présent rapport fait l'objet d'un dépôt légal. La publication ou la transmission d'une partie ou de l'intégralité de cet ouvrage peut constituer une violation de la législation applicable. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses études et, normalement, accorde sans délai l'autorisation d'en reproduire des passages.

Pour obtenir cette autorisation, veuillez adresser votre demande en fournissant tous les renseignements nécessaires, par courrier, au Copyright Clearance Center Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, États-Unis ; téléphone : 978-750-8400 ; télécopie : 978-750-4470 ; site web : [www.copyright.com](http://www.copyright.com).

Pour tout autre renseignement sur les droits et licences, y compris les droits dérivés, envoyez votre demande, par courrier, à l'adresse suivante : Office of the Publisher, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, États-Unis ; télécopie : 202-522-2422 ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

Pour acheter des copies supplémentaires de *Doing Business 2009*, *Doing Business 2008*, *Doing Business 2007: How to Reform*, *Doing Business in 2006: Creating Jobs*, *Doing Business in 2005: Removing Obstacles to Growth* et *Doing Business in 2004: Understanding Regulations*, consulter le site [www.doingbusiness.org](http://www.doingbusiness.org).

# Table des matières

*Doing Business 2009* est la sixième édition d'une série de rapports annuels sur les réglementations qui facilitent la pratique des affaires et celles qui la compliquent. Le rapport présente des indicateurs quantitatifs sur la réglementation des entreprises et la protection des droits de propriété qui permettent de faire des comparaisons entre 181 pays — allant de l'Afghanistan au Zimbabwe — et dans le temps.

Les réglementations ayant une incidence sur dix stades de la vie d'une entreprise sont évaluées : création d'entreprise, octroi de permis de construire, embauche des travailleurs, transfert de propriété,

obtention de prêts, protection des investisseurs, paiement des taxes et impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats et fermeture d'entreprise. Les données de *Doing Business 2009* datent du 1<sup>er</sup> juin 2008. Les indicateurs servent à analyser les résultats économiques et à déterminer quelles réformes ont été efficaces, où et pourquoi.

La méthodologie concernant les droits des créanciers et des emprunteurs reconnus par la loi, qui font partie des indicateurs sur l'obtention de prêts, a été modifiée pour *Doing Business 2009*. Pour de plus amples renseignements, voir les notes sur les données.

## Actualités

Nouveautés concernant le projet Doing Business <http://www.doingbusiness.org>

## Classement

Classement des pays — du 1<sup>er</sup> rang au 181<sup>e</sup> <http://www.doingbusiness.org/economyrankings>

## Réformateurs

Bref aperçu des réformes dans les domaines couverts par DB2009, liste des pays réformateurs depuis DB2004 et outil de simulation utilisé pour le classement <http://www.doingbusiness.org/reformers>

## Séries chronologiques

Ensembles de données spécialisées depuis DB2004 <http://www.doingbusiness.org/customquery>

## Méthodologie et recherche

Méthodes et documents de travail utilisés pour *Doing Business* <http://www.doingbusiness.org/MethodologySurveys>

## Bloc-notes

Chronique Web sur la réforme de la réglementation des affaires <http://blog.doingbusiness.org>

## Téléchargements

*Rapports Doing Business*, rapports infranationaux, nationaux et régionaux et études de cas <http://www.doingbusiness.org/downloads>

## Projets au niveau des collectivités locales

Différences entre les réglementations des entreprises au niveau infranational <http://www.doingbusiness.org/subnational>

## Bibliothèque juridique

Collection en ligne des lois et règlements concernant les entreprises <http://www.doingbusiness.org/lawlibrary>

## Partenaires locaux

Plus de 6 700 spécialistes de 181 pays participent à l'élaboration du rapport *Doing Business* <http://www.doingbusiness.org/LocalPartners>

## Le Club des réformateurs

Les dix premiers réformateurs de *Doing Business* <http://www.reformersclub.org>

## Planète Affaires

Carte interactive sur la facilité de faire des affaires <http://www.doingbusiness.org/map>

À propos de <i>Doing Business</i>	v
Présentation générale	1
Création d'entreprise	9
Octroi de permis de construire	14
Embauche des travailleurs	19
Transfert de propriété	24
Obtention de prêts	29
Protection des investisseurs	34
Paiement des taxes et impôts	39
Commerce transfrontalier	44
Exécution des contrats	49
Fermeture d'entreprise	54

Références	58
Notes statistiques	61
Facilité de faire des affaires	79
Tableaux par pays	85
Normes fondamentales du travail de l'OIT	147
Remerciements	151



# À propos de *Doing Business*

William Petty, conseiller auprès du roi d'Angleterre Charles II, a établi les premiers comptes nationaux officiels en 1664. Il a passé quatre écritures. Les dépenses — vivres, logements, vêtements et autres produits de première nécessité — s'élevaient à 40 millions de livres. Le revenu national se répartissait comme suit : biens fonciers (8 millions de livres), biens mobiliers (7 millions de livres) et revenu du travail (25 millions de livres).

Au cours des siècles suivants, les estimations des recettes, des dépenses, des apports matériels et de la production de biens au niveau national sont devenues plus nombreuses. Mais ce n'est pas avant les années 40 qu'un cadre de référence a été créé pour mesurer systématiquement les recettes et les dépenses nationales, sous la direction de l'économiste britannique John Maynard Keynes. L'adoption de cette méthodologie comme norme internationale a permis de comparer la situation financière de différents pays. Les indicateurs macroéconomiques utilisés dans les comptes nationaux sont aujourd'hui les mêmes pour tous les pays.

Les gouvernements soucieux d'assurer la santé économique de leur pays et d'offrir des possibilités à leurs citoyens ne limitent plus leurs efforts à l'amélioration des conditions macroéconomiques. Ils s'occupent également des dispositions législatives, réglementaires et institutionnelles qui influencent les activités économiques courantes.

Encore récemment, cependant, il n'existait aucun ensemble d'indicateurs disponibles à l'échelon mondial pour suivre ces facteurs microéconomiques et analyser leur incidence. Les premières analyses, réalisées dans les années 80, se fondaient sur les opinions des experts ou les enquêtes auprès des entreprises. Ces enquêtes permettent d'apprécier la situation économique et les conditions générales d'un pays mais elles présentent un intérêt limité pour les besoins d'analyse du fait qu'elles reposent sur de simples impressions et qu'elles donnent une image incomplète des pays pauvres.

Le projet *Doing Business*, lancé il y a sept ans, va plus loin. Il étudie la situation des petites et moyennes entreprises d'un pays et mesure les réglementations auxquelles elles sont assujetties durant leur cycle de vie. *Doing Business* et le modèle des coûts standard initialement élaboré et appliqué aux Pays-Bas sont à l'heure actuelle les seuls outils normalisés utilisés dans différents domaines de compétence pour mesurer l'impact de la réglementation nationale sur l'activité des entreprises<sup>1</sup>.

Le premier rapport *Doing Business*, publié en 2003, portait sur cinq types d'indicateurs dans 133 pays. Le rapport de cette année couvre dix types d'indicateurs dans 181 pays. Le projet utilise les informations fournies par les pouvoirs publics, les universités, les spécialistes et les groupes d'évaluation<sup>2</sup>. L'objectif fondamental reste inchangé : réunir les éléments nécessaires pour apprécier la réglementation des entreprises et l'améliorer.

## DOMAINES ÉTUDIÉS PAR *DOING BUSINESS*

*Doing Business* fournit une évaluation chiffrée des réglementations qui s'appliquent aux petites et moyennes entreprises dans différents domaines, notamment : création d'entreprise, octroi de permis de construire, recrutement de personnel, transfert de propriété, obtention de crédit, protection des investisseurs, paiement des impôts, commerce

transfrontalier, exécution des contrats et fermeture d'une entreprise.

*Doing Business* part du principe que l'activité économique doit reposer sur des règles solides. Par exemple, il faut des règles pour définir clairement les droits de propriété et réduire les coûts de règlement des litiges, pour améliorer la prévisibilité des relations économiques et pour offrir une protection essentielle aux partenaires contractuels contre les abus. L'objectif est de mettre en place une réglementation efficace, accessible à tous ceux qui en ont besoin et simple à appliquer. C'est pourquoi certains indicateurs de *Doing Business* accordent une meilleure note à une réglementation renforcée, telle que le renforcement des règles d'information dans les transactions entre parties apparentées, tandis que d'autres accordent une note plus élevée aux mesures prises pour simplifier l'application de la réglementation existante, telles que la création d'un guichet unique pour les formalités de création d'entreprise.

Le projet *Doing Business* utilise deux types de données : d'une part les textes législatifs et réglementaires, et d'autre part, les indicateurs de temps et mouvements qui mesurent l'efficacité avec laquelle une réglementation est mise en œuvre (comme l'octroi de l'identité juridique à une entreprise). Pour ces indicateurs, les estimations de coût sont établies à partir des barèmes officiels d'honoraires en vigueur. *Doing Business* s'inspire des travaux novateurs d'Hernando de Soto qui a appliqué la méthode des temps et mouvements utilisée pour la première fois par Frederick Taylor pour révolutionner la production du Model T de Ford. De Soto a utilisé cette méthode dans les années 80 pour mettre en lumière les obstacles à la création d'une usine de confection de vêtements dans la banlieue de Lima<sup>3</sup>.

## DOMAINES NON COUVERTS

Il importe également de préciser les domaines non couverts par *Doing Business* — de façon à tenir compte des limites dans l'interprétation des données.

## UNE PORTÉE LIMITÉE

*Doing Business* porte sur dix domaines particuliers, l'objectif spécifique étant d'évaluer la réglementation et la bureaucratie auxquelles se heurtent les petites et moyennes entreprises durant leur cycle de vie. Ainsi :

- *Doing Business* n'évalue pas tous les aspects de la conjoncture économique qui ont un impact sur les entreprises et les investisseurs, ni tous les facteurs qui influent sur la compétitivité. Par exemple, la sécurité, la stabilité macroéconomique, la corruption, les compétences professionnelles de la main-d'œuvre, la solidité des institutions et la qualité des infrastructures ne sont pas prises en compte<sup>4</sup>, ni la réglementation de l'investissement étranger.
- *Doing Business* ne couvre pas toutes les réglementations, ni tous leurs objectifs, dans un pays donné. Au fur et à mesure des progrès économiques et technologiques, de nouveaux domaines d'activité économique sont réglementés. Par exemple, la législation de l'Union européenne contient aujourd'hui quelque 14 500 jeux de règles. *Doing Business* évalue les réglementations ayant une incidence sur dix phases seulement du cycle de vie d'une entreprise, grâce à dix types d'indicateurs spécifiques.

## ÉTUDES DE CAS TYPES

Les indicateurs de *Doing Business* reposent sur des études de cas types assorties d'hypothèses particulières, comme le fait que l'entreprise se situe dans la plus grande ville commerciale du pays. Les indicateurs économiques font généralement des hypothèses restrictives de cette nature. Les statistiques sur l'inflation, par exemple, sont souvent basées sur les prix des biens de consommation dans quelques centres urbains.

Si ces hypothèses permettent de faire des comparaisons à l'échelle mondiale, le caractère général du rapport s'en trouve limité. La réglementation des affaires et son application, notamment dans les États fédéraux et les pays de taille économique

importante, ne sont pas homogènes à l'intérieur d'un pays. Et bien sûr, les obstacles à surmonter et les possibilités à exploiter dans la première ville commerciale — que ce soit Mumbai ou Sao Paulo, Nukualofa ou Nassau — varient considérablement d'un pays à l'autre. Compte tenu de l'intérêt manifesté par les gouvernements pour ces variations, *Doing Business* a complété ses indicateurs mondiaux par des études infranationales dans des pays tels que le Brésil, la Chine, le Mexique, le Nigéria, les Philippines et la Fédération de Russie<sup>5</sup>. *Doing Business* a également lancé un programme de travail axé sur les petits États insulaires<sup>6</sup>.

Dans les domaines où la réglementation est complexe et très différenciée, le scénario normalisé utilisé pour établir les indicateurs de *Doing Business* doit être soigneusement défini. Le cas échéant, le scénario de base suppose qu'il s'agit d'une société à responsabilité limitée. Ce choix est en partie empirique : la SARL est la forme de société la plus courante dans la plupart des pays. Ce choix reflète également l'intérêt que porte *Doing Business* au développement des possibilités de création d'entreprise. Les investisseurs sont incités à prendre des risques lorsque les pertes potentielles se limitent à leur participation financière dans l'entreprise.

## ACCENT MIS SUR LE SECTEUR FORMEL

Pour établir les indicateurs, *Doing Business* suppose que les entreprises connaissent toutes les dispositions réglementaires et les appliquent. Dans la pratique, les entreprises peuvent passer un temps considérable à chercher à savoir où s'adresser et quels documents soumettre. Ou bien elles peuvent tout bonnement ignorer leurs obligations légales, comme par exemple l'inscription à la sécurité sociale.

Lorsque la réglementation est particulièrement lourde, il y a davantage d'entreprises dans le secteur informel. Cela a un coût : ces entreprises se développent en général plus lentement, ont plus difficilement accès au crédit et emploient moins de personnes — et ces em-

ployés ne bénéficient d'aucune protection dans le cadre de la législation du travail<sup>7</sup>. *Doing Business* mesure un ensemble de facteurs qui aident à expliquer l'expansion du secteur informel et donnent aux planificateurs une idée des réformes à envisager. Pour mieux comprendre l'environnement général des entreprises et examiner les enjeux à relever par les pouvoirs publics dans une perspective plus large, il convient d'utiliser les données de *Doing Business* en conjonction avec celles provenant d'autres sources telles que les enquêtes de la Banque mondiale sur les entreprises<sup>8</sup>.

## POURQUOI CETTE APPROCHE ?

*Doing Business* est comparable à un test de cholestérol qui serait appliqué à l'environnement réglementaire des entreprises d'un pays. Un test de cholestérol ne présente pas une image complète de notre état de santé, mais il permet de mesurer un aspect important de notre santé. C'est aussi un moyen de nous inciter à modifier notre comportement de façon à améliorer non seulement notre taux de cholestérol mais aussi notre état de santé général.

Une manière de vérifier si *Doing Business* offre une mesure indirecte de l'environnement général des entreprises et de leur compétitivité est d'étudier les corrélations entre les classements de *Doing Business* et les autres grands indicateurs économiques. La série d'indicateurs la plus proche de *Doing Business* est celle de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur la réglementation du marché des produits ; le taux de corrélation est de 0,80. L'indice de la compétitivité mondiale du Forum économique mondial et l'Annuaire de la compétitivité mondiale publié par l'IMD ont une plus large portée mais ils sont aussi étroitement corrélés avec le classement *Doing Business* (0,80 et 0,76, respectivement). Ces corrélations montrent que dans des conditions de paix et de stabilité macroéconomique, la réglementation des entreprises a une grande influence sur la compétitivité économique.

Une question plus importante est de savoir s'il existe un lien entre les thèmes couverts par *Doing Business* et le développement et la réduction de la pauvreté. Dans l'étude intitulée La parole est aux pauvres, la Banque mondiale a demandé à 60 000 pauvres à travers le monde comment ils pensaient pouvoir sortir de la misère<sup>9</sup>. Les réponses étaient catégoriques : tous ceux interrogés, hommes et femmes, comptaient sur les revenus tirés de leur propre entreprise ou sur leur emploi rémunéré. Pour promouvoir la croissance — et faire en sorte que les pauvres puissent en bénéficier — il faut créer un environnement dans lequel tous ceux qui apportent une énergie et des idées nouvelles, quels que soient leur sexe et leur origine ethnique, puissent monter leur affaire et où les entreprises puissent investir, prospérer et créer des emplois.

Les petites et moyennes entreprises sont les moteurs de la concurrence, de la croissance et de la création d'emplois, notamment dans les pays en développement. Mais dans ces pays, le secteur informel représente jusqu'à 80 % de l'activité économique. La bureaucratie et la réglementation peuvent être un obstacle à l'intégration de ces entreprises dans le secteur structuré.

Lorsque la réglementation est lourde et la concurrence limitée, la réussite d'un entrepreneur dépend davantage de ses relations que de ses aptitudes. Mais lorsque la réglementation est transparente, efficace et simple à appliquer, il devient plus facile pour tous ceux qui désirent créer une entreprise, quels que soient leurs contacts, de fonctionner dans le respect de la légalité et de tirer parti des possibilités et des protections offertes par la loi.

À cet égard, *Doing Business* considère qu'une bonne réglementation est essentielle pour l'inclusion sociale. Il fournit également les éléments nécessaires pour étudier les effets de la réglementation et de son application. Par exemple, *Doing Business 2004* a montré que la rapidité d'exécution d'un contrat était associée à la perception d'une justice plus équitable — autrement dit, lenteur de

justice vaut déni de justice<sup>10</sup>. On trouvera d'autres exemples aux chapitres suivants.

### DOING BUSINESS, UN EXERCICE DE COMPARAISON

*Doing Business*, du fait qu'il étudie certains aspects essentiels des systèmes réglementaires, s'est avéré utile pour les comparaisons avec un point de référence. Toute analyse comparative — qu'elle porte sur des individus, des entreprises ou des États — est nécessairement partielle : elle est valide et utile si elle aide à affiner le jugement, mais elle l'est moins si elle s'y substitue.

*Doing Business* utilise les données recueillies de deux façons : il présente des indicateurs « absolus » pour chaque pays dans chacun des dix domaines de réglementation étudiés, et il établit un classement des pays — général et en fonction de chaque indicateur. Il faut une certaine marge d'appréciation pour interpréter ces mesures dans un pays donné et élaborer des réformes judicieuses et politiquement acceptables.

Pris séparément, certains classements établis par *Doing Business* risquent de surprendre. Certains pays peuvent avoir un classement meilleur que prévu par rapport à certains indicateurs. Et les pays qui ont connu une croissance rapide ou ont attiré un grand volume d'investissements peuvent avoir un classement moins bon que d'autres pays apparemment moins dynamiques.

Cela étant, un bon classement *Doing Business* est généralement associé avec une bonne performance économique. Les pays classés parmi les vingt premiers de la liste sont ceux qui ont un revenu par habitant élevé, une forte productivité et un système de réglementation très sophistiqué.

Mais pour les pays animés d'une volonté de réforme, l'amélioration des indicateurs est plus importante que le classement absolu. À mesure que leur économie se développe, ils renforcent et élargissent leur réglementation pour protéger les droits des investisseurs et les droits de propriété, tout en améliorant

l'application des règles existantes et en abrogeant celles qui sont périmées. L'une des conclusions de *Doing Business* est que les pays dynamiques et en expansion continuent à adopter des réformes et à réviser leur réglementation ainsi que la façon dont elle est appliquée, tandis que de nombreux pays pauvres utilisent encore des systèmes de réglementation datant de la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

### DOING BUSINESS— MANUEL DE L'UTILISATEUR

Les données quantitatives et les comparaisons peuvent être utiles pour stimuler le débat sur les mesures à prendre, en mettant en lumière les problèmes potentiels et en indiquant aux décideurs les enseignements à tirer des bonnes pratiques utilisées ailleurs. Ces données permettent également d'étudier comment différentes approches — et différentes réformes — contribuent à atteindre l'objectif visé, tel que la compétitivité, la croissance, la création d'emplois et l'amélioration du revenu.

Les données recueillies par *Doing Business* depuis son lancement il y a six ans ont permis de réaliser des études toujours plus nombreuses sur le lien qui existe entre les résultats mesurés par les indicateurs de *Doing Business* et les réformes adoptées dans les domaines en question, d'une part, et les résultats sociaux et économiques attendus, d'autre part. Quelque 325 articles ont été publiés dans des revues spécialisées pratiquant l'examen collégial, et 742 documents de travail peuvent être consultés sur Google Scholar<sup>11</sup>. Parmi les constatations faites, on peut citer :

- L'abaissement des barrières à l'entrée est associé à un secteur informel plus restreint<sup>12</sup>.
- La réduction des coûts d'entrée peut encourager la création d'entreprise et faire reculer la corruption<sup>13</sup>.
- La simplification des démarches à effectuer pour créer une entreprise peut accroître les possibilités d'emploi<sup>14</sup>.



Comment les pays utilisent-ils *Doing Business* ? La réaction initiale est souvent de mettre en question la qualité et la pertinence des données du rapport. Mais le débat donne généralement lieu à un examen plus approfondi de l'utilité des données pour le pays et des domaines dans lesquels des réformes pourraient être envisagées.

La plupart des réformateurs commencent par chercher des exemples, et *Doing Business* les aide dans cette tâche. Ainsi, l'Arabie saoudite a utilisé le droit des entreprises en vigueur en France pour réviser sa propre législation. De nombreux pays africains s'inspirent du modèle de l'île Maurice en matière de réformes car ce pays a le meilleur classement de la région par rapport aux indicateurs de *Doing Business*. Mahmoud Mohieldin, ministre égyptien de l'Investissement, explique :

*Ce qui me plaît dans le rapport Doing Business... c'est qu'il permet des échanges d'informations. Je n'exagère pas en disant que j'ai vérifié quels sont les dix pays les mieux classés pour chaque indicateur et je leur ai demandé : « Qu'avez-vous fait ? ». L'un des avantages de commencer après les autres, dans quelque domaine que ce soit, c'est que vous pouvez tirer parti de leur expérience.*

Au cours des six dernières années, de nombreux pays ont réformé le cadre réglementaire de leurs entreprises. La plupart des réformes adoptées dans les domaines étudiés par *Doing Business* s'inscrivaient dans des programmes de réforme plus généraux visant à accroître la compétitivité économique. Pour mettre en place leurs programmes de réforme, les pays utilisent différents indicateurs et sources de données. Les réformateurs tiennent également compte des demandes de nombreux acteurs et groupes d'intérêts, qui soulèvent tous des questions importantes dans le débat sur la réforme.

Le soutien du Groupe de la Banque mondiale au processus de réforme engagé par les pays a pour but de les encourager à utiliser les données avec discernement, en affinant leur jugement

et en évitant de se borner à améliorer leur classement *Doing Business*.

## MÉTHODOLOGIE ET DONNÉES

*Doing Business* porte sur 181 pays — parmi lesquels figurent de petites économies et quelques uns des pays les plus pauvres du monde, sur lesquels les autres séries de données fournissent très peu d'informations. Les données *Doing Business* sont basées sur les dispositions législatives et réglementaires nationales et les formalités administratives obligatoires. (Pour une explication détaillée de la méthodologie *Doing Business*, voir les notes statistiques.)

### SOURCES DES DONNÉES

La plupart des indicateurs sont basés sur les lois et règlements en vigueur. En outre, les indicateurs de coût sont généralement étayés par les barèmes d'honoraires officiels. Les participants aux enquêtes *Doing Business* remplissent des questionnaires et citent les lois, règlements et barèmes applicables, ce qui aide à vérifier la fiabilité et la qualité des données.

Pour certains indicateurs, les éléments concernant les coûts (s'il n'existe pas de barème) et les délais se fondent davantage sur la pratique que sur les textes de loi, ce qui introduit une part de subjectivité. C'est pourquoi *Doing Business* travaille avec des juristes bien familiarisés avec les formalités en question. Conformément à la méthode type utilisée pour les études des temps et des mouvements, *Doing Business* décompose chaque processus ou formalité, tels que la création d'une entreprise et son exploitation légale, en étapes distinctes afin de mieux estimer les délais respectifs. Ces estimations sont fournies par des spécialistes qui ont une grande expérience de ces formalités.

Au cours des six dernières années, plus de 10 000 spécialistes dans 181 pays ont aidé à recueillir les données utilisées pour les indicateurs *Doing Business*. Le rapport de cette année a utilisé les informations fournies par plus de 6 700 spécialistes. On trouvera sur le site Web

de *Doing Business* le nombre de personnes interrogées dans chaque pays et pour chaque indicateur (le tableau 12.1, dans les notes statistiques, indique le nombre de personnes interrogées par type d'indicateur). Étant donné que le rapport porte principalement sur les dispositions législatives et réglementaires, la plupart des personnes interrogées sont des juristes. Les questionnaires sur le crédit sont remplis par des responsables du registre sur le crédit ou de la centrale des risques. Les questionnaires sur le commerce transfrontalier, les impôts et les permis de construire sont adressés aux transitaires, comptables, architectes et autres professionnels.

La méthode de collecte des données utilisée par *Doing Business* se distingue de celle utilisée pour les enquêtes auprès des entreprises, qui donnent souvent une image plus étroite des perceptions et de l'expérience des entreprises. Un avocat d'affaires qui inscrit entre 100 et 150 entreprises par an au registre du commerce est mieux familiarisé avec la procédure qu'un entrepreneur qui le fera tout au plus une ou deux fois. Un juge commissaire qui tranche des douzaines d'affaires de faillite par an en sait plus sur la question qu'une entreprise en instance de faillite.

### MISE AU POINT DE LA MÉTHODOLOGIE

La méthode de calcul de chaque indicateur est transparente, objective et facile à reproduire. D'éminents universitaires collaborent à l'élaboration des indicateurs, ce qui garantit leur rigueur académique. Six des documents de référence sur les indicateurs ont été publiés dans des revues économiques à grand tirage et deux autres le seront prochainement.

*Doing Business* utilise la méthode des moyennes simples pour pondérer les sous-indicateurs et calculer les classements. D'autres méthodes ont été étudiées, telles que l'utilisation des composantes principales et des variables latentes.<sup>15</sup> Ces deux méthodes donnent pratiquement les mêmes résultats que la méthode des moyennes simples. Les tests montrent que chaque série d'indicateurs fournit de

nouvelles informations. La méthode des moyennes simples est donc robuste.

### AMÉLIORATIONS APPORTÉES À LA MÉTHODOLOGIE ET RÉVISION DES DONNÉES

La méthodologie a été constamment améliorée au fil des ans. Les changements ont été essentiellement apportés à l'instigation des pays inclus dans l'échantillon de *Doing Business*. S'agissant de l'exécution des contrats, par exemple, le montant du litige dans le scénario de base a été augmenté de 50 % à 200 % du revenu par habitant après la première année, lorsqu'il est apparu que les litiges portant sur des montants peu élevés avaient peu de chances d'être portés devant les tribunaux.

Un autre changement concerne la création d'entreprise. Le capital minimal obligatoire peut être un obstacle pour ceux qui souhaitent monter une affaire. Au départ, *Doing Business* mesurait le capital minimal requis, qu'il doive être intégralement versé d'avance ou non. Dans de nombreux pays, une partie seulement des fonds propres doit être versée d'avance. Pour tenir compte des barrières effectives à l'entrée, seul le capital minimal versé est utilisé depuis 2004.

Un changement a été apporté à la méthode de base utilisée pour le rapport de cette année. Il concerne l'indice de fiabilité des garanties, qui fait partie de la série d'indicateurs sur l'obtention de crédit.

Tous les changements de méthodologie sont expliqués dans le rapport et sur le site Web de *Doing Business*. On trouvera également sur ce site Web, pour chaque indicateur et chaque pays, des séries chronologiques qui remontent à la première année pour laquelle l'indicateur ou le pays a été inclus dans le rapport. Afin de pouvoir comparer ces séries chronologiques, on procède à un rétrocalcul des données en tenant compte des changements de méthode et des corrections de données. On peut aussi consulter sur le site Web toutes les séries de données originales utilisées pour les documents de référence.

Les informations concernant les corrections de données peuvent être consultées sur le site Web (voir également les notes statistiques). Une procédure de recours transparente permet à quiconque de contester les données. Si les erreurs sont confirmées après vérification des données, elles sont corrigées dans les meilleurs délais.

### NOTES

1. Le modèle des coûts standard est une méthode destinée à mesurer la charge administrative imposée aux entreprises par la réglementation en vigueur. Cette méthode peut servir à mesurer l'effet d'une loi particulière ou de certains aspects de la législation, ou encore à évaluer la législation d'un pays dans son ensemble.
2. L'année dernière, le rapport a utilisé un examen effectué par le Groupe indépendant d'évaluation du Groupe de la Banque mondiale (2008).
3. De Soto (2000).
4. Les indicateurs concernant le commerce transfrontalier et l'octroi de permis de construire tiennent compte de certains aspects de l'infrastructure nationale, notamment les transports terrestres de marchandises et la viabilisation des terrains pour les entreprises.
5. <http://www.doingbusiness.org/subnational>.
6. <http://www.doingbusiness.org>.
7. Schneider (2005).
8. <http://www.enterprisesurveys.org>.
9. Narayan et al. (2000).
10. Banque mondiale (2003).
11. <http://scholar.google.com>.
12. Par exemple, Masatlioglu et Rigolini (2008), Kaplan, Piedra et Seira (2008) et Djankov, Ganer, McLiesh, Ramalho et Shleifer (2008).
13. Par exemple, Alesina et al. (2005), Perotti et Volpin (2004), Klapper, Laeven et Rajan (2006), Fisman et Sarria-Allende (2004), Antunes et Cavalcanti (2007), Barseghyan (2008) et Djankov, Ganer, McLiesh, Ramalho et Shleifer (2008).
14. Par exemple, Freund et Bolaky (à paraître), Chang, Kaltani et Loayza (à paraître) et Helpman, Melitz et Rubinstein (2008).
15. Voir Djankov et al. (2005).

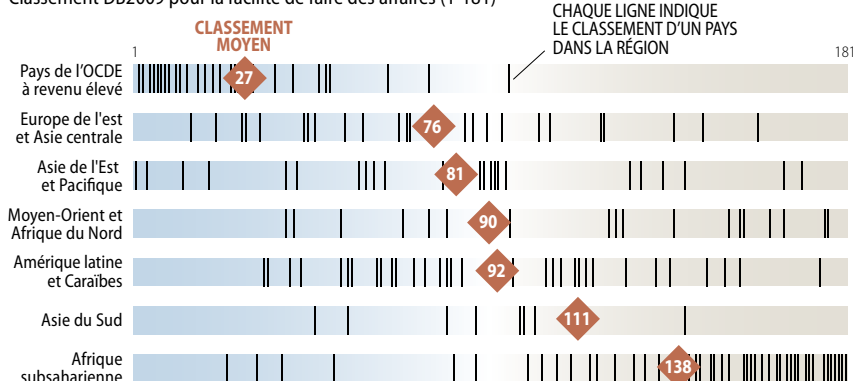


# Présentation générale

FIGURE 1.1

## Quelles sont les régions dotées des réglementations les plus favorables aux affaires ?

Classement DB2009 pour la facilité de faire des affaires (1-181)



Source : Base de données *Doing Business*.

Pour la cinquième année consécutive, les réformes ont été plus nombreuses en Europe de l'Est et en Asie centrale que dans toute autre région. Vingt-six des 28 pays de cette région ont procédé à 69 réformes au total. Depuis 2004, *Doing Business* suit les réformes visant à simplifier la réglementation des entreprises, à renforcer les droits de propriété, à faciliter l'obtention de prêts et l'exécution des contrats en mesurant leur impact sur dix types d'indicateurs.<sup>1</sup> Près de 1 000 réformes ayant un impact sur ces indicateurs ont été recensées, dont un tiers en Europe de l'Est et en Asie centrale.

La région s'était classée avant l'Asie de l'Est et le Pacifique en 2007, en termes de facilité de faire des affaires — et a conservé sa place cette année (figure 1.1). Quatre pays de la région (la Géorgie, l'Estonie, la Lituanie et la

Lettonie) figurent parmi les 30 premiers pays dans le classement mondial *Doing Business*.

Le classement en termes de facilité de faire des affaires ne rend pas pleinement compte du climat économique d'un pays. L'indicateur ne tient pas compte de tous les facteurs qui sont importants pour les entreprises, tels que les conditions macroéconomiques, l'infrastructure, les qualifications de la main-d'œuvre ou la sécurité. Mais l'amélioration du classement d'un pays signifie qu'il met en place un cadre réglementaire favorable à l'activité commerciale. En Europe de l'Est et en Asie centrale, de nombreux pays continuent à s'y employer — et les pays de la région se classent une fois encore en tête de la liste des meilleurs réformateurs en 2007–08. À noter un fait nouveau cette année : les réformes dans la région se déplacent vers l'Est

avec quatre nouveaux pays dans la liste des dix meilleurs réformateurs : l'Azerbaïdjan, l'Albanie, la République kirghize et le Bélarus (tableau 1.1).

De nombreux autres pays ont également réformé. Cent-treize pays ont adopté 239 réformes qui accroissent la facilité de faire des affaires entre juin 2007 et juin 2008. C'est le plus grand nombre de réformes recensées en un an depuis que le rapport *Doing Business* est publié. L'année dernière, les réformes ont porté sur l'aide à la création d'entreprises, l'allègement de la pression fiscale, la simplification de la réglementation des importations et des exportations et l'amélioration des systèmes d'information sur le crédit.

L'Asie de l'Est est la région où le rythme des réformes s'est le plus accéléré. Les deux

TABLEAU 1.1

### Les 10 premiers pays réformateurs en 2007–08

Pays	Création d'entreprises	Octroi de permis de construire	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Azerbaïdjan	✓		✓	✓	✓	✓	✓		✓	
Albanie	✓				✓	✓	✓			
République kirghize	✓	✓				✓				
Bélarus	✓	✓		✓	✓		✓	✓		
Sénégal	✓			✓				✓		
Burkina Faso		✓	✓	✓			✓			
Botswana	✓					✓		✓		
Colombie	✓	✓					✓	✓		✓
République dominicaine	✓			✓			✓	✓		
Égypte	✓	✓		✓	✓	✓		✓		

Note : Les pays sont classés en fonction du nombre et de l'impact de leurs réformes. *Doing Business* commence par sélectionner les pays ayant effectué des réformes qui facilitent la pratique des affaires dans au moins trois domaines couverts par le rapport. Ensuite, les pays sont classés en fonction de l'amélioration de leur rang pour la facilité de faire des affaires par rapport à l'année précédente. Plus cette amélioration est importante, meilleur est le classement.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 1.2

## L'Europe de l'Est et l'Asie centrale — premières au palmarès des réformes

Pourcentage de pays ayant adopté au moins une réforme qui facilite la pratique des affaires au cours des cinq dernières années

Rapport *Doing Business* de l'an dernier

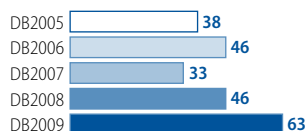
### Europe de l'Est et Asie centrale

(28 pays)



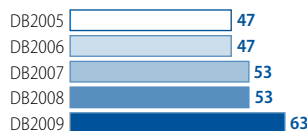
### Asie de l'Est et Pacifique

(24 pays)



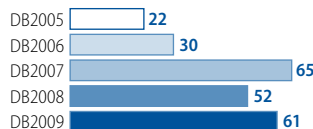
### Moyen-Orient et Afrique du Nord

(19 pays)



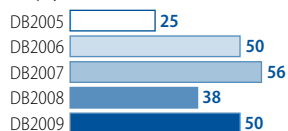
### Afrique subsaharienne

(46 pays)



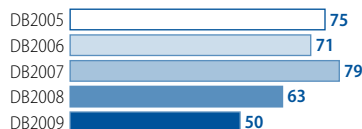
### Amérique latine et Caraïbes

(32 pays)



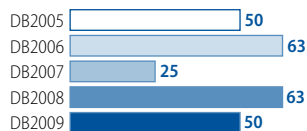
### Pays de l'OCDE à revenu élevé

(24 pays)



### Asie du Sud

(8 pays)



tiers des pays de la région ont adopté des réformes, contre moins de la moitié l'an dernier (figure 1.2). La tendance a continué à s'accélérer dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, où les deux tiers des pays ont procédé à des réformes. Alors que cette région était jadis réputée pour ses barrières prohibitives à l'entrée, deux pays — la Tunisie et le Yémen — ont éliminé l'obligation de dépôt du capital minimal requise pour créer une entreprise, tandis que la Jordanie l'a réduite de 30 000 à 1 000 dinars jordaniens.

L'Afrique subsaharienne a également poursuivi sa tendance à la réforme : 28 pays ont mis en œuvre 58 réformes, plus que toute autre année depuis que *Doing Business* suit les réformes. Deux pays ouest-africains ont ouvert la voie, le Sénégal et le Burkina Faso. En Amérique latine, la Colombie et la République dominicaine ont le plus réformé. Les réformes ont ralenti dans les pays à revenu élevé membres de l'OCDE, de même qu'en Asie du Sud.

L'Azerbaïdjan est le premier pays réformateur en 2007–08. Un guichet unique pour la création d'entreprise a été mis en place en janvier 2008, réduisant de moitié les délais, le coût et le nombre de démarches nécessaires pour créer une entreprise. Les inscriptions au registre du commerce ont augmenté de 40 % au cours des six premiers mois. Les modifications apportées au code du travail ont assoupli la réglementation du travail en autorisant les contrats à durée déterminée pour les emplois permanents, en assouplissant les restrictions relatives aux heures de travail et en éliminant l'obligation de réaffecter le personnel licencié pour raison économique. Les transferts de propriété peuvent désormais s'effectuer en 11 jours, contre 61 dans le passé, grâce à la consolidation du registre des transactions foncières et immobilières.

Ce n'est pas tout. L'Azerbaïdjan a éliminé le seuil minimum de 1 100 dollars requis pour inscrire un prêt au registre du crédit, ce qui a doublé le nombre des emprunteurs couverts. Les actionnaires minoritaires sont mieux protégés, grâce à la révision du code civil et à une nouvelle réglementation des transactions entre parties apparentées. Ces transactions sont aujourd'hui soumises à des règles plus strictes en ce qui concerne leur divulgation au conseil de surveillance et dans les rapports annuels. En outre, les parties intéressées dans une transaction entre apparentés qui est préjudiciable pour l'entreprise doivent verser des dommages-intérêts et rembourser les profits qu'elles ont empochés.

Les contribuables azerbaïdjanais peuvent désormais faire leur déclaration de revenus et

payer leurs impôts en ligne, ce qui économise plus de 500 heures de formalités par an en moyenne. À Baku, un nouveau tribunal de commerce a aidé à accélérer l'exécution des contrats. Le nombre de juges chargés d'examiner les litiges commerciaux est passé de cinq à neuf, ce qui a réduit de 30 jours en moyenne la durée des règlements.

L'Albanie se classe en deuxième place, avec quatre réformes dans les domaines évalués par *Doing Business*. Une nouvelle loi applicable au droit commercial a renforcé la protection des droits des actionnaires minoritaires. La loi impose des règles plus strictes d'approbation et d'information concernant les transactions entre parties apparentées et définit pour la première fois les obligations des administrateurs. Elle a également accru les possibilités de pourvoi si une transaction entre parties apparentées est préjudiciable pour l'entreprise. L'élimination de l'obligation de passer devant un tribunal pour enregistrer une entreprise et l'ouverture d'un guichet unique ont facilité la création d'entreprise. Il est désormais possible de créer une entreprise en huit jours, alors qu'il fallait plus d'un mois auparavant. Le premier registre du crédit a ouvert ses portes en Albanie, et les réformes fiscales ont réduit de moitié le taux d'imposition des sociétés, qui est désormais égal à 10 %.

## AFRIQUE — PLUS DE RÉFORMES QUE JAMAIS AUPARAVANT

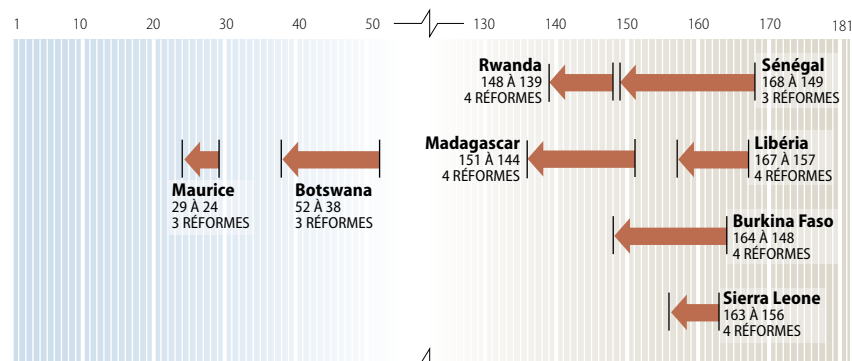
Les pays africains ont adopté plus de réformes en 2007–08 que dans toute année précédemment couverte par *Doing Business* et trois des dix premiers réformateurs du monde se trouvent en Afrique : le Sénégal, le Burkina Faso et le Botswana. Les réformes se multiplient également dans trois pays sortant d'un conflit — le Libéria, le Rwanda et la Sierra Leone (figure 1.3). Maurice, pays de la région où la réglementation est la plus favorable aux entreprises, continue à réformer et figure cette année sur la liste des 25 premiers pays pour la facilité de faire des affaires.

Cette volonté de réforme se manifeste après plusieurs années de croissance économique sans précédent en Afrique. Le taux de croissance a frisé les 6 % en moyenne au cours de la dernière décennie, grâce à l'amélioration des conditions macroéconomiques et à la diminution des conflits sur le continent. Face à l'élargissement des possibilités économiques, il était urgent d'alléger les contraintes réglementaires, ce à quoi s'emploient de plus en plus les pays de la région. Les pays réformateurs sont également

FIGURE 1.3

**Qui a le plus réformé en Afrique en 2007–08?**

Amélioration du classement pour la facilité de faire des affaires, DB2008-DB2009

Source: Base de données *Doing Business*.

conscients que l'augmentation de l'activité économique dans le secteur formel, grâce à la création d'entreprises et d'emplois, est la meilleure façon de réduire la pauvreté.

Le Rwanda est un bon exemple des dividendes de la paix et de l'impact positif de mesures macroéconomiques rationnelles. C'est l'un des pays du monde qui a le plus activement réformé la réglementation commerciale au cours de la décennie. En 2001, il a adopté une nouvelle loi relative au droit du travail dans le cadre du programme national de reconstruction. En 2002, il a lancé un programme de réforme concernant la délivrance de droits de propriété. En 2004, les réformateurs ont simplifié le régime douanier, amélioré le registre du crédit et entrepris une réforme des tribunaux. En 2007, le Rwanda a poursuivi la réforme des procédures d'enregistrement des propriétés et du système douanier. Certaines réformes ont été plus longues à mettre en œuvre. Par exemple, la réforme judiciaire a été lancée en 2001 mais les lois requises n'ont pas été promulguées et les nouveaux tribunaux de commerce n'ont pas commencé à fonctionner avant 2008<sup>3</sup>.

La plupart des pays réformateurs en Afrique ont mis l'accent sur la facilitation de la création d'entreprise et la réduction des coûts d'importation et d'exportation. Mais il reste beaucoup à faire. Les entreprises africaines se heurtent encore à des contraintes réglementaires et administratives plus lourdes que dans toute autre région, et les droits de propriété et ceux des investisseurs sont moins bien protégés en Afrique qu'ailleurs. Sur le plan positif, la mise en œuvre de réformes dans de telles circonstances montre clairement l'attachement des gouvernements à créer des institutions solides et à adopter des politiques vigoureuses, ce qui contribue à attirer les investisseurs.

### FACILITÉ D'ENTRÉE — UNE FOIS ENCORE LE DOMAINE DE PRÉDILECTION DES RÉFORMES

En 2007–08, la facilitation de la création d'entreprise est restée le domaine dans lequel les réformes ont été les plus nombreuses. Dans 49 pays, la création d'entreprise est désormais plus simple et moins onéreuse (figure 1.4). Ces pays figurent parmi les 115 pays — soit plus de la moitié du total mondial — qui ont adopté des réformes dans ce domaine au cours des cinq dernières années. Viennent ensuite les réformes visant à simplifier l'impôt et son administration, suivies des réformes visant à faciliter le commerce. Dans ces trois domaines, les réformes administratives peuvent beaucoup accomplir.

Les réformes peuvent être plus difficiles dans d'autres domaines, notamment lorsqu'elles nécessitent des modifications juridiques ou des choix politiques délicats. Douze pays seulement ont réformé leur système judiciaire ; sept ont modifié leur législation concernant les transactions garanties ou sécurisées ; et six ont modifié leur réglementation du travail de façon à l'assouplir tandis que neuf ont opté pour plus de rigidité.

Les trois réformes les plus audacieuses qui ont le plus amélioré les indicateurs de *Doing Business* (tableau 1.2) :

- Meilleure protection des investisseurs en Albanie
- Facilitation de la création d'entreprise au Yémen
- Réforme fiscale en République dominicaine.

### POURSUITE DES RÉFORMES DANS LES PAYS LES PLUS PERFORMANTS

Singapour est resté en tête du classement pour la facilité de faire des affaires, suivi par la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et Hong Kong (Chine) (tableau 1.3). Et les réformes se poursuivent. Cinq des dix pays les plus performants du monde ont adopté des réformes qui ont eu un impact sur les indicateurs de *Doing Business* en 2007–08. Singapour a continué à simplifier son service de création d'entreprise en ligne. La Nouvelle-Zélande a introduit un système de création d'entreprise qui utilise une seule procédure électronique, réduit le taux d'imposition des sociétés et promulgué une nouvelle loi sur l'insolvabilité. Hong Kong (Chine) a simplifié les démarches d'octroi de permis de construire dans le cadre de la réforme de son régime de permis. Le Danemark a mis en œuvre des réformes fiscales. Et à Toronto, au Canada, il est désormais possible de créer une entreprise en une seule démarche.

La poursuite de ces réformes n'est pas surprenante. Les pays à revenu élevé ont été nombreux à institutionnaliser la réforme du cadre réglementaire avec la mise en place de programmes visant à simplifier systématiquement les formalités administratives. Entre autres exemples, on peut citer les programmes « Be the Smart Regulator » (« Pour une réglementation plus intelligente ») à Hong Kong (Chine), Simplex au Portugal, Better Regulatory Executive au Royaume-Uni, Actal aux Pays-Bas et Kafka en Belgique. Pour définir les priorités, ces pays demandent régulièrement aux entreprises quels sont les domaines dans lesquels des réformes sont nécessaires. La Belgique a réformé l'enregistrement des entreprises lorsque 2 600 entreprises ont indiqué que c'était un problème

TABLEAU 1.2

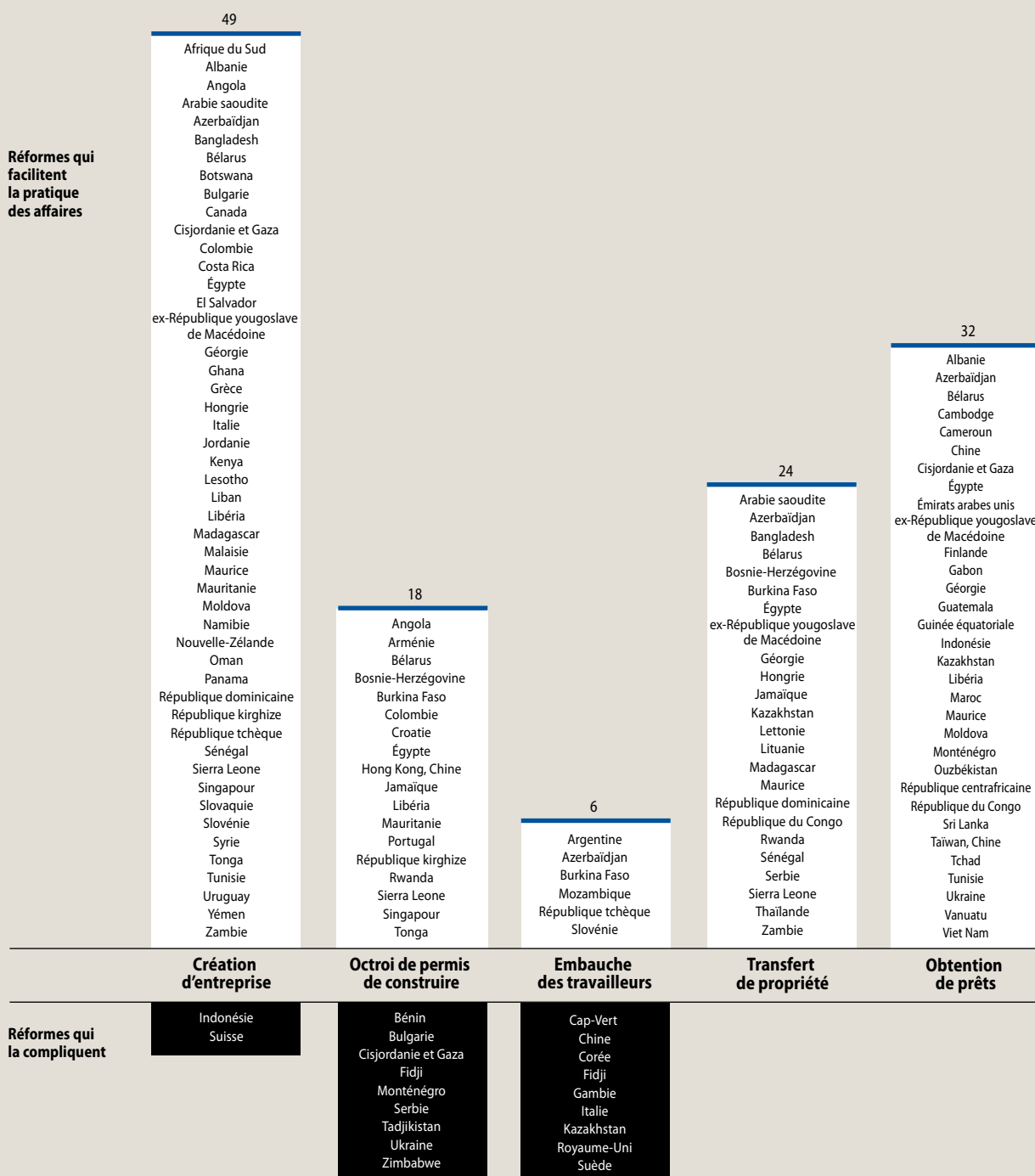
#### Premiers réformateurs en 2007–08 par type d'indicateur

Création d'entreprises	Yémen
Octroi de permis de construire	République Kirghize
Embauche des travailleurs	Burkina Faso
Enregistrement de propriétés	Bélarus
Obtention de prêts	Cambodge
Protection des investisseurs	Albanie
Païement des taxes et impôts	République dominicaine
Commerce transfrontalier	Sénégal
Exécution des contrats	Mozambique
Fermeture d'entreprise	Pologne

Source : Base de données *Doing Business*.



FIGURE 1.4

**239 réformes en 2007–08 ont facilité la pratique des affaires — 26 l'ont compliquée**

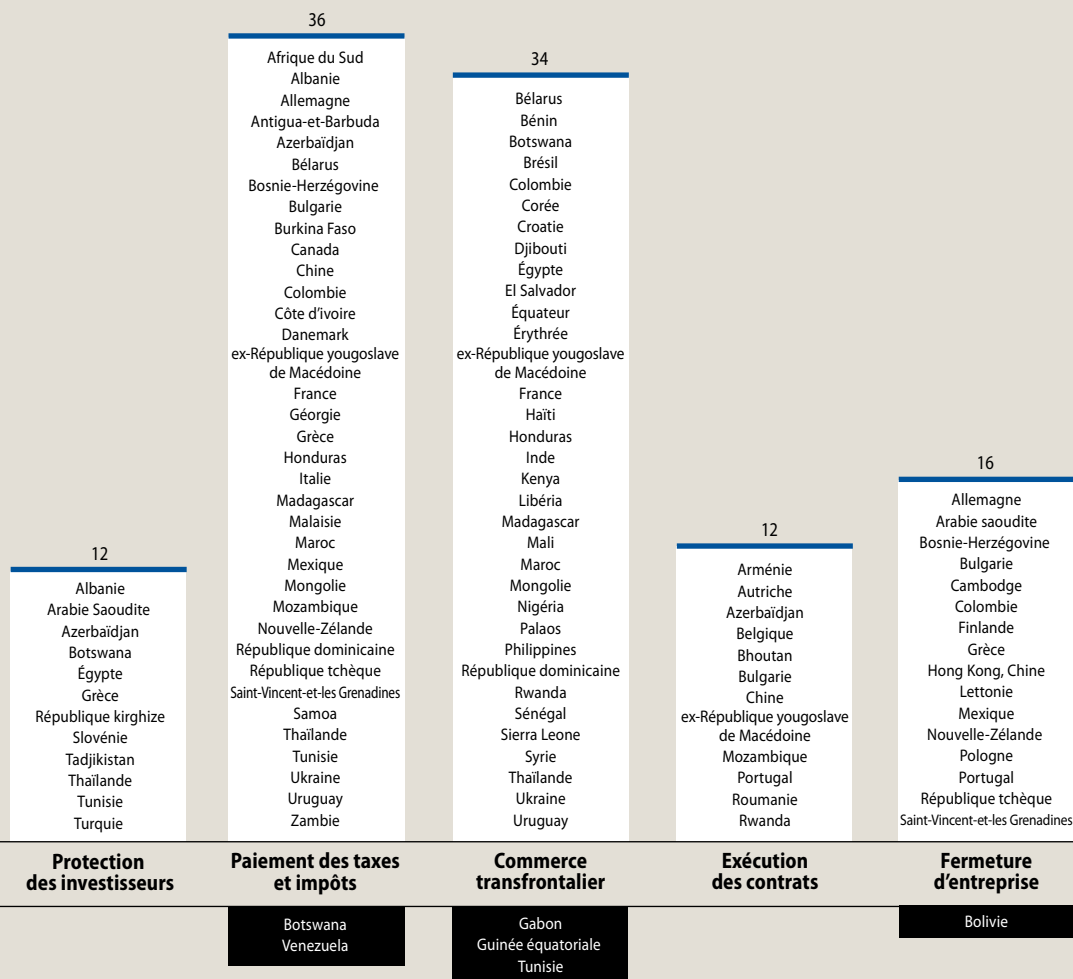




TABLEAU 1.3

**Classement pour la facilité de faire des affaires**

2009 CLASSE- MENT	2008 CLASSE- MENT	PAYS	2009 CLASSE- MENT	2008 CLASSE- MENT	PAYS	2009 CLASSE- MENT	2008 CLASSE- MENT	PAYS
1	1	Singapour	62	53	Pérou	122	120	Inde
2	2	Nouvelle-Zélande	63	62	Jamaïque	123	119	Lesotho
3	3	États-Unis	64	56	Samoa	124	122	Bhoutan
4	4	Hong Kong, Chine	65	59	Italie	125	126	Brésil
5	5	Danemark	66	61	Saint-Vincent-et-les Grenadines	126	121	Micronésie
6	6	Royaume-Uni	67	63	Saint-Kitts-et-Nevis	127	124	Tanzanie
7	7	Irlande	68	99	République kirghize	128	129	Maroc
8	8	Canada	69	68	Maldives	129	127	Indonésie
9	10	Australie	70	80	Kazakhstan	130	128	Gambie
10	9	Norvège	71	79	ex-république yougoslave de Macédoine	131	132	Cisjordanie et Gaza
11	11	Islande				132	130	Algérie
12	12	Japon	72	77	El Salvador	133	134	Honduras
13	19	Thaïlande	73	81	Tunisie	134	131	Malawi
14	13	Finlande	74	70	Dominique	135	150	Cambodge
15	21	Géorgie	75	65	République tchèque	136	133	Équateur
16	24	Arabie Saoudite	76	72	Pologne	137	140	Syrie
17	14	Suède	77	74	Pakistan	138	145	Ouzbékistan
18	17	Bahreïn	78	69	Belize	139	148	Rwanda
19	16	Belgique	79	75	Kiribati	140	136	Philippines
20	25	Malaisie	80	71	Trinité-et-Tobago	141	139	Mozambique
21	15	Suisse	81	76	Panama	142	138	Iran
22	18	Estonie	82	78	Kenya	143	137	Cap-Vert
23	22	Corée	83	90	Chine	144	151	Madagascar
24	29	Maurice	84	73	Grenade	145	144	Ukraine
25	20	Allemagne	85	115	Bélarus	146	141	Suriname
26	27	Pays-Bas	86	135	Albanie	147	142	Soudan
27	23	Autriche	87	82	Ghana	148	164	Burkina Faso
28	28	Lituanie	88	83	Brunéi	149	168	Sénégal
29	26	Lettonie	89	85	Îles Salomon	150	149	Bolivie
30	30	Israël	90	84	Monténégro	151	143	Gabon
31	32	France	91	88	Palaos	152	146	Iraq
32	35	Afrique du Sud	92	87	Viet Nam	153	153	Djibouti
33	97	Azerbaïdjan	93	86	Îles Marshall	154	147	Haïti
34	33	Sainte-Lucie	94	91	Serbie	155	152	Comores
35	31	Porto Rico	95	89	Papouasie-Nouvelle-Guinée	156	163	Sierra Leone
36	37	Slovaquie	96	106	Grèce	157	167	Libéria
37	38	Qatar	97	110	République dominicaine	158	154	Zimbabwe
38	52	Botswana	98	123	Yémen	159	156	Tadjikistan
39	34	Fidji	99	98	Liban	160	166	Mauritanie
40	36	Chili	100	101	Zambie	161	155	Côte d'Ivoire
41	50	Hongrie	101	94	Jordanie	162	161	Afghanistan
42	40	Antigua-et-Barbuda	102	103	Sri Lanka	163	159	Togo
43	39	Tonga	103	92	Moldova	164	158	Cameroun
44	41	Arménie	104	93	Seychelles	165	162	République démocratique populaire lao
45	44	Bulgarie	105	95	Guyana			
46	54	Émirats arabes unis	106	107	Croatie	166	160	Mali
47	47	Roumanie	107	96	Nicaragua	167	165	Guinée équatoriale
48	43	Portugal	108	100	Swaziland	168	169	Angola
49	46	Espagne	109	113	Uruguay	169	157	Bénin
50	45	Luxembourg	110	104	Bangladesh	170	170	Timor-Leste
51	48	Namibie	111	105	Ouganda	171	172	Guinée
52	49	Koweït	112	116	Guatemala	172	171	Niger
53	66	Colombie	113	102	Argentine	173	173	Érythrée
54	64	Slovénie	114	125	Égypte	174	175	Venezuela
55	51	Bahamas	115	108	Paraguay	175	176	Tchad
56	42	Mexique	116	109	Éthiopie	176	177	Sao Tomé-et-Principe
57	57	Oman	117	118	Costa Rica	177	174	Burundi
58	55	Mongolie	118	114	Nigéria	178	178	République du Congo
59	60	Turquie	119	117	Bosnie-Herzégovine	179	179	Guinée-Bissau
60	67	Vanuatu	120	112	Fédération de Russie	180	180	République centrafricaine
61	58	Taiwan, Chine	121	111	Népal	181	181	République démocratique du Congo

Note : Le classement de chaque pays est en date de juin 2008 et figure également dans les tableaux par pays. Le classement pour la facilité de faire des affaires est la moyenne des classements des pays dans les dix domaines couverts par *Doing Business 2009*. Les classements de l'an dernier figurent en italiques. Ils tiennent compte des changements de méthodologie, des corrections de données et de l'addition de trois pays.

Source : Base de données *Doing Business*.

majeur en 2003. Alors qu'il fallait auparavant sept démarches et deux mois pour créer une entreprise, il suffit à présent de trois démarches qui peuvent s'effectuer en quatre jours. Les enregistrements d'entreprises ont augmenté de 30 % en deux ans. Au Portugal, 86 des 257 initiatives lancées dans le cadre du programme Simplex donnaient suite à des discussions avec les entreprises.

La simplification de la réglementation aide les entreprises comme les pouvoirs publics. Au Portugal, la réforme des modalités d'enregistrement a fait économiser 230 000 jours d'attente par an aux entreprises<sup>4</sup>. Cela économise également des frais à l'État. Au Royaume-Uni, selon les estimations officielles, les frais administratifs des entreprises ont atteint 13,7 milliards de livres en 2005. La réduction de ces coûts permettrait aux entreprises de se développer plus rapidement et à l'État d'économiser des fonds qu'il pourrait utiliser pour améliorer les services publics.

#### CINQ ANS DE RÉFORMES DANS LES DOMAINES COUVERTS PAR *DOING BUSINESS*

L'engagement est la clé du succès en matière de réforme du cadre réglementaire. Dans de nombreux pays, les réformes recensées par *Doing Business* reflètent un engagement plus large et plus ferme à améliorer la compétitivité nationale. Parmi ces réformateurs systématiques on peut citer l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'ex-République yougoslave de Macédoine dans la région Europe de l'Est et Asie centrale, la France et le Portugal dans le groupe des pays à revenu élevé de l'OCDE, l'Égypte et l'Arabie saoudite dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'Inde en Asie du Sud, la Chine et le Viet Nam en Asie de l'Est, la Colombie, le Guatemala et le Mexique en Amérique latine, et le Burkina Faso, le Ghana, Maurice, le Mozambique et le Rwanda en Afrique. Chacun de ces pays a réformé au moins cinq domaines couverts par *Doing Business*, adoptant jusqu'à 22 réformes au cours des cinq dernières années.

Dans certains pays, les réformes étaient motivées par les pressions concurrentielles grandissantes liées à l'adhésion aux marchés communs tels que l'Union européenne (ex-République yougoslave de Macédoine) ou aux accords commerciaux comme l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale (Guatemala). Pour d'autres, il s'agissait de faciliter la création d'entreprises locales (Azerbaïdjan, Colombie, Égypte) ou de diversifier l'économie nationale (Maurice, Arabie saoudite). Pour d'autres encore, l'ob-

jectif était de s'attaquer à la lourde tâche de redressement économique après des années de conflit (Rwanda).

Bon nombre des réformateurs ont commencé par s'inspirer de l'expérience des autres. L'Égypte s'est tournée vers l'Inde pour résoudre ses problèmes liés aux technologies de l'information. La Colombie a suivi l'exemple de l'Irlande. Comme l'a fait observer le ministre colombien du Commerce, Luis Guillermo Plata, « Ce n'est pas comme pour faire un gâteau, où il suffit de suivre la recette. Nous sommes tous différents. Mais nous pouvons tirer certains enseignements de l'expérience des autres et les adapter à notre situation ».

Plusieurs de ces pays sont aujourd'hui pris en exemple par d'autres. Les réformateurs azerbaïdjanais se sont rendus en Géorgie et en Lettonie. L'Angola a demandé une assistance juridique et technique basée sur le modèle portugais de création d'entreprise.

Les réformateurs les plus dynamiques n'ont pas hésité à entreprendre de vastes programmes de réformes. Depuis 2005, la Géorgie a adopté une nouvelle loi sur le statut des entreprises et un nouveau code douanier, créé un nouveau système d'enregistrement de biens fonciers qui a remplacé un système complexe qui nécessitait l'approbation de nombreux organismes, mis en place le premier service d'information sur le crédit du pays et adopté des réformes judiciaires de vaste portée. L'Égypte a mis en place des guichets uniques pour les importations/exportations et la création d'entreprises, procédé à d'ambitieuses réformes fiscales, continué à améliorer ses systèmes d'information sur le crédit et modifié les règles de cotation à la Bourse du Caire. La Colombie a renforcé la protection des investisseurs en adoptant des règles plus strictes en matière d'information, amendé les lois sur l'insolvabilité et réformé le système douanier, tandis que son guichet unique pour la création d'entreprise a servi d'exemple à d'autres pays de la région.

Parmi les réformateurs dans le groupe des marchés naissants, l'Inde a mis l'accent sur la technologie en créant un système d'enregistrement électronique des nouvelles entreprises, un registre électronique des garanties et un système de soumission des documents douaniers et de paiement des droits sous forme électronique. La Chine a centré ses efforts sur la facilitation de l'accès au crédit. En 2006, un nouveau registre d'information sur le crédit a permis à plus de 340 millions de particuliers d'établir leurs antécédents en matière de crédit. Une nouvelle loi sur le statut des entreprises a réduit le capital

minimal requis et renforcé la protection des investisseurs. Et en 2007, une nouvelle loi sur la propriété a étendu la liste des biens pouvant être donnés en garantie. Le Mexique a mis l'accent sur le renforcement de la protection des investisseurs grâce à une nouvelle loi sur les valeurs mobilières, tout en continuant à réduire la bureaucratie au niveau des États.

#### RÉFORME DU CADRE RÉGLEMENTAIRE — QUELS SONT LES AVANTAGES ?

Sur quelque 25 millions de biens fonciers urbains en Égypte, seulement 7 % étaient officiellement enregistrés en 2005. Au cours des six mois suivant la réforme de son système d'enregistrement des biens fonciers, les transferts de titres se sont multipliés et les recettes ont augmenté de 39 %<sup>5</sup>. Après la réforme du système d'enregistrement des biens fonciers à Tegucigalpa, au Honduras, le nombre de demandes d'inscription au registre reçues durant la période de juillet à décembre a augmenté de 65 % entre 2006 et 2007.

De même, après la réduction du capital minimum obligatoire, le nombre d'enregistrements d'entreprises nouvelles a augmenté de 55 % en Géorgie et de 81 % en Arabie saoudite. La Géorgie compte aujourd'hui 15 entreprises immatriculées pour 100 personnes, ce qui est comparable aux chiffres observés dans des pays comme la Malaisie et Singapour.

Ces premiers résultats montrent que les réformes entraînent des changements concrets, comme en témoigne le nombre grandissant d'études qui utilisent les données de *Doing Business* pour analyser l'effet de la réglementation sur le caractère informel de l'activité économique, la création d'emplois, la productivité, la croissance économique et la réduction de la pauvreté<sup>6</sup>.

Dans l'ensemble, les études montrent que les pays dotés d'une lourde réglementation ont un secteur informel plus important, un taux de chômage plus élevé et une croissance économique plus lente. Les études menées plus récemment permettent d'apprécier d'ores et déjà l'impact des réformes. Selon une étude, les réformes adoptées au Mexique ont notamment produit les effets suivants : le nombre d'entreprises immatriculées a augmenté de près de 6 %, l'emploi a progressé de 2,6 % et les prix ont diminué de 1 % sous l'effet de la concurrence exercée par les nouvelles entreprises sur le marché<sup>7</sup>. Selon une autre étude, l'assouplissement de la réglementation du travail en Inde réduirait d'un tiers le nombre d'emplois informels dans le secteur du commerce de détail<sup>8</sup>.

Mais rien n'en dit plus long que l'expérience des personnes touchées. Janet, qui dirige une entreprise de vannerie à Kigali, au Rwanda, explique : « J'ai des survivantes, j'ai des veuves, j'ai des femmes dont le mari est en prison. J'éprouve une grande satisfaction à les voir travailler ensemble sous un même toit... ces femmes gagnent aujourd'hui leur vie<sup>9</sup>. »

## NOTES

1. *Doing Business* recense uniquement les réformes visées par les dix types d'indicateurs. Les amendements législatifs sont pris en compte une fois que les lois et décrets d'application respectifs, le cas échéant, sont entrés en vigueur. Les réformes administratives telles que la prescription de délais doivent être intégralement appliquées.
2. Narayan et al. (2000).
3. Hertveldt (2008).
4. Ramos (2008).
5. Haidar (2008).
6. Les données relatives à la réglementation de l'entrée sur le marché, par exemple, ont été utilisées dans 168 articles publiés dans des revues à comité de lecture et plus de 200 documents de travail consacrés à la recherche. Les données sur l'efficacité des procédures judiciaires ont été utilisées dans 54 articles et 86 documents de travail. Au total, les données générées par le projet *Doing Business* ont été utilisées dans 325 articles publiés et 742 documents de travail.
7. Bruhn (2008).
8. Amin (à paraître).
9. Cet exemple est tiré du rapport de la Banque mondiale *Doing Business : Women in Africa* (2008a), une collection d'études de cas sur des entreprises africaines.

# Création d'entreprise

Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété  
Obtention de prêts  
Protection des investisseurs  
Paiement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats  
Fermeture d'entreprise

Au départ, Julian travaillait pour ses frères mais mettait de l'argent de côté pour monter sa propre affaire. Elle s'est lancée dans le commerce en allant chercher au Kenya des marchandises qu'elle ramenait en Ouganda pour les revendre. « Je prenais l'autocar de nuit, et je restais debout pendant tout le trajet pour bénéficier du tarif réduit de 50 % », raconte-t-elle. « Mon objectif était de lancer une entreprise de traitement de jus de fruit, une vraie usine ».

Après avoir économisé suffisamment d'argent, Julian a lancé ses opérations de production. Ne pouvant payer son transport, elle devait aller à pied au service public d'analyses chimiques pour y faire tester ses produits. « Mon seul moyen de transport, c'était ma brouette, et l'entreprise toute entière, c'était moi ».

Julian se souvient également de toutes les difficultés qu'elle a dû surmonter pour pouvoir inscrire son entreprise au registre du commerce. « Il y avait tellement à faire, et tellement de bureaux à visiter — inscrire mon entreprise au registre, obtenir mon numéro

TABLEAU 2.1

## Où est-il le plus facile et où est-il le plus difficile de créer une entreprise ?

Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Nouvelle Zélande	1	Cameroun	172
Canada	2	Djibouti	173
Australie	3	Guinée équatoriale	174
Géorgie	4	Iraq	175
Irlande	5	Haïti	176
États-Unis	6	Guinée	177
Maurice	7	Érythrée	178
Royaume-Uni	8	Togo	179
Porto Rico	9	Tchad	180
Singapour	10	Guinée-Bissau	181

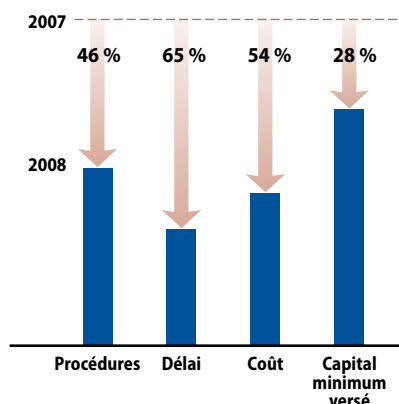
Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements du pays en matières de procédures, délai, coût et capital minimum à verser pour créer une entreprise. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 2.1

## Les 10 premiers pays réformateurs en matière de création d'entreprise

Amélioration moyenne



1. Yémen
2. Slovaquie
3. Sénégal
4. Albanie
5. Libéria
6. Azerbaïdjan
7. Syrie
8. Hongrie
9. Oman
10. Sierra Leone

Source : Base de données Doing Business.

d'identification fiscale, et différents permis délivrés par différentes administrations, présenter une déclaration sous serment, obtenir un sceau d'entreprise et faire inspecter mes locaux par les services municipaux et sanitaires. J'ai dû verser à un juriste la somme, pour moi exorbitante, de 500 000 shillings ougandais (279 dollars)<sup>1</sup>.

Maintenant, les entrepreneurs comme Julian rencontrent beaucoup moins d'obstacles. Les réformes menées depuis cinq ans en Ouganda et dans un grand nombre d'autres pays ont permis de rationaliser les procédures de création d'entreprise. Prenons le cas de l'Azerbaïdjan : en 2004, les pouvoirs publics ont imposé une limite préliminaire au délai dans lequel les administrations devaient traiter le dossier d'inscription. En 2005, ils ont adopté la règle « qui ne dit mot consent » pour l'inscription au registre fiscal. Un an plus tard, ils ont encore raccourci le délai de traitement des demandes d'inscription des entreprises. En 2007, ils ont aboli l'obligation d'obtenir un sceau d'entreprise puis, en 2007-08, ils ont mis en place un guichet unique. Au départ, les procédures requises pour créer une entreprise prenaient 122 jours ; aujourd'hui, il n'en faut plus que 16 (voir figure 2.3).

La constitution formelle d'une entreprise en société présente plusieurs avantages. Les sociétés, personnes morales, survivent à leurs fondateurs. Des ressources sont souvent mises en commun par les actionnaires qui participent ensemble à la création de l'entreprise. En outre, les sociétés ont accès à des services et à des institutions comprenant, notamment, les tribunaux et les banques commerciales.

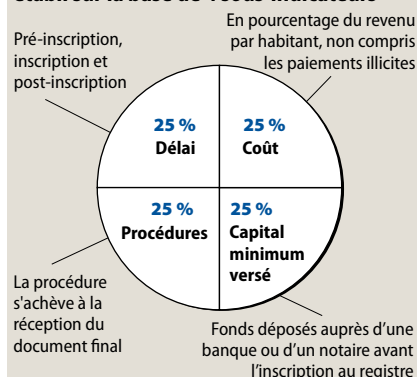
Toutefois, dans un grand nombre de pays, les réglementations régissant la création et l'exploitation d'une entreprise sont tellement complexes, si l'on se réfère aux paramètres de *Doing Business*, que les entrepreneurs renoncent à opérer dans le secteur formel et poursuivent leurs activités dans le secteur informel.

La simplification des formalités d'entrée dans le secteur formel encourage la création de nouvelles entreprises. Prenons, par exemple, le cas du Sénégal. En juillet 2007, celui-ci a modifié la réglementation gouvernant l'inscription des entreprises au registre. Entre cette date et mai 2008, 3 060 nouvelles entreprises se sont inscrites, soit 80 % de plus que l'année précédente. Les études menées au Mexique, en Inde, au Brésil et en Fédération de Russie concluent toutes que : la simplification des procédures de création d'entreprise engendre une augmentation du nombre d'entreprises inscrites au registre. L'étude effectuée au Mexique analyse l'effet de la simplification de la procédure d'obtention d'une autorisation municipale, qui est l'une des onze procédures requises pour créer une entreprise. Conclusion : la facilitation de l'entrée dans le secteur formel a donné lieu à une augmentation d'environ 4 % du nombre de nouvelles entreprises<sup>2</sup>.

Il existe, en outre, une corrélation entre la simplification des modalités de création d'entreprises et l'augmentation de la productivité des entreprises existantes. Une étude récente a montré, dans le cadre de l'analyse

FIGURE 2.2

## Création d'entreprise : le classement est établi sur la base de 4 sous-indicateurs

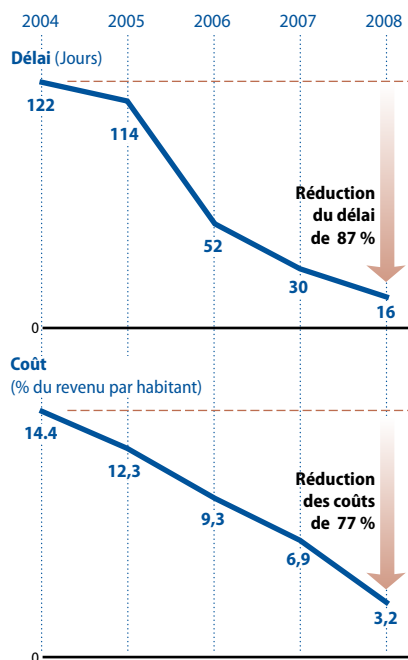


Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

FIGURE 2.3

### Créer une entreprise en Azerbaïdjan devient plus rapide et moins cher

Délai et coût de la création d'une entreprise



Source : Base de données Doing Business.

de la situation de 97 pays, qu'une réduction des coûts d'entrée d'un montant équivalant à 80 % du revenu par habitant a augmenté le facteur total de productivité de l'ordre de 22 %. L'analyse de 157 pays également présentée dans cette étude démontre que la même réduction des coûts d'entrée se traduit par une augmentation d'environ 29 % de la production par employé<sup>3</sup>. Ces effets notables pourraient être dus, entre autres, au fait qu'une réduction des coûts d'entrée sur le marché accroît les pressions qui s'exercent sur celles-ci et force les entreprises les moins productives à se retirer. De fait, une étude de l'entrée des entreprises dans le secteur formel au Mexique montre que la concurrence exercée par les nouveaux arrivants engendre une baisse des prix de 1 % et une réduction de 3,5 % du revenu des entreprises en exercice<sup>4</sup>.

La simplification et l'accélération du processus de création d'entreprise facilitent le mouvement des travailleurs et des capitaux d'un secteur à un autre lorsque les pays connaissent des chocs économiques. Une étude récemment consacrée à 28 secteurs de 55 pays compare les réallocations sectorielles de main-d'œuvre dans les années 80 et 90. En conclusion : les réallocations de main-d'œuvre se passent mieux dans les pays où il faut moins de temps pour créer une entreprise<sup>5</sup>. Cette conclusion est confirmée par de nombreuses analyses qui étudient l'effet des réglementations régissant la création d'entreprises dans les économies qui ouvrent leurs marchés de biens au commerce extérieur<sup>6</sup>.

L'explication est simple : lorsque les coûts fixes de la création d'entreprise sont élevés, il est difficile aux entrepreneurs de se reconverter dans les branches d'activité qui bénéficient le plus de l'ouverture au commerce extérieur. Ces difficultés réduisent l'intérêt présenté par l'ouverture des marchés sur l'extérieur.

Soucieux de profiter de ces avantages, des pays du monde entier ont mis au point des solutions innovantes pour faciliter l'entrée de nouvelles entreprises sur le marché. Pour citer un responsable de registre du commerce : « au bout du compte, nous avons tous le même objectif ».

Toutefois, comme le démontre *Doing Business*, l'inscription d'une entreprise au registre n'est souvent que l'une des pièces du puzzle. Dans de nombreux pays, les entrepreneurs sont obligés de faire des démarches auprès d'au moins sept agences avant de pouvoir commencer à opérer. Les pays les plus efficaces s'efforcent de mettre en place une interface unique entre les services publics et les entrepreneurs permettant d'effectuer toutes les inscriptions et notifications nécessaires, en particulier les inscriptions au registre du commerce et au registre fiscal. En Nouvelle-Zélande, par exemple, il suffit aux entrepreneurs d'entrer toutes les informations nécessaires une seule fois dans le système parce que les différents services administratifs sont tous reliés à une base de données unifiée. Aucun capital minimum n'est par ailleurs exigé, et la création de l'entreprise n'est pas soumise à l'approbation d'un juge (tableau 2.2).

### QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

En 2007-08, 49 pays ont facilité la création d'entreprises, un record depuis la première publication du rapport *Doing Business* (tableau 2.3). Fait notable : au Canada et en Nouvelle-Zélande, un entrepreneur peut

désormais créer une entreprise en suivant une procédure unique en ligne.

C'est le Yémen qui a procédé aux réformes les plus importantes dans le domaine de la création d'entreprises. En 2007, ce pays exigeait un capital minimum de 15 225 dollars (soit 2 003 % du revenu par habitant) ; il n'y avait qu'un seul pays au monde qui exigeait un capital minimum plus élevé. Cette obligation a été abolie. Elle n'existe plus ! Ce n'est pas tout. Le Yémen a également ouvert un guichet unique, grâce auquel il est maintenant possible de régler toutes les formalités — de réserver la raison sociale, à l'obtention de la licence requise pour la constitution, et finalement l'annonce de l'enregistrement de la société — tout au même endroit. Il est désormais plus simple d'obtenir l'autorisation de la municipalité et de s'inscrire à la chambre de commerce et au bureau des contributions. L'annonce de la suppression de l'obligation d'obtention du sceau d'entreprise a été aussi largement diffusée. Les réformes ont permis de ramener à cinq le nombre de procédures et de réduire de 50 jours le temps nécessaire pour créer une entreprise.

Le deuxième pays réformateur, en matière de création d'entreprises, est la Slovaquie qui a simplifié l'inscription des entreprises en mettant en place un point d'accès unique, en mettant en ligne les informations sur les entreprises, en éliminant les frais juridiques et en abolissant l'obligation de s'inscrire au bureau des statistiques. Ces changements ont permis de supprimer quatre procédures, de réduire le temps d'instruction du dossier de 41 jours et le coût de l'opération d'un montant équivalant à 8,4 % du revenu par habitant.

Le Sénégal figure parmi les 14 pays qui ont fait de l'Afrique la région ayant accompli le plus de réformes au niveau de la création d'entreprises. Son guichet unique est désormais pleinement opérationnel et a regroupé

TABLEAU 2.2

#### Simplifier les formalités administratives — l'élément le plus populaire des réformes en 2007-08

Simplification d'autres procédures d'inscription (sceau, publication, notaire, inspection, autres obligations)	Arabie saoudite, Bangladesh, Botswana, Bulgarie, Costa Rica, El Salvador, Géorgie, Ghana, Hongrie, Kenya, Libéria, ex-République yougoslave de Macédoine, Namibie, Moldova, République kirghize, Syrie, Yémen
Création ou amélioration du guichet unique	Albanie, Angola, Azerbaïdjan, Bélarus, Bulgarie, Italie, Lesotho, Liban, ex-République yougoslave de Macédoine, Oman, République tchèque, Sénégal, Slovaquie, Slovaquie, Yémen, Zambie
Mise en place ou amélioration des procédures d'inscription en ligne	Bulgarie, Canada, Colombie, Hongrie, Italie, ex-République yougoslave de Macédoine, Malaisie, Maurice, Nouvelle Zélande, Panama, République Dominicaine, Sénégal, Singapour
Suppression ou réduction du capital minimum obligatoire à verser	Bélarus, Égypte, El Salvador, Géorgie, Grèce, Hongrie, Jordanie, Tunisie, Uruguay, Yémen
Suppression ou simplification des procédures post-inscription	Afrique du Sud, Cisjordanie et Gaza, Colombie, Madagascar, Mauritanie, Sierra Leone, Tonga

Source : Base de données Doing Business.

sept procédures en une seule. Résultat : le temps requis pour créer une entreprise est passé de 58 à 8 jours. Le Libéria a, lui aussi, rationalisé son processus d'inscription des entreprises au registre et, ce faisant, a réduit de 3 mois la durée de l'opération. Les entreprises peuvent désormais commencer à fonctionner en moins d'un mois. Le Libéria a également réduit des trois quart le coût d'inscription en n'exigeant plus le recours aux services de juristes. Madagascar s'est, quant à elle, efforcée de réduire les coûts en abolissant la taxe professionnelle.

En Sierra Leone et en Afrique du Sud, il n'est plus nécessaire de passer par un juriste. L'Afrique du Sud a également mis en place des systèmes électroniques de certification et de publication des informations sur les entreprises. Au Botswana et en Namibie, les entrepreneurs bénéficient désormais de systèmes informatiques d'inscription. La Zambie a modernisé le registre des sociétés et a instauré un guichet unique. Le Lesotho en a fait de même, et a réduit de 33 jours le temps nécessaire à la création d'une entreprise. Le Burkina Faso a poursuivi les réformes de son guichet unique, le CEFOR, tandis que le Ghana a officiellement supprimé l'obligation d'avoir un sceau d'entreprise. L'Angola, le Kenya, la Mauritanie et Maurice ont également procédé à des réformes.

En Europe de l'Est et en Asie Centrale, dix pays ont procédé à des réformes. Six d'entre eux ont réduit la durée du processus en créant des guichets uniques. En Albanie, le processus ne passe plus par les tribunaux et il n'existe plus qu'une seule procédure à suivre pour l'inscription de l'entreprise au registre du commerce et au registre fiscal, l'immatriculation à la sécurité sociale et l'enregistrement au bureau du travail. Avant ces réformes, les entrepreneurs devaient attendre plus d'un mois avant de commencer leurs activités ; aujourd'hui, ce délai n'est plus que de huit jours. Le système du guichet unique a permis de raccourcir les délais de deux semaines en Azerbaïdjan et de six semaines en Slovaquie. La Bulgarie, la République kirghize et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont lancé des réformes similaires à celles de l'Azerbaïdjan. Par ailleurs, bien qu'ils soient toujours tenus d'obtenir un grand nombre de documents pour constituer leur dossier, les entrepreneurs tchèques peuvent maintenant le faire au même endroit grâce au nouveau « *Project Czech Point* ».

Le Bélarus utilise à présent une base de données unifiée pour l'inscription des entreprises, et a réduit de moitié le montant du capital minimum obligatoire devant être versé. La Géorgie, qui figurait parmi les principaux réformateurs dans *Doing Business 2008*, a totalement supprimé le capital minimum obligatoire ; elle a supprimé l'obligation d'avoir un sceau d'entreprise et n'exige plus le recours aux services d'un notaire. Moldova a

TABLEAU 2.3

**Qui réglemente le moins/le plus la création d'entreprise ?**

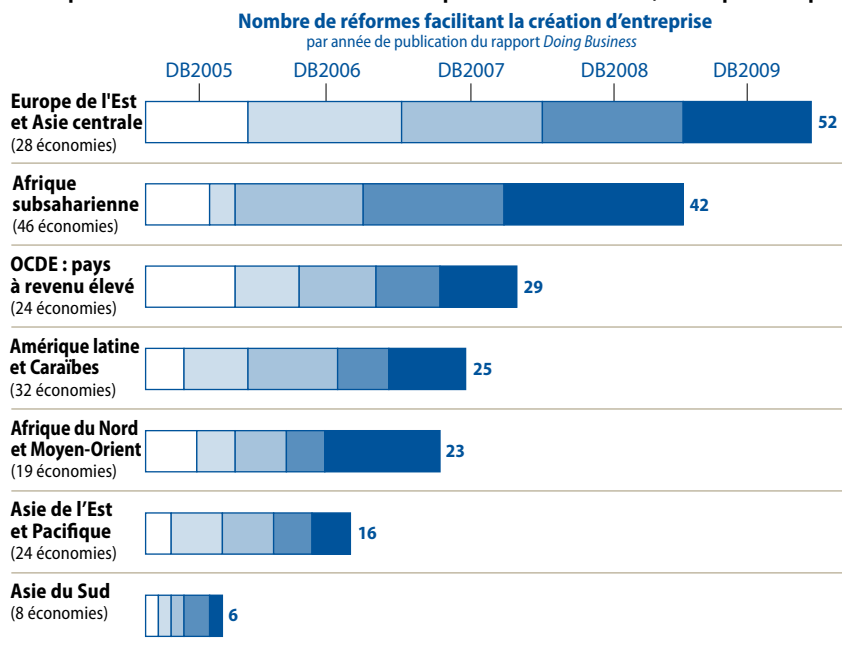
<b>Procédures (nombre)</b>			
<b>Le moins</b>		<b>Le plus</b>	
Canada	1	Grèce	15
Nouvelle-Zélande	1	Monténégro	15
Australie	2	Philippines	15
Belgique	3	Venezuela	16
Finlande	3	Guinée-Bissau	17
Géorgie	3	Brésil	18
Suède	3	Brunei	18
Bulgarie	4	Ouganda	18
Danemark	4	Tchad	19
Singapour	4	Guinée équatoriale	20
<b>Délai (jours)</b>			
<b>Le moins</b>		<b>Le plus</b>	
Nouvelle-Zélande	1	RDP Lao	103
Australie	2	Brunei	116
Géorgie	3	Guinée équatoriale	136
Belgique	4	Venezuela	141
Singapour	4	São Tomé-et-Principe	144
Canada	5	Brésil	152
Hongrie	5	Congo, République dém.	155
Islande	5	Haïti	195
Danemark	6	Guinée-Bissau	233
Maurice	6	Suriname	694
<b>Coût (% du revenu par habitant)</b>			
<b>Le moins</b>		<b>Le plus</b>	
Danemark	0,0	Bénin	196,0
Slovénie	0,1	Angola	196,8
Irlande	0,3	Djibouti	200,2
Nouvelle-Zélande	0,4	Burundi	215,0
Canada	0,5	République centrafricaine	232,3
Bahreïn	0,6	Togo	251,3
Suède	0,6	Gambie	254,9
États-Unis	0,7	Guinée-Bissau	257,7
Singapour	0,7	Zimbabwe	432,7
Royaume-Uni	0,8	Congo, République dém.	435,4
<b>Capital minimum versé</b>			
<b>Le plus</b>	% du revenu par habitant	USD	
Burkina Faso	459	1 973	
Oman	461	51 282	
Guinée	477	1 907	
République centrafricaine	514	1 953	
Djibouti	514	5 602	
Togo	560	2 016	
Éthiopie	694	1 526	
Niger	702	1 966	
Guinée-Bissau	1 015	2 030	
Syrie	4 354	76 627	

Remarque : Soixante-neuf pays n'exigent pas le versement d'un capital minimum.

Source : Base de données *Doing Business*.



FIGURE 2.4

**L'Europe de l'Est et Asie centrale est en tête du palmarès des réformes, suivie par l'Afrique**

Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données Doing Business.

promulgué deux lois portant sur les sociétés à responsabilité limitée et sur l'inscription des sociétés, et a imposé de plus strictes limites à la durée du processus. En revanche, la Bosnie-Herzégovine a allongé le temps nécessaire pour procéder à l'inscription de nouvelles entreprises en renforçant les obligations de notarisation.

Les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont progressé à grand pas sur la voie des réformes. La Syrie est le deuxième pays réformateur de la région, après le Yémen. Depuis la promulgation d'une nouvelle loi sur les sociétés et d'un nouveau code de commerce, le processus d'inscription ne fait désormais plus intervenir les tribunaux, et les délais limites ont été raccourcis ; le recours aux services de juristes n'est en outre plus obligatoire. Toutefois, les réformes menées pour faciliter la création d'une entreprise ont eu pour contreparties une mesure ayant pour effet d'accroître la difficulté de cette opération, à savoir l'augmentation de 33 % du capital minimum obligatoire à verser.

Le Liban et Oman ont accru l'efficacité des opérations de leurs guichets uniques. Au Liban, les délais de traitement ont été ramenés de 46 à 11 jours. La Tunisie, qui avait déjà réduit le montant du capital minimum obligatoire à verser, a maintenant totalement aboli cette obligation. La Jordanie l'a réduit de plus de 96 %. Dans le sillage de ses réformes de l'année précédente, l'Égypte a continué de réduire les coûts d'inscription d'une entreprise au registre et le montant du capital minimum obligatoire. De son côté,

l'Arabie Saoudite a continué le processus de simplification des procédures d'inscription au registre du commerce, et a réduit les frais de 80 %. En Cisjordanie et Gaza, l'informatisation du registre a permis de réduire le temps pris par l'inscription.

Dans le groupe des pays membres de l'OCDE à revenu élevé, on dénombre six réformateurs. Au Canada et en Nouvelle-Zélande, il est désormais possible de créer une entreprise en suivant une procédure unique. À Toronto (Canada), les entrepreneurs peuvent constituer leur entreprise en société en ligne, et reçoivent automatiquement un numéro d'entreprise dans un délai maximum de cinq jours. En Nouvelle-Zélande, ils peuvent s'inscrire au service des contributions tout en constituant leur entreprise en société en ligne. La Grèce et la Hongrie ont réduit d'environ 80 % le montant du capital minimum obligatoire. La Hongrie a en outre mis en place un système d'enregistrement et de publication de l'avis de constitution de la société en ligne, et elle n'exige plus le recours aux services d'un notaire. L'Italie a remanié son système d'inscription électronique pour permettre aux entreprises de remplir toutes les formalités en une seule fois. En Slovaquie, le guichet unique a regroupé quatre procédures en une, et a abaissé les frais d'enregistrement. La situation est moins favorable pour les entrepreneurs en Suisse : le montant du capital qu'ils doivent déposer auprès d'une banque pour pouvoir inscrire une entreprise au registre a doublé pour atteindre près de 20 000 dollars.

Dans la région Amérique Latine et Caraïbes, l'El Salvador a mené le mouvement en procédant à des réformes pour la troisième année consécutive. Le nouveau code de commerce réduit de moitié le montant du capital minimum obligatoire à verser, simplifie la procédure de légalisation des livres comptables et facilite l'obligation de publier l'information. L'Uruguay a aboli l'obligation de verser un capital minimum. La Colombie a fait porter ses efforts sur les réformes administratives, a sensiblement réduit les coûts et a simplifié les règles régissant la tenue des livres comptables. La région s'est aussi caractérisée par l'informatisation des opérations : au Costa Rica, les délais ont été raccourcis de 17 jours grâce à l'informatisation du système d'inscription au registre fiscal ; au Panama les procédures d'octroi de licences ont été simplifiées et, en République Dominicaine, les frais de création d'une entreprise ont été réduits et un système de vérification en ligne des dénominations a été mis en place.

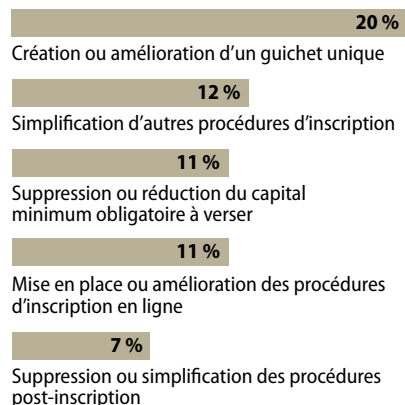
En Asie de l'Est, la Malaisie a raccourci de 11 jours la durée des procédures en mettant en place un système d'inscription au registre en ligne. Singapour a combiné le processus de recherche de dénomination et celui de l'inscription au registre des entreprises. Les Tonga ont réduit les délais et les frais en procédant à une réforme de l'octroi de licences. L'Indonésie a ramené la durée des procédures de création d'une entreprise de 105 à 76 jours, mais a presque doublé le montant du capital minimum à verser.

En Asie du Sud, seul le Bangladesh a procédé à des réformes ; il a rendu facultatif le recours aux services de juristes pour l'inscription d'une entreprise au registre.

FIGURE 2.5

**Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter la création d'entreprise**

Réformes qui incluent cet élément depuis DB 2005 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données Doing Business.

## QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Au cours des cinq dernières années, 115 pays du monde entier ont simplifié la création d'entreprises en procédant à 193 réformes (voir figure 2.4). Un grand nombre d'entre eux ont opté pour des réformes administratives de faible coût n'exigeant pas l'apport de modifications aux réglementations ou n'impliquant que des changements très limités. D'autres sont allés plus loin, en promulguant de nouvelles lois ou en amendant la législation. Certaines des réformes les plus fréquentes, et certains des enseignements tirés des efforts menés à cette fin, figurent ci-après (voir figure 2.5).

### CRÉATION D'UN GUICHET UNIQUE

Trente-neuf pays ont, au cours des cinq dernières années, institué ou modernisé un guichet unique : seize en Europe de l'Est et Asie centrale, sept en Afrique, six dans le groupe des pays de l'OCDE à revenu élevé, cinq en Amérique latine et cinq au Moyen-Orient et Afrique du Nord. Un guichet unique peut offrir un moyen rapide de donner une impulsion aux réformes. L'Azerbaïdjan, El Salvador, le Guatemala et le Maroc ont créé les leurs en moins de six mois. La mise en place de guichets uniques a eu des résultats encourageants. À Oman, le nombre d'inscriptions d'entreprises au registre est passé de 733, en moyenne, par mois en 2006 à 1 306 en 2007. En Azerbaïdjan, le nombre d'inscriptions a augmenté de 40 % entre le 1er janvier et mai 2008. La Croatie a connu une augmentation de plus de 300 % en trois ans du nombre d'entreprises créées à Zagreb et à Split.

La mise en place d'un guichet unique n'est toutefois pas un remède miracle. Les entrepreneurs doivent souvent accomplir des formalités additionnelles auprès d'autres bureaux (figure 2.6). Au Guatemala, par exemple, le guichet unique peut organiser l'inscription d'une entreprise au registre du commerce et au registre fiscal ainsi que l'immatriculation à la sécurité sociale en l'espace de 2 à 3 jours. Toutefois, pour que la procédure d'inscription puisse être close, il faut qu'un avis ait été publié pendant huit jours pour permettre à de tierces parties d'émettre des objections. Malgré le guichet unique, les entrepreneurs doivent encore suivre onze procédures et attendre 26 jours pour pouvoir être inscrits. Les réformateurs courent également le risque de créer des « guichets de plus » ou des « boîtes postales » qui se bornent à recevoir les demandes et à les transmettre aux ministères pour approbation. Les attentes perdurent.

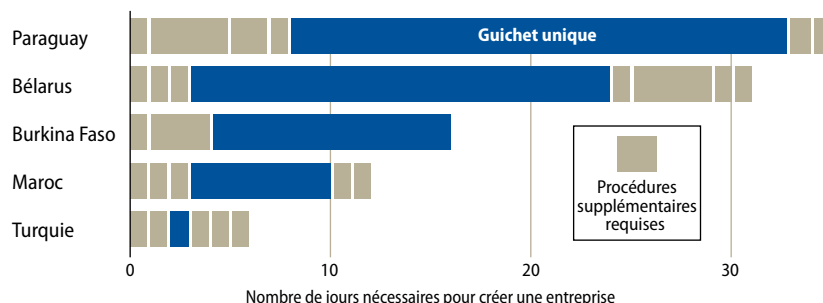
### SUPPRESSION DU CAPITAL MINIMUM OBLIGATOIRE À VERSER

Soixante-neuf pays autorisent la création d'entreprises sans exiger le versement d'un

FIGURE 2.6

### Guichets uniques — un même nom, des résultats différents

Temps et procédures de création d'une entreprise



Source : Base de données Doing Business.

capital minimum préétabli avant l'inscription au registre. Ils laissent les entrepreneurs déterminer ce qui convient à leur entreprise, compte tenu de sa nature et de la structure de son capital. Vingt-deux pays ont réduit ou supprimé l'obligation de déposer un capital minimum au cours des cinq dernières années, parmi lesquels l'Égypte, la Finlande, la France, la Géorgie, la Hongrie, le Japon, la Jordanie, l'Uruguay et le Yémen. Ces pays sont parmi ceux qui ont enregistré les augmentations les plus fortes du nombre d'entreprises créées. À la suite de la décision prise par Madagascar en 2006 de réduire de 80 % le capital minimum obligatoire à verser, le pourcentage d'inscriptions d'entreprises a fait un bond pour passer 13 % à 26 %. Lorsque la Tunisie a agi de même, les créations d'entreprises ont augmenté de 30 % entre 2002 et 2006, ce qui a amené les autorités tunisiennes à abolir cette obligation en 2007–08.

### EXPLOITATION DE LA TECHNOLOGIE

L'informatisation de la procédure d'inscription au registre est l'un des moyens les plus efficaces d'accélérer la création d'entreprise. Sept des pays où la création d'entreprise est la plus rapide (Australie, Canada, Danemark, Estonie, Nouvelle-Zélande, Singapour et Portugal) offrent aux entrepreneurs la possibilité de s'inscrire en ligne. Plus de 20 pays ont mis en place un tel système au cours des cinq dernières années. Les clients ne sont pas les seuls à bénéficier de gains de temps et d'argent. Lorsque la Belgique a mis en place son système d'inscription et de dossiers électroniques, elle a réduit ses frais administratifs annuels de 1,7 milliard d'euros.

Il est possible de procéder à une inscription au registre en ligne dans plus de 80 % des pays développés mais dans seulement 30 % des pays en développement. Cela n'est évidemment guère surprenant si l'on considère les disparités qui existent au niveau de l'accès à Internet et de son coût<sup>8</sup>.

L'inscription électronique est par ailleurs plus complexe qu'elle n'y paraît. En Suède, les demandes d'inscription au registre du commerce, au registre fiscal et au bureau de l'em-

ploi peuvent se faire en ligne mais la plupart des formulaires doivent encore être imprimés et signés à la main. Les Philippines offrent la possibilité aux entrepreneurs de réserver leur raison sociale et d'inscrire leur entreprise en ligne, mais exigent qu'ils se présentent en personne pour régler les montants dus. La Belgique autorise le dépôt d'un dossier par voie électronique à condition toutefois que cette procédure soit accomplie par un notaire ou un juriste. En Argentine, les directeurs d'entreprise doivent obtenir un numéro de code pour accéder au système fiscal en ligne et obtenir un numéro d'identification fiscale. Les pays doivent également veiller à ce que la législation nécessaire à l'autorisation des transactions électroniques soit en vigueur.

Il est toutefois d'ores et déjà possible de bénéficier grandement en temps, argent et sécurité, de l'informatisation des fichiers au registre du commerce, ou de l'offre de certains services en ligne, tels que la vérification de la dénomination. Il faut un début à tout. Il y a seulement 13 ans, un des centres d'inscription d'entreprises aux États-Unis stockait tous les dossiers dans un entrepôt si vaste que les employés s'y déplaçaient sur des patins à roulettes. Il fallait compter environ un mois pour obtenir le dossier demandé. Heureusement, l'entrepôt n'a jamais connu d'incendie.

### NOTES

1. Cet exemple est extrait de *Doing Business: Women in Africa* (2008a), recueil d'études de cas d'entrepreneurs africains.
2. Kaplan, Piedra et Seira (2008) pour le Mexique, Chari (2008) pour l'Inde, Monteiro et Assunção (2008) pour le Brésil, et Yakovlev et Zhuravskaya (2008) pour la Fédération de Russie.
3. Barseghyan (2008).
4. Bruhn (2008).
5. Ciccone et Papaioannou (2007).
6. Freund et Bolaky (prochainement), Chang, Kaltani et Loayza (2005), Cunat et Melitz (2007), Helpman et Itzhaki (2007) et Helpman, Melitz et Rubinstein (2008).
7. Klapper et al. (2008).
8. Base de données World Bank Group Entrepreneurship, 2008.



# Octroi de permis de construire

Embauche des travailleurs

Transfert de propriété

Obtention de prêts

Protection des investisseurs

Paiement des taxes et impôts

Commerce transfrontalier

Exécution des contrats

Fermeture d'entreprise

En 2007, la municipalité de Niamey au Niger a délivré 300 permis de construire. On aurait du mal à le deviner en contemplant cette ville où les immeubles poussent comme des champignons. « Un permis de construire ? Pour quoi faire ? Faites appel à un entrepreneur en construction, dites-lui ce que vous voulez et voilà ! » affirme un promoteur local.

Cette approche en matière de construction a donné comme résultat une ville qui n'est pas en phase avec les plans de zonage : des canalisations d'eau zigzaguent dans tous les sens et des maisons s'étalent au-delà de leurs parcelles de terrain. La raison : l'obtention de toutes les autorisations et le raccordement aux réseaux d'utilité publique peut prendre près de 9 mois, et coûter jusqu'à 2 694 % du revenu par habitant.

La situation pourrait bientôt changer. Le Niger a adopté un nouveau code de construction en mars 2008, à la suite de l'effondrement de deux immeubles dans le centre de Niamey.

TABLEAU 3.1

**Où l'octroi de permis de construire est-il facile ? Où n'est-il pas ?**

Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
St-Vincent-et-les-Grenadines	1	Tanzanie	172
Singapour	2	Burundi	173
Nouvelle-Zélande	3	Zimbabwe	174
Belize	4	Kazakhstan	175
Îles Marshall	5	Chine	176
St-Kitts-et-Nevis	6	Libéria	177
Danemark	7	Tadjikistan	178
Maldives	8	Ukraine	179
Kenya	9	Fédération de Russie	180
Géorgie	10	Érythrée	181

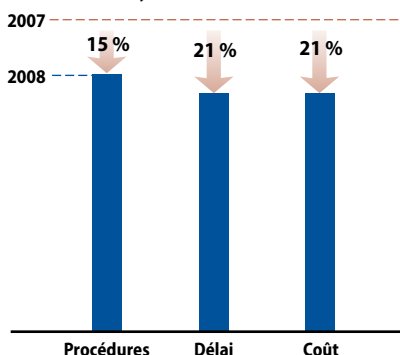
Remarque : Les classements sont la moyenne des classements de chaque pays en matière de procédures, délais et coûts nécessaires à la conformité aux formalités administratives pour la construction d'un entrepôt. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 3.1

**Les 10 premiers pays réformateurs en matière d'octroi de permis de construire**

Amélioration moyenne



1. République kirghize
2. Burkina Faso
3. Hong Kong, Chine
4. Rwanda
5. Arménie
6. Bélarus
7. Jamaïque
8. Croatie
9. Bosnie-Herzégovine
10. Angola

Source : Base de données Doing Business.

À Almaty au Kazakhstan, les entrepreneurs en bâtiment souffrent du poids d'une réglementation excessive. Un entrepreneur souhaitant simplement construire un entrepôt n'a d'autre choix que de se plonger dans un labyrinthe de 38 procédures, passant par 18 agences et d'y consacrer 231 jours.

Trouver le bon équilibre constitue un vrai défi lorsqu'il s'agit des réglementations en matière de construction. De bonnes réglementations garantissent des normes de sécurité qui protègent le public tout en rendant le processus d'obtention du permis efficace, transparent et abordable pour les autorités et les entrepreneurs qui y ont recours. Si les procédures sont trop complexes ou coûteuses, les entrepreneurs se passent du permis.

C'est dans le but de parvenir à cet équilibre entre la sécurité et le coût que la Bavière a institué en 1994 une méthode d'octroi de permis qui procède par classification. Pour les projets à bas risque, les architectes doivent fournir une preuve de leurs compétences et assumer la responsabilité de la construction. Les projets à risque moyen exigent l'approbation des plans par un expert indépendant dûment habilité. Seuls les projets complexes et à haut risque sont entièrement examinés par les autorités compétentes<sup>1</sup>. De 1994 à 2002, les entrepreneurs ont économisé environ 154 millions d'euros de frais d'obtention de permis de construire et la direction de la construction a réduit ses effectifs de 270 employés. Cette approche s'est étendue au reste de l'Allemagne.

Les économies les plus performantes en matière de facilité d'octroi de permis de construire se caractérisent par la rigueur de leurs procédures qui restent néanmoins transparentes et rapides (Tableau 3.1). La rapidité du processus est importante. Une étude réalisée récemment aux États-Unis indique que l'accélération par 3 mois du processus de délivrance de permis de construire sur les 22 mois que compte un cycle de projet pourrait augmenter les

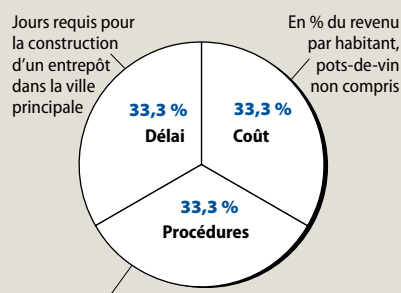
recettes de l'impôt foncier de 16,15 % et les dépenses en construction pour les collectivités locales de 5,7 %<sup>2</sup>. Et pourtant, dans 80 des 181 économies étudiées dans *Doing Business*, le délai d'obtention des permis est supérieur aux 30 jours de construction nécessaires dans le cas standardisé.

La direction de la construction de Singapour facilite l'accès aux informations nécessaires pour obtenir un permis de construire. Sur son site web elle donne la liste de tous les formulaires à remplir, fournit des exemplaires téléchargeables et permet aux utilisateurs d'envoyer tous les documents par voie électronique. Les promoteurs autrichiens, danois, islandais, malaisiens et américains complètent également leurs formulaires en ligne. Vingt-sept pays, dont la France et Hong Kong (Chine), garantissent l'approbation rapide de permis de construire par le biais de règles tacites, les délais allant de 2 à 4 semaines.

En Finlande et à Singapour, tous deux classés parmi les 10 pays les plus rapides dans l'octroi de permis de construire, c'est l'architecte ou un autre professionnel qualifié,

FIGURE 3.2

**Octroi de permis de construire : le classement est établi sur la base de 3 sous-indicateurs**



La procédure est terminée à la réception des documents définitifs ; permis de construire, inspections et raccordement aux réseaux de services collectifs compris

Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

qui est responsable de la supervision et de s'assurer de la qualité de la construction.

### QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

En 2007-08 dix-huit économies ont facilité aux entreprises les formalités liées à la construction (tableau 3.2). L'Afrique est le continent qui compte le plus de réformes qui facilitent l'octroi de permis de construire, avec 6 pays dont l'Angola, le Burkina Faso, le Libéria, la Mauritanie, le Rwanda et la Sierra Leone. L'Europe de l'est et l'Asie centrale suivent, avec des réformes en Arménie, au Bélarus, en Bosnie-Herzégovine, en Croatie et en République kirghize.

En Asie de l'Est et le Pacifique, Hong-Kong (Chine), Singapour et Tonga ont simplifié leurs procédures. En Amérique latine et aux Caraïbes, la Colombie et la Jamaïque ont réduit le délai pour le traitement des demandes de permis de construire. Parmi les pays à revenu élevé de l'OCDE, le Portugal a été le seul à instituer des réformes. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'Égypte s'affiche comme le seul pays réformateur. L'Asie du Sud n'a entrepris aucune réforme majeure.

La République kirghize se classe à la tête des réformateurs en matière d'octroi de permis de construire en 2007-08. Un nouveau guichet unique a été mis en place pour délivrer les permis de construire et édicter les conditions liées au plan architectural. La réglementation héritée de l'ère soviétique exigeait des entrepreneurs qu'ils obtiennent l'autorisation préalable de chacun des services d'utilité publique. Désormais, toutes les autorisations sont gérées par un guichet unique.

Les réformateurs kirghizes ne se sont pas arrêtés là. Un décret présidentiel a supprimé le permis local, qui exigeait d'obtenir la signature du maire de Bichkek, une procédure pour laquelle il fallait compter 60 jours. « C'était un vrai cauchemar. Vous ne saviez jamais quels autres papiers seraient demandés », déclare Bekbolot, propriétaire d'une entreprise de construction de taille moyenne. De même, la mairie ne gère plus les permis d'habitation. « Avant les réformes, il me fallait 6 mois et malgré cela je ne parvenais pas à obtenir la signature du maire. Après les réformes, juste une semaine suffit pour faire signer et sceller mon permis d'habitation ».

Après avoir supprimé 9 procédures et réduit le temps de 173 jours, le gouvernement se concentre désormais sur la réduction des coûts qui, à plus de 405 % du revenu par habitant, demeurent élevés.

Le Burkina Faso, autrefois parmi les 10 pays ayant le système d'octroi de permis de construire le plus complexe, s'est classé au deuxième rang des réformateurs. Un programme de réformes comptant plusieurs volets a réduit le délai de 12 jours et baissé les coûts de 25 %. Pour commencer, un décret du gouvernement a limité le nombre

TABLEAU 3.2

### Simplification des procédures d'octroi de permis de construire — l'un des éléments de réforme les plus populaires en 2007-08

Simplification des procédures d'octroi de permis de construire	Angola, Colombie, Croatie, Hong-Kong (Chine), Jamaïque, République kirghize, Rwanda, Tonga
Réduction des délais de traitement des demandes de permis	Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Jamaïque, Libéria, Singapour
Adoption de nouvelles réglementations	Croatie, Égypte, Mauritanie, Portugal, Tonga
Réduction des frais	Arménie, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Hong-Kong (Chine), Libéria
Amélioration du régime d'inspection des projets de construction	Burkina Faso, Hong-Kong (Chine), Sierra Leone

Source : Base de données *Doing Business*.

d'inspections des chantiers par le Laboratoire National des Bâtiments et Travaux Publics. Cela a mis fin aux inspections imprévisibles bihebdomadaires, source de harcèlement des entrepreneurs à Ouagadougou. « Nous pouvons toujours nous attendre à des inspections aux phases critiques, mais cela n'a rien à voir avec la quinzaine d'inspections qu'on recevait avant », affirme un architecte. Le gouvernement a créé un guichet unique en mai 2008, une mesure qui a déjà porté ses fruits. Il a réduit les frais d'examen des sols de moitié ainsi que ceux inhérents aux autorisations municipales et aux études sur la sécurité anti-incendie. La mesure permet aux demandeurs de permis de construire d'effectuer tous les paiements auprès d'un seul bureau.

Les réformateurs ont été actifs en Afrique. Au Libéria, le ministère des Travaux publics s'est engagé à délivrer des permis de construire dans un délai de 30 jours contre 90 précédemment. Le ministère a mené une campagne publicitaire sur le nouveau délai réglementaire de 30 jours et élaboré une liste de contrôle facile à utiliser contenant tous les documents requis. Il a également supprimé l'obligation d'obtenir la signature du ministre sur les permis de construire pour des projets simples en déléguant l'autorisation à des agents de niveau intermédiaire.

Le secrétaire d'État du Libéria aux Travaux publics a baissé les frais liés aux permis de construire de moitié, de 1 400 à 700 dollars, afin de favoriser davantage la légalité des constructions dans Monrovia. « J'ai estimé que les entrepreneurs choisissaient le travail au noir car les coûts étaient trop élevés, j'ai donc décidé de réduire les frais ». Dans un pays où l'obtention d'un permis de construire impliquait un coût dix fois supérieur au revenu par habitant et où d'autres coûts liés à l'obtention du permis de construire demeurent élevés, cela n'a rien d'absurde (tableau 3.3).

La Sierra Leone a réformé son régime d'inspection. La réglementation en vigueur prévoyait des inspections après chaque étape de la construction. Les inspecteurs se ren-

daient sans prévenir sur les chantiers une ou même deux fois par semaine. Dès 2007, le ministère de l'Aménagement du territoire, du Logement, des Sols et de l'Environnement a recruté une nouvelle équipe d'inspecteurs professionnels et a commencé à appliquer la réglementation.

Le Rwanda a simplifié la validation de projet de construction pour la deuxième année consécutive en regroupant les demandes d'autorisation d'emplacement et du permis de construire dans un seul formulaire. Les entreprises doivent désormais envoyer qu'une seule demande pour l'eau, l'assainissement et le raccordement au réseau électrique. L'Angola a également intégré les demandes de branchement aux réseaux électrique et d'alimentation d'eau au processus d'obtention du permis de construire, ce qui a réduit le nombre de procédures à 12 contre 14 précédemment.

La Mauritanie a lancé son premier code de la construction, assouplissant les conditions préalables à la réalisation de petits projets de construction ; cette innovation pose les bases nécessaires à la création d'un guichet unique pour la délivrance des permis de construire.

Au Zimbabwe et au Bénin, l'obtention de permis de construction est devenue plus difficile. À Harare la capitale du Zimbabwe, les employés quittent l'administration chargée de la construction. En l'absence de professionnels qualifiés en nombre suffisant pour examiner les demandes, il faut compter un an pour obtenir un plan de construction auprès du conseil municipal.

À Cotonou au Bénin, il faut compter désormais 180 jours pour obtenir un permis de construire, soit 3 mois de plus qu'auparavant, en raison des délais administratifs. Une nouvelle réglementation entrée en vigueur en juin 2007 fixe des limites de temps à 120 jours pour les permis de construire, mais encore faudrait-il que ces délais soient respectés.

L'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont connu de nombreuses réformes dont seule la moitié vise à alléger le fardeau réglementaire. En Croatie, un nouveau code de la

TABLEAU 3.3

**Quels pays réglementent le moins les permis de construire et quels pays les réglementent le plus ?**

<b>Procédures (nombre)</b>			
<b>Le moins</b>		<b>Le plus</b>	
Danemark	6	Azerbaïdjan	31
Nouvelle-Zélande	7	Hongrie	31
Vanuatu	7	Brunéi Darussalam	32
Suède	8	Guinée	32
Tchad	9	Tadjikistan	32
Maldives	9	El Salvador	34
Sainte-Lucie	9	République tchèque	36
Grenade	10	Chine	37
Jamaïque	10	Kazakhstan	38
Kenya	10	Fédération de Russie	54
<b>Délai (jours)</b>			
<b>Le plus rapide</b>		<b>Le plus lent</b>	
Corée	34	Cameroun	426
Finlande	38	Suriname	431
Singapour	38	Ukraine	471
États-Unis	40	Lesotho	601
Vanuatu	51	Côte d'Ivoire	628
Îles Marshall	55	Iran	670
Bahreïn	56	Fédération de Russie	704
Îles Salomon	62	Cambodge	709
Nouvelle-Zélande	65	Haïti	1 179
Belize	66	Zimbabwe	1 426
<b>Coût (% du revenu par habitant)</b>			
<b>Le moins élevé</b>		<b>Le plus élevé</b>	
Qatar	0,8	Ukraine	1 902
Émirats arabes unis	1,5	Tanzanie	2 087
St.-Kitts-et-Nevis	5,1	Serbie	2 178
Brunéi Darussalam	5,3	Fédération de Russie	2 613
Trinité-et-Tobago	5,5	Guinée-Bissau	2 629
Palaos	5,9	Niger	2 694
Malaisie	7,9	Burundi	8 516
St.-Vincent-et-les-Grenadines	8,4	Afghanistan	14 919
Thaïlande	9,4	Zimbabwe	16 369
Hongrie	10,3	Libéria	60 989

Source : Base de données Doing Business.

construction a mis fin à l'obligation d'obtenir un permis de construire pour les projets de petite taille et assoupli les conditions pour les plus grands. Désormais, les projets de construction commerciaux de taille moyenne n'ont plus besoin d'autorisations de la part des pompiers, des autorités responsables de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de la compagnie de télécommunications, de l'inspection du travail et des autorités sanitaires, supprimant ainsi 5 procédures.

En Bosnie-Herzégovine, les améliorations administratives ont facilité l'obtention d'extraits cadastraux requis pour les permis de construire et pour enregistrer de nouveaux bâtiments dans le cadastre et le livre foncier.

Cela a permis de réduire le délai de 467 à 296 jours. Au Bélarus, les nouvelles limites de temps statutaires pour les procédures préalables à l'obtention du permis de construire et pour le permis de construire proprement dit ont été réduites de 140 jours. En Arménie, les entreprises ne sont plus tenues de payer des frais de « contribution à des œuvres caritatives » pour obtenir le droit d'enregistrement. Le coût a baissé de 383,3 % du revenu par habitant.

Plusieurs pays ont fait le chemin inverse. En Serbie, le délai d'obtention des permis de construire a augmenté en moyenne de 75 jours. En Ukraine, une réglementation entrée en vigueur en 2007 exige des entreprises qu'elles versent une cotisation

destinée au développement de l'infrastructure qui représente 15 % des coûts de construction. Les entrepreneurs de Kiev peuvent s'attendre désormais à payer 1 902 % du revenu par habitant pour le traitement de leur demande de permis de construire.

En Asie de l'Est, Hong-Kong (Chine) a mis en œuvre un large programme qui a supprimé 8 procédures et a réduit le délai d'obtention des permis de construire de plus de 5 semaines, ce qui place le pays parmi les premiers réformateurs globalement. En 2006, le gouvernement, en collaboration avec le secteur privé, a constitué une équipe intersectorielle de consultation pour identifier les possibilités d'améliorer les procédures de délivrance des permis. Des groupes de travail créés avec le concours d'organismes et d'entreprises opérant dans le secteur de la construction ont mis en évidence les procédures superflues, contribué à améliorer la communication et la coordination et trouvé des solutions faciles aux problèmes liés à la réglementation et susceptibles d'accroître l'efficacité. « Il s'agit d'une approche pragmatique et très judicieuse, en phase avec notre culture », fait remarquer le propriétaire d'une société de construction locale.

Singapour a réduit le délai de traitement des demandes de permis de construction de deux tiers en 2007-08, plus qu'aucun autre pays du monde. Les agences responsables des autorisations ont réduit de moitié leurs limites de temps en interne. Pour gagner davantage de temps, la direction de la construction a eu recours à un nouveau système de gestion des données simplifié et facilement accessible. Les entrepreneurs en bâtiment sont régulièrement informés de l'état d'avancement de leurs demandes de permis par courriel et SMS.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont également entrepris des réformes majeures. En Colombie, les magistrats responsables de la délivrance des permis de construire ont commencé à utiliser un formulaire unique. Les entrepreneurs ne sont plus tenus d'obtenir les noms et les coordonnées de tous les riverains avant de soumettre une demande de permis. Un décret instaurant la mise en place d'une règle tacite vieille de dix ans est entré en vigueur, réduisant le délai d'obtention du permis de construire d'un mois, réduisant ainsi les délais à 2 mois. En Jamaïque, le gouvernement a commencé à instituer un délai de 90 jours. Cela a permis de diminuer le délai d'obtention du permis de construire de 210 à 130 jours, un délai bien plus court mais encore éloigné de l'objectif visé.

Dans le reste du monde, les pays n'ont cessé de réformer leurs codes de la construction. Tonga a instauré son code de la construction 2005 à la fin de l'année 2007. Le nouveau code intègre les autorisations en matière de sécurité anti-incendie, d'hygiène et de zonage au processus d'octroi de permis de construire, supprimant ainsi 3 procédures et réduisant le

délai de 12 jours. La nouvelle réglementation portugaise régissant la construction prévoit le traitement électronique des documents. Le nouveau code de la construction égyptien vise à réduire le délai d'obtention des permis de construire en mettant en place un guichet unique et en veillant à l'application d'une limite de temps de 30 jours. Le nouveau code prévoit également un certificat unique pour le raccordement aux réseaux de services d'utilité publique. Auparavant, pour chaque raccordement il fallait 3 lettres différentes de la municipalité.

## QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Au cours des quatre dernières années, avec 20 réformes, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont entrepris le plus grand nombre de réformes, facilitant le traitement des demandes de permis de construire (figure 3.3). L'Afrique vient ensuite avec 13 réformes. Les pays à revenu élevé de l'OCDE en ont 9. Le nombre de réformes en Asie de l'Est et la région Pacifique se chiffre à 8, l'Amérique latine et les Caraïbes à 6, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord à 4 et l'Asie du Sud n'en a aucune.

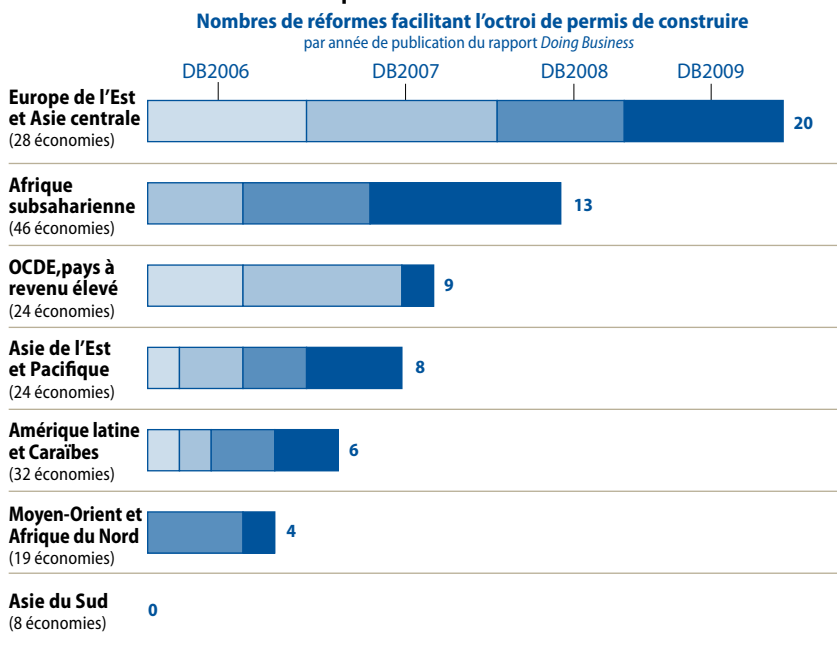
Sur un total de 60 réformes assouplissant les conditions d'octroi de permis de construire, 35 sont d'ordre juridique et 25 de nature administrative. Les réformes juridiques se rapportent à de nouveaux codes de construction, et portent aussi sur les réglementations et codes qui modifient les normes et l'organisation de la délivrance des permis. Les réformes administratives consistent à simplifier la validation des projets, à fixer des délais et à offrir la possibilité de compléter des procédures en ligne. La réforme des codes de la construction peut être un exercice long et complexe qui fait appel à la participation de nombreux acteurs. Le nouveau code de la construction entré en vigueur en 2007 en République tchèque est le fruit de 18 ans de travail.

En Europe de l'Est et Asie centrale, bien qu'initialement concentrées sur les réformes juridiques, les mesures envisagées portent progressivement sur les réformes administratives. La Géorgie en est une bonne illustration. Après 3 années de réforme, elle s'est classée parmi les 10 premiers réformateurs des procédures d'octroi de permis de construire. Les longs délais persistent dans le reste de la région où il faut compter 260 jours en moyenne, soit 100 jours de plus que la moyenne de 154 jours observée dans les pays membres de l'OCDE.

Les pays réformateurs en Afrique ont commencé par les réformes administratives. Prenant un bon départ en 2006, ils ont supprimé en moyenne 4 procédures et réduit les délais de 15 jours. Dans l'intervalle, les délais ont augmenté de 26 jours dans le reste de la

FIGURE 3.3

### Les réformes s'accroissent en Afrique subsaharienne



Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données Doing Business.

région. Au Nigéria, les réformes administratives ont permis de supprimer les procédures et les inspections superflues. Les entrepreneurs en Afrique continuent toutefois de faire face soit à des codes obsolètes en matière de construction soit à de nouveaux codes dont l'application reste partielle. Le Kenya a réformé l'ensemble de ses réglementations. À l'heure actuelle, c'est le seul pays africain à s'être classé parmi les dix premiers pays pour la facilité d'octroi de permis de construire.

### SIMPLIFIER LES PROCÉDURES DE VALIDATION DES PROJETS

L'élément de réforme le plus populaire dans le monde concerne la simplification des procédures de validation des projets de construction (figure 3.4). Dans la mesure où ces procédures font appel au contrôle technique de plusieurs organismes, il va de soi que la préférence aille à la mise en place d'un guichet unique, bien que cela ne soit pas une tâche facile. Les guichets uniques sont conçus pour intégrer des services au niveau d'un point de contact unique entre les autorités et les entrepreneurs. Leur succès dépend de la coordination entre les autorités concernées et l'existence d'une législation judicieuse et d'envergure.

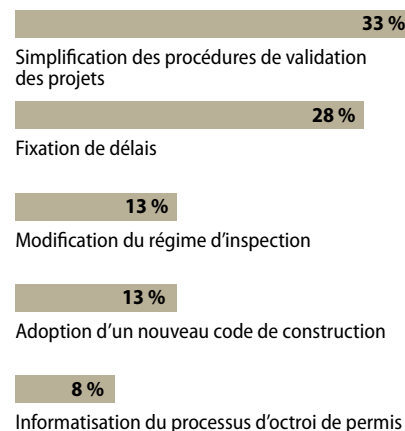
Au Bangladesh par exemple, en août 2007, la direction de la construction de la ville de Dhaka a créé un guichet unique pour les permis de construire. Près d'un an plus tard, les entrepreneurs devaient encore se rendre dans chaque agence en charge des autorisations, principalement en raison de l'incohérence dans la réglementation anti-

incendie. Selon la loi, seuls les immeubles de plus de dix étages requièrent l'obtention d'une attestation anti-incendie. Les pompiers insistent pour maintenir les dispositions antérieures prévoyant un seuil de 6 étages, comme auparavant. La conséquence pour les entrepreneurs est qu'ils peuvent passer six mois à faire la navette entre les différentes administrations, s'efforçant de venir à bout de l'incohérence de cette réglementation.

FIGURE 3.4

### Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter l'octroi de permis de construire

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données Doing Business.

## FIXER DES DÉLAIS

La deuxième réforme la plus populaire concerne la fixation de délai ou l'établissement de règles tacites. Nombreux sont les pays à inscrire des limites de temps dans la loi, espérant en finir avec les retards de l'administration. L'Algérie a institué un délai de deux mois pour la délivrance des permis de construire en 2006. Il faut toutefois encore compter 150 jours en moyenne pour obtenir un permis de construire, en raison du manque de personnel administratif et de la crainte des entrepreneurs de voir leurs bâtiments détruits s'ils poursuivent les travaux sans permis. Ils attendent, donc.

En Colombie, une règle de consentement « tacite » a été instituée en 1997 par voie législative. Dix ans plus tard, un règlement d'application et une vaste campagne de sensibilisation du public ont finalement permis aux entrepreneurs de prendre le contrôle du processus. « Nous pouvons désormais démarrer les travaux de construction après 45 jours ouvrables sans crainte. Tant que les conditions sont remplies, nous savons que la loi nous protège », affirme un architecte colombien.

## RATIONALISER LES INSPECTIONS

La troisième réforme la plus populaire a consisté à s'éloigner des inspections impromptues pour adopter progressivement une approche plus axée sur la prise en compte des facteurs de risque, les inspections n'intervenant qu'aux phases critiques de la construction. En règle générale, les autorités chargées de la réglementation de la construction s'appuient sur les inspections pour assurer la conformité aux règles. À l'heure actuelle, seules 41 économies, la plupart en Afrique, en Amérique latine et aux

Caraïbes et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, continuent d'y avoir recours. Les autorités sont conscientes que les inspections impromptues mettent leurs ressources déjà limitées à rude épreuve et restent une méthode inefficace pour assurer la sécurité des constructions (figure 3.5).

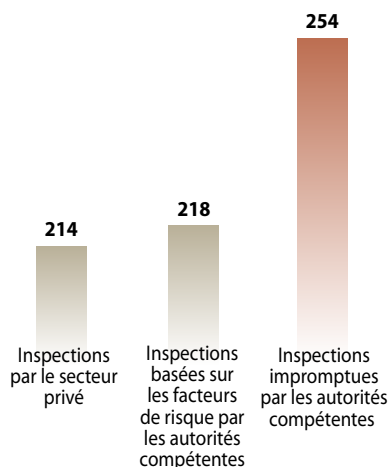
Onze des 15 économies les mieux classées au titre de la facilité d'octroi de permis de construire ne se sont pas contentées du régime d'inspection basé sur la prise en compte des facteurs de risque. Ces pays autorisent plutôt des spécialistes dûment habilités ou des agences indépendantes à effectuer les inspections pendant les travaux de construction. Les autorités inspectent généralement les immeubles dès lors que ceux-ci sont terminés. Singapour, l'un des plus performants, délègue le contrôle et la supervision de l'ensemble du processus de construction à des ingénieurs et architectes agréés. Au Japon, en raison de l'application de règles d'agrément plus souples aux entreprises privées d'inspection, on note une augmentation en nombre de ces entreprises, ce qui a pour effet d'accélérer leur recrutement et d'en réduire les frais à la charge des entrepreneurs.

La plupart des pays européens ont délégué au moins une partie des inspections au secteur privé. Leur expérience démontre que les inspections privées sont plus efficaces lorsqu'elles bénéficient du soutien d'associations professionnelles solides outre des mécanismes d'accréditation parfaitement réglementés. L'existence d'un secteur d'assurance solide s'avère également utile. En 2007, la République tchèque a institué une nouvelle profession d'inspecteurs agréés. L'existence de deux associations professionnelles d'architectes, d'ingénieurs et de techniciens a constitué une base solide pour cela<sup>3</sup>.

FIGURE 3.5

### Inspections par le secteur privé et en fonction des risques — un système plus efficace

Délai moyen d'inspection (jours)



Source : Base de données Doing Business.

## NOTES

1. Bayerisches Staatsministerium des Innern (2002).
2. PricewaterhouseCoopers (2005).
3. Geginat and Malinska (2008).



Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire

# Embauche des travailleurs

Transfert de propriété  
Obtention de prêts  
Protection des investisseurs  
Paiement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats  
Fermeture d'entreprise

Aïssa, une styliste accomplie, est propriétaire d'une entreprise de fabrication de tissus du Sénégal tissés à la main qu'elle vend à des marques de renommée internationale telles qu'Hermès et Christian Lacroix. La demande n'a cessé d'augmenter, à tel point qu'Aïssa devra quadrupler la production pour y répondre. Elle n'aura d'autre choix que d'embaucher de nouveaux employés, chose qui paraît risquée<sup>1</sup>. Et si la demande diminue ? Le cas échéant, il serait difficile de réduire les effectifs. « Les employés peuvent vous poursuivre en justice et vous accuser de licenciement illégal », explique Aïssa. « Vous devez leur adresser une correspondance et un long processus s'ensuit ».

Ce processus impliquerait l'envoi de plusieurs courriers à l'inspecteur du travail, tous devant donner lieu à une réponse formelle. Dans un tel cas de figure, Aïssa devra avancer des raisons spécifiques pour

TABLEAU 4.1

## Où l'embauche des travailleurs est-elle facile ? Où ne l'est-elle pas ?

Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
États-Unis	1	Panama	172
Singapour	2	Sierra Leone	173
Îles Marshall	3	Angola	174
Maldives	4	Rép. dém. du Congo	175
Géorgie	5	Guinée-Bissau	176
Brunéi	6	Paraguay	177
Darussalam			
Tonga	7	Guinée équatoriale	178
Australie	8	Sao Tomé-et-Principe	179
Palaos	9	Bolivie	180
Danemark	10	Venezuela	181

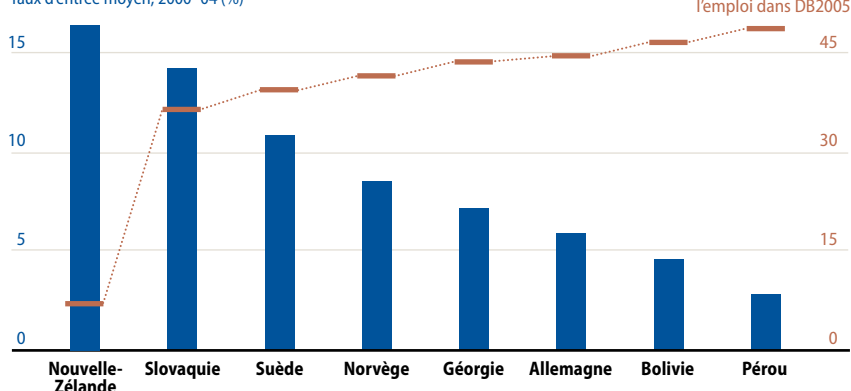
Remarque : Le classement correspond à la moyenne des classements de l'économie en matière des indices de difficulté de recruter, de rigidité des horaires, de difficulté de licencier et du coût du licenciement. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 4.1

## Les pays dotés d'une législation du travail rigide ont moins de créations d'entreprises

Taux d'entrée moyen, 2000-04 (%)



Source : Base de données *Doing Business* ; Djankov, Ganser, McLiesh, Ramalho et Shleifer (2008).

justifier le licenciement et prouver qu'elle a exploré d'autres solutions. Elle ne pourra pas choisir quels employés licencier, obligation lui étant faite de procéder par ordre d'ancienneté. Elle devra également démontrer que son domaine d'activité connaît un ralentissement, ce qui est quasiment impossible à prouver, car le Sénégal manque de statistiques fiables sur les tendances du secteur. Il n'y a par ailleurs aucun critère formel établi permettant de démontrer un ralentissement de l'activité. À ce sujet, le dernier mot revient à l'inspecteur du travail.

Les lois sénégalaises sur le travail sont restrictives et permettent difficilement de s'ajuster à la demande. Outre le fardeau que constituent les conditions de licenciement, les employeurs font face à des restrictions rigoureuses sur les heures de travail et à une interdiction de recourir à des contrats à durée déterminée pour les tâches permanentes. Tout ceci pose un autre problème à Aïssa : nombreux sont ses concurrents à contourner la réglementation du travail en opérant dans le secteur informel.

Aïssa n'est pas seule dans cette situation. Une enquête auprès de 1 948 commerces de détail dans les métropoles indiennes montre que 27 % des commerçants considèrent la réglementation du travail comme une entrave<sup>2</sup>. L'enquête révèle également que l'instauration d'une législation du travail plus flexible pourrait augmenter l'emploi dans les commerces de l'ordre de 22 % en moyenne. Ce qui est loin d'être négligeable : la distribution est le deuxième secteur le plus pourvoyeur d'emplois en Inde, représentant 9,4 % des travailleurs. De la même manière, une enquête réalisée au Brésil montre que l'application d'une législation du travail rigide limite la taille des entreprises et réduit l'emploi<sup>3</sup>.

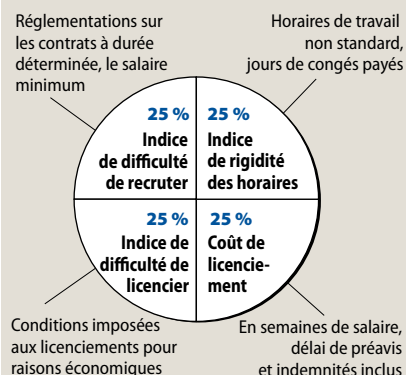
Les lois sur l'emploi sont nécessaires pour rendre les relations contractuelles entre les employeurs et les travailleurs plus efficaces et pour protéger ces derniers

contre toute injustice ou discrimination perpétrée par les employeurs. Dans ses indicateurs sur l'emploi, *Doing Business* mesure la flexibilité de la réglementation sur le recrutement, les horaires de travail et le licenciement conformément aux conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Une économie peut se doter des lois sur l'emploi les plus flexibles au regard des indicateurs de *Doing Business*, tout en ratifiant et respectant les conventions s'appliquant directement aux facteurs mesurés par *Doing Business*<sup>4</sup> et aux normes fondamentales de travail de l'OIT. Aucune économie ne peut avoir un meilleur classement sans respecter ces conventions.

Le rapport *Doing Business* souscrit aux normes fondamentales de travail de l'OIT, à savoir les 8 conventions qui recouvrent le droit de négociation collective, l'abolition du travail forcé, l'abolition du travail des enfants et l'égalité de traitement en matière d'emploi. Le respect de ces normes facilite la

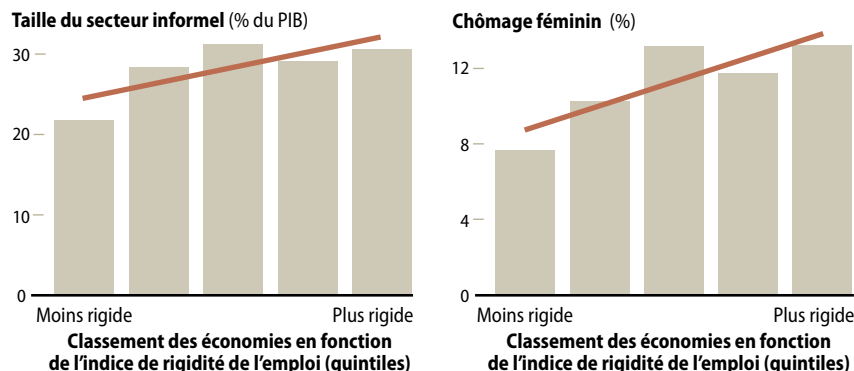
FIGURE 4.2

## Le classement pour l'embauche des travailleurs est établi sur la base de 4 sous-indicateurs



Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

FIGURE 4.3

**Une législation du travail rigide est associée à un vaste secteur informel et un fort chômage**

Note : Les degrés de corrélation sont significatifs aux niveaux de 1 % pour la taille du secteur informel et de 10 % pour le chômage féminin, et le restant si le revenu par habitant est pris en compte.

Source : Base de données *Doing Business* ; WEF (2007) ; Banque mondiale, base de données Indicateurs du développement dans le monde.

mise en place d'un environnement propice au développement des entreprises. Ceci étant, *Doing Business* ne mesure pas la conformité à ces 8 conventions, lesquelles ne sont pas prises en compte par les indicateurs d'embauche des travailleurs. Des 8 conventions, le rapport de cette année présente celles qui ont été ratifiées par chacun des 181 États parties (voir le tableau sur l'état d'avancement de la ratification des 8 conventions relatives aux normes fondamentales de travail de l'OIT, page 147). La ratification de ces normes ne représente pas forcément un bon indicateur de conformité. Un indicateur sur la conformité est en cours de formulation dans le cadre de *Doing Business*, en vue de l'inclure prochainement dans les indicateurs d'embauche des travailleurs.

Les gouvernements du monde entier font face au problème du juste équilibre entre la protection des travailleurs et la flexibilité du marché de l'emploi. Le Danemark, par exemple, s'efforce de concilier la flexibilité avec la sécurité de l'emploi par le biais de la « flexicurité ». Les employeurs ne sont soumis à aucune réglementation contre le licenciement de salariés pour des raisons économiques. Il leur suffit de donner un préavis. Plus de 80 % des travailleurs souscrivent à un régime d'assurance volontaire contre le chômage<sup>5</sup>. Les travailleurs tirent profit de la flexibilité de la réglementation qui leur permet de travailler dans le secteur formel et de passer facilement d'un emploi à un autre. En effet, plus de 70 % des Danois estiment qu'il est bon de changer d'emploi fréquemment<sup>6</sup>.

Dans les pays en développement en particulier, les législateurs se fourvoient souvent à un extrême, ce qui pousse les employeurs et les travailleurs à faire le choix du secteur informel. Dans ces pays, les lois excessivement rigides sur le travail sont associées avec un secteur informel plus vaste<sup>7</sup> (figure 4.3). Le Venezuela et la Bolivie en constituent

de parfaites illustrations. Ces deux pays ont des lois qui proscrivent le licenciement de salariés pour des raisons économiques et figurent parmi les économies dont la réglementation est la plus rigide (tableau 4.1). Les deux pays font partie des 5 États où la part de l'économie informelle compte parmi les plus élevées (41 % du PIB au Venezuela, 43 % en Bolivie)<sup>8</sup>.

Au bout du compte, ce sont les travailleurs du secteur informel qui perdent le plus. Ils sont généralement moins bien rémunérés et ne disposent d'aucune protection légale ou de prestations sociales. Les groupes les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, sont souvent les plus touchés. Une enquête réalisée en Indonésie indique que si ce pays avait disposé d'une législation du travail aussi flexible que la Finlande par exemple, son taux de chômage aurait pu être inférieur de 2,1 points en général et de 5,8 points parmi les jeunes<sup>9</sup>.

Trouver le bon équilibre peut être un défi complexe qu'il vaut toutefois la peine de relever. Une autre étude récente se penche sur les effets de la réglementation du travail en Amérique latine, en utilisant les données d'une enquête concernant 10 396 entreprises réparties dans 14 pays<sup>10</sup>. Il a été demandé aux entreprises de se prononcer sur le nombre de travailleurs à durée indéterminée qu'elles embaucheraient et sur ceux qu'elles licencieraient si la réglementation était plus flexible. L'analyse suggère qu'il en résulterait une hausse nette en moyenne de 2,1 % du total des emplois. Les entreprises dont l'effectif est inférieur à 20 employés en seraient les premiers bénéficiaires, avec des progressions moyennes de 4,2 %.

La flexibilité de la réglementation favorise également la création d'entreprises. Deux études récentes indiquent que la flexibilité augmente la probabilité de création d'entreprise de 30 %<sup>11</sup>. Les chercheurs

avancent deux explications<sup>11</sup> à cela. Pour les employés, moins il y a de sécurité de l'emploi, plus d'incitation il y a à créer sa propre entreprise. Pour les entrepreneurs, le fait de jouir d'une flexibilité plus grande dans la conduite des affaires rend le travail à son compte plus attrayant.

Les réformes visant à introduire plus de flexibilité dans la réglementation du travail peuvent aussi faire augmenter la production industrielle et contribuer à réduire le chômage dans les villes. Dans les États indiens d'Andhra Pradesh et de Tamil Nadu, les réformes de ce type ont fait augmenter la production industrielle de 15 %. En revanche dans le Bengale occidental, les réformes visant à rendre la législation du travail plus rigide ont contribué à faire baisser la production de 20 %<sup>12</sup>. Comme conséquence, on estime à 1,8 million le nombre supplémentaire de pauvres urbains dans le Bengale occidental<sup>13</sup>.

**QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?**

Quinze économies ont apporté des changements significatifs à leur réglementation du travail en 2007-08. Six économies ont accru leur flexibilité, 9 ont adopté une réglementation plus rigide. L'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont introduit le plus grand nombre de réformes pour accroître la flexibilité, suivies de l'Afrique, de l'Amérique latine et des Caraïbes (tableau 4.2).

Le Burkina Faso est le pays ayant le plus réformé, en adoptant un nouveau code du travail en remplacement de celui de 2004. Les employés et les employeurs peuvent désormais déterminer le jour de repos hebdomadaire sans avoir à obtenir l'accord des pouvoirs publics. Les employeurs peuvent être invités à prendre davantage de risques dans le recrutement de nouveaux employés en facilitant le recours aux contrats à durée déterminée et en raison de procédures de licenciement moins rigides. Par exemple, les règles de priorité strictes, dont l'ancienneté, ne s'appliquent plus pour le licenciement de salariés.

L'Azerbaïdjan a été le deuxième pays le plus réformateur. Les heures de travail sont devenues plus flexibles, les restrictions sur le travail de nuit ne s'appliquant désormais que si les conditions de travail sont difficiles ou dangereuses. Avant la réforme, un employeur ne pouvait licencier un salarié pour des raisons économiques que si celui-ci ne pouvait être reclassé. Cette condition a été supprimée. Les conditions relatives au préavis et au licenciement du travailleur avec le consentement de celui-ci ont été assouplies. Et à l'instar du Burkina Faso, les employeurs peuvent désormais avoir recours aux contrats à durée déterminée, quelle que soit la nature du travail. Sur la base du nouveau code du travail, l'Azerbaïdjan se

TABLEAU 4.2

**Assouplissement des restrictions sur les contrats à durée déterminée — un élément de réforme populaire en 2007–08**

Assouplissement des restrictions sur les contrats à durée déterminée	Azerbaïdjan, Burkina Faso, Mozambique, Slovénie
Horaires de travail plus flexibles	Azerbaïdjan, Burkina Faso, République tchèque
Réduction des coûts de licenciement	Argentine, Mozambique, Slovénie
Suppression des conditions de licenciement	Azerbaïdjan, Burkina Faso
Licenciement rendu plus difficile	Cap-Vert, Chine, Fidji, Gambie, Italie, Kazakhstan
Augmentation des restrictions sur les contrats à durée déterminée	Corée, Suède
Augmentation du nombre de congés payés	Royaume-Uni

Source : Base de données Doing Business.

classe désormais au dixième rang des pays ayant les réglementations les moins rigides d'après *Doing Business* (tableau 4.3).

La nouvelle législation du travail du Mozambique a également augmenté la flexibilité dans le recours aux contrats à durée déterminée. La loi réduit la période de préavis de licenciement en la faisant passer de 90 à 30 jours. Et elle a introduit la réduction progressive des indemnités de licenciement.

En Europe de l'Est, la Slovénie et la République tchèque ont rendu plus flexible le recours aux contrats de travail. La Slovénie autorise désormais les employeurs à prolonger les contrats à durée déterminée ; des 24 mois réglementaires, ils passent à la durée du projet. La loi réduit également le délai de préavis de licenciement en le portant à 60 jours contre 75 auparavant. La République tchèque a assoupli la réglementation relative aux heures supplémentaires, à la période d'essai et à la durée du travail hebdomadaire. En outre, le code du travail tchèque a été amendé pour simplifier le décompte des heures travaillées, laissant le libre choix dans la répartition des heures de travail sur une période de 4 semaines.

Dans le même élan de rendre plus flexible les réglementations du travail en Europe de l'Est, l'ex-République yougoslave de Macédoine s'apprête à adopter une nouvelle loi sur les relations du travail qui augmentera la flexibilité des heures de travail et réduira le coût du licenciement. Les nouvelles dispositions permettront de recourir avec plus de flexibilité aux contrats à durée déterminée, en augmentant la durée maximum de 4 à 5 ans. La loi supprimera également les restrictions sur le travail durant les fins de semaine et assouplira les conditions sur le licenciement des employés.

En Amérique latine, l'Argentine a baissé les indemnités de licenciement pour un travailleur ayant accumulé 20 années d'ancienneté, les faisant passer de 30 à 20 mois de salaire. Une fois, le taux de chômage en Argentine a baissé en dessous des 10 %, un

décret de 2007 a supprimé l'augmentation de 50 % des indemnités de licenciement qui s'inscrivait dans le cadre des « lois d'urgence » adoptées en 2002.

Les réformes en Asie de l'Est et Pacifique sont mitigées; on note aussi bien l'augmentation de la flexibilité dans certains pays, ainsi que l'adoption d'une réglementation plus rigide dans d'autres. La Chine a mis en place de nouvelles règles de priorité pour les licenciements collectifs, ce qui rend l'ajustement plus difficile pour les employeurs

TABLEAU 4.3

**Qui facilite le plus/le moins l'embauche des travailleurs ?**

<b>Indice de rigidité de l'emploi (0–100)</b>			
Le moins		Le plus	
Hong Kong (Chine)	0	Sao Tomé-et-Principe	63
États-Unis	0	Angola	66
Singapour	0	Guinée équatoriale	66
Maldives	0	Guinée-Bissau	66
Îles Marshall	0	Panama	66
Australie	3	République du Congo	69
Azerbaïdjan	3	Niger	70
Ouganda	3	République démocratique du Congo	74
Canada	4	Bolivie	79
Jamaïque	4	Venezuela	79
<b>Coût de licenciement (semaines de salaire)</b>			
Le moins		Le plus	
Danemark	0	Guinée équatoriale	133
Nouvelle-Zélande	0	Mozambique	134
États-Unis	0	Équateur	135
Porto Rico	0	Sri Lanka	169
Afghanistan	0	Ghana	178
Iraq	0	Zambie	178
Îles Marshall	0	Sierra Leone	189
Micronésie	0	Zimbabwe	446
Palao	0	Bolivie	PAS POSSIBLE
Tonga	0	Venezuela	PAS POSSIBLE

Remarque : l'indice de rigidité de l'emploi est la moyenne des indices de difficulté de recruter, de rigidité des horaires et de difficulté de licenciement.

Source : Base de données Doing Business.

en période de ralentissement de l'activité économique. Aux Fidji, la nouvelle législation a renforcé les protections contre la discrimination dans le travail et, pour la résolution des litiges, le législateur a opté pour la médiation à la place du contentieux. Elle a également introduit de nouvelles conditions de préavis pour les licenciements et réduit la flexibilité des heures de travail en imposant une limite de 48 heures dans une semaine de 6 jours.

Dans les pays à revenu élevé de l'OCDE, la Corée a introduit d'importantes dispositions sur l'égalité des chances et la non discrimination à l'embauche et en matière de promotion. Le législateur coréen a également limité les contrats à durée déterminée à 24 mois.

Plusieurs économies ont rendu leur réglementation du travail plus rigide. Le Kazakhstan exige désormais des employeurs qu'ils reclassent d'abord un salarié avant d'envisager son licenciement. L'Italie a augmenté la période de préavis de licenciement des travailleurs de deux semaines à 75 jours, la Gambie de 2 à 6 mois et le Cap-Vert de 30 à 45 jours. La Suède a réduit la durée maximum des contrats à durée déterminée de 3 à 2 ans. Le Royaume-Uni a porté le nombre de jours de congé payé annuel auxquels les salariés ont droit à 24 jours ouvrables, contre 20 précédemment.



## QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

*Doing Business* n'a recensé dans le monde que 77 réformes ayant une incidence sur les indicateurs d'embauche des travailleurs depuis 2004. Sur ce total, 47 ont contribué à rendre la réglementation du travail plus flexible tandis que 30 la rendent plus rigide. Il n'est pas surprenant de constater que les exemples de réforme de la réglementation du travail sont rares. Les gouvernements y travaillent dessus pendant des années avec de nombreuses parties prenantes. C'est un exercice qui implique généralement une consultation tripartite entre les pouvoirs publics, les représentants des employeurs et les représentants des travailleurs. Trouver le juste équilibre entre les intérêts en présence est un exercice difficile et important.

### VERS UNE RÉGLEMENTATION PLUS FLEXIBLE

Les gouvernements de l'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont été les plus actifs en matière de réforme au cours des cinq dernières années, instituant 19 réformes à l'effet d'accroître la flexibilité de la réglementation du travail (figure 4.4). Viennent ensuite les économies à revenu élevé de l'OCDE avec 16 réformes, l'Australie, l'Allemagne et la Suisse, qui ont chacune entrepris plus d'une réforme.

En Afrique, l'Ouganda (en 2006), le Mozambique (en 2007) et le Burkina Faso (en 2008) ont promulgué de nouvelles lois en matière d'emploi, introduisant des

dispositions de protection des travailleurs tout en augmentant la flexibilité de la législation du travail. La Namibie (en 2004) a assoupli les restrictions sur les heures de travail. Cependant, comparée aux autres régions, l'Afrique possède toujours les réglementations les plus rigides. Le coût du licenciement d'un salarié ayant 20 ans d'ancienneté correspond à plus de 3 ans de salaire en Sierra Leone et à plus de 8 ans au Zimbabwe. C'est aussi en Afrique qu'on trouve les pays comptant le nombre le plus élevé de jours de congé payé obligatoire : L'Érythrée avec 34 jours, l'Éthiopie 33 et le Cameroun 32.

Trois réformateurs se détachent clairement de l'ensemble des pays d'Europe de l'Est et Asie centrale. La Slovaquie (en 2004) et l'Azerbaïdjan (en 2008) ont facilité davantage le recours aux contrats à durée déterminée, assoupli les horaires de travail et les conditions de licenciement. La Géorgie a lancé de grandes réformes dans ces domaines en 2005 et 2006 ainsi que dans les délais de préavis et les indemnités de licenciement. Le principe des réformes s'étant généralisé, 8 des 10 pays de la région ayant adhéré à l'Union européenne ont réformé leur législation du travail. Plusieurs pays dont la Lituanie et la Roumanie en ont fait autant en vue d'harmoniser leurs lois avec la législation européenne.

En Asie du Sud, 2 pays ont entrepris des réformes. Ne ménageant aucun effort, le Bhoutan a institué son premier code du travail en 2007, établissant des mesures de protection des travailleurs sans imposer de lourds fardeaux aux employeurs. Les

protections ont incité les travailleurs à rejoindre le secteur privé, et les employeurs disposent désormais d'un plus grand choix de candidats. L'amélioration des conditions de travail a entraîné une hausse de la productivité<sup>14</sup>.

En Amérique latine, la Colombie et l'Argentine ont rendu leurs réglementations sur le travail plus flexibles. Ces deux pays ont facilité le licenciement, la Colombie en 2004 et l'Argentine en 2005. L'Argentine a également réduit le coût du licenciement en 2007. En Asie de l'Est et Pacifique, le Vietnam a assoupli les restrictions sur les contrats à durée déterminée et Taïwan (Chine) celles sur les heures de travail. À l'exception d'Israël, aucun État de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord n'a assoupli sa législation du travail.

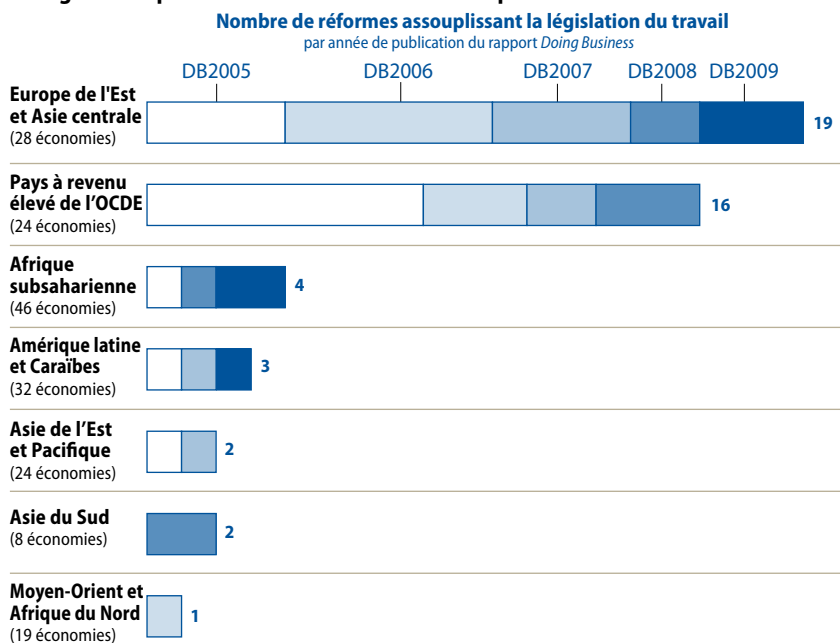
### RENDRE PLUS FLEXIBLES LES HEURES DE TRAVAIL ET LE RECOURS AUX CONTRATS

Au cours des cinq dernières années, 36 réformes ont eu pour finalité d'augmenter la flexibilité des heures de travail et du recours aux contrats à durée déterminée (figure 4.5). Cinq réformes ont rendu la planification des heures de travail plus difficile. Neuf ont restreint le recours aux contrats à durée déterminée.

La plupart des réformes visant à augmenter la flexibilité des heures de travail ont été instituées en Europe de l'Est et en Asie centrale. Ces réformes, concentrées en 2004 et en 2005, ont favorisé des dispositions plus flexibles concernant les heures supplémentaires et permis aux entreprises de transférer des heures de travail de la

FIGURE 4.4

#### La région Europe de l'Est et Asie centrale avec le plus de réformes



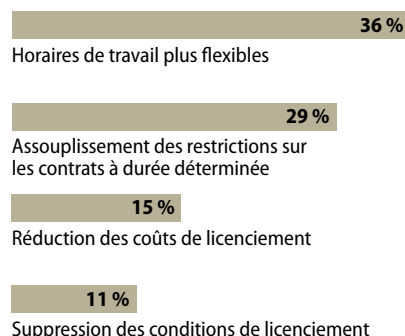
Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 4.5

#### Les quatre éléments les plus communs des réformes en matière d'embauche des travailleurs

Réformes qui incluent cet élément depuis DB 2005(%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.

basse saison à la haute saison. En Lettonie et en Pologne, le décompte des heures de travail doit s'équilibrer dans un délai de 4 mois ; en Hongrie, ce délai est d'un an. Les heures supplémentaires sont devenues plus prévisibles pour les travailleurs, et les employeurs peuvent s'adapter plus facilement aux cycles de la demande. Dans le reste du monde, le Pakistan a assoupli les restrictions sur les heures supplémentaires, tandis que l'Ouganda a autorisé les employeurs et les employés à fixer librement le jour de repos obligatoire. Le Bhoutan a assoupli les restrictions sur le travail de nuit.

Seize pays ont autorisé une plus grande flexibilité dans le recours aux contrats à durée déterminée. Au Burkina Faso et en Azerbaïdjan par exemple, les employeurs peuvent désormais avoir recours aux contrats à durée déterminée pour les missions permanentes. La Lettonie et le Togo ont allongé la durée maximum, ce qui permet aux employeurs et aux employés d'adapter les dispositions contractuelles à leurs besoins.

## RÉDUCTION DES COÛTS DE LICENCIEMENT

Dix économies ont accordé aux entreprises davantage de flexibilité dans les licenciements en période de ralentissement économique. Quinze pays (dont la Bolivie, les Îles Fidji, le Kazakhstan et le Zimbabwe) ont rendu les licenciements plus coûteux ou plus difficiles. En Bolivie et au Venezuela, un employeur ne peut licencier des salariés sans leur consentement. Dans ces conditions, les employeurs y réfléchissent à deux fois avant d'embaucher un nouvel employé.

Le coût élevé du licenciement peut dissuader les employeurs de créer des emplois dans le secteur formel, un argument qui milite en faveur de l'allègement du fardeau du licenciement. Toutefois, la flexibilité excessive pose un autre problème, à savoir, la crainte des employés déjà embauchés de perdre leur emploi et de se retrouver dépourvus de protection sociale.

Une solution consiste à accorder une assurance-chômage plutôt qu'une indemnité de licenciement. En Autriche, les employeurs cotisent à un fonds d'où ils peuvent puiser si un salarié est licencié après avoir passé 3 ans avec un même emploi. À Saint-Kitts-et-Nevis, les indemnités de licenciement proviennent d'un fonds géré par le gouvernement et alimenté par les employeurs au fil du temps. En Italie, les employeurs déposent une partie de la rémunération de chaque salarié dans un fonds pendant toute la durée de la relation de travail. En Corée, les employeurs adoptant le nouveau régime de cotisation verseront un mois de salaire par an sur le compte de retraite privée de chaque employé.

Le Chili a adopté un bon système d'assurance-chômage en 2002. La réforme a permis de mettre en place des comptes d'épargne individuels auxquels cotisent l'employeur et le salarié. Elle a également réduit l'indemnité de licenciement à l'équivalent de 24 jours pour chaque jour travaillé, contre 30 jours auparavant. Les chômeurs chiliens percevront des prestations provenant de leurs comptes d'épargne individuels pendant 5 mois.

## NOTES

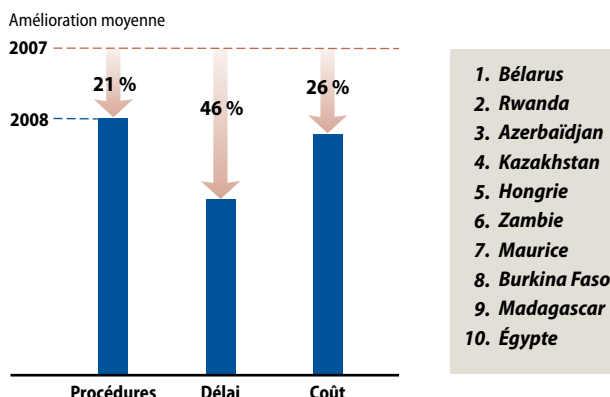
1. Cet exemple est extrait de *Doing Business* de la Banque mondiale : *Women in Africa* (2008a), une série d'études de cas des entrepreneurs africains.
2. Amin (à paraître).
3. Almeida et Carneiro (à paraître).
4. Convention 14 de l'OIT sur le repos hebdomadaire (industrie), Convention 171 de l'OIT sur le travail de nuit, Convention 132 sur les congés payés et la Convention 158 de l'OIT sur la résiliation du contrat de travail.
5. Les chiffres relatifs à la population active ayant droit à l'assurance-chômage, de Clasen et Viebrock (2008), concernent 2002.
6. Eurobaromètre (2006).
7. Djankov et Ramalho (2008). Une augmentation de 10 points de l'indice de rigidité de l'emploi va de pair avec une hausse de 0,9 % de la part du secteur informel dans le PIB.
8. Djankov et Ramalho (2008).
9. Feldmann (2008).
10. Kaplan (à paraître). L'étude utilise des données issues des enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises, disponibles sur le site <http://www.enterprisesurveys.org>.
11. Van Stel, Storey et Thurik (2007) et Ardagna et Lusardi (2008).
12. Aghion et al. (à paraître).
13. Besley et Burgess (2004).
14. Wangda (à paraître).

# Transfert de propriété

Ida, une Gambienne ayant une petite entreprise, décide de vendre sa parcelle de terrain pour développer ses activités. Elle a trouvé un acheteur. Mais elle a aussi appris que, pour effectuer un transfert de propriété en Gambie, il faut obtenir l'autorisation du service du Cadastre (Department of Lands and Surveys), ce qui prend environ un an. Il existe bien une autre solution - retenir les services d'un juriste ayant des relations au Cadastre afin d'obtenir l'autorisation requise en une journée. Mais Ida n'a pas les moyens de payer ses honoraires d'environ 3 % du prix de la propriété en question. Elle décide donc d'attendre la réponse du Cadastre et de remettre à plus tard ses projets de développement.

Outre la Gambie, onze pays exigent encore une autorisation ministérielle pour le transfert d'un titre de propriété : les Îles Salomon, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Nigéria, l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, la Tanzanie, les Tonga et la Zambie. C'était aussi le cas de la Côte d'Ivoire jusqu'en 2005 quand le pays a aboli l'obliga-

FIGURE 5.1  
**Les 10 premiers pays réformateurs en matière de transfert de propriété**



Source : Base de données Doing Business.

tion d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Urbanisme. Cette mesure a drastiquement réduit les délais d'enregistrement (ils ont été ramenés de 397 à 62 jours) et le nombre de transferts de titres de propriété à Abidjan a presque quadruplé (pour passer de 500 en 2005 à 1968 en 2007)<sup>1</sup>.

L'existence de titres de propriété officiels encourage le transfert de terrains, stimule l'investissement et donne aux entrepreneurs l'accès aux marchés officiels du crédit<sup>2</sup>. Cependant, dans les pays en développement, la plupart des titres fonciers ne sont pas formellement enregistrés et comme un titre non officiel ne peut pas servir de garantie à un emprunt, les possibilités de financement des entreprises sont limitées. Les autorités de nombreux pays comprennent bien le problème et elles ont lancé d'importants programmes de délivrance de titres de propriété. L'enregistrement des titres de propriété dans le secteur formel ne constitue toutefois qu'une partie du problème. Plus la procédure de transfert officiel est lourde et chère, plus le risque d'un retour rapide à un système informel est grand. Il est donc important, pour favoriser l'essor de l'économie, d'éliminer les obstacles inutiles liés au transfert et à l'enregistrement des titres de propriété.

Les pays qui affichent de bons résultats pour la facilité d'enregistrement des titres de propriété, sont en général ceux où les procédures sont simples, les taxes de transfert peu élevées et les frais d'enregistrement fixes, où il est possible de compléter les formalités en ligne et où il existe un délai limité pour compléter certaines procédures administratives. Le recours aux services de notaires ou de juristes y est facultatif. L'Arabie saoudite a informatisé ses procédures en 2007 et, depuis lors, il est possible d'y enregistrer un titre de propriété en suivant une procédure en deux étapes et en deux jours. En Géorgie et en Lituanie, qui ont récemment simplifié leurs procédures, il ne faut que trois jours

pour enregistrer un titre de propriété. En Nouvelle-Zélande, qui arrive en troisième place au classement, il est très simple d'effectuer la procédure d'enregistrement en ligne. En Slovaquie, qui a remplacé ses frais d'enregistrement établis sur la base d'un pourcentage par un montant forfaitaire, les coûts d'enregistrement ne représentent plus que 0,05 % de la valeur de la propriété.

## QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

Vingt quatre pays ont facilité l'enregistrement des titres de propriété en 2007-08 (tableau 5.2). La réforme la plus populaire a été la baisse des coûts d'enregistrement en réduisant la taxe de transfert des titres fonciers, les frais d'enregistrement ou le droit de timbre. Cinq pays — le Burkina Faso, la Jamaïque, la République dominicaine, la Serbie et la Thaïlande — ont abaissé leur taxe de transfert. La République du Congo et le Rwanda ont réduit les frais d'enregistrement. Madagascar a éliminé le droit de timbre.

TABEAU 5.1

## Où est-il facile d'enregistrer un titre de propriété – et où cela est-il difficile ?

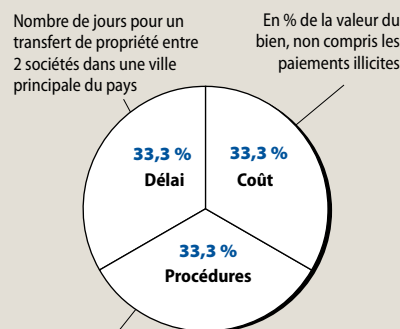
Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Arabie saoudite	1	Libéria	172
Géorgie	2	Angola	173
Nouvelle-Zélande	3	Afghanistan	174
Lituanie	4	Bangladesh	175
Arménie	5	Nigéria	176
Thaïlande	6	Brunéi	177
Slovaquie	7	Maldives	178
Norvège	8	Îles Marshall	179
Azerbaïdjan	9	Micronésie	180
Suède	10	Timor-Leste	181

Note : Le classement correspond à la moyenne des classements des pays en matière de procédures, délais et coûts pour le transfert de propriété. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 5.2

## Le classement pour le transfert de propriété est établi sur la base de 3 sous-indicateurs



Étapes requises pour la vérification des charges et le transfert de l'acte de cession et du titre de propriété avant que le bien puisse être revendu ou utilisé comme garantie

Note : Voir les Notes statistiques sur les données pour plus de détails.

TABLEAU 5.2

**Réduction du coût de l'enregistrement des titres de propriété : élément le plus populaire des réformes en 2007–08**

Réduction des impôts ou des frais	Burkina Faso, Jamaïque, Madagascar, République dominicaine, République du Congo, Rwanda, Serbie, Thaïlande
Consolidation et suppression de procédures	Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Lettonie, Lituanie, Maurice
Informatisation de procédures	Arabie saoudite, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Madagascar, Zambie
Accélération des procédures d'enregistrement au registre	Bangladesh, Égypte, Ex-République yougoslave de Macédoine, Madagascar, Sierra Leone
Imposition de délais de traitement des dossiers	Bélarus, Égypte, Sénégal
Introduction de procédures accélérées	Azerbaïdjan, Hongrie
Autorisation donnée à des experts fonciers privés d'évaluer les biens	République du Congo

Source : Base de données Doing Business.

C'est le Bélarus qui arrive en tête des pays ayant le plus réformé dans le domaine du transfert de propriété. En mars 2004, le gouvernement a procédé à la mise en place d'un guichet unique. Les textes de loi nécessaires pour rendre ce guichet opérationnel sont entrés en vigueur au début de 2006. Pour achever le processus et éliminer les derniers goulets d'étranglement au Cadastre, le gouvernement a lancé, en novembre 2007, un vaste programme de simplification administrative. Celui-ci impose de stricts délais, informatise le registre et numérise les titres de propriété. Cet ambitieux programme de réforme a porté ses fruits : le nombre de jours nécessaire pour enregistrer un titre de propriété à Minsk a été ramené de 231 à 21. Le Bélarus compte désormais parmi les 25 pays les plus performants en ce qui concerne la facilité d'enregistrement des titres de propriété.

« La situation du registre aujourd'hui ne pourrait pas être plus différente de ce qu'elle était il y a quelques années. Avant, il fallait faire des queues interminables pour accomplir des procédures qui pouvaient prendre plusieurs mois ; maintenant, nous avons un guichet unique moderne et efficace. Ils ont même une webcam dans les bureaux pour vérifier la longueur de la file d'attente », déclare Alexander, un entrepreneur chevronné de Minsk.

Le Rwanda arrive en deuxième place au classement des pays réformateurs. En janvier 2008, un décret présidentiel a été promulgué mettant fin à la perception de frais d'enregistrement représentant 6 % du prix de la propriété et l'a remplacé par un montant forfaitaire de 20 000 francs rwandais (environ 34 dollars) quelle que soit la valeur de la propriété. Auparavant, le droit d'enregistrement de 6 % était perçu sur chaque

opération foncière, de sorte que le service rwandais des contributions devait évaluer la valeur de la propriété, ce qui demandait en moyenne 35 jours. L'enregistrement d'un titre de propriété à Kigali ne nécessite maintenant plus que quatre démarches et coûte moins de 1 % de la valeur de la propriété (figure 5.3). Cependant, le processus prend encore en moyenne un an. Il reste des progrès à faire.

La région de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale affiche le plus grand nombre de réformes dans le domaine de l'enregistrement des titres de propriété. L'Azerbaïdjan a mis en place un guichet unique et a confié l'entière responsabilité de tous les enregistrements de titres de propriété au Registre national des biens fonciers. Il a fallu, pour cela, modifier le code civil en avril 2006. Auparavant, les entrepreneurs devaient enregistrer les terrains et les bâtiments séparément. Il leur fallait ensuite compléter sept longues procédures, notamment pour obtenir l'autorisation de deux administrations ainsi qu'un état à jour du Bureau technique des actifs indiquant les limites de la propriété et d'autres détails techniques. Cela n'est plus nécessaire. Grâce à l'option qui permet d'accélérer deux des quatre procédures restantes, il est maintenant possible d'enregistrer un titre de propriété en onze jours seulement.

Le Kazakhstan en a fait de même. En ouvrant des centres publics, qui constituent des guichets uniques implantés localement, l'enregistrement des titres de propriété a été simplifié dans les villes principales du pays. La Géorgie, qui a poursuivi plusieurs séries de réformes au cours des quatre dernières années, a mis en place une base de données électronique. Les responsables du cadastre peuvent maintenant obtenir en ligne un extrait du registre des entreprises, une attestation de droit réel et un plan cadastral. Auparavant, ces documents ne

TABLEAU 5.3

**Où le transfert de propriété est-il le moins réglementé — et où l'est-il le plus ?**

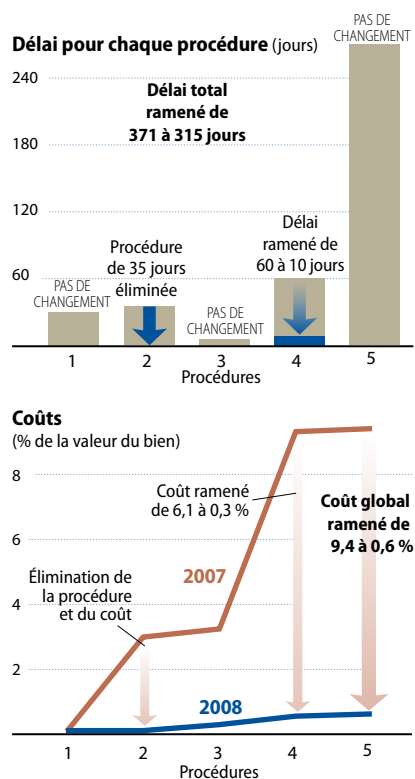
Procédures (nombre)				Délai (jours)				Coût (% de la valeur du bien)			
Le moins		Le plus		Le plus rapide		Le plus lent		Le moins		Le plus	
Norvège	1	Grèce	11	Nouvelle-Zélande	2	Bangladesh	245	Arabie saoudite	0,00	République du Congo	16,48
Suède	1	Swaziland	11	Arabie saoudite	2	Afghanistan	250	Bhoutan	0,01	Cameroun	17,79
Bahreïn	2	Érythrée	12	Suède	2	Togo	295	Géorgie	0,03	Rep. centrafricaine	18,55
Géorgie	2	Ouzbékistan	12	Thaïlande	2	Îles Salomon	297	Bélarus	0,04	Mali	20,31
Lituanie	2	Éthiopie	13	Géorgie	3	Rwanda	315	Slovaquie	0,05	Sénégal	20,61
Pays-Bas	2	Libéria	13	Lituanie	3	Angola	334	Kiribati	0,06	Comores	20,82
Nouvelle-Zélande	2	Ouganda	13	Norvège	3	Gambie	371	Kazakhstan	0,08	Nigéria	21,93
Oman	2	Algérie	14	Arménie	4	Slovénie	391	Nouvelle-Zélande	0,09	Tchad	22,72
Arabie saoudite	2	Brésil	14	Islande	4	Haïti	405	Fédération de Russie	0,20	Zimbabwe	25,01
Thaïlande	2	Nigéria	14	Australie	5	Kiribati	513	Qatar	0,25	Syrie	28,05

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 5.3

### Simplification des procédures de transfert de propriété au Rwanda

Réduction des délais et des coûts, 2007–08



pouvaient être obtenus qu'en se rendant dans différentes agences.

La Bosnie-Herzégovine a également procédé à des réformes notables. La durée du processus d'enregistrement d'un titre à Sarajevo a été ramenée de 331 à 128 jours, soit 203 jours de moins qu'auparavant. Une fois que le registre sera totalement informatisé (80 % des dossiers l'étaient au milieu de 2008), ce délai devrait encore diminuer. L'ex République yougoslave de Macédoine a accéléré le processus en recrutant du personnel. La Lituanie a éliminé une procédure en installant un logiciel spécial qui permet aux notaires d'obtenir l'attestation de la transaction foncière depuis leur bureau. Auparavant, l'acheteur devait aller chercher cette attestation au cadastre.

L'Afrique arrive en deuxième place au classement des régions par nombre de réformes. Le 11 mai 2007, la République du Congo a adopté une nouvelle loi abaissant les frais d'enregistrement de 10 pour cent. Le transfert d'un titre de propriété demandait environ 137 jours et coûtait 27 % de la valeur de la propriété. Il demande maintenant 116 jours et coûte environ 17 % de la valeur de la propriété. Le Sénégal a imposé des délais maximum au Cadastre afin d'accélérer la délivrance des certificats de droit réels et l'enregistrement

des transferts de titres de propriété. Les délais sont passés de 145 à 124 jours.

La Zambie a informatisé son registre et mis en place un centre de service client pour combler les retards pris dans le traitement des demandes d'enregistrement. Le temps nécessaire pour enregistrer un titre de propriété a été ramené de 70 à 39 jours.

Madagascar figure aussi parmi les réformateurs de la région. Une nouvelle loi fiscale a aboli le droit de timbre et deux taxes, de sorte que le coût du transfert d'un titre de propriété est tombé de 11,6 % à 7,5 % de la valeur de la propriété. Mais Madagascar ne s'est pas arrêté là. Le pays a réorganisé son service du cadastre en ouvrant des bureaux supplémentaires, en achetant de nouveaux ordinateurs et en recrutant davantage de personnel. Le transfert d'un titre de propriété à Antananarivo prend maintenant huit semaines de moins qu'il y a un an. Au Burkina Faso, il n'est plus nécessaire d'obtenir l'autorisation de la municipalité pour transférer un titre de propriété, ramenant ainsi le temps nécessaire pour compléter la procédure, de 182 à 136 jours, soit 46 jours de moins.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, des réformes ont été menées par l'Égypte et l'Arabie saoudite. L'Égypte a simplifié ses procédures administratives et a imposé une limite au temps pris pour traiter les dossiers : les délais d'enregistrement d'un titre de propriété ont diminué de quatre mois (en passant de 193 à 72 jours). L'Arabie saoudite a doté le Service notarial public principal de Riyad d'un système informatique d'enregistrement des titres de propriété qui permet maintenant d'effectuer le transfert d'un titre en deux étapes et en deux jours.

Le processus se déroule comme suit : un notaire public du Service notarial, en présence des représentants en justice de l'acquéreur et du vendeur, vérifie d'abord que le dossier est complet. Il transfère ensuite les documents par voie électronique au bureau des fichiers immobiliers, qui prépare un nouveau titre de propriété indiquant que l'acquéreur est le propriétaire. Ce nouveau titre est immédiatement enregistré dans les fichiers électroniques qui comprennent tous les titres de propriété à Riyad. Quelques heures plus tard, les représentants de l'acquéreur et du vendeur se présentent une seconde fois devant le notaire public, qui imprime un exemplaire du nouveau titre de propriété et demande aux représentants et à deux témoins de signer un accord de vente qui revêt la forme d'un formulaire standard. L'accord signé est scanné et sauvegardé dans les fichiers électroniques, tandis que l'original est conservé dans les dossiers du notaire public.

En Asie du Sud, le Bangladesh a diminué de moitié le temps pris par le traitement des demandes d'enregistrement dans les services municipaux du Cadastre ; le délai a été

ramené de 360 à 180 jours. Le nombre total de jours requis pour enregistrer un titre de propriété est passé de 425 à 245 jours.

Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, la Jamaïque a promulgué une loi en mai 2008 pour abaisser la taxe sur le transfert d'un titre de propriété de 7,5 % à 6 % de la valeur de la propriété et pour ramener le droit de timbre de 5,5 à 4,5 %. Le coût du transfert d'un titre de propriété est tombé de 13,5 % à 11 % de la valeur de la propriété. La République dominicaine a ramené la taxe de transfert de 4,3 % à 3 %. Le transfert d'un titre de propriété coûte maintenant 3,8 % de la valeur de la propriété, contre 5,1 % auparavant.

Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, la Thaïlande a réduit les frais de transfert de 2 % à 0,01 %, et la taxe professionnelle de 3,3 % à 0,11 %, de sorte que le coût total du transfert d'un titre de propriété est tombé de 6,3 % à 1,13 % de la valeur de la propriété. La Thaïlande compte maintenant parmi les dix premiers pays au classement établi pour la facilité d'enregistrement des titres de propriété. Ces réductions sont toutefois provisoires et resteront en vigueur pendant un an à compter du mois de mars 2008 afin que le gouvernement thaïlandais puisse analyser les résultats de la réforme en avril 2009.

### QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORMES ?

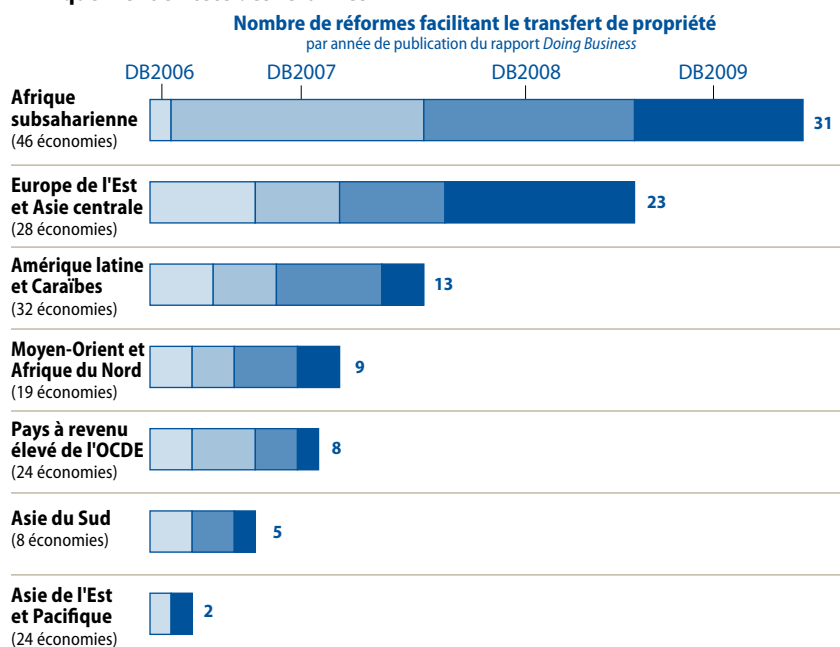
Près de 60 % des réformes portant sur l'enregistrement des titres de propriété recensées par *Doing Business* au cours des quatre dernières années ont eu lieu dans deux régions : l'Afrique et l'Europe de l'Est et Asie centrale (figure 5.4). En 2005, les pays de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale ont mené le plus grand nombre de réformes. En 2006 et 2007, ce sont les pays d'Afrique qui ont été les plus gros réformateurs. Pour la période 2007–08, la région Europe de l'Est et Asie centrale affiche neuf réformes mais est suivie de près par l'Afrique où l'on en recense huit.

### RÉDUIRE LES FRAIS

Dans toutes les régions, l'élément le plus populaire des réformes a été la diminution des taxes et des frais de transfert de titres de propriété — les frais d'enregistrement, les frais de notaire et les droits de timbre (figure 5.5). En 2005 et 2006, sept des dix pays qui ont mené des réformes ont procédé à de telles réductions. Celles-ci ont été importantes en Afrique. En 2004, le coût moyen du transfert d'un titre de propriété était plus élevé en Afrique que dans toutes les autres régions et représentait environ 13 % de la valeur de la propriété. Aujourd'hui il n'est plus que de 10,5 %, soit un pourcentage bien inférieur au précédent mais toujours supérieur à celui de 6 % enregistré pour l'Amérique



FIGURE 5.4

**L'Afrique vient en tête des réformes**

Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données *Doing Business*.

latine qui, après l'Afrique, affiche les frais les plus élevés.

De nombreux pays ont réduit les frais d'enregistrement des titres de propriété en percevant des frais fixes au lieu d'un pourcentage de la valeur de la propriété. En 2005, la Slovaquie a aboli la taxe de 3 % sur les transferts immobiliers qu'elle a remplacé par la perception du montant fixe et peu élevé de 8 000 couronnes slovaques (286 dollars) pour une procédure d'enregistrement accélérée. L'Égypte et la Pologne ont adopté des réformes similaires en 2007, et le Rwanda a suivi leur exemple en 2007-08. Ces mesures contribuent à réduire les déclarations frauduleuses de la valeur des biens et à accroître les recettes fiscales. Six mois après que l'Égypte ait remplacé la perception de frais d'enregistrement au taux de 3 % par celles d'un montant fixe de 2 000 livres égyptiennes (323 dollars), les recettes avaient augmenté de 39 %<sup>3</sup>.

**INFORMATISER LE REGISTRE**

Un autre aspect très populaire des réformes est l'informatisation du registre et des procédures qui facilite les interactions entre le notaire et le Cadastre. Comme le processus d'informatisation peut être onéreux, il n'est guère surprenant que plus de la moitié de ces réformes aient été effectuées en Europe de l'Est et en Asie centrale ainsi que dans les pays de l'OCDE à revenu élevé.

L'informatisation des registres s'est avérée très efficace. Dans les pays qui ont procédé à cette opération, les délais

d'enregistrement ont chuté, en moyenne, de 45 % depuis 2005. Au Salvador, qui a informatisé son registre en 2006, le nombre de jours requis pour enregistrer un titre a été ramené de 52 à 33. Le Portugal a informatisé les registres immobiliers de Lisbonne en 2007 et a ainsi raccourci la procédure de 81 à 42 jours. L'informatisation des dossiers non seulement facilite l'enregistrement mais permet également d'améliorer l'archivage et, par conséquent, la sécurité des titres.

La numérisation du registre des titres de propriété et l'ouverture d'un accès électronique peuvent améliorer la situation, mais ne suffisent souvent pas à elles seules. En 2005, le Honduras a instauré une réforme destinée à permettre à chaque entrepreneur d'accéder aux informations du registre en ligne. Mais cet accès en ligne n'a pas permis de remédier aux nombreuses divergences entre les données du registre et celles du cadastre. Pour parvenir à cet objectif, il importera de coordonner les opérations des deux administrations et de mettre le cadastre régulièrement à jour<sup>4</sup>. Comayagua, qui se trouve à 80 km au nord-est de Tegucigalpa, est la seule ville du Honduras à avoir entièrement numérisé son registre des titres de propriété, cela grâce à un cadastre numérique tenu à jour.

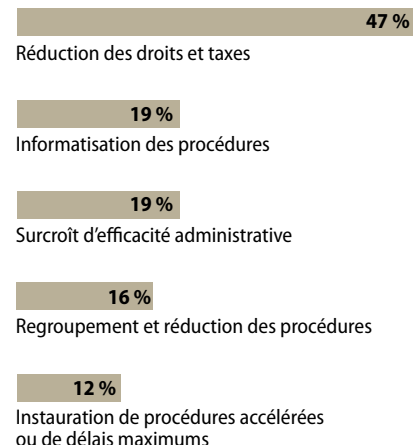
**COMMENT RÉFORMER**

Certaines réformes destinées à faciliter l'enregistrement des titres de propriété, telles que l'élimination des procédures inutiles ou la diminution du nombre d'autorisations nécessaires, peuvent être menées rapidement — dès

FIGURE 5.5

**Les cinq éléments les plus communs des réformes en matière de transfert de propriété**

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.

lors que tous les intéressés sont convaincus de leurs avantages. Ces réformes n'impliquent habituellement pas de grands changements d'ordre législatif et peuvent être exécutées par l'administration. Ces dernières années, la Côte d'Ivoire, la Géorgie et le Ghana ont réduit le temps nécessaire pour enregistrer un titre de propriété en éliminant des procédures longues et inutiles.

Il faut parfois chercher l'inspiration chez soi. Les études régionales de *Doing Business* ont montré que les autorités locales, fédérales et municipales tirent des leçons des actions menées les unes et les autres pour améliorer les processus d'enregistrement, même si elles ont les mêmes cadres juridiques et réglementaires. Il en a été de même au Mexique, où l'Aguascalientes a suivi l'exemple du Yucatán en vue de simplifier le processus et de réduire les frais d'enregistrement. En 2007-08, San Luis Potosí et Chiapas ont suivi l'exemple d'Aguascalientes en adoptant un système de code-barres pour permettre de rechercher les titres de propriété de manière électronique<sup>5</sup>.

D'autres réformes, comme la modernisation de la totalité du système d'enregistrement des titres, peuvent prendre des années. Considérons le cas du Bélarus, premier au classement des pays ayant le plus réformé dans le domaine du transfert de propriété en 2007-2008. Le Bélarus a promulgué une loi portant création de son guichet unique en mars 2004. Il a fallu trois ans et demi de plus et plusieurs décrets présidentiels pour que le guichet devienne opérationnel. Quant au Ghana, le principal réformateur de l'année

précédente, il lui a fallu plus de quatre ans pour passer d'un système d'enregistrement des actes à un système d'enregistrement de titres de propriété. Les entrepreneurs peuvent maintenant enregistrer un titre en 34 jours à Accra. Dans d'autres parties du pays, le même processus prend encore plusieurs mois<sup>6</sup>.

Le passage d'un système d'enregistrement des actes à un système d'enregistrement des titres de propriété prend également du temps à Hong Kong (Chine), qui a entrepris cette réforme en juillet 2004. Elle n'est pas encore achevée, les pouvoirs publics continuent de s'efforcer de régler des questions juridiques telles que le mode d'indemnisation des utilisateurs en cas d'erreur et la manière dont le système traitera les recours de tiers.

## NOTES

1. Les données sur les transferts de biens à Abidjan proviennent de la Direction ivoirienne du Domaine, de la Conservation Foncière, de l'Enregistrement et du Timbre.
2. Miceli et Kieyah (2003).
3. Haidar (2008).
4. Coma-Cunill et Delion (2008).
5. Cruz-Osorio et Enrigue (2008).
6. Hacibeyoglu (2008).

Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété

# Obtention de prêts

Protection des investisseurs  
Paiement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats  
Fermeture d'entreprise

Sibongile a l'aviation dans le sang. « J'ai passé mon enfance près d'une base aérienne et j'ai, depuis toujours, la passion des avions », explique-t-elle, en se souvenant que lorsqu'elle était enfant, elle saluait avec de grands gestes les avions de la base sud-africaine de Hoedspruit.

Après une brillante carrière de 7 ans dans le secteur des ressources humaines, Sibongile a saisi l'opportunité offerte en 2003 par l'adoption en Afrique du Sud de la loi *Black Economic Empowerment Act* sur l'intégration économique des Noirs, démarrant sa propre entreprise, sous la raison sociale SRS Aviation. Très rapidement, des opportunités de marchés publics se sont présentées, mais il s'est avéré difficile d'accéder à des financements. « Je me suis présentée à la banque avec le contrat de marché public », explique Sibongile, mais « la réaction négative de la banque était sans appel, parce que le montant demandé était trop élevé et la garantie insuffisante ».

TABLEAU 6.1

## Où l'obtention de prêts est-elle la plus facile et la plus difficile?

Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Malaisie	1	Bhoutan	172
Hong Kong, Chine	2	Djibouti	173
Afrique du Sud	3	Érythrée	174
Royaume-Uni	4	Madagascar	175
Australie	5	Tadjikistan	176
Bulgarie	6	Yémen	177
Israël	7	Afghanistan	178
Nouvelle-Zélande	8	Syrie	179
Singapour	9	Timor-Leste	180
États-Unis	10	Palaos	181

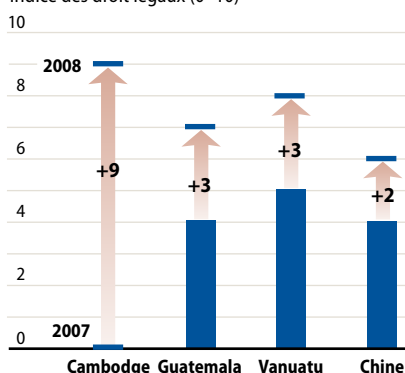
Note : Le classement relatif à la facilité d'obtenir des prêts repose sur la somme de l'indice de fiabilité des garanties et de l'étendue de l'information sur le crédit. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 6.1

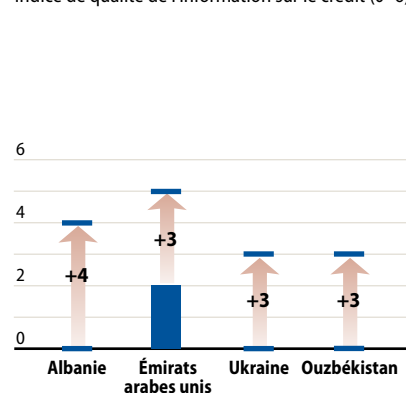
## Le Cambodge vient en tête pour la réforme des droits légaux, l'Albanie et les Émirats arabes unis pour celle de l'information sur le crédit

Indice des droit légaux (0–10)



Source : Base de données Doing Business.

Indice de qualité de l'information sur le crédit (0–6)



Pour financer le premier contrat, Sibongile a fini par puiser dans les économies de sa famille, y compris les fonds de retraite constitués par sa mère et sa tante ; il s'agissait de l'affrètement d'un avion de la Fédération de Russie. « Je me souviens avoir passé des journées entières à l'aéroport, à attendre l'avion, paniquée à l'idée qu'après avoir dépensé des sommes aussi importantes et pris autant de risques avec les économies des autres, l'avion pourrait ne pas arriver ». Mais tout a fini par bien se passer, et l'affaire de Sibongile prit son envol<sup>1</sup>.

Dans les pays dotés de lois efficaces sur les sûretés et d'un registre central des crédits, les banques sont plus susceptibles d'accorder des prêts. Hong Kong (Chine), Singapour et le Kenya facilitent l'obtention de prêts, grâce à des lois qui permettent d'utiliser diverses catégories d'actifs comme garanties de prêt, sans que ne soit exigée une description détaillée de la garantie ou de l'obligation. Ces pays sont également dotés de registres unifiés de garanties, et autorisent l'exécution des sûretés par voie extrajudiciaire.

En Arabie saoudite, au Canada, à El Salvador, aux États-Unis, en Géorgie, en Malaisie et au Pérou, le registre central des crédits permet d'enregistrer et de tenir à disposition des informations chronologiques sur tous les prêts bancaires – ainsi que les crédits accordés par des organismes d'utilité publique et des distributeurs – aussi bien pour des particuliers que pour des entreprises. Ce registre fournit également des informations positives (montant des emprunts et tendances des paiements effectués dans les délais) et des informations négatives (paiements en retard et défauts de paiement), et permettent aux emprunteurs de vérifier ces informations et de les contester le cas échéant.

Doing Business évalue la protection juridique des créanciers et des débiteurs ainsi que l'étendue et la qualité des systèmes d'information sur le crédit. Le premier ensemble d'indicateurs décrit dans quelle me-

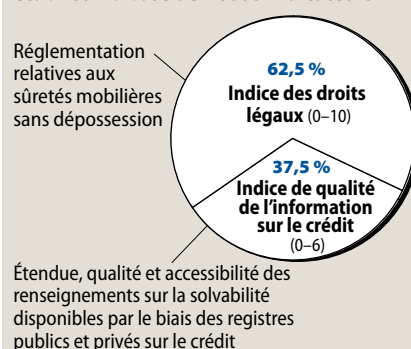
sure les lois sur les sûretés, et les faillites, facilitent l'octroi de prêts. Le second mesure la couverture, l'étendue, la qualité et l'accessibilité des renseignements sur la solvabilité mis à disposition à travers les registres publics et privés sur le crédit (figure 6.2).

La protection juridique des créanciers tout comme l'existence de registres sur le crédit sont associées à des rapports plus élevés de crédit privé/PIB. Par exemple, l'augmentation d'un point de l'indice de protection des créanciers, est associée à une augmentation de 6,5 points de pourcentage du taux moyen de croissance annuelle du ratio crédit privé/PIB dans les 3 années qui suivent la réforme, comparé aux 3 années précédentes<sup>2</sup>.

La recherche indique que la création de registres sur le crédit est associée à une augmentation de 4,2 points de pourcentage du recours des entreprises au crédit<sup>3</sup>. Ceci est dû, en partie, au fait que la mise en place d'un tel registre fait augmenter le taux de remboursement : les emprunteurs sont moins enclins à ne pas honorer leurs échéances, étant donné qu'un défaut de paiement peut

FIGURE 6.2

## Obtention de prêts : le classement est établi sur la base de 2 sous-indicateurs



Note : La couverture du registre privé et celle du registre public n'entrent pas en ligne de compte dans les classements. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.



les empêcher d'accéder à des prêts futurs. Dans les pays en développement, on assiste parfois à une augmentation du taux de remboursement de l'ordre de 80 % lorsque démarrent les activités des registres sur le crédit. Ce sont les petites entreprises qui en bénéficient le plus : dans les économies en transition qui instituent de nouveaux registres sur le crédit, ces entreprises accèdent deux fois plus rapidement au crédit que les grandes entreprises<sup>4</sup>.

L'amélioration de la protection juridique des créanciers et des débiteurs incite les entreprises à investir davantage dans de nouvelles technologies. Il ressort d'une étude récente que les économies les mieux classées en matière de protection des créanciers possèdent des avions plus modernes<sup>5</sup>. En outre, les compagnies aériennes de ces économies investissent dans de meilleures technologies de sécurité et de télécommunications. Pourquoi ? En partie parce qu'en l'absence de bonnes protections, les créanciers n'offrent que l'option du bail ; ils ne proposent pas de prêts. Par conséquent, dans les économies caractérisées par une protection insuffisante des créanciers, la plupart des avions sont en crédit-bail, et les propriétaires de compagnies aériennes ont moins de motivation pour améliorer leurs dispositifs de sécurité.

On constate aujourd'hui que le renforcement de la protection juridique des créanciers et la mise en place de nouveaux registres sur le crédit constituent des actions pouvant également contribuer à réduire l'inégalité des revenus<sup>6</sup>. Une explication possible à cela est que ces changements permettent à un nombre supérieur d'entrepreneurs de développer leurs entreprises, les emprunts accordés par la banque étant tributaires du degré de solvabilité de l'entreprise, plutôt que des contacts personnels.

### QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

Avec sa nouvelle loi sur les opérations en sûreté, le Cambodge est le top réformateur en 2007-08, pour l'obtention de prêts. Il est suivi par l'Albanie, qui a créé un registre public sur le crédit, fournissant des informations complètes sur les prêts de tout montant accordés tant aux particuliers qu'aux entreprises.

Jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, les chefs d'entreprise cambodgiens pouvaient seulement utiliser des biens immobiliers comme sûreté. La propriété foncière privée étant limitée, obtenir un prêt n'était souvent qu'un rêve irréalisable pour la

plupart des petites ou moyennes entreprises. Mais la nouvelle loi a changé tout cela. Les entrepreneurs cambodgiens sont désormais en mesure de garantir leurs emprunts avec une vaste gamme de types d'actifs mobiliers, y compris les actifs renouvelables tels que l'inventaire et les comptes débiteurs. Dans les ententes de sûreté, une description générale des biens nantis tel que : « tous les actifs » ou « tous les biens mobiliers » de l'emprunteur, est suffisante. Grâce à ces dispositions et bien d'autres contenues dans la nouvelle loi, le score administré au Cambodge pour l'indice de fiabilité des garanties est passée de 0 à 9.

Trois autres économies de l'Asie de l'Est et du Pacifique, le Vanuatu, la Chine et Taïwan (Chine), ont également facilité aux entreprises l'emploi de biens mobiliers comme garantie des emprunts. Le Vanuatu a adopté une nouvelle loi sur les opérations garanties. De son côté, la Chine a modifié son droit de la propriété pour permettre aux emprunteurs d'utiliser toute une série de biens renouvelables, ainsi qu'une combinaison d'actifs (matières premières, équipements de production et produits finis) comme garantie. Cette nouvelle loi devrait contribuer à mettre en circulation plus de 2 000 milliards de dollars d'actifs mobiliers<sup>7</sup>. Taïwan (Chine) a modifié son code civil pour permettre aux parties prenantes d'un accord de nantissement d'établir le montant de l'emprunt comme ligne de crédit maximum.

En Asie du Sud et au Sri Lanka en particulier, les créances garanties ne sont pas assujetties à une mesure de suspension automatique des procédures d'exécution par voie judiciaire en cas de procédures d'insolvabilité.

La Géorgie a modifié son code civil au mois de juin 2007 pour permettre aux parties de décider de la vente des actifs garantis de façon extrajudiciaire. En octobre 2007, le Guatemala a promulgué une loi établissant un régime spécial d'enregistrement des sûretés sur les biens mobiliers. Cette loi est entrée en vigueur au mois de janvier 2008.

En 2007-08, vingt-sept économies ont réformé leurs systèmes d'information sur le crédit, en renforçant la qualité et l'étendue des informations recueillies et diffusées par les registres sur le crédit privés ou publics (tableau 6.2). L'Ouzbékistan a créé un registre public et un registre privé sur le crédit. L'Albanie, le Libéria et le Monténégro ont institué de nouveaux registres publics sur le crédit, et, au Monténégro, la couverture des emprunteurs est passée de 0 à 26 % de la population adulte. L'Ukraine et les Émirats arabes unis ont mis en place chacun un registre privé sur le crédit, et la Zambie suit la même voie.

Six autres économies de la région Europe de l'Est et Asie centrale ont procédé à la réforme de leurs systèmes d'information sur le crédit, ce qui porte le nombre total

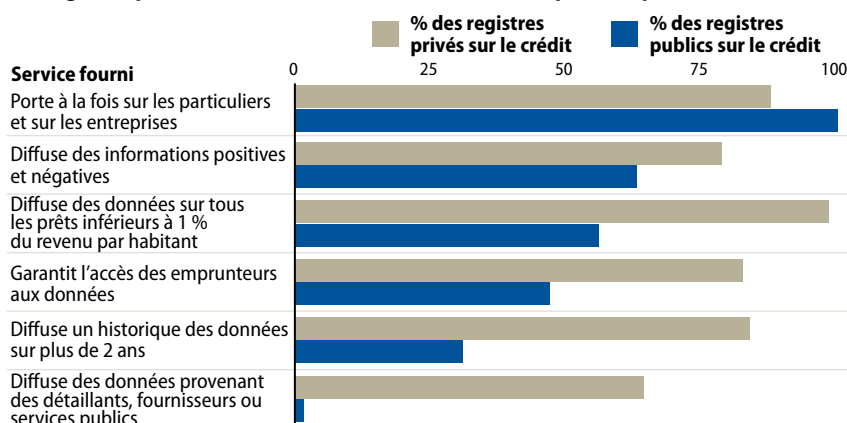
TABLEAU 6.2

#### D'avantage d'informations sur le crédit et un accès plus large — éléments de réforme populaires en 2007-08

Possibilité d'accès par les membres au registre sur le crédit par voie électronique	Cameroun, Cisjordanie et Gaza, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République du Congo, Sri Lanka, Tchad
Élargissement des informations recueillies dans les registres sur le crédit	Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, Kazakhstan, Maurice, Sri Lanka, Tunisie, Vietnam
Institution de réglementations garantissant aux emprunteurs la possibilité de consulter les informations contenues dans les registres sur le crédit	Bélarus, Égypte, Géorgie, Indonésie, ex-République yougoslave de Macédoine, Maroc, Tunisie
Création de nouveaux registres sur le crédit privés ou publics	Albanie, Émirats arabes unis, Libéria, Monténégro, Ukraine, Ouzbékistan
Élargissement de la gamme d'actifs mobiliers pouvant servir de garantie	Cambodge, Chine, Guatemala, Vanuatu
Autorisation d'exécuter les garanties par voie extrajudiciaire	Géorgie, Guatemala, Vanuatu
Autorisation d'indiquer le montant maximum plutôt que le montant spécifique dans les contrats de financement	Cambodge, Taïwan (Chine)
Priorité aux créances garanties, dans les procédures de faillite et en dehors des procédures de faillite	Cambodge, Vanuatu
Non assujettissement des créances garanties à des sursis automatiques pendant les procédures de réorganisation	Cambodge, Sri Lanka
Création d'un registre unifié pour les garanties sur les biens mobiliers	Cambodge

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 6.3

**Les registres privés sur le crédit fournissent des services plus complets aux créanciers**

Source : Base de données Doing Business.

de pays dans la région ayant adopté cette réforme au chiffre record de 10. La Géorgie met désormais à disposition une gamme complète de renseignements, y compris les paiements effectués dans les délais et le montant des encours. La couverture est 20 fois plus élevée. Le registre privé sur le crédit du Kazakhstan rajoute des nouveaux fournisseurs d'informations au rythme de 2 par mois. Cela inclue en particulier des institutions non bancaires telles que les

distributeurs et les entreprises de services publics. Le taux de couverture est rapidement passé à 80 %. La Moldavie a adopté une nouvelle loi facilitant la création d'un registre privé sur le crédit. L'Azerbaïdjan, le Bélarus et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont également réformé.

L'élément de réforme le plus populaire concernant les systèmes d'information sur le crédit était de faciliter l'accès d'information en ligne aux membres. Le registre public

régional sur le crédit de l'Union monétaire de l'Afrique Centrale a permis aux banques d'accéder aux informations en ligne, ce qui a favorisé une la croissance de la couverture au Cameroun, au Tchad, en République du Congo et au Gabon. Le registre public sur le crédit au Sri Lanka, ainsi que le registre public sur le crédit de Cisjordanie et Gaza, ont créé des systèmes permettant aux banques de mettre à jour leurs informations et d'obtenir par voie électronique des rapports sur la solvabilité.

Un grand nombre d'économies ont mis en place des réglementations garantissant aux emprunteurs l'accès aux informations se trouvant dans les registres sur le crédit. L'Égypte a institué ce type de règlements pour le registre privé sur le crédit. La Géorgie a modifié son code civil dans le même but. Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, une nouvelle loi sur la protection des données personnelles garantit aux emprunteurs la possibilité d'examiner les informations les concernant dans le nouveau registre public sur le crédit. Au Bélarus et en Tunisie, de nouvelles lois permettent aux particuliers et aux entreprises de consulter les informations sur leur solvabilité dans toutes les agences de la banque centrale. Le Maroc a publié de nouvelles circulaires garantissant aux emprunteurs la possibilité de consulter leurs informations dans les registres sur le crédit, constituant aussi la base pour la création de nouveaux registres privés.

D'autres économies ont supprimé le seuil minimum pour inscrire les prêts dans les registres sur le crédit. Le registre privé du Sri Lanka a lancé un nouveau système en ligne pour la collecte d'informations sur tous les prêts, quel qu'en soit le montant. La couverture a triplé, s'établissant à environ 1,3 million de particuliers et d'entreprises. En Azerbaïdjan, la couverture a plus que doublé après la suppression du seuil minimum de 1 100 dollars. Cette tendance se confirme au Bélarus, à la suite de l'abolition du seuil minimum de 10 000 dollars. L'Île Maurice a supprimé, elle aussi, son seuil de 3 000 dollars.

La Tunisie procède maintenant à la collecte et à la diffusion d'informations plus détaillées (positives et négatives) sur les emprunteurs. Le Sri Lanka a augmenté de 1 à 2 ans la période pendant laquelle des informations sont enregistrées, et met à disposition les informations positives pendant 5 ans. En Indonésie, les informations historiques couvrent à présent 2 ans. Le Vietnam a augmenté de 2 à 5 ans la période pendant laquelle des données sont mises à disposition, ce qui explique l'augmentation de 49 % de la couverture qui s'établit à plus de 8 millions de particuliers et d'entreprises. La Finlande a promulgué une nouvelle loi relative à l'information sur le crédit, qui

TABLEAU 6.3

**Qui compte le plus de renseignements sur la solvabilité et le plus de protections juridiques pour les créanciers et débiteurs — et qui en compte le moins ?****Protection juridique des créanciers et débiteurs (indice de fiabilité des garanties 0–10)**

Le plus		Le moins	
Hong Kong, Chine	10	Burundi	2
Kenya	10	Madagascar	2
Malaisie	10	Rwanda	2
Singapour	10	Afghanistan	1
Australie	9	Bolivie	1
Bahamas	9	Djibouti	1
Cambodge	9	Syrie	1
Danemark	9	Timor-Leste	1
Nouvelle-Zélande	9	Palaos	0
Royaume-Uni	9	Cisjordanie et Gaza	0

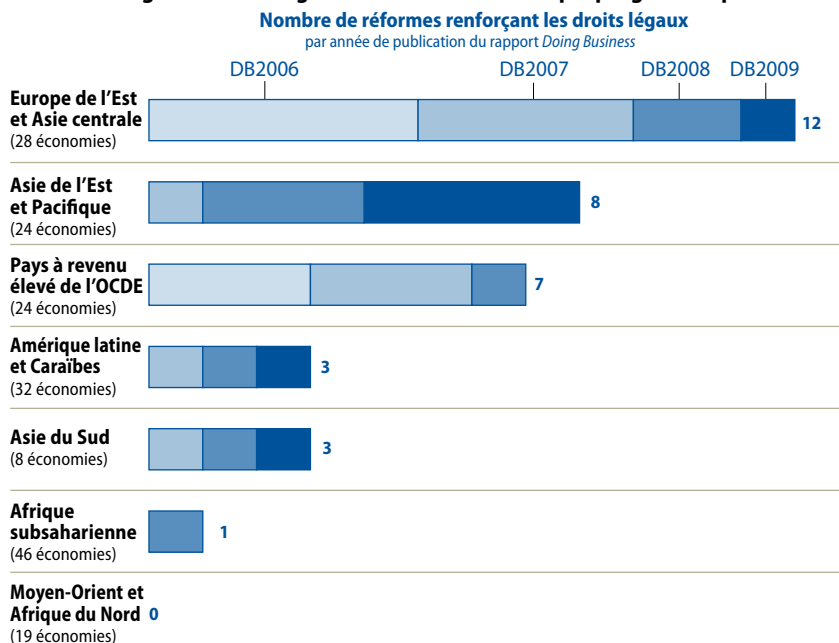
**Emprunteurs couverts par les registres sur le crédit (% des adultes)**

Le plus		Le moins	
Argentine	100	Népal	0,24
Australie	100	Algérie	0,20
Canada	100	Djibouti	0,18
Islande	100	Mauritanie	0,17
Irlande	100	Éthiopie	0,13
Nouvelle-Zélande	100	Madagascar	0,07
Norvège	100	Yémen	0,07
Suède	100	Nigéria	0,06
Royaume-Uni	100	Zambie	0,05
États-Unis	100	Guinée	0,02

Note : Le classement relatif à la couverture des emprunteurs présenté dans ce tableau ne comprend que les économies qui se sont dotées de registres publics ou privés sur le crédit (129 au total). Le groupe de 52 autres économies qui ne possèdent pas de registre et n'ont donc pas de couverture. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 6.4

**Réforme des garanties : la région Asie de l'Est et Pacifique progresse rapidement**

Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données *Doing Business*.

réglemente l'utilisation d'informations sur les crédits accordés aux entreprises.

Deux économies ont réduit l'efficacité de leurs systèmes d'information sur les crédits. En Indonésie, la centrale de risques privée a fermé sous l'effet insoutenable de la concurrence du registre public (figure 6.3). Pour sa part, le Burundi a été contraint de doubler le montant du seuil minimum des prêts enregistrés dans la base de données, le portant à environ 900 dollars, pour faire face à des contraintes techniques et à une augmentation soudaine des opérations de prêt.

### QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Au cours des 4 dernières années, 34 réformes ont permis de renforcer la protection juridique des créanciers et des débiteurs dans 27 économies du monde, tandis que 88 réformes ont renforcé les systèmes d'information sur le crédit dans 61 économies.

C'est dans la région Europe de l'Est et Asie centrale que l'on compte le nombre le plus élevé de réformes destinées à améliorer la protection juridique des créanciers et des débiteurs au cours des 4 dernières années, avec un total de 12 réformes (figure 6.4). Les grandes économies émergentes, à l'exception de la Fédération de Russie, figurent parmi les principaux réformateurs. Au cours des deux dernières années, la Chine a entrepris de nombreuses réformes, en élargissant la

gamme d'actifs mobiliers pouvant servir de garantie. De son côté, l'Inde a procédé à des réformes deux années de suite, à partir de 2006, en créant un registre des garanties en ligne, et en développant les possibilités d'exécution de garanties par voie extrajudiciaire. Dans le contexte des faillites, l'Ukraine a renforcé la situation des créanciers munis de garanties, en accordant la priorité à leurs créances plutôt qu'à celles des salariés et des autorités fiscales. Le Vietnam a facilité l'obtention de prêts par les entrepreneurs, en élargissant la gamme des biens pouvant servir de garantie, et en autorisant le recours à l'exécution par voie extrajudiciaire.

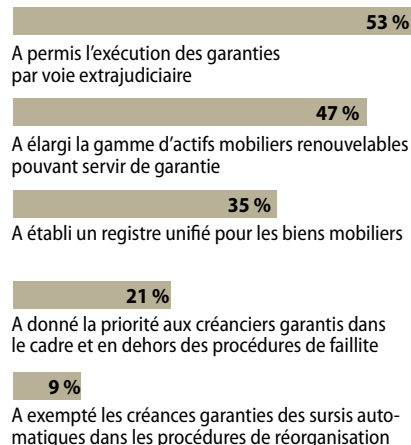
L'élément de réforme le plus populaire en matière de protection juridique des créanciers et des débiteurs était d'accorder la possibilité aux parties de recourir à l'exécution des garanties par voie extrajudiciaire en cas de défaut de paiement du débiteur. (figure 6.5) La possibilité de passer un accord de ce type peut inciter des prêteurs méfiant à l'égard des longues procédures du tribunal, à accorder des prêts. En plus de l'Inde et du Vietnam, les économies qui ont institué des accords de ce type sont la Croatie, la France, le Ghana, le Honduras, le Pérou et la République kirghize.

Un autre élément de réforme populaire concerne la création d'un registre des garanties unifié sur le plan géographique, couvrant la plupart des garanties mobilières. Ce registre permet à des prêteurs potentiels de vérifier, facilement et sans le moindre doute, dans quelle mesure des intérêts concurrents

FIGURE 6.5

**Droits légaux : les 5 principaux éléments de réforme**

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.

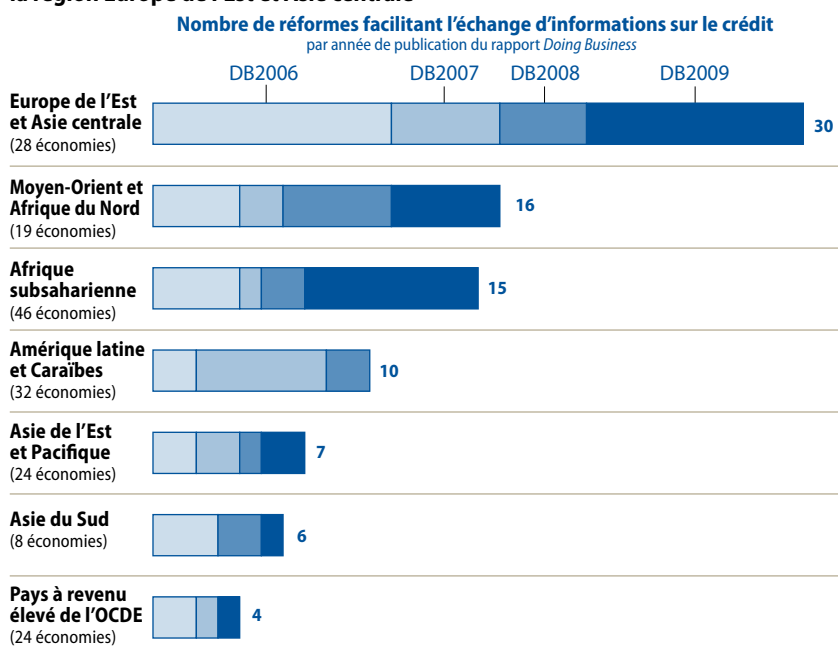
s'exercent sur la garantie concernée. Parmi les économies qui ont adopté ce genre de mesure, l'Inde occupe une place toute particulière. Si l'on tient compte de l'étendue de son territoire et de sa population immense, la création d'une base de données unifiée en ligne, à étendue nationale, sur les sûretés concernant les éléments d'actif mobilier constitue un accomplissement remarquable.

De nombreux pays ont adopté de nouvelles lois sur les sûretés. Tel est le cas de trois des principaux réformateurs de cette année : le Cambodge, le Guatemala et le Vanuatu. En 2006 le Pérou a adopté, une nouvelle loi sur les garanties concernant les actifs mobiliers. Il est désormais possible d'utiliser des actifs mobiliers de tous genres, corporels ou incorporels, actuels ou futurs, comme garantie d'un emprunt, sans qu'il soit nécessaire de décrire dans le détail la nature de ces actifs. Plus de 20 types de nantissements différents ont été consolidés en 1 seul. De même, les 17 registres préexistants ont également été unifiés<sup>8</sup>.

Les 88 réformes ayant amélioré les systèmes d'information sur le crédit au cours des 4 dernières années sont évidentes : le taux de couverture mondiale des registres a plus que doublé, et comprend environ 1,8 milliard de particuliers et d'entreprises. La région Europe de l'Est et Asie centrale s'affiche en tête des réformateurs (figure 6.6). La note moyenne attribuée à cette région au titre de l'étendue de l'information sur le crédit a doublé au cours des 4 dernières années, passant de 2,1 points à 4,4 points

FIGURE 6.6

### Un tiers des réformes de l'information sur le crédit se situe dans la région Europe de l'Est et Asie centrale



Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.  
Source : Base de données *Doing Business*.

sur un maximum de 6, et sa couverture des emprunteurs a quasiment quintuplé. Fort de ces résultats, cette région dépasse celle de l'Amérique latine et des Caraïbes, et n'est devancée que par le groupe des économies à revenu élevé de l'OCDE.

Plus de 25 % des réformes concernant les renseignements sur la solvabilité ont trait à la création de nouveaux registres : 19 économies ont créé des centrales de risques privées, 8 autres ont mis en place de nouveaux registres publics sur le crédit (figure 6.7). La région Europe de l'Est et Asie centrale affiche les avancées les plus importantes, près de la moitié des économies ayant mis sur pied soit un registre public sur le crédit soit une centrale de risques privée. Cette région est suivie par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Dans 20 économies, les réformes ont permis d'étendre le champ des informations

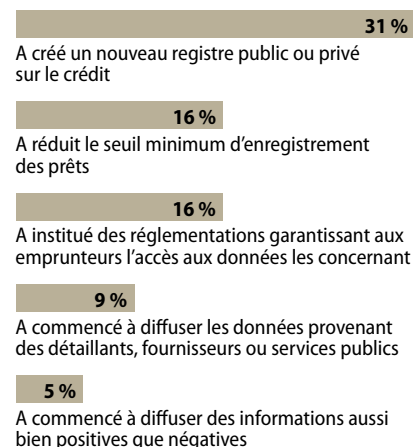
sur le crédit recueillies et diffusées par les registres publics ou privés. Dans 13 d'entre elles, le registre public a supprimé le seuil minimum à partir duquel les prêts sont enregistrés, ce qui a permis de multiplier quasiment par quatre la couverture moyenne. Dans nombre de cas, la mise en place d'une infrastructure d'information ainsi que la transition d'un système sur papier à un système en ligne auront rendu cette réforme possible.

Dans 8 autres économies, des registres sur le crédit privés ont étendu les sources de renseignements sur la solvabilité, en incluant des institutions non financières, par exemple des entreprises de services publics (comme les entreprises de téléphonie mobile) ou des distributeurs (les supermarchés et magasins de meubles par exemple). Des réformes de ce type ont eu lieu en Arabie saoudite, en Bulgarie, en Géorgie, au Kazakhstan, au Kenya, au Koweït, au Nicaragua et à Trinité-

FIGURE 6.7

### Information sur le crédit : les 5 principaux éléments de réforme

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.  
Source : Base de données *Doing Business*.

et-Tobago. Désormais, les particuliers possédant un téléphone portable, mais n'ayant aucun emprunt bancaire, peuvent néanmoins constituer un historique sur leur crédit, ce qui est particulièrement important dans les économies pauvres.

## NOTES

1. Cet exemple est extrait du recueil *Doing Business: Women in Africa* (2008a) de la Banque mondiale, un ensemble d'études de cas sur des entrepreneurs africains.
2. Djankov, McLeish et Shleifer (2007).
3. Brown, Jappelli et Pagano (2008).
4. Brown et Zehnder (2007).
5. Benmelech et Bergman (2008).
6. Claessens et Perotti (2007).
7. Banque mondiale (2007c).
8. Marechal et Shahid-Saless (2008).

Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété  
Obtention de prêts

# Protection des investisseurs

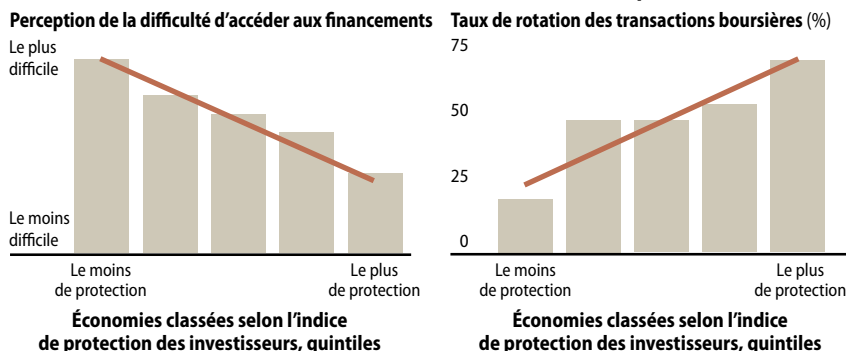
Païement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats  
Fermeture d'entreprise

Investir au Costa Rica est parfois une entreprise risquée. Diego, un entrepreneur costaricain, en est tout à fait conscient. « Pourquoi devrais-je acheter des actions dans une entreprise si je sais que la direction de cette dernière peut approuver d'importantes transactions entre parties apparentées sans jamais en faire part à ses actionnaires ? ». Au Costa Rica, comme dans de nombreux pays du monde, les actionnaires minoritaires ne sont pas protégés contre la violation, par les dirigeants des sociétés, de l'intérêt social, c'est-à-dire, l'utilisation abusive des actifs de la société à des fins personnelles.

Les entreprises réalisent leur expansion en levant des capitaux – à travers un emprunt bancaire ou en attirant des investisseurs. En vendant des actions, les entreprises réalisent leur expansion sans devoir fournir de garantie ni rembourser des emprunts. Mais les investisseurs, eux, sont soucieux de récupérer leurs investissements, et souhaitent jouir de la protection de la loi. Une étude effectuée récemment révèle que l'existence d'instruments juridiques et réglementaires de protection des investisseurs est à l'origine de 73 % des déci-

FIGURE 7.1

**La protection accrue des investisseurs s'accompagne d'un plus grand accès des entreprises aux marchés des actions et d'un volume de transactions boursières plus élevé**



Note : Les rapports restent significatifs au taux de 5 % une fois neutralisés les effets du revenu par habitant. Le classement des économies repose sur la perception de la difficulté d'accéder aux financements ; le pays où il est le plus difficile d'accéder aux financements est classé 131<sup>e</sup>. Voir les Notes statistiques pour de plus amples détails.

Source : Base de données Doing Business ; WEF (2007) ; Banque mondiale, base de données Indicateurs du développement dans le monde.

sions d'investir. Au contraire, les investissements ne s'expliquent par les caractéristiques de l'entreprise que dans 4 % à 22 % des cas<sup>1</sup>. En conséquence, tant les gouvernements que les entreprises ont intérêt à mettre en place des réformes qui renforcent la protection des investisseurs.

Si les investisseurs ne sont pas protégés, les marchés financiers ne parviennent pas à se développer, et les banques deviennent la seule et unique source de financement. Résultat : les entreprises ne parviennent pas à atteindre la taille qu'il leur faudrait pour être compétitives en raison de l'insuffisance des financements, ce qui freine la croissance économique. Une recherche menée dans 22 économies émergentes révèle que lorsque les investisseurs ne jouissent que de recours limités contre des actions préjudiciables à l'entreprise, ils n'investissent que dans un nombre limité d'entreprises dans lesquelles ils détiennent une part majoritaire<sup>2</sup>. Par contraste, l'existence de bonnes protections des actionnaires minoritaires s'accompagne de marchés financiers plus importants et plus dynamiques.

Le dynamisme des marchés financiers n'est pas la seule raison qui milite en faveur de mesures de protection plus rigoureuses des investisseurs. La Tanzanie a lancé la réforme de la protection des investisseurs dans le cadre d'une initiative de grande envergure pour la réduction de la corruption et la création d'un environnement inspirant la confiance nécessaire pour les affaires<sup>3</sup>. Un environnement de ce type renforce la confiance des investisseurs aussi bien dans les entreprises locales que dans le gouvernement.

Les économies qui se classent parmi les meilleures dans l'indice de protection des investisseurs imposent des conditions rigoureuses de divulgation de l'information, et donnent aux actionnaires un accès général à l'information, aussi bien avant que pendant les actions en justice, afin de déterminer la responsabilité des dirigeants. La Nouvelle-

Zélande et Singapour, pays les plus hauts classés avec un indice de 29 et 28 points respectivement sur un total possible de 30, exigent la divulgation immédiate des transactions entre parties apparentées et des conflits d'intérêts (tableau 7.1). Ils exigent au préalable l'autorisation de la transaction par les actionnaires désintéressés; en outre, ils permettent aux actionnaires minoritaires de poursuivre en justice les dirigeants des sociétés, et d'invalider la transaction si elle est préjudiciable pour l'entreprise. De plus, en Nouvelle-Zélande, les actionnaires peuvent inspecter tous les documents internes de l'entreprise avant de décider d'intenter une action en justice.

Le Viet Nam démontre les avantages des réformes visant à renforcer la protection des investisseurs. En 2005, avant que le Viet Nam adopte une législation claire en la matière, 60 à 100 échanges avaient lieu quotidiennement dans le marché de capitaux non réglementé, pour un volume d'échanges oscillant entre

TABLEAU 7.1

**Où les investisseurs sont-ils protégés ? Où ne le sont-ils pas ?**

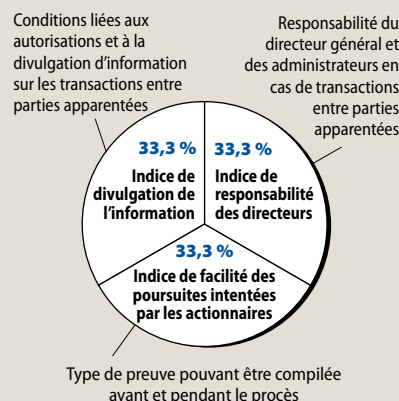
Le plus protégés	CLASSEMENT	Le moins protégés	CLASSEMENT
Nouvelle-Zélande	1	Micronésie	172
Singapour	2	Palaos	173
Hong Kong, Chine	3	Rwanda	174
Malaisie	4	Venezuela	175
Canada	5	Viet Nam	176
Irlande	6	Djibouti	177
Israël	7	Suriname	178
États-Unis	8	Swaziland	179
Afrique du Sud	9	RDP Lao	180
Royaume-Uni	10	Afghanistan	181

Note : Les classements correspondent à l'indice de protection des investisseurs. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 7.2

**Protection des investisseurs : le classement est établi sur la base de 3 sous-indicateurs**



Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.



10 000 et 16 000 dollars, soit 3 à 6 fois celui du marché réglementé à Ho Chi Minh<sup>4</sup>. Après la réforme de la loi sur les valeurs mobilières et de la loi sur les sociétés commerciales, le nombre d'entreprises cotées en bourse est passé de 41 en 2005 à 193 aujourd'hui, dont 107 sont cotées à la bourse Ho Chi Minh. En dépit des récentes difficultés des marchés financiers au Viet Nam, la capitalisation boursière est passée de moins de 1 milliard de dollars en 2005 à 13 milliards de dollars aujourd'hui.

Parmi les régions, l'Amérique latine est celle qui réglemente le moins les transactions entre parties apparentées, et impose les exigences les moins rigoureuses en matière de divulgation de l'information et d'autorisation. Un grand nombre d'économies d'Amérique latine appliquent des lois commerciales qui n'ont pas été réformées depuis les années 1920. En Europe de l'Est et Asie centrale, les économies imposent des conditions plus rigoureuses dans le domaine de divulgation de l'information et des autorisations, mais lorsqu'une transaction a été autorisée et rendue publique, les dirigeants de l'entreprise concernée ne sont plus responsables des dommages qui en résultent.

Au Moyen-Orient et Afrique du Nord, des économies, comme Djibouti et Oman, limitent l'accès à l'information : en conséquence, il est difficile, pour des actionnaires minoritaires, d'obtenir les preuves nécessaires pour justifier leur plainte auprès d'un tribunal.

## QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

En 2007-08, douze économies ont renforcé les mesures de protection des investisseurs (tableau 7.2). En tête du peloton se trouve l'Albanie, qui a adopté la Loi sur les Entrepreneurs et les Sociétés Commerciales ; cette loi réglemente les conflits d'intérêts, en exigeant l'autorisation des actionnaires pour les transactions entre parties apparentées représentant plus de 5 % du capital social. Cette loi comporte également des règles rigoureuses sur la divulgation de l'information, et comprend des dispositions grâce auxquelles il est plus facile, pour des investisseurs minoritaires, de poursuivre des dirigeants en justice. De plus, les actionnaires minoritaires peuvent maintenant demander aux dirigeants, une compensation pour les dommages résultant des transactions entre parties apparentées, y compris le remboursement de tous les bénéfices réalisés sur la transaction. Cette nouvelle loi incite fortement les dirigeants des sociétés albanaises à être sensibles aux intérêts des investisseurs.

La Thaïlande occupe la deuxième place. Chef de file des réformateurs dans le domaine de la protection des investisseurs il y a trois ans, la Thaïlande a redoublé ses efforts pour renforcer les droits des actionnaires minori-

TABEAU 7.2

## Plus grande divulgation de l'information — la réforme la plus populaire en 2007-08

Accroissement des exigences en matière de divulgation de l'information	Albanie, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Égypte, Tadjikistan
Poursuites en justice contre les dirigeants facilitées	Albanie, Botswana, République kirghize, Thaïlande
Possibilité d'intenter des actions sociales ou directes	Grèce, République kirghize, Slovaquie
Réglementation de l'autorisation des transactions entre parties apparentées	Albanie, Azerbaïdjan, Tadjikistan
Promulgation d'une nouvelle loi sur les sociétés	Albanie, Botswana, Tadjikistan
Recours à un organe extérieur pour examiner les transactions entre parties apparentées	Égypte, Turquie
Possibilité d'annuler des transactions préjudiciables entre parties apparentées	Tunisie

Source : Base de données *Doing Business*.

taires, notamment sur le plan de la responsabilité des dirigeants. Désormais, les dirigeants nuisant les intérêts de l'entreprise ne pourront plus dépendre d'avoir simplement obtenu l'autorisation préalable des actionnaires pour une certaine transaction comme moyen de se dérober à leurs responsabilités. Et s'ils sont jugés responsables, les sanctions sont sévères : ils sont tenus de compenser l'entreprise pour tous les dommages causés, de rembourser tous les bénéfices tirés de l'opération, et de verser des amendes à l'État. Ils sont même passibles d'une peine de prison.

Les économies d'Asie centrale ont renforcé, elles aussi, les droits des actionnaires minoritaires. Le Tadjikistan, l'Azerbaïdjan et la République kirghize ont aligné leur droit des sociétés avec les réglementations modernes et les principes de gouvernance d'entreprise.

Le Tadjikistan a adopté une nouvelle loi sur les sociétés par actions. Cette loi définit les « parties intéressées », et impose l'agrément des actionnaires pour les transactions entre ces parties. Elle exige en outre que les parties intéressées déclarent immédiatement les conflits d'intérêts au conseil d'administration. De plus, il est maintenant possible d'intenter en justice des actions sociales : actionnaires détenant au moins 10 % des actions peuvent intenter des actions en justice au nom de la société contre des dirigeants de l'entreprise.

L'Azerbaïdjan a réformé son Code civil, et la Commission Étatique des Valeurs Mobilières a adopté un nouveau règlement pour la réglementation des transactions entre parties apparentées. Cette nouvelle loi définit les « transactions entre parties apparentées », et requiert l'autorisation des actionnaires lorsque ces transactions dépassent 5 % des actifs de l'entreprise, bien que les parties intéressées sont autorisées à participer au vote pour l'autorisation de la transaction. La loi contient également des stipulations relatives à la divulgation d'informations auprès de l'organe de réglementation du marché, et par

le biais des rapports annuels de l'entreprise. Comme en Albanie, les actionnaires minoritaires peuvent désormais réclamer des compensations pour les dommages subis par l'entreprise à la suite de transactions entre parties apparentées.

La République kirghize a modifié sa loi sur les sociétés par actions. Dorénavant, les actionnaires peuvent poursuivre en justice, en leur propre nom, les dirigeants qui ont nuit aux intérêts des actionnaires, et leur réclamer une compensation.

Le Botswana a défini les transactions entre parties apparentées, et clarifié les dispositions relatives à la divulgation de l'information, dans sa Loi sur les Sociétés de 2004, entrée en vigueur en juillet 2007. Il est maintenant plus facile d'établir la responsabilité des dirigeants, les actionnaires pouvant entamer une action contre les dirigeants, si la transaction s'avère préjudiciable pour l'entreprise. Si les dirigeants sont jugés responsables, ils sont tenus non seulement de couvrir les dommages encourus, mais également de rembourser tous les bénéfices réalisés – une bonne incitation à réfléchir deux fois plutôt qu'une avant de tenter d'abuser des biens sociaux.

En Égypte, l'organisme responsable des marchés financiers a ciblé, de façon prioritaire, la réglementation sur la divulgation d'information dans la modification des règles relatives à l'admission à la bourse du Caire. L'objet de ces modifications est de renforcer la transparence, tant avant qu'après la conclusion de transactions entre parties apparentées. Ces transactions devront désormais être évaluées par un conseiller financier indépendant avant leur exécution, afin d'assurer une meilleure information des actionnaires. De plus, ces modifications viennent renforcer l'obligation de divulguer ces informations dans le rapport annuel de l'entreprise. Au mois de mars 2008, la Turquie a entrepris des réformes similaires. La réglementation qui régit l'admission à la bourse d'Istanbul exige maintenant que toutes les transactions entre parties apparentées



TABLEAU 7.3

### Où les mesures de protection des investisseurs sont-elles rigoureuses ? Où ne le sont-elles pas ?

Indice de divulgation de l'Information (0-10)			
Mesures plus rigoureuses		Mesures moins rigoureuses	
Bulgarie	10	Ukraine	1
Chine	10	Afghanistan	0
France	10	RDP Lao	0
Hong Kong, Chine	10	Maldives	0
Irlande	10	Micronésie	0
Malaisie	10	Palaos	0
Nouvelle-Zélande	10	Soudan	0
Singapour	10	Suisse	0
Thaïlande	10	Swaziland	0
Royaume-Uni	10	Tunisie	0
Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)			
Mesures plus rigoureuses		Mesures moins rigoureuses	
Albanie	9	Tadjikistan	1
Cambodge	9	Togo	1
Canada	9	Zimbabwe	1
Israël	9	Afghanistan	0
Malaisie	9	République dominicaine	0
Nouvelle-Zélande	9	Îles Marshall	0
Singapour	9	Micronésie	0
Slovénie	9	Palaos	0
Trinité-et-Tobago	9	Suriname	0
États-Unis	9	Viet Nam	0
Indice de facilité des poursuites Intentées par les actionnaires (0-10)			
Le plus facile		Le plus difficile	
Kenya	10	Émirats arabes unis	2
Nouvelle-Zélande	10	PDR Lao	2
Colombie	9	Syrie	2
Hong Kong, Chine	9	Venezuela	2
Irlande	9	Yémen	2
Israël	9	Guinée	1
Maurice	9	Maroc	1
Pologne	9	Rwanda	1
Singapour	9	Djibouti	0
États-Unis	9	Iran	0

Source : Base de données Doing Business.

soient évaluées par un organisme indépendant avant d'être autorisées.

L'Arabie saoudite a modifié des dispositions de sa loi sur les sociétés. Dorénavant, les dirigeants directement intéressés ne pourront plus voter aux assemblées des actionnaires pour l'autorisation de transactions entre parties apparentées. Et, tout comme en Albanie, au Botswana et en Thaïlande, les dirigeants jugés responsables des préjudices causés à une entreprise en raison des transactions entre parties apparentées seront tenus de rembourser tous les bénéfices réalisés sur ces transactions.

La Grèce a adopté une nouvelle loi sur les sociétés, qui réduit le seuil minimum pour entamer une action sociale en justice. Pour ce faire, il suffit maintenant aux actionnaires

de détenir 10 % seulement des actions de la société, et non plus 33 %, comme avant. La Slovaquie a modifié ses lois en permettant à des investisseurs minoritaires, titulaires d'au moins 10 % des actions, d'intenter des actions sociales auprès des tribunaux.

La Tunisie a promulgué une loi donnant aux actionnaires le droit d'accéder à des documents internes de la société, et de demander la nomination d'un inspecteur indépendant : il est maintenant plus facile de rassembler des pièces à conviction à l'appui d'une action en justice. En outre, la nouvelle loi donne aux titulaires de 10 % des actions le droit de demander à un juge d'annuler des transactions préjudiciables entre parties apparentées.

Des réformes de la gouvernance d'entreprise, en particulier du droit des sociétés, ont

été réalisées dans le monde entier, de la Syrie au Sri Lanka, et de l'Indonésie au Viet Nam. L'Argentine a renforcé davantage les principes de gouvernance d'entreprise en introduisant un ensemble complet de règles de « *conformité ou justification* » pour les entreprises cotées en bourse.

Dans plusieurs pays membres de l'Union européenne (UE), comme l'Autriche et le Luxembourg, ainsi que dans des pays candidats à l'adhésion, comme la Croatie, des réformes sont en cours pour la mise en application des directives communautaires sur la transparence. La mise en application de ces directives nécessite souvent une modification des lois sur les sociétés et sur les valeurs mobilières. Au cours des 2 dernières années, la Bulgarie et la Roumanie ont modifié leur droit des sociétés, et mettent à présent ces modifications en application.

### QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

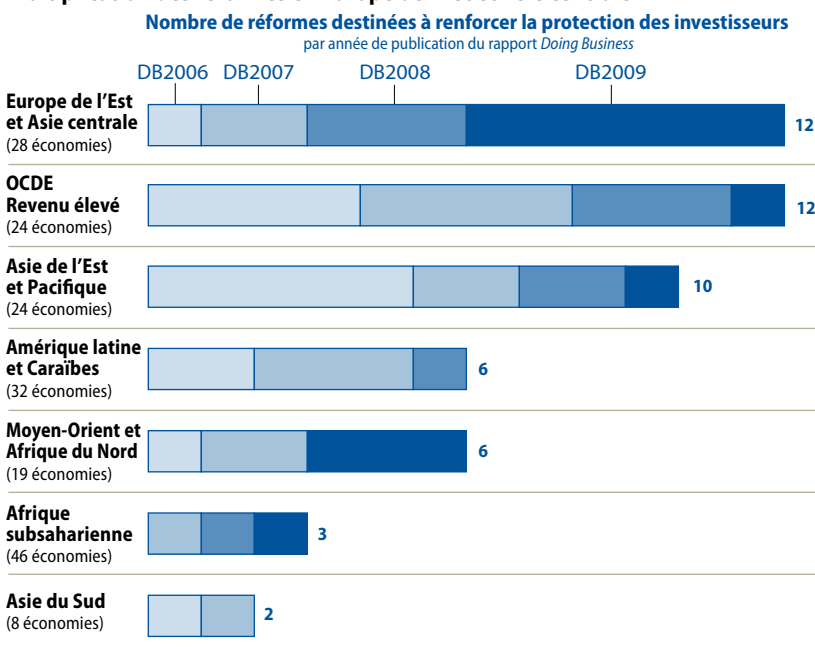
L'expérience des 4 dernières années permet d'affirmer que les pays sont en mesure de renforcer avec succès les règles qu'ils mettent en place pour protéger les actionnaires minoritaires. Il s'agit d'un processus qui nécessite souvent un certain temps, même avec la volonté politique nécessaire, mais des économies comme l'Albanie, l'Azerbaïdjan et la République kirghize ont démontré que ceci peut être réalisé dans l'espace de quelques mois, et non pas d'années.

Dans certains cas, le secteur privé s'oppose à des réformes conçues pour la protection d'investisseurs minoritaires, notamment dans des économies sujettes à une forte concentration de la propriété. Une des raisons possibles est que la conformité avec les règles rigoureuses sur la divulgation de l'information constitue parfois une charge financière onéreuse pour les entreprises, en particulier dans les pays en développement. Au Mexique par exemple, l'adversaire le plus véhément des réformes se trouve être l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays<sup>5</sup>. En Géorgie, c'est l'une des principales banques d'affaires.

Mais cette opposition n'a pas empêché l'avènement des réformes : *Doing Business* a relevé, au cours des 4 dernières années, plus de 50 réformes dans 41 économies visant à renforcer la protection des investisseurs. C'est en Europe de l'Est et Asie centrale, ainsi que dans les économies à revenu élevé de l'OCDE que l'on compte le plus de réformes, à raison de 12 dans chacun de ces deux groupes (Figure 7.3).

En Europe de l'Est et Asie centrale, la principale incitation aux réformes a été l'accession à l'Union européenne. Des économies comme la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie ont mis à jour leur droit des sociétés et des valeurs mobilières, en l'harmonisant avec

FIGURE 7.3

**Multiplication des réformes en Europe de l'Est et Asie centrale**

Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données *Doing Business*.

les normes européennes. Ces réformes se sont concentrées sur la formulation de réglementations exigeant une transparence accrue dans l'administration courante des entreprises. Les réformes ont contribué à rehausser la note moyenne de la région au titre de l'indice de divulgation de l'information, laquelle note est passée de 4,7 en 2005 à 5,8 aujourd'hui.

Ce sont les économies de l'OCDE au revenu élevé qui protègent le plus les investisseurs minoritaires. Mais comment expliquer qu'elles continuent à réformer ? La raison relève de la logique : les marchés financiers complexes et actifs doivent résoudre rapidement des problèmes qui, comme la fraude, sont en constante évolution. Parmi les réformateurs les plus actifs, on citera Hong Kong (Chine) et le Royaume-Uni, deux pays qui comptent parmi les 10 premiers en raison de l'indice de protection des investisseurs. Au cours des 3 dernières années, ces deux économies ont procédé à deux reprises à des réformes, renforçant les conditions de divulgation de l'information et l'accès des actionnaires aux documents internes de l'entreprise.

Un nombre inférieur de réformes ont été réalisées en Amérique latine et aux Caraïbes, en Afrique, et en Asie du Sud. Dans ces régions, on n'a relevé, en 2007-08, qu'une seule réforme, au Botswana, alors qu'au cours des années précédentes, des réformes avaient renforcé la protection des investisseurs dans des économies comme la Colombie et le Mexique en Amérique latine, ainsi que le Mozambique et la Tanzanie en Afrique.

**LA TENDANCE EST AU RENFORCEMENT DE LA DIVULGATION DE L'INFORMATION**

Dans l'ensemble des régions, la réforme la plus populaire a été d'exiger davantage de divulgation d'informations dans les transactions impliquant des parties apparentées (figure 7.4). Les résultats d'une enquête mondiale sur la gouvernance d'entreprise menée en 2002 présente une explication : environ 90 % des investisseurs interrogés souhaitent voir une transparence accrue dans l'administration courante des entreprises<sup>6</sup>. Qu'entendent-ils par « transparence accrue » ? L'harmonisation des règles comptables, la divulgation immédiate des transactions importantes, et une participation accrue des investisseurs minoritaires aux grandes décisions et aux principales opérations.

Bien que populaire, les réformes relatives à la divulgation d'informations n'est pas garantie de succès partout. Pour assurer une diffusion plus large de l'information, il faut disposer de l'infrastructure nécessaire à une communication efficace et, condition plus importante encore, posséder les cadres qu'il faut, des juristes et des comptables par exemple, pour assurer la conformité aux normes. Un grand nombre de pays pauvres sont dépourvus de ces deux ressources. Ils ont peut-être une bourse, mais il leur manque un site web pour afficher les informations. Et s'ils possèdent des experts-comptables, ceux-ci sont en nombre si réduit qu'il est pratiquement impossible d'assurer la conformité aux règles de divulgation. Au Viet Nam par exemple, la loi sur les valeurs mobilières comporte des dispositions importantes sur

FIGURE 7.4

**Les 4 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter la protection des investisseurs**

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)

**47 %**  
Davantage de divulgation de l'information

**33 %**  
Règles claires sur la responsabilité des dirigeants

**22 %**  
Réglementation de l'autorisation des transactions impliquant des parties apparentées

**13 %**  
Autorisation des actionnaires à accéder à des documents internes de l'entreprise

Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.

la divulgation d'informations et reddition de comptes, mais le pays est encore dépourvu de systèmes de stockage et de contrôle électroniques de l'information<sup>7</sup>.

**TROUVER L'INSPIRATION POUR LA RÉFORME**

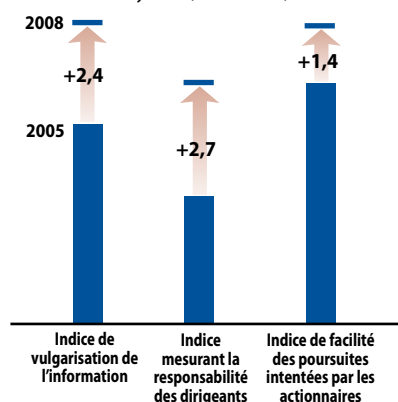
Les crises sont parfois un facteur déterminant des réformes. La crise financière en Asie de l'Est, ainsi que certains scandales d'entreprise, comme ceux qui ont secoué Enron, Parmalat et WorldCom, ont déclenché un mouvement de réformes de la réglementation dans le monde. Ces crises ont dévoilé au grand jour les faiblesses de marchés jusqu'alors considérés comme des exemples de bonne réglementation. Les pays affectés par la crise ont réformé leurs législations, d'autres ont suivi leur exemple, en s'inspirant de leur expérience pour ne pas répéter les mêmes erreurs. Par exemple, le Mexique s'est inspiré de l'expérience des États-Unis pour injecter la dynamique nécessaire dans ses réformes de réglementation.

Les pays souhaitant réformer peuvent soit modifier leurs lois existantes soit commencer à zéro, selon que leur législation en vigueur est à jour ou non. En 2007, la Géorgie a modifié sa législation sur les valeurs mobilières, en y ajoutant des dispositions concernant la divulgation et l'autorisation des transactions entre parties intéressées. Le Bélarus, la Colombie et la Thaïlande en ont fait de même. D'autres pays, par exemple le Mozambique et la Slovénie, sont partis de zéro. L'adoption d'une loi entièrement nouvelle offre l'opportunité de réformer dans

FIGURE 7.5

**Protection des investisseurs : les premiers parmi les réformateurs en 2005-08**

Amélioration moyenne (indice 0-10)



Source : Base de données Doing Business.

d'autres aspects — par exemple, l'enregistrement d'entreprises, les obligations des dirigeants, les règles sur la divulgation de l'information et l'émission d'actions.

Les réformateurs s'inspirent souvent d'économies ayant une origine juridique similaire ou qui sont leurs principaux partenaires commerciaux. La réforme de la loi sur les valeurs mobilières au Mexique a tenu compte de certains aspects de la législation des États-Unis, en l'occurrence la loi *Public Company Accounting Reform and Investor Protection Act* de 2002, désignée généralement sous le nom de loi Sarbanes-Oxley. Le Botswana et le Mozambique ont suivi le modèle sud-Africain. Comme l'explique un réformateur au Mozambique : « Nous avons hérité notre code précédent du Portugal. Aujourd'hui, notre principal partenaire commercial c'est l'Afrique du Sud, et nous sommes entourés de pays qui suivent le même modèle. Nous préférons adopter une législation qui nous permet d'attirer plus d'investissements d'Afrique du Sud, et faciliter les choses pour nos principaux investisseurs ».

Mais si le système judiciaire est faible, même les meilleures réglementations ne permettront pas de réaliser les progrès souhaités. Le Bangladesh et le Monténégro possèdent des lois prévoyant des conditions rigoureuses en matière de divulgation de l'information, et exigeant des dirigeants d'entreprises de nombreuses obligations. Mais si la résolution des litiges commerciaux les plus ordinaires dure plus de 1 000 jours au Bangladesh, et plus de 500 au Monténégro, ces lois risquent de ne pas avoir l'effet escompté.

**NOTES**

1. Doidge, Karolyi et Stulz (2007).
2. Dahya, Dimitrov et McConnell (2008).
3. Sitta (2005).
4. Banque Mondiale (2006c).
5. Cf. Johns et Lobet (2007).
6. McKinsey & Company (2002, p. 8).
7. Lobet (2008).

Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété  
Obtention de prêts  
Protection des investisseurs

# Païement des taxes et impôts

Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats  
Fermeture d'entreprise

Pour Kah, la propriétaire d'une société de conseil en gestion au Cameroun, la simplicité d'un système fiscal et des taux et modalités de paiement d'impôts normalisés est fondamentale pour la facilité de faire des affaires. Cependant, au Cameroun, qui est l'un des pays les plus complexes en termes de paiement des impôts, il faut compter plus de 1000 heures et 41 paiements par an<sup>1</sup> pour accomplir les formalités nécessaires.

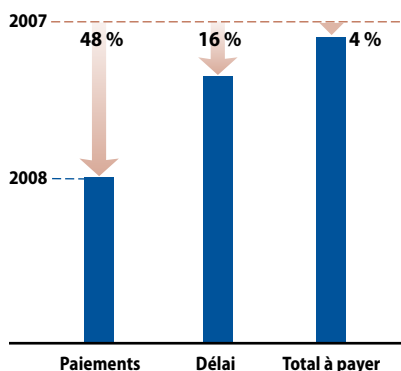
Pour remplir la déclaration fiscale de son entreprise, Kah passe souvent plusieurs heures dans le bureau de l'administration fiscale à attendre des informations fournies par les inspecteurs des impôts. Comme elle refuse de payer des pots-de-vin, elle doit régulièrement passer par des procédures judiciaires longues et coûteuses. En outre, étant donné que le système fiscal manque de transparence, les résultats sont souvent arbitraires.

Kah a le sentiment d'être une cible facile pour les agents des contributions directes. Un sentiment partagé par bien d'autres. Une

FIGURE 8.1

## Les 10 premiers pays réformateurs en matière de paiement des taxes et impôts

Amélioration moyenne



1. République dominicaine
2. Malaisie
3. Azerbaïdjan
4. Afrique du Sud
5. Chine
6. Grèce
7. Colombie
8. France
9. Honduras
10. Thaïlande

Source : Base de données Doing Business.

étude récente menée en Ouganda montre que les entreprises dirigées par des femmes sont sujettes à des obstacles administratifs plus élevés (et à un harcèlement par des fonctionnaires plus soutenu) que les entreprises dirigées par des hommes<sup>2</sup>.

Les taxes et les impôts sont essentiels. Sans eux, il n'y aurait pas les moyens pour assurer les services publics de base nécessaires à toute économie qui fonctionne bien et qui est soucieuse de n'exclure personne. Pourtant, dans 90 % des pays couverts par les enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises, les entreprises placent les taux d'imposition et l'administration fiscale parmi les 5 principaux obstacles aux affaires<sup>3</sup>. Les entreprises préfèrent des taux d'imposition moins élevés, appliqués de manière simple. Ou, si les taux sont élevés, les entreprises veulent de bons services en retour.

Dans les pays où les impôts sont élevés et où les gains associés semblent faibles, beaucoup d'entreprises préfèrent tout simplement rester informelles. Une étude récente dévoile que des taux d'imposition plus élevés s'accompagnent de moins d'investissement privé, moins d'entreprises formelles par habitant et des taux de création d'entreprises plus faibles. L'analyse indique, par exemple, qu'une augmentation de 10 % du taux effectif d'imposition sur les bénéfices des entreprises réduit le ratio de l'investissement au PIB de 2 pour cent<sup>4</sup>.

Les pays qui occupent une bonne place au classement de la facilité de paiement des taxes et impôts ont tendance à avoir des impôts sur les entreprises moins élevés et moins complexes (tableau 8.1). Elles ont également des procédures administratives de paiement des impôts et de déclarations fiscales simples. Pour les entreprises, ce ne sont pas seulement les taux d'imposition qui comptent. Les procédures administratives comptent également.

Une administration rapide et efficace, c'est moins de contraintes pour les entreprises, et souvent plus de recettes pour les pouvoirs

publics. En 2007-08, à Maurice, l'État a perçu un surplus de recettes de 4 milliards de roupies mauriciennes (150 millions de dollars) par rapport aux prévisions. La réforme du système fiscal était une priorité du gouvernement depuis 3 ans. Il s'agissait de créer un environnement porteur pour les entreprises, grâce à des impôts peu élevés et simplifiés, d'une part, et une administration rapide et efficace d'autre part. Cette stratégie a porté ses fruits.

## QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08?

Trente-six pays ont facilité le paiement des impôts en 2007-08. Comme les années précédentes, l'élément de réforme le plus populaire a été la réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices, consentie dans pas moins de 21 pays. Le deuxième élément de réforme le plus répandu a été l'introduction et l'amélioration de systèmes de déclaration et de paiement électronique. Cette réforme, pra-

TABLEAU 8.1

## Où est-il le plus facile de payer taxes et impôts ? Où ne l'est-il pas ?

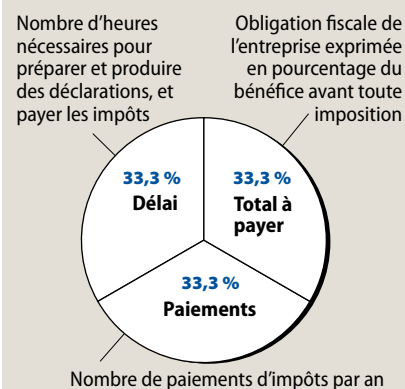
Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Maldives	1	Panama	172
Qatar	2	Jamaïque	173
Hong Kong, Chine	3	Mauritanie	174
Émirats arabes unis	4	Gambie	175
Singapour	5	Bolivie	176
Irlande	6	Venezuela	177
Arabie saoudite	7	République centrafricaine	178
Oman	8	République du Congo	179
Koweït	9	Ukraine	180
Kiribati	10	Bélarus	181

Note : Le classement correspond à la moyenne des classements de chaque pays sur le nombre de paiements, le délai et le taux d'imposition total. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 8.2

## Païement des taxes et impôts : le classement est établi sur la base de 3 sous-indicateurs



Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

tiquée dans 12 pays, a réduit la fréquence des paiements et le temps passé à payer les impôts et à remplir les déclarations. Huit pays ont réduit le nombre d'impôts payés par les entreprises en éliminant les plus petits impôts, tels que le droit de timbre. Les 10 premiers pays réformateurs de cette année en termes de paiement des impôts ont presque réduit le nombre des paiements de moitié. La Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Maroc, le Mozambique et la Zambie ont modifié leur code des impôts (tableau 8.2).

Deux pays ont introduit de nouveaux impôts : le Botswana et le Venezuela. Pour les entreprises, non seulement les coûts s'en trouvent augmentés mais les démarches administratives sont également plus nombreuses.

La République dominicaine est le top réformateur en 2007–08. Elle a réduit l'impôt sur les bénéfices des entreprises de 30 % à 25 %, aboli plusieurs impôts (dont le droit de timbre) et réduit les droits de mutation immobilière. En outre, en 2007 la République dominicaine a intégralement mis en œuvre la déclaration et le paiement en ligne, introduits à titre d'essai en 2006.

La Malaisie est en deuxième position parmi les pays réformateurs. Elle a réduit l'impôt sur les bénéfices des entreprises pour l'année 2009 à 25 %, dans le cadre d'une réduction graduelle qui a vu le taux baisser à 27 % en 2007 et à 26 % en 2008. La réforme a également introduit un système fiscal à palier unique, dans lequel les bénéfices sont imposés uniquement après que les paiements de dividendes aient été exonérés. L'impôt sur les gains de capital a été aboli en 2007 afin d'inciter l'investissement dans les secteurs de l'immobilier et du marché des capitaux. En outre, les systèmes de paiement électronique ont été améliorés, entraînant une augmentation des déclarations et des paiements en ligne.

TABLEAU 8.2

### Réduction des taux d'imposition : la réforme la plus courante en 2007–08

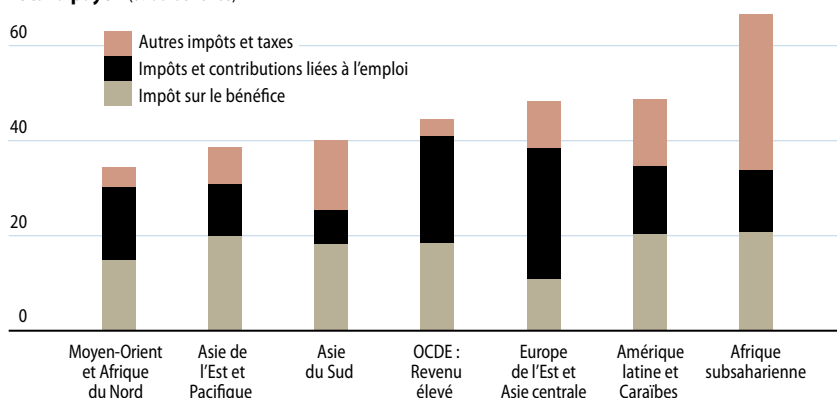
Réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices	Albanie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Bosnie-Herzégovine, Burkina Faso, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Danemark, Géorgie, Italie, Madagascar, Malaisie, Maroc, Nouvelle-Zélande, République dominicaine, République tchèque, ex-République yougoslave de Macédoine, Samoa, St.-Vincent-et-Grenadines, Thaïlande
Simplification des procédures de paiement des taxes et impôts	Azerbaïdjan, Bélarus, Chine, Colombie, France, Grèce, Honduras, Malaisie, Mozambique, République dominicaine, Tunisie, Ukraine
Taxes ou impôts supprimés	Afrique du Sud, Bélarus, Géorgie, Madagascar, Malaisie, Mexique, République dominicaine, Uruguay
Modification du Code des impôts	Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Maroc, Mozambique, Zambie
Réduction des impôts ou contributions liés à l'emploi	France, Mongolie, Ukraine

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 8.3

### L'impôt sur le bénéfice est le plus faible en Europe de l'Est et Asie centrale, mais la pression fiscale globale y reste élevée

Total à payer (% du bénéfice)



Source : Base de données Doing Business.

En termes de régions géographiques, c'est l'Europe de l'Est et l'Asie centrale qui a mené le plus de réformes en 2007–08. Neuf pays ont réformé, confirmant surtout la tendance d'une réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices, déjà parmi les plus bas au monde (figure 8.3). L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont toutes réduit leur impôt sur les bénéfices à 10 %. La Géorgie a réduit l'impôt sur le revenu des entreprises de 20 % à 15 % et aboli la taxe sociale. La République tchèque a réduit son impôt sur le revenu des entreprises à 21 %.

L'Azerbaïdjan et l'Ukraine ont simplifié la déclaration et le paiement des impôts en introduisant des systèmes électroniques et des possibilités de paiement en ligne. Le temps passé à préparer et produire des déclarations et à payer des impôts a ainsi été largement réduit dans cette région. Le

Bélarus a réduit la charge des impôts et des démarches administratives en abolissant certains impôts et en réduisant la fréquence des paiements. La Bulgarie a réduit les impôts et contributions liés à l'emploi.

Les pays à revenu élevé de l'OCDE et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ayant promulgué respectivement 7 réformes, suivent dans le classement. Cinq pays à revenu élevé de l'OCDE ont réduit les taux d'imposition des revenus des entreprises. Le Canada réduit progressivement l'impôt sur les revenus des entreprises pour atteindre 15 % en 2012, dans le cadre d'une politique de réforme ambitieuse de son système fiscal. Les réformes comprennent également l'abolition de la surtaxe de 1,12 % et l'introduction de taux d'amortissement accéléré pour les bâtiments (10 %) et les ordinateurs (50 %). D'autres ont également réduit le taux de leur impôt sur les revenus des entreprises : le Danemark (de 28 à 25 %), l'Allemagne (de 25 à 15 %), l'Italie (de 33 à 27,5 %) et la Nouvelle-Zélande (de 33 à 30 %).

La France et la Grèce ont accéléré la déclaration et le paiement des impôts en mettant en œuvre la déclaration électronique obligatoire pour les impôts et contributions liés à l'emploi.

En Amérique latine et aux Caraïbes, outre les réformes en République dominicaine, Antigua-et-Barbuda a réduit le taux de l'impôt sur le revenu des entreprises de 30 % à 25 %. Saint-Vincent-et-Grenadines a introduit une nouvelle taxe sur la valeur ajoutée qui remplace plusieurs taxes existantes, dont la taxe hôtelière, la taxe sur les spectacles, le droit de consommation, le droit de timbre sur les recettes et la surcharge sur les télécommunications nationales et internationales. L'Uruguay a aboli une taxe sur la consommation. Le Mexique a aboli son impôt sur les actifs. La Colombie et le Honduras ont simplifié le paiement des impôts en mettant en œuvre et en améliorant les



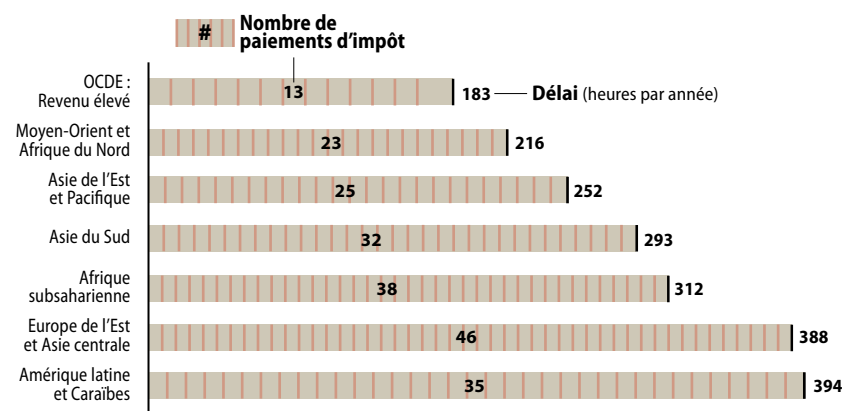
systèmes de déclaration et de paiement en ligne. Le temps passé à préparer et produire des déclarations et à payer des impôts a ainsi été réduit, en particulier au Honduras.

En Afrique, 6 pays ont réformé. Trois ont réduit le taux de leur impôt sur le revenu des entreprises (tableau 8.3). Le Burkina Faso a réduit le taux de l'impôt sur le revenu des entreprises de 35 % à 30 %, le taux de l'impôt sur les dividendes de 15 % à 12,5 % et le taux des droits de mutation immobilière de 10 % à 8 %. La Côte d'Ivoire a réduit le taux de l'impôt sur le revenu des entreprises de 27 % à 25 %. Madagascar a réduit ce taux de 30 % à 25 % et aboli 9 taxes et impôts, dont le droit de timbre et l'impôt sur les dividendes. En Afrique, les taxes et impôts autres que l'impôt sur les bénéfices (tels que le droit de timbre, les impôts fonciers et les impôts liés à l'emploi) représentent la plus grande partie du taux d'imposition total. Cette donnée se reflète dans le grand nombre de paiements que les entreprises africaines doivent effectuer chaque année (figure 8.4).

Le Mozambique a simplifié la déclaration et le paiement des impôts en introduisant des systèmes électroniques. Il a également modifié son code des impôts afin d'apporter les mises à jour nécessaires, de clarifier toutes les ambiguïtés et de renforcer la collecte des impôts. La Zambie a suivi cet exemple. Ces modifications devraient

FIGURE 8.4

### Plus de temps nécessaire en Amérique latine et aux Caraïbes



Source : Base de données Doing Business.

contribuer à améliorer l'efficacité de l'administration fiscale.

Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, 5 pays ont réformé. Outre la Malaisie, la Chine a fait des réformes notables en réduisant l'impôt sur le revenu des entreprises de 33,3 % à 25 % et en unifiant les méthodes et les critères de comptabilité pour les abattements et les exonérations d'impôts. La déclaration en ligne a, de son côté, gagné en importance. La Thaïlande a introduit des

exonérations de l'impôt sur le revenu des petites entreprises, réduit le taux de l'impôt sur le revenu à 25 % pour les entreprises créées récemment et réduit plusieurs impôts fonciers de manière significative. Elle a également facilité la déclaration et les paiements en ligne. Le Samoa a baissé le taux de l'impôt sur le revenu des entreprises de 29 % à 27 %. La Mongolie a réduit les cotisations de sécurité sociale payées par les employeurs de 19 % à 11 % des salaires bruts.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, seuls 2 pays ont réformé. Le Maroc a baissé le taux normal de son impôt sur les bénéfices des entreprises de 35 % à 30 %. La Tunisie a simplifié la déclaration et le paiement des impôts en étendant la portée des possibilités électroniques. Les entreprises avaient certes la possibilité de remplir leur déclaration et de payer leurs impôts en ligne depuis 2005, mais beaucoup d'entre elles étaient encore réticentes. Afin de répondre à leurs inquiétudes tout en simplifiant les tâches administratives, les autorités tunisiennes ont introduit la possibilité de remplir une déclaration en ligne tout en payant les impôts en personne dans un bureau des contributions. Il s'agit là d'une étape pratique intermédiaire vers un système intégralement en ligne.

L'Asie du Sud n'a pas fait de réformes significatives.

### QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Les différentes administrations fiscales du monde redoublent les efforts pour rationaliser les procédures administratives et moderniser les systèmes de paiement. Lors des 4 dernières années, *Doing Business* a relevé 126 réformes visant à réduire les taux d'imposition, le délai, ou le coût nécessaire pour faire face aux lois fiscales.

TABLEAU 8.3

### Principales réductions du taux de l'impôt sur le revenu des sociétés en 2007–08

Région	Réduction du taux de l'impôt sur le revenu des entreprises (%)
OCDE : Revenu élevé	Canada, de 22,1 à 19,5 République tchèque, de 24 à 21 Danemark, de 28 à 25 Allemagne, de 25 à 15 Italie, de 33 à 27,5 Nouvelle-Zélande, de 33 à 30
Asie de l'Est et Pacifique	Chine, de 33,3 à 25 Malaisie, de 27 à 25 Samoa, de 29 à 27 Thaïlande, de 30 à 25
Europe de l'Est et Asie centrale	Albanie, de 20 à 10 Bosnie-Herzégovine, de 30 à 10 Géorgie, de 20 à 15 Macédoine (ex-Rép. yougoslave de), de 12 à 10
Amérique latine et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, de 30 à 25 République dominicaine, de 30 à 25 St.-Vincent-et-Grenadines, de 40 à 37,5
Afrique subsaharienne	Burkina Faso, de 35 à 30 Côte d'Ivoire, de 27 à 25 Madagascar, de 30 à 25
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Maroc, de 35 à 30

Source : Base de données Doing Business.



La tendance dans toutes les régions est de réduire le taux d'imposition total des entreprises. En 2004, ce taux représentait 50,6 % des bénéfices commerciaux. En 2007, il n'était plus que de 49,3 %. Le temps consacré aux impôts s'est, lui, trouvé réduit à une moyenne de 16 heures par an.

Quelque 50 % des pays ont mis en œuvre des réformes simplifiant le paiement des impôts au cours des 4 dernières années. En termes de régions géographiques, c'est l'Europe de l'Est et Asie centrale qui a le plus réformé, suivie par l'Afrique (figure 8.5). C'est l'Asie du Sud qui en a fait le moins.

## LA RÉDUCTION DES TAUX

La réduction du taux de l'impôt sur le revenu des entreprises a été l'élément de réforme le plus populaire (figure 8.6). Plus de 60 pays ont consenti ce type de réduction. Les pays peuvent augmenter leurs recettes fiscales en baissant les taux et en convainquant un plus grand nombre d'entreprises de se conformer aux règles les plus favorables.

Les réductions d'impôts menées par la Fédération de Russie en 2001 illustrent bien cette constatation. Le taux d'imposition des entreprises a baissé de 25 % à 24 % et un programme de simplification des impôts a réduit les taux pour les petites entreprises. Les recettes fiscales n'en ont pas moins augmenté : une moyenne annuelle de 14 % au cours des 3 années suivantes. Une étude montre que les nouvelles recettes étaient dues au fait qu'un plus grand nombre

d'entreprises se conformaient au paiement des impôts<sup>5</sup>.

## INFORMATISER LE PAIEMENT DES TAXES ET IMPÔTS

L'introduction de la déclaration électronique s'est avérée une manière populaire et efficace de simplifier le paiement des impôts. Les entreprises peuvent fournir des informations financières en ligne et produire leur déclaration en un seul clic, sans opérer des calculs ou rencontrer des agents du fisc. Les erreurs sont identifiables immédiatement et les déclarations sont traitées rapidement. À Hong Kong (Chine), les entreprises produisent une déclaration électronique et paient l'impôt sur le revenu des entreprises annuellement. Les démarches liées aux impôts prennent seulement 80 heures par an. Soixante pays (de l'Azerbaïdjan à la Colombie, en passant par le Lesotho) ont rendu possible la déclaration électronique ; un chiffre en augmentation constante.

Ces réformes peuvent simplifier les démarches administratives liées au paiement des impôts. Cependant, les conséquences réelles peuvent tarder à se faire sentir. En Argentine et en Tunisie, 3 ans sont passés avant que les plus petites entreprises ressentent l'impact. L'explication réside dans le fait que les petites entreprises ne sont pas souvent équipées des logiciels requis pour la déclaration et les paiements électroniques. En outre, les contribuables tendent à se méfier des systèmes en ligne lorsqu'il s'agit des informations financières sensibles.

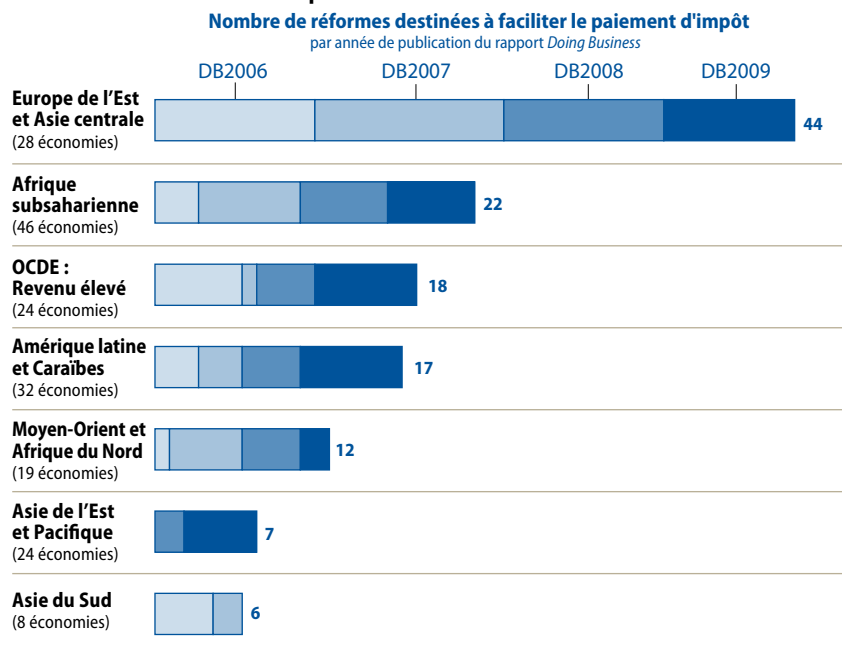
Les entreprises en Azerbaïdjan bénéficient d'une ambitieuse réforme de modernisation lancée il y a 3 ans par le gouvernement. Des systèmes électroniques de paiement et de déclaration sont en place depuis mars 2007. L'objectif est d'atteindre 100 % des déclarations en ligne. L'administration fiscale encourage activement la déclaration en ligne auprès des entreprises qui paient la taxe sur la valeur ajoutée. Les efforts ont porté leurs fruits : 95 % de ces entreprises ont recours à ce service, ce qui représente plus de 200 000 transactions en ligne rien qu'au cours du premier trimestre 2008, et un gain moyen de 577 heures par an. La déclaration en ligne est également disponible pour l'impôt sur le revenu des entreprises.

Les réformes introduisant des systèmes de paiement et de déclaration électroniques nécessitent souvent une sensibilisation et une formation du public. L'Azerbaïdjan a fourni un logiciel gratuit aux contribuables 6 mois avant de mettre en œuvre son nouveau système, afin de leur laisser le temps de se familiariser. La distribution précoce du logiciel de calcul d'impôt a porté ses fruits de multiples manières : les utilisateurs ont également suggéré des améliorations pour simplifier l'interface du logiciel.

Afin de renforcer l'efficacité du nouveau système en ligne, le gouvernement de l'Azerbaïdjan a également introduit des logiciels de comptabilité avancés pour faciliter le calcul des paiements. Ce sont principalement les entreprises de taille moyenne qui en ont bénéficié, autrement dit, une part non né-

FIGURE 8.5

### Un tiers des réformes en Europe de l'Est et Asie centrale

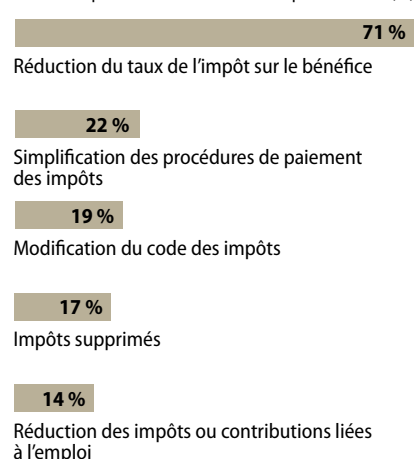


Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.  
Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 8.6

### Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter le paiement des taxes et impôts

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.  
Source : Base de données *Doing Business*.

gligeable des utilisateurs. Pour les petites entreprises, qui ont moins de chance d'avoir accès à l'Internet, le ministère des Impôts installe actuellement des stations informatiques partout dans le pays qui sont reliées à la base de données centrale.

Les contribuables kényans et mozambicains bénéficient également de systèmes électroniques de paiement des impôts. Les entreprises kényanes ont la possibilité de remplir et d'envoyer les formulaires de sécurité sociale en ligne. Alors qu'il fallait 72 heures par an pour faire face aux exigences fiscales liées à l'emploi, il faut aujourd'hui environ 20 % de temps en moins. Les entreprises mozambicaines ont également déjà la possibilité de remplir les formulaires de sécurité sociale en ligne et ils ont hâte de pouvoir les soumettre électroniquement ce qui leur simplifiera d'autant plus la tâche.

## NOTES

1. Cet exemple est tiré du rapport *Doing Business: de la Banque mondiale : Women in Africa* (2008a), un ensemble d'études de cas sur des entrepreneurs africains.
2. Ellis, Manuel et Blackden (2006).
3. Enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises (<http://www.enterprisesurveys.org>).
4. Djankov, Ganser, McLiesh, Ramalho et Shleifer (2008).
5. Ivanova, Keen et Klemm (2005).

TABLEAU 8.4

### Qui facilite le paiement des taxes et impôts ? Qui ne le facilite pas ?

Paiements (nombre par année)			
Le moins		Le plus	
Maldives	1	Côte d'Ivoire	66
Qatar	1	Serbie	66
Suède	2	Venezuela	70
Hong Kong, Chine	4	Jamaïque	72
Norvège	4	République kirghize	75
Singapour	5	Monténégro	89
Kiribati	7	Ukraine	99
Lettonie	7	Ouzbékistan	106
Maurice	7	Bélarus	112
Afghanistan	8	Roumanie	113
Délais (heures par année)			
Le moins		Le plus	
Maldives	0	Ukraine	848
Émirats arabes unis	12	Venezuela	864
Bahreïn	36	République tchèque	930
Qatar	36	Nigéria	938
Bahamas	58	Arménie	958
Luxembourg	59	Viet Nam	1,050
Sainte-Lucie	61	Bolivie	1,080
Oman	62	Bélarus	1,188
Suisse	63	Cameroun	1,400
Nouvelle-Zélande	70	Brésil	2,600
Total à payer (% du bénéfice brut)			
Le plus bas		Le plus élevé	
Vanuatu	8,4	Tadjikistan	85,5
Maldives	9,1	Ouzbékistan	90,6
Qatar	11,3	Mauritanie	98,7
Émirats arabes unis	14,4	Argentine	108,1
Koweït	14,4	Bélarus	117,5
Arabie saoudite	14,5	République centrafricaine	203,8
Bahreïn	15,0	République démocratique du Congo	229,8
Zambie	16,1	Sierra Leone	233,5
Cisjordanie et Gaza	16,8	Burundi	278,7
Botswana	17,1	Gambie	292,4

Source : Base de données *Doing Business*.

Cáñamo, une entreprise vénézuélienne d'exportation envisage de vendre ses produits artisanaux à des sociétés d'une plus grande envergure, notamment les grandes surfaces américaines. Elle possède la capacité d'honorer des commandes en l'espace de deux semaines. Un problème demeure : la bureaucratie. « Je dois obtenir un certificat de conformité en matière d'emploi de la part du ministère du Travail, avant toutefois de délivrer le certificat, le ministère demande 4 autres documents de la part des autorités municipales. Pour chaque livraison, je dois informer les autorités de mon intention d'exporter, confirmer les exportations et obtenir une lettre attestant de mon remboursement des devises engrangées à la banque centrale », affirme Bruno, le propriétaire.

Il faut parfois compter entre deux et six mois en moyenne pour venir à bout de toutes les formalités administratives. Face à

TABLEAU 9.1

## Où est-il facile de faire du commerce ? Où ne l'est-il pas ?

Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Singapour	1	Angola	172
Hong Kong, Chine	2	Burkina Faso	173
Danemark	3	Azerbaïdjan	174
Finlande	4	République centrafricaine	175
Estonie	5	République du Congo	176
Suède	6	Tadjikistan	177
Norvège	7	Iraq	178
Panama	8	Afghanistan	179
Israël	9	Kazakhstan	180
Thaïlande	10	République kirghize	181

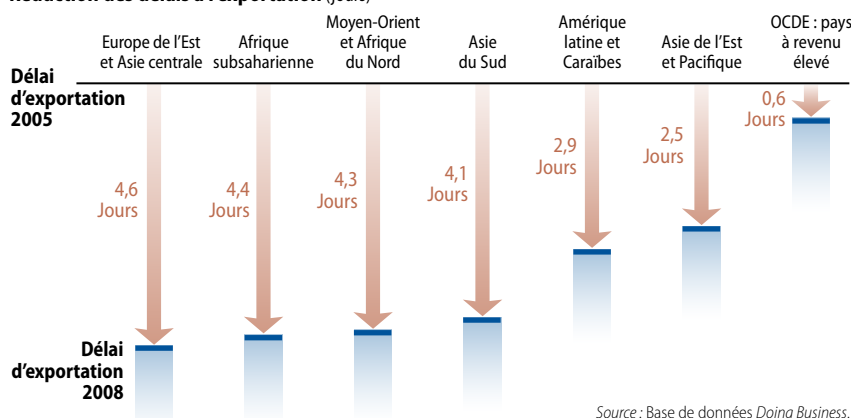
Remarque : les classements sont la moyenne des classements du pays en matière de documents, de délai et de coût liés à l'exportation et l'importation. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 9.1

## Accélérer le commerce transfrontalier, en particulier en Europe de l'Est et en Asie centrale

### Réduction des délais à l'exportation (jours)



Source : Base de données Doing Business.

un processus d'exportation long et imprévisible, Cáñamo a peu de chance de pénétrer le marché américain.

Les exportateurs d'un pays enclavé, tel que le Rwanda, ont plus de chances d'y parvenir grâce aux réformes en cours. Les paniers de Gahaya Links, une entreprise basée à Kigali dirigée par les sœurs Janet et Joy, sont déjà disponibles aux ménages américains dans les magasins Macy's<sup>1</sup>. Cela n'a pas été facile au début, avec les coûts de transport élevés et l'état des routes qui mènent à la ville portuaire de Mombasa, au Kenya. Ceci étant, le gouvernement a procédé à des réformes pendant deux années consécutives et l'exportation y a gagné en simplicité.

Doing Business procède à une évaluation des conditions administratives en matière d'exportation et d'importation, ainsi que le nombre de documents requis, le délai et le coût associés (à l'exception des droits de douane).

Plus le processus d'exportation ou d'importation est laborieux, moins grande est la probabilité qu'un entrepreneur soit capable de toucher sa clientèle à temps. Cela nuit à la capacité de développement des entreprises et de création d'emplois. Afin d'y remédier, nombreux sont les pays à avoir travaillé sur l'introduction de pratiques visant à réduire le délai et les coûts inhérents au commerce. Ces pratiques consistent à permettre la transmission électronique des documents commerciaux (par le biais de systèmes électroniques d'échange d'informations), permettre aux expéditeurs de transmettre les manifestes en ligne, de réduire le nombre de documents à présenter et d'avoir recours à des méthodes d'inspection basées sur la gestion des risques. Une autre mesure efficace consiste à mettre en place un guichet unique pour l'obtention des différents permis et autorisations, ce qui réduit le temps consacré à la préparation des documents. Un système bancaire efficace peut également s'avérer utile, dans la mesure où il contribue à accélérer le traitement des

instruments de financement du commerce tels que les lettres de crédit.

La mise en place de ces pratiques a permis de réduire le délai des transactions commerciales. Le délai moyen d'exportation a diminué de trois jours depuis 2005. C'est en Europe de l'Est et en Asie centrale où la baisse a été la plus significative, de 5 jours environ (figure 9.1). Le délai d'exportation a chuté de 4 jours en Afrique, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et en Asie du Sud. Il a diminué de moins de 3 jours en Asie de l'Est et dans le Pacifique ainsi qu'en Amérique latine. Les délais les plus longs s'observent en Asie centrale (58 jours) et en Afrique centrale (48 jours), où la plupart des pays sont enclavés.

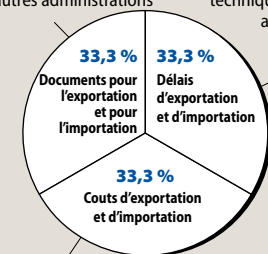
Les plus performants en matière d'assouplissement des conditions du commerce transfrontalier, consultent en permanence les entreprises d'exportation sur les mesures à prendre pour faciliter le commerce (tableau 9.1). Au Danemark par exemple, 3 documents commerciaux principaux (connaissance, facture commerciale et déclaration en douane) suffisent pour couvrir

FIGURE 9.2

## Commerce transfrontalier : le classement est établi sur la base de 3 sous-indicateurs

Tous documents requis par les douanes et autres administrations

Préparation des documents, dédouanement et contrôle technique, manutention aux ports et dans les terminaux, transports terrestres



USD par conteneur de 20 pieds, hors droits de douanes et pots-de-vin

Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

TABLEAU 9.2

**Échange de données électroniques — la réforme la plus populaire en 2007–08**

Introduction ou amélioration de systèmes d'échange de données électroniques	Botswana, Brésil, Colombie, El Salvador, France, Inde, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mongolie, Palaos, Philippines, République dominicaine, Rwanda, Sénégal, Syrie, Thaïlande, Uruguay
Introduction ou amélioration des méthodes d'inspection basées sur la gestion des risques	Brésil, Colombie, El Salvador, Haïti, Kenya, Madagascar, Mali, Mongolie, Philippines, République dominicaine, ex-République yougoslave de Macédoine, Rwanda, Sénégal
Amélioration des procédures aux ports	Bénin, Croatie, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Erythrée, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ukraine
Réduction du nombre de documents commerciaux	Djibouti, El Salvador, Équateur, France, Honduras, ex-République yougoslave de Macédoine, Sénégal, Sierra Leone, Thaïlande
Amélioration de l'administration des douanes	Bélarus, Botswana, Égypte, Kenya, Libéria, ex-République yougoslave de Macédoine, Rwanda, Sénégal, Thaïlande
Introduction ou amélioration d'un guichet unique	El Salvador, Corée, Madagascar, Mongolie, Sénégal
Signature d'accords de coopération frontalière	Botswana, Mali

Source : Base de données *Doing Business*.

la plupart des transactions commerciales. Ils sont par ailleurs transmis en ligne. Les exportateurs démarrent le processus de dédouanement avant que les marchandises n'arrivent au port. En raison du recours au système de gestion de risques, 2 % des marchandises seulement sont inspectés. Il ne faut compter que 5 jours pour que les marchandises quittent l'usine, soient dédouanées et chargées sur un navire pour l'expédition vers leur destination.

D'autres pays devraient s'en inspirer. Une étude récente de 126 pays évalue la perte liée aux délais d'exportation à 1 % du commerce pour chaque jour supplémentaire. Pour les produits agricoles périssables, le coût s'élève à près de 3 % du volume de transactions pour chaque jour<sup>2</sup>. Certains produits non agricoles sont soumis au facteur temps également, tels que les accessoires de mode et les biens de consommation électroniques.

Une autre étude révèle que pour chaque signature supplémentaire qu'un exportateur doit obtenir, le volume d'échange baisse de 4,2 %. Pour les exportations haut de gamme la réduction est d'environ 5 %<sup>3</sup>. Les coûts élevés entravent la participation au commerce mondial pour de nombreux pays, notamment en Afrique. Une étude révèle que le régime préférentiel de droit pour l'exportation vers les États-Unis (dans le cadre de la Loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique (AGOA)) et l'Union européenne (dans le cadre de l'accord de Cotonou) sont largement sous-employés<sup>4</sup>.

Les économies souffrent aussi de retards et des procédures d'importation lourdes. De nombreuses exportations font partie

des chaînes logistiques mondiales. Pour faire partie de ces chaînes, les producteurs dépendent de la livraison opportune des matières premières importées. Les matériaux importés représentent un tiers de la valeur des exportations chinoises de produits électroniques, par exemple. Ils représentent 55 % des exportations irlandaises, 65 % des thaïlandaises<sup>5</sup>. Les pays qui réduisent les délais sont en mesure d'intégrer le commerce mondial plus rapidement.

**QUI A RÉFORMÉ EN 2007–08 ?**

Trente-quatre pays ont institué des mesures de facilitation du commerce en 2007–08. La possibilité d'envoyer les documents de douanes par voie électronique a été le volet le plus populaire de réforme, mis en place par 19 pays (tableau 9.2).

L'Afrique a été la plus active en matière de réformes. Le Sénégal a été le pays le plus réformateur, simplifiant les formalités administratives pour le commerce transfrontalier. Un changement de taille : rassembler les personnes impliquées dans le processus de dédouanement – à savoir les douanes, les courtiers en douane, les banques, le trésor, les commerçants et plusieurs ministères – via un système de guichet unique électronique. Les commerçants n'ont plus à rencontrer chacune de ces entités pour obtenir les documents requis. Ils n'ont qu'à compléter un formulaire unique. De plus, les douanes ont mis en place un régime d'inspection basé sur la gestion des risques et allongé ses horaires d'ouverture de 4 heures.

Les réformes visant à assouplir le commerce ont été étendues aux pays voisins. Le Sénégal a signé un accord de coopération avec le Mali, harmonisant les documents commerciaux entre les deux pays. Une fois les marchandises dédouanées à Dakar, les commerçants maliens n'ont plus à fournir de documents supplémentaires. Le nombre de postes de contrôle entre Dakar et Bamako a chuté de 25 à 4. Les trajets qui s'étaient sur 7 à 10 jours ne durent plus que 1 ou 2 jours. Sachant cela, les commerçants maliens utilisent de plus en plus le port de Dakar au détriment d'Abidjan. Le Mali a également supprimé la disposition antérieure qui exigeait une escorte officielle à la frontière pour tous les camions de marchandises destinées à l'exportation, ce qui allongeait inévitablement les délais.

À Madagascar, les commerçants peuvent désormais envoyer des déclarations de douane et des paiements en ligne, grâce au *Madagascar Community Network* (figure 9.3). La Sierra Leone a supprimé la condition d'obtention d'une licence d'exportation pour le café. Le Rwanda a allongé les heures d'ouverture des douanes à ses frontières de 18h à 22h. Le nombre de camions bloqués à la frontière la nuit a beaucoup baissé.

Le Botswana a délivré plus de permis aux courtiers en douane, ce qui a stimulé la concurrence et fait baisser les frais de courtage. Le Libéria a baissé ses frais douaniers de 3 % de la valeur des marchandises à 1,5 %. Le Kenya a allongé les heures d'ouverture de ses ports à 24 heures. Par ailleurs, les audits post-déouanement permettent à certains commerçants de localiser rapidement leurs marchandises pour le dédouanement. Le Nigéria commence à récolter les fruits de la concession de ses terminaux de conteneur à des opérateurs privés : Il faut compter désormais 2 jours de moins pour dédouaner des marchandises dans le port d'Apapa.

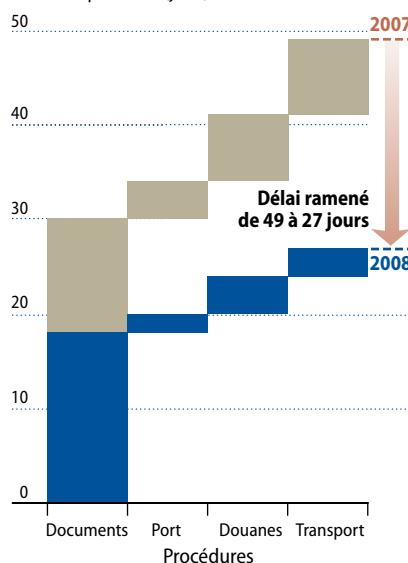
En Amérique latine, El Salvador facilite les transactions commerciales pour la deuxième année. Le pays a mis en place un guichet unique regroupant les douanes, les ministères et les directions de la sécurité sociale et de la fiscalité. Cela réduit de 2 le nombre de documents à présenter. Le Guatemala a réduit la part des marchandises qui sont physiquement inspectées de 54 à 33 %, grâce à la mise en place actuelle de son système de gestion des risques. L'Uruguay a terminé la mise en place de son système de dédouanement automatisé. Les opérateurs peuvent désormais envoyer les documents aux douanes depuis leur propre bureau. Le Brésil a introduit un système de transmission électronique du manifeste, permettant de démarrer le dédouanement avant l'arrivée des marchandises.

En Asie de l'Est et dans la région Pacifique, la Corée du Sud et la Thaïlande ont été les plus actifs en matière de réformes. Ces deux

FIGURE 9.3

**Madagascar accélère ses importations**

Délai d'importation (jours)



Source : Base de données Doing Business.

États ont introduit des systèmes d'échange de données électroniques et la délivrance en ligne des documents commerciaux. Les commerçants peuvent présenter des déclarations de douane depuis n'importe quel endroit. Singapour, déjà classé au premier rang des pays qui facilitent le plus les échanges commerciaux, franchit un nouveau cap. Le pays a modernisé son système pour implanter une plateforme de commerce tridimensionnelle permettant aux commerçants d'interagir avec les organismes publics ainsi qu'avec les entreprises locales et étrangères.

L'Indonésie a mis en place un guichet unique dès décembre 2007 dans le port de Jakarta. Les Philippines ont introduit de nouveaux scanners, réduisant le niveau des inspections physiques dans les ports. Les commerçants peuvent désormais présenter des déclarations de douane par voie électronique par l'intermédiaire de fournisseurs de service à valeur ajoutée. Aux Palaos et au Tonga, les commerçants peuvent archiver leurs déclarations de douane sur un disque USB. Les douanes n'ont plus à saisir à nouveau les informations, réduisant ainsi les délais.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'Égypte a poursuivi ses réformes. Le pays autorise désormais le dédouanement dans les locaux de l'entreprise. Il contrôle également les performances des organismes intervenant aux frontières afin d'améliorer la prestation de services. Djibouti a porté le nombre de documents requis pour le commerce à 5 contre 8 auparavant. L'Arabie Saoudite a réduit ses frais portuaires de 50 %. Le Maroc est en train de rassembler différentes entités intervenant aux frontières au moyen d'un réseau communautaire du port afin d'accélérer le dédouanement des marchandises.

L'Europe de l'Est et l'Asie centrale ont maintenu leur cadence de réforme. La Géorgie a mis en place un système de gestion des risques, réduisant la part des marchandises inspectées à 10 %. Le Bélarus a introduit des amendements législatifs afin de réduire la durée maximum autorisée pour le dédouanement de 10 à 1 jour. L'ex-République yougoslave de Macédoine a fait l'acquisition de quatre scanners mobiles, réduisant le nombre d'inspections physiques.

Les pays de l'OCDE ont également entrepris des réformes. En France, les commerçants peuvent désormais envoyer les documents par voie électronique. Des procédures accélérées de dédouanement ont également été mises en place. La Belgique a introduit un système de dédouanement sans papier. Le Danemark a amélioré son système de dédouanement en ligne. En Autriche, il est désormais possible d'utiliser une lettre de crédit électronique.

Dans certains pays, les réformes ont compliqué les transactions. En Guinée équatoriale, les commerçants prenaient possession de leurs marchandises dans les ports tout en complétant les formalités douanières. Cela n'est plus possible aujourd'hui. Au Burkina Faso, la valeur limite à partir de laquelle des inspections sont effectuées a été abaissée, même si les prix sont en hausse. Désormais, plus de marchandises doivent être inspectées, ralentissant ainsi le processus. La Gambie a réinstauré des frais d'inspection au scanner obligatoires. Les commerçants se plaignent de devoir payer la commission d'inspection, y compris lorsque les marchandises ne sont pas passées au scanner.

### QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Le nombre de pays ayant mis en place de nouvelles réformes visant à faciliter le commerce est en hausse. En 2005, 25 pays ont entrepris des réformes. En 2007-08, ce nombre s'élevait à 34. L'Afrique tenait le haut du pavé (figure 9.4). En 2005, 5 pays africains ont lancé des réformes. En 2007-08, ils étaient 11. Le Ghana, le Kenya, Maurice, le Rwanda et la Tanzanie ont réformé leurs systèmes. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en moyenne 4 pays ont lancé des réformes chaque année. En Amérique latine et aux Caraïbes, on comptait 3 à 8 réformes.

### ACCÉLÉRER LE DÉDOUANEMENT

Le volet de la réforme le plus populaire visant à faciliter le commerce concerne la mise en place de systèmes électroniques d'échange de données (figure 9.5). La transmission électronique des documents accélère non seulement le dédouanement des marchandises, mais elle réduit également les possibilités de payer des pots-de-vin. « Un

proverbe ancien dit : ne me paie pas de salaire, affecte-moi aux douanes », fait remarquer un transitaire du Honduras. La donne change avec l'introduction du traitement électronique des informations. Pour éviter un double processus de dédouanement manuel et électronique, les nouveaux systèmes doivent être complétés en favorisant la législation autorisant les transactions électroniques.

Les pays ayant mis en place un système électronique d'échange des informations ont vu leur délai de dédouanement des marchandises baisser de 3 jours en moyenne. La réforme a également permis d'augmenter la prévisibilité des délais de dédouanement. Avant que le Pakistan n'ait mis en place son système électronique, seulement 4,3 % des marchandises étaient dédouanées en un jour ; pour un quart des marchandises, il fallait attendre une semaine. Désormais, 93 % des marchandises sont dédouanées en une journée<sup>6</sup>.

Dans les pays disposant d'un système électronique d'échange d'informations, il est plus facile d'appliquer la gestion des risques au dédouanement, une autre réforme populaire. Treize pays dont la Colombie, Madagascar et la Mongolie ont introduit des méthodes d'inspection basées sur la gestion de risques ainsi que la transmission électronique des documents. Dans les pays ayant recours aux inspections basées sur la gestion de risques, 19 % des conteneurs sont inspectés en moyenne, dans les pays qui ne l'ont pas, 53 % des conteneurs sont inspectés.

### AU-DELÀ DES DOUANES

Tandis que les réformes concernant les douanes restent les plus importantes pour le commerce transfrontalier, bien d'autres réformes jouent un rôle majeur. Dans l'échantillon de *Doing Business*, le dédouanement représente moins de 20 % du délai d'exportation, à compter de la date à laquelle le contrat d'exportation est signé jusqu'au moment où les marchandises quittent le port. Les autorisations des ministères, des autorités sanitaires, des agences de sécurité, des agences d'inspection, des autorités portuaires, des banques et des autorités de l'immigration sont à l'origine de la majeure partie des retards.

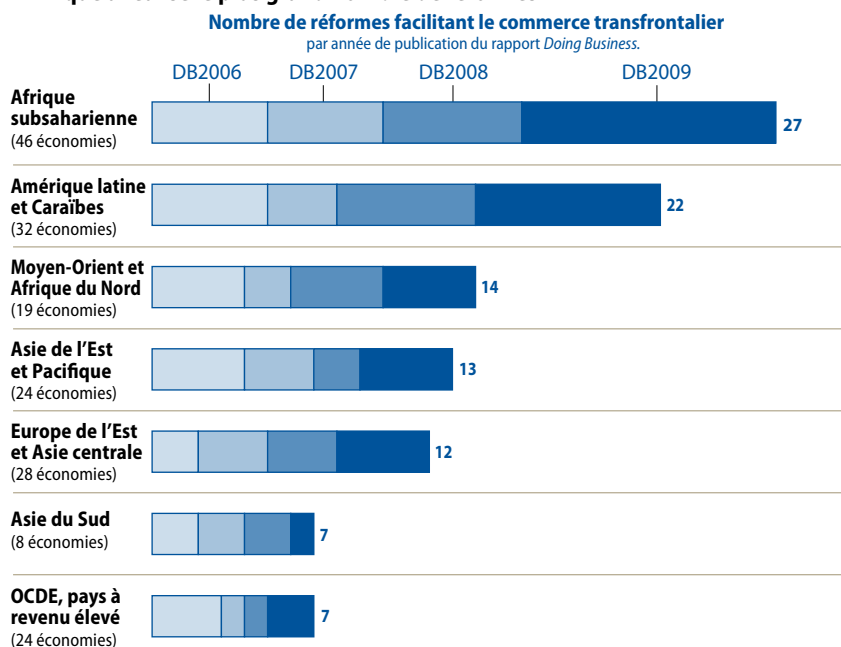
Les pays reconnaissent de plus en plus l'importance d'une approche exhaustive en matière d'assouplissement des conditions pour le commerce. La Corée du Sud a rassemblé 69 organismes publics ainsi que des acteurs du secteur privé autour d'un système de guichet unique. Le Sénégal a réuni 15 agences. El Salvador a réuni 3 départements ministériels et continue d'étendre son réseau.

### LANCER DES RÉFORMES PEU COÛTEUSES

Certaines réformes impliquent des coûts élevés, telles que la construction d'infrastruc-



FIGURE 9.4

**L'Afrique a réalisé le plus grand nombre de réformes**

Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données *Doing Business*.

tures routières ou portuaires. Il est toutefois possible d'entreprendre des réformes sans que cela n'entraîne des dépenses somptuaires. Il serait judicieux de commencer par clarifier les règles. « Ils nous demandent parfois de présenter un document, qui la fois suivante ne sera pas nécessaire. Nous sommes à la merci des responsables, » affirme un commerçant en Ouzbékistan. « Nous avons dû rentrer en Afrique du Sud pour retirer le bon formulaire avant que le camion ne soit autorisé à franchir la frontière », se plaint un agent en dédouanement du Botswana.

Davantage de publicité, de formation et des réunions régulières avec les exportateurs sur le dédouanement peuvent permettre de faire la différence. En Jamaïque, où de tels efforts ont été déployés, les courtiers en douane dont les pourcentages d'erreur sont faibles sont récompensés par l'accès à un dédouanement accéléré, tandis que les autres sont soumis à un contrôle plus strict. « Comme je souhaite que mes marchandises soient dédouanées rapidement, je n'accepte pas tous les documents que m'envoient mes clients. Je leur demande parfois de me présenter une facture plus claire », affirme Loraine, un courtier en douane de Jamaïque.

Le paiement des droits de douane ne doit pas retarder la livraison des marchandises. Pourquoi ne pas introduire une caution ou une garantie financière, permettant de libérer les marchandises en attendant la remise des documents ? Nombreux sont les pays, tels que la Malaisie, à l'avoir fait.

Les pays réalisent des économies en synchronisant les documents et les procédures aux frontières. Grâce à un accord de coopération frontalière avec la Suède et la Finlande, on estime à plus de 9 millions de dollars par an les économies réalisées par la Norvège en coûts supportés par les douanes et à 48 millions de dollars par an par les opérateurs économiques<sup>7</sup>.

Dans certaines régions, le commerce est entravé par des obstacles bureaucratiques aux frontières. En Afrique et en Asie centrale, le franchissement des frontières occasionne des retards considérables. Mais la donne commence toutefois à changer. L'Afrique du Sud et le Mozambique travaillent à la mise en place d'un poste frontalier unique à la frontière Lebombo-Ressano Garcia. Les approches régionales en matière d'assouplissement des conditions pour le commerce devraient donner lieu à des retombées positives dans les deux régions.

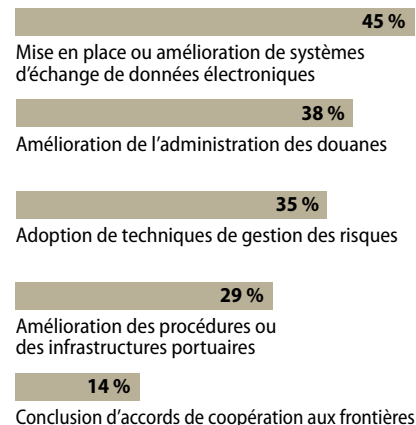
**NOTES**

1. Cet exemple est extrait de *Doing Business: Women in Africa* (2008a) de la Banque mondiale, une série d'études de cas des entrepreneurs africains.
2. Djankov, Freund et Pham (à paraître).
3. Sadikov (2007).
4. Bureau, Chakir et Gallezot (2007).
5. Nordas, Pinali et Geloso-Grosso (2006).
6. Ahmad (2008).
7. OMC (2005).

FIGURE 9.5

**Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter le commerce transfrontalier**

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2006 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.



TABLEAU 9.3

**Qui facilite les exportations ? Qui ne les facilite pas ?**

<b>Documents (nombre)</b>			
Le moins		Le plus	
France	2	Namibie	11
Estonie	3	Mauritanie	11
Panama	3	Burkina Faso	11
Canada	3	Congo, Rép. du	11
Micronésie, États fédérés de	3	Kazakhstan	11
Singapour	4	Malawi	12
Hong Kong, Chine	4	Angola	12
Danemark	4	Afghanistan	12
Finlande	4	Fidji	13
Suède	4	République kirghize	13
<b>Temps (jours)</b>			
Le plus rapide		Le plus lent	
Singapour	5	République centrafricaine	57
Danemark	5	Niger	59
Estonie	5	République kirghize	64
Hong Kong, Chine	6	Angola	68
Pays-Bas	6	Afghanistan	74
États-Unis	6	Tchad	78
Luxembourg	6	Ouzbékistan	80
Norvège	7	Tadjikistan	82
Allemagne	7	Kazakhstan	89
Irlande	7	Iraq	102
<b>Coût (USD par conteneur)</b>			
Le moins		Le plus	
Malaysie	450	Kazakhstan	3 005
Singapour	456	Azerbaïdjan	3 075
Chine	460	Uganda	3 090
Finlande	495	Ouzbékistan	3 100
Pakistan	611	Tadjikistan	3 150
Émirats arabes unis	618	Rwanda	3 275
Hong Kong, Chine	625	Niger	3 545
Thaïlande	625	Iraq	3 900
Brunéi	630	République centrafricaine	5 121
Tonga	650	Tchad	5 367

**Qui facilite les importations ? Qui ne les facilite pas ?**

<b>Documents (nombre)</b>			
Le moins		Le plus	
France	2	Burkina Faso	11
Danemark	3	Afghanistan	11
Suède	3	Congo, Rép. du	12
Thaïlande	3	Fidji	13
Singapour	4	Fédération de Russie	13
Hong Kong, Chine	4	Érithrée	13
Estonie	4	Kazakhstan	13
Norvège	4	République kirghize	13
Panama	4	Azerbaïdjan	14
Israël	4	République centrafricaine	18
<b>Temps (jours)</b>			
Le plus rapide		Le plus lent	
Singapour	3	Vénézuëla	71
Hong Kong, Chine	5	Burundi	71
Denmark	5	Zimbabwe	73
Estonie	5	République kirghize	75
États-Unis	5	Kazakhstan	76
Suède	6	Afghanistan	77
Pays-Bas	6	Tadjikistan	83
Luxembourg	6	Iraq	101
Norvège	7	Tchad	102
Allemagne	7	Ouzbékistan	104
<b>Coût (USD par conteneur)</b>			
Le moins		Le plus	
Singapour	439	Niger	3 545
Malaysie	450	Burkina Faso	3 630
Chine	545	Burundi	3 705
Finlande	575	Iraq	3 900
São Tomé et Príncipe	577	Zimbabwe	3 999
Émirats arabes unis	587	Tadjikistan	4 550
Israël	605	Ouzbékistan	4 600
Fidji	630	Rwanda	5 070
Hong Kong, Chine	633	République centrafricaine	5 074
Qatar	657	Tchad	6 020

Source : Base de données Doing Business.

Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété  
Obtention de prêts  
Protection des investisseurs  
Paiement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier

# Exécution des contrats

Fermeture d'entreprise

Tan, un avocat spécialisé en contentieux commercial à Singapour, n'est pas dérangé par le fait d'attendre à la Cour suprême que son affaire soit appelée en audience. Un écran d'ordinateur affiche le temps d'attente estimé pour chaque affaire. En outre, dès que le juge sera prêt pour la sienne, un SMS lui sera envoyé pour le prévenir. En attendant, il affûte ses arguments oraux et apprécie un bon déjeuner au restaurant Academy Bistro, situé dans le bâtiment de la Cour suprême.

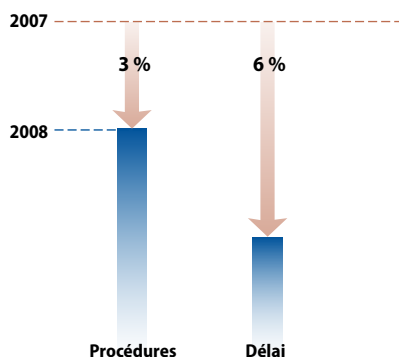
Tan et ses clients peuvent se permettre d'être détendus car ils savent que leur affaire sera résolue rapidement. À Singapour, 150 jours suffisent pour résoudre un litige commercial : c'est plus rapide que dans n'importe quel autre pays du monde.

Une telle efficacité n'est pas offerte à tous ceux qui saisissent les tribunaux pour une affaire commerciale. L'inefficacité des tribunaux est l'un des obstacles à surmonter pour faire des affaires dans les pays en développement. Le problème se pose tout

FIGURE 10.1

## Les 10 premiers pays réformateurs en matière d'exécution des contrats

Amélioration moyenne



1. Mozambique
2. Macédoine, ex-République yougoslave de
3. Bulgarie
4. Roumanie
5. Arménie
6. Chine
7. Bhoutan
8. Belgique
9. Azerbaïdjan
10. Portugal

Source : Base de données Doing Business.

particulièrement en Afrique, où 80 % des plaignants se tournent vers des institutions informelles<sup>1</sup>.

Retard de justice rime souvent avec déni de justice. Par ailleurs, dans beaucoup de pays, seuls les riches ont les moyens d'intenter des actions en justice. Pour les autres, la justice est hors de portée. Faute de tribunaux efficaces, les entreprises investissent moins et réduisent leurs opérations commerciales. Elles préfèrent évoluer au sein d'un petit groupe de personnes qui se connaissent et qui ont déjà travaillé ensemble.

L'inefficacité des tribunaux se traduit par des coûts élevés. Une étude récente en Europe de l'Est montre qu'il y a moins de financements bancaires pour les nouveaux investissements des entreprises dans les pays où les tribunaux sont plus lents. Les réformes dans d'autres domaines, tels que les droits des créanciers, aident à augmenter le nombre des crédits bancaires que si les contrats peuvent être exécutés devant les tribunaux<sup>2</sup>. Une deuxième étude, menée dans 41 pays en développement, montre que chaque amélioration de 10 % dans la résolution des litiges commerciaux entraîne une baisse de 2,3 %<sup>3</sup> de la part du secteur informel de l'économie nationale.

Les tribunaux servent mieux les entreprises quand ils sont rapides, abordables et justes. À l'échelle mondiale, seules 35 % des entreprises couvertes par les enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises estiment que les tribunaux de leur pays sont justes, impartiaux et sans corruption<sup>4</sup>.

Doing Business mesure l'efficacité du système judiciaire en matière de résolution de litiges commerciaux. Le rapport prend en compte les délais, le coût et les procédures d'exécution d'un contrat devant les tribunaux (figure 10.2).

Les pays qui sont bien placés dans le classement en matière de facilité d'exécution des contrats maintiennent l'efficacité des

tribunaux en introduisant la gestion des dossiers, des délais stricts pour les procédures, et des tribunaux commerciaux ou des systèmes électroniques pour l'administration judiciaire. Ils maintiennent également leur efficacité en contrôlant les voies de recours et en accélérant l'exécution des jugements et en diminuant leur frais. (tableau 10.1).

À Singapour, les documents requis par le tribunal peuvent être soumis par voie électronique, et chaque affaire est supervisée à partir du moment où l'action est intentée jusqu'à la décision finale. La gestion des dossiers permet également d'évaluer la performance des juges. Le droit d'appel à un tribunal de haute instance existe que pour les affaires au-delà de 50 000 dollars de Singapour (35 500 dollars). Les affaires en-deçà de ce seuil doivent obtenir une autorisation judiciaire préalable avant de faire appel.

Hong Kong (Chine) accélère l'exécution des jugements en permettant au processus de se déclencher sur la base de la décision rendue par le tribunal. Il n'y a pas besoin

TABLEAU 10.1

## Où l'exécution des contrats est-elle facile ? Où ne l'est-elle pas ?

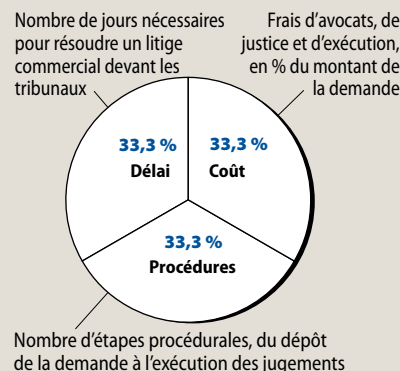
Le plus facile	CLASSEMENT	Le plus difficile	CLASSEMENT
Hong Kong, Chine	1	Cameroun	172
Luxembourg	2	Rép. dém. du Congo	173
Islande	3	Syrie	174
Lettonie	4	Bénin	175
Finlande	5	Honduras	176
États-Unis	6	Suriname	177
Norvège	7	Bangladesh	178
Corée	8	Angola	179
Allemagne	9	Inde	180
France	10	Timor-Leste	181

Note : Les classements correspondent à la moyenne des classements des économies sur les procédures, le délai et le coût de résolution d'un litige commercial par la voie juridique. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 10.2

## Exécution des contrats : le classement est établi sur la base de 3 sous-indicateurs



Note : Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

TABLEAU 10.2

**Où l'exécution des contrats est-elle la plus efficace et où l'est-elle la moins ?**

<b>Procédures (nombre)</b>			
<b>Le moins</b>		<b>Le plus</b>	
Irlande	20	Guinée	50
Singapour	21	Koweït	50
Hong Kong, Chine	24	Émirats arabes unis	50
Rwanda	24	Belize	51
Autriche	25	Iraq	51
Belgique	25	Oman	51
Pays-Bas	25	Timor-Leste	51
Islande	26	Soudan	53
Luxembourg	26	Syrie	55
République tchèque	27	Brunéi Darussalam	58
<b>Délai (jours)</b>			
<b>Le plus rapide</b>		<b>Le plus lent</b>	
Singapour	150	Sri Lanka	1 318
République kirghize	177	Trinité-et-Tobago	1 340
Ouzbékistan	195	Colombie	1 346
Lituanie	210	Slovénie	1 350
Hong Kong, Chine	211	Inde	1 420
Nouvelle-Zélande	216	Bangladesh	1 442
Bélarus	225	Guatemala	1 459
Bhoutan	225	Afghanistan	1 642
Kazakhstan	230	Suriname	1 715
Corée	230	Timor-Leste	1 800
<b>Coût (% de la créance)</b>			
<b>Le plus bas</b>		<b>Le plus élevé</b>	
Bhoutan	0,1	Comores	89,4
Islande	6,2	Cambodge	102,7
Luxembourg	8,8	Burkina Faso	107,4
États-Unis	9,4	Papouasie-Nouvelle-Guinée	110,3
Norvège	9,9	Indonésie	122,7
Corée	10,3	Malawi	142,4
Finlande	10,4	Mozambique	142,5
Chine	11,1	Sierra Leone	149,5
Pologne	12,0	République démocratique du Congo	151,8
Hongrie	13,0	Timor-Leste	163,2

Source : Base de données Doing Business.

que la décision soit écrite. Les 10 pays aux délais moyens d'exécution de contrats les plus rapides tendent à avoir des tribunaux de commerce spécialisés ou des sections commerciales au sein de tribunaux existants, ainsi que des limitations dans le nombre et la longueur des ajournements, une fois une affaire commencée.

Il est bénéfique de réduire les obstacles pour pénétrer le marché des services judiciaires. Par exemple, permettre aux femmes d'entrer dans les professions judiciaires, peut encourager la concurrence entre avocats et réduire leurs honoraires. L'Arabie saoudite a vu ses premières étudiantes licenciées en droit (au nombre de 170) en juin

2008. Le Gouvernement saoudien envoie les 4 meilleures d'entre elles suivre un programme d'études supérieures à l'étranger pour les préparer à revenir en tant que professeurs de droit. Ce sont les premières femmes à exercer cette profession dans le pays. Certains pays interdisent toujours aux femmes d'exercer la profession de juge. D'autres ont commencé récemment à autoriser les femmes à exercer dans le domaine judiciaire. Le Bahreïn l'a fait en 2003 et il y a maintenant 3 femmes juges. Enfin, fin mars 2008, la première juge fédérale a été nommée à Abou Dhabi.

**QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?**

Douze pays ont réformé l'exécution des contrats en 2007-08 (tableau 10.3). Les réformes ont réduit les délais, le coût ou le nombre d'étapes en procédure civile. Cela s'est fait en introduisant des tribunaux commerciaux spécialisés, une nouvelle gestion des dossiers judiciaires, en simplifiant les règles pour les petites affaires, ainsi que le processus d'appel en général et en améliorant l'efficacité des voies d'exécution des jugements.

La plupart des réformes ont été faites en Europe de l'Est et en Asie centrale : en Arménie, en Azerbaïdjan, en Bulgarie, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Roumanie. Parmi les pays à revenu élevé de l'OCDE, l'Autriche, la Belgique et le Portugal ont réformé. En Afrique, le Mozambique et le Rwanda l'ont fait. En Asie du Sud, le Bhoutan est le seul pays ayant amélioré ses tribunaux en 2007-08. En Asie de l'Est, la Chine est le seul pays à avoir entrepris des réformes. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord n'ont pas réformé.

Le Mozambique, le top réformateur en matière d'exécution de contrats, a réduit le délai moyen de résolution des litiges commerciaux de 1 010 jours à 730 jours. Les tribunaux de commerce récemment établis ont commencé à produire des résultats. Depuis mars 2008, le pays a également 22 nouveaux juges, une augmentation de 10 %. Le Mozambique a également introduit un système d'évaluation de la performance des juges. De plus les assistants de justice sont désormais chargés des tâches administratives qui incombant autrefois aux juges, telles que le paiement des créanciers après une enchère publique d'éléments d'actif du débiteur.

Dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, qui est en deuxième position parmi les pays réformateurs, une section commerciale du tribunal civil de Skopje a commencé à fonctionner en novembre 2007, après avoir résolu quelques difficultés pour nommer les juges. L'archivage électronique de toutes les affaires est en place depuis janvier 2008. La division commerciale de Skopje sera bientôt dotée de 15 ordinateurs supplémentaires pour commencer l'enregistrement électronique des affaires.

Au Rwanda, des tribunaux de commerce spécialisés ont commencé à fonctionner en mai 2008. Trois tribunaux d'instance (à Kigali et dans les provinces du Nord et du Sud) sont compétents pour les litiges commerciaux d'une valeur inférieure à environ 37 000 dollars. Un quatrième tribunal de commerce, rattaché au tribunal de grande instance, prend en charge les affaires supérieures à cette valeur, ainsi que les appels émanant des trois tribunaux précités. Non seulement les tribunaux commerciaux résolvent les litiges

TABLEAU 10.3

**L'amélioration de l'efficacité des procédures : l'élément de réforme le plus populaire en 2007-08**

Amélioration de l'efficacité des procédures au tribunal de première instance	Arménie, Belgique, Bulgarie, ex-République yougoslave de Macédoine, Mozambique
Introduction ou extension de tribunaux de commerce spécialisés	Azerbaïdjan, ex-République yougoslave de Macédoine, Rwanda
Amélioration de l'efficacité de l'exécution des jugements	Chine, Roumanie
Simplification des règles pour les demandes à faible valeur litigieuse	Bhoutan, Portugal
Établissement de systèmes électroniques d'administration judiciaire	Autriche
Simplification des appels	Bulgarie

Source : Base de données Doing Business.

plus rapidement, ils offrent aussi l'expertise nécessaire aux affaires commerciales.

La Bulgarie a réduit les délais d'instruction en demandant aux juges de refuser les demandes incomplètes plutôt que d'autoriser les prolongations multiples. Afin de garantir le respect des délais, des sanctions disciplinaires sont infligées aux juges qui les dépassent systématiquement. La Bulgarie a également réformé sa procédure d'appel. Les appels ne sont désormais possibles que sur la base de faits nouveaux et uniquement contre des jugements dépassant 1 000 Lev (environ 800 dollars). Les recours en Cour suprême ne sont ouverts que s'ils sont fondés sur un point de droit substantif.

La Roumanie a simplifié les voies d'exécution en éliminant la nécessité du décret d'application et en autorisant la prise en compte des soldes créditeurs et débiteurs. La réforme a réduit le délai d'exécution d'un jugement d'un mois ; celui-ci est passé de 120 jours à 95 jours.

En Arménie, des règles de procédures entrées en vigueur en janvier 2008 ont introduit un nouveau principe : toutes les décisions judiciaires deviennent exécutoires 1 mois après avoir été rendues. En outre, une loi de mai 2007 a établi des juridictions criminelles et administratives spécialisées, ainsi qu'un nouveau tribunal, qui sera en charge des affaires financièrement les plus importantes.

L'Azerbaïdjan a réduit le délai moyen d'exécution d'un contrat de 267 jours à 237 jours, en établissant un deuxième tribunal de commerce spécialisé à Bakou et en augmentant le nombre de juges dans les tribunaux de commerce de 5 à 9.

En Europe occidentale, en Autriche il est maintenant obligatoire que les requêtes soient soumises par voie électronique dans les tribunaux civils. Toutes les requêtes faites par les avocats en contentieux civil et les procédures d'application passent par un canal

de données électroniques administré par le ministère de la Justice. Les jugements sont, eux, envoyés par courriel ; les anciennes notifications sur papier sont remplacées.

La Belgique a adopté une loi en 2007 pour accélérer les procédures du tribunal. La loi a introduit un calendrier de procédures obligatoires comprenant des limites temporelles pour la soumission des procédures écrites. Le calendrier est établi par les parties ou, faute d'accord entre les parties, par le juge. Si les juges ne parviennent pas à rendre un jugement sous un mois après l'audience, ils subissent des sanctions disciplinaires. Une seconde loi vise à encourager les experts à produire leurs rapports plus rapidement en faisant contrôler leurs honoraires par le tribunal.

Le Portugal a étendu la portée de ses procédures simplifiées à toutes les affaires d'une valeur allant jusqu'à 30 000 euros.

La Chine a fixé de nouvelles règles de procédure. L'accent a été mis sur l'accélération de l'exécution des jugements. En Asie de l'Est, la phase d'exécution représente en moyenne 34 % du délai nécessaire pour la résolution d'un litige commercial (le délai le plus long parmi toutes les régions). En Chine, l'exécution d'un jugement prend presque la moitié du délai total nécessaire pour la résolution d'un litige commercial.

Afin de réduire le délai d'application, les nouvelles règles chinoises exigent que les parties divulguent leurs actifs au début de l'instance. Les parties qui refusent de s'y conformer sont passibles d'une amende. Les huissiers de justice peuvent prendre des mesures destinées à empêcher les parties de dissimuler ou de transférer leurs actifs au cours de la période des procédures judiciaires ou immédiatement après celles-ci. En outre, les tribunaux peuvent empêcher les parties de quitter le pays si elles sont suspectées de ne pas respecter une décision.

En Asie du Sud, le Bhoutan a transféré tous les litiges fonciers (qui représentent environ 30 % des affaires qui passent devant le tribunal du district de Thimphu) vers une commission spécialisée dans les affaires foncières. Cette mesure a permis au tribunal de bénéficier de plus de temps pour prendre en charge les affaires commerciales. Résultat : le tribunal du district de Thimphu a réduit le délai moyen de résolution des litiges commerciaux de 275 jours à 225 jours.

## QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?

Les réformateurs cherchant à améliorer l'environnement réglementaire des entreprises préfèrent souvent ne pas s'attaquer aux réformes judiciaires. Cette frilosité n'est pas surprenante. Peu de réformes des tribunaux aboutissent : en moyenne, 1 tentative de réforme sur 4 parvient à réduire les coûts et les retards. Même les réformes réussies mettent des années à produire des résultats visibles.

En règle générale, les pays qui facilitent le mieux l'exécution des contrats réforment continuellement leurs tribunaux afin de les adapter aux réalités fluctuantes des relations commerciales. Le Danemark est un bon exemple. En 2006, le Danemark a introduit des règles spéciales pour les affaires en-deçà d'environ 8 600 dollars, ce qui a réduit de 38 % le nombre d'affaires portées devant les tribunaux généraux à Copenhague. Les réformateurs ne se sont pas arrêtés là. En mars 2008, une nouvelle loi a introduit la médiation, suite à une étude pilote qui avait démontré que deux tiers des affaires qui avaient eu recours à la médiation entre 2003 et 2005 se sont soldées par un règlement à l'amiable. Moralité : l'accent doit continuellement être mis sur l'amélioration, même quand la situation est satisfaisante.

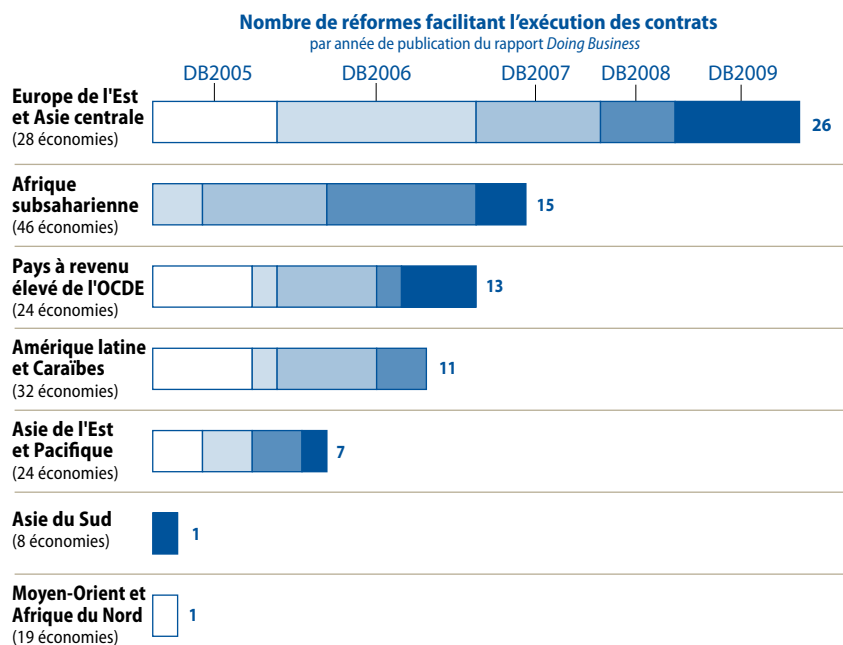
## L'INTRODUCTION DE TRIBUNAUX COMMERCIAUX EN AFRIQUE

L'élément de réforme le plus populaire en Afrique ces 5 dernières années a été l'introduction de tribunaux de commerce spécialisés ou de sections commerciales au sein de tribunaux existants. Certains pays africains ont obtenu des résultats depuis longtemps de cette manière : le Kenya, Madagascar, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie, entre autres.

Dans 7 pays africains qui ont établi des tribunaux de commerce ou sections commerciales au cours des 5 dernières années (le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, le Ghana, la Mauritanie, le Mozambique, le Nigéria et le Rwanda), le délai moyen de résolution d'un litige commercial a baissé d'environ 19 %, passant de 604 jours à 492 jours (figure 10.5). Les juges devant être nommés et formés, les règles ajustées et

FIGURE 10.3

### Nombre limité de réformes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi qu'en Asie du Sud



Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.  
Source : Base de données *Doing Business*.

le financement garanti, de telles réductions de délais prennent habituellement des années. Au Ghana, par exemple, une section commerciale a commencé à fonctionner au sein de la juridiction de grande instance en mars 2005. *Doing Business* 2008 note une baisse des délais de 552 jours à 487 jours, plus de deux ans après.

Les tribunaux de commerce spécialisés sont souvent critiqués car ils prennent seulement en charge les affaires financièrement les plus importantes. En Tanzanie, par exemple, ils acceptent que les affaires dont le montant réclamé équivaut à au moins 66 fois le revenu par habitant ; 15 fois le revenu par habitant en Zambie. Les seuils peuvent se justifier comme un moyen d'éviter la surcharge dans les nouveaux tribunaux spécialisés, mais un équilibre doit être trouvé entre accès à la justice et un nombre raisonnable de dossiers à traiter pour les nouveaux tribunaux. Une approche pragmatique consiste à réduire les seuils parallèlement à l'augmentation de la capacité des tribunaux à accepter plus d'affaires. Ceci est mieux que de laisser les tribunaux être submergés d'affaires dès le départ.

### AMÉRIQUE LATINE : VERS PLUS DE PROCÉDURES ORALES

Les pays d'Amérique latine ont accéléré la résolution d'affaires criminelles en remplaçant les échanges de documents écrits par des procédures orales. L'Argentine et le Chili ont amorcé cette tendance dans les années 90. La Colombie, le Guatemala,

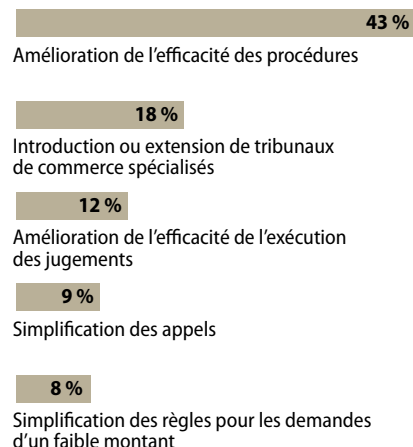
le Honduras et le Mexique travaillent actuellement sur des réformes similaires. La Colombie prévoit d'étendre les procédures orales aux affaires commerciales dans les 4 années à venir.

En El Salvador, l'assemblée législative est sur le point de voter une loi pour que les affaires en justice (y compris les affaires commerciales) soient résolues à l'issue de procédures orales. À présent, tout se règle par écrit entre les parties, avec peu d'interventions du juge. À l'avenir, il y aura une audience préliminaire pendant laquelle le juge essaiera d'abord de réconcilier les parties. En cas d'échec, le juge déterminera les faits et les preuves à présenter au cours de l'affaire. Lors de la seconde audience et de

FIGURE 10.4

### Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter l'exécution des contrats

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2005 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.  
Source : Base de données *Doing Business*.

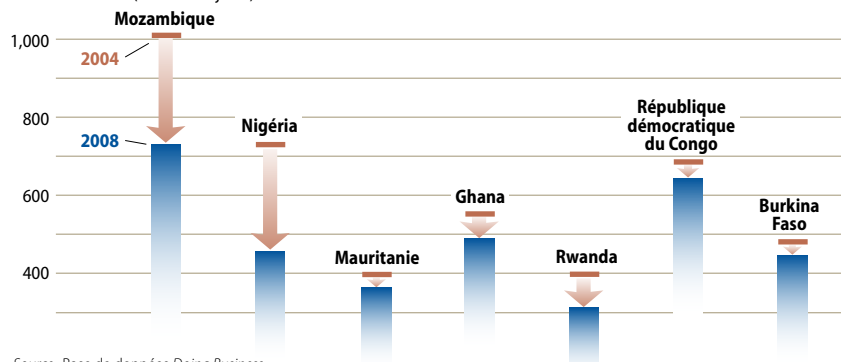
l'audience finale, les témoins et les experts seront interrogés. Selon les nouvelles règles, le juge doit établir un jugement sous 15 jours après la deuxième audience.

Les procédures orales sont une tendance récente en Amérique latine ; mais dans d'autres régions géographiques, elles sont en place depuis longtemps. Au Luxembourg par exemple, le deuxième pays le mieux placé en matière de facilité d'exécution des contrats, les parties n'échangent pas de longues procédures écrites dans le cadre des affaires commerciales. Elles échangent simplement les preuves écrites sur lesquelles elles comptent se reposer au cours des arguments oraux devant le juge, ce qui permet de gagner plusieurs mois.

FIGURE 10.5

### L'introduction de tribunaux commerciaux en Afrique contribue à réduire les délais d'exécution des contrats

Délai d'exécution (nombre de jours)



Source : Base de données *Doing Business*.

### IMPOSER DES DÉLAIS STRICTS

En 1995, la responsabilité des litiges commerciaux a été confiée aux tribunaux « arbitrazh » en Russie. En 2002, dans le but d'accélérer les procédures, la Russie a révisé son code de procédure. L'innovation principale était d'introduire des limites strictes dans les délais : 2 mois pour une audience complète, 1 mois pour les procédures accélérées.

La plupart des pays d'Asie centrale ont reproduit les règles de procédures russes, y compris les délais stricts. Les juges doivent respecter les délais ; les plus efficaces étant les plus aptes à être promus. Parmi les 10 pays les plus rapides en matière d'exécution de contrats, la moitié se trouve en Europe de l'Est et en Asie centrale, ce qui n'est pas surprenant.

### NOTES

1. Wojkowska (2006).
2. Safavian et Sharma (2007).
3. Dabla-Norris, Gradstein et Inchauste (2008).
4. Enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises (<http://www.enterprisesurveys.org>).



Présentation générale  
Création d'entreprise  
Octroi de permis de construire  
Embauche des travailleurs  
Transfert de propriété  
Obtention de prêts  
Protection des investisseurs  
Paiement des taxes et impôts  
Commerce transfrontalier  
Exécution des contrats

# Fermeture d'entreprise

Carlos, propriétaire d'une importante entreprise manufacturière en Colombie, a reçu une mauvaise nouvelle : son principal client est en faillite. Carlos craint d'avoir à attendre peut-être plusieurs années avant de pouvoir récupérer ses créances et que son entreprise puisse en souffrir.

La bonne nouvelle, toutefois, est que la nouvelle législation colombienne sur l'insolvabilité, entrée en vigueur à la fin de 2007, a rationalisé les procédures de faillite. Jusque-là, un débiteur pouvait contester toute demande de ses créanciers, ce qui ralentissait considérablement l'action judiciaire. Maintenant, toutes les revendications devront être réglées dans le cadre d'une seule audience. En outre, la nouvelle législation limite les délais de procédure et donne aux créanciers la possibilité d'influencer davantage le déroulement de celle-ci, en leur permettant, par exemple, de dessaisir et de remplacer le liquidateur.

TABLEAU 11.1

**Dans quels pays est-il facile de fermer une entreprise ? Et dans lesquels est-ce difficile ?**

Plus facile	Taux de recouvrement	Plus difficile	Taux de recouvrement
Japon	92,5	Libéria	8,3
Singapour	91,3	Suriname	8,1
Norvège	89,0	Mauritanie	6,7
Canada	88,7	Venezuela	6,0
Finlande	87,3	Rép. dém. du Congo	5,4
Irlande	86,6	Philippines	4,4
Danemark	86,5	Micronésie	3,5
Belgique	86,3	Haïti	2,7
Royaume-Uni	84,2	Zimbabwe	0,0
Pays-Bas	82,7	République centrafricaine	0,0

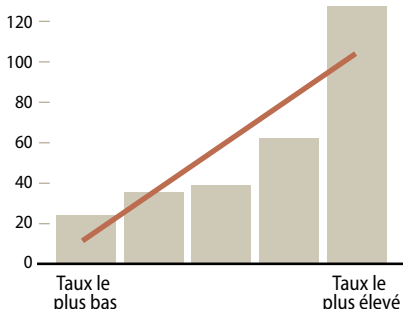
Note : Le classement est fondé sur le taux de recouvrement : nombre de centimes par dollar que les créanciers (créanciers, fisc et employés) recouvrent de l'entreprise insolvable. Pour plus de détails, voir les Notes statistiques.

Source : Base de données *Doing Business*.

FIGURE 11.1

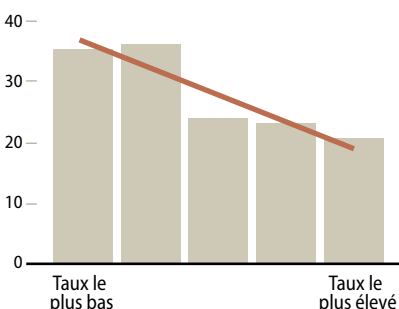
**Un meilleur accès au crédit va de pair avec des taux de recouvrement plus élevés**

**Crédit privé en % du PIB**



**Classement des économies sur la base du taux de recouvrement des créances, quintiles**

**Pourcentage des entreprises percevant l'accès au crédit comme une difficulté**



**Classement des économies sur la base du taux de recouvrement des créances, quintiles**

Note : À 1 %, la corrélation est importante, et elle le reste, en données corrigées du revenu par habitant.

Source : Base de données *Doing Business* ; Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde ; Enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises.

Un régime de faillite efficace facilite l'accès au crédit. Lorsque les régimes d'insolvabilité sont efficaces, les créanciers sont assurés de pouvoir récupérer leurs actifs et ainsi octroyer plus régulièrement des prêts<sup>1</sup>.

Les avantages découlant d'une réglementation efficace en la matière ressortent plus particulièrement si l'on établit une comparaison entre pays riches. D'après les études conduites récemment en Europe, le taux de recouvrement effectif des créances est de 92 % du montant des prêts au Royaume-Uni, de 80 % aux Pays-Bas, de 67 % en Allemagne et de 56 % en France<sup>2</sup>. Comment expliquer ces écarts importants ? En partie par le fait qu'à peine un an soit nécessaire pour mener à terme une procédure d'insolvabilité à Londres, contre 13 mois à Amsterdam, 15 mois à Berlin, et près de 2 ans à Paris, selon les données de *Doing Business*.

Un bon régime des faillites remplit trois fonctions principales. Il permet premièrement de réhabiliter les entreprises qui sont viables et de liquider celles qui ne le sont pas ; deuxièmement de maximiser les montants récupérés par les créanciers, actionnaires, employés et autres parties prenantes, en privilégiant la solution la plus rentable (redressement, cession ou liquidation de l'entreprise) ; et troisièmement de déterminer clairement le rang des créanciers. Les pays dotés d'une législation remplissant ces trois critères affichent un taux de recouvrement des créances supérieur à ceux qui en sont dépourvus.

*Doing Business* examine le délai, le coût et le dénouement des procédures de faillite qui s'appliquent aux sociétés locales. Les économies les plus performantes se distinguent par des procédures rapides et peu coûteuses et par la poursuite des activités d'entreprises viables. Dans ces économies, il ya une plus haute probabilité de voir les entreprises être vendues ou réorganisées tout en maintenant leurs opérations plutôt que liquidées via le démantèlement de leurs

différents actifs. Dans la plupart de ces pays, les créanciers ont aussi leur mot à dire dans le recrutement du liquidateur, et les syndicats de faillite sont tenus d'avoir des qualifications spéciales (figure 11.3).

Au Canada, en Irlande, au Japon, en Norvège et à Singapour, les procédures de saisie du bien hypothéqué, de redressement ou de liquidation aboutissent dans un délai d'un an (tableau 11.1). Au Canada et en Irlande, il y a des tribunaux spécialisés dans l'instruction des faillites qui sont sujets à des délais légaux. Les possibilités de recours juridictionnel y sont, par ailleurs, limitées. En 2006, le Danemark a introduit, une « charge d'entreprise » qui permet aux créanciers de constituer une garantie sur l'ensemble des biens d'une entreprise, renforçant ainsi la probabilité qu'une entreprise viable soit vendue en maintenant ses opérations. En Colombie, au Koweït, en Norvège et à Singapour, le coût du règlement d'une affaire d'insolvabilité ne représente qu'environ 1 % de la valeur de la société en faillite. (tableau 11.2).

FIGURE 11.2

**Fermeture d'entreprise : le classement est établi sur la base de 1 sous-indicateur**

En fonction des délais requis par la procédure et de son coût, ainsi que d'autres facteurs comme les taux des prêts et la probabilité que l'entreprise reste en activité

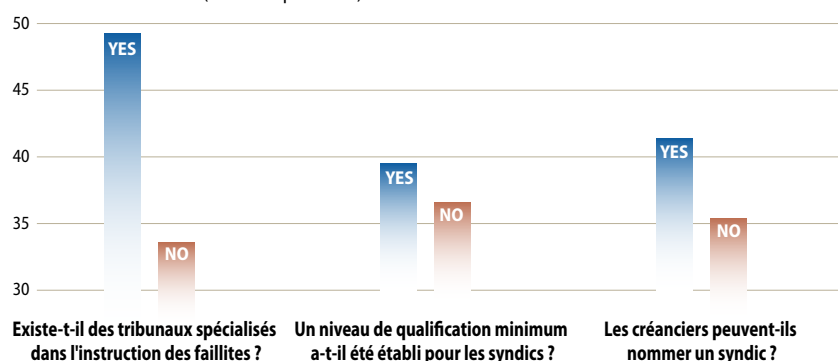


Note : Les facteurs temps et coût ne sont pas pris en compte séparément pour le classement. Voir les Notes statistiques pour plus de détails.

FIGURE 11.3

### Les pays dotés de syndicats et de tribunaux spécialisés affichent des taux de recouvrement plus élevés

Taux de recouvrement (centimes par dollar)



Source : Base de données Doing Business.

### QUI A RÉFORMÉ EN 2007-08 ?

Le principal pays réformateur en matière de fermeture d'entreprise au cours de l'année 2007-08 a été la Pologne (tableau 11.3). La nouvelle loi régissant l'octroi de licences aux syndicats de faillite, qui est entrée en vigueur le 10 octobre 2007, durcit les critères professionnels auxquels doivent satisfaire les syndicats, l'objectif étant de s'assurer qu'ils possèdent les connaissances et le niveau d'instruction requis pour surveiller le déroulement des procédures de faillite. Pour obtenir une licence de syndic de faillite, il faut désormais justifier des connaissances en économie, droit, finances et gestion, sanctionnées par un examen. En outre, la réforme limite la rémunération des syndicats à 3 % de la valeur des biens de la société en faillite, contre 5 % précédemment.

Trois pays de la région Amérique Latine et Caraïbes se classent juste derrière la Pologne dans le groupe de tête des réformateurs. La Colombie, en deuxième place, a introduit 2 nouvelles procédures pour l'insolvabilité : une procédure de redressement pour la restructuration des entreprises en cessation de paiements, et une procédure pour la mise en liquidation obligatoire. Sa nouvelle législation sur l'insolvabilité impose des délais plus courts pour négocier les accords de redressement. Auparavant, le délai autorisé était de 6 mois, avec une prorogation possible de 8 mois. La nouvelle législation limite le délai à 4 mois, et la prorogation à 2.

Le Mexique a modifié sa législation applicable aux faillites. Dorénavant, débiteurs et créanciers pourront conclure un accord de restructuration à n'importe quel stade de la procédure d'insolvabilité. En 2007, Saint Vincent-et-les-Grenadines a promulgué une loi régissant les faillites. C'est la première fois depuis son accession à l'indépendance que ce pays se dote d'un ensemble de règles régissant la faillite d'entreprises privées.

Quatre économies d'Europe de l'Est ont rejoint la Pologne pour rationaliser leurs procédures de faillite. La Lettonie a adopté une nouvelle loi sur l'insolvabilité en novembre 2007. Les entreprises en difficulté financière pourront désormais continuer d'opérer en procédant à leur restructuration. Tout comme la Pologne, la Lettonie a durci le niveau des qualifications exigées des syndicats de faillite, et la Bosnie Herzégovine en a fait de même. La loi sur l'insolvabilité promulguée par la République tchèque est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Cette législation fait du redressement le mode de résolution privilégié d'insolvabilité, impose des échéances plus rigoureuses, crée un registre électronique des entreprises en difficulté, et établit des nouvelles conditions d'éligibilité pour les syndicats de faillite.

La Bulgarie a adopté deux nouvelles lois : le code de procédure civile et la loi sur le registre du commerce. La première instaure deux niveaux de recours juridictionnel : d'abord devant la cour d'appel et puis devant la cour suprême. La décision finale revient à la cour suprême de Bulgarie, qui décide, à sa discrétion, d'entendre ou non une affaire. Jusqu'à présent, on ne pouvait faire appel des décisions du tribunal qu'à la cour suprême, qui renvoyait généralement les affaires aux tribunaux de première instance, ce qui occasionnait des retards considérables. Autre nouveauté pour la Bulgarie : les principales décisions du tribunal des faillites sont publiées sur le site web du registre du commerce.

En Asie de l'Est et Pacifique, seuls Hong Kong (Chine) et le Cambodge figurent dans la liste des pays réformateurs. Hong Kong (Chine) a publié de nouvelles règles régissant les faillites (*Bankruptcy Amendment Rules*) pour 2007, qui renforcent le rôle et les pouvoirs des syndicats de faillite. Le Cambodge a adopté en 2007 la loi sur les faillites (*Bankruptcy Law*), qui constitue le premier instrument de réglementation des faillites d'entreprises privées. Cette loi introduit une

procédure de redressement pour la restructuration des entreprises insolubles.

Cinq pays à revenu élevé de l'OCDE sont venus gonfler les rangs des réformateurs en 2007-08. La Finlande a rationalisé la procédure de redressement supervisée par les tribunaux. Là où un consentement unanime était nécessaire, une simple majorité de créanciers peut désormais approuver des plans de réorganisation simplifiés. La Finlande a révisé sa loi sur le redressement des entreprises, en accélérant les audiences et en assouplissant le déroulement de l'ensemble du processus. L'Allemagne a modifié son code de l'insolvabilité, en facilitant la continuité d'exploitation de l'entreprise du débiteur. La nouvelle loi permet au tribunal des faillites de suspendre les actions d'exécutions contre les biens indispensables à la poursuite des activités de l'entreprise.

Le Portugal a aboli les règles de publication des avis de faillite dans la presse. Ce pays a également introduit une procédure accélérée pour les débiteurs dont la totalité d'actifs sont d'un montant inférieur à 5 000 euros, ainsi que des procédures nouvelles pour accélérer les paiements des syndicats de faillites. Ce pays a par ailleurs limité le nombre des recours possibles en consolidant la procédure en appel et en élevant le seuil des créances

TABLEAU 11.2

### Dans quels pays la procédure de faillite est-elle la plus efficace ? Et dans lesquels l'est-elle le moins ?

Délais (année)			
Plus rapide		Plus lente	
Irlande	0,4	Équateur	5,3
Japon	0,6	Indonésie	5,5
Canada	0,8	Haïti	5,7
Singapour	0,8	Philippines	5,7
Belgique	0,9	Bélarus	5,8
Finlande	0,9	Angola	6,2
Norvège	0,9	République tchèque	6,5
Australie	1,0	Maldives	6,7
Belize	1,0	Mauritanie	8,0
Islande	1,0	Inde	10,0
Coût (% de la valeur du patrimoine)			
Le plus bas		Le plus élevé	
Colombie	1,0	Micronésie	38,0
Koweït	1,0	Philippines	38,0
Norvège	1,0	Samoa	38,0
Singapour	1,0	Îles Salomon	38,0
Bahamas	3,5	Vanuatu	38,0
Belgique	3,5	Venezuela	38,0
Brunei	3,5	Sierra Leone	42,0
Canada	3,5	Ukraine	42,0
Finlande	3,5	Libéria	42,5
Géorgie	3,5	République centrafricaine	76,0

Source : Base de données Doing Business.

TABLEAU 11.3

**Mettre en place ou promouvoir les procédures de redressement — Un axe privilégié des réformes en 2007/08**

Procédure de restructuration mise en place ou encouragée	Allemagne, Colombie, Finlande, Grèce, Lettonie, Mexique, Nouvelle Zélande, République tchèque
Développement de la profession de syndic de faillite	Bosnie Herzégovine, Hong Kong (Chine), Lettonie, Pologne, République tchèque
Introduction ou resserrement des délais, et rationalisation des recours juridictionnels	Arabie saoudite, Bulgarie, Colombie, Portugal
Adoption d'une première législation sur les faillites	Cambodge, Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Octroi de la priorité aux créanciers garantis	République tchèque

Source : Base de données Doing Business.

admissibles devant les tribunaux de première et deuxième instance. Dorénavant, les recours contre les décisions des cours d'appel confirmant les décisions de tribunaux de première instance ne seront possibles que dans certains cas limités, ce qui devrait réduire le nombre de recours déposés auprès de la cour suprême.

La Nouvelle-Zélande a introduit une procédure de redressement similaire à celle qui est en vigueur en Australie. L'objectif est de proposer une solution autre que la liquidation ou la mise sous administration judiciaire et de maximiser les possibilités de maintenir une entreprise en exploitation. La Grèce a procédé au remaniement intégral de son régime de faillite pour maximiser les taux de recouvrement. La nouvelle loi vise à réorganiser les entreprises ayant des difficultés financières, conserver leurs actifs, assurer l'égalité de traitement des créanciers et empêcher le démantèlement des actifs. Cette loi devrait engendrer une augmentation des restructurations et, avec l'aide d'un meilleur système de détection précoce, permettre à un plus grand nombre d'entreprises de poursuivre leurs activités.

Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, l'Arabie saoudite a été le seul pays à engager des réformes. Le ministère du Commerce a introduit des délais rigoureux pour les procédures de faillite. La vente aux enchères des actifs du débiteur devrait se dérouler plus rapidement qu'auparavant.

La Bolivie en revanche a rendu le traitement de l'insolvabilité plus complexe, en mettant fin aux demandes de restructuration volontaire. La seule solution possible désormais est d'engager une procédure de faillite, qui dure généralement des années.

**QUELLES SONT LES TENDANCES DE RÉFORME ?**

Les réformes se poursuivent, même dans les juridictions les plus performantes. Au cours des cinq dernières années, *Doing Business* a recensé 58 réformes qui facilitent la ferme-

ture d'entreprise. La plupart de ces réformes porte sur la consolidation des droits des créanciers et l'accélération de l'instruction des faillites par les tribunaux.

Depuis cinq ans, ce sont les pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale qui mènent le plus de réformes destinées à faciliter la fermeture d'entreprise, en particulier en accélérant l'instruction des faillites par les tribunaux (figure 11.4). Ils sont suivis de près par les pays à revenu élevé de l'OCDE, qui s'emploient davantage à renforcer les moyens d'action des créanciers.

Dans d'autres régions du monde, les réformes sont plus lentes. Dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, d'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, dix réformes allant de l'introduction de délais plus rigoureux à l'établissement de tribunaux spécialisés

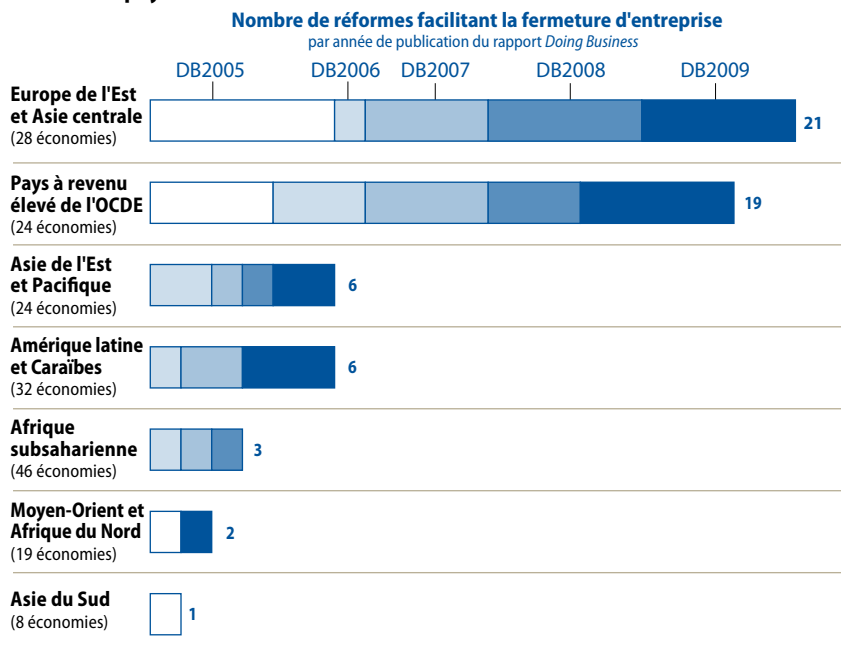
dans l'instruction des faillites ont été menées à bien. En 2006, le Burundi a promulgué sa première loi sur les faillites, qui fixe des délais précis pour les procédures. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, la Tunisie et l'Arabie saoudite sont les deux seuls pays qui ont procédé à des réformes.

**RENFORCEMENT DES DROITS DES CRÉANCIERS**

Le thème privilégié des réformes des cinq dernières années a été le renforcement des droits des créanciers (figure 11.5). Dix-sept pays ont ainsi étendu les moyens d'action des créanciers : la Chine, la Corée, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Indonésie, l'Italie, la Pologne, Porto-Rico, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie et le Viet Nam. Lorsque les créanciers ont plus de pouvoir sur le déroulement de la procédure, la résolution de faillite est instruite plus rapidement et est plus probable de se résoudre en poursuite de l'activité économique. Donner aux créanciers un plus grand rôle dans la prise de décision renforce le taux de recouvrement.

Les réformes visant à renforcer les pouvoirs des créanciers sont le plus souvent menées par les pays à revenu élevé de l'OCDE. La Finlande a ainsi conféré aux créanciers le droit de créer un comité des créanciers, qui conseille le syndic de faillite. En France et en Corée, le comité des créanciers peut ainsi se prononcer par vote sur le plan de réorganisation. Au Danemark, on encourage les créanciers à signaler au tribunal toute mesure prise

FIGURE 11.4

**La plupart des réformes sont menées dans la région Europe de l'Est et Asie centrale et dans les pays riches**

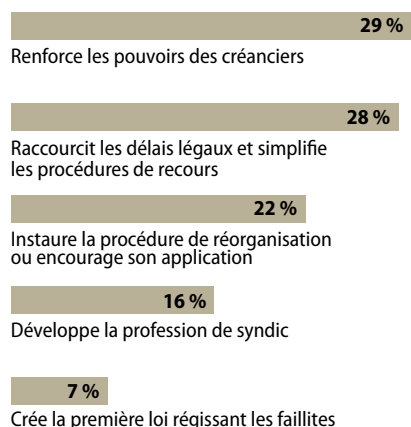
Note : Une réforme est comptée comme une réforme par pays réformateur par an.

Source : Base de données Doing Business.

FIGURE 11.5

### Les 5 caractéristiques principales des réformes destinées à faciliter la fermeture d'entreprise

Réformes qui incluent cet élément depuis DB2005 (%)



Note : Une réforme peut avoir plusieurs éléments.

Source : Base de données *Doing Business*.

par le syndic de faillite qui semble retarder la procédure. Le tribunal peut alors nommer un nouveau syndic s'il estime, sur la base des rapports des créanciers, que le syndic initial est incompétent.

Plusieurs pays, dont la Finlande et la France, accordent un rang supérieur aux créanciers dans la procédure de faillite. La France confère ainsi un statut « super privilégié » aux créanciers qui accordent des prêts aux entreprises en difficulté, en leur donnant priorité sur d'autres créanciers privilégiés. Il est ainsi plus facile, pour ces entreprises, d'obtenir de nouveaux emprunts et de poursuivre leurs activités.

Plusieurs pays à revenu élevé de l'OCDE encouragent également la procédure de redressement. La Corée, la Finlande, la France et l'Italie ont ainsi facilité le recours à cette formule pour les entreprises en difficulté. En outre, l'Italie autorise désormais les entreprises en difficulté à rechercher un accord avec leurs créanciers avant d'engager la procédure officielle de faillite, sans conditions préalables, ce qui permet aux entreprises de poursuivre leurs activités<sup>3</sup>.

Dans la région Asie de l'Est et Pacifique, plusieurs pays ont également renforcé les moyens d'action des créanciers. En Indonésie, les comités de créanciers sont désormais habilités à déposer des plans de réorganisation et à se prononcer par vote sur ces plans. La Chine de son côté a adopté en 2007 une nouvelle loi sur les faillites qui renforce considérablement les droits des créanciers, une première depuis 1949. Les créanciers garantis occupent désormais la première place dans la priorité des paiements<sup>4</sup>. Le Viet Nam a également accordé un rang de priorité plus élevé aux créanciers privilégiés et supprimé la priorité attachée précédemment aux créances

fiscales lorsqu'il a modifié, en 2004, sa loi de 1993 sur les faillites.

### ACCÉLÉRATION DES PROCÉDURES DE FAILLITE

Un autre aspect privilégié par les réformes concernant la fermeture d'entreprise a été d'introduire, ou d'accourcir, les délais d'instruction par les tribunaux, et de rationaliser les recours juridictionnels. Seize pays ont engagé des réformes dans ce sens : l'Arabie Saoudite, l'Arménie, la Bulgarie, la Colombie, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Géorgie, la Lituanie, Porto-Rico, le Portugal, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Serbie, la Slovaquie et la Tunisie. L'imposition de délais accélère l'instruction des dossiers, ce qui permet d'éviter que l'entreprise perde de sa valeur au fil du temps.

Ce type de réforme a connu un grand succès dans les pays d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale, où pas moins de huit pays ont adopté des réformes en ce sens au cours des cinq dernières années. La Bulgarie, l'Estonie et la Roumanie ont également imposé des limites pour les recours. En 2004, la Roumanie a ainsi ramené de 30 à 10 jours le délai autorisé pour déposer un recours, ce qui a permis de ramener la durée totale d'une procédure de faillite de 55 à 40 mois. La Bulgarie quant à elle a limité les possibilités de recours. Avant la réforme, il était possible de faire appel de la décision initiale auprès de deux instances supérieures : désormais, un seul recours pourra être déposé. Enfin, l'Estonie permet la poursuite des procédures de recouvrement de la dette même lorsqu'un appel a été déposé, ceci afin de ne pas entraver le déroulement de la procédure.

L'Arménie, la Bulgarie, l'Estonie, la Géorgie, la Lituanie, la Serbie et la Slovaquie ont instauré des délais de procédure, ou les ont raccourcis. L'Arménie a promulgué une nouvelle loi instaurant des délais pour la procédure de redressement. La Serbie a imposé des délais rigoureux : les créanciers disposent désormais de 5 jours pour soulever des objections à la résolution ; après la décision, ils ont 8 jours pour faire appel, et le tribunal a 30 jours pour statuer sur un appel. La Slovaquie a quant à elle resserré les délais requis, ce qui a permis de réduire d'au moins 9 mois la durée des procédures de faillite.

### SAVOIR CIBLER LA MEILLEURE POLITIQUE

En matière de réforme des régimes de faillite, on estime souvent que la restructuration est toujours la meilleure solution. Dans les pays à faible revenu, la réorganisation n'est pourtant pas toujours la formule la plus rentable pour les créanciers.

Dans certaines économies africaines, les procédures de restructuration ne font souvent qu'empirer la situation. Prenons par exemple le Bénin, la République du Congo ou la Côte

d'Ivoire : dans tous ces pays, il existe des dispositions de restructuration obligatoire, mais les systèmes judiciaires en place n'ont pas les capacités nécessaires pour les appliquer. Ce qui explique les problèmes de suspension d'audience fréquemment rencontrés et l'incapacité des tribunaux à rendre des décisions rapides.

Dans ce type d'environnement, la restructuration de l'entreprise aboutit généralement à sa liquidation. De plus, le temps consacré à la restructuration ne fait qu'allonger la procédure et accroître les coûts. Dans ces pays, il est plus probable que les réformes axées sur l'exécution de la dette ou la saisie du bien hypothéqué produisent des résultats. En outre, des réformes assurant la mise en place de tribunaux disposant de ressources appropriées et fonctionnant correctement pourront aider un grand nombre d'entreprises viables à se restructurer avec succès.

Dans l'ensemble, les économies du monde entier mettent en place des réformes axées sur la mise en place de régimes de faillite plus efficaces. Depuis que *Doing Business* a commencé à recueillir des données sur cette question, le délai moyen d'instruction d'une procédure de faillite a été réduit de 4 %.

### NOTES

1. Djankov et al (2006).
2. Davydenko et Franks (2008), et de Jong et Couwenberg (2007).
3. Beye et Nasr (2008).
4. Seules les créances salariales soumises avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi ont priorité sur les créanciers privilégiés.



# Références

- Aghion, Philippe, Robin Burgess, Stephen Redding and Fabrizio Zilibotti. Forthcoming. "The Unequal Effects of Liberalization: Evidence from Dismantling the License Raj in India." *American Economic Review*.
- Ahmad, Manzoor. 2008. "Reforming Trade Facilitation: Experience of Pakistan." Presentation to Trade Logistics Advisory Program, World Bank, Washington, DC. Pakistan Mission to World Trade Organization, Geneva.
- Alesina, Alberto, Silvia Ardagna, Giuseppe Nicoletti and Fabio Schiantarelli. 2005. "Regulation and Investment." *Journal of the European Economic Association* 3 (4): 791–825.
- Almeida, Rita, and Pedro Carneiro. Forthcoming. "Enforcement of Labor Regulation and Firm Size." *Journal of Comparative Economics*.
- Amin, Mohammad. Forthcoming. "Labor Regulation and Employment in India's Retail Stores." *Journal of Comparative Economics*.
- Antunes, Antonio, and Tiago Cavalcanti. 2007. "Start Up Costs, Limited Enforcement, and the Hidden Economy." *European Economic Review* 51 (1): 203–24.
- Ardagna, Silvia, and Annamaria Lusardi. 2008. *Explaining International Differences in Entrepreneurship: The Roles of Individual Characteristics and Regulatory Constraints*. NBER Working Paper 14012. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Barseghyan, Levon. 2008. "Entry Costs and Cross-Country Differences in Productivity and Output." *Journal of Economic Growth* 13 (2): 145–67.
- Bayerisches Staatsministerium des Innern. 2002. *Erfahrungsbericht BayBO 1998*. Munich.
- Benmelech, Effi, and Nittai Bergman. 2008. "Vintage Capital and Creditor Protection." Working Paper, Department of Economics, Harvard University, Cambridge, MA.
- Besley, Timothy, and Robin Burgess. 2004. "Can Labor Regulation Hinder Economic Performance? Evidence from India." *Quarterly Journal of Economics* 119(1): 91–134.
- Beye, Mema, and Joanna Nasr. 2008. "Repaying Creditors without Imprisoning Debtors." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Botero, Juan C., Simeon Djankov, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2004. "The Regulation of Labor." *Quarterly Journal of Economics* 119 (4): 1339–82.
- Brown, Martin, and Christian Zehnder. 2007. "Credit Registries, Relationship Banking, and Loan Repayment." *Journal of Money, Credit and Banking* 39 (8): 1883–918.
- Brown, Martin, Tullio Jappelli and Marco Pagano. 2008. "Information Sharing and Credit: Firm-Level Evidence from Transition Countries." Finance Working Paper 201, European Corporate Governance Institute, Brussels.
- Bruhn, Miriam. 2008. "License to Sell: The Effect of Business Registration Reform on Entrepreneurial Activity in Mexico." Policy Research Working Paper 4538, World Bank, Washington, DC.
- Bureau, Jean-Christophe, Raja Chakir and Jacques Gallezot. 2007. "The Utilization of EU and US Trade Preferences for Developing Countries in the Agri-Food Sector." Working Paper, Trinity College, Dublin.
- Chang, Roberto, Linda Kaltani and Norman Loayza. Forthcoming. "Openness Can Be Good for Growth: The Role of Policy Complementarities." *Journal of Development Economics*.
- Chari, Amalavoyal. 2008. "License Reform in India: Theory and Evidence." Department of Economics, Yale University, New Haven, CT.
- Ciccone, Antonio, and Elias Papaioannou. 2007. "Red Tape and Delayed Entry." *Journal of the European Economic Association* 5 (2–3): 444–58.
- Claessens, Stijn, and Enrico Perotti. 2007. "Finance and Inequality: Channels and Evidence." *Journal of Comparative Economics* 35 (4): 748–73.
- Clasen, Jochen, and Elke Viebrock. 2008. "Voluntary Unemployment Insurance and Trade Union Membership: Investigating the Connections in Denmark and Sweden." *Journal of Social Policy* 37 (3): 433–51.
- Coma-Cunill, Roger, and Marie Delion. 2008. "Honduras: Slashing the Time to Register a Property from 18 Months to 15 Days." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Cruz-Osorio, Jose, and Gabriela Enrigue. 2008. "Compare, Compete, and Cooperate: How Mexican States Improve Regulation with the Help of Subnational Doing Business." Subnational Doing Business Case Studies Series, World Bank Group, Washington, DC.
- Cuñat, Alejandro, and Marc Melitz. 2007. *Volatility, Labor Market Flexibility, and the Pattern of Comparative Advantage*. NBER Working Paper 13062. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Dabla-Norris, Era, Mark Gradstein and Gabriela Inchauste. 2008. "What Causes Firms to Hide Output? The Determinants of Informality." *Journal of Development Economics* 85 (1): 1–27.
- Dahya, Jay, Orlin Dimitrov and John McConnell. 2008. "Dominant Shareholders, Corporate Boards, and Corporate Value: A Cross-Country Analysis." *Journal of Financial Economics* 87 (1): 73–100.
- Davydenko, Sergei, and Julian Franks. 2008. "Do Bankruptcy Codes Matter? A Study of Defaults in France, Germany and the UK." *Journal of Finance* 63 (2): 565–608.
- de Jong, Abe, and Oscar Couwenberg. 2007. "Costs and Recovery Rates in the Dutch Liquidation-Based Bankruptcy System." Working paper, Faculty of Law, University of Groningen.
- de Soto, Hernando. 2000. *The Mystery of Capital: Why Capital Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*. New York: Basic Books.
- Djankov, Simeon, and Rita Ramalho. 2008. "The Regulation of Labor in Developing Countries." Working paper, Global Indicators and Analysis Department, World Bank, Washington, DC.
- Djankov, Simeon, Caroline Freund and Cong Pham. Forthcoming. "Trading on Time." *Review of Economics and Statistics*.
- Djankov, Simeon, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. 2007. "Private Credit in 129 Countries." *Journal of Financial Economics* 84 (2): 299–329.
- Djankov, Simeon, Oliver Hart, Caralee McLiesh and Andrei Shleifer. 2006. *Debt Enforcement around the World*. NBER Working Paper 12807. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.

- Djankov, Simeon, Rafael La Porta, Florencio López-de-Silanes and Andrei Shleifer. 2002. "The Regulation of Entry." *Quarterly Journal of Economics* 117 (1): 1–37.
- . 2003. "Courts." *Quarterly Journal of Economics* 118 (2): 453–517.
- . 2008. "The Law and Economics of Self-Dealing." *Journal of Financial Economics* 88 (3): 430–65.
- Djankov, Simeon, Darshini Manraj, Caralee McLiesh and Rita Ramalho. 2005. "Doing Business Indicators: Why Aggregate, and How to Do It." World Bank, Washington, DC. [http://www.doingbusiness.org/documents/how\\_to\\_aggregate.pdf](http://www.doingbusiness.org/documents/how_to_aggregate.pdf).
- Djankov, Simeon, Tim Ganser, Caralee McLiesh, Rita Ramalho and Andrei Shleifer. 2008. *The Effect of Corporate Taxes on Investment and Entrepreneurship*. NBER Working Paper 13756. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Doidge, Craig, Andrew Karolyi and René M. Stulz. 2007. "Why Do Countries Matter So Much for Corporate Governance?" *Journal of Financial Economics* 86 (1): 1–39.
- Ellis, Amanda, Claire Manuel and Mark Blackden. 2006. *Gender and Economic Growth in Uganda: Unleashing the Power of Women*. Directions in Development series. Washington, DC: World Bank.
- Eurobarometer. 2006. *Europeans and Mobility: First Results of an EU-Wide Survey*. [http://ec.europa.eu/employment\\_social/workersmobility\\_2006/uploaded\\_files/documents/FIRST%20RESULTS\\_Web%20version\\_06.02.06.pdf](http://ec.europa.eu/employment_social/workersmobility_2006/uploaded_files/documents/FIRST%20RESULTS_Web%20version_06.02.06.pdf).
- Feldmann, Horst. 2008. "Business Regulation and Labor Market Performance around the World." *Journal of Regulatory Economics* 33 (2): 201–35.
- Fisman, Raymond, and Virginia Sarria-Allende. 2004. *Regulation of Entry and the Distortion of Industrial Organization*. NBER Working Paper 10929. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Freund, Caroline, and Bineswaree Bolaky. Forthcoming. "Trade, Regulation and Income." *Journal of Development Economics*.
- Geginat, Carolin, and Jana Malinska. 2008. "Czech Republic: Creating a New Profession from Scratch." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Hacibeyoglu, Cemile. 2008. "Ghana: When Enough Is Enough." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Haidar, Jamal Ibrahim. 2008. "Egypt: How to Raise Revenues by Lowering Fees." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Helpman, Elhanan, and Oleg Itskhoki. 2007. *Labor Market Rigidities, Trade, and Unemployment*. NBER Working Paper 13365. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Helpman, Elhanan, Marc Melitz and Yona Rubinstein. 2008. "Estimating Trade Flows: Trading Partners and Trading Volumes." *Quarterly Journal of Economics* 123 (2): 441–87.
- Hertveldt, Sabine. 2008. "Rwanda: Pragmatism Leads the Way in Setting Up Specialized Commercial Court." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Ivanova, Anna, Michael Keen and Alexander Klemm. 2005. "The Russian Flat Tax Reform." IMF Working Paper 5/16, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Johns, Melissa, and Jean Michel Lobet. 2007. "Protecting Investors from Self-Dealing." In World Bank, *Celebrating Reform 2007*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Kaplan, David. Forthcoming. "Job Creation and Labor Reform in Latin America." *Journal of Comparative Economics*.
- Kaplan, David, Eduardo Piedra and Enrique Seira. 2008. "Entry Regulation and Business Start-Ups: Evidence from Mexico." Working Paper, Enterprise Analysis Unit, World Bank, Washington, DC.
- Klapper, Leora, Luc Laeven and Raghuram Rajan. 2006. "Entry Regulation as a Barrier to Entrepreneurship." *Journal of Financial Economics* 82 (3): 591–629.
- Klapper, Leora, Raphael Amit, Mauro F. Guillén and Juan Manuel Quesada Delgado. 2008. "Entrepreneurship and Firm Formation across Countries." Policy Research Working Paper 4313, World Bank, Washington, DC.
- Lobet, Jean Michel. 2008. "Vietnam: Protecting Minority Shareholders to Boost Investment." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Marechal, Valerie, and Rachel (Raha) Shahid-Saless. 2008. "Peru: Bringing More Credit to the Private Sector." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Masatlioglu, Yusufcan, and Jamele Rigolini. 2008. "Informality Traps." Department of Economics, University of Michigan, Ann Arbor.
- McKinsey & Company. 2002. *McKinsey Global Investor Opinion Survey on Corporate Governance*. <http://www.mckinsey.com/client/service/organizationleadership/service/corpgovernance/pdf/globalinvestoropinionsurvey2002.pdf>.
- Miceli, Thomas, and Joseph Kieyah. 2003. "The Economics of Land Title Reform." *Journal of Comparative Economics* 31 (2): 246–56.
- Monteiro, Joana, and Juliano Assunção. 2008. "Outgoing the Shadows: Estimating the Impact of Bureaucratic Simplification and Tax Cuts on Informality and Investment." Department of Economics, Pontifícia Universidade Católica, Rio de Janeiro.
- Narayan, Deepa, Robert Chambers, Meera Kaul Shah and Patti Petesh. 2000. *Voices of the Poor: Crying Out for Change*. Washington, DC: World Bank.
- Nordas, Hildegunn, Enrico Pinali and Massimo Geloso-Grosso. 2006. "Logistics and Time as a Trade Barrier." OECD Trade Policy Working Paper 35, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.
- Perotti, Enrico, and Paolo Volpin. 2004. "Lobbying on Entry." CEPR Discussion Paper 4519, Centre for Economic Policy Research, London.
- PricewaterhouseCoopers. 2005. "The Economic Impact of Accelerating Permit Processes on Local Development and Government Revenues." Report prepared for American Institute of Architects, Washington, DC.
- Ramos, Camille. 2008. "One-Stop Shopping in Portugal." In World Bank, *Celebrating Reform 2008*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- Sadikov, Azim. 2007. "Border and Behind-the-Border Trade Barriers and Country Exports." IMF Working Paper 7/292, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Safavian, Mehnaz, and Siddharth Sharma. 2007. "When Do Creditor Rights Work?" *Journal of Comparative Economics* 35 (3): 484–508.
- Schneider, Friedrich. 2005. "The Informal Sector in 145 Countries." Department of Economics, University of Linz.
- Sitta, Samuel. 2005. "Integrity Environment and Investment Promotion: The Case of Tanzania." Paper presented at the Organisation for Economic Co-operation and Development, New Partnership for Africa's Development and Transparency International conference Alliance



- for Integrity—Government & Business Roles in Enhancing African Standards of Living, Addis Ababa, March 7–8. Tanzania Investment Center, Dar es Salaam. van Stel, André, David Storey and Roy Thurik. 2007. “The Effect of Business Regulations on Nascent and Young Business Entrepreneurship.” *Small Business Economics* 28 (2): 171–86.
- Wangda, Pema. Forthcoming. *Reforming the Labor Administration in Bhutan*. IFC Smart Lesson Series. Washington, DC: World Bank Group.
- WEF (World Economic Forum). 2007. *The Global Competitiveness Report 2007–2008*. New York: Palgrave Macmillan.
- Wojkowska, Ewa. 2006. “Doing Justice: How Informal Justice Systems Can Contribute.” Oslo Governance Centre, United Nations Development Programme, Oslo.
- World Bank. 2003. *Doing Business in 2004: Understanding Regulation*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2004. *Doing Business in 2005: Removing Obstacles to Growth*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2005. *Doing Business in 2006: Creating Jobs*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2006a. *Doing Business in Mexico 2007: Comparing Regulation in the 31 States and Mexico City*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2006b. *Doing Business 2007: How to Reform*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2006c. “Vietnam: Report on the Observance of Standards and Codes (ROSC).” World Bank Group, Washington, DC.
- . 2007a. *Celebrating Reform 2007*. Washington, DC: World Bank Group and U.S. Agency for International Development.
- . 2007b. *Doing Business 2008: Comparing Regulation in 178 Economies*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2007c. *Reforming Collateral Laws and Registries: International Best Practices and the Case of China*. Washington, DC: World Bank Group. [http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/Content/FIAS\\_Resources\\_Country\\_Reports](http://www.ifc.org/ifcext/fias.nsf/Content/FIAS_Resources_Country_Reports).
- . 2008a. *Doing Business: Women in Africa*. Washington, DC: World Bank Group.
- . 2008b. *World Development Indicators 2008*. Washington, DC: World Bank Group.
- World Bank Independent Evaluation Group. 2008. *Doing Business: An Independent Evaluation—Taking the Measure of the World Bank–IFC Doing Business Indicators*. Washington, DC: World Bank Group.
- WTO (World Trade Organization). 2005. “Customs Border Cooperation between Norway, Sweden and Finland.” Communication from Norway. Document TN/TF/W/48. Negotiating Group on Trade Facilitation, WTO, Geneva.
- Yakovlev, Evgeny, and Ekaterina Zhuravskaya. 2008. “Deregulation of Business.” New Economic School, Moscow. <http://ssrn.com/abstract=965838>.

# Notes statistiques

Les indicateurs présentés et analysés dans *Doing Business* évaluent la réglementation des affaires et la protection des droits de propriété — ainsi que leurs effets sur les entreprises, plus particulièrement sur les petites et moyennes entreprises nationales. Premièrement, ces indicateurs permettent de déterminer le degré de réglementation, par exemple le nombre de procédures nécessaires pour créer une entreprise ou pour enregistrer un titre de propriété commerciale. Deuxièmement, ils évaluent les conséquences de la réglementation, telles que les délais et coûts nécessaires pour exécuter un contrat, l'accomplissement des procédures de faillite, ou importer et exporter des marchandises. Troisièmement, ces indicateurs mesurent l'étendue de protection légale de la propriété, par exemple la protection des investisseurs contre les abus dirigeants de l'entreprise ou encore la gamme d'actifs pouvant servir de garantie conformément aux lois sur les transactions garanties. Quatrièmement, ils mesurent la flexibilité de la réglementation du travail. Enfin, un ensemble d'indicateurs permet d'évaluer la charge fiscale qui pèse sur les entreprises. Pour plus de détails sur l'élaboration du classement relatif à ces indicateurs, on se reportera à la section Facilité de faire des affaires, à la page 79.

Pour la totalité des indicateurs du rapport *Doing Business 2009*, les statistiques se rapportent à juin 2008<sup>1</sup>. Trois nouveaux pays, les Bahamas, Bahreïn et le Qatar, ont été ajoutés à l'étude, qui porte désormais sur 181 économies.

## MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées dans l'analyse du rapport *Doing Business* sont recueillies selon un procédé standard. Pour commencer,

l'équipe du rapport *Doing Business*, assistée de spécialistes du monde universitaire, élabore un questionnaire. L'enquête repose sur une simple étude de cas, afin d'assurer la comparabilité des données d'un pays à l'autre et au fil du temps — avec des hypothèses sur la forme juridique de l'entreprise, sa taille, son emplacement et la nature de ses activités. Des sondages sont effectués avec le concours de plus de 6 700 experts locaux, au rang desquels figurent des juristes, des conseillers en commerce, des comptables, des transitaires, des fonctionnaires et d'autres professionnels spécialisés dans les questions juridiques et réglementaires (tableau 12.1). Ces experts ont plusieurs échanges avec l'équipe *Doing Business* (en général 4), en particulier à travers des conférences téléphoniques, des correspondances écrites et des visites en personne dans les pays. Pour rédiger le rapport *Doing Business 2009*, les membres de l'équipe se sont rendus dans 73 pays dans le but de vérifier les données et identifier des personnes à interroger. Les données recueillies dans le cadre de ces enquêtes font l'objet de plusieurs vérifications pour en déterminer la fiabilité, et sont ainsi sujettes à des révisions ou développements.

La méthodologie suivie par *Doing Business* présente plusieurs avantages. Elle est transparente, fait appel à des informations factuelles sur le contenu des lois et réglementations, et permet de nombreuses interactions avec les personnes interrogées localement, afin d'éviter toute erreur d'interprétation des éléments traités. Établir un échantillon représentatif de personnes interrogées n'est pas un problème, les textes de loi et réglementations en question étant rassemblés et l'exactitude des réponses vérifiée. Cette méthodologie étant peu onéreuse et facilement reproductible, des données peuvent être recueillies dans un large échantillon d'économies. Les

mêmes hypothèses étant retenues pour la collecte des données, les comparaisons et les références s'appliquent à l'ensemble des pays. Enfin, non seulement les données mettent en lumière l'étendue des obstacles réglementaires spécifiques à *Doing Business*, mais elles identifient également leur origine, et indiquent ce que l'on pourrait réformer.

## LIMITES DE CE QUI EST MESURÉ

Pour interpréter les données statistiques, il convient de tenir compte de 5 limites qui caractérisent la méthodologie de *Doing Business*. Premièrement, les statistiques collectées se rapportent au plus grand pôle économique urbain du pays en question, et peuvent ne pas être représentatives de la réglementation en vigueur dans d'autres régions de ce pays. Pour tenir compte de ces limites, des indicateurs régionaux de *Doing Business* ont été créés pour 6 économies en 2007–08 : la Chine, la Colombie, l'Égypte, le Maroc, le Nigéria et les Philippines. Six autres études régionales sont en cours en Asie centrale, en Europe du Sud-Est, en Indonésie, dans la Fédération de Russie, en Asie du Sud-Est et en Ukraine. Certaines études existantes sont mises à jour chaque année, par exemple les études menées en Inde, au Mexique et au Pakistan. Ces études infranationales mettent en exergue des différences majeures dans la vitesse de mise en œuvre des réformes et la facilité de faire des affaires entre des villes d'un même pays.

Deuxièmement, les données se concentrent souvent sur une forme d'entreprise spécifique, généralement une société à responsabilité limitée (ou personne morale équivalente) d'une certaine taille spécifiée, et peuvent ne pas être typiques de la réglementation régissant d'autres entreprises, par exemple des entreprises individuelles. Troisièmement, les opérations décrites dans l'étude de cas type se rapportent à un ensemble spécifique de questions, et peuvent ne pas être caractéristiques de l'ensemble des problèmes auxquels une entreprise est confrontée. Quatrièmement, l'évaluation du temps n'est pas totalement indépendante du jugement porté par les spécialistes interrogés. Lorsque les sources indiquent des estimations différentes, les indicateurs de temps contenus dans *Doing Business* représentent les valeurs médianes de plusieurs réponses fournies d'après les hypothèses de l'étude de cas type.

Pour terminer, cette méthodologie part du principe que l'entreprise dispose de toutes les informations dont elle a besoin concernant les démarches à suivre, et ne perd pas de temps lors de l'accomplissement des

TABLEAU 12.1

### Combien d'experts sont consultés par *Doing Business* ?

Ensemble d'indicateurs	Nombre d'experts
Création d'entreprise	1 166
Octroi de permis de construire	739
Embauche des travailleurs	810
Transfert de propriété	907
Obtention de prêts	1 033
Protection des investisseurs	653
Paiement des taxes et impôts	862
Commerce transfrontalier	817
Exécution des contrats	767
Fermeture d'entreprise	727

procédures. En pratique, l'accomplissement d'une procédure est parfois plus laborieux si l'entreprise ne dispose pas de tous les éléments nécessaires, ou n'est pas en mesure de les exploiter rapidement. L'entreprise peut également décider de ne pas tenir compte de certaines procédures lourdes. Pour ces deux raisons, les délais rapportés dans *Doing Business 2009* se distinguent parfois de la perception des entrepreneurs, rapportée dans les enquêtes menées par la Banque mondiale auprès des entreprises ou par d'autres enquêtes d'opinion.

### CHANGEMENTS RELATIFS À CE QUI EST MESURÉ

On a amélioré, cette année, la méthodologie utilisée pour l'un des thèmes de *Doing Business*, à savoir l'obtention de crédits. Trois principales modifications ont été faites, qui affectent uniquement l'indice de fiabilité de droits des créanciers et emprunteurs. En premier lieu, une étude de cas type comportant des hypothèses spécifiques a été établie pour harmoniser cet indicateur avec d'autres indicateurs de *Doing Business*. Deuxièmement, l'indicateur cible désormais non pas des garanties mobilières corporelles, par exemple des biens d'équipements, mais des garanties mobilières renouvelables, par exemple les stocks et les effets à recevoir. Troisièmement, l'indicateur ne sert plus à déterminer si la direction reste en place au cours d'une procédure de réorganisation ;

il prend mieux en compte les économies adoptant des procédures de restructuration similaires à celles de la restructuration prévues par le chapitre 11 du code des faillites, ou des procédures de *redressement*, dans des systèmes de droit civil.

### DONNÉES — CORRECTIONS ET RÉVISIONS

La majorité des lois et règlements qui régissent les données publiées dans *Doing Business* peuvent être consultés sur le site web de *Doing Business* à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>. Toutes les enquêtes par sondage et les détails associés aux indicateurs sont également publiés sur ce site web. Toute question relative à la méthodologie et à la contestation des données peut être soumise en utilisant la fonction « Ask a Question », toujours à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>.

*Doing Business* publie 8 900 indicateurs chaque année. Pour élaborer ces indicateurs, l'équipe évalue plus de 52 000 points, chacun d'eux étant disponible sur le site web de *Doing Business*. Des séries chronologiques de données, pour chaque indicateur et économie, sont disponibles sur le site web, à partir de la première année où l'indicateur ou l'économie a été incorporé(e) dans le Rapport. Afin de prévoir une série chronologique comparable du point de vue de la recherche, les données sont rétro-calculées pour tenir compte de toute modification de la méthodologie et de

toute révision des données à la suite de corrections. Le site web donne également accès à tous les lots de données d'origine ayant servi à élaborer les documents de base. Le taux de correction entre *Doing Business 2008* et *Doing Business 2009* s'établit à 6 %.

### CRÉATION D'ENTREPRISE

*Doing Business* recense toutes les procédures officiellement exigées d'un entrepreneur pour la création et la gestion formelle d'une entreprise industrielle ou commerciale. Il s'agit notamment d'obtenir toutes les licences et tous les permis nécessaires, et d'accomplir, auprès des autorités concernées, toute formalité demandée pour l'entreprise et les employés, y compris les notifications, vérifications ou inscriptions (tableau 12.2).

Après l'examen des lois, de la réglementation et des informations publiquement disponibles sur la création d'entreprises, une liste détaillée de procédures, de délais, des coûts nécessaires pour s'acquitter de ces procédures dans des conditions normales et des montants minimums de capital à verser est établie. Par la suite, des juristes locaux experts en constitution de sociétés et des fonctionnaires complètent et vérifient les données.

Des informations concernant l'ordre des procédures à accomplir et la possibilité de le faire simultanément sont également rassemblées. On part du principe que toutes les informations nécessaires sont disponibles immédiatement et que tous les services participant aux procédures de création d'entreprise exercent leurs activités sans la moindre corruption. Lorsque les réponses des experts locaux divergent, les sondages se poursuivent jusqu'à la conciliation de toutes les données.

Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise et les procédures sont retenues.

### HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée. Lorsqu'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays concerné, la forme la plus courante de société à responsabilité limitée dans le milieu des entreprises locales est choisie. Les informations concernant cette forme de société sont obtenues auprès de juristes experts en constitution de sociétés ou du service des statistiques.

### Caractéristiques de l'économie

#### REVENU NATIONAL BRUT (RNB) PAR HABITANT

*Doing Business 2009* fait référence au revenu par habitant de 2007 tel qu'il figure dans la publication *World Development Indicators 2008* de la Banque mondiale, calculé selon la méthode Atlas en dollars US courants. Pour les indicateurs de coût exprimés en pourcentage du revenu par habitant, on utilise comme dénominateur le RNB 2007 en monnaie nationale. La Banque mondiale ne disposait pas de données sur le RNB pour les Bahamas, Bahreïn, Porto Rico, le Qatar et les Émirats arabes unis. Dans ces cas, on a utilisé des données de PIB ou de PNB par habitant et des taux de croissance tirés de la base de données des Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international, des profils nationaux de Economist Intelligence Unit pour 2008, et

de l'édition 2008 des profils nationaux du Département d'État des États-Unis.

#### RÉGION ET CATÉGORIE DE REVENU

*Doing Business* utilise les classifications des régions et des catégories de revenu de la Banque mondiale, disponibles à l'adresse suivante : <http://www.worldbank.org/data/countryclass>. Tout au long du présent rapport, l'expression *économies riches* renvoie au groupe de pays à revenu élevé, l'expression *économies intermédiaires* au groupe de pays à revenu moyen supérieur, et l'expression *économies pauvres* concerne les catégories de pays à revenu moyen inférieur et à revenu faible.

#### POPULATION

*Doing Business 2009* reprend les statistiques démographiques du milieu de l'année 2007, rapportées dans l'édition 2008 de *World Development Indicators*.

TABLEAU 12.2

**Qu'évalue l'indicateur Création d'entreprise ?****Procédures relatives à la création et l'exploitation légale d'une entreprise (nombre)**

- Pré-enregistrement (par exemple, vérification ou réservation de la dénomination sociale, authentification par-devant notaire)
- Enregistrement dans la plus grande ville économique du pays
- Post-enregistrement (par exemple, enregistrement à la sécurité sociale, sceau de l'entreprise)

**Délai nécessaire pour s'acquitter de chaque procédure (jours civils)**

- Ne comprend pas le temps passé à rassembler les informations
- Chaque procédure commence un jour différent
- La procédure est achevée à la réception du document final
- Aucun contact préliminaire avec les administrations

**Coût nécessaire pour s'acquitter de chaque procédure (% du revenu par habitant)**

- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin
- Pas de frais professionnels sauf si ces services sont requis par la loi

**Capital minimum à verser (% du revenu par habitant)**

- Déposé dans une banque ou chez un notaire avant le début de l'enregistrement

Source : Base de données Doing Business.

- Exerce ses activités dans la plus grande ville économique du pays.
- Est détenue entièrement (100 %) par des ressortissants du pays, au nombre de cinq, aucun desquels n'est une personne morale.
- Dispose d'un capital initial équivalent à 10 fois le revenu par habitant fin 2007, versé en numéraire.
- Exerce des activités générales à caractère industriel ou commercial, telles que la production ou la vente de produits ou services destinés au public ; ne mène pas d'activités de commerce extérieur et son domaine d'activité ne couvre pas les produits soumis à un régime fiscal particulier, comme par exemple les alcools et le tabac. L'entreprise n'utilise pas de procédés de production particulièrement polluants.
- Loue les locaux, usine et bureaux qu'elle utilise à des fins commerciales, et n'est pas propriétaire de biens immobiliers.
- Ne répond pas aux critères lui permettant de bénéficier de mesures d'encouragement à l'investissement ou d'autres avantages particuliers.
- Emploie au minimum 10 salariés, au maximum 50, dans le mois qui suit le lancement de ses activités, tous les salariés étant des ressortissants de ce pays.
- Son chiffre d'affaires représente au moins 100 fois le revenu par habitant.
- Les statuts de l'entreprise s'étendent sur 10 pages.

missaires aux comptes, des notaires). Les interactions entre les fondateurs ou les représentants de l'entreprise et le personnel ne sont pas considérées comme des procédures. Les procédures qui doivent être accomplies au sein d'un même bâtiment, mais dans des bureaux différents, sont considérées comme étant différentes. Si les fondateurs doivent se rendre dans le même bureau à plusieurs reprises pour l'accomplissement de différentes procédures d'affilée, chacune de celles-ci est comptée séparément. Les fondateurs sont censés accomplir toutes les procédures en personne, sans intermédiaires, médiateurs, comptables ou avocats, sauf si le recours à ces tiers est exigé par la loi. Si les services de professionnels sont obligatoires, les procédures effectuées par ces derniers au nom de l'entreprise sont comptées séparément. Chaque procédure électronique est comptée séparément. Si 2 procédures peuvent être exécutées à travers le même site web, mais nécessitent des dossiers distincts, elles comptent pour 2 procédures distinctes.

Les procédures officielles dont un entrepreneur est tenu de s'acquitter avant et après la constitution de la société, afin de pouvoir gérer officiellement son entreprise, sont comptabilisées.

Les procédures applicables à la correspondance officielle ou aux transactions avec des organismes publics sont aussi prises en compte. À titre d'exemple, si le sceau ou le tampon de l'entreprise doit être obligatoirement apposé sur les documents officiels, tels que les déclarations fiscales, l'obtention de ces sceaux et tampons est prise en considération. De même, si une entreprise doit ouvrir un compte bancaire avant d'être inscrite au re-

gistre de la taxe sur les ventes ou la taxe sur la valeur ajoutée, une telle transaction est comptée comme procédure. Les raccourcis ne sont prises en compte que s'ils satisfont à quatre critères : ils doivent être légaux, accessibles au grand public, utilisés par la majorité des entreprises, et les contourner engendrerait des retards considérables.

Seules les procédures obligatoires pour toutes les entreprises sont traitées. Celles qui sont spécifiques à certains secteurs d'activité sont exclues. Par exemple, les procédures de mise en conformité avec les normes environnementales ne sont incluses que lorsqu'elles s'appliquent à toutes les entreprises menant des activités générales de nature commerciale ou industrielle. Les procédures effectuées par l'entreprise pour se raccorder aux réseaux d'alimentation en électricité, eau et en gaz, et pour bénéficier des services d'évacuation des déchets ne sont pas incluses.

**DÉLAIS**

Les délais sont exprimés en jours civils. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour accomplir une procédure, selon les juristes spécialisés dans la constitution de sociétés, avec un minimum de modalités complémentaires auprès des organismes publics et aucun paiement supplémentaire. On estime que le temps minimum nécessaire à chaque procédure est d'une journée. Les procédures peuvent être accomplies simultanément, mais ne peuvent pas être initiées le même jour (autrement dit, des procédures simultanées commencent des jours différents consécutifs). Une procédure est considérée comme étant accomplie une fois que l'entreprise a reçu le document final, à savoir le certificat d'enregistrement de l'entreprise ou son numéro fiscal. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire, le procédé le plus rapide est retenu. On suppose que l'entrepreneur ne perd pas de temps et qu'il s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Le temps consacré par l'entrepreneur à recueillir des informations n'est pas pris en compte. On suppose que l'entrepreneur connaît, dès le début, toutes les réglementations s'appliquant à la création d'entreprise et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être observées, mais n'a eu de contact préalable avec aucun service administratif.

**COÛT**

Le coût est exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Il comprend tous les droits officiels, frais de justice ou honoraires

**PROCÉDURES**

Une procédure est définie comme toute interaction entre les fondateurs de l'entreprise et des parties extérieures (par exemple des organismes publics, des avocats, des com-

de professionnels, si ces services sont requis par la loi. Les frais d'acquisition et de certification des livres commerciaux et comptables de l'entreprise sont comptabilisés si ces transactions sont exigées par la loi. Le calcul des coûts repose sur le droit des sociétés, le code du commerce, ainsi que des règlements et barèmes tarifaires spécifiques. Si les barèmes tarifaires ne sont pas disponibles, l'estimation d'un fonctionnaire sert de référence officielle. En l'absence de cette estimation, les estimations formulées par des juristes experts en constitution de sociétés sont retenues. Si plusieurs juristes experts en constitution de sociétés fournissent des estimations différentes, la valeur médiane de ces différentes estimations est retenue. Dans tous les cas, le coût exclut les pots-de-vin.

### VERSEMENT OBLIGATOIRE D'UN MONTANT MINIMUM DE CAPITAL

Le versement obligatoire d'un capital minimum correspond à la somme que l'entrepreneur doit déposer dans une banque ou chez un notaire avant d'entamer la procédure d'enregistrement de l'entreprise ; et cela jusqu'à trois mois après la constitution en société, le montant enregistré étant exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Ce montant est fixé par le code du commerce ou le droit des sociétés. Nombre de pays exigent le versement d'un capital minimum, mais permettent aux entreprises de n'en verser qu'une partie avant l'enregistrement, le reste devant être versé après la première année d'activité. Par exemple, en Allemagne, en juin 2008 le montant du capital minimum obligatoire pour les sociétés à responsabilité limitée était de 25 000 euros, dont au moins 12 500 euros devaient être versés avant l'enregistrement de l'entreprise. Le montant minimum à verser retenu pour l'Allemagne est donc 12 500 euros, soit 42,2 % du revenu par habitant. En Serbie, le montant du capital minimum était de 500 euros, mais uniquement la moitié de ce montant était payable avant l'enregistrement de l'entreprise. Le montant minimum de capital retenu pour la Serbie est donc 250 euros, soit 7 % du revenu par habitant.

*Toutes les informations relatives à la création d'entreprise sont fournies, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point dans Djankov et al. (2002) et a été adoptée pour le présent rapport avec des changements mineurs.*

TABLEAU 12.3

### Qu'évalue l'indicateur Octroi de permis de construire ?

#### Procédures à accomplir pour la construction dans les règles d'un entrepôt (nombre)

- Présentation de tous les documents pertinents et obtention de tous les certificats, autorisations, licences et permis nécessaires.
- Exécution de toutes les communications stipulées, et soumission à toutes les inspections nécessaires.
- Obtention des raccordements aux fournitures diverses : électricité, eau, évacuation des eaux usées et téléphone.
- Enregistrement de l'entrepôt après sa construction (lorsqu'on doit l'utiliser comme garantie, ou pour le transfert d'entrepôts)

#### Délai nécessaire pour l'accomplissement de chaque procédure (jours civils)

- Ne comprend pas le temps passé à rassembler les informations
- Chaque procédure commence un jour différent
- La procédure est achevée une fois le document final reçu
- Aucun contact préliminaire avec les administrations

#### Frais à prévoir pour l'accomplissement de chaque procédure (% du revenu par habitant)

- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin

Source : Base de données Doing Business.

### OCTROI DE PERMIS DE CONSTRUIRE

*Doing Business* recense toutes les procédures dont doit s'acquitter une entreprise du bâtiment souhaitant construire un entrepôt conforme aux normes en vigueur. Ces procédures comprennent le dépôt auprès des autorités compétentes de tous les documents requis pour ce projet précis (par exemple, les plans du bâtiment et les cartes du site) ; l'obtention de tous les permis, autorisations, licences et certificats prescrits ; l'observation de toutes les obligations de notification et d'inspection. *Doing Business* couvre également les procédures suivies pour être raccordé aux réseaux d'électricité, d'eau, d'évacuation des eaux usées et de ligne téléphonique fixe. Les procédures nécessaires pour faire enregistrer une propriété, de sorte qu'elle puisse être utilisée comme garantie ou faire l'objet d'une mutation au bénéfice d'une autre entité, sont également comptées (tableau 12.3). L'enquête répartit le processus de construction d'un entrepôt en procédures distinctes et calcule les délais et les coûts associés à l'accomplissement de chacune de ces procédures dans des conditions normales.

Les informations sont recueillies auprès d'experts en permis de construire, notamment des architectes, des avocats spécialisés dans la construction, des entreprises de construction, des prestataires de services d'utilité publique et des fonctionnaires chargés de la réglementation de la construction, y compris les autorisations et inspections. Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise, le projet d'entrepôt et les procédures sont retenues.

### HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE DE CONSTRUCTION

L'entreprise (BuildCo) :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la plus grande ville économique du pays.
- Est privée et détenue à 100 % par des ressortissants de ce pays.
- Est détenue par cinq propriétaires, aucun desquels n'est une personne morale.
- Dispose de toutes les autorisations et assurances nécessaires pour conduire des projets de construction, tels que la construction d'entrepôts.
- Emploie 60 travailleurs du secteur du bâtiment, et d'autres salariés, tous ressortissants de ce pays, possédant les connaissances techniques et l'expérience professionnelle requises pour obtenir permis de construire et autorisations.
- Au moins l'un de ses employés est un architecte diplômé inscrit auprès de l'association locale des architectes.
- S'est acquittée de toutes les taxes et de tous les impôts et a contracté toutes les assurances nécessaires applicables à son activité commerciale (par exemple, une assurance contre les accidents pour les employés du bâtiment ou une assurance responsabilité civile envers les tiers).
- Est propriétaire du terrain sur lequel est construit l'entrepôt.

### HYPOTHÈSES RELATIVES AU PROJET D'ENTREPÔT

L'entrepôt :

- Sera utilisé pour des activités générales de stockage, comme le stockage de livres ou de matériels et articles de papeterie.



L'entrepôt ne sera pas utilisé pour des produits nécessitant des conditions particulières, par exemple des produits alimentaires et des produits chimiques ou pharmaceutiques.

- Est construit sur deux niveaux et s'étend sur une superficie totale d'environ 1 300,6 mètres carrés. Chaque étage mesure 3 mètres de haut.
- Possède une voie d'accès à la route et se situe dans la zone périurbaine de la plus grande ville économique du pays (c'est-à-dire à la périphérie de la ville, mais toujours dans ses limites officielles).
- Ne se trouve pas dans une zone économique ou industrielle spéciale. On satisfait les exigences de zonage applicables aux entrepôts en construisant le bâtiment dans une zone où se trouvent des entrepôts similaires.
- Est construit sur un terrain de 929 mètres carrés, qui est la propriété exclusive de BuildCo dûment inscrite au cadastre et à la conservation foncière.
- Est une construction neuve (occupant un terrain précédemment non bâti).
- Fait l'objet de plans architecturaux et techniques préparés par un architecte agréé.
- Sera pourvu de tous les équipements techniques nécessaires pour que l'entrepôt soit pleinement opérationnel.
- Sera construit en 30 semaines (sans compter tous les retards imputables à des exigences administratives et réglementaires).

### **HYPOTHÈSES RELATIVES AU RACCORDEMENT AUX SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE**

Le raccordement au réseau d'électricité :

- Se trouve à 10 mètres du réseau électrique principal.
- Est une liaison moyenne tension triphasée, quatre fils Y et 140 kVA. Une liaison triphasée est disponible dans la zone de construction.
- Est apporté par ligne aérienne, sauf lorsque ce type de ligne n'est pas disponible dans la zone périurbaine.
- Se compose d'un raccordement simple sauf lorsque l'installation d'une sous-station privée (transformateur) ou d'une extension du réseau est nécessaire.
- Nécessite l'installation d'un seul compteur électrique.

L'entreprise BuildCo est censée disposer d'un électricien qualifié dans son équipe pour effectuer le câblage interne de l'entrepôt.

Le raccordement à l'eau et au réseau d'évacuation des eaux usées :

- Se trouve à 10 mètres de la source d'eau existante et du point de branchement sur le réseau d'évacuation des eaux usées.
- Ne nécessite pas de fourniture d'eau pour la lutte contre l'incendie, un système d'extincteurs (à poudre) pouvant être utilisé le cas échéant. La réglementation en vigueur pouvant exiger l'emploi d'un système anti-incendie à l'eau, la demande en eau spécifiée ci-dessous répond également aux exigences de fourniture en eau nécessaire pour le système anti-incendie.
- Enregistre une consommation moyenne de 662 litres d'eau par jour, et un écoulement moyen d'eaux usées de 568 litres par jour.
- Enregistre une consommation de pointe d'eau de 1 325 litres par jour, et un écoulement de pointe d'eaux usées de 1 136 litres par jour.
- Fait l'objet d'un niveau constant de la demande en eau et de l'écoulement d'eaux usées tout au long de l'année.

Le raccordement au réseau téléphonique :

- Est situé à 10 mètres du réseau téléphonique principal.
- Est une ligne terrestre fixe.

### **PROCÉDURES**

Une procédure est définie comme toute interaction entre les employés ou les responsables d'une entreprise et des tiers extérieurs, notamment des organismes publics, des notaires, le bureau d'enregistrement des titres de propriété, le cadastre, les sociétés de services publics, les inspecteurs publics et privés et les experts techniques, à l'exception des architectes et des ingénieurs de l'entreprise. Les interactions entre les employés de l'entreprise, par exemple la réalisation des plans de l'entrepôt et les inspections menées par des employés, ne sont pas considérées comme des procédures. Les procédures engagées par l'entreprise pour le raccordement aux services d'alimentation en électricité et en eau, au réseau d'évacuation des eaux usées et au réseau téléphonique sont prises en compte. Toutes les procédures requises sur le plan juridique ou pratique pour la construction d'un entrepôt sont prises en compte, même si elles peuvent être évitées dans des cas exceptionnels.

### **DÉLAIS**

Les délais sont exprimés en jours civils. La mesure correspond à la durée médiane nécessaire pour s'acquitter dans la pratique d'une procédure, selon les experts locaux. On suppose que la durée minimale requise

pour chaque procédure est d'un jour. Les procédures peuvent être accomplies simultanément, mais ne peuvent pas être initiées le même jour (autrement dit, des procédures simultanées commencent des jours différents consécutifs). Lorsqu'une procédure peut être légalement accélérée moyennant un coût supplémentaire, le procédé le plus rapide est retenu. On suppose que BuildCo ne perd pas de temps et qu'elle s'efforce d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Le temps passé par BuildCo à recueillir des informations n'est pas pris en compte. On suppose que BuildCo connaît dès le début toutes les exigences relatives à la construction et l'ordre dans lequel celles-ci doivent être satisfaites.

### **COÛT**

Le coût est exprimé en pourcentage du revenu par habitant du pays. Seuls les coûts officiels sont recensés. Tous les frais associés à la réalisation des procédures afférentes à la construction légale d'un entrepôt, y compris les coûts relatifs à l'obtention des autorisations d'occupation des sols et à l'homologation des plans avant la construction ; aux inspections avant, pendant et après la construction ; au raccordement aux services publics et à l'enregistrement de l'entrepôt, sont pris en compte. Les taxes et impôts exceptionnels liés à la réalisation du projet d'entrepôt sont également pris en compte. Le code de la construction, les informations recueillies auprès des experts locaux, les réglementations spécifiques et la liste des frais sont utilisés comme sources d'évaluation des coûts. Si plusieurs partenaires locaux fournissent des estimations différentes, la valeur médiane de ces estimations est retenue.

*Tous les renseignements détaillés sur l'obtention des permis de construire sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : [//www.doingbusiness.org](http://www.doingbusiness.org).*

### **EMBAUCHE DES TRAVAILLEURS**

*Doing Business* évalue la réglementation de l'emploi, plus particulièrement pour ce qui touche à l'embauche et au licenciement des travailleurs, ainsi qu'à la rigidité des horaires de travail.

Des mesures ont été prises en 2007 pour mettre la méthodologie relative aux indicateurs d'embauche des travailleurs en conformité avec les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT). Seules 4 des 188 conventions de l'OIT couvrent les domaines compris dans l'évaluation faite par *Doing Business*, à savoir le licenciement d'employés,



le travail durant les fins de semaine, les congés payés et le travail de nuit. Cette méthodologie a été l'objet d'adaptations visant à en assurer la pleine conformité avec les 4 conventions mentionnées ci-dessus. Une économie peut tout à fait recevoir la note la plus élevée sur l'indicateur relatif à la facilité d'embaucher des travailleurs et respecter toutes les conventions pertinentes de l'OIT (en particulier les 4 en rapport avec *Doing Business*) — mais aucune économie ne peut améliorer sa note sans respecter ces conventions.

Les conventions de l'OIT couvrant les domaines relatifs aux indicateurs d'embauche des travailleurs ne comprennent pas les normes fondamentales de travail de l'OIT — 8 conventions sur le droit de négociation collective, l'abolition du travail forcé, l'abolition du travail des enfants et le traitement équitable en matière d'emploi. Le rapport *Doing Business* souscrit aux normes fondamentales de travail de l'OIT et comprend cette année des informations sur leur ratification. *Doing Business* n'évalue pas le niveau de ratification ni le respect des conventions de l'OIT ; il n'en fait pas non plus le classement.

Les données relatives à l'embauche des travailleurs reposent sur des études détaillées concernant les règlements sur l'emploi menées par des juristes et des fonctionnaires locaux. Un examen est effectué des lois et règlements relatifs à l'emploi, ainsi que les sources secondaires, dans un souci d'exactitude. Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant le travailleur et l'entreprise ont été retenues.

## HYPOTHÈSES RELATIVES AU TRAVAILLEUR

Le travailleur :

- Est un salarié de sexe masculin de 42 ans. Il est employé à plein temps et ne fait pas partie des cadres.
- Travaille dans la même entreprise depuis 20 ans.
- Touche, pendant toute la durée de son contrat de travail, un salaire, auquel s'ajoutent des avantages, égal au salaire moyen du pays.
- Est un citoyen jouissant de tous ses droits qui appartient à la race et à la religion de la majorité de la population nationale.
- Réside dans la plus grande ville économique du pays.
- N'est pas syndiqué, sauf si l'affiliation à un syndicat est obligatoire.

## HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la plus grande ville économique du pays.
- Est détenue à 100 % par des ressortissants de ce pays.
- Exerce son activité dans le secteur de l'industrie manufacturière.
- Emploie 201 salariés.
- Est soumise aux conventions collectives en vigueur dans les pays où ces conventions couvrent plus de la moitié du secteur industriel et s'appliquent même aux entreprises qui n'y sont pas parties.
- Se conforme à toutes les lois et réglementations mais n'accorde pas à ses salariés d'autres avantages que ceux qui sont obligatoires en vertu de la loi, de la réglementation en vigueur ou, le cas échéant, des conventions collectives.

## INDICE DE RIGIDITÉ DE L'EMPLOI

L'indice de rigidité de l'emploi est la moyenne de trois sous-indices : l'indice de difficulté de recruter, l'indice de rigidité des horaires et l'indice de difficulté de licenciement (tableau 12.4). Chacun de ces sous-indices se compose de plusieurs éléments et présente une note comprise entre 0 et 100 ; plus la valeur en est élevée, plus rigide est la réglementation.

L'indice de difficulté de recruter évalue :

- i) dans quelle mesure les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents ; ii) la durée maximum cumulée

des contrats à durée déterminée ; iii) le rapport entre le salaire minimum obligatoire pour un stagiaire ou un premier emploi et la valeur ajoutée moyenne par salarié. La note 1 est administrée à une économie si les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents ; elle reçoit la note 0 s'ils peuvent s'appliquer à n'importe quel emploi. On attribue la note 1 si la durée maximum cumulée du contrat à durée déterminée est inférieure à trois ans, la note 0,5 si sa durée est supérieure à trois ans mais inférieure à cinq ans et 0 si ce contrat peut être prolongé au-delà de cinq ans. Enfin, la note 1 est attribuée si le ratio entre le salaire minimum et la valeur ajoutée moyenne par salarié est supérieur ou égal à 0,75 ; 0,67 si ce ratio est supérieur ou égal à 0,50 mais inférieur à 0,75 ; 0,33 si le ratio est supérieur ou égal à 0,25 mais inférieur à 0,50 ; et 0 si le ratio est inférieur à 0,25. En République centrafricaine, par exemple, les contrats à durée déterminée sont interdits pour les emplois permanents (d'où la note 1) et leur durée est limitée à une période maximale de quatre ans (d'où la note 0,5). Le rapport entre le salaire minimum obligatoire et la valeur ajoutée par salarié est 0,62 (d'où la note 0,67). En faisant la moyenne des 3 valeurs et en prenant comme base 100, on attribue à la République centrafricaine une note égale à 72.

L'indice de rigidité des horaires mesure, au moyen des 5 éléments suivants, dans quelle mesure : i) le principe du travail de nuit est appliqué sans restriction ; ii) le prin-

TABLEAU 12.4

### Qu'évalue l'indicateur Embauche des travailleurs ?

#### Indice de difficulté de recruter (0–100)

- Pertinence et durée maximale de contrats à durée déterminée
- Salaire minimum pour stagiaire ou premier emploi

#### Indice de rigidité des horaires (0–100)

- Restrictions sur le travail de nuit et durant les fins de semaine
- Durée maximum admissible de la semaine de travail, en jours et heures, heures supplémentaires comprises
- Jours de congés payés annuels

#### Indice de difficulté de licenciement (0–100)

- Conditions relatives au préavis et autorisations pour le licenciement d'un employé ou d'un groupe d'employés en sureffectifs
- Obligation de réaffectation ou de recyclage, et règles prioritaires pour le licenciement et le reclassement

#### Indice de rigidité de l'emploi (0–100)

- Moyenne simple des indices de difficulté du recrutement, de rigidité de l'horaire et de difficulté du licenciement

#### Coût de licenciement (semaines de salaire)

- Conditions relatives au préavis, aux indemnités de licenciement et amendes applicables en cas de licenciement pour sureffectifs, exprimées en semaines de travail

Source : Base de données *Doing Business*.

cipe du travail durant les fins de semaines est appliqué sans restriction ; iii) la semaine de travail peut s'étaler sur 5,5 jours ; iv) la semaine de travail peut compter 50 heures ou plus (heures supplémentaires comprises), 2 mois par an, en réponse à une augmentation saisonnière de la production ; et v) les congés payés annuels durent 21 jours ouvrables ou moins. Si, à chacune de ces questions, la réponse est non, l'économie reçoit la note 1 ; autrement la note 0 lui est affectée. Par exemple, la République tchèque impose des restrictions sur le travail de nuit (d'où la note 1) et sur le travail durant les fins de semaines (d'où la note 1), prévoit une semaine de travail de 6 jours (d'où la note 0), autorise des semaines de travail de 50 heures pendant 2 mois (d'où la note 0) et impose 20 jours ouvrables de congés payés (d'où la note 0). En faisant la moyenne des notes et en rapportant le résultat obtenu à l'échelle de 100, on obtient l'indice final de 40 pour la République tchèque.

L'indice de difficulté de licencier mesure, au moyen des 8 éléments suivants, dans quelle mesure : i) les sureffectifs sont rejetés comme motif valable de licenciement ; ii) l'employeur est tenu d'informer une tierce partie (tel qu'un organisme public) pour pouvoir licencier un salarié en sureffectif ; iii) l'employeur est tenu d'informer une tierce partie pour pouvoir licencier un groupe de 25 salariés en sureffectif ; iv) l'employeur doit obtenir l'autorisation d'une tierce partie pour pouvoir licencier 1 salarié en sureffectif ; v) l'employeur doit obtenir l'autorisation d'une tierce partie pour pouvoir licencier un groupe de 25 salariés en sureffectif ; vi) la loi fait obligation à l'employeur de faire bénéficier au salarié d'une réaffectation ou d'une formation avant de le licencier ; vii) des règles de priorité s'appliquent aux licenciements ; viii) des règles de priorité s'appliquent au reclassement. Si la réponse à la première question est oui pour les salariés de tous niveaux de revenu, la note administrée est égale à 10 et les autres questions ne s'appliquent pas. Si la réponse à la question iv) est oui, la note 2 est attribuée. Pour toutes les autres questions, si la réponse est oui, la note attribuée est égale à 1 ; sinon, la note attribuée est 0. Les éléments i) et iv) correspondant aux aspects les plus restrictifs de la réglementation, leur pondération est plus importante dans l'élaboration de l'indice.

En Tunisie, par exemple, le sureffectif est considéré comme un motif valable de licenciement (d'où la note 0). Un employeur doit à la fois informer (d'où la note 1) une tierce partie et obtenir son accord (d'où la note 2) pour pouvoir licencier un seul salarié

en sureffectif ; de même, s'il s'agit d'un groupe de 25 salariés en sureffectif, il doit à la fois informer une tierce partie (d'où la note 1) et obtenir son accord (d'où la note 1) pour les licencier. La loi impose à l'employeur de proposer un stage de recyclage ou de trouver un nouvel emploi au salarié avant tout licenciement (d'où la note 1). Des règles de priorité s'appliquent pour les licenciements (d'où la note 1) et pour les reclassements (d'où la note 1). En faisant la moyenne des notes et en rapportant le résultat obtenu à l'échelle de 100, on obtient l'indice final de 80 pour la Tunisie.

### COÛT DU LICENCIEMENT

L'indicateur du coût de licenciement mesure le coût des exigences liés au préavis de licenciement, des indemnités de licenciement et des amendes dues en cas de licenciement pour sureffectif, le tout exprimé en semaines de salaire. Si le coût de licenciement s'élève à 8 semaines de salaire ou moins, la note 0 est attribuée aux fins de calcul du classement général de la facilité de faire des affaires. Si le coût de licenciement s'élève à plus de 8 semaines de salaire, la note correspond au nombre de semaines. Un mois est enregistré en tant que 4 semaines 1/3. À Maurice, par exemple, l'employeur est tenu de donner un préavis de 3 mois avant de procéder à un licenciement pour sureffectif ; et les indemnités de licenciement versées à un salarié ayant 20 ans d'ancienneté s'élèvent à 5 mois de salaire. Aucun prélèvement n'est appliqué. Au total, l'employeur verse à l'employé l'équivalent de 35 semaines de salaire en le licenciant.

*Tous les renseignements détaillés sur l'embauche des travailleurs sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Botero et al. (2004) et a été adoptée pour le présent rapport avec des changements mineurs.*

### TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ

*Doing Business* retrace l'enchaînement intégral des procédures que doit exécuter une entreprise (un acquéreur) pour racheter une propriété à une autre entreprise (vendeur), et pour transférer le titre de cette propriété au nom de l'acquéreur, de sorte que ce dernier puisse utiliser ladite propriété aux fins de l'expansion de son entreprise, comme garantie pour souscrire de nouveaux emprunts, ou, si nécessaire, céder la propriété à une autre entreprise (tableau 12.5). Le processus commence par

l'obtention des documents nécessaires, un exemplaire du titre de propriété du vendeur par exemple, si besoin est, et comprend l'exercice de la diligence voulue, le cas échéant. L'opération est considérée comme étant terminée lorsque l'acquéreur peut utiliser la propriété comme garantie pour obtenir un emprunt bancaire.

Toutes les procédures obligatoires en vertu de la loi ou nécessaires dans la pratique sont prises en compte, qu'elles relèvent de la responsabilité du vendeur ou de l'acheteur ou encore qu'elles doivent être effectuées par un tiers agissant en leur nom. Les avocats locaux spécialisés en droit de la propriété, les notaires et les services de la conservation foncière fournissent des informations sur les procédures à accomplir, ainsi que sur le délai et les coûts afférents à chaque procédure.

Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant les parties à la transaction, la propriété et les procédures sont retenues.

### HYPOTHÈSES RELATIVES AUX PARTIES

Les parties (acquéreur et vendeur) :

- Sont des sociétés à responsabilité limitée.
- Sont situées dans l'espace périurbain de la plus grande ville économique du pays.
- Elles sont entièrement privées et détenues à 100 % par des ressortissants du pays.
- Elles emploient chacune 50 salariés, tous étant des ressortissants du pays.
- Elles exercent des activités commerciales à caractère général.

### HYPOTHÈSES RELATIVES À LA PROPRIÉTÉ

La propriété :

- A une valeur égale à 50 fois le revenu par habitant. Le prix de vente est égal à la valeur.
- Est détenue à 100 % par le vendeur.
- Ne fait l'objet d'aucune hypothèque et est détenue par le même propriétaire depuis 10 ans.
- Est inscrite au registre du cadastre, au registre foncier, ou les deux, et ne fait l'objet d'aucun litige.
- Est située dans une zone commerciale périurbaine et ne nécessite pas de nouveau zonage.
- Comprend un terrain et un bâtiment. La superficie est de 557,4 mètres carrés. Un entrepôt de 2 étages, occupant une superficie de 929 mètres carrés, est situé sur le terrain. L'entrepôt est vieux de dix ans, est en bon état et en conformité avec

toutes les normes de sécurité et les codes de construction, ainsi qu'avec toutes les autres obligations légales. La propriété du terrain et du bâtiment sera transférée intégralement.

- Ne fera l'objet ni de rénovations, ni de nouvelles constructions à la suite de l'achat.
- Ne comporte pas d'arbres, de sources naturelles d'eau, de réserves naturelles ou de monuments historiques quels qu'ils soient.
- Ne sera pas utilisée à des fins spéciales et aucun permis particulier, par exemple pour l'usage résidentiel, l'implantation d'une usine, le stockage de déchets ou certains types d'activités agricoles, n'est requis.
- N'est pas occupée (à titre légal ou illégal), et aucune autre partie n'a de droit sur cette propriété.

## PROCÉDURES

Par procédure, on entend toute interaction entre d'une part l'acquéreur ou le vendeur ou leurs agents (si un agent est requis par la loi ou dans la pratique), d'autre part des parties extérieures, en l'occurrence des organismes publics, des inspecteurs, des notaires et des juristes. Les interactions entre les dirigeants de l'entreprise et les salariés ne sont pas prises en compte. Toutes les procédures requises par la loi ou dans la pratique pour l'enregistrement de la propriété sont recensées, même s'il est possible de s'en dispenser dans des cas exceptionnels. On suppose que l'acquéreur choisit la solution légale la plus rapide et adoptée par la majorité des propriétaires. Bien que l'acquéreur puisse faire appel à des juristes ou autres professionnels, si nécessaire, au cours du processus d'enregistrement, on supposera qu'il ne recourt pas à un intermédiaire extérieur, sauf si la loi ou les pratiques habituelles l'exigent.

## DÉLAIS

Les délais sont exprimés en jours civils et tiennent compte de la durée médiane indiquée par les avocats spécialisés en droit de la propriété, les notaires ou les agents de la conservation foncière indiquent comme étant nécessaire pour l'accomplissement d'une procédure. On suppose que le délai minimum requis pour l'accomplissement d'une procédure est d'un jour. Les procédures peuvent être effectuées simultanément, mais ne peuvent pas commencer le même jour. On suppose que l'acquéreur ne perd pas de temps et s'emploie sans tarder à effectuer toutes les procédures restantes. Si une procédure peut être

TABEAU 12.5

### Qu'évalue l'indicateur Transfert de propriété ?

#### Procédures pour le transfert légal du titre d'un bien immobilier (nombre)

- Pré-enregistrement (par exemple, vérification de l'existence de privilèges, signature devant notaire des accords de vente, règlement des droits de mutation immobilière)
- Enregistrement dans la plus grande ville économique du pays
- Post-enregistrement (par exemple, enregistrement du titre auprès de la municipalité)

#### Délai nécessaire pour l'accomplissement de chaque procédure (jours civils)

- Ne comprend pas le temps passé à rassembler les informations
- Chaque procédure commence un jour différent
- La procédure est achevée à la réception du document final
- Aucun contact préliminaire avec les administrations

#### Frais à prévoir pour l'accomplissement de chaque procédure (% de la valeur du bien)

- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin
- Taxes sur la valeur ajoutée et impôts sur les plus-values non compris

Source : Base de données Doing Business.

accélérée moyennant un coût supplémentaire, c'est la procédure la plus rapide et utilisée par la majorité des propriétaires qui est choisie. Si des procédures peuvent être accomplies simultanément, on supposera qu'elles le sont ; de même, on supposera que les parties concernées sont, dès le début, au fait de toute la réglementation ainsi que de l'enchaînement des opérations. Le temps consacré à recueillir des informations n'est pas comptabilisé.

## COÛT

Le coût est exprimé en pourcentage de la valeur de la propriété, considérée comme étant équivalente à 50 fois le revenu par habitant. Seuls les coûts officiels sont comptabilisés, y compris les honoraires, les droits de transfert, les droits de timbre et autres versements à effectuer à la conservation foncière, aux notaires, aux organismes publics ou à des juristes. Compte n'est pas tenu des impôts ou taxes divers, tels que l'impôt sur les plus-values ou la taxe sur la valeur ajoutée, dans l'évaluation du coût. Les coûts à la charge de l'acquéreur, et ceux qui sont à la charge du vendeur, sont inclus. Lorsque les évaluations provenant de différentes sources sont différentes, on en retient la valeur médiane.

*Tous les renseignements détaillés sur l'enregistrement des biens sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>.*

## OBTENTION DE PRÊTS

Doing Business évalue la protection juridique des emprunteurs et des prêteurs, ainsi que le partage des informations sur le crédit. La première série d'indicateurs décrit la mesure

dans laquelle les lois sur le nantissement et la faillite facilitent l'obtention de prêts. La seconde série mesure la couverture, l'étendue, la qualité et l'accessibilité des informations sur le crédit qu'il est possible d'obtenir auprès des registres publics ou privés sur le crédit (tableau 12.6).

Les données relatives à la protection juridique des emprunteurs et des prêteurs sont recueillies par le biais d'une enquête effectuée auprès de juristes spécialisés dans la finance et vérifiées par l'analyse des lois et règlements, ainsi qu'en s'appuyant sur des sources d'information publiques concernant les lois sur le nantissement et la faillite. Les données relatives au partage des informations sur le crédit sont collectées en deux étapes. En premier lieu, les autorités de contrôle bancaire et les sources d'information publiques sont consultées afin de confirmer qu'il existe des registres publics et des registres privés d'information sur le crédit. En second lieu, une enquête approfondie sur la structure du registre public ou privé sur le crédit, de la législation et des règles afférentes est effectuée le cas échéant. Les réponses à l'enquête sont vérifiées par le biais de plusieurs séries de communications destinées à en assurer le suivi auprès des personnes interrogées ; des tiers et des sources publiques sont également consultés. Les données de l'enquête sont corroborées par le biais de téléconférences ou de visites sur place dans tous les pays.

## INDICE DE FIABILITÉ DE DROITS DES CRÉANCIERS ET EMPRUNTEURS

Cet indice mesure la protection juridique des emprunteurs et des créanciers, et évalue dans quelle mesure les lois sur le nantissement

et la faillite facilitent le prêt. Deux scénarios sont présentés afin d'évaluer le système des sûretés ; ces scénarios font intervenir un emprunteur octroyant une garantie, l'entreprise ABC, et l'organisme prêteur BizBank, le créancier nanti.

Plusieurs hypothèses sont émises sur l'emprunteur et le créancier :

- ABC est une entreprise nationale à responsabilité limitée.
- Le siège d'ABC, ainsi que son seul centre d'activité, est situé dans la plus grande ville économique du pays.
- Afin de financer ses projets d'expansion commerciale, ABC obtient un prêt de BizBank dont le montant est égal à 10 fois le revenu par habitant en monnaie nationale.
- Aussi bien ABC que BizBank sont des entreprises détenues à 100 % par des ressortissants du pays.

Les scénarios comportent également deux hypothèses ; dans l'hypothèse A, ABC accorde à BizBank un nantissement sur une catégorie de biens meubles renouvelables, par exemple des comptes débiteurs ou l'inventaire. ABC souhaite conserver la possession et le titre de la garantie. Dans les pays dans lesquelles la loi ne permet pas d'octroyer des sûretés mobilières sans dépossession sur des biens meubles renouvelables, ABC et BizBank utilisent un dispositif fiduciaire de transfert de propriété (ou un dispositif équivalent aux sûretés mobilières sans dépossession).

Dans l'hypothèse B, ABC accorde à BizBank une charge ou une combinaison de charges, telle qu'une charge flottante, sur la totalité ou quasi-totalité de ses actifs. ABC conserve la possession et le titre des actifs.

L'indice de fiabilité des garanties comprend 8 aspects liés à la protection juridique

accordée par le droit des sûretés et deux aspects liés au droit de la faillite. La note 1 est attribuée pour chacun des aspects suivants de la législation :

- Toute entreprise peut utiliser des biens meubles renouvelables comme sûreté, tout en en conservant le titre, et toute institution financière peut accepter ce type de bien comme garantie.
- La loi permet à une entreprise d'accorder un nantissement dans une catégorie unique de biens meubles renouvelables (par exemple, des comptes débiteurs ou l'inventaire) sans exiger une description spécifique des actifs garantis.
- La loi permet à une entreprise d'accorder un nantissement sur la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs, sans exiger une description spécifique des actifs garantis.
- Une sûreté peut porter également sur des biens futurs ou acquis par la suite, et s'appliquer automatiquement aux fruits, produits ou remplacements du bien d'origine.
- Une description générale de la dette ou de l'obligation est permise dans les accords de garantie et les documents d'enregistrement, afin que tous les types d'obligations et de créances puissent être garantis, les parties prenantes pouvant déterminer un montant maximum et non un montant spécifique.
- Un registre des garanties est opérationnel ; unifié sur le plan géographique et par type d'actif, il est classé suivant le nom du débiteur.
- En cas de défaut de paiement en dehors d'une procédure d'insolvabilité, la priorité est accordée aux créances garanties (avant le paiement des impôts et des salariés par exemple).
- En cas de liquidation d'une entreprise, la priorité est accordée aux créances

garanties (avant le paiement des impôts et des salariés par exemple).

- Lorsqu'un débiteur entame une procédure de redressement judiciaire, les créances garanties ne sont pas soumises à un sursis automatique ni à un moratoire sur les procédures d'exécution.
- La loi permet aux parties de convenir, dans le cadre d'un accord de garantie, que le prêteur puisse faire valoir l'exécution de ses sûretés par voie extrajudiciaire.

Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 10. Les valeurs élevées indiquent que les lois sur les sûretés et la faillite sont mieux adaptées au développement de l'obtention de prêts.

## INDICE SUR LA QUALITÉ DE L'INFORMATION SUR LE CRÉDIT

Cet indice évalue les règles qui affectent l'étendue, l'accessibilité et la qualité de l'information sur le crédit qu'il est possible de trouver dans les registres publics ou privés d'information sur le crédit. La note 1 est attribuée pour chacun des 6 éléments suivants se rapportant au registre public et/ou privé sur le crédit :

- Les informations aussi bien positives (comme par exemple le montant des emprunts et les modalités de remboursement à l'échéance) que négatives (concernant par exemple les paiements en retard, le nombre et le montant des défauts de remboursement ou toute faillite) sont diffusées.
- Les informations sur le crédit octroyées aux entreprises, comme aux particuliers, sont diffusées.
- Les données statistiques provenant de détaillants, de fournisseurs ou de services d'utilité publique en plus des institutions financières sont diffusées.
- Un historique des données statistiques sur plus de deux ans est diffusé. Les registres ne conservant pas les données relatives aux défauts de paiement dès que le remboursement a été effectué obtiennent la note 0 pour cet indicateur.
- Les données statistiques sur les prêts inférieurs à 1 % du revenu par habitant sont diffusées. Un registre doit disposer d'une couverture minimale de 1 % de la population adulte pour obtenir la note 1 pour cet indicateur.
- La réglementation garantie aux emprunteurs le droit d'accéder à leur dossier dans le principal registre de l'économie.

Les valeurs de l'indice sont comprises entre 0 et 6. Les valeurs élevées indiquent que l'on dispose de plus d'informations sur le crédit, et par conséquent que les décisions en

TABLEAU 12.6

### Qu'évalue l'indicateur Obtention de prêts ?

#### Indice de droits des créanciers et emprunteurs (0–10)

- Protection des droits des emprunteurs et des créanciers au moyen de lois sur les sûretés et la faillite
- Nantissement en matière de valeurs mobilières

#### Étendue de qualité de l'information sur le crédit (0–6)

- Portée et accessibilité des informations sur le crédit diffusées par des registres publics et privés sur le crédit
- Qualité de données diffusées par des registres publics et privés sur le crédit

#### Taux de couverture du registre public sur le crédit (% des adultes)

- Nombre de particuliers et d'entreprises inscrits dans un registre public sur le crédit, en pourcentage de la population adulte

#### Taux de couverture du registre privé sur le crédit (% des adultes)

- Nombre de particuliers et d'entreprises inscrits dans un registre privé sur le crédit, en pourcentage de la population adulte

Source : Base de données Doing Business.



matière de prêts sont facilitées si l'on consulte un registre public ou si l'on s'adresse à un registre privé. Si le registre n'est pas opérationnel ou si sa couverture est inférieure à 0,1 % de la population adulte, la note obtenue pour la qualité de l'information sur le crédit est 0.

En Turquie, par exemple, il existe à la fois un registre public et un registre privé. Ces deux registres diffusent des informations positives et négatives (d'où la note 1). Le registre privé ne diffuse que des informations sur les particuliers, tandis que le registre public diffuse des informations à la fois sur les entreprises et sur les particuliers (d'où la note 1). Les deux bureaux mettent en commun leurs informations uniquement avec des institutions financières, et aucune donnée n'est recueillie auprès des distributeurs et des services publics (d'où la note 0). Le registre privé diffuse des données chronologiques couvrant plus de deux ans (d'où la note 1). Le registre public collecte des données relatives aux prêts supérieurs ou égaux à 3 493 dollars (soit 44 % du revenu par habitant), tandis que le registre privé collecte l'information relative aux prêts de tous montants (d'où la note 1). Les emprunteurs disposent du droit d'accès aux données les concernant auprès des registres privé et public (d'où la note 1). Pour la Turquie, cela fait une note totale de 5.

### COUVERTURE DU REGISTRE PUBLIC SUR LE CRÉDIT

L'indicateur de couverture du registre public représente le nombre de particuliers et d'entreprises recensés dans le registre public et pour lesquels on dispose d'informations à jour sur l'historique de remboursement, sur les dettes impayées ou les crédits en cours pendant les 5 dernières années. Ce nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte (les personnes âgées de plus de 15 ans, d'après les indicateurs établis par la Banque mondiale dans l'édition 2008 du rapport *World Development Indicators*). Le registre public sur le crédit se définit comme une base de données gérée par le secteur public, généralement par la banque centrale ou par l'autorité responsable du contrôle des banques, qui rassemble des informations sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le système financier pour les tenir à la disposition des institutions financières. S'il n'y a pas de registre public, la valeur de la couverture est égale à 0.

### COUVERTURE DU REGISTRE PRIVÉ SUR LE CRÉDIT

L'indicateur de couverture du registre privé représente le nombre de particuliers et d'en-

treprises recensés dans les registres privés sur le crédit et pour lesquels on dispose d'informations à jour sur l'historique de remboursement, sur les dettes impayées ou sur les crédits en cours. Ce nombre est exprimé en pourcentage de la population adulte (les personnes âgées de plus de 15 ans, d'après les indicateurs établis par la Banque mondiale dans l'édition 2008 du rapport *World Development Indicators*). Le registre privé sur le crédit se définit comme une entreprise privée ou une organisation à but non lucratif qui gère une base de données sur la solvabilité des emprunteurs (particuliers ou entreprises) dans le système financier et qui facilite les échanges d'informations en matière de crédit entre les banques, les autres type d'institutions financières. Ne sont pas pris en compte les bureaux d'investigation sur le crédit et les sociétés d'information sur le crédit qui ne prennent pas une part directe dans les échanges d'informations entre les banques et les autres institutions financières. S'il n'y a pas de registre privé, la valeur de la couverture est 0.

*Tous les renseignements détaillés pour l'obtention de crédits sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, McLiesh et Shleifer (2007) et a été adoptée pour le présent rapport avec des changements mineurs.*

## PROTECTION DES INVESTISSEURS

*Doing Business* évalue le niveau de protection des actionnaires minoritaires contre l'utilisation des actifs de la société par les dirigeants à des fins personnelles. Les indicateurs distinguent 3 aspects de la protection des investisseurs : la transparence des transactions entre parties intéressées (indice de divulgation de l'information), la responsabilité légale des dirigeants (indice de responsabilité des dirigeants) et, la possibilité pour les actionnaires de poursuivre en justice les dirigeants et administrateurs pour mauvaise gestion (indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires) (tableau 12.7). Les données proviennent d'une enquête effectuée auprès des juristes spécialisés en droit des sociétés et reposent sur la réglementation boursière, le droit des sociétés, et les règles de procédure civile.

Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise et les transactions ont été retenues.

## HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE

L'entreprise (Acheteur) :

- Est cotée en bourse, dans le marché boursier le plus important du pays. Si le nombre d'entreprises de ce type cotées dans ce marché est inférieur à 10, ou si le pays ne dispose pas de marché boursier, on suppose que l'acquéreur est une grande entreprise privée comptant de nombreux actionnaires.
- Est dirigée par un conseil d'administration et par un président directeur général (PDG) légalement habilité à agir au nom de l'Acheteur, lorsque cela est autorisé, même si la loi en vigueur ne le stipule pas de façon spécifique.
- Est un producteur de produits alimentaires.
- Possède son propre réseau de distribution.

## HYPOTHÈSES SUR LA TRANSACTION

- M. James est actionnaire majoritaire et siège au conseil d'administration de l'entreprise. Il détient 60 % des parts d'Acheteur et a choisi 2 des 5 membres du conseil d'administration.
- M. James détient également 90 % des parts du Vendeur, une entreprise qui gère une chaîne de distribution d'articles de quincaillerie. Cette entreprise a récemment fermé un nombre élevé de magasins.
- M. James propose à l'Acheteur de racheter le parc de camions inutilisés du Vendeur, afin de développer la distribution de ses produits alimentaires. L'acquéreur accepte cette proposition. Le montant de la transaction s'élève à 10 % du capital de l'Acheteur, soit un montant supérieur à la valeur de réalisation des actifs.
- La transaction proposée s'inscrit dans les activités normales de l'entreprise et relève de son autorité.
- L'Acheteur engage la transaction. Toutes les autorisations nécessaires sont obtenues et toutes les déclarations requises sont effectuées (autrement dit, la transaction n'est pas frauduleuse).
- Cette transaction est préjudiciable pour l'Acheteur. Les actionnaires intentent alors une action en justice contre M. James et les autres parties qui ont approuvé la transaction.

## INDICE DE DIVULGATION DE L'INFORMATION

L'indice de divulgation comprend les 5 éléments suivants :

- Quel organe de l'entreprise peut, vis à vis de la loi, donner une autorisation valable pour que la transaction puisse avoir lieu.

TABLEAU 12.7

**Qu'évalue l'indicateur Protection des investisseurs ?****Indice de divulgation de l'information (0–10)**

- Qui est habilité à approuver des opérations entre personnes apparentées
- Conditions de divulgation de l'information en cas d'opérations entre parties apparentées

**Indice de responsabilité des dirigeants (0–10)**

- Capacité des actionnaires de tenir pour responsable la partie intéressée et l'organe ayant autorisé la transaction, en cas d'opérations entre parties apparentées
- Recours légaux disponibles (dommages-intérêts, remboursement de bénéfices, amendes et peines de prison)
- Possibilité pour les actionnaires d'intenter directement ou indirectement une action en justice

**Indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires (0–10)**

- Documents et informations disponibles au cours du procès
- Accès direct à des documents internes de l'entreprise, et utilisation des services d'un inspecteur public, sans déposer de plainte auprès d'un tribunal

**Indice de protection des investisseurs (0–10)**

- Moyenne simple de l'indice de divulgation de l'information, de l'indice de la responsabilité des dirigeants et de l'indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires

Source : Base de données Doing Business.

La note 0 est attribuée si c'est uniquement le PDG ; la note 1 si le conseil d'administration ou les actionnaires doivent voter, M. James étant autorisé à voter ; la note 2 si le conseil d'administration doit voter, M. James n'y étant pas autorisé, 3 si les actionnaires doivent voter, M. James n'y étant pas autorisé.

- La divulgation immédiate de la transaction au public, aux autorités de contrôle ou aux actionnaires, est obligatoire. La note 0 est attribuée si la divulgation n'est pas obligatoire ; la note 1 si la divulgation des conditions de la transaction est obligatoire, mais pas celle du conflit d'intérêt de M. James ; la note 2 si la divulgation d'information sur les conditions de la transaction et le conflit d'intérêt de M. James est obligatoire.
- La divulgation dans le rapport annuel est obligatoire. La note 0 est attribuée si la divulgation n'est pas obligatoire ; la note 1 si la divulgation d'information sur les conditions de la transaction est obligatoire, mais pas celle sur le conflit d'intérêt de M. James ; la note 2 si la divulgation d'information sur les conditions de la transaction et le conflit d'intérêt de M. James est obligatoire.
- M. James est tenu de divulguer son intérêt dans la transaction au conseil d'administration. La note 0 est attribuée si la divulgation n'est pas obligatoire ; la note 1 si la divulgation d'information générale sur l'existence d'un conflit d'intérêt est obligatoire, mais sans qu'il soit nécessaire d'apporter des précisions ; la note 2 si la divulgation doit être complète et préciser l'ensemble des éléments matériels

liés à l'intérêt que M. James a dans la transaction entre le vendeur et l'acquéreur.

- Un organisme extérieur, par exemple un commissaire aux comptes extérieur, doit examiner la transaction avant qu'elle n'ait lieu (la note 0 est attribuée si la réponse est non, et la note 1 si la réponse est oui).

L'indice varie entre 0 et 10 ; plus la valeur est élevée, plus important est le niveau de divulgation de l'information. En Pologne, par exemple, le conseil d'administration est tenu de sanctionner la transaction, et M. James n'a pas le droit de vote (d'où la note 2). L'acquéreur est tenu de divulguer immédiatement toutes les informations relatives à la valeur des actions, y compris celles liées au conflit d'intérêt (d'où la note 2). Dans son rapport annuel, l'acquéreur doit également divulguer les conditions de la transaction ainsi que l'intérêt que M. James a dans la transaction entre le vendeur et l'acquéreur (d'où la note 2). Avant la transaction, M. James est tenu de divulguer tout conflit d'intérêt le concernant aux autres membres du conseil d'administration, mais il ne doit pas donner des précisions (d'où la note 1). La Pologne n'exige pas qu'un organisme extérieur examine la transaction (d'où la note 0). La Pologne totalise la note de 7 pour l'indice de divulgation de l'information.

**INDICE MESURANT LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS**

Cet indice comprend les 7 éléments suivants :

- Possibilité pour l'actionnaire de poursuivre en justice M. James pour les dommages causés à l'entreprise du fait de la transaction. La note 0 est attribuée si la responsabilité de M. James ne peut pas être engagée ou si elle ne peut l'être qu'en

cas de fraude ou de mauvaise foi ; la note 1 si la responsabilité de M. James peut être engagée uniquement s'il a influencé l'approbation de la transaction ou s'il a fait preuve de négligence ; la note 2 si la responsabilité de M. James peut être engagée lorsque la transaction n'est pas équitable ou lorsqu'elle porte préjudice aux autres actionnaires.

- Possibilité pour l'actionnaire de poursuivre en justice l'organe de l'entreprise ayant autorisé la transaction (PDG ou conseil d'administration) pour les dommages causés à l'entreprise du fait de la transaction. La note 0 est attribuée si la responsabilité de cet organe ne peut pas être engagée ou si elle ne peut l'être qu'en cas de fraude ou de mauvaise foi ; la note 1 si cet organe a fait preuve de négligence ; la note 2 si la responsabilité de cet organe peut être engagée lorsque la transaction n'est pas équitable ou lorsqu'elle porte préjudice aux autres actionnaires.
- Possibilité pour l'actionnaire de demander l'annulation de la transaction. La note 0 est attribuée si l'annulation ne peut pas être obtenue ou si elle ne peut l'être qu'en cas de fraude ou de mauvaise foi ; la note 1 si l'annulation est possible lorsque la transaction est abusive ou porte préjudice aux autres actionnaires ; la note 2 si l'annulation est possible lorsque la transaction n'est pas équitable ou entraîne un conflit d'intérêt.
- M. James paie des dommages-intérêts pour le préjudice subi par l'entreprise par suite d'une plainte remontée par un actionnaire (la note 0 est attribuée si la réponse est non, la note 1 si la réponse est oui).
- M. James rembourse les bénéfices qu'il a dégagés de la transaction (la note attribuée est 0 si la réponse est non, 1 si la réponse est oui).
- M. James peut être passible d'une amende et d'une peine de prison (la note attribuée est 0 si la réponse est non, 1 si la réponse est oui).
- Possibilité pour les actionnaires d'intenter, personnellement ou au nom de la société, une action en justice en raison du préjudice subi par l'entreprise du fait de la transaction. La note 0 est attribuée si les poursuites ne sont pas possibles ou si elles ne le sont que pour les actionnaires détenant plus de 10 % du capital social de l'entreprise ; la note 1 si les poursuites sont possibles, personnellement ou au nom de la société, pour les actionnaires qui détiennent une part inférieure ou égale à 10 % du capital social de l'entreprise.



L'indice varie entre 0 et 10 ; plus la valeur est élevée, plus grande est la responsabilité des dirigeants. Au Panama, par exemple, pour que M. James soit jugé responsable, il est nécessaire que le demandeur prouve que M. James a influencé l'organe qui a autorisé la transaction ou qu'il a fait preuve de négligence (d'où la note 1). Pour que la responsabilité des autres administrateurs soit engagée, le demandeur doit prouver qu'ils ont fait preuve de négligence (d'où la note 1). La transaction en cause ne peut pas être annulée (d'où la note 0). Si la responsabilité de M. James est engagée, il doit verser des dommages-intérêts (d'où la note 1), mais il n'est pas tenu de rembourser les bénéfices qu'il a dégagés de la transaction (d'où la note 0). Ni amendes ni peines de prison ne peuvent être infligées à M. James (d'où la note 0). Les actionnaires détenant une part du capital social inférieure ou égale à 10 % peuvent engager des poursuites directes (d'où la note 1). Panama totalise une note de 4 pour l'indice de responsabilité des dirigeants.

#### INDICE DE FACILITÉ DES POURSUITES INTENTÉES PAR LES ACTIONNAIRES

Cet indice comprend les 6 éléments suivants :

- L'ensemble des documents mis à la disposition du demandeur par le défendeur et les témoins pendant le procès. La note 1 est attribuée à chacun des types de documents suivants : les éléments sur lesquels le défendeur a déclaré souhaiter baser sa défense ; les éléments qui constituent une preuve directe de certains faits mentionnés dans la requête du demandeur ; toute information ayant un rapport avec l'objet de la requête ; et tout élément susceptible d'apporter des informations utiles.
- Le demandeur a la possibilité d'interroger directement le défendeur et les témoins au cours du procès. La note 0 est attribuée si la réponse est non ; la note 1 si la réponse est oui et accompagnée de l'accord préalable du juge sur les questions ; la note 2 si la réponse est oui et sans accord préalable.
- Le demandeur peut obtenir divers documents pertinents provenant du défendeur sans en préciser la nature (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; la note 1 si la réponse est oui).
- Les actionnaires qui détiennent une part inférieure ou égale à 10 % du capital social de l'entreprise peuvent demander la nomination d'un inspecteur pour enquêter sur la transaction entre Acheteur et Vendeur sans déposer de plainte auprès d'un tribu-

nal (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; la note 1 si la réponse est oui).

- Les actionnaires qui détiennent une part inférieure ou égale à 10 % du capital social de l'entreprise ont le droit d'examiner les documents de la transaction avant de déposer plainte (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; la note 1 si la réponse est oui).
- L'étendue de la charge de la preuve est la même au civil qu'au pénal (la note 0 est attribuée si la réponse est non ; la note 1 si la réponse est oui).

L'indice varie entre 0 et 10 ; plus la valeur en est élevée, plus grande est la possibilité pour les actionnaires de contester la transaction. En Grèce, par exemple, le demandeur peut avoir accès aux documents sur lesquels le défendeur a l'intention de fonder sa défense et qui constituent des preuves directes des faits qui figurent dans la demande du plaignant (d'où la note 2). Le demandeur peut interroger le défendeur et les témoins durant le procès, mais uniquement après avoir obtenu l'accord du tribunal sur les questions (d'où la note 1). Le demandeur doit préciser la nature des documents qu'il veut consulter, comme par exemple le contrat de vente entre Vendeur et Acheteur en date du 15 juillet 2006). Il ne peut pas se contenter de demander des documents de manière générale (par exemple, tous les documents relatifs à la transaction) (d'où la note 0). Tout actionnaire détenant 5 % de la part du capital social détenue par l'Acheteur peut demander que les éléments établissant la mauvaise gestion de M. James et le PDG soient examinés par un inspecteur public, sans intenté une action en justice (d'où la note 1). Tout actionnaire peut examiner les documents de la transaction avant de décider de porter plainte ou non (d'où la note 1). Les exigences en matière de preuve sont les mêmes au civil et au pénal (d'où la note 0). La Grèce totalise une note de 5 pour l'indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires.

#### INDICE DE PROTECTION DES INVESTISSEURS

On obtient l'indice de protection des investisseurs en calculant la moyenne de l'indice de divulgation de l'information, de l'indice de responsabilité des dirigeants et de l'indice de facilité des poursuites intentées par les actionnaires. Cet indice varie entre 0 et 10 ; plus la valeur en est élevée, plus grande est la protection des investisseurs.

Toutes les informations détaillées pour la protection des investisseurs sont fournies, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, La Porta, López-de-Silanes et Shleifer (2008).

#### PAIEMENT DES TAXES ET IMPÔTS

*Doing Business* recense les taxes, impôts et cotisations obligatoires qu'une entreprise moyenne doit payer ou qui lui sont retenues chaque année, et évalue les démarches administratives nécessaires pour leur paiement. Les taxes, impôts et cotisations recensés comprennent notamment : l'impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, les cotisations sociales et les charges patronales payées par l'employeur, les taxes foncières, les droits de mutation, l'impôt sur les dividendes, l'impôt sur les plus-values, la taxe sur les transactions financières, la taxe d'enlèvement des ordures et les taxes sur les véhicules à moteur et les taxes routières.

*Doing Business* évalue tous les impôts, taxes et cotisations prélevés par l'État (à tous niveaux, fédéral, régional ou local) qui s'appliquent aux entreprises type et ont des répercussions sur leurs déclarations de revenu. En agissant de la sorte, *Doing Business* va au-delà de la définition traditionnelle des taxes et impôts : les taxes et impôts, tels qu'ils sont définis aux fins des comptes nationaux, comprennent uniquement les paiements obligatoires sans contrepartie versés aux administrations publiques (tableau 12.8). *Doing Business* se démarque de cette définition du fait qu'il mesure les impôts qui affectent les comptes de l'entreprise et non ceux de l'État. Les principales différences concernent les charges salariales et la taxe sur la valeur ajoutée. La mesure effectuée par *Doing Business* prend en compte les cotisations obligatoires versées par l'employeur à un fonds de pension défini ou à une caisse d'assurance pour les employés. L'indicateur tient compte, par exemple, du régime de retraite obligatoire et de l'assurance d'indemnisation des salariés en vigueur en Australie ; en sont exclues les taxes sur la valeur ajoutée car elles n'ont pas de répercussion sur les bénéfices comptables des entreprises, autrement dit, elles ne figurent pas dans les comptes de résultat.

*Doing Business* a élaboré un scénario pour mesurer les taxes et les contributions versées par une entreprise type, ainsi que la complexité du régime fiscal d'une économie. Ce scénario repose sur un ensemble d'états financiers et d'hypothèses sur les transactions

TABLEAU 12.8

**Qu'évalue l'indicateur Paiement des taxes et impôts ?****Paiement des taxes et impôts pour une entreprise manufacturière, en 2007 (nombre par an)**

- Nombre total de taxes, impôts et cotisations versés, y compris les taxes sur la consommation (taxe sur la valeur ajoutée, taxe sur les ventes ou impôts sur biens et services)
- Mode et fréquence de paiement

**Délai nécessaire pour s'acquitter des 3 taxes principales (nombre d'heures par an)**

- Impôts sur les bénéfices, taxes sur la consommation, contributions et charges sociales : nombre d'heures nécessaires pour préparer et produire les déclarations, et payer les impôts
- Rassembler les informations pour évaluer les taxes à payer
- Préparation et déclaration des impôts auprès des organismes compétents
- Dispositions à prendre pour les paiements ou les prélèvements d'impôt
- Tenir des livres comptables distincts, le cas échéant

**Taux d'imposition total (% du bénéfice brut)**

- Impôts sur les bénéfices ou sur le revenu des entreprises
- Cotisations sociales et cotisations salariales payées par l'employeur
- Impôts fonciers et droits de mutation immobilière
- Impôts sur les dividendes, sur les plus-values et sur les transactions financières
- Taxes d'enlèvement des ordures, impôt sur les véhicules, taxes routières et autres contributions fiscales

Source : Base de données Doing Business.

effectuées au cours de l'année. Les fiscalistes de chaque économie calculent les taxes et les contributions dues au titre de leur juridiction, sur la base des éléments d'une étude de cas type. Les informations relatives à la fréquence des déclarations, aux audits et aux autres frais liés au respect des obligations fiscales. Le projet est conçu et réalisé en coopération avec PricewaterhouseCoopers.

Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise, les taxes, impôts et contributions ont été retenues.

**HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE**

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée imposable. Lorsqu'il existe plus d'un type de société à responsabilité limitée dans le pays concerné, la forme la plus courante de société à responsabilité limitée dans le milieu des entreprises locales est choisie. Les informations concernant cette forme de société sont obtenues auprès de juristes spécialistes en constitution de sociétés ou auprès du service des statistiques.
- A commencé à exercer son activité le 1<sup>er</sup> janvier 2006. À cette date, elle détenait la totalité de l'actif figurant dans son bilan et avait embauché tout son personnel.
- Exerce ses activités dans la plus grande ville économique du pays.
- Est détenue à 100 % par 5 propriétaires, qui tous sont des ressortissants du pays, en tant que personnes physiques.

- Dispose d'un capital initial équivalent à 102 fois le revenu par habitant à la fin de l'année 2006.
- Exerce des activités générales à caractère industriel ou commercial. Plus spécifiquement, elle produit des pots de fleurs en céramique pour la vente au détail ; ne mène pas d'activités de commerce extérieur et son domaine d'activité ne couvre pas les produits soumis à un régime fiscal particulier, comme par exemple les alcools et le tabac.
- Début 2007, elle possède 2 parcelles de terrain, 1 bâtiment, des machines, du matériel de bureau, des ordinateurs, 1 camion et loue un autre camion.
- Ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier d'incitations à l'investissement ou d'avantages particuliers, autres que ceux qui se rapportent à l'âge et à la taille de l'entreprise.
- Emploie 60 salariés : 4 directeurs, 8 adjoints et 48 agents, qui sont tous des ressortissants de ce pays. L'un des directeurs est également propriétaire de l'entreprise.
- Son chiffre d'affaires représente 1 050 fois le revenu par habitant.
- Enregistre des pertes dans sa première année d'exercice.
- Présente une marge brute (avant impôts) de 20 % (ce qui signifie que les ventes représentent 120 % du coût des marchandises vendues).
- Distribue aux propriétaires 50 % de ses bénéfices sous forme de dividendes à la fin de la seconde année.

- Vend avec bénéfice l'une de ses parcelles de terrain au cours de son deuxième exercice.
- Le coût annuel des dépenses en carburant pour ses camions représente deux fois le revenu par habitant.
- Fait l'objet de toute une série d'hypothèses détaillées concernant les dépenses et les transactions normalisant encore davantage ce cas. Toutes les variables de l'état financier sont proportionnelles au revenu par habitant de 2005. Par exemple, le propriétaire, qui est aussi gérant, dépense 10 % du revenu par habitant en déplacements pour le compte de l'entreprise (20 % de ses dépenses sont uniquement de nature privée, 20 % sont des frais de représentation, et 60 % pour des voyages d'affaires).

**HYPOTHÈSES RELATIVES AUX TAXES, IMPÔTS ET COTISATIONS**

- Toutes les taxes et contributions versées au cours du deuxième exercice (exercice fiscal 2007) sont enregistrées. Les taxes, impôts et cotisations sont considérés distincts s'ils portent un nom différent ou sont perçus par un autre organisme. S'ils portent le même nom et sont perçus par le même organisme, mais le taux d'imposition diffère en fonction de l'entreprise, ils sont comptabilisés comme étant les mêmes taxes, impôts ou cotisations.
- Le nombre de fois que l'entreprise paie des taxes, impôts ou cotisations durant un exercice est égal au nombre d'impôts, taxes ou cotisations différents, multiplié par la fréquence des paiements (ou prélèvements) de chaque taxe, impôt ou cotisation. Sont inclus dans le calcul de la fréquence des versements les paiements (ou prélèvements) anticipés, ainsi que les paiements (ou prélèvements) réguliers.

**PAIEMENT DES TAXES ET IMPÔTS**

L'indicateur de paiement des taxes et impôts indique le nombre total de taxes, impôts et cotisations payés, le mode de paiement, la fréquence des paiements et le nombre d'organismes concernés dans cette étude de cas type au cours du deuxième exercice. Ceci comprend les taxes sur la consommation versées par l'entreprise, par exemple la taxe sur les ventes ou la taxe sur la valeur ajoutée. Traditionnellement, les taxes sont perçues auprès des consommateurs pour le compte des organismes fiscaux. Bien qu'elles n'aient pas de répercussions sur le compte de résultat de l'entreprise, elles viennent s'ajouter

à la charge administrative que constitue le respect des obligations fiscales et sont de ce fait incluses dans la mesure des paiements de taxes et impôts.

Le nombre de paiements prend en compte les déclarations électroniques. Lorsque les déclarations électroniques sont autorisées et utilisées par la majorité des entreprises de taille moyenne, la taxe ou l'impôt sont comptabilisés comme étant payés une fois par an même si les paiements sont plus fréquents. Pour les taxes et impôts acquittés par des tiers, tels que la taxe sur les intérêts payée par les institutions financières ou la taxe sur les carburants payée par les distributeurs de carburant, un seul paiement est pris en compte, même si les paiements sont plus fréquents. Il s'agit de retenues fiscales ou de taxes versées à la source, qui ne nécessitent aucune déclaration de la part de l'entreprise.

Lorsque 2 taxes, impôts ou cotisations ou plus sont payés ensemble en utilisant le même formulaire, chacun de ces paiements combinés n'est compté qu'une fois. Par exemple, si les cotisations obligatoires pour l'assurance santé et les cotisations de retraite obligatoires sont déclarées et payées ensemble, une seulement de ces cotisations serait prise en compte dans le nombre de paiements.

## DÉLAIS

Les délais sont exprimés en heures par exercice. L'indicateur évalue le temps nécessaire à la préparation, à la déclaration et au paiement de trois principaux impôts, taxes et cotisations : l'impôt sur le revenu des entreprises, la taxe sur la valeur ajoutée ou taxe sur les ventes, les impôts liés à l'emploi, notamment les taxes sur les salaires et la main-d'œuvre et les cotisations sociales. Le temps de préparation comprend le temps nécessaire à la collecte de l'ensemble des informations indispensables au calcul des taxes ou impôts à payer. Si l'on doit tenir des livres de compte séparés, ou effectuer des calculs distincts, à des fins

fiscales, le temps nécessaire à ce travail est comptabilisé. On ne comptabilise ce délai supplémentaire que si les activités comptables habituelles ne suffisent pas pour accomplir toutes les tâches comptables requises. Le délai de dépôt comprend le temps nécessaire pour remplir l'ensemble des déclarations fiscales et effectuer tous les calculs. Le délai de paiement est le nombre d'heures nécessaires pour effectuer le paiement en ligne ou au guichet de l'administration fiscale. Si les taxes ou impôts sont payés en personne, le temps d'attente est compris dans le délai.

## TAUX D'IMPOSITION TOTAL

Le taux d'imposition global évalue le montant des taxes, impôts et cotisations obligatoires, dont l'entreprise doit s'acquitter au cours de son deuxième exercice, exprimé sous forme de part des bénéfices d'activité. *Doing Business 2009* indique le taux d'imposition de l'exercice 2007. Le montant total des taxes et impôts est la somme des diverses taxes, impôts et cotisations sociales à payer, déduction faite des abattements et exonérations. En sont exclues les taxes retenues à la source (par exemple, l'impôt sur le revenu) ou perçues par l'entreprise et reversées à l'administration fiscale (par exemple, la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur les ventes ou l'impôt acquitté sur les biens et services) mais qui ne sont pas à la charge de l'entreprise. Les taxes et impôts pris en compte sont divisés en cinq catégories : l'impôt sur les bénéfices ou sur le revenu des sociétés, les cotisations sociales et les autres charges patronales payées par l'employeur (pour lesquelles toutes les cotisations obligatoires sont comprises, même si elles sont payées à un organisme privé tel qu'un fonds de pension mutualiste), impôts fonciers, taxes sur le chiffre d'affaires et autres petites taxes (telles que les redevances municipales et les taxes sur le carburant et les véhicules).

Le taux d'imposition global sert à obtenir une mesure générale du coût de

l'ensemble des taxes et impôts supportés par une entreprise. Il se distingue du taux d'imposition réglementaire, qui se limite à indiquer le facteur à appliquer pour obtenir l'assiette fiscale. Lors du calcul du taux d'imposition total, le montant à verser est divisé par le bénéfice commercial, ce qui est illustré par les données relatives à la Suède (tableau 12.9).

Le bénéfice commercial est, essentiellement, le bénéfice net avant toutes les taxes imposables. Il se distingue de la notion classique du bénéfice avant impôt, énoncé dans les états financiers. Lors du calcul du bénéfice avant impôt, un grand nombre de taxes à la charge de l'entreprise sont déductibles. Lors du calcul du bénéfice commercial, ces taxes ne sont pas déductibles. En conséquence, le bénéfice commercial donne un aperçu clair du bénéfice réel de l'entreprise, avant toutes les taxes encourues au cours de l'exercice fiscal.

Le terme « bénéfice commercial » désigne le chiffre d'affaires de la société moins le prix de revient des marchandises vendues, moins les salaires bruts, moins les charges administratives, moins les dépenses diverses, moins les provisions, plus les plus-values (sur la cession de biens fonciers), moins les charges d'intérêt, plus le revenu d'intérêt et moins les amortissements. Pour calculer les amortissements, la méthode de l'amortissement constant est utilisée sur la base des taux suivants : 0 % pour le terrain, 5 % pour les bâtiments, 10 % pour les machines, 33 % pour les ordinateurs, 20 % pour le matériel de bureau, 20 % pour le camion et 10 % pour les charges de développement de l'entreprise. Le bénéfice commercial se chiffre à 59,4 fois le revenu par habitant.

Cette méthodologie est conforme au modèle des contributions totales (Total Tax Contribution framework) mis au point par PricewaterhouseCoopers. À l'instar de *Doing Business*, ce modèle mesure les taxes à la charge des entreprises, qui affectent

TABEAU 12.9

### Calcul du total à payer pour la Suède

Type de taxe (assiette fiscale)	Taux légal (r)	Assiette fiscale légale (b)	Taxe à payer (a) $a = r \times b$	Bénéfice commercial <sup>1</sup> (c)	Taux d'imposition total (t) $t = a/c$
		SKr	SKr	SKr	
Impôt sur le revenu des sociétés	28%	10 352 253	2 898 631	17 619 223	16,50%
Impôt foncier (terrains et bâtiments)	0,38%	26 103 545	97 888	17 619 223	0,60%
Charges sociales (traitements imposables)	32,28%	19 880 222	6 417 336	17 619 223	36,40%
Impôt sur le carburant (prix du carburant)	SKr 3 665 per liter	53 505 liters	196 095	17 619 223	1,10%
<b>TOTAL</b>			<b>9 609 950</b>		<b>54,50%</b>

1. Bénéfices avant tous les impôts.

Source : Base de données *Doing Business*.

leurs comptes de résultats. Cependant, PricewaterhouseCoopers base ses calculs sur des données recueillies auprès des plus grandes entreprises du pays, tandis que *Doing Business* se concentre sur une entreprise moyenne standardisée.

*Tous les renseignements détaillés pour le paiement des taxes sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, Ganser, McLiesh, Ramalho et Shleifer (2008).*

## COMMERCE TRANSFRONTALIER

*Doing Business* recense les règles de procédure à suivre pour l'exportation et l'importation d'une cargaison standard de marchandises par voie maritime (tableau 12.10). Toutes les procédures officielles d'exportation et d'importation sont recensées, depuis l'accord contractuel entre les deux parties jusqu'à la livraison des marchandises, en passant par le temps et le coût nécessaires pour s'acquitter de ces procédures. En outre, tous les documents dont l'opérateur a besoin pour le dédouanement des marchandises sont également recensés. En matière d'exportation, les procédures commencent par le conditionnement des marchandises à l'usine et se terminent au moment de leur expédition du port d'exportation. En matière d'importation, les procédures vont de l'arrivée du navire au port d'arrivée à la livraison des marchandises dans l'entrepôt de l'usine. Les délais et le coût du transport maritime sont exclus. Le règlement est effectué par lettre de crédit, et l'on tient compte des délais, du coût et des documents requis pour l'émission d'une lettre de crédit.

Les compagnies de transit locales, les compagnies maritimes, les commissaires en douane et les autorités portuaires et bancaires fournissent les informations relatives aux documents et coûts requis, ainsi qu'au temps nécessaire pour effectuer chaque procédure. Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise et les marchandises faisant l'objet d'échanges internationaux sont retenues.

### HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE

- Emploie 60 salariés.
- Est située dans la plus grande ville économique du pays.
- Est une société privée à responsabilité limitée. N'exerce pas ses activités dans une

zone franche industrielle d'exportation ni une zone industrielle jouissant de privilèges spéciaux à l'exportation ou à l'importation.

- Est détenue par des ressortissants de ce pays, et aucun de ses propriétaires n'est étranger.
- Exporte plus de 10 % de ses ventes.

### HYPOTHÈSES RELATIVES AUX MARCHANDISES IMPORTÉES ET EXPORTÉES

Les marchandises importées et exportées sont transportées par conteneurs à marchandises standard, de 20 pieds. Elles pèsent 10 tonnes et sont évaluées à 20 000 dollars.

Les marchandises :

- Ne sont pas dangereuses et ne comprennent pas d'équipements militaires.
- Ne nécessitent ni réfrigération, ni milieu particulier.
- Ne nécessitent pas de normes de sécurité phytosanitaires et environnementales particulières autres que celles reconnues au niveau international.

### DOCUMENTS

Tous les documents nécessaires à l'importation et à l'exportation de marchandises sont recensés. On suppose que les deux parties se sont déjà mises d'accord sur le contrat et qu'elles l'ont signé. Les documents nécessaires pour obtenir l'autorisation des ministères, de la douane, des autorités portuaires et du terminal de conteneurs, des services de santé et de contrôle technique et des banques sont pris en considération. Étant donné que le paiement est effectué par lettre de crédit, compte est également tenu de tous les documents exigés par les banques pour l'émission ou l'obtention d'une lettre de crédit. Sont exclus les documents qui sont renouvelés au minimum tous les ans, et qu'il n'est pas nécessaire de renouveler pour chaque expédition (par exemple, l'attestation justifiant de la régularité de la situation fiscale).

### DÉLAIS

Les délais sont exprimés en jours civils. La durée d'une procédure est calculée de son début jusqu'à son achèvement. Lorsqu'une procédure peut être accélérée moyennant un coût supplémentaire et est accessible à toutes les entreprises, le procédé le plus rapide est retenu. Les procédures accélérées applicables à des entreprises situées dans une zone franche industrielle d'exportation ne sont pas prises en compte parce qu'elles ne sont pas accessibles à toutes les entreprises commerciales. En outre, la durée du transport maritime

TABEAU 12.10

### Qu'évalue l'indicateur Commerce transfrontalier ?

#### Documents nécessaires à l'import et à l'export (nombre)

- Documents bancaires
- Documents de dédouanement
- Documents de manutention dans les ports et terminaux
- Documents de transport

#### Délais à l'import et à l'export (jours)

- Obtention de tous les documents
- Transport terrestre
- Dédouanement et inspections
- Manutention dans les ports et terminaux
- Ne comprend pas la durée du transport maritime

#### Coût à l'import et à l'export (en dollars par conteneur)

- Obtention de tous les documents
- Transport terrestre
- Dédouanement et inspections
- Manutention dans les ports et terminaux
- Coûts officiels uniquement, pas de pot-de-vin ni tarifs

Source : Base de données *Doing Business*.

n'est pas non plus prise en compte. On suppose que ni l'exportateur ni l'importateur ne perdront de temps, et que chacun s'efforcera d'accomplir toutes les procédures restantes sans attendre. Les procédures pouvant être effectuées conjointement sont considérées comme étant simultanées. Le temps d'attente entre les procédures (par exemple, pendant le déchargement de la cargaison) est compris dans le calcul.

### COÛT

Le coût, exprimé en dollars, correspond aux frais perçus pour un conteneur de 20 pieds. Tous les frais relatifs aux procédures d'exportation et d'importation des marchandises sont pris en compte, y compris les coûts engagés pour les documents, les frais administratifs liés au dédouanement et aux contrôles techniques, les frais de manutention dans les terminaux et les frais de transports terrestres. Le calcul des coûts ne couvre pas les droits de douane ni les frais de transport maritime. Seuls les coûts officiels sont recensés.

*Tous les renseignements détaillés pour le commerce transfrontalier sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Djankov, Freund et Pham (à paraître) et est adoptée pour le présent rapport avec des changements mineurs.*



## EXÉCUTION DES CONTRATS

Les indicateurs relatifs à l'exécution des contrats mesurent l'efficacité du système judiciaire en matière de résolution de litiges commerciaux (tableau 12.11). Les données sont établies en suivant, étape par étape, l'évolution d'un litige de paiement commercial devant les tribunaux locaux. Les données sont rassemblées à partir de l'étude des codes de procédure civile et autres réglementations judiciaires, ainsi qu'à partir d'enquêtes réalisées par des avocats locaux spécialisés en contentieux commercial (et, dans un pays sur quatre, également par des juges). Le nom du tribunal compétent dans chaque économie — le tribunal de la plus grande ville économique qui est compétent pour des affaires commerciales d'une valeur représentant 200 % du revenu par habitant — est publié à l'adresse <http://www.doingbusiness.org>.

### HYPOTHÈSES RELATIVES AU LITIGE

- Le montant de la plainte représente 200 % du revenu national par habitant.
- Le litige concerne une transaction légale entre deux entreprises (acquéreur et vendeur) situées dans la plus grande ville économique du pays. Le vendeur vend à l'acquéreur des marchandises pour un montant équivalent à 200 % du revenu national par habitant. Après livraison des marchandises à l'acquéreur par le vendeur, l'acquéreur refuse d'acquitter le montant dû en contrepartie des marchandises. Selon lui, la qualité des marchandises livrées n'est pas satisfaisante.
- Le vendeur (le demandeur) poursuit l'acquéreur en justice (le défendeur) pour recouvrer le montant dû en vertu du contrat de vente (c'est-à-dire l'équivalent de 200 % du revenu national par habitant). L'acquéreur rejette la demande du vendeur, en invoquant la qualité insatisfaisante des marchandises livrées. La demande est contestée sur le fond.
- Un tribunal de la plus grande ville économique du pays, compétent en matière de litiges commerciaux d'un montant équivalent à 200 % du revenu par habitant, tranche le litige.
- Le vendeur demande la saisie conservatoire des biens de l'acquéreur avant que le jugement ne soit rendu, de peur que l'acquéreur ne devienne insolvable durant le procès.
- Des experts émettent un avis sur la qualité des marchandises livrées. S'il est d'usage, dans le pays, pour les parties d'appeler

des témoins ou de nommer des experts afin qu'ils se prononcent sur la qualité des marchandises, chacune des parties appelle un témoin ou nomme un expert. S'il est d'usage, pour le juge, de nommer un expert indépendant afin que celui-ci se prononce sur la qualité des marchandises, le juge en nomme un. Dans ce cas, le juge n'autorise pas l'opposition au témoignage d'experts.

- Le jugement est rendu à 100 % en faveur du vendeur : le juge décide que la qualité des marchandises est satisfaisante et que l'acquéreur doit payer le prix convenu (c'est-à-dire l'équivalent de 200 % du revenu par habitant).
- L'acquéreur ne fait pas appel de la décision. Le jugement est alors définitif.
- Le vendeur prend toutes les mesures nécessaires pour une exécution rapide du jugement. La dette est recouvrée sans difficulté grâce à la vente publique des biens meubles du défendeur (tels que du matériel de bureau).

### PROCÉDURES

La liste des actes de procédure établie pour chaque économie retrace la chronologie d'un litige commercial dont a été saisi le tribunal compétent. Le terme « procédure » désigne toute interaction entre les parties ou entre elles et le juge ou un officier de justice, y compris les procédures nécessaires pour introduire la demande, les procédures relatives au procès et au jugement et celles nécessaires pour assurer l'exécution du jugement.

L'enquête permet aux personnes interrogées de recenser toutes les procédures existant en droit civil mais pas en common law et vice versa. Par exemple, dans les pays de tradition du code civil, le juge nomme un expert indépendant, tandis que dans ceux appliquant la common law, les parties soumettent au juge une liste d'experts appelés à témoigner. Pour indiquer la bonne organisation générale des procédures judiciaires, une procédure est alors soustraite pour les pays dotés de tribunaux de commerce spécialisés, et une pour les pays autorisant la soumission de demandes par voie électronique. Les actes de procédure qui ont lieu simultanément ou sont intégrés à d'autres actes de procédure ne sont pas comptabilisés dans le nombre total de procédures.

### DÉLAIS

Les délais, exprimés en jours civils, couvrent la période entre le moment où le vendeur intente le procès et le règlement. Ce délai

comprend à la fois les jours d'audience et les périodes d'attente entre les différentes phases du procès. La durée moyenne des différentes phases de la résolution d'un litige est comptabilisée : ouverture du dossier et signification, saisie précédant le procès (délai de dépôt de la requête), décision du tribunal (durée du procès et délai d'obtention de la décision du tribunal) et date du règlement (délai d'exécution du jugement).

### COÛT

Le coût est exprimé en pourcentage du montant de la demande, soit l'équivalent de 200 % du revenu par habitant. Aucun pot-de-vin n'est recensé. On relève trois types de coûts : les frais de justice, les frais d'exécution et les honoraires moyens d'avocats. Les frais de justice comprennent tous les frais que le vendeur doit verser en acompte au tribunal ou à l'expert, indépendamment des frais finaux à la charge du vendeur. Lorsqu'ils sont requis par la loi ou nécessaires dans la pratique, les honoraires d'experts sont inclus dans les frais de justice. Les frais d'exécution sont tous les frais que le vendeur doit verser en acompte pour l'exécution de la décision du tribunal par le biais d'une vente publique de valeurs mobilières de l'acquéreur, indépendamment du coût final à la charge du vendeur. Les honoraires moyens d'avocats sont ceux que le vendeur doit verser en acompte à un juriste local qui représentera le vendeur dans le litige type.

TABEAU 12.11

### Qu'évalue l'indicateur Exécution des contrats ?

#### *Procédures d'exécution de contrat (nombre)*

- Y a-t-il interaction entre les parties en cas de litige commercial, ou entre elles et l'officier de justice
- Étapes du dépôt de la requête
- Étapes du procès et du jugement
- Étapes d'exécution du jugement

#### *Temps nécessaire pour accomplir chaque procédure (jours civils)*

- Exprimé en nombre de jours du calendrier civil
- Délai de dépôt de la requête
- Durée du procès et délai d'obtention du jugement
- Délai d'exécution du jugement

#### *Coût à acquitter pour accomplir chaque procédure (% de la créance)*

- Pas de pots-de-vin
- Honoraires moyens d'avocats
- Frais de justice, y compris les honoraires d'experts
- Frais d'exécution

Source : Base de données Doing Business.

Tous les renseignements détaillés pour l'exécution des contrats sont fournis, pour chaque économie, à l'adresse suivante : <http://www.doingbusiness.org>. Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et al. (2003) et a été adoptée pour le présent rapport avec des changements mineurs.

## FERMETURE D'ENTREPRISE

*Doing Business* étudie les délais, le coût et le dénouement des procédures de mise en faillite des entreprises nationales (tableau 12.12). Les données statistiques sont établies sur la base des réponses aux enquêtes fournies par des avocats et des administrateurs fiduciaires, et vérifiées par une étude des lois et réglementations en vigueur, ainsi que des informations accessibles au public concernant les systèmes de faillite.

Pour assurer la comparabilité des données d'une économie à l'autre, plusieurs hypothèses concernant l'entreprise et l'affaire étudiée sont retenues.

## HYPOTHÈSES RELATIVES À L'ENTREPRISE

L'entreprise :

- Est une société à responsabilité limitée.
- Exerce ses activités dans la plus grande ville économique du pays.
- Est détenue à 100 % par des ressortissants du pays et son fondateur, qui est aussi le président de son conseil de surveillance, détient 51 % des parts (aucun autre actionnaire ne détient plus de 5 % des parts).
- Possède un bien immobilier en centre-ville, notamment un hôtel qui constitue son principal actif.
- Compte un directeur général qualifié.
- A un chiffre d'affaires annuel moyen représentant 1 000 fois le revenu par habitant sur les 3 dernières années.
- Emploie 201 salariés, compte 50 fournisseurs, et doit de l'argent à chacun d'entre eux pour la dernière livraison.
- A souscrit, il y a 5 ans, un emprunt auprès d'une banque locale (prêt sur 10 ans) et a acquis un bien immobilier (le bâtiment abritant l'hôtel) utilisé comme garantie pour obtenir le prêt bancaire.
- A respecté jusqu'à présent les échéances de paiement et toutes les autres conditions du prêt.
- Fait l'objet d'une charge flottante ou d'une hypothèque, la valeur du principal étant exactement égale à la valeur marchande de l'hôtel.

## HYPOTHÈSES RELATIVES AU LITIGE

L'entreprise connaît des problèmes de liquidités. En raison des pertes enregistrées en 2007, sa valeur nette est devenue négative. Elle ne dispose pas de liquidités lui permettant de payer à la banque la totalité des intérêts ou du principal échus demain. En conséquence, l'entreprise se trouve en défaut de remboursement de son emprunt. Les dirigeants prévoient également des pertes en 2008 et en 2009.

La banque bénéficie d'une charge flottante sur l'hôtel dans les pays où les charges flottantes sont autorisées. Si la loi interdit les charges flottantes mais qu'une disposition du même ordre est habituellement prévue dans les contrats, cette disposition est spécifiée dans le contrat de prêt.

L'entreprise a trop de créanciers pour pouvoir renégocier ses dettes à l'amiable. Elle a le choix entre les solutions suivantes : une procédure de redressement ou toute autre procédure qui permette de restructurer l'entreprise afin que son activité se poursuive ; une procédure de liquidation ; ou une procédure d'exécution de la dette ou de saisie du bien hypothéqué consistant à vendre l'hôtel (soit en activité, soit sous forme d'actifs), par voie judiciaire (ou par le biais d'une autorité gouvernementale, par exemple un organisme de recouvrement de dettes), ou par voie extrajudiciaire (par exemple en nommant un administrateur).

Si, au cours des 5 dernières années, un pays compte moins de 5 litiges par an dont une restructuration ou une liquidation judiciaire, ou une procédure d'exécution de la dette, cette économie reçoit la mention « *aucun cas* », ce qui signifie qu'il est improbable que les créanciers recouvreront leur créance par des voies légales (par voie judiciaire ou à l'amiable).

## DÉLAIS

Le délai de recouvrement de leur créance par les créanciers est exprimé en années civiles. Les informations sont recueillies en se basant sur l'ordre de déroulement des procédures et sur la possibilité d'accomplir certaines procédures simultanément. Sont prises en compte tactiques visant potentiellement à retarder la procédure, auxquelles ont parfois recours les parties, comme les appels dilatoires ou les demandes de prorogation.

## COÛT

Le coût d'une procédure de faillite est exprimé en pourcentage de la valeur du patrimoine. Le coût est calculé à partir des réponses

aux enquêtes des juristes spécialisés dans les questions de faillite, et comprend les frais de justice ainsi que les frais engagés pour payer les juristes spécialisés dans les affaires de faillite, les experts indépendants, les avocats et les comptables. Les personnes interrogées donnent des estimations de coût, en choisissant parmi les réponses suivantes : moins de 2 %, 2 à 5 %, 5 à 8 %, 8 à 11 %, 11 à 18 %, 18 à 25 %, 25 à 33 %, 33 à 50 %, 50 à 75 % et plus de 75 % de la valeur des biens de l'entreprise en faillite.

## TAUX DE RECOUVREMENT

Le taux de recouvrement est exprimé en cents par dollar recouvré par les créanciers dans le cadre d'une procédure de faillite, d'insolvabilité ou d'exécution de la dette. Le calcul tient compte du fait que l'entreprise puisse ou non, à l'issue de la procédure, poursuivre ses activités, ainsi que des coûts et des pertes de valeur consécutifs au temps consacré à la fermeture de l'entreprise. Si l'entreprise poursuit son activité, il n'y pas de perte de valeur par rapport au montant initialement réclamé établi à 100 cents pour un dollar. Dans le cas contraire, le montant initial de 100 cents pour un dollar est réduit à 70 cents. Ensuite, on déduit les coûts officiels de la procédure d'insolvabilité (1 cent pour chaque pourcentage de la valeur initiale). Enfin, on tient compte de la moins-value liée à la période au cours de laquelle les fonds

TABLEAU 12.12

### Qu'évalue l'indicateur Fermeture d'entreprise ?

<b>Délai nécessaire pour le recouvrement de la dette (années)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exprimé en années civiles</li> <li>• Appels et demandes de prorogation compris</li> </ul>
<b>Frais nécessaires pour le recouvrement de la dette (% du patrimoine)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Calcul exprimé en pourcentage du patrimoine</li> <li>• Frais de justice</li> <li>• Honoraires d'avocat</li> <li>• Honoraires d'experts indépendants</li> <li>• Honoraires de comptables</li> </ul>
<b>Taux de recouvrement des créances (cents par dollar)</b>

- Mesure les cents par dollar recouvré par créance
- Valeur actuelle de la dette recouvrée
- Déduction est faite des coûts officiels des procédures d'insolvabilité
- Compte est tenu de l'amortissement des actifs
- Les résultats pour l'entreprise affectent la valeur maximale pouvant être recouvrée

Source : Base de données *Doing Business*.



sont restés bloqués pendant la procédure d'insolvabilité, y compris la moins-value due à la dépréciation du mobilier de l'hôtel. Par souci de cohérence avec les pratiques comptables internationales, on considère que le taux d'amortissement du mobilier de l'hôtel est de 20 %. Quant à la valeur des meubles, elle est censée représenter le quart de la valeur totale des actifs. Le taux de recouvrement est la valeur actuelle du produit restant de la vente, calculée en fonction du montant des taux d'intérêt fin 2007 communiqué par Statistiques financières internationales du FMI, complétée par les données des banques centrales. Le taux de recouvrement est zéro pour les économies ayant obtenu la mention « aucun cas ».

*Cette méthodologie a été mise au point par Djankov et al. (2006).*

## NOTES

1. Les informations relatives au paiement des impôts se rapportent à la période de janvier à décembre 2007.
2. On pourra les trouver à l'adresse suivante : <http://www.subnational.doingbusiness.org>.
3. La valeur ajoutée moyenne par travailleur est le ratio du RNB par habitant de l'économie à la population d'âge actif, comme pourcentage de la population totale.

# Facilité de faire des affaires

L'indice de facilité de faire des affaires classe les économies de 1 à 181. Pour chaque économie, l'indice correspond à la moyenne simple des classements établis par centile pour chacune des dix catégories couvertes par *Doing Business 2009*. Le classement dans chaque catégorie correspond à la moyenne simple par centile pour les indicateurs qui le composent (tableau 13.1).

Lorsqu'une économie n'est dotée d'aucune loi et d'aucune réglementation dans un domaine spécifique (par exemple, dans le domaine de la faillite), on lui attribue la mention « aucun cas ». De même, s'il existe une réglementation mais que celle-ci n'est jamais appliquée, ou si une réglementation concurrente interdit une telle pratique, l'économie concernée est attribuée soit « aucun cas » soit « pas possible ». Dans les deux cas, une économie portant la mention « aucun cas » ou « pas possible » se retrouve au bas du classement pour l'indicateur concerné.

Voici un exemple de la manière dont le classement de la facilité de faire des affaires est établi. En Islande, créer une entreprise requiert 5 procédures différentes, 5 jours, et des frais équivalents à 2,6 % du revenu annuel par habitant. Le capital minimum requis s'élève à 13,6 % du revenu par habitant. Pour ces 4 indicateurs, l'Islande se classe respectivement dans les 9<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 58<sup>e</sup> centiles. Ainsi, en moyenne, l'Islande se classe dans le 21<sup>e</sup> centile en ce qui concerne la facilité de création d'entreprise. Elle se classe dans le 48<sup>e</sup> centile en matière de protection des investisseurs, dans le 26<sup>e</sup> centile en termes de commerce transfrontalier, dans le 8<sup>e</sup> centile pour l'exécution des contrats, dans le 8<sup>e</sup> centile pour ce qui est de la fermeture d'entreprise, etc. Un rang plus élevé signifie que la réglementation est plus

simple et que les droits de propriété sont mieux protégés. La moyenne simple des classements par centile de l'Islande dans toutes les catégories s'établit à 23 %. Une fois toutes les économies classées selon leur rang centile moyen, l'Islande occupe la 11<sup>e</sup> place.

Des méthodes d'agrégation plus complexes (telles que les composantes principales et les composantes non observées) conduisent à un classement quasiment identique<sup>1</sup>. Le choix de la méthode d'agrégation a peu d'incidence sur le classement car les dix ensembles d'indicateurs de *Doing Business* offrent une couverture suffisamment large des catégories. *Doing Business* utilise donc la méthode la plus simple.

La portée de l'indice de facilité de faire des affaires est limitée. Celui-ci ne prend pas en compte la proximité de marchés importants pour une économie, ni la qualité de ses services d'infrastructure (autres que les services liés au commerce transfrontalier et aux permis de construire), la protection des biens contre le vol et le pillage, les conditions macroéconomiques et la solidité sous-jacente des institutions. Nombre de ces facteurs restent à analyser afin de déterminer quelle réglementation constitue un obstacle contraignant et en quoi, quelle série de réformes s'avère la plus efficace et de quelle manière certaines questions sont conditionnées par le contexte propre à une économie. Les indicateurs de *Doing Business* offrent un nouvel ensemble de données empiriques qui permettront peut-être de mieux comprendre ces aspects.

*Doing Business* suit également une méthode simple pour déterminer qui sont les meilleurs réformateurs. Le rapport commence par sélectionner les économies qui ont mis en œuvre des réformes pour simplifier la conduite des affaires dans au moins trois des dix catégories de *Doing Business*. Il compte une réforme par catégorie. Par exemple, si une économie a fusionné plusieurs procédures en créant un seul registre de propriété, et si elle a par ailleurs réduit les droits de transfert de propriété, on considère qu'il s'agit d'une seule et même réforme sur les trois à réaliser pour être candidat au classement des top réformateurs. Cette année, 33 économies ont répondu à ce critère : l'Albanie, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, le Burkina Faso, la Chine, la Colombie, l'Égypte, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Géorgie, la Grèce, le Libéria, Madagascar, le Maroc, Maurice, le Mozambique, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République dominicaine, la République kirghize, la République tchèque, le Rwanda, le Sénégal, la Sierra Leone, la Slovaquie, la Thaïlande, la Tunisie, l'Ukraine, l'Uruguay et la Zambie (tableau 13.2).

*Doing Business* classe ensuite ces économies en fonction de leur progression par rapport à leur classement, l'année précédente, en termes de facilité de faire des affaires. Par exemple, l'Albanie, le Burkina Faso et le Rwanda ont chacun réformé quatre aspects de la réglementation des affaires. Au classement général relatif à la facilité de faire des affaires, l'Albanie est

TABLEAU 13.1

## Sur quels indicateurs se base le classement ?

<b>Création d'entreprise</b>	<b>Protection des investisseurs</b>
Procédures, délai, coût et capital minimum à verser pour créer une entreprise	Indice de protection des investisseurs : indice de divulgation de l'information, indice mesurant la responsabilité des dirigeants et indice de facilité des poursuites par les actionnaires
<b>Octroi de permis de construire</b>	<b>Paiement des taxes et impôts</b>
Procédures, délai et coût pour obtenir un permis de construire, inspection des chantiers, raccordement aux réseaux d'utilité publique	Nombre de paiements, délai pour préparer et produire les déclarations fiscales et pour payer les impôts, total à payer (% du bénéfice brut)
<b>Embauche des travailleurs</b>	<b>Commerce transfrontalier</b>
Indice de difficulté de recruter, indice de rigidité des horaires, indice de difficulté de licencier, coût de licenciement	Documents, délai et coût à l'export et à l'import
<b>Transfert de propriété</b>	<b>Exécution des contrats</b>
Procédures, délai et coût pour transférer une propriété commerciale	Procédures, délai et coût pour résoudre un litige commercial
<b>Obtention de prêts</b>	<b>Fermeture d'entreprise</b>
Indice de fiabilité des garanties, étendue de l'information sur le crédit	Taux de recouvrement en cas de faillite

passée de la 135<sup>e</sup> à la 86<sup>e</sup> place, le Burkina Faso de la 164<sup>e</sup> à 148<sup>e</sup> et le Rwanda de la 148<sup>e</sup> à la 139<sup>e</sup>. Ces changements constituent une progression respective de 49, 16 et 9 places dans le classement. L'Albanie est de ce fait mieux classée que le Burkina Faso dans la liste des dix premiers réformateurs. Le Rwanda ne parvient pas à intégrer cette liste.

Pour résumer, les top réformateurs sont les économies qui ont mis en œuvre au moins 3 réformes facilitant les affaires et, par conséquent, amélioré leur classement en matière de facilité de faire des affaires par plus de places que les autres économies. L'évolution dans le classement est calculée en comparant le classement de cette année avec le classement rétro-calculé de l'année précédente. Afin de garantir la cohérence de ce classement à terme, les données des années précédentes sont ajustées pour refléter toute modification de la méthodologie, tout ajout de nouvelles économies et toute révision des données.

## NOTE

1. Voir Djankov et others (2005).

TABLEAU 13.2

ÉCONOMIES	Réformes en 2007–08									
	Création d'entreprise	Octroi de permis de construire	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Afghanistan										
Afrique du Sud	✓						✓			
Albanie	✓				✓	✓	✓			
Algérie										
Allemagne							✓			✓
Angola	✓	✓								
Antigua-et-Barbuda							✓			
Arabie Saoudite	✓			✓		✓				✓
Argentine			✓							
Arménie		✓							✓	
Australie										
Autriche									✓	
Azerbaïdjan	✓		✓	✓	✓	✓	✓		✓	
Bahamas										
Bahreïn										
Bangladesh	✓			✓						
Bélarus	✓	✓		✓	✓		✓	✓		
Belgique									✓	
Belize										
Bénin		✗						✓		
Bhoutan									✓	
Bolivie										✗
Bosnie-Herzégovine		✓		✓			✓			✓
Botswana	✓					✓	✗	✓		
Brésil								✓		
Brunéi										
Bulgarie	✓	✗					✓		✓	✓
Burkina Faso		✓	✓	✓			✓			
Burundi										
Cambodge					✓					✓
Cameroun					✓					
Canada	✓						✓			
Cap-Vert			✗							
Chili										
Chine			✗		✓		✓		✓	
Cisjordanie et Gaza	✓	✗			✓					
Colombie	✓	✓					✓	✓		✓
Comores										
Congo, Rép. dém.										
Congo, Rép. du				✓	✓					
Corée			✗					✓		
Costa Rica	✓									
Côte d'Ivoire							✓			
Croatie		✓						✓		
Danemark							✓			
Djibouti								✓		
Dominique										
Égypte	✓	✓		✓	✓	✓		✓		

✓ Réformes rendant plus facile la conduite des affaires ✗ Réformes rendant plus difficile la conduite des affaires

ÉCONOMIES	Réformes en 2007-08									
	Création d'entreprise	Octroi de permis de construire	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
El Salvador	✓				✓			✓		
Émirats arabes unis					✓			✓		
Équateur								✓		
Érythrée								✓		
Espagne										
Estonie										
États-Unis										
Éthiopie										
Fédération de Russie										
Fidji		X	X							
Finlande					✓					✓
France							✓	✓		
Gabon					✓			X		
Gambie			X							
Géorgie	✓			✓	✓		✓			
Ghana	✓									
Grèce	✓					✓	✓			✓
Grenade										
Guatemala					✓					
Guinée										
Guinée-Bissau					✓					
Guinée équatoriale								X		
Guyana										
Haïti								✓		
Honduras							✓	✓		
Hong Kong, Chine		✓								✓
Hongrie	✓			✓						
Îles Marshall										
Îles Salomon										
Inde								✓		
Indonésie	X				✓					
Iran										
Iraq										
Irlande										
Islande										
Israël										
Italie	✓		X				✓			
Jamaïque		✓		✓						
Japon										
Jordanie	✓									
Kazakhstan			X	✓	✓					
Kenya	✓							✓		
Kiribati										
Koweït										
Lesotho	✓									
Lettonie				✓						✓
Liban	✓									
Libéria	✓	✓			✓			✓		
Lituanie				✓						

✓ Réformes rendant plus facile la conduite des affaires    X Réformes rendant plus difficile la conduite des affaires

ÉCONOMIES	Réformes en 2007-08									
	Création d'entreprise	Octroi de permis de construire	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Luxembourg										
Macédoine, ex-République yougoslave de	✓			✓	✓		✓	✓	✓	
Madagascar	✓			✓			✓	✓		
Malaisie	✓						✓			
Malawi										
Maldives										
Mali								✓		
Maroc					✓		✓	✓		
Maurice	✓			✓	✓					
Mauritanie	✓	✓								
Mexique							✓			✓
Micronésie										
Moldova	✓				✓					
Mongolie							✓	✓		
Monténégro		✗			✓					
Mozambique			✓				✓		✓	
Namibie	✓									
Népal										
Nicaragua										
Niger										
Nigéria								✓		
Norvège										
Nouvelle-Zélande	✓						✓			✓
Oman	✓									
Ouganda										
Ouzbékistan					✓					
Pakistan										
Palaos								✓		
Panama	✓									
Papouasie-Nouvelle-Guinée										
Paraguay										
Pays-Bas										
Pérou										
Philippines								✓		
Pologne										✓
Porto Rico										
Portugal		✓							✓	✓
Qatar										
République centrafricaine					✓					
République démocratique populaire lao										
République dominicaine	✓			✓			✓	✓		
République kirghize	✓	✓				✓				
République tchèque	✓		✓				✓			✓
Roumanie									✓	
Royaume-Uni			✗							
Rwanda		✓		✓				✓	✓	
Sainte-Lucie										
Saint-Kitts-et-Nevis										

✓ Réformes rendant plus facile la conduite des affaires ✗ Réformes rendant plus difficile la conduite des affaires



ÉCONOMIES	Réformes en 2007-08									
	Création d'entreprise	Octroi de permis de construire	Embauche des travailleurs	Transfert de propriété	Obtention de prêts	Protection des investisseurs	Paiement des taxes et impôts	Commerce transfrontalier	Exécution des contrats	Fermeture d'entreprise
Saint-Vincent-et-les Grenadines							✓			✓
Samoa							✓			
Sao Tomé-et-Principe										
Sénégal	✓			✓				✓		
Serbie		X		✓						
Seychelles										
Sierra Leone	✓	✓		✓				✓		
Singapour	✓	✓								
Slovaquie	✓									
Slovénie	✓		✓			✓				
Soudan										
Sri Lanka					✓					
Suède			X							
Suisse	X									
Suriname										
Swaziland										
Syrie	✓							✓		
Tadjikistan		X				✓				
Taïwan, Chine					✓					
Tanzanie										
Tchad					✓					
Thaïlande				✓		✓	✓	✓		
Timor-Leste										
Togo										
Tonga	✓	✓								
Trinité-et-Tobago										
Tunisie	✓				✓	✓	✓	X		
Turquie						✓				
Ukraine		X			✓		✓	✓		
Uruguay	✓						✓	✓		
Vanuatu					✓					
Venezuela							X			
Viet Nam					✓					
Yémen	✓									
Zambie	✓			✓			✓			
Zimbabwe		X								

✓ Réformes rendant plus facile la conduite des affaires    X Réformes rendant plus difficile la conduite des affaires

# Tableaux par pays

AFGHANISTAN		Asie du Sud	RNB par habitant (USD)	370	
Facilité de faire des affaires (classement)	162	Revenu faible	Population (m)	24,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	22	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	174	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	179
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	12
Délai (jours)	9	Délai (jours)	250	Délai à l'export (jours)	74
Coût (% du revenu par habitant)	59,5	Coût (% valeur du bien)	7,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 000
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0	<b>Obtention de prêts</b> (classement)	178	Documents à l'import (nombre)	11
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	140	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	1	Délai à l'import (jours)	77
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 600
Délai (jours)	340	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	160
Coût (% du revenu par habitant)	14 918,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	30	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	181	Délai (jours)	1 642
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	0	Coût (% de la créance)	25,0
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	0,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	49	Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	275		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,4		

AFRIQUE DU SUD		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	5 760	
Facilité de faire des affaires (classement)	32	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	47,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	47	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	87	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	147
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	22	Délai (jours)	24	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	6,0	Coût (% valeur du bien)	8,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 445
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0	<b>Obtention de prêts</b> (classement)	2	Documents à l'import (nombre)	9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	48	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Délai à l'import (jours)	35
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 721
Délai (jours)	174	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	82
Coût (% du revenu par habitant)	27,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	64,8	Procédures (nombre)	30
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	102	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	9	Délai (jours)	600
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8	Coût (% de la créance)	33,2
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	73
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	42	Indice de protection des investisseurs (0-10)	8,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	23	Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,2
		Paielements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	200		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,2		

ALBANIE		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	3 290	
Facilité de faire des affaires (classement)	86	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	3,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	67	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	62	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	77
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	8	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	25,8	Coût (% valeur du bien)	3,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	770
Capital minimum (% du revenu par habitant)	32,3	<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Documents à l'import (nombre)	9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	170	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Délai à l'import (jours)	22
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	775
Délai (jours)	331	Couverture du registre public (% des adultes)	8,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	89
Coût (% du revenu par habitant)	435,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	108	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	14	Délai (jours)	390
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8	Coût (% de la créance)	38,7
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	35	Indice de protection des investisseurs (0-10)	7,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	143	Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		Paielements (nombre par année)	44		
		Délai (heures par année)	244		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,5		

ALGÉRIE		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	3 620	
Facilité de faire des affaires (classement)	132	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	33,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	141	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	162	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	118
Procédures (nombre)	14	Procédures (nombre)	14	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	24	Délai (jours)	51	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	10,8	Coût (% valeur du bien)	7,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 248
Capital minimum (% du revenu par habitant)	36,6			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	112	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 428
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	240	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	126
Coût (% du revenu par habitant)	46,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	630
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	118	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	21,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	49
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	166		
		Paiements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	451		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	74,2		

ALLEMAGNE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	38 860	
Facilité de faire des affaires (classement)	25	Revenu élevé	Population (m)	82,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	102	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	52	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	11
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	18	Délai (jours)	40	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	5,6	Coût (% valeur du bien)	5,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	822
Capital minimum (% du revenu par habitant)	42,2			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	7
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	15	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	887
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	100	Couverture du registre public (% des adultes)	0,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	9
Coût (% du revenu par habitant)	62,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	98,4	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	394
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	142	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	14,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	33
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	1,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	44	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	69			Taux de recouvrement (cents par dollar)	52,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	80		
		Paiements (nombre par année)	16		
		Délai (heures par année)	196		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,5		

ANGOLA		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	2 560	
Facilité de faire des affaires (classement)	168	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	17,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	156	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	173	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	172
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	12
Délai (jours)	68	Délai (jours)	334	Délai à l'export (jours)	68
Coût (% du revenu par habitant)	196,8	Coût (% valeur du bien)	11,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	2 250
Capital minimum (% du revenu par habitant)	39,1			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	62
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	125	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	3 325
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	328	Couverture du registre public (% des adultes)	2,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	179
Coût (% du revenu par habitant)	831,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	46
				Délai (jours)	1 011
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	174	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	44,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	142
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	6,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	66	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	58			Taux de recouvrement (cents par dollar)	10,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	130		
		Paiements (nombre par année)	31		
		Délai (heures par année)	272		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	53,2		

ANTIGUA-ET-BARBUDA		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		11 520		
Facilité de faire des affaires (classement)		42	Revenu élevé		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		45	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		97	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		46
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		21	Délai (jours)		26	Délai à l'export (jours)		15
Coût (% du revenu par habitant)		11,6	Coût (% valeur du bien)		10,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 133
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Délai à l'import (jours)		15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		22	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 133
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		156	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		73
Coût (% du revenu par habitant)		25,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		45
						Délai (jours)		351
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		46	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		24	Coût (% de la créance)		22,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		61
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		10	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		52				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		136			
			Paiements (nombre par année)		56			
			Délai (heures par année)		207			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,8			

ARABIE SAOUDITE		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		15 440		
Facilité de faire des affaires (classement)		16	Revenu élevé		Population (m)		24,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		28	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		1	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		16
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		12	Délai (jours)		2	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		14,9	Coût (% valeur du bien)		0,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		681
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		59	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		50	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		678
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Délai (jours)		125	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		137
Coût (% du revenu par habitant)		74,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		14,1	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		45	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		24	Coût (% de la créance)		27,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		57
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		3	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		13	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût de licenciement (semaines de salaire)		80				Taux de recouvrement (cents par dollar)		37,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		7			
			Paiements (nombre par année)		14			
			Délai (heures par année)		79			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		14,5			

ARGENTINE		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		6 050		
Facilité de faire des affaires (classement)		113	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		39,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		135	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		95	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		106
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		32	Délai (jours)		51	Délai à l'export (jours)		13
Coût (% du revenu par habitant)		9,0	Coût (% valeur du bien)		7,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 480
Capital minimum (% du revenu par habitant)		3,7				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		59	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		167	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 810
Procédures (nombre)		28	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Délai (jours)		338	Couverture du registre public (% des adultes)		31,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		45
Coût (% du revenu par habitant)		183,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		590
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		130	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		104	Coût (% de la créance)		16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		83
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		35	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		12
Coût de licenciement (semaines de salaire)		95				Taux de recouvrement (cents par dollar)		29,8
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		134			
			Paiements (nombre par année)		9			
			Délai (heures par année)		453			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		108,1			



<b>ARMÉNIE</b>		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	44	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)	3,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	66	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	5	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	143
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	18	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	3,6	Coût (% valeur du bien)	0,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 746
Capital minimum (% du revenu par habitant)	2,3			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	24
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	42	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 981
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	116	Couverture du registre public (% des adultes)	2,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	61
Coût (% du revenu par habitant)	28,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	24,4	Procédures (nombre)	49
				Délai (jours)	285
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	54	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	19,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	47
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	31	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	150		
		Paiements (nombre par année)	50		
		Délai (heures par année)	958		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,6		
<b>AUSTRALIE</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	9	Revenu élevé		Population (m)	21,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	3	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	33	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	45
Procédures (nombre)	2	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	2	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	4,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 200
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	5	Délai à l'import (jours)	12
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	57	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 239
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	221	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	20
Coût (% du revenu par habitant)	13,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	28
				Délai (jours)	395
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	8	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	20,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	14
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	3	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	78,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	48		
		Paiements (nombre par année)	12		
		Délai (heures par année)	107		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,3		
<b>AUTRICHE</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	27	Revenu élevé		Population (m)	8,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	104	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	36	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	19
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	28	Délai (jours)	32	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	5,1	Coût (% valeur du bien)	4,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 125
Capital minimum (% du revenu par habitant)	52,8			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	8
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	46	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 125
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	194	Couverture du registre public (% des adultes)	1,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	13
Coût (% du revenu par habitant)	70,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	40,9	Procédures (nombre)	25
				Délai (jours)	397
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	50	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	18,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	20
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	33	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	2			Taux de recouvrement (cents par dollar)	71,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	93		
		Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	170		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	54,5		

AZERBAÏDJAN		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		2 550		
Facilité de faire des affaires (classement)		33	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		8,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		13	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		9	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		174
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		16	Délai (jours)		11	Délai à l'export (jours)		48
Coût (% du revenu par habitant)		3,2	Coût (% valeur du bien)		0,3	Coût à l'export (USD par conteneur)		3 075
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		14
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		12	Délai à l'import (jours)		56
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		155	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 420
Procédures (nombre)		31	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		207	Couverture du registre public (% des adultes)		3,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		26
Coût (% du revenu par habitant)		522,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		237
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		15	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		18	Coût (% de la créance)		18,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		81
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		8	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		3	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		30,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		102			
			Paielements (nombre par année)		23			
			Délai (heures par année)		376			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,1			

BAHAMAS		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		19 781		
Facilité de faire des affaires (classement)		55	Revenu élevé		Population (m)		0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		45	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		143	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		51
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		31	Délai (jours)		48	Délai à l'export (jours)		16
Coût (% du revenu par habitant)		9,8	Coût (% valeur du bien)		12,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		930
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Délai à l'import (jours)		13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		92	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 380
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		197	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		120
Coût (% du revenu par habitant)		241,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		427
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		44	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		104	Coût (% de la créance)		28,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		29
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		17	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26				Taux de recouvrement (cents par dollar)		54,7
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		39			
			Paielements (nombre par année)		17			
			Délai (heures par année)		58			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,0			

BAHREÏN		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		25 731		
Facilité de faire des affaires (classement)		18	Revenu élevé		Population (m)		0,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		49	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		18	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		21
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		9	Délai (jours)		31	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		0,6	Coût (% valeur du bien)		0,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		805
Capital minimum (% du revenu par habitant)		210,1				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		14	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		845
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		56	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		113
Coût (% du revenu par habitant)		57,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		35,8	Procédures (nombre)		48
						Délai (jours)		635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		26	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		14,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		25
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		23	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		10
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4				Taux de recouvrement (cents par dollar)		63,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		15			
			Paielements (nombre par année)		25			
			Délai (heures par année)		36			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		15,0			

BANGLADESH		Asie du Sud	RNB par habitant (USD)	470	
Facilité de faire des affaires (classement)	110	Revenu faible	Population (m)	158,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	90	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	175	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	105
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	73	Délai (jours)	245	Délai à l'export (jours)	28
Coût (% du revenu par habitant)	25,7	Coût (% valeur du bien)	10,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	970
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	32
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	114	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 375
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	231	Couverture du registre public (% des adultes)	0,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	178
Coût (% du revenu par habitant)	739,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	1 442
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	132	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	18	Coût (% de la créance)	63,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	106
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	35	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	104			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	90		
		Paiements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	302		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,5		

BÉLARUS		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	4 220	
Facilité de faire des affaires (classement)	85	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	9,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	97	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	14	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	134
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	31	Délai (jours)	21	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	7,8	Coût (% valeur du bien)	0,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 772
Capital minimum (% du revenu par habitant)	12,4			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	26
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	65	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 720
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	210	Couverture du registre public (% des adultes)	2,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	14
Coût (% du revenu par habitant)	39,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	28
				Délai (jours)	225
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	49	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	104	Coût (% de la créance)	23,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	71
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	5,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	33,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	181		
		Paiements (nombre par année)	112		
		Délai (heures par année)	1 188		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	117,5		

BELGIQUE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	40 710	
Facilité de faire des affaires (classement)	19	Revenu élevé	Population (m)	10,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	20	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	168	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	43
Procédures (nombre)	3	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	4	Délai (jours)	132	Délai à l'export (jours)	8
Coût (% du revenu par habitant)	5,2	Coût (% valeur du bien)	12,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 619
Capital minimum (% du revenu par habitant)	19,9			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	44	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 600
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	169	Couverture du registre public (% des adultes)	57,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	22
Coût (% du revenu par habitant)	65,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	25
				Délai (jours)	505
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	37	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	15	Coût (% de la créance)	16,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	8
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	20	Indice de protection des investisseurs (0-10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	16			Taux de recouvrement (cents par dollar)	86,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	64		
		Paiements (nombre par année)	11		
		Délai (heures par année)	156		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	58,1		

BELIZE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	3 800	
Facilité de faire des affaires (classement)	78	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	139	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	121	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	114
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	44	Délai (jours)	60	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	51,1	Coût (% valeur du bien)	4,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 810
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	2	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 145
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	66	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	168
Coût (% du revenu par habitant)	17,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	51
				Délai (jours)	892
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	25	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	27,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	24
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	14	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24			Taux de recouvrement (cents par dollar)	63,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	53		
		Paielements (nombre par année)	40		
		Délai (heures par année)	147		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,2		

BÉNIN		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	570	
Facilité de faire des affaires (classement)	169	Revenu faible	Population (m)	9,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	149	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	119	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	129
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	31	Délai (jours)	120	Délai à l'export (jours)	32
Coût (% du revenu par habitant)	196,0	Coût (% valeur du bien)	11,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 237
Capital minimum (% du revenu par habitant)	347,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	40
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	130	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 393
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	410	Couverture du registre public (% des adultes)	10,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	175
Coût (% du revenu par habitant)	303,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	825
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	116	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	64,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	39	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	130
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	40	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36			Taux de recouvrement (cents par dollar)	16,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	165		
		Paielements (nombre par année)	55		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	73,2		

BHOUTAN		Asie du Sud	RNB par habitant (USD)	1 770	
Facilité de faire des affaires (classement)	124	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	63	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	38	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	151
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	46	Délai (jours)	64	Délai à l'export (jours)	38
Coût (% du revenu par habitant)	8,5	Coût (% valeur du bien)	0,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 210
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	172	Délai à l'import (jours)	38
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	116	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 140
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	183	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	37
Coût (% du revenu par habitant)	158,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	225
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	13	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	0,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	10			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	82		
		Paielements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	274		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,8		

BOLIVIE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	1 260	
Facilité de faire des affaires (classement)	150	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	9,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	165	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	129	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	117
Procédures (nombre)	15	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	50	Délai (jours)	92	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	112,4	Coût (% valeur du bien)	4,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 425
Capital minimum (% du revenu par habitant)	2,8			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	98	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	1	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 747
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	249	Couverture du registre public (% des adultes)	11,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	133
Coût (% du revenu par habitant)	121,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	29,7	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	591
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	180	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	33,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	59
Indice de difficulté de licencier (0-100)	100	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	79	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	PAS POSSIBLE			Taux de recouvrement (cents par dollar)	37,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	176		
		Paiements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	1 080		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	78,1		
BOSNIE-HERZÉGOVINE		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	3 580	
Facilité de faire des affaires (classement)	119	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	3,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	161	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	144	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	55
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	60	Délai (jours)	128	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	30,8	Coût (% valeur du bien)	5,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 070
Capital minimum (% du revenu par habitant)	36,3			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	137	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 035
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	296	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	123
Coût (% du revenu par habitant)	666,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	69,2	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	595
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	117	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	38,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	60
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,9
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	154		
		Paiements (nombre par année)	51		
		Délai (heures par année)	428		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,1		
BOTSWANA		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	5 840	
Facilité de faire des affaires (classement)	38	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	1,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	80	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	29	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	149
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	78	Délai (jours)	11	Délai à l'export (jours)	31
Coût (% du revenu par habitant)	2,3	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	2 508
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	119	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	3 064
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	167	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	92
Coût (% du revenu par habitant)	311,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	52,9	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	987
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	73	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	28,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	26
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	20	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	90			Taux de recouvrement (cents par dollar)	60,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	17		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	17,1		

<b>BRÉSIL</b>		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)	5 910
Facilité de faire des affaires (classement)	125	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	191,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	127	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	111	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	92
Procédures (nombre)	18	Procédures (nombre)	14	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	152	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	8,2	Coût (% valeur du bien)	2,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 240
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	19
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	108	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 275
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	411	Couverture du registre public (% des adultes)	20,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	100
Coût (% du revenu par habitant)	46,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	62,2	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	616
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	121	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	127
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	12
Coût de licenciement (semaines de salaire)	37			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	145		
		Paiements (nombre par année)	11		
		Délai (heures par année)	2 600		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	69,4		
<b>BRUNÉI</b>		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)	36 216
Facilité de faire des affaires (classement)	88	Revenu élevé		Population (m)	0,4
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	130	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	177	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	42
Procédures (nombre)	18	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	116	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	28
Coût (% du revenu par habitant)	9,2	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (USD par conteneur)	630
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	19
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	72	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	708
Procédures (nombre)	32	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	167	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	157
Coût (% du revenu par habitant)	5,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	58
				Délai (jours)	540
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	5	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	36,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	35
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	47,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	35		
		Paiements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	144		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,4		
<b>BULGARIE</b>		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)	4 590
Facilité de faire des affaires (classement)	45	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	7,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	81	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	59	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	102
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	49	Délai (jours)	19	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	2,0	Coût (% valeur du bien)	2,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 626
Capital minimum (% du revenu par habitant)	47,8			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	5	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	117	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 776
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	139	Couverture du registre public (% des adultes)	30,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	86
Coût (% du revenu par habitant)	493,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	5,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	564
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	60	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	23,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	60	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	17	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	75
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	29	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	94		
		Paiements (nombre par année)	17		
		Délai (heures par année)	616		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,9		



BURKINA FASO		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		430		
Facilité de faire des affaires (classement)		148	Revenu faible		Population (m)		14,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		113	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		148	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		173
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		16	Délai (jours)		136	Délai à l'export (jours)		45
Coût (% du revenu par habitant)		62,3	Coût (% valeur du bien)		10,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 132
Capital minimum (% du revenu par habitant)		458,8				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		54
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		106	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 630
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		1			
Délai (jours)		214	Couverture du registre public (% des adultes)		1,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		110
Coût (% du revenu par habitant)		577,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		446
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		57	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		107,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		110
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		21	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		34				Taux de recouvrement (cents par dollar)		21,7
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		132			
			Paiements (nombre par année)		45			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,6			

BURUNDI		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		110		
Facilité de faire des affaires (classement)		177	Revenu faible		Population (m)		8,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		138	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		125	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		170
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		43	Délai (jours)		94	Délai à l'export (jours)		47
Coût (% du revenu par habitant)		215,0	Coût (% valeur du bien)		10,7	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 147
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		163	Délai à l'import (jours)		71
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		173	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		2	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 705
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		1			
Délai (jours)		384	Couverture du registre public (% des adultes)		0,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		170
Coût (% du revenu par habitant)		8 515,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		832
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		70	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		150	Coût (% de la créance)		38,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		30	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		114			
			Paiements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		278,7			

CAMBODGE		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		540		
Facilité de faire des affaires (classement)		135	Revenu faible		Population (m)		14,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		169	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		108	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		122
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		85	Délai (jours)		56	Délai à l'export (jours)		22
Coût (% du revenu par habitant)		151,7	Coût (% valeur du bien)		4,4	Coût à l'export (USD par conteneur)		732
Capital minimum (% du revenu par habitant)		43,9				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Délai à l'import (jours)		30
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		147	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		872
Procédures (nombre)		23	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		709	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		136
Coût (% du revenu par habitant)		64,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		401
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		134	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		102,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		2	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		45	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		24			
			Paiements (nombre par année)		27			
			Délai (heures par année)		137			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		22,6			

CAMEROUN		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	1 050	
Facilité de faire des affaires (classement)	164	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	18,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	171	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	138	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	137
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	37	Délai (jours)	93	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	137,1	Coût (% valeur du bien)	17,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	995
Capital minimum (% du revenu par habitant)	188,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	33
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	154	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 672
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	426	Couverture du registre public (% des adultes)	4,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	172
Coût (% du revenu par habitant)	1 277,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	800
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	124	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	46,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	28	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	95
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	33			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	171		
		Paiements (nombre par année)	41		
		Délai (heures par année)	1 400		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,4		

CANADA		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	39 420	
Facilité de faire des affaires (classement)	8	Revenu élevé	Population (m)	33,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	2	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	32	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	44
Procédures (nombre)	1	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	5	Délai (jours)	17	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	0,5	Coût (% valeur du bien)	1,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 660
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	11
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	29	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 785
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	75	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	58
Coût (% du revenu par habitant)	103,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	570
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	18	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	5	Coût (% de la créance)	22,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	4
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	0,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	4	Indice de protection des investisseurs (0-10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	28			Taux de recouvrement (cents par dollar)	88,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	28		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	119		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,4		

CAP-VERT		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	2 430	
Facilité de faire des affaires (classement)	143	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	163	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	124	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	56
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	52	Délai (jours)	73	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	35,7	Coût (% valeur du bien)	7,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 325
Capital minimum (% du revenu par habitant)	47,5			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	79	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 129
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	120	Couverture du registre public (% des adultes)	21,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	40
Coût (% du revenu par habitant)	639,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	425
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	169	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	21,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	54	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	93			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	115		
		Paiements (nombre par année)	57		
		Délai (heures par année)	100		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	54,0		

CHILI		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	8 350	
Facilité de faire des affaires (classement)	40	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	16,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	55	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	39	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	53
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	27	Délai (jours)	31	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	7,5	Coût (% valeur du bien)	1,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	745
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	62	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	795
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	155	Couverture du registre public (% des adultes)	28,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	65
Coût (% du revenu par habitant)	101,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	34,5	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	480
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	74	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	28,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	112
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	4,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52			Taux de recouvrement (cents par dollar)	21,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	41		
		Paiements (nombre par année)	10		
		Délai (heures par année)	316		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	25,9		

CHINE		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	2 360	
Facilité de faire des affaires (classement)	83	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	1 320,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	151	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	30	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	48
Procédures (nombre)	14	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	40	Délai (jours)	29	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	8,4	Coût (% valeur du bien)	3,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	460
Capital minimum (% du revenu par habitant)	158,1			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	24
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	176	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	545
Procédures (nombre)	37	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	336	Couverture du registre public (% des adultes)	58,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	18
Coût (% du revenu par habitant)	698,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	406
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	111	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	11,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	62
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	132		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	504		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	79,9		

CISJORDANNIE ET GAZA		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	1 230	
Facilité de faire des affaires (classement)	131	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	3,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	166	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	80	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	85
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	49	Délai (jours)	63	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	69,1	Coût (% valeur du bien)	0,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	835
Capital minimum (% du revenu par habitant)	56,1			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	40
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	149	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	0	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 225
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	199	Couverture du registre public (% des adultes)	7,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	122
Coût (% du revenu par habitant)	1 399,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	700
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	109	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	21,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	31	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	25		
		Paiements (nombre par année)	27		
		Délai (heures par année)	154		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	16,8		

<b>COLOMBIE</b>		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)	3 250
Facilité de faire des affaires (classement)	53	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)	46,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	79	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	78	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	96
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	36	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	14,1	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 690
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	54	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 640
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	114	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	149
Coût (% du revenu par habitant)	661,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	42,5	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	1 346
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	80	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	52,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	30
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	59			Taux de recouvrement (cents par dollar)	52,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	141		
		Paievements (nombre par année)	31		
		Délai (heures par année)	256		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	78,4		
<b>COMORES</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	680
Facilité de faire des affaires (classement)	155	Revenu faible		Population (m)	0,6
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	160	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	93	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	129
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	23	Délai (jours)	24	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	188,6	Coût (% valeur du bien)	20,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 073
Capital minimum (% du revenu par habitant)	280,8			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	64	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 057
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	164	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	150
Coût (% du revenu par habitant)	77,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	506
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	162	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	89,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	39	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	100			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	55		
		Paievements (nombre par année)	20		
		Délai (heures par année)	100		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,8		
<b>CORÉE</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	19 690
Facilité de faire des affaires (classement)	23	Revenu élevé		Population (m)	48,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	126	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	67	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	12
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	17	Délai (jours)	11	Délai à l'export (jours)	8
Coût (% du revenu par habitant)	16,9	Coût (% valeur du bien)	5,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	767
Capital minimum (% du revenu par habitant)	53,8			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	8
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	23	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	747
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	34	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	8
Coût (% du revenu par habitant)	154,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	90,4	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	230
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	152	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	10,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	12
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	45	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	80,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	43		
		Paievements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	250		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	33,7		

<b>COSTA RICA</b>		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)	5 560
Facilité de faire des affaires (classement)	117	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	4,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	123	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	45	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	94
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	60	Délai (jours)	21	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	20,5	Coût (% valeur du bien)	3,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 050
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	25
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	123	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 050
Procédures (nombre)	23	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	191	Couverture du registre public (% des adultes)	5,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	132
Coût (% du revenu par habitant)	211,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	51,6	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	877
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	77	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	164	Coût (% de la créance)	24,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	98
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	3,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	28	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	152		
		Paiements (nombre par année)	43		
		Délai (heures par année)	282		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	55,7		
<b>CÔTE D'IVOIRE</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	910
Facilité de faire des affaires (classement)	161	Revenu faible		Population (m)	19,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	167	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	139	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	155
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	40	Délai (jours)	62	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	135,1	Coût (% valeur du bien)	13,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 904
Capital minimum (% du revenu par habitant)	215,9			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	43
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	160	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 437
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	628	Couverture du registre public (% des adultes)	2,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	124
Coût (% du revenu par habitant)	243,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	770
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	112	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	41,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	68
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	38	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	49			Taux de recouvrement (cents par dollar)	34,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	148		
		Paiements (nombre par année)	66		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,4		
<b>CROATIE</b>		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)	10 460
Facilité de faire des affaires (classement)	106	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	4,4
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	117	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	109	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	97
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	40	Délai (jours)	174	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	11,5	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 281
Capital minimum (% du revenu par habitant)	16,6			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	163	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 141
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	410	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	44
Coût (% du revenu par habitant)	655,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	71,8	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	561
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	146	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	13,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	61	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	79
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	50	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39			Taux de recouvrement (cents par dollar)	30,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	33		
		Paiements (nombre par année)	17		
		Délai (heures par année)	196		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,5		

DANEMARK		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	54 910	
Facilité de faire des affaires (classement)	5	Revenu élevé	Population (m)	5,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	16	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	43	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	3
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	6	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	5
Coût (% du revenu par habitant)	0,0	Coût (% valeur du bien)	0,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	681
Capital minimum (% du revenu par habitant)	40,1			Documents à l'import (nombre)	3
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	5
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	7	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	681
Procédures (nombre)	6	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	69	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	29
Coût (% du revenu par habitant)	60,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	5,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	380
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	10	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	23,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	7
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	10	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	86,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	13		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	135		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	29,9		
DJIBOUTI		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	1 090	
Facilité de faire des affaires (classement)	153	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	173	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	134	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	35
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	37	Délai (jours)	40	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	200,2	Coût (% valeur du bien)	13,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 058
Capital minimum (% du revenu par habitant)	514,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	172	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	99	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	1	Coût à l'import (USD par conteneur)	978
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	195	Couverture du registre public (% des adultes)	0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	159
Coût (% du revenu par habitant)	982,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	1 225
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	137	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	177	Coût (% de la créance)	34,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	132
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	0	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,9
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	61		
		Paiements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	114		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	38,7		
DOMINIQUE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	4 250	
Facilité de faire des affaires (classement)	74	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	21	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	103	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	82
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	14	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	25,5	Coût (% valeur du bien)	13,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 297
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	24	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 310
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	182	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	164
Coût (% du revenu par habitant)	12,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	681
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	61	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	36,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	58			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	63		
		Paiements (nombre par année)	38		
		Délai (heures par année)	120		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,0		



ÉGYPTE		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		1 580	
Facilité de faire des affaires (classement)	114	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		75,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	41	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	85	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	24		
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	7	Délai (jours)	72	Délai à l'export (jours)	14		
Coût (% du revenu par habitant)	18,3	Coût (% valeur du bien)	0,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	737		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	2,0			Documents à l'import (nombre)	6		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	15		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	165	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	823		
Procédures (nombre)	28	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5				
Délai (jours)	249	Couverture du registre public (% des adultes)	2,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	151		
Coût (% du revenu par habitant)	376,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	4,7	Procédures (nombre)	42		
				Délai (jours)	1 010		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	107	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	26,2		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	128		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	4,2		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	132			Taux de recouvrement (cents par dollar)	16,8		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	144				
		Paielements (nombre par année)	29				
		Délai (heures par année)	711				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,1				
EL SALVADOR		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		2 850	
Facilité de faire des affaires (classement)	72	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		6,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	103	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	42	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	57		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	8		
Délai (jours)	17	Délai (jours)	31	Délai à l'export (jours)	14		
Coût (% du revenu par habitant)	49,6	Coût (% valeur du bien)	3,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	880		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	3,5			Documents à l'import (nombre)	9		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	10		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	121	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	820		
Procédures (nombre)	34	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6				
Délai (jours)	155	Couverture du registre public (% des adultes)	18,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	53		
Coût (% du revenu par habitant)	176,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	83,0	Procédures (nombre)	30		
				Délai (jours)	786		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	87	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	19,2		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	78		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	4,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	86			Taux de recouvrement (cents par dollar)	30,8		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	124				
		Paielements (nombre par année)	53				
		Délai (heures par année)	320				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,9				
ÉMIRATS ARABES UNIS		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		26 210	
Facilité de faire des affaires (classement)	46	Revenu élevé		Population (m)		4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	113	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	11	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	14		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	5		
Délai (jours)	17	Délai (jours)	6	Délai à l'export (jours)	10		
Coût (% du revenu par habitant)	13,4	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	618		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	311,9			Documents à l'import (nombre)	7		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	10		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	41	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	587		
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5				
Délai (jours)	125	Couverture du registre public (% des adultes)	6,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	145		
Coût (% du revenu par habitant)	1,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	7,7	Procédures (nombre)	50		
				Délai (jours)	607		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	47	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	26,2		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	141		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	5,1		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	13	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	84			Taux de recouvrement (cents par dollar)	10,2		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	4				
		Paielements (nombre par année)	14				
		Délai (heures par année)	12				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,4				

<b>ÉQUATEUR</b>		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	136	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)	13,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	158	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	64	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	124
Procédures (nombre)	14	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	65	Délai (jours)	16	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	38,5	Coût (% valeur du bien)	2,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 345
Capital minimum (% du revenu par habitant)	12,7			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	29
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	85	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 332
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	155	Couverture du registre public (% des adultes)	37,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	101
Coût (% du revenu par habitant)	272,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	46,8	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	588
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	171	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	27,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	131
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	51	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	135			Taux de recouvrement (cents par dollar)	16,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	69		
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	600		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,9		
<b>ÉRYTHRÉE</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	173	Revenu faible		Population (m)	4,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	178	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	165	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	163
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	12	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	84	Délai (jours)	101	Délai à l'export (jours)	50
Coût (% du revenu par habitant)	102,2	Coût (% valeur du bien)	5,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 431
Capital minimum (% du revenu par habitant)	396,7			Documents à l'import (nombre)	13
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	172	Délai à l'import (jours)	60
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	181	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 581
Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	AUCUN CAS	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	51
Coût (% du revenu par habitant)	AUCUN CAS	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	405
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	65	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	104	Coût (% de la créance)	22,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	20	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	69			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	105		
		Paielements (nombre par année)	18		
		Délai (heures par année)	216		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	84,5		
<b>ESPAGNE</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	49	Revenu élevé		Population (m)	44,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	140	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	46	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	52
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	47	Délai (jours)	18	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	14,9	Coût (% valeur du bien)	7,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 121
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,1			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	10
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	51	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 121
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	233	Couverture du registre public (% des adultes)	45,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	54
Coût (% du revenu par habitant)	62,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	8,1	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	515
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	160	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	17,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	19
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	56	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	73,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	84		
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	234		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	60,2		

ESTONIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		13 200		
Facilité de faire des affaires (classement)		22	Revenu élevé		Population (m)		1,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		23	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		24	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		5
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		3
Délai (jours)		7	Délai (jours)		51	Délai à l'export (jours)		5
Coût (% du revenu par habitant)		1,7	Coût (% valeur du bien)		0,4	Coût à l'export (USD par conteneur)		730
Capital minimum (% du revenu par habitant)		23,7				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		43	Délai à l'import (jours)		5
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		19	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (USD par conteneur)		740
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		118	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		30
Coût (% du revenu par habitant)		27,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		20,6	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		425
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		163	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		18,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		8			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		58
Indice de difficulté de licencier (0-100)		60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		58	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		37,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		34			
			Paielements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		81			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,6			
ÉTATS-UNIS		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		46 040		
Facilité de faire des affaires (classement)		3	Revenu élevé		Population (m)		301,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		6	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		12	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		15
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		6	Délai (jours)		12	Délai à l'export (jours)		6
Coût (% du revenu par habitant)		0,7	Coût (% valeur du bien)		0,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		990
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		5	Délai à l'import (jours)		5
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		26	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 245
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Délai (jours)		40	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		6
Coût (% du revenu par habitant)		13,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		300
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		1	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		5	Coût (% de la créance)		9,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		15
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0-10)		8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		76,7
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		46			
			Paielements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		187			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		42,3			
ÉTHIOPIE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		220		
Facilité de faire des affaires (classement)		116	Revenu faible		Population (m)		79,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		118	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		154	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		152
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		13	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		16	Délai (jours)		43	Délai à l'export (jours)		46
Coût (% du revenu par habitant)		29,8	Coût (% valeur du bien)		7,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 087
Capital minimum (% du revenu par habitant)		693,6				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		123	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		59	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 893
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		128	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		78
Coût (% du revenu par habitant)		790,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		690
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		95	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		113	Coût (% de la créance)		15,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		74
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		34	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		40				Taux de recouvrement (cents par dollar)		32,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		37			
			Paielements (nombre par année)		20			
			Délai (heures par année)		198			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,1			

FÉDÉRATION DE RUSSIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		7 560		
Facilité de faire des affaires (classement)		120	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		141,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		65	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		49	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		161
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		29	Délai (jours)		52	Délai à l'export (jours)		36
Coût (% du revenu par habitant)		2,6	Coût (% valeur du bien)		0,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 150
Capital minimum (% du revenu par habitant)		2,2				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Délai à l'import (jours)		36
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		180	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 150
Procédures (nombre)		54	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		704	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		18
Coût (% du revenu par habitant)		2 612,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		10,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		281
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		101	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		88	Coût (% de la créance)		13,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		89
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		44	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		134			
			Paielements (nombre par année)		22			
			Délai (heures par année)		448			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,7			
FIDJI		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		3 800		
Facilité de faire des affaires (classement)		39	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		0,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		87	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		40	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		108
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		13
Délai (jours)		46	Délai (jours)		68	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		25,2	Coût (% valeur du bien)		2,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		654
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		12	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		55	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		630
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		135	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		64
Coût (% du revenu par habitant)		51,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		42,3	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		397
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		32	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		38	Coût (% de la créance)		38,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		119
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		17	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		38
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		71			
			Paielements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		140			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		41,5			
FINLANDE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		44 400		
Facilité de faire des affaires (classement)		14	Revenu élevé		Population (m)		5,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		18	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		21	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		4
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		14	Délai (jours)		14	Délai à l'export (jours)		8
Coût (% du revenu par habitant)		1,0	Coût (% valeur du bien)		4,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		495
Capital minimum (% du revenu par habitant)		7,4				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Délai à l'import (jours)		8
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		43	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		575
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		38	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		5
Coût (% du revenu par habitant)		118,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		14,8	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		235
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		129	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		10,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		5
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		48	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26				Taux de recouvrement (cents par dollar)		87,3
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		97			
			Paielements (nombre par année)		20			
			Délai (heures par année)		269			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,8			

FRANCE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	38 500	
Facilité de faire des affaires (classement)	31	Revenu élevé	Population (m)	61,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	14	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	166	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	22
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	2
Délai (jours)	7	Délai (jours)	113	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	1,0	Coût (% valeur du bien)	6,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 078
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	2
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	11
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	18	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 248
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	137	Couverture du registre public (% des adultes)	28,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	10
Coût (% du revenu par habitant)	23,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	331
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	148	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	17,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	40
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	56	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	32			Taux de recouvrement (cents par dollar)	44,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	66		
		Paie­ments (nombre par année)	11		
		Délai (heures par année)	132		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	65,4		
GABON		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	6 670	
Facilité de faire des affaires (classement)	151	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	1,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	148	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	158	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	128
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	58	Délai (jours)	60	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	20,3	Coût (% valeur du bien)	10,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 945
Capital minimum (% du revenu par habitant)	30,2			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	22
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	60	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 955
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	210	Couverture du registre public (% des adultes)	20,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	147
Coût (% du revenu par habitant)	39,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	1 070
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	154	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	34,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	17	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	134
Indice de difficulté de licencier (0-100)	80	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	52	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	43			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	101		
		Paie­ments (nombre par année)	26		
		Délai (heures par année)	272		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,7		
GAMBIE		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	320	
Facilité de faire des affaires (classement)	130	Revenu faible	Population (m)	1,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	101	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	111	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	73
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	27	Délai (jours)	371	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	254,9	Coût (% valeur du bien)	4,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	831
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	74	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	922
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	146	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	63
Coût (% du revenu par habitant)	394,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	32
				Délai (jours)	434
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	55	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	37,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	120
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	19,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	175		
		Paie­ments (nombre par année)	50		
		Délai (heures par année)	376		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	292,4		

GÉORGIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		2 120		
Facilité de faire des affaires (classement)		15	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		4	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		2	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		81
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		2	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		3	Délai (jours)		3	Délai à l'export (jours)		12
Coût (% du revenu par habitant)		4,0	Coût (% valeur du bien)		0,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 380
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Documents à l'import (nombre)		7
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		10	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Délai à l'import (jours)		14
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 340
Délai (jours)		113	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		43
Coût (% du revenu par habitant)		20,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		4,5	Procédures (nombre)		36
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		5	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		38	Délai (jours)		285
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		8	Coût (% de la créance)		29,9
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		92
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		7	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		4	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		110	Taux de recouvrement (cents par dollar)		27,9
			Paiements (nombre par année)		30			
			Délai (heures par année)		387			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		38,6			
GHANA		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		590		
Facilité de faire des affaires (classement)		87	Revenu faible		Population (m)		23,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		137	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		31	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		76
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		34	Délai (jours)		34	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		32,7	Coût (% valeur du bien)		1,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 003
Capital minimum (% du revenu par habitant)		16,6	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Documents à l'import (nombre)		7
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		142	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Délai à l'import (jours)		29
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 130
Délai (jours)		220	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		50
Coût (% du revenu par habitant)		1 282,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		36
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		145	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		38	Délai (jours)		487
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7	Coût (% de la créance)		23,0
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		104
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		37	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		65	Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,0
			Paiements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		224			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		32,7			
GRÈCE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		29 630		
Facilité de faire des affaires (classement)		96	Revenu élevé		Population (m)		11,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		133	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		101	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		70
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		11	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		19	Délai (jours)		22	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		10,2	Coût (% valeur du bien)		3,8	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 153
Capital minimum (% du revenu par habitant)		19,6	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Documents à l'import (nombre)		6
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		45	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Délai à l'import (jours)		25
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 265
Délai (jours)		169	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		85
Coût (% du revenu par habitant)		46,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		39,0	Procédures (nombre)		39
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		133	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		150	Délai (jours)		819
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		1	Coût (% de la créance)		14,4
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		41
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		51	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		62	Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,2
			Paiements (nombre par année)		10			
			Délai (heures par année)		224			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,4			



GRENADE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	4 670	
Facilité de faire des affaires (classement)	84	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	40	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	156	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	63
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	20	Délai (jours)	77	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	30,2	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 131
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	20
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	16	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 478
Procédures (nombre)	10	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	149	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	163
Coût (% du revenu par habitant)	31,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	723
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	51	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	32,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	21	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	29			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	74		
		Paiements (nombre par année)	30		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,3		

GUATEMALA		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	2 440	
Facilité de faire des affaires (classement)	112	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	13,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	147	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	27	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	123
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	26	Délai (jours)	30	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	50,6	Coût (% valeur du bien)	1,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 182
Capital minimum (% du revenu par habitant)	26,3			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	164	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 302
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	215	Couverture du registre public (% des adultes)	16,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	106
Coût (% du revenu par habitant)	1 204,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	19,7	Procédures (nombre)	31
				Délai (jours)	1 459
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	106	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	26,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	90
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	28	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	101			Taux de recouvrement (cents par dollar)	28,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	120		
		Paiements (nombre par année)	39		
		Délai (heures par année)	344		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,5		

GUINÉE		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	400	
Facilité de faire des affaires (classement)	171	Revenu faible	Population (m)	9,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	177	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	157	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	110
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	41	Délai (jours)	104	Délai à l'export (jours)	33
Coût (% du revenu par habitant)	135,7	Coût (% valeur du bien)	13,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	720
Capital minimum (% du revenu par habitant)	476,9			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	32
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	162	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 191
Procédures (nombre)	32	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	255	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	131
Coût (% du revenu par habitant)	243,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	50
				Délai (jours)	276
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	114	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	45,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	109
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	1	Délai (années)	3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	44	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	22,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	168		
		Paiements (nombre par année)	56		
		Délai (heures par année)	416		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	49,9		

GUINÉE-BISSAU		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	200	
Facilité de faire des affaires (classement)	179	Revenu faible	Population (m)	1,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	181	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	170	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	111
Procédures (nombre)	17	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	233	Délai (jours)	211	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	257,7	Coût (% valeur du bien)	5,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 545
Capital minimum (% du revenu par habitant)	1 015,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	24
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	109	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 349
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	167	Couverture du registre public (% des adultes)	1,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	139
Coût (% du revenu par habitant)	2 628,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	1 140
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	176	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	25,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	66	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	87			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	117		
		Paielements (nombre par année)	46		
		Délai (heures par année)	208		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,9		

GUINÉE ÉQUATORIALE		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	12 860	
Facilité de faire des affaires (classement)	167	Revenu élevé	Population (m)	0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	174	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	69	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	133
Procédures (nombre)	20	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	136	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	101,7	Coût (% valeur du bien)	6,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 411
Capital minimum (% du revenu par habitant)	15,4			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	49
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	87	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 411
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	201	Couverture du registre public (% des adultes)	2,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	69
Coût (% du revenu par habitant)	159,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	553
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	178	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	18,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	66	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	133			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	161		
		Paielements (nombre par année)	46		
		Délai (heures par année)	296		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	59,5		

GUYANA		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	1 300	
Facilité de faire des affaires (classement)	105	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	100	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	63	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	113
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	40	Délai (jours)	34	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	68,4	Coût (% valeur du bien)	4,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 050
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	35
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	37	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 056
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	133	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	73
Coût (% du revenu par habitant)	255,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	581
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	72	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	25,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	126
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	21	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	29
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	108		
		Paielements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	288		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,4		

HAÏTI		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	560	
Facilité de faire des affaires (classement)	154	Revenu faible	Population (m)	9,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	176	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	128	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	146
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	195	Délai (jours)	405	Délai à l'export (jours)	43
Coût (% du revenu par habitant)	159,6	Coût (% valeur du bien)	6,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 020
Capital minimum (% du revenu par habitant)	26,6			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	37
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	126	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 560
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	1 179	Couverture du registre public (% des adultes)	0,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	92
Coût (% du revenu par habitant)	675,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	508
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	35	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	164	Coût (% de la créance)	42,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	153
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	21	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	2,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	91		
		Paiements (nombre par année)	42		
		Délai (heures par année)	160		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,1		

HONDURAS		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	1 600	
Facilité de faire des affaires (classement)	133	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	7,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	146	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	90	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	107
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	20	Délai (jours)	23	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	52,6	Coût (% valeur du bien)	5,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 163
Capital minimum (% du revenu par habitant)	20,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	71	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 190
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	125	Couverture du registre public (% des adultes)	11,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	176
Coût (% du revenu par habitant)	464,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	60,5	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	900
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	156	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	35,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	89	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	115
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	53	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	74			Taux de recouvrement (cents par dollar)	20,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	137		
		Paiements (nombre par année)	47		
		Délai (heures par année)	224		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	49,3		

HONG KONG, CHINE		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	31 610	
Facilité de faire des affaires (classement)	4	Revenu élevé	Population (m)	6,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	15	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	74	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	2
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	11	Délai (jours)	54	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	2,0	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	625
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	2	Délai à l'import (jours)	5
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	20	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	10	Coût à l'import (USD par conteneur)	633
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	119	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	1
Coût (% du revenu par habitant)	18,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	69,9	Procédures (nombre)	24
				Délai (jours)	211
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	20	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	3	Coût (% de la créance)	14,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	13
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	0	Indice de protection des investisseurs (0-10)	9,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	62			Taux de recouvrement (cents par dollar)	79,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	3		
		Paiements (nombre par année)	4		
		Délai (heures par année)	80		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	24,2		

HONGRIE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	11 570	
Facilité de faire des affaires (classement)	41	Revenu élevé	Population (m)	10,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	27	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	57	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	68
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	5	Délai (jours)	17	Délai à l'export (jours)	18
Coût (% du revenu par habitant)	8,4	Coût (% valeur du bien)	11,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 300
Capital minimum (% du revenu par habitant)	10,8			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	17
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	89	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 290
Procédures (nombre)	31	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	204	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	12
Coût (% du revenu par habitant)	10,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	10,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	335
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	84	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	13,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	55
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	30	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35			Taux de recouvrement (cents par dollar)	38,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	111		
		Paiements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	330		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	57,5		
ÎLES MARSHALL		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	3 070	
Facilité de faire des affaires (classement)	93	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	25	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	177	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	54
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	17	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	17,3	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (USD par conteneur)	875
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	33
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	5	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	875
Procédures (nombre)	10	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	55	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	60
Coût (% du revenu par habitant)	35,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	36
				Délai (jours)	476
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	1	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	27,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	125
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	0	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	17,9
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	88		
		Paiements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	64,9		
ÎLES SALOMON		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	730	
Facilité de faire des affaires (classement)	89	Revenu faible	Population (m)	0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	99	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	169	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	75
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	10	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	57	Délai (jours)	297	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	53,6	Coût (% valeur du bien)	4,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 011
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	21
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	35	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 194
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	62	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	108
Coût (% du revenu par habitant)	471,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	455
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	42	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	78,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	105
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	10	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	47		
		Paiements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	80		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,3		

INDE		Asie du Sud		RNB par habitant (USD)		950	
Facilité de faire des affaires (classement)	122	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		1 123,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	121	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	105	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	90		
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	8		
Délai (jours)	30	Délai (jours)	45	Délai à l'export (jours)	17		
Coût (% du revenu par habitant)	70,1	Coût (% valeur du bien)	7,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	945		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	20		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	136	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	960		
Procédures (nombre)	20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	224	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	180		
Coût (% du revenu par habitant)	414,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	10,5	Procédures (nombre)	46		
				Délai (jours)	1 420		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	89	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	39,6		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	140		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	10,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	30	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	10,4		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	169				
		Paielements (nombre par année)	60				
		Délai (heures par année)	271				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	71,5				
INDONÉSIE		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		1 650	
Facilité de faire des affaires (classement)	129	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		225,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	171	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	107	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	37		
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5		
Délai (jours)	76	Délai (jours)	39	Délai à l'export (jours)	21		
Coût (% du revenu par habitant)	77,9	Coût (% valeur du bien)	10,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	704		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	74,2			Documents à l'import (nombre)	6		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	27		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	80	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	660		
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	176	Couverture du registre public (% des adultes)	26,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	140		
Coût (% du revenu par habitant)	221,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39		
				Délai (jours)	570		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	157	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	122,7		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	61	Indice de divulgation de l'information (0-10)	9				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	139		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	5,5		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	40	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	108			Taux de recouvrement (cents par dollar)	13,7		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	116				
		Paielements (nombre par année)	51				
		Délai (heures par année)	266				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,3				
IRAN		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		3 470	
Facilité de faire des affaires (classement)	142	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		71,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	96	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	147	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	142		
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	8		
Délai (jours)	47	Délai (jours)	36	Délai à l'export (jours)	26		
Coût (% du revenu par habitant)	4,6	Coût (% valeur du bien)	10,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 011		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	1,0			Documents à l'import (nombre)	10		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	42		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	165	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 656		
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3				
Délai (jours)	670	Couverture du registre public (% des adultes)	21,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	56		
Coût (% du revenu par habitant)	514,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39		
				Délai (jours)	520		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	147	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	164	Coût (% de la créance)	17,0		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	107		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	0	Délai (années)	4,5		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	40	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	23,1		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	104				
		Paielements (nombre par année)	22				
		Délai (heures par année)	344				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	44,2				

IRAQ		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		1 224		
Facilité de faire des affaires (classement)		152	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		28,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		175	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		43	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		178
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		10
Délai (jours)		77	Délai (jours)		8	Délai à l'export (jours)		102
Coût (% du revenu par habitant)		150,7	Coût (% valeur du bien)		6,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		3 900
Capital minimum (% du revenu par habitant)		59,1				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		163	Délai à l'import (jours)		101
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		111	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 900
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		215	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		148
Coût (% du revenu par habitant)		915,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		51
						Délai (jours)		520
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		67	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		113	Coût (% de la créance)		32,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		43			
			Paielements (nombre par année)		13			
			Délai (heures par année)		312			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		24,7			

IRLANDE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	48 140	
Facilité de faire des affaires (classement)	7	Revenu élevé	Population (m)	4,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	5	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	82	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	18
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	13	Délai (jours)	38	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	0,3	Coût (% valeur du bien)	9,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 109
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	12
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	30	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 121
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	185	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	39
Coût (% du revenu par habitant)	44,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	20
				Délai (jours)	515
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	38	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	5	Coût (% de la créance)	26,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	6
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	0,4
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	24			Taux de recouvrement (cents par dollar)	86,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	6		
		Paielements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	76		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,8		

ISLANDE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	54 100	
Facilité de faire des affaires (classement)	11	Revenu élevé	Population (m)	0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	17	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	15	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	34
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	5	Délai (jours)	4	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	2,6	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 109
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,6			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	14
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	28	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 183
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	75	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	3
Coût (% du revenu par habitant)	19,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	393
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	62	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	6,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	16
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	31	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	76,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	32		
		Paielements (nombre par année)	31		
		Délai (heures par année)	140		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	26,8		



ISRAËL		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		21 900		
Facilité de faire des affaires (classement)		30	Revenu élevé		Population (m)		7,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		24	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		160	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		9
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		34	Délai (jours)		144	Délai à l'export (jours)		12
Coût (% du revenu par habitant)		4,4	Coût (% valeur du bien)		7,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		665
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		4
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		5	Délai à l'import (jours)		12
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		120	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		605
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		235	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		102
Coût (% du revenu par habitant)		112,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		91,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		890
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		92	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		5	Coût (% de la créance)		25,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		39
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		24	Indice de protection des investisseurs (0-10)		8,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		23
Coût de licenciement (semaines de salaire)		91				Taux de recouvrement (cents par dollar)		44,9
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		77			
			Palements (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		230			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,9			
ITALIE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		33 540		
Facilité de faire des affaires (classement)		65	Revenu élevé		Population (m)		59,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		53	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		58	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		60
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		10	Délai (jours)		27	Délai à l'export (jours)		20
Coût (% du revenu par habitant)		18,5	Coût (% valeur du bien)		0,6	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 305
Capital minimum (% du revenu par habitant)		9,7				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		83	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 305
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		257	Couverture du registre public (% des adultes)		11,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		156
Coût (% du revenu par habitant)		136,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		74,9	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		1 210
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		75	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		29,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		27
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût de licenciement (semaines de salaire)		11				Taux de recouvrement (cents par dollar)		56,6
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		128			
			Palements (nombre par année)		15			
			Délai (heures par année)		334			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		73,3			
JAMAÏQUE		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		3 710		
Facilité de faire des affaires (classement)		63	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		2,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		11	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		109	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		100
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		8	Délai (jours)		54	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		7,9	Coût (% valeur du bien)		11,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 750
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		22
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		49	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 420
Procédures (nombre)		10	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		156	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		127
Coût (% du revenu par habitant)		396,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		655
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		32	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		45,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		22
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		4	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût de licenciement (semaines de salaire)		62				Taux de recouvrement (cents par dollar)		64,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		173			
			Palements (nombre par année)		72			
			Délai (heures par année)		414			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		51,3			

JAPON		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	37 670	
Facilité de faire des affaires (classement)	12	Revenu élevé	Population (m)	127,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	64	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	51	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	17
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	23	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	10
Coût (% du revenu par habitant)	7,5	Coût (% valeur du bien)	5,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	989
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	11
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	39	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 047
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	187	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	21
Coût (% du revenu par habitant)	19,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	76,2	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	316
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	17	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	15	Coût (% de la créance)	22,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	1
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	0,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	92,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	112		
		Paielements (nombre par année)	13		
		Délai (heures par année)	355		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	55,4		
JORDANIE		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	2 850	
Facilité de faire des affaires (classement)	101	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	5,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	131	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	115	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	74
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	14	Délai (jours)	22	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	60,4	Coût (% valeur du bien)	10,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	730
Capital minimum (% du revenu par habitant)	24,2			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	22
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	74	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 290
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	122	Couverture du registre public (% des adultes)	1,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	128
Coût (% du revenu par habitant)	443,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	689
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	52	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	31,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	93
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	4,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	30	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	27,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	22		
		Paielements (nombre par année)	26		
		Délai (heures par année)	101		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,1		
KAZAKHSTAN		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	5 060	
Facilité de faire des affaires (classement)	70	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	15,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	78	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	25	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	180
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	11
Délai (jours)	21	Délai (jours)	40	Délai à l'export (jours)	89
Coût (% du revenu par habitant)	5,2	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 005
Capital minimum (% du revenu par habitant)	15,9			Documents à l'import (nombre)	13
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	76
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	175	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	3 055
Procédures (nombre)	38	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	231	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	28
Coût (% du revenu par habitant)	1 431,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	25,6	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	230
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	29	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	22,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	100
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	23	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	49		
		Paielements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	271		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,4		

KENYA		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		680	
Facilité de faire des affaires (classement)	82	Revenu faible		Population (m)		37,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	109	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	119	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		148	
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		9	
Délai (jours)	30	Délai (jours)	64	Délai à l'export (jours)		29	
Coût (% du revenu par habitant)	39,7	Coût (% valeur du bien)	4,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 055	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		8	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	5	Délai à l'import (jours)		26	
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	9	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	10	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 190	
Procédures (nombre)	10	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	100	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		107	
Coût (% du revenu par habitant)	46,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	2,1	Procédures (nombre)		44	
				Délai (jours)		465	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	68	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)		26,7	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		76	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	10	Délai (années)		4,5	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	47			Taux de recouvrement (cents par dollar)		31,6	
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	158				
		Paiements (nombre par année)	41				
		Délai (heures par année)	417				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,9				

KIRIBATI		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		1 170	
Facilité de faire des affaires (classement)	79	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	111	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	68	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		69	
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)		6	
Délai (jours)	21	Délai (jours)	513	Délai à l'export (jours)		21	
Coût (% du revenu par habitant)	64,6	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 070	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	34,9			Documents à l'import (nombre)		7	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)		21	
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	76	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 070	
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0				
Délai (jours)	160	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		75	
Coût (% du revenu par habitant)	717,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		32	
				Délai (jours)		660	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	21	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)		25,8	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)		AUCUN CAS	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0	
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	10				
		Paiements (nombre par année)	7				
		Délai (heures par année)	120				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,8				

KOWEÏT		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		31 640	
Facilité de faire des affaires (classement)	52	Revenu élevé		Population (m)		2,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	134	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	83	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		104	
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)		8	
Délai (jours)	35	Délai (jours)	55	Délai à l'export (jours)		20	
Coût (% du revenu par habitant)	1,3	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		995	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	81,7			Documents à l'import (nombre)		10	
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)		20	
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	82	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 152	
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	104	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		94	
Coût (% du revenu par habitant)	171,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	31,2	Procédures (nombre)		50	
				Délai (jours)		566	
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	43	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)		13,3	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		66	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)		4,2	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	13	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	78			Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,5	
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	9				
		Paiements (nombre par année)	14				
		Délai (heures par année)	118				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	14,4				

LESOTHO		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		1 000	
Facilité de faire des affaires (classement)	123	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		2,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	125	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	135	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	141		
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	40	Délai (jours)	101	Délai à l'export (jours)	44		
Coût (% du revenu par habitant)	37,8	Coût (% valeur du bien)	8,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 549		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	14,5			Documents à l'import (nombre)	8		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	49		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	150	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 715		
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0				
Délai (jours)	601	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	104		
Coût (% du revenu par habitant)	817,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	4		
				Délai (jours)	695		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	63	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	19,5		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	69		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,6		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	21	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44			Taux de recouvrement (cents par dollar)	33,9		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	54				
		Paielements (nombre par année)	21				
		Délai (heures par année)	324				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	18,0				
LETTONIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		9 930	
Facilité de faire des affaires (classement)	29	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		2,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	35	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	77	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	25		
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	6		
Délai (jours)	16	Délai (jours)	50	Délai à l'export (jours)	13		
Coût (% du revenu par habitant)	2,3	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	900		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	16,9			Documents à l'import (nombre)	6		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	12		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	78	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	850		
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	187	Couverture du registre public (% des adultes)	3,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	4		
Coût (% du revenu par habitant)	20,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	27		
				Délai (jours)	279		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	103	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	16,0		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	50	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	86		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	3,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	43	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	13		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	29,0		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	36				
		Paielements (nombre par année)	7				
		Délai (heures par année)	279				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	33,0				
LIBAN		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		5 770	
Facilité de faire des affaires (classement)	99	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		4,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	98	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	102	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	83		
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5		
Délai (jours)	11	Délai (jours)	25	Délai à l'export (jours)	27		
Coût (% du revenu par habitant)	87,5	Coût (% valeur du bien)	5,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	872		
Capital minimum (% du revenu par habitant)	57,0			Documents à l'import (nombre)	7		
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	38		
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	121	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 073		
Procédures (nombre)	20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5				
Délai (jours)	211	Couverture du registre public (% des adultes)	6,8	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	118		
Coût (% du revenu par habitant)	217,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	37		
				Délai (jours)	721		
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	58	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	30,8		
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	9				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	121		
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	4,0		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	25	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22		
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	19,0		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	45				
		Paielements (nombre par année)	19				
		Délai (heures par année)	180				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,0				

<b>LIBÉRIA</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	157	Revenu faible		Population (m)	3,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	88	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	172	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	115
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	13	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	27	Délai (jours)	50	Délai à l'export (jours)	20
Coût (% du revenu par habitant)	100,2	Coût (% valeur du bien)	14,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 232
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	17
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	177	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 212
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	321	Couverture du registre public (% des adultes)	0,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	165
Coût (% du revenu par habitant)	60 988,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	1 280
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	105	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	142	Coût (% de la créance)	35,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	146
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	31	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	43
Coût de licenciement (semaines de salaire)	84			Taux de recouvrement (cents par dollar)	8,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	59		
		Paiements (nombre par année)	32		
		Délai (heures par année)	158		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,8		
<b>LITUANIE</b>		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	28	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	3,4
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	74	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	4	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	26
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	26	Délai (jours)	3	Délai à l'export (jours)	10
Coût (% du revenu par habitant)	2,7	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	870
Capital minimum (% du revenu par habitant)	35,9			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	63	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	980
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	162	Couverture du registre public (% des adultes)	8,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	16
Coût (% du revenu par habitant)	109,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	7,2	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	210
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	131	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	23,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	34
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	30			Taux de recouvrement (cents par dollar)	48,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	57		
		Paiements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	166		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,4		
<b>LUXEMBOURG</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	50	Revenu élevé		Population (m)	0,5
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	69	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	118	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	31
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	26	Délai (jours)	29	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	6,5	Coût (% valeur du bien)	10,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 420
Capital minimum (% du revenu par habitant)	21,3			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	6
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	40	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 420
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	2
Coût (% du revenu par habitant)	20,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	26
				Délai (jours)	321
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	167	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	8,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	48
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	62	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	15
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	14		
		Paiements (nombre par année)	22		
		Délai (heures par année)	59		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	21,0		

**MACÉDOINE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE**

Europe de l'Est &amp; Asie centrale

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu intermédiaire, tranche inférieure		RNB par habitant (USD)	3 460
Population (m)				2,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	12	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	88	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	64
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	9	Délai (jours)	66	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	3,8	Coût (% valeur du bien)	3,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 315
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	152	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 325
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	198	Couverture du registre public (% des adultes)	6,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	70
Coût (% du revenu par habitant)	1 862,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	385
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	125	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	33,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)	50	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	129
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	3,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	47	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	28
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	16,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	27		
		Paiements (nombre par année)	40		
		Délai (heures par année)	75		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	18,4		

**MADAGASCAR**

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		RNB par habitant (USD)	320
Population (m)				19,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	58	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	145	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	109
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	7	Délai (jours)	74	Délai à l'export (jours)	23
Coût (% du revenu par habitant)	11,0	Coût (% valeur du bien)	7,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 279
Capital minimum (% du revenu par habitant)	289,8			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	172	Délai à l'import (jours)	27
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	102	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 660
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	178	Couverture du registre public (% des adultes)	0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	153
Coût (% du revenu par habitant)	764,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	871
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	153	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	42,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	89	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	30			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	92		
		Paiements (nombre par année)	25		
		Délai (heures par année)	238		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,8		

**MALAWI**

Facilité de faire des affaires (classement)		Revenu faible		RNB par habitant (USD)	250
Population (m)				13,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	122	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	96	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	167
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	12
Délai (jours)	39	Délai (jours)	88	Délai à l'export (jours)	45
Coût (% du revenu par habitant)	125,9	Coût (% valeur du bien)	3,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 671
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	54
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	156	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 550
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	213	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	138
Coût (% du revenu par habitant)	1 289,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	432
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	96	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	142,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	135
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	25	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30
Coût de licenciement (semaines de salaire)	84			Taux de recouvrement (cents par dollar)	15,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	58		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	292		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	31,4		



MALAISIE		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		6 540		
Facilité de faire des affaires (classement)		20	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		26,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		75	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		81	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		29
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		13	Délai (jours)		144	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		14,7	Coût (% valeur du bien)		2,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		450
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		1	Délai à l'import (jours)		14
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		104	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		10	Coût à l'import (USD par conteneur)		450
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		6			
Délai (jours)		261	Couverture du registre public (% des adultes)		52,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		59
Coût (% du revenu par habitant)		7,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		..	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		600
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		48	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		4	Coût (% de la créance)		27,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		10			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		54
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		2,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		10	Indice de protection des investisseurs (0-10)		8,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		75				Taux de recouvrement (cents par dollar)		38,6
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		21			
			Paielements (nombre par année)		12			
			Délai (heures par année)		145			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		34,5			

MALDIVES		Asie du Sud		RNB par habitant (USD)		3 200		
Facilité de faire des affaires (classement)		69	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		0,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		38	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		177	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		121
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		9	Délai (jours)		AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		11,5	Coût (% valeur du bien)		AUCUN CAS	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 348
Capital minimum (% du revenu par habitant)		4,8				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		20
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		8	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 348
Procédures (nombre)		9	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		118	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		90
Coût (% du revenu par habitant)		26,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		665
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		4	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		123
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		8	Délai (années)		6,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		0	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		1			
			Paielements (nombre par année)		1			
			Délai (heures par année)		0			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		9,1			

MALI		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		500		
Facilité de faire des affaires (classement)		166	Revenu faible		Population (m)		12,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		162	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		94	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		166
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		26	Délai (jours)		29	Délai à l'export (jours)		38
Coût (% du revenu par habitant)		121,5	Coût (% valeur du bien)		20,3	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 012
Capital minimum (% du revenu par habitant)		390,4				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		106	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 902
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		1			
Délai (jours)		208	Couverture du registre public (% des adultes)		4,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		158
Coût (% du revenu par habitant)		1 186,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		860
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		94	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		150	Coût (% de la créance)		52,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		114
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		3	Délai (années)		3,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,9
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		156			
			Paielements (nombre par année)		58			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		51,4			

MAROC		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		2 250		
Facilité de faire des affaires (classement)		128	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		30,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		62	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		117	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		64
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		12	Délai (jours)		47	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		10,2	Coût (% valeur du bien)		4,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		700
Capital minimum (% du revenu par habitant)		52,3				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		131	Délai à l'import (jours)		18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		90	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 000
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		163	Couverture du registre public (% des adultes)		2,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		112
Coût (% du revenu par habitant)		292,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		615
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		168	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		164	Coût (% de la créance)		25,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		100	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		64
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		1	Délai (années)		1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		63	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18
Coût de licenciement (semaines de salaire)		85				Taux de recouvrement (cents par dollar)		35,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		119			
			Paiements (nombre par année)		28			
			Délai (heures par année)		358			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		44,6			
MAURICE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		5 450		
Facilité de faire des affaires (classement)		24	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		1,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		7	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		127	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		20
Procédures (nombre)		5	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		6	Délai (jours)		210	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		5,0	Coût (% valeur du bien)		10,8	Coût à l'export (USD par conteneur)		725
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		36	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		5	Coût à l'import (USD par conteneur)		677
Procédures (nombre)		18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		3			
Délai (jours)		107	Couverture du registre public (% des adultes)		20,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		76
Coût (% du revenu par habitant)		41,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		750
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		64	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		11	Coût (% de la créance)		17,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		70
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		23	Indice de protection des investisseurs (0-10)		7,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		35				Taux de recouvrement (cents par dollar)		33,6
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		11			
			Paiements (nombre par année)		7			
			Délai (heures par année)		161			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		22,2			
MAURITANIE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		840		
Facilité de faire des affaires (classement)		160	Revenu faible		Population (m)		3,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		143	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		61	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		158
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		19	Délai (jours)		49	Délai à l'export (jours)		35
Coût (% du revenu par habitant)		33,9	Coût (% valeur du bien)		5,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 520
Capital minimum (% du revenu par habitant)		422,6				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		142	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 523
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		1			
Délai (jours)		201	Couverture du registre public (% des adultes)		0,2	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		84
Coût (% du revenu par habitant)		475,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		46
						Délai (jours)		370
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		123	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		23,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		56	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		148
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		3	Délai (années)		8,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		45	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		31				Taux de recouvrement (cents par dollar)		6,7
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		174			
			Paiements (nombre par année)		38			
			Délai (heures par année)		696			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		98,7			

MEXIQUE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	8 340	
Facilité de faire des affaires (classement)	56	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	105,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	115	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	88	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	87
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	28	Délai (jours)	74	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	12,5	Coût (% valeur du bien)	4,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 472
Capital minimum (% du revenu par habitant)	11,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	33	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 700
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	138	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	79
Coût (% du revenu par habitant)	131,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	70,8	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	415
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	141	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	32,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	23
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	1,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52			Taux de recouvrement (cents par dollar)	64,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	149		
		Paiements (nombre par année)	27		
		Délai (heures par année)	549		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	51,5		
MICRONÉSIE		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	2 470	
Facilité de faire des affaires (classement)	126	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	60	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	177	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	95
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	16	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	30
Coût (% du revenu par habitant)	137,5	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 255
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	30
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	11	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 255
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	73	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	143
Coût (% du revenu par habitant)	19,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	965
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	12	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	66,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	152
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	5,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	3,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	81		
		Paiements (nombre par année)	21		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	58,7		
MOLDOVA		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	1 260	
Facilité de faire des affaires (classement)	103	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	3,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	89	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	50	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	135
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	15	Délai (jours)	48	Délai à l'export (jours)	32
Coût (% du revenu par habitant)	8,9	Coût (% valeur du bien)	0,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 775
Capital minimum (% du revenu par habitant)	13,4			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	35
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	158	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 895
Procédures (nombre)	30	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	292	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	17
Coût (% du revenu par habitant)	142,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	31
				Délai (jours)	365
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	119	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	104	Coût (% de la créance)	16,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	88
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	41	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	37			Taux de recouvrement (cents par dollar)	28,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	123		
		Paiements (nombre par année)	53		
		Délai (heures par année)	234		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,1		

MONGOLIE		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		1 290		
Facilité de faire des affaires (classement)		58	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		2,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		59	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		20	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		156
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		13	Délai (jours)		11	Délai à l'export (jours)		49
Coût (% du revenu par habitant)		4,0	Coût (% valeur du bien)		2,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 131
Capital minimum (% du revenu par habitant)		58,5				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Délai à l'import (jours)		49
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		103	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 274
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		3			
Délai (jours)		215	Couverture du registre public (% des adultes)		22,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		38
Coût (% du revenu par habitant)		81,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		314
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		71	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		24	Coût (% de la créance)		30,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		108
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		34	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		9				Taux de recouvrement (cents par dollar)		22,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		79			
			Paielements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		204			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		30,3			
MONTÉNÉGR		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		5 180		
Facilité de faire des affaires (classement)		90	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		0,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		105	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		123	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		125
Procédures (nombre)		15	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		21	Délai (jours)		86	Délai à l'export (jours)		18
Coût (% du revenu par habitant)		4,4	Coût (% valeur du bien)		3,3	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 710
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		43	Délai à l'import (jours)		19
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		167	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 910
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		248	Couverture du registre public (% des adultes)		26,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		130
Coût (% du revenu par habitant)		1 323,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		49
						Délai (jours)		545
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		104	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		24	Coût (% de la créance)		25,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		42
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39				Taux de recouvrement (cents par dollar)		43,7
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		139			
			Paielements (nombre par année)		89			
			Délai (heures par année)		372			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,8			
MOZAMBIQUE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		320		
Facilité de faire des affaires (classement)		141	Revenu faible		Population (m)		21,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		144	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		149	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		140
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		26	Délai (jours)		42	Délai à l'export (jours)		26
Coût (% du revenu par habitant)		22,9	Coût (% valeur du bien)		12,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 200
Capital minimum (% du revenu par habitant)		122,5				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		123	Délai à l'import (jours)		32
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		153	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		2	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 475
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		381	Couverture du registre public (% des adultes)		1,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		124
Coût (% du revenu par habitant)		747,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		730
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		161	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		38	Coût (% de la créance)		142,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		133
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		49	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		134				Taux de recouvrement (cents par dollar)		15,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		88			
			Paielements (nombre par année)		37			
			Délai (heures par année)		230			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		34,3			

NAMIBIE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		3 360		
Facilité de faire des affaires (classement)		51	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		2,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		112	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		129	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		150
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		9	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		66	Délai (jours)		23	Délai à l'export (jours)		29
Coût (% du revenu par habitant)		22,1	Coût (% valeur du bien)		9,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 686
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		12	Délai à l'import (jours)		24
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		38	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 813
Procédures (nombre)		12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		139	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		36
Coût (% du revenu par habitant)		181,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		59,6	Procédures (nombre)		33
						Délai (jours)		270
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		34	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		29,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		5			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		52
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		1,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		20	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24				Taux de recouvrement (cents par dollar)		39,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		96			
			Paielements (nombre par année)		37			
			Délai (heures par année)		375			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		25,3			

NÉPAL		Asie du Sud		RNB par habitant (USD)		340		
Facilité de faire des affaires (classement)		121	Revenu faible		Population (m)		28,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		73	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		28	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		157
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		3	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		31	Délai (jours)		5	Délai à l'export (jours)		41
Coût (% du revenu par habitant)		60,2	Coût (% valeur du bien)		6,3	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 764
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Délai à l'import (jours)		35
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		129	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		5	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 900
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		424	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		121
Coût (% du revenu par habitant)		248,4	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,2	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		735
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		150	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		26,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		56	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		103
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		42	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		90				Taux de recouvrement (cents par dollar)		24,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		107			
			Paielements (nombre par année)		34			
			Délai (heures par année)		408			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		34,1			

NICARAGUA		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		980		
Facilité de faire des affaires (classement)		107	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		5,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		85	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		136	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		99
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		39	Délai (jours)		124	Délai à l'export (jours)		29
Coût (% du revenu par habitant)		121,0	Coût (% valeur du bien)		3,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 300
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		29
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		134	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 420
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		219	Couverture du registre public (% des adultes)		13,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		66
Coût (% du revenu par habitant)		866,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		540
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		66	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		88	Coût (% de la créance)		26,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		67
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		27	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		24				Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,3
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		162			
			Paielements (nombre par année)		64			
			Délai (heures par année)		240			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		63,2			

<b>NIGER</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	172	Revenu faible		Population (m)	14,2
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	159	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	75	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	169
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	19	Délai (jours)	35	Délai à l'export (jours)	59
Coût (% du revenu par habitant)	170,1	Coût (% valeur du bien)	11,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 545
Capital minimum (% du revenu par habitant)	702,1			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	64
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	157	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	3 545
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	265	Couverture du registre public (% des adultes)	0,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	134
Coût (% du revenu par habitant)	2 694,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	545
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	166	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	59,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	100	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	138
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	70	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	35			Taux de recouvrement (cents par dollar)	14,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	120		
		Paiements (nombre par année)	42		
		Délai (heures par année)	270		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,3		

<b>NIGÉRIA</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	118	Revenu faible		Population (m)	148,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	91	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	176	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	144
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	14	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	31	Délai (jours)	82	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	90,1	Coût (% valeur du bien)	21,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 179
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	151	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 306
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	350	Couverture du registre public (% des adultes)	0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	90
Coût (% du revenu par habitant)	655,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	457
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	27	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	32,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	91
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	50			Taux de recouvrement (cents par dollar)	28,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	120		
		Paiements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	938		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	32,2		

<b>NORVÈGE</b>		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	10	Revenu élevé		Population (m)	4,7
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	33	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	8	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	7
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	1	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	10	Délai (jours)	3	Délai à l'export (jours)	7
Coût (% du revenu par habitant)	2,1	Coût (% valeur du bien)	2,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	780
Capital minimum (% du revenu par habitant)	21,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	7
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	66	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	709
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	252	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	7
Coût (% du revenu par habitant)	46,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	33
				Délai (jours)	310
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	99	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	18	Coût (% de la créance)	9,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	61	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	3
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	0,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	47	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	1
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	89,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	18		
		Paiements (nombre par année)	4		
		Délai (heures par année)	87		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	41,6		



NOUVELLE-ZÉLANDE		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	28 780	
Facilité de faire des affaires (classement)	2	Revenu élevé	Population (m)	4,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	1	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	3	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	23
Procédures (nombre)	1	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	1	Délai (jours)	2	Délai à l'export (jours)	10
Coût (% du revenu par habitant)	0,4	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	868
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	5	Délai à l'import (jours)	9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	2	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	850
Procédures (nombre)	7	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	65	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	11
Coût (% du revenu par habitant)	25,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	216
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	14	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	1	Coût (% de la créance)	22,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	17
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	10	Délai (années)	1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	9,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	76,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	12		
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	70		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,6		
OMAN		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	11 120	
Facilité de faire des affaires (classement)	57	Revenu élevé	Population (m)	2,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	76	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	19	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	119
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	14	Délai (jours)	16	Délai à l'export (jours)	22
Coût (% du revenu par habitant)	3,6	Coût (% valeur du bien)	3,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	821
Capital minimum (% du revenu par habitant)	461,2			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	26
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	133	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 037
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	242	Couverture du registre public (% des adultes)	23,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	105
Coût (% du revenu par habitant)	721,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	51
				Délai (jours)	598
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	24	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	13,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	63
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)	35,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	8		
		Paielements (nombre par année)	14		
		Délai (heures par année)	62		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	21,6		
OUGANDA		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	340	
Facilité de faire des affaires (classement)	111	Revenu faible	Population (m)	30,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	129	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	167	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	145
Procédures (nombre)	18	Procédures (nombre)	13	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	25	Délai (jours)	227	Délai à l'export (jours)	39
Coût (% du revenu par habitant)	100,7	Coût (% valeur du bien)	4,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 090
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	37
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	81	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	3 290
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	143	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	117
Coût (% du revenu par habitant)	703,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	535
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	11	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	44,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	51
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	2,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	3	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	30
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,1
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	70		
		Paielements (nombre par année)	32		
		Délai (heures par année)	222		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,5		

Ouzbékistan		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	138	Revenu faible		Population (m)	26,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	70	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	125	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	171
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	12	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	15	Délai (jours)	78	Délai à l'export (jours)	80
Coût (% du revenu par habitant)	10,3	Coût (% valeur du bien)	1,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 100
Capital minimum (% du revenu par habitant)	17,7			Documents à l'import (nombre)	11
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	104
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	148	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	4 600
Procédures (nombre)	26	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	260	Couverture du registre public (% des adultes)	2,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	46
Coût (% du revenu par habitant)	123,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	2,2	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	195
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	76	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	113	Coût (% de la créance)	22,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	122
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	3	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	34	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	10
Coût de licenciement (semaines de salaire)	22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	18,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	162		
		Paiements (nombre par année)	106		
		Délai (heures par année)	196		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	90,6		
Pakistan		Asie du Sud		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	77	Revenu faible		Population (m)	162,4
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	77	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	97	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	71
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	24	Délai (jours)	50	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	12,6	Coût (% valeur du bien)	5,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	611
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	59	Délai à l'import (jours)	18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	93	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	680
Procédures (nombre)	12	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	223	Couverture du registre public (% des adultes)	4,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	154
Coût (% du revenu par habitant)	734,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	1,5	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	976
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	136	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	23,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	53
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	43	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	90			Taux de recouvrement (cents par dollar)	39,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	124		
		Paiements (nombre par année)	47		
		Délai (heures par année)	560		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,9		
Palaos		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)	
Facilité de faire des affaires (classement)	91	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)	0,0
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	83	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	17	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	120
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	28	Délai (jours)	14	Délai à l'export (jours)	29
Coût (% du revenu par habitant)	4,6	Coût (% valeur du bien)	0,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 170
Capital minimum (% du revenu par habitant)	12,2			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	181	Délai à l'import (jours)	33
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	52	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	0	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 132
Procédures (nombre)	25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	118	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	141
Coût (% du revenu par habitant)	5,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	885
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	9	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	35,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	56
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	4	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	38,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	86		
		Paiements (nombre par année)	19		
		Délai (heures par année)	128		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	73,0		

PANAMA		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	5 510	
Facilité de faire des affaires (classement)	81	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	3,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	32	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	75	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	8
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	3
Délai (jours)	13	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	9
Coût (% du revenu par habitant)	19,6	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	729
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	73	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	879
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	131	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	116
Coût (% du revenu par habitant)	123,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	43,7	Procédures (nombre)	31
				Délai (jours)	686
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	172	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	104	Coût (% de la créance)	50,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	1		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	72
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	66	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	18
Coût de licenciement (semaines de salaire)	44			Taux de recouvrement (cents par dollar)	32,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	172		
		Paiements (nombre par année)	59		
		Délai (heures par année)	482		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,6		

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	850	
Facilité de faire des affaires (classement)	95	Revenu faible	Population (m)	6,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	92	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	73	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	89
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	56	Délai (jours)	72	Délai à l'export (jours)	26
Coût (% du revenu par habitant)	23,6	Coût (% valeur du bien)	5,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	664
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	29
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	124	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	722
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	217	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	162
Coût (% du revenu par habitant)	95,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	591
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	31	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	110,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	102
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	10	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	23
Coût de licenciement (semaines de salaire)	39			Taux de recouvrement (cents par dollar)	24,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	87		
		Paiements (nombre par année)	33		
		Délai (heures par année)	194		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	41,7		

PARAGUAY		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	1 670	
Facilité de faire des affaires (classement)	115	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	6,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	82	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	70	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	138
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	35	Délai (jours)	46	Délai à l'export (jours)	35
Coût (% du revenu par habitant)	67,9	Coût (% valeur du bien)	3,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	915
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	33
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	96	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 200
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	291	Couverture du registre public (% des adultes)	9,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	103
Coût (% du revenu par habitant)	342,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	48,6	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	591
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	177	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	53	Coût (% de la créance)	30,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	116
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	3,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	59	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	113			Taux de recouvrement (cents par dollar)	20,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	102		
		Paiements (nombre par année)	35		
		Délai (heures par année)	328		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,0		

PAYS-BAS		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	45 820	
Facilité de faire des affaires (classement)	26	Revenu élevé	Population (m)	16,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	51	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	23	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	13
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	10	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	6
Coût (% du revenu par habitant)	5,9	Coût (% valeur du bien)	6,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	895
Capital minimum (% du revenu par habitant)	51,7			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	6
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	94	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 020
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	230	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	34
Coût (% du revenu par habitant)	112,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	81,0	Procédures (nombre)	25
				Délai (jours)	514
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	98	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	104	Coût (% de la créance)	24,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	17	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	10
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	1,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	42	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	82,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	30		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	180		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	39,1		
PÉROU		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	3 450	
Facilité de faire des affaires (classement)	62	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	27,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	116	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	41	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	93
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	65	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	25,7	Coût (% valeur du bien)	3,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	875
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	25
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	115	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	7	Coût à l'import (USD par conteneur)	895
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	210	Couverture du registre public (% des adultes)	23,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	119
Coût (% du revenu par habitant)	139,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	33,2	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	468
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	149	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	18	Coût (% de la créance)	35,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	96
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	3,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	52			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	85		
		Paiements (nombre par année)	9		
		Délai (heures par année)	424		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	41,2		
PHILIPPINES		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	1 620	
Facilité de faire des affaires (classement)	140	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	87,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	155	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	97	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	58
Procédures (nombre)	15	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	52	Délai (jours)	33	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	29,8	Coût (% valeur du bien)	4,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	816
Capital minimum (% du revenu par habitant)	6,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	105	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	819
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	3		
Délai (jours)	203	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	114
Coût (% du revenu par habitant)	90,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	5,4	Procédures (nombre)	37
				Délai (jours)	842
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	126	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	26,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	151
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	5,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	35	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	4,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	129		
		Paiements (nombre par année)	47		
		Délai (heures par année)	195		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	50,8		

POLOGNE		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	9 840	
Facilité de faire des affaires (classement)	76	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	38,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	145	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	84	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	41
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	31	Délai (jours)	197	Délai à l'export (jours)	17
Coût (% du revenu par habitant)	18,8	Coût (% valeur du bien)	0,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	884
Capital minimum (% du revenu par habitant)	168,8			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	28	Délai à l'import (jours)	27
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	158	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	884
Procédures (nombre)	30	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	308	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	68
Coût (% du revenu par habitant)	137,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	50,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	830
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	82	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	12,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	2	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	82
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	37	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	20
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	29,8
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	142		
		Paiements (nombre par année)	40		
		Délai (heures par année)	418		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,2		

PORTO RICO		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	14 371	
Facilité de faire des affaires (classement)	35	Revenu élevé	Population (m)	3,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	9	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	122	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	101
Procédures (nombre)	7	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	7	Délai (jours)	194	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	1,5	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 250
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	144	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 250
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	209	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	97
Coût (% du revenu par habitant)	550,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	61,4	Procédures (nombre)	39
				Délai (jours)	620
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	39	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	15	Coût (% de la créance)	24,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	56	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	28
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	3,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	25	Indice de protection des investisseurs (0-10)	7,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	8
Coût de licenciement (semaines de salaire)	0			Taux de recouvrement (cents par dollar)	55,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	98		
		Paiements (nombre par année)	16		
		Délai (heures par année)	218		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	64,7		

PORTUGAL		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	18 950	
Facilité de faire des affaires (classement)	48	Revenu élevé	Population (m)	10,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	34	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	79	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	33
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	6	Délai (jours)	42	Délai à l'export (jours)	16
Coût (% du revenu par habitant)	2,9	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	685
Capital minimum (% du revenu par habitant)	34,3			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	109	Délai à l'import (jours)	16
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	128	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	999
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4		
Délai (jours)	328	Couverture du registre public (% des adultes)	76,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	34
Coût (% du revenu par habitant)	53,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	11,3	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	577
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	164	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	14,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	21
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	48	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	95			Taux de recouvrement (cents par dollar)	69,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	73		
		Paielements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	328		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	43,6		

QATAR		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	72 849	
Facilité de faire des affaires (classement)	37	Revenu élevé	Population (m)	0,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	57	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	54	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	36
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	10	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	6	Délai (jours)	16	Délai à l'export (jours)	21
Coût (% du revenu par habitant)	9,1	Coût (% valeur du bien)	0,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	735
Capital minimum (% du revenu par habitant)	75,4			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	131	Délai à l'import (jours)	20
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	27	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	657
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	76	Couverture du registre public (% des adultes)	..	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	98
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	570
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	88	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	21,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	31
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	2,8
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	27	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	69			Taux de recouvrement (cents par dollar)	52,7
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	2		
		Paiements (nombre par année)	1		
		Délai (heures par année)	36		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	11,3		
RDP LAO		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	580	
Facilité de faire des affaires (classement)	165	Revenu faible	Population (m)	5,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	92	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	159	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	165
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	103	Délai (jours)	135	Délai à l'export (jours)	50
Coût (% du revenu par habitant)	14,1	Coût (% valeur du bien)	4,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 860
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	50
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	110	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 040
Procédures (nombre)	24	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	172	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	111
Coût (% du revenu par habitant)	172,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	42
				Délai (jours)	443
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	85	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	180	Coût (% de la créance)	31,6
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	0		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	34	Indice de protection des investisseurs (0-10)	1,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	19			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	113		
		Paiements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	560		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	33,7		
RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	140	
Facilité de faire des affaires (classement)	181	Revenu faible	Population (m)	62,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	154	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	152	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	160
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	155	Délai (jours)	57	Délai à l'export (jours)	46
Coût (% du revenu par habitant)	435,4	Coût (% valeur du bien)	9,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	2 607
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	66
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	141	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 483
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	322	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	173
Coût (% du revenu par habitant)	1 725,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	645
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	175	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	151,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	72	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	150
Indice de difficulté de licencier (0-100)	70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	5,2
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	74	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	29
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	5,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	153		
		Paiements (nombre par année)	32		
		Délai (heures par année)	308		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	229,8		



**RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE**

Facilité de faire des affaires (classement)		Moyen-Orient et Afrique du Nord	RNB par habitant (USD)	1 760
137		Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	19,9
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		<b>Transfert de propriété</b> (classement)	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	111
124		71	Documents à l'export (nombre)	8
Procédures (nombre)		4	Délai à l'export (jours)	15
Délai (jours)		19	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 190
Coût (% du revenu par habitant)		28,0	Documents à l'import (nombre)	9
Capital minimum (% du revenu par habitant)		4 353,8	Délai à l'import (jours)	21
			Coût à l'import (USD par conteneur)	1 625
<b>Obtention de prêts</b> (classement)		178		
132		Indice de fiabilité des garanties (0-10)		
Procédures (nombre)		1		
Délai (jours)		Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		
Coût (% du revenu par habitant)		0		
		Couverture du registre public (% des adultes)		
		0,0		
		Couverture du registre privé (% des adultes)		
		0,0		
<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		113		
122		Indice de divulgation de l'information (0-10)		
Indice de difficulté de recruter (0-100)		6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)		5		
Indice de difficulté de licencier (0-100)		2		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		4,3		
Coût de licenciement (semaines de salaire)		80		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		
		99		
		Paiements (nombre par année)		
		20		
		Délai (heures par année)		
		336		
		Total à payer (% du bénéfice brut)		
		43,5		

**RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Facilité de faire des affaires (classement)		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	380
180		Revenu faible	Population (m)	4,3
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		<b>Transfert de propriété</b> (classement)	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	175
152		133	Documents à l'export (nombre)	8
Procédures (nombre)		5	Délai à l'export (jours)	57
Délai (jours)		75	Coût à l'export (USD par conteneur)	5 121
Coût (% du revenu par habitant)		18,6	Documents à l'import (nombre)	18
Capital minimum (% du revenu par habitant)		513,9	Délai à l'import (jours)	66
			Coût à l'import (USD par conteneur)	5 074
<b>Obtention de prêts</b> (classement)		131		
138		Indice de fiabilité des garanties (0-10)		
Procédures (nombre)		3		
Délai (jours)		Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		
Coût (% du revenu par habitant)		2		
		Couverture du registre public (% des adultes)		
		1,2		
		Couverture du registre privé (% des adultes)		
		0,0		
<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		126		
151		Indice de divulgation de l'information (0-10)		
Indice de difficulté de recruter (0-100)		6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)		1		
Indice de difficulté de licencier (0-100)		5		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		4,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		
		178		
		Paiements (nombre par année)		
		54		
		Délai (heures par année)		
		504		
		Total à payer (% du bénéfice brut)		
		203,8		

**RÉPUBLIQUE DOMINICAINE**

Facilité de faire des affaires (classement)		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	3 550
97		Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	9,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		<b>Transfert de propriété</b> (classement)	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	32
84		106	Documents à l'export (nombre)	6
Procédures (nombre)		7	Délai à l'export (jours)	9
Délai (jours)		60	Coût à l'export (USD par conteneur)	916
Coût (% du revenu par habitant)		3,8	Documents à l'import (nombre)	7
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0	Délai à l'import (jours)	10
			Coût à l'import (USD par conteneur)	1 150
<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68		
77		Indice de fiabilité des garanties (0-10)		
Procédures (nombre)		3		
Délai (jours)		Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		
Coût (% du revenu par habitant)		6		
		Couverture du registre public (% des adultes)		
		33,9		
		Couverture du registre privé (% des adultes)		
		35,0		
<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		126		
97		Indice de divulgation de l'information (0-10)		
Indice de difficulté de recruter (0-100)		5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0		
Indice de difficulté de licencier (0-100)		7		
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		4,0		
Coût de licenciement (semaines de salaire)		88		
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		
		72		
		Paiements (nombre par année)		
		9		
		Délai (heures par année)		
		480		
		Total à payer (% du bénéfice brut)		
		35,7		

RÉPUBLIQUE DU CONGO		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		1 540		
Facilité de faire des affaires (classement)		178	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		3,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		157	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		171	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		176
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		11
Délai (jours)		37	Délai (jours)		116	Délai à l'export (jours)		50
Coût (% du revenu par habitant)		106,4	Coût (% valeur du bien)		16,5	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 490
Capital minimum (% du revenu par habitant)		131,2				Documents à l'import (nombre)		12
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		131	Délai à l'import (jours)		62
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		68	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 959
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		2			
Délai (jours)		169	Couverture du registre public (% des adultes)		6,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		155
Coût (% du revenu par habitant)		345,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		560
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		170	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		150	Coût (% de la créance)		53,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)		78	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		117
Indice de difficulté de licencier (0-100)		70	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		3	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		69	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		24
Coût de licenciement (semaines de salaire)		33				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,4
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		179			
			Paielements (nombre par année)		61			
			Délai (heures par année)		606			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		65,5			

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		590		
Facilité de faire des affaires (classement)		68	Revenu faible		Population (m)		5,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		31	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		52	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		181
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		13
Délai (jours)		15	Délai (jours)		8	Délai à l'export (jours)		64
Coût (% du revenu par habitant)		7,4	Coût (% valeur du bien)		3,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		3 000
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,4				Documents à l'import (nombre)		13
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Délai à l'import (jours)		75
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		58	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 250
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		159	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		52
Coût (% du revenu par habitant)		405,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		3,7	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		177
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		81	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		11	Coût (% de la créance)		29,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		9			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		137
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		9	Délai (années)		4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		7,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		14,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		155			
			Paielements (nombre par année)		75			
			Délai (heures par année)		202			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		61,4			

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		14 450		
Facilité de faire des affaires (classement)		75	Revenu élevé		Population (m)		10,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		86	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		65	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		49
Procédures (nombre)		8	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		15	Délai (jours)		123	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		9,6	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		985
Capital minimum (% du revenu par habitant)		31,8				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		43	Délai à l'import (jours)		20
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		86	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 087
Procédures (nombre)		36	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		180	Couverture du registre public (% des adultes)		4,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		95
Coût (% du revenu par habitant)		16,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		65,2	Procédures (nombre)		27
						Délai (jours)		820
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		59	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		88	Coût (% de la créance)		33,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		2			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		113
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		8	Délai (années)		6,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		28	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		22				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,9
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		118			
			Paielements (nombre par année)		12			
			Délai (heures par année)		930			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,6			

ROUMANIE		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	6 150	
Facilité de faire des affaires (classement)	47	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	21,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	26	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	114	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	40
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	10	Délai (jours)	83	Délai à l'export (jours)	12
Coût (% du revenu par habitant)	3,6	Coût (% valeur du bien)	2,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 275
Capital minimum (% du revenu par habitant)	1,1			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	12	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	88	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 175
Procédures (nombre)	17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	243	Couverture du registre public (% des adultes)	4,5	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	31
Coût (% du revenu par habitant)	91,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	24,7	Procédures (nombre)	31
				Délai (jours)	512
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	143	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	38	Coût (% de la créance)	19,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)	67	Indice de divulgation de l'information (0-10)	9		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	85
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)	3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	62	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	8			Taux de recouvrement (cents par dollar)	29,5
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	146		
		Paiements (nombre par année)	113		
		Délai (heures par année)	202		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	48,0		
ROYAUME-UNI		OCDE : Revenu élevé	RNB par habitant (USD)	42 740	
Facilité de faire des affaires (classement)	6	Revenu élevé	Population (m)	61,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	8	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	22	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	28
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	13	Délai (jours)	21	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	0,8	Coût (% valeur du bien)	4,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 030
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	4
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	2	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	61	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 350
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	144	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	24
Coût (% du revenu par habitant)	64,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	100,0	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	404
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	28	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	9	Coût (% de la créance)	23,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	9
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	1,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	14	Indice de protection des investisseurs (0-10)	8,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	6
Coût de licenciement (semaines de salaire)	22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	84,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	16		
		Paiements (nombre par année)	8		
		Délai (heures par année)	105		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	35,3		
RWANDA		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	320	
Facilité de faire des affaires (classement)	139	Revenu faible	Population (m)	9,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	60	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	60	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	168
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)	9
Délai (jours)	14	Délai (jours)	315	Délai à l'export (jours)	42
Coût (% du revenu par habitant)	108,9	Coût (% valeur du bien)	0,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 275
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	42
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	90	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	5 070
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2		
Délai (jours)	210	Couverture du registre public (% des adultes)	0,3	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	48
Coût (% du revenu par habitant)	607,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	24
				Délai (jours)	310
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	93	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	78,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	44	Indice de divulgation de l'information (0-10)	2		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	1	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	38	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	26			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	56		
		Paiements (nombre par année)	34		
		Délai (heures par année)	160		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	33,7		

SAINT-KITTS-ET-NEVIS		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	9 630	
Facilité de faire des affaires (classement)	67	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,0	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	72	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	146	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	27
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	45	Délai (jours)	81	Délai à l'export (jours)	12
Coût (% du revenu par habitant)	12,5	Coût (% valeur du bien)	13,3	Coût à l'export (USD par conteneur)	850
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	14
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	6	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	938
Procédures (nombre)	14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	67	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	114
Coût (% du revenu par habitant)	5,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	578
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	22	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	20,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	17	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	95		
		Paiements (nombre par année)	24		
		Délai (heures par année)	172		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	52,7		

SAINTE-LUCIE		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	5 530	
Facilité de faire des affaires (classement)	34	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	36	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	66	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	80
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	20	Délai (jours)	16	Délai à l'export (jours)	15
Coût (% du revenu par habitant)	22,6	Coût (% valeur du bien)	7,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 425
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	13	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 470
Procédures (nombre)	9	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	139	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	161
Coût (% du revenu par habitant)	30,3	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	23	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	37,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	45
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	7	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	42,9
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	29		
		Paiements (nombre par année)	32		
		Délai (heures par année)	61		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	34,0		

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	4 210	
Facilité de faire des affaires (classement)	66	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	39	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	129	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	72
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	12	Délai (jours)	38	Délai à l'export (jours)	12
Coût (% du revenu par habitant)	26,8	Coût (% valeur du bien)	11,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 770
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	6
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	1	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 769
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	74	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	109
Coût (% du revenu par habitant)	8,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	45
				Délai (jours)	394
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	41	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	30,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	13	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	54			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	76		
		Paiements (nombre par année)	36		
		Délai (heures par année)	117		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	42,6		

SAMOA		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	2 430	
Facilité de faire des affaires (classement)	64	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	132	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	72	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	86
Procédures (nombre)	9	Procédures (nombre)	5	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	35	Délai (jours)	147	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	39,8	Coût (% valeur du bien)	1,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	820
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	123	Délai à l'import (jours)	31
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	47	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)	848
Procédures (nombre)	18	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	88	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	79
Coût (% du revenu par habitant)	90,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	455
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	16	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	24	Coût (% de la créance)	19,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	11	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	136
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,5
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	10	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	9			Taux de recouvrement (cents par dollar)	14,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	60		
		Paiements (nombre par année)	37		
		Délai (heures par année)	224		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	18,9		

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	870	
Facilité de faire des affaires (classement)	176	Revenu faible	Population (m)	0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	136	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	151	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	88
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	7	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	144	Délai (jours)	62	Délai à l'export (jours)	27
Coût (% du revenu par habitant)	88,9	Coût (% valeur du bien)	10,9	Coût à l'export (USD par conteneur)	690
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	8
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	29
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	113	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	577
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	255	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	171
Coût (% du revenu par habitant)	740,5	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	43
				Délai (jours)	1 185
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	179	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	34,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)	50	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	151		
		Paiements (nombre par année)	42		
		Délai (heures par année)	424		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	47,2		

SÉNÉGAL		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	820	
Facilité de faire des affaires (classement)	149	Revenu faible	Population (m)	12,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	95	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	161	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	60
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	8	Délai (jours)	124	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	72,7	Coût (% valeur du bien)	20,6	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 078
Capital minimum (% du revenu par habitant)	236,2			Documents à l'import (nombre)	5
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	18
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	118	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 920
Procédures (nombre)	16	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	220	Couverture du registre public (% des adultes)	4,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	146
Coût (% du revenu par habitant)	528,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	44
				Délai (jours)	780
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	165	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	164	Coût (% de la créance)	26,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	72	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	77
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	61	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	38			Taux de recouvrement (cents par dollar)	31,6
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	170		
		Paiements (nombre par année)	59		
		Délai (heures par année)	666		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	46,0		

SERBIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		4 730		
Facilité de faire des affaires (classement)		94	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		7,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		106	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		97	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		62
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		23	Délai (jours)		111	Délai à l'export (jours)		12
Coût (% du revenu par habitant)		7,6	Coût (% valeur du bien)		2,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 398
Capital minimum (% du revenu par habitant)		6,9				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Délai à l'import (jours)		14
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		171	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 559
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		279	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		96
Coût (% du revenu par habitant)		2 177,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		91,9	Procédures (nombre)		36
						Délai (jours)		635
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		91	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		28,9
Indice de difficulté de recruter (0-100)		67	Indice de divulgation de l'information (0-10)		7			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		99
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		3	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		39	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		23
Coût de licenciement (semaines de salaire)		25				Taux de recouvrement (cents par dollar)		25,4
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		126			
			Paiements (nombre par année)		66			
			Délai (heures par année)		279			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		34,0			
SEYCHELLES		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		8 960		
Facilité de faire des affaires (classement)		104	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		68	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		55	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		90
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		38	Délai (jours)		33	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		8,3	Coût (% valeur du bien)		7,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 839
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		163	Délai à l'import (jours)		19
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		56	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 839
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		144	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		62
Coût (% du revenu par habitant)		47,0	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		38
						Délai (jours)		720
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		120	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		14,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		8	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		39				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		40			
			Paiements (nombre par année)		16			
			Délai (heures par année)		76			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		46,6			
SIERRA LEONE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		260		
Facilité de faire des affaires (classement)		156	Revenu faible		Population (m)		5,8	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		53	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		163	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		132
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		7	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		17	Délai (jours)		86	Délai à l'export (jours)		29
Coût (% du revenu par habitant)		56,2	Coût (% valeur du bien)		12,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 450
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		34
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		169	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 535
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		283	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		141
Coût (% du revenu par habitant)		452,2	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		515
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		173	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		149,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		145
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		8	Délai (années)		2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		51	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		42
Coût de licenciement (semaines de salaire)		189				Taux de recouvrement (cents par dollar)		8,5
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		160			
			Paiements (nombre par année)		28			
			Délai (heures par année)		399			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		233,5			



SINGAPOUR		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		32 470	
Facilité de faire des affaires (classement)	1	Revenu élevé		Population (m)		4,6	
Création d'entreprise (classement)	10	Transfert de propriété (classement)	16	Commerce transfrontalier (classement)		1	
Procédures (nombre)	4	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)		4	
Délai (jours)	4	Délai (jours)	9	Délai à l'export (jours)		5	
Coût (% du revenu par habitant)	0,7	Coût (% valeur du bien)	2,8	Coût à l'export (USD par conteneur)		456	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)		4	
		Obtention de prêts (classement)	5	Délai à l'import (jours)		3	
Octroi de permis de construire (classement)	2	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	10	Coût à l'import (USD par conteneur)		439	
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	38	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)		14	
Coût (% du revenu par habitant)	21,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	48,3	Procédures (nombre)		21	
				Délai (jours)		150	
Embauche des travailleurs (classement)	1	Protection des investisseurs (classement)	2	Coût (% de la créance)		25,8	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)		2	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	9	Délai (années)		0,8	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	0	Indice de protection des investisseurs (0-10)	9,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		1	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	4			Taux de recouvrement (cents par dollar)		91,3	
		Paiement des taxes et impôts (classement)	5				
		Paiements (nombre par année)	5				
		Délai (heures par année)	84				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	27,9				
SLOVAQUIE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		11 730	
Facilité de faire des affaires (classement)	36	Revenu élevé		Population (m)		5,4	
Création d'entreprise (classement)	48	Transfert de propriété (classement)	7	Commerce transfrontalier (classement)		116	
Procédures (nombre)	6	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)		6	
Délai (jours)	16	Délai (jours)	17	Délai à l'export (jours)		25	
Coût (% du revenu par habitant)	3,3	Coût (% valeur du bien)	0,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 445	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	30,4			Documents à l'import (nombre)		8	
		Obtention de prêts (classement)	12	Délai à l'import (jours)		25	
Octroi de permis de construire (classement)	53	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	9	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 445	
Procédures (nombre)	13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	4				
Délai (jours)	287	Couverture du registre public (% des adultes)	1,4	Exécution des contrats (classement)		47	
Coût (% du revenu par habitant)	13,1	Couverture du registre privé (% des adultes)	39,9	Procédures (nombre)		30	
				Délai (jours)		565	
Embauche des travailleurs (classement)	83	Protection des investisseurs (classement)	104	Coût (% de la créance)		25,7	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	17	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	Fermeture d'entreprise (classement)		37	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	7	Délai (années)		4,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	36	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		18	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	13			Taux de recouvrement (cents par dollar)		45,9	
		Paiement des taxes et impôts (classement)	126				
		Paiements (nombre par année)	31				
		Délai (heures par année)	325				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	47,4				
SLOVÉNIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		20 960	
Facilité de faire des affaires (classement)	54	Revenu élevé		Population (m)		2,0	
Création d'entreprise (classement)	41	Transfert de propriété (classement)	104	Commerce transfrontalier (classement)		78	
Procédures (nombre)	5	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)		6	
Délai (jours)	19	Délai (jours)	391	Délai à l'export (jours)		20	
Coût (% du revenu par habitant)	0,1	Coût (% valeur du bien)	2,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 075	
Capital minimum (% du revenu par habitant)	46,8			Documents à l'import (nombre)		8	
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)		21	
Octroi de permis de construire (classement)	69	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	6	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 130	
Procédures (nombre)	15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	2				
Délai (jours)	208	Couverture du registre public (% des adultes)	2,7	Exécution des contrats (classement)		79	
Coût (% du revenu par habitant)	112,2	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)		32	
				Délai (jours)		1 350	
Embauche des travailleurs (classement)	158	Protection des investisseurs (classement)	18	Coût (% de la créance)		18,6	
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	9	Fermeture d'entreprise (classement)		38	
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)		2,0	
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	59	Indice de protection des investisseurs (0-10)	6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8	
Coût de licenciement (semaines de salaire)	37			Taux de recouvrement (cents par dollar)		45,5	
		Paiement des taxes et impôts (classement)	78				
		Paiements (nombre par année)	22				
		Délai (heures par année)	260				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	36,7				

SOUDAN		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		960		
Facilité de faire des affaires (classement)		147	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		38,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		107	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		35	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		139
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		39	Délai (jours)		9	Délai à l'export (jours)		35
Coût (% du revenu par habitant)		50,8	Coût (% valeur du bien)		3,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 050
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		131	Documents à l'import (nombre)		6
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		135	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		5	Délai à l'import (jours)		49
Procédures (nombre)		19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 900
Délai (jours)		271	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		143
Coût (% du revenu par habitant)		240,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		53
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		144	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		150	Délai (jours)		810
Indice de difficulté de recruter (0-100)		39	Indice de divulgation de l'information (0-10)		0	Coût (% de la créance)		19,8
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		36	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		118	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		67	Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			Paiements (nombre par année)		42			
			Délai (heures par année)		180			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		31,6			
SRI LANKA		Asie du Sud		RNB par habitant (USD)		1 540		
Facilité de faire des affaires (classement)		102	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		19,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		29	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		141	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		66
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		38	Délai (jours)		83	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		7,1	Coût (% valeur du bien)		5,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		865
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Documents à l'import (nombre)		6
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		161	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Délai à l'import (jours)		20
Procédures (nombre)		21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5	Coût à l'import (USD par conteneur)		895
Délai (jours)		214	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		135
Coût (% du revenu par habitant)		1 486,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		8,7	Procédures (nombre)		40
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		110	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Délai (jours)		1 318
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4	Coût (% de la créance)		22,8
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		43
Indice de difficulté de licencier (0-100)		60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		1,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		27	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		5
Coût de licenciement (semaines de salaire)		169	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		164	Taux de recouvrement (cents par dollar)		43,4
			Paiements (nombre par année)		62			
			Délai (heures par année)		256			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		63,7			
SUÈDE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		46 060		
Facilité de faire des affaires (classement)		17	Revenu élevé		Population (m)		9,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		30	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		10	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		6
Procédures (nombre)		3	Procédures (nombre)		1	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		15	Délai (jours)		2	Délai à l'export (jours)		8
Coût (% du revenu par habitant)		0,6	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		697
Capital minimum (% du revenu par habitant)		30,3	<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Documents à l'import (nombre)		3
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		17	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		5	Délai à l'import (jours)		6
Procédures (nombre)		8	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		735
Délai (jours)		116	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		55
Coût (% du revenu par habitant)		103,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		100,0	Procédures (nombre)		30
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		114	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Délai (jours)		508
Indice de difficulté de recruter (0-100)		33	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6	Coût (% de la créance)		31,3
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		18
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		44	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26	<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		42	Taux de recouvrement (cents par dollar)		75,1
			Paiements (nombre par année)		2			
			Délai (heures par année)		122			
			Total à paver (% du bénéfice brut)		54,5			

SUISSE		OCDE : Revenu élevé		RNB par habitant (USD)		59 880		
Facilité de faire des affaires (classement)		21	Revenu élevé		Population (m)		7,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		52	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		13	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		39
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		4
Délai (jours)		20	Délai (jours)		16	Délai à l'export (jours)		8
Coût (% du revenu par habitant)		2,1	Coût (% valeur du bien)		0,4	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 537
Capital minimum (% du revenu par habitant)		27,6				Documents à l'import (nombre)		5
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		12	Délai à l'import (jours)		9
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		32	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 505
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		154	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		32
Coût (% du revenu par habitant)		52,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		22,5	Procédures (nombre)		32
						Délai (jours)		417
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		19	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		164	Coût (% de la créance)		24,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		36
Indice de difficulté de licencier (0-100)		10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		17	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		4
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		46,8
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		19			
			Paie­ments (nombre par année)		24			
			Délai (heures par année)		63			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		28,9			

SURINAME		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		4 730		
Facilité de faire des affaires (classement)		146	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		0,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		170	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		136	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		98
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		8
Délai (jours)		694	Délai (jours)		193	Délai à l'export (jours)		25
Coût (% du revenu par habitant)		125,2	Coût (% valeur du bien)		13,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		975
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,8				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		131	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		95	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		5	Coût à l'import (USD par conteneur)		885
Procédures (nombre)		14	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		431	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		177
Coût (% du revenu par habitant)		105,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		44
						Délai (jours)		1 715
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		53	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		178	Coût (% de la créance)		37,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		147
Indice de difficulté de licencier (0-100)		50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		23	Indice de protection des investisseurs (0-10)		2,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		30
Coût de licenciement (semaines de salaire)		26				Taux de recouvrement (cents par dollar)		8,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		26			
			Paie­ments (nombre par année)		17			
			Délai (heures par année)		199			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		27,9			

SWAZILAND		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		2 580		
Facilité de faire des affaires (classement)		108	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		1,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		153	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		153	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		154
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		11	Documents à l'export (nombre)		9
Délai (jours)		61	Délai (jours)		46	Délai à l'export (jours)		21
Coût (% du revenu par habitant)		35,1	Coût (% valeur du bien)		7,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 184
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,6				Documents à l'import (nombre)		11
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		43	Délai à l'import (jours)		33
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		21	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		6	Coût à l'import (USD par conteneur)		2 249
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		93	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		129
Coût (% du revenu par habitant)		94,9	Couverture du registre privé (% des adultes)		43,5	Procédures (nombre)		40
						Délai (jours)		972
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		40	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		178	Coût (% de la créance)		23,1
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		65
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		5	Délai (années)		2,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		13	Indice de protection des investisseurs (0-10)		2,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		53				Taux de recouvrement (cents par dollar)		34,9
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		52			
			Paie­ments (nombre par année)		33			
			Délai (heures par année)		104			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		36,6			

TADJIKISTAN		Europe de l'Est & Asie centrale	RNB par habitant (USD)	460	
Facilité de faire des affaires (classement)	159	Revenu faible	Population (m)	6,7	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	168	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	46	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	177
Procédures (nombre)	13	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	49	Délai (jours)	37	Délai à l'export (jours)	82
Coût (% du revenu par habitant)	27,6	Coût (% valeur du bien)	1,8	Coût à l'export (USD par conteneur)	3 150
Capital minimum (% du revenu par habitant)	216,8			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	172	Délai à l'import (jours)	83
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	178	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	2	Coût à l'import (USD par conteneur)	4 550
Procédures (nombre)	32	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	351	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	23
Coût (% du revenu par habitant)	1 420,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	34
				Délai (jours)	295
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	128	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	150	Coût (% de la créance)	20,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	4		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	80	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	97
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	51	Indice de protection des investisseurs (0-10)	3,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	9
Coût de licenciement (semaines de salaire)	22			Taux de recouvrement (cents par dollar)	25,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	159		
		Paiements (nombre par année)	54		
		Délai (heures par année)	224		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	85,5		

TAÏWAN, CHINE		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	17 930	
Facilité de faire des affaires (classement)	61	Revenu élevé	Population (m)	22,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	119	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	26	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	30
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	3	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	42	Délai (jours)	5	Délai à l'export (jours)	13
Coût (% du revenu par habitant)	4,1	Coût (% valeur du bien)	6,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	757
Capital minimum (% du revenu par habitant)	177,4			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	12
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	127	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	769
Procédures (nombre)	29	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	193	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	88
Coût (% du revenu par habitant)	123,6	Couverture du registre privé (% des adultes)	62,7	Procédures (nombre)	47
				Délai (jours)	510
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	159	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	17,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	7		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	11
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	1,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	53	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	4
Coût de licenciement (semaines de salaire)	91			Taux de recouvrement (cents par dollar)	80,9
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	100		
		Paiements (nombre par année)	23		
		Délai (heures par année)	340		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	40,4		

TANZANIE		Afrique subsaharienne	RNB par habitant (USD)	400	
Facilité de faire des affaires (classement)	127	Revenu faible	Population (m)	40,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	109	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	142	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	103
Procédures (nombre)	12	Procédures (nombre)	9	Documents à l'export (nombre)	5
Délai (jours)	29	Délai (jours)	73	Délai à l'export (jours)	24
Coût (% du revenu par habitant)	41,5	Coût (% valeur du bien)	4,4	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 262
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	31
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	172	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 475
Procédures (nombre)	21	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	308	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	33
Coût (% du revenu par habitant)	2 087,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	38
				Délai (jours)	462
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	140	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	14,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	100	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	111
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	63	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	18			Taux de recouvrement (cents par dollar)	21,3
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	109		
		Paiements (nombre par année)	48		
		Délai (heures par année)	172		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	45,1		

<b>TCHAD</b>		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)	540
Facilité de faire des affaires (classement)	175	Revenu faible		Population (m)	10,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	180	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	132	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	159
Procédures (nombre)	19	Procédures (nombre)	6	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	75	Délai (jours)	44	Délai à l'export (jours)	78
Coût (% du revenu par habitant)	175,0	Coût (% valeur du bien)	22,7	Coût à l'export (USD par conteneur)	5 367
Capital minimum (% du revenu par habitant)	365,1			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	145	Délai à l'import (jours)	102
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	70	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	6 020
Procédures (nombre)	9	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	1		
Délai (jours)	181	Couverture du registre public (% des adultes)	0,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	166
Coût (% du revenu par habitant)	974,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	41
				Délai (jours)	743
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	139	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	77,4
Indice de difficulté de recruter (0-100)	39	Indice de divulgation de l'information (0-10)	6		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	46	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	36			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	130		
		Paiements (nombre par année)	54		
		Délai (heures par année)	122		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	60,5		
<b>THAÏLANDE</b>		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)	3 400
Facilité de faire des affaires (classement)	13	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)	63,8
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	44	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	5	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	10
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	4
Délai (jours)	33	Délai (jours)	2	Délai à l'export (jours)	14
Coût (% du revenu par habitant)	4,9	Coût (% valeur du bien)	1,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	625
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	3
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	68	Délai à l'import (jours)	13
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	12	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	4	Coût à l'import (USD par conteneur)	795
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	5		
Délai (jours)	156	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	25
Coût (% du revenu par habitant)	9,4	Couverture du registre privé (% des adultes)	31,8	Procédures (nombre)	35
				Délai (jours)	479
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	56	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	11	Coût (% de la créance)	14,3
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	10		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	7	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	46
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	6	Délai (années)	2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	18	Indice de protection des investisseurs (0-10)	7,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	36
Coût de licenciement (semaines de salaire)	54			Taux de recouvrement (cents par dollar)	42,4
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	82		
		Paiements (nombre par année)	23		
		Délai (heures par année)	264		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	37,8		
<b>TIMOR-LESTE</b>		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)	1 510
Facilité de faire des affaires (classement)	170	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)	1,1
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	150	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	177	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	79
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	AUCUN CAS	Documents à l'export (nombre)	6
Délai (jours)	83	Délai (jours)	AUCUN CAS	Délai à l'export (jours)	25
Coût (% du revenu par habitant)	6,6	Coût (% valeur du bien)	AUCUN CAS	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 010
Capital minimum (% du revenu par habitant)	331,1			Documents à l'import (nombre)	7
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	178	Délai à l'import (jours)	26
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	100	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	1	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 015
Procédures (nombre)	22	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	208	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	181
Coût (% du revenu par habitant)	62,9	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	51
				Délai (jours)	1 800
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	78	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	126	Coût (% de la créance)	163,2
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	181
Indice de difficulté de licencier (0-100)	50	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	34	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)	17			Taux de recouvrement (cents par dollar)	0,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	75		
		Paiements (nombre par année)	15		
		Délai (heures par année)	640		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	28,3		

TOGO		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		360		
Facilité de faire des affaires (classement)		163	Revenu faible		Population (m)		6,6	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		179	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		155	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		84
Procédures (nombre)		13	Procédures (nombre)		5	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		53	Délai (jours)		295	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		251,3	Coût (% valeur du bien)		13,4	Coût à l'export (USD par conteneur)		940
Capital minimum (% du revenu par habitant)		559,9				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		145	Délai à l'import (jours)		29
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		145	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		963
Procédures (nombre)		15	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		1			
Délai (jours)		277	Couverture du registre public (% des adultes)		2,6	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		151
Coût (% du revenu par habitant)		1 400,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		41
						Délai (jours)		588
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		155	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		47,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		72	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		1	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		94
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		57	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		36				Taux de recouvrement (cents par dollar)		26,6
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		147			
			Paielements (nombre par année)		53			
			Délai (heures par année)		270			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		48,2			
TONGA		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		2 320		
Facilité de faire des affaires (classement)		43	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		0,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		19	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		113	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		50
Procédures (nombre)		4	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		25	Délai (jours)		108	Délai à l'export (jours)		19
Coût (% du revenu par habitant)		9,6	Coût (% valeur du bien)		10,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		650
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		109	Délai à l'import (jours)		25
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		31	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		725
Procédures (nombre)		11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		76	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		57
Coût (% du revenu par habitant)		371,6	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		350
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		5	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		104	Coût (% de la créance)		30,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		101
Indice de difficulté de licencier (0-100)		0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		8	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		7	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		22
Coût de licenciement (semaines de salaire)		0				Taux de recouvrement (cents par dollar)		25,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		31			
			Paielements (nombre par année)		23			
			Délai (heures par année)		164			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		27,5			
TRINITÉ-ET-TOBAGO		Amérique latine & Caraïbes		RNB par habitant (USD)		14 100		
Facilité de faire des affaires (classement)		80	Revenu élevé		Population (m)		1,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		56	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		164	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		47
Procédures (nombre)		9	Procédures (nombre)		8	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		43	Délai (jours)		162	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		0,9	Coût (% valeur du bien)		7,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		866
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		6
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Délai à l'import (jours)		26
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		84	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		8	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 100
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		261	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		167
Coût (% du revenu par habitant)		5,5	Couverture du registre privé (% des adultes)		37,6	Procédures (nombre)		42
						Délai (jours)		1 340
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		36	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		18	Coût (% de la créance)		33,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		4			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		0	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		9	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		181
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		AUCUN CAS
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		7	Indice de protection des investisseurs (0-10)		6,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		AUCUN CAS
Coût de licenciement (semaines de salaire)		67				Taux de recouvrement (cents par dollar)		0,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		51			
			Paielements (nombre par année)		40			
			Délai (heures par année)		114			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		33,1			



TUNISIE		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		3 200		
Facilité de faire des affaires (classement)		73	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		10,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		37	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		55	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		38
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		5
Délai (jours)		11	Délai (jours)		39	Délai à l'export (jours)		17
Coût (% du revenu par habitant)		7,9	Coût (% valeur du bien)		6,1	Coût à l'export (USD par conteneur)		733
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		7
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		84	Délai à l'import (jours)		23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		101	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		3	Coût à l'import (USD par conteneur)		858
Procédures (nombre)		20	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		84	Couverture du registre public (% des adultes)		14,9	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		72
Coût (% du revenu par habitant)		1 017,8	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		39
						Délai (jours)		565
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		113	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		21,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		28	Indice de divulgation de l'information (0-10)		0			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		5	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		32
Indice de difficulté de licencier (0-100)		80	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		6	Délai (années)		1,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		49	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		7
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		52,3
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		106			
			Paielements (nombre par année)		22			
			Délai (heures par année)		228			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		59,1			

TURQUIE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		8 020		
Facilité de faire des affaires (classement)		59	Revenu intermédiaire, tranche supérieure		Population (m)		73,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		43	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		34	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		59
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		7
Délai (jours)		6	Délai (jours)		6	Délai à l'export (jours)		14
Coût (% du revenu par habitant)		14,9	Coût (% valeur du bien)		3,0	Coût à l'export (USD par conteneur)		940
Capital minimum (% du revenu par habitant)		10,9				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Délai à l'import (jours)		15
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		131	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		4	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 063
Procédures (nombre)		25	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		5			
Délai (jours)		188	Couverture du registre public (% des adultes)		12,7	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		27
Coût (% du revenu par habitant)		249,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		26,3	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		420
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		138	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		53	Coût (% de la créance)		18,8
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		9			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		118
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		4	Délai (années)		3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		38	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		95				Taux de recouvrement (cents par dollar)		20,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		68			
			Paielements (nombre par année)		15			
			Délai (heures par année)		223			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		45,5			

UKRAINE		Europe de l'Est & Asie centrale		RNB par habitant (USD)		2 550		
Facilité de faire des affaires (classement)		145	Revenu intermédiaire, tranche inférieure		Population (m)		46,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		128	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		140	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		131
Procédures (nombre)		10	Procédures (nombre)		10	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		27	Délai (jours)		93	Délai à l'export (jours)		31
Coût (% du revenu par habitant)		5,5	Coût (% valeur du bien)		2,9	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 230
Capital minimum (% du revenu par habitant)		174,2				Documents à l'import (nombre)		10
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		28	Délai à l'import (jours)		36
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		179	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 250
Procédures (nombre)		30	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		3			
Délai (jours)		471	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		49
Coût (% du revenu par habitant)		1 901,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		3,0	Procédures (nombre)		30
						Délai (jours)		354
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		100	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		142	Coût (% de la créance)		41,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		44	Indice de divulgation de l'information (0-10)		1			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		143
Indice de difficulté de licencier (0-100)		30	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		2,9
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		45	Indice de protection des investisseurs (0-10)		3,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		42
Coût de licenciement (semaines de salaire)		13				Taux de recouvrement (cents par dollar)		9,1
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		180			
			Paielements (nombre par année)		99			
			Délai (heures par année)		848			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		58,4			

URUGUAY		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	6 380	
Facilité de faire des affaires (classement)	109	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	3,3	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	120	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	149	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	127
Procédures (nombre)	11	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	10
Délai (jours)	44	Délai (jours)	66	Délai à l'export (jours)	19
Coût (% du revenu par habitant)	43,5	Coût (% valeur du bien)	7,1	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 100
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	10
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	43	Délai à l'import (jours)	22
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	139	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	5	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 330
Procédures (nombre)	30	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	6		
Délai (jours)	234	Couverture du registre public (% des adultes)	15,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	99
Coût (% du revenu par habitant)	108,0	Couverture du registre privé (% des adultes)	98,0	Procédures (nombre)	40
				Délai (jours)	720
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	79	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	88	Coût (% de la créance)	19,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	33	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	44
Indice de difficulté de licencier (0-100)	0	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	8	Délai (années)	2,1
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	31	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)	7
Coût de licenciement (semaines de salaire)	31			Taux de recouvrement (cents par dollar)	43,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	167		
		Paiements (nombre par année)	53		
		Délai (heures par année)	336		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	58,5		

VANUATU		Asie de l'Est et Pacifique	RNB par habitant (USD)	1 840	
Facilité de faire des affaires (classement)	60	Revenu intermédiaire, tranche inférieure	Population (m)	0,2	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	94	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	115	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	136
Procédures (nombre)	8	Procédures (nombre)	2	Documents à l'export (nombre)	7
Délai (jours)	39	Délai (jours)	188	Délai à l'export (jours)	26
Coût (% du revenu par habitant)	54,8	Coût (% valeur du bien)	11,0	Coût à l'export (USD par conteneur)	1 497
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	84	Délai à l'import (jours)	30
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	24	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)	1 392
Procédures (nombre)	7	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	51	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	67
Coût (% du revenu par habitant)	356,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	30
				Délai (jours)	430
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	86	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	70	Coût (% de la créance)	74,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	22	Indice de divulgation de l'information (0-10)	5		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	50
Indice de difficulté de licencier (0-100)	10	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	5	Délai (années)	2,6
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	24	Indice de protection des investisseurs (0-10)	5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	56			Taux de recouvrement (cents par dollar)	41,2
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	20		
		Paiements (nombre par année)	31		
		Délai (heures par année)	120		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	8,4		

VENEZUELA		Amérique latine & Caraïbes	RNB par habitant (USD)	7 320	
Facilité de faire des affaires (classement)	174	Revenu intermédiaire, tranche supérieure	Population (m)	27,5	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)	142	<b>Transfert de propriété</b> (classement)	92	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)	164
Procédures (nombre)	16	Procédures (nombre)	8	Documents à l'export (nombre)	8
Délai (jours)	141	Délai (jours)	47	Délai à l'export (jours)	49
Coût (% du revenu par habitant)	26,8	Coût (% valeur du bien)	2,2	Coût à l'export (USD par conteneur)	2 590
Capital minimum (% du revenu par habitant)	0,0			Documents à l'import (nombre)	9
		<b>Obtention de prêts</b> (classement)	163	Délai à l'import (jours)	71
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)	96	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	3	Coût à l'import (USD par conteneur)	2 868
Procédures (nombre)	11	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0		
Délai (jours)	395	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)	71
Coût (% du revenu par habitant)	344,7	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)	29
				Délai (jours)	510
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)	180	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)	170	Coût (% de la créance)	43,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)	78	Indice de divulgation de l'information (0-10)	3		
Indice de rigidité des horaires (0-100)	60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	3	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)	149
Indice de difficulté de licencier (0-100)	100	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	2	Délai (années)	4,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	79	Indice de protection des investisseurs (0-10)	2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)	38
Coût de licenciement (semaines de salaire)	PAS POSSIBLE			Taux de recouvrement (cents par dollar)	6,0
		<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)	177		
		Paiements (nombre par année)	70		
		Délai (heures par année)	864		
		Total à payer (% du bénéfice brut)	56,6		

VIET NAM		Asie de l'Est et Pacifique		RNB par habitant (USD)		790		
Facilité de faire des affaires (classement)		92	Revenu faible		Population (m)		85,1	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		108	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		37	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		67
Procédures (nombre)		11	Procédures (nombre)		4	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		50	Délai (jours)		57	Délai à l'export (jours)		24
Coût (% du revenu par habitant)		16,8	Coût (% valeur du bien)		1,2	Coût à l'export (USD par conteneur)		734
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		8
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		43	Délai à l'import (jours)		23
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		67	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		7	Coût à l'import (USD par conteneur)		901
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		4			
Délai (jours)		194	Couverture du registre public (% des adultes)		13,4	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		42
Coût (% du revenu par habitant)		313,3	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		34
						Délai (jours)		295
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		90	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		170	Coût (% de la créance)		31,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)		11	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		20	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		0	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		124
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		2	Délai (années)		5,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		24	Indice de protection des investisseurs (0-10)		2,7	Coût (% de la valeur du patrimoine)		15
Coût de licenciement (semaines de salaire)		87				Taux de recouvrement (cents par dollar)		18,0
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		140			
			Paielements (nombre par année)		32			
			Délai (heures par année)		1 050			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		40,1			

YÉMEN		Moyen-Orient et Afrique du Nord		RNB par habitant (USD)		870		
Facilité de faire des affaires (classement)		98	Revenu faible		Population (m)		22,4	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		50	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		48	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		126
Procédures (nombre)		7	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		13	Délai (jours)		19	Délai à l'export (jours)		31
Coût (% du revenu par habitant)		93,0	Coût (% valeur du bien)		3,8	Coût à l'export (USD par conteneur)		1 129
Capital minimum (% du revenu par habitant)		0,0				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		172	Délai à l'import (jours)		28
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		33	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		2	Coût à l'import (USD par conteneur)		1 475
Procédures (nombre)		13	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		107	Couverture du registre public (% des adultes)		0,1	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		41
Coût (% du revenu par habitant)		189,7	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,0	Procédures (nombre)		37
						Délai (jours)		520
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		69	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		126	Coût (% de la créance)		16,5
Indice de difficulté de recruter (0-100)		0	Indice de divulgation de l'information (0-10)		6			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		4	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		87
Indice de difficulté de licencier (0-100)		40	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		2	Délai (années)		3,0
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		33	Indice de protection des investisseurs (0-10)		4,0	Coût (% de la valeur du patrimoine)		8
Coût de licenciement (semaines de salaire)		17				Taux de recouvrement (cents par dollar)		28,6
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		138			
			Paielements (nombre par année)		44			
			Délai (heures par année)		248			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		47,8			

ZAMBIE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		800		
Facilité de faire des affaires (classement)		100	Revenu faible		Population (m)		11,9	
<b>Création d'entreprise</b> (classement)		71	<b>Transfert de propriété</b> (classement)		91	<b>Commerce transfrontalier</b> (classement)		153
Procédures (nombre)		6	Procédures (nombre)		6	Documents à l'export (nombre)		6
Délai (jours)		18	Délai (jours)		39	Délai à l'export (jours)		53
Coût (% du revenu par habitant)		28,6	Coût (% valeur du bien)		6,6	Coût à l'export (USD par conteneur)		2 664
Capital minimum (% du revenu par habitant)		1,5				Documents à l'import (nombre)		9
			<b>Obtention de prêts</b> (classement)		68	Délai à l'import (jours)		64
<b>Octroi de permis de construire</b> (classement)		146	Indice de fiabilité des garanties (0-10)		9	Coût à l'import (USD par conteneur)		3 335
Procédures (nombre)		17	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)		0			
Délai (jours)		254	Couverture du registre public (% des adultes)		0,0	<b>Exécution des contrats</b> (classement)		87
Coût (% du revenu par habitant)		1 023,1	Couverture du registre privé (% des adultes)		0,1	Procédures (nombre)		35
						Délai (jours)		471
<b>Embauche des travailleurs</b> (classement)		135	<b>Protection des investisseurs</b> (classement)		70	Coût (% de la créance)		38,7
Indice de difficulté de recruter (0-100)		22	Indice de divulgation de l'information (0-10)		3			
Indice de rigidité des horaires (0-100)		60	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)		6	<b>Fermeture d'entreprise</b> (classement)		80
Indice de difficulté de licencier (0-100)		20	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)		7	Délai (années)		2,7
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)		34	Indice de protection des investisseurs (0-10)		5,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)		9
Coût de licenciement (semaines de salaire)		178				Taux de recouvrement (cents par dollar)		30,2
			<b>Paiement des taxes et impôts</b> (classement)		38			
			Paielements (nombre par année)		37			
			Délai (heures par année)		132			
			Total à payer (% du bénéfice brut)		16,1			

ZIMBABWE		Afrique subsaharienne		RNB par habitant (USD)		325	
Facilité de faire des affaires (classement)	158	Revenu faible		Population (m)			13,4
Création d'entreprise (classement)	164	Transfert de propriété (classement)	85	Commerce transfrontalier (classement)			162
Procédures (nombre)	10	Procédures (nombre)	4	Documents à l'export (nombre)			7
Délai (jours)	96	Délai (jours)	30	Délai à l'export (jours)			53
Coût (% du revenu par habitant)	432,7	Coût (% valeur du bien)	25,0	Coût à l'export (USD par conteneur)			2 678
Capital minimum (% du revenu par habitant)	3,4			Documents à l'import (nombre)			9
		Obtention de prêts (classement)	84	Délai à l'import (jours)			73
Octroi de permis de construire (classement)	174	Indice de fiabilité des garanties (0-10)	8	Coût à l'import (USD par conteneur)			3 999
Procédures (nombre)	19	Étendue de l'information sur le crédit (0-6)	0				
Délai (jours)	1 426	Couverture du registre public (% des adultes)	0,0	Exécution des contrats (classement)			77
Coût (% du revenu par habitant)	16 368,8	Couverture du registre privé (% des adultes)	0,0	Procédures (nombre)			38
				Délai (jours)			410
Embauche des travailleurs (classement)	127	Protection des investisseurs (classement)	113	Coût (% de la créance)			32,0
Indice de difficulté de recruter (0-100)	0	Indice de divulgation de l'information (0-10)	8				
Indice de rigidité des horaires (0-100)	40	Indice mesurant la responsabilité des dirigeants (0-10)	1	Fermeture d'entreprise (classement)			154
Indice de difficulté de licencier (0-100)	60	Indice de facilité des poursuites par les actionnaires (0-10)	4	Délai (années)			3,3
Indice de rigidité de l'emploi (0-100)	33	Indice de protection des investisseurs (0-10)	4,3	Coût (% de la valeur du patrimoine)			22
Coût de licenciement (semaines de salaire)	446			Taux de recouvrement (cents par dollar)			0,1
		Paiement des taxes et impôts (classement)	157				
		Paielements (nombre par année)	52				
		Délai (heures par année)	256				
		Total à payer (% du bénéfice brut)	63,7				



## État de la ratification des normes fondamentales du travail de l'OIT

- ✓ Convention ratifiée  
☐ Convention non ratifiée  
 D Ratification dénoncée

	Liberté syndicale et négociation collective		Abolition du travail forcé ou obligatoire		Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession		Abolition du travail des enfants	
Économie	Convention 87	Convention 98	Convention 29	Convention 105	Convention 100	Convention 111	Convention 138	Convention 182
Érythrée	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>
Espagne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Estonie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
États-Unis	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓
Éthiopie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Fédération de Russie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Fidji	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Finlande	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
France	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Gabon	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Gambie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Géorgie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ghana	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Grèce	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Grenade	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guatemala	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guinée	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guinée-Bissau	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Guinée équatoriale	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Guyana	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Haïti	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Honduras	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Hong Kong, Chine <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
Hongrie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Îles Marshall	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Îles Salomon	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Inde	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indonésie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Iran	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Iraq	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Irlande	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Islande	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Israël	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Italie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Jamaïque	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Japon	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓
Jordanie	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kazakhstan	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kenya	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Kiribati	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Koweït	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓
Lesotho	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Lettonie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Liban	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Libéria	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Lituanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Luxembourg	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Macédoine, ex-république yougoslave de	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Madagascar	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓



## État de la ratification des normes fondamentales du travail de l'OIT

- ✓ Convention ratifiée  
☐ Convention non ratifiée  
**D** Ratification dénoncée

	Liberté syndicale et négociation collective		Abolition du travail forcé ou obligatoire		Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession		Abolition du travail des enfants	
Économie	Convention 87	Convention 98	Convention 29	Convention 105	Convention 100	Convention 111	Convention 138	Convention 182
Malaisie	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<b>D</b>	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓
Malawi	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Maldives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Mali	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Maroc	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Maurice	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mauritanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mexique	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Micronésie	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Moldova	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mongolie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Monténégro	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mozambique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Namibie	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓
Népal	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nicaragua	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Niger	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nigéria	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Norvège	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nouvelle-Zélande	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Oman	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓
Ouganda	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ouzbékistan	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓
Pakistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Palaos	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Panama	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Papouasie-Nouvelle-Guinée	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Paraguay	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pays-Bas	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pérou	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Philippines	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Pologne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Porto Rico <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
Portugal	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Qatar	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓
RDP Lao	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	✓	✓	✓	✓
Rép. démocratique du Congo	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République arabe syrienne	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République centrafricaine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République dominicaine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République du Congo	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République kirghize	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
République tchèque	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Roumanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Royaume-Uni	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Rwanda	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Saint-Kitts-et-Nevis	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sainte-Lucie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	<input type="checkbox"/>	✓

## État de la ratification des normes fondamentales du travail de l'OIT

- ✓ Convention ratifiée  
 ☐ Convention non ratifiée  
 D Ratification dénoncée

	Liberté syndicale et négociation collective		Abolition du travail forcé ou obligatoire		Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession		Abolition du travail des enfants	
Économie	Convention 87	Convention 98	Convention 29	Convention 105	Convention 100	Convention 111	Convention 138	Convention 182
Samoa	✓	✓	✓	✓	✓	✓	☐	✓
Sao Tomé et Príncipe	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sénégal	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Serbie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Seychelles	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sierra Leone	✓	✓	✓	✓	✓	✓	☐	☐
Singapour	☐	✓	✓	D	✓	☐	✓	✓
Slovaquie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Slovénie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Soudan	☐	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Sri Lanka	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Suède	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Suisse	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Suriname	✓	✓	✓	✓	☐	☐	☐	✓
Swaziland	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tadjikistan	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Taïwan, Chine <sup>a</sup>	—	—	—	—	—	—	—	—
Tanzanie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tchad	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Thaïlande	☐	☐	✓	✓	✓	☐	✓	✓
Timor-Leste	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Togo	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tonga	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
Trinité-et-Tobago	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Tunisie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Turquie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Ukraine	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Uruguay	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Vanuatu	✓	✓	✓	✓	✓	✓	☐	✓
Venezuela	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Viet Nam	☐	☐	✓	☐	✓	✓	✓	✓
Yémen	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Zambie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Zimbabwe	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Note : Ce tableau présente l'état d'avancement de la ratification des huit conventions de l'OIT relatives aux normes fondamentales de travail pour les 181 pays inclus dans *Doing Business 2009*, à la date du 28 juillet 2008. La ratification de ces conventions n'est pas un élément figurant dans les indicateurs de *Doing Business* relatifs à l'embauche des travailleurs. Le respect des normes fondamentales de travail n'y est pas non plus évalué, mais il fera l'objet d'un travail d'analyse supplémentaire dans les années qui viennent. Un aspect qu'il convient également d'examiner de manière plus approfondie a trait à la relation entre les législations nationales et les conventions de l'OIT. Dans certains cas, par exemple, il se peut que la législation d'un pays aille au-delà des exigences imposées par certaines de ces conventions, et qu'elle n'en autorise pas la ratification précisément pour cette raison. Et dans certains cas où les conventions de l'OIT ont été ratifiées, il se peut que la législation du pays soit en contradiction avec certaines d'entre elles et accorde spécifiquement la priorité aux dispositions du pays par rapport aux règles internationales.

a. Hong Kong (Chine), Porto Rico et Taïwan (Chine) ne sont pas membres indépendants de l'OIT.

Source : OIT, Base de données ILOLEX (<http://www.ilo.org/ilolex/>).

# Remerciements

Le rapport *Doing Business 2009* a été élaboré par une équipe dirigée par Sylvia Solf, Simeon Djankov (jusqu'à fin mars 2008) et Penelope Brook (à partir d'avril 2008), sous la direction générale de Michael Klein. L'équipe se composait des membres suivants : Teymour Abdel Aziz, Svetlana Bagaudinova, Karim O. Belayachi, Mema Beye, Frederic Bustelo, César Chaparro Yedro, Maya Choueiri, Roger Coma-Cunill, Santiago Croci Downes, Marie Delion, Allen Dennis, Jacqueline den Otter, Alejandro Espinosa-Wang, Monica Fonseca Fernandez, Kjartan Fjeldsted, Elena Gasol Ramos, Carolin Geginat, Cemile Hacibeyoglu, Jamal Haidar, Sabine Hertveldt, Palarp Jumpasut, Dahlia Khalifa, Jean Michel Lobet, Oliver Lorenz, Valerie Marechal, Andres Martinez, Alexandra Mincu, Sushmitha Narsiah, Joanna Nasr, Dana Omran, Caroline Otonglo, Nadia Ram, Rita Ramalho, Camille Ramos, Ivana Rossi, Yara Salem, Pilar Salgado Otónel, Umar Shavurov, Larisa Smirnova, Jayashree Srinivasan, Susanne Szymanski, Tea Trumbic, Caroline van Coppenolle, Bryan Welsh, Justin Yap et Lior Ziv. Jan Bezem, Sonali Bishop, Tara Sabre Collier, Sarah Iqbal, Alice Ouedraogo, Babacar Sedikh Faye et Jennifer Yip ont également apporté leur aide durant les mois précédant la publication.

Oliver Hart et Andrei Shleifer ont apporté un appui académique au projet. Le projet

Paiement des taxes et impôts a été réalisé en collaboration avec Pricewaterhouse-Coopers, sous la direction de Robert Morris.

Le rapport *Doing Business 2009* a été traduit par le Service de traduction de la Banque mondiale (GSDTI). La version française a été revue et corrigée par Karim O. Belayachi, Mema Beye, Frédéric Bustelo, Santiago Croci, Sarah Cuttaree, Marie Delion, Jean Michel Lobet, Valerie Marechal, Joanna Nasr, Caroline van Coppenolle et Lior Ziv.

Nous sommes très reconnaissants aux Administrateurs du Groupe de la Banque mondiale pour leurs conseils éclairés et tous nos collègues de leurs précieux commentaires.

La publication du rapport a été rendue possible grâce à la généreuse contribution de plus de 6 700 avocats, comptables, juges, hommes et femmes d'affaires et fonctionnaires dans 181 économies. Les contributeurs mondiaux et régionaux sont des entreprises qui ont répondu à de multiples questionnaires dans leurs différents bureaux à travers le monde.

Sauf mention contraire, les citations figurant dans ce rapport proviennent de partenaires locaux de *Doing Business*. Les coordonnées des personnes ayant souhaité être citées de façon individuelle figurent sur le site Internet de *Doing Business* : <http://www.doingbusiness.org>.

Les coordonnées des partenaires locaux figurent sur le site Internet de *Doing Business* : <http://www.doingbusiness.org>

## CONTRIBUTEURS MONDIAUX

ALLEN &amp; OVERY LLP

APL LTD

BAKER &amp; MCKENZIE

CLEARY GOTTlieb STEEN &amp; HAMILTON LLP

HAWKAMAH – THE INSTITUTE FOR CORPORATE GOVERNANCE

IUS LABORIS, ALLIANCE OF LABOR, EMPLOYMENT, BENEFITS AND PENSIONS LAW FIRMS

LAWYERS WITHOUT BORDERS

LEX MUNDI, ASSOCIATION OF INDEPENDENT LAW FIRMS

PRICEWATERHOUSECOOPERS

PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES

SDV INTERNATIONAL LOGISTICS

THE ADORA GROUP LTD (FREIGHTNET)

TOBOC INC.

## CONTRIBUTEURS RÉGIONAUX

ABU-GHAZALEH LEGAL

EAST AFRICA LAW SOCIETY

FEDERACIÓN INTERAMERICANA DE LA INDUSTRIA DE LA CONSTRUCCIÓN

GARCIA &amp; BODAN

GLOBALINK TRANSPORTATION &amp; LOGISTICS WORLDWIDE LLP

IKRP ROKAS &amp; PARTNERS

M&amp;M LOGISTICS

TRANSUNION INTERNATIONAL

UNIVERSITY OF SOUTH PACIFIC

Miranda Feinstein

EDWARD NATHAN  
SONNENBERGS INC.Hennie Geldenhuys  
DEPARTMENT OF LAND  
AFFAIRSSean Gilmour  
PRICEWATERHOUSECOOPERSTim Gordon-Grant  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIIgno Gouws  
WEBBER WENTZELRoelof Grové  
ADAMS & ADAMS  
KING IMPEXUnathi Kondile  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIErle Koomets  
PRICEWATERHOUSECOOPERSRenee Kruger  
WEBBER WENTZELIrvin Lawrence  
GARLICHE & BOUSFIELD INCSam Lefafa  
DEPARTMENT OF LAND  
AFFAIRSJoão Martins  
PRICEWATERHOUSECOOPERSJoey Mathekga  
CIPRO ( COMPANIES & IPR  
REGISTRATION OFFICE)Gabriel Meyer  
DENEYS REITZ / AFRICA  
LEGALAmit Parekh  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIQ & N WEST EXPORT  
TRADING HOUSEEamonn Quinn  
EAMONN DAVID QUINN  
ATTORNEYAntoinette Reynolds  
DEPARTMENT OF LAND  
AFFAIRSMalaika Ribeiro  
PRICEWATERHOUSECOOPERSNyasha Samuriwo  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIPeter Sands  
SDV LTDRichard Shein  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIRob Smorftt  
CHAMBER OF COMMERCE &  
INDUSTRIESChris Todd  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

TRANSUNION ITC

Jacques van Wyk  
CLIFFE DEKKERLlewellyn van Wyk  
CSIRClaire Van Zuylen  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIAllen West  
DEPARTMENT OF LAND  
AFFAIRSSt Elmo Wilken  
DENEYS REITZ / AFRICA  
LEGALRozalynne Wright  
WEBBER WENTZEL

## ALBANIE

Erjola Aliaj  
IKRP ROKAS & PARTNERSArtur Asllani  
TONUCCI & PARTNERSLedia Beçi  
HOXHA, MEMI & HOXHAIlir Bejleri  
SON GROUP, ENGINEERING  
AND CONSTRUCTIONJona Bica  
KALO & ASSOCIATESRene Bijvoet  
PRICEWATERHOUSECOOPERSAlban Caushi  
KALO & ASSOCIATESDorian Collaku  
BANK OF ALBANIAIlir Daci  
KALO & ASSOCIATESBesnik Duraj  
HOXHA, MEMI & HOXHASokol Elmazaj  
BOGA & ASSOCIATESValbona Gjonçari  
BOGA & ASSOCIATESJola Gjuzi  
KALO & ASSOCIATESVilma Gjyshi  
KALO & ASSOCIATESAnteo Gremi  
ZIG CONSULTING FIRMEmel Haxhillari  
KALO & ASSOCIATESShpati Hoxha  
HOXHA, MEMI & HOXHAErald Ibro  
ZIG CONSULTING FIRMOlsi Ibro  
ZIG CONSULTING FIRMIlir Johollari  
HOXHA, MEMI & HOXHAPerparim Kalo  
KALO & ASSOCIATESRenata Leka  
BOGA & ASSOCIATESGeorgios K. Lemonis  
IKRP ROKAS & PARTNERSElton Lula  
KALO & ASSOCIATESAndi Memi  
HOXHA, MEMI & HOXHALoreta Peci  
PRICEWATERHOUSECOOPERSErmira Pervizi  
IKRP ROKAS & PARTNERSLaura Qorlaze  
PRICEWATERHOUSECOOPERSMiranda Ramajj  
BANK OF ALBANIAArdjana Shehi  
KALO & ASSOCIATES

SHPRESA D

Elda Shuraja  
HOXHA, MEMI & HOXHA

SKY NET ALBANIA

Gerhard Velaj  
BOGA & ASSOCIATESSilva Velaj  
BOGA & ASSOCIATESAgim Vershevc  
ALIMENTI NATURALI & PBElda Zaimi  
ZIG CONSULTING FIRM

## ALGÉRIE

Branka Achari-Djokic  
BANQUE D'ALGÉRIESalima Aloui  
LAW FIRM GOUSSANEM &  
ALOUIHadda Ammara  
BOUCHAIB LAW FIRMKhodja Bachir  
SNC KHODJA & CO.Hassan Djamel Belloula  
CABINET BELLOULATayeb Belloula  
CABINET BELLOULAAdnane Bouchaib  
BOUCHAIB LAW FIRMFatma Zohra Bouchemla  
ATTORNEY-AT-LAWJean-Pierre Comunale  
SDVArezki Djadour  
GIDE LOYRETTE NOUEL,  
MEMBER OF LEX MUNDIAsmaa El Ouazzani  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICESMalik Elkettas  
ELKETTAS INTERNATIONALBrahim Embouazza  
MCDCONSULTINGMohamed Lehibb Goubi  
BANQUE D'ALGÉRIEKhaled Goussanem  
LAW FIRM GOUSSANEM &  
ALOUISamir Hamouda  
CABINET D'AVOCATS SAMIR  
HAMOUDASamy Laghouati  
GIDE LOYRETTE NOUEL,  
MEMBER OF LEX MUNDINadia Larbaoui  
BOUCHAIB LAW FIRMKarine Lasne  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICESMichel Lecerf  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICESAdnane Merad  
ETUDE DE ME KADDOUR  
MERAD

## AFGHANISTAN

Najibullah Amiri  
AFGHANISTAN BANKS  
ASSOCIATION

BEARINGPOINT

Bahauddin Baha  
SUPREME COURTA. Farid Barakzai  
TNT INTERNATIONAL EXPRESSAmanda Galton  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFEShahzad Haider  
AFGHANISTAN INTERNATIONAL  
BANKMuslimul Haq  
AFGHANISTAN BANKS  
ASSOCIATIONAbdul Wassay Haqiqi  
HAQIQI LEGAL SERVICESSaduddin Haziq  
AFGHANISTAN INTERNATIONAL  
BANKRashid Ibrahim  
A.F. FERGUSON & CO.Yasin Khosti  
SOCIETY OF AFGHAN  
ARCHITECTS AND ENGINEERSGaurav Lekh Raj Kukreja  
AFGHAN CONTAINER  
TRANSPORT COMPANYZahoor Malla  
GLOBALINK LOGISTICS GROUPT. Ud-Din A. Mirza  
A.F. FERGUSON & CO.Kevin O'Brien  
USAID/BEARING POINTHabibullah Peerzada  
ACCL INTERNATIONALAbdul Rahman Watanwal  
MBC CONSTRUCTION

## AFRIQUE DU SUD

Theo Adendorff  
KCSARoss Alcock  
EDWARD NATHAN  
SONNENBERGS INC.Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

BAY LANGUAGE INSTITUTE

Kobus Blignaut  
EDWARD NATHAN  
SONNENBERGS INCMatthew Bonner  
BAKER & MCKENZIE LLPLloyd Chater  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDIPaul Coetser  
BRINK COHEN LE ROUXHaydn Davies  
WEBBER WENTZELPaul De Chalaïn  
PRICEWATERHOUSECOOPERSGretchen De Smit  
EDWARD NATHAN  
SONNENBERGS INC.Tim Desmond  
GARLICHE & BOUSFIELD INCRudolph Du Plessis  
BOWMAN GILFILLAN, MEMBER  
OF LEX MUNDI.

Narimane Naas  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Fériel Oulounis  
CABINET D'AVOCATS SAMIR  
HAMOUDA

Maya Sator  
CABINET SATOR

Mohamed Sator  
CABINET SATOR

Marc Veullot  
ALLEANCE ADVISORY MAROC

Tarik Zahzah  
GHELLAL & MEKERBA

Nabiha Zerigui  
CABINET D'AVOCATS SAMIR  
HAMOUDA

## ALLEMAGNE

ALLEN & OVERY LLP

Florian Amereller  
AMERELLER RECHTSANWÄLTE

Gabriele Apfelbacher  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Kai Bandilla  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL

Sven Bäumler  
VATTENFALL EUROPE  
DISTRIBUTION HAMBURG  
GMBH

Henning Berger  
WHITE & CASE

Astrid Berle  
SCHUFA HOLDING AG

Jennifer Bierly  
AVOCADO RECHTSANWÄLTE

Thomas Buhl  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Thomas Büssow  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pia Dorfmueller  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andreas Eckhardt  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL

Dieter Endres  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Horst Engelhardt  
DR. ENGELHARDT  
TREUHAND GMBH  
WIRTSCHAFTSPRÜFUNGS-  
GESELLSCHAFT

Sigrun Erber-Faller  
NOTARE ERBER-FALLER UND  
VORAN

Hanno Fierdag  
RECHTSANWALT DR. FIERDAG

Markus J. Goetzmann  
C-B-H RECHTSANWÄLTE

Andrea Gruss  
ASHURST

Robert Gutte  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Rüdiger Harms  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Manfred Heinrich  
DEUTSCHE BUNDESBANK

Götz-Sebastian Hök  
DR. HÖK STIEGLMEIER &  
PARTNER

Andrea Hosenfeld  
ASHURST

Kai Christian Jaenecke  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Andre Jahn  
DR. HÖK STIEGLMEIER &  
PARTNER

Jörg Kraffel  
WHITE & CASE

Peter Limmer  
NOTARE DR. LIMMER & DR.  
FRIEDERICH

Frank Lohrmann  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Max Lurati  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL

Cornelia Marquardt  
NORTON ROSE

Susanne Mattern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Werner Meier  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Dirk Meyer-Claassen  
SENATSVERWALTUNG FÜR  
STADTENTWICKLUNG BERLIN

Werner M. Mues  
C-B-H RECHTSANWÄLTE

Eike Najork  
C-B-H RECHTSANWÄLTE

Bernd Oberbossel

Dirk Otto  
NORTON ROSE

Daniel Panajotow  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Peter Polke  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Sebastian Prügel  
WHITE & CASE

Christopher Schauenburg  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Friedrich Tobias Schoene  
HOGAN & HARTSON LLP

Thomas Schulz  
NÖRR STIEFENHOFER LUTZ,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Hanno Sperlich  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Dirk Stiller  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Dieter Straub  
CMS HASCHE SIGLE

Tobias Taetzner  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Holger Thomas  
SJ BERWIN LLP

Valentin Todorow  
HOGAN & HARTSON LLP

Christoph Torwegge  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL

Heiko Vogt  
PANALPINA WELTTRANSPORT  
GMBH

Annekatrems Werthmann-  
Feldhues  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL

Karl-Heinz Wewetzer  
SENATSVERWALTUNG FÜR  
STADTENTWICKLUNG BERLIN

Wilhelm Zeddies  
SURVEYING AUTHORITIES –  
ADV C/O LGN

## ANGOLA

José Rodrigues Alentejo  
CÂMARA DE COMÉRCIO E  
INDÚSTRIA DE ANGOLA

Fernando Barros  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alain Brachet  
SDV AMI INTERNATIONAL  
LOGISTICS

Pedro Calixto  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Olainde Camache  
AVM ADVOGADOS

Maurice Campbell  
CROWN AGENTS

Caetano Capitão  
CENTRO DE APOIO  
EMPRESARIAL- CAE

Nahary Cardoso  
FÁTIMA FREITAS ADVOGADOS

CONSERVATÓRIA DO REGISTRO  
PREDIAL DE LUANDA (1ª  
SECÇÃO)

Esperança Costa  
ALEXANDRE PEGADO –  
ESCRITÓRIO DE ADVOGADOS

João Viegas de Abreu  
CONSULANA

Miguel de Avelaz Pereira  
ABREU ADVOGADOS

Francisca de Oliveira  
ASSOCIAÇÃO DE MULHERES  
EMPRESARIAS DA PROVÍNCIA  
DE LUANDA (ASSOMEL)

Fernando F. Bastos  
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO  
E LOPES – ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Ana Fernandes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lourdes Caposso Fernandes  
RCJE ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Conceição Manita Ferreira  
RUI C. FERREIRA &  
GUILHERMINA PRATA

Luís Folhadela  
KPMG

Fátima Freitas  
FÁTIMA FREITAS ADVOGADOS

Brian Glazier  
EDI ARCHITECTURE INC.

Adelaide Godinho  
AG & LP

Raul Gomes  
ATS LOGISTICS CO.

Blake Hinderyckx  
CAE/CDC

Helder da Conceição José  
INSTITUTO DE PLANEAMENTO  
E GESTÃO URBANA DO  
GOVERNO PROVINCIAL DE  
LUANDA

Victor Leonel  
ORDEM DOS ARQUITECTOS

Guiomar Lopes  
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO  
E LOPES – ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Paulette Lopes  
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO  
E LOPES – ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Teresinha Lopes  
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO  
E LOPES – ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Chindalena Lourenco  
FÁTIMA FREITAS ADVOGADOS

Manuel Malufuene  
ORDEM DOS ARQUITECTOS

Ulanga Gaspar Martins  
BANCO PRIVADO ATLÂNTICO

Josephine Matambo  
KPMG

Filomeno Henrique C.  
Mendonça da Silva  
MINISTERIO DOS  
TRANSPORTES

Manuel Nazareth Neto  
PORTO DE LUANDA

Eduardo Paiva  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mário A. Palhares  
BANCO DE NEGÓCIOS  
INTERNACIONAL

Alexandre Pegado  
ALEXANDRE PEGADO –  
ESCRITÓRIO DE ADVOGADOS

Jorge Leão Peres  
BANCO NACIONAL

Douglas Pillingner  
PANALPINA

Luís Filipe Pizarro  
AG & LP

Laurinda Prazeres  
FARIA DE BASTOS, SEBASTIÃO  
E LOPES – ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Elisa Rangel Nunes  
ERN ADVOGADOS

Victor Anjos Santos  
AVM ADVOGADOS

Guilherme Santos Silva  
ABREU ADVOGADOS

Isabel Serrão  
KPMG

Maikel Steve  
LUANDA INCUBADORA DE  
EMPRESAS

Bento Tati  
GUICHÉ ÚNICO DE EMPRESA

N'Gunu Tiny  
RCJE ADVOGADOS ASSOCIADOS

Isabel Tormenta  
GUICHÉ ÚNICO DE EMPRESA

## ANTIGUA-ET- BARBUDA

Mitzie Bockley  
REGISTRAR, INTELLECTUAL  
PROPERTY AND COMMERCE  
OFFICE, MINISTRY OF JUSTICE

Rhodette F.C. Brown  
PHILLIPS, PHILLIPS &  
ARCHIBALD

Everett Christian  
ABI BANK LTD.

Neil Coates  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Brian D'Ornellas  
OBM INTERNATIONAL,  
ANTIGUA LTD.

Vernon Edwards  
FREIGHT FORWARDING &  
DECONSOLIDATING

Phillip Jr. Isaacs  
OBM INTERNATIONAL,  
ANTIGUA LTD.

Alfred McKelly James  
JAMES & ASSOCIATES

Efrain Laureano  
CARIBBEAN OPEN TRADE  
SUPPORT (USAID)

Gloria Martin  
FRANCIS TRADING AGENCY  
LIMITED

Marscha Prince  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Septimus A. Rhudd  
RHUDD & ASSOCIATES

Stacy A. Richards-Anjo  
RICHARDS & CO.

Alice N. Roberts  
ROBERTS & CO.

Clare K. Roberts  
ROBERTS & CO.

Carl Samuel  
ANTIGUA PUBLIC UTILITY  
AUTHORITY

Cassandra Simmons

Arthur Thomas  
THOMAS, JOHN & CO.

Charles Walwyn  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marietta Warren  
INTERFREIGHT LTD.

Hesketh Williams  
MINISTRY OF LABOR

Roslyn Yearwood  
INTEGRITY COMMISSION  
ANTIGUA & BARBUDA

## ARABIE SAOUDITE

Emad Fareed Abdul Jawad  
GLOBE MARINE SERVICES CO.

Abdulaziz Abdullatif  
AL-SOAB LAW FIRM

Ali Abedi  
THE ALLIANCE OF ABBAS  
F. GHAZZAWI & CO. AND  
HAMMAD, AL-MEHDAR & CO.

Nasreldin Ahmed  
THE LAW FIRM OF SALAH  
AL-HEJAILANY

Omar Al Saab  
MOHAMMED BIN SAUDI AL  
RASHEED LAW FIRM IN  
ASSOCIATION WITH BAKER  
BOTTS L.L.P.

Nasser Alfaraaj  
BAKER & MCKENZIE LTD.

Mohammed Al-Ghamdi  
FULBRIGHT & JAWORSKI LLP

Hesham Al-Homoud  
THE LAW FIRM OF DR.  
HESHAM AL-HOMOUD

Mohammed Al-Jaddan  
THE LAW FIRM OF YOUSEF  
AND MOHAMMED AL-JADDAN

Nabil Abdullah Al-Mubarak  
SAUDI CREDIT BUREAU –  
SIMAH

Fayez Al-Nemer  
TALAL BIN NAIF AL-HARBI  
LAW FIRM

Sami Al-Sarraj  
AL JURAIID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mohammed Al-Soaib  
AL-SOAIB LAW FIRM

Ali Awais  
BAKER BOTTS LLP

Joseph Castelluccio  
FULBRIGHT & JAWORSKI LLP

Maher El Belbeisi  
ABU-GHAZALEH LEGAL OFFICE

Adel El Said  
PANALPINA

Adel ElZein  
MOHAMED BEN LADEN LAW  
FIRM

Imad El-Dine Ghazi  
LAW OFFICE OF HASSAN  
MAHASSNI

Shadi Haroon  
BAKER BOTTS LLP

Jochen Hundt  
AL-SOAIB LAW FIRM

David K. Johnson  
AL JURAIID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marcus Latta  
THE LAW FIRM OF SALAH  
AL-HEJAILANY

Muhammad Lotfi  
TOBAN LAW FIRM

Hassan Mahassni  
LAW OFFICE OF HASSAN  
MAHASSNI

Muntasir Osman  
LAW OFFICE OF HASSAN  
MAHASSNI

K. Joseph Rajan  
GLOBE MARINE SERVICES CO.

Mustafa Saleh  
TURNER INTERNATIONAL

Abdul Shakoor  
GLOBE MARINE SERVICES CO.

Sameh M. Toban  
TOBAN LAW FIRM

Natasha Zahid  
BAKER BOTTS LLP

Abdul Aziz Zaibag  
ALZAIBAG CONSULTANTS

Soudki Zawaydeh  
AL JURAIID & COMPANY /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ebaish Zebar  
THE LAW FIRM OF SALAH  
AL-HEJAILANY

## ARGENTINE

Dolores Aispuru  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lisandro A. Allende  
BRONS & SALAS ABOGADOS

Ana Candelaria Alonso Negre  
ALFAARO ABOGADOS

Vanessa Balda  
VITALE, MANOFF &  
FEILBOGEN

Gonzalo Carlos Ballester  
J.P. O'FARRELL ABOGADOS

Ignacio Fernández Borzese  
TWR ABOGADOS

Agustina Caratti  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mariano Ezequiel Carricart  
FORNIELES ABOGADOS

Gustavo Casir  
QUATTIRINI, LAPRIDA &  
ASOCIADOS

Pablo L. Cavallaro  
ESTUDIO CAVALLARO  
ABOGADOS

Albert Chamorro  
ALFAARO ABOGADOS

Julian A. Collados  
ACCOUNTANT

Hernán Gonzalo Cuenca  
Martínez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Oscar Alberto del Rio  
CENTRAL BANK

Andrés Edelstein  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joaquín Eppens  
MURRAY, DÍAZ CORDERO &  
SIRITO DE ZAVALÍA

Diego Etchepare  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fernando Fucci  
GRANT THORTON

Ignacio Funes de Rioja  
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Claudia Gizzi  
GPM

María Laura González  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pablo González del Solar  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pablo Grillo Ciochini  
BRONS & SALAS ABOGADOS

Fabían Hilal  
CAMPOS, ETCHEVERRY &  
ASOCIADOS

Walter Keiniger  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Santiago Laclau  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Guillermo Lalanne  
ESTUDIO O'FARRELL

Rodrigo Marchan  
GPM

Agustín Marra  
ALFAARO ABOGADOS

Pablo Mastromarino  
ESTUDIO BECCAR VARELA

José Oscar Mira  
CENTRAL BANK

Jorge Miranda  
CLIPPERS S.A.

Enrique Monsegur  
CLIPPERS S.A.

Miguel P. Murray  
MURRAY, DÍAZ CORDERO &  
SIRITO DE ZAVALÍA

Isabel Muscolo  
QUATTIRINI, LAPRIDA &  
ASOCIADOS

Alfredo Miguel O'Farrell  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Mariano Payaslian  
GPM

María Ximena Pérez Dirrocco  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Julio Alberto Pueyrredon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pablo Ramos  
COMERCIAL DEL OESTE

Sebastián Rodrigo  
ALFAARO ABOGADOS

Ignacio Rodriguez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nicolás Rossi Bunge  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Adolfo Rouillon  
THE WORLD BANK

Patricia Ruhman Seggiaro  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Sonia Salvatierra  
MARVAL, O'FARRELL &  
MAIRAL, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Jorge Sanchez Diaz  
ECOBAMBOO S.A.

Liliana Cecilia Segade  
QUATTIRINI, LAPRIDA &  
ASOCIADOS

Miguel Teson  
ESTUDIO O'FARRELL

Eduardo J. Viñales  
FUNES DE RIOJA & ASOCIADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Joaquín Emilio Zappa  
J.P. O'FARRELL ABOGADOS

Octavio Miguel Zenarruza  
ÁLVAREZ PRADO & ASOCIADOS

Carlos Zima  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

**ARMÉNIE**

Artak Arzoyan  
ACRA CREDIT BUREAU

Vardan Bezhanian  
YEREVAN STATE UNIVERSITY

Gevorg Chakmishyan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Aikanush Edigaryan  
TRANS-ALLIANCE

Courtney Fowler  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gagik Galstyan  
HORIZON 95

Hayk Ghazaryan  
KPMG

Mher Grigoryan  
VTB BANK

Sargis H. Martirosyan  
TRANS-ALLIANCE

Davit Harutyunyan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vahe Kakoyan  
INVESTMENT LAW GROUP LLC

Karine Khachatryan  
BEARINGPOINT

Rajiv Nagri  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Artur Nikoyan  
TRANS-ALLIANCE

Mikayel Pashayan  
THE STATE COMMITTEE  
OF THE REAL PROPERTY  
CADASTRE

Alex Poghossian  
ALPHA PLUS CONSULTING

Aram Poghosyan  
GRANT THORNTON AMYOT

David Sargsyan  
AMERIA CJSC

Gayane Shimshiryan  
CENTRAL BANK

Hakob Tadevosyan  
GRANT THORNTON AMYOT

Matthew Tallarovic  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Armen Ter-Tachatyan  
TER-TACHATYAN LEGAL AND  
BUSINESS CONSULTING

Artur Tunyan  
JUDICIAL REFORM PROJECT

**AUSTRALIE**

Lucy Adamson  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Matthew Allison  
VEDA ADVANTAGE

Lynda Brumm  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Buda  
RBHM COMMERCIAL LAWYERS

Alicia Castillo  
ALICIA CASTILLO WEALTHING  
GROUP

Caterina Cavallaro  
BAKER & MCKENZIE

Joe Collins  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Marcus Connor  
CHANG, PISTILLI & SIMMONS

Tim Cox  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Michael Daniel  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anne Davis  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Jenny Davis  
ENERGYAUSTRALIA

Raymond Fang  
GADENS LAWYERS

Brett Feltham  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Joan Fitzhenry  
BAKER & MCKENZIE

Mark Geniale  
OFFICE OF STATE REVENUE,  
NSW TREASURY

Mark Grdovich  
BLAKE DAWSON

Owen Hayford  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

David Hing  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ian Humphreys  
BLAKE DAWSON

Eric Ip  
ONWARD BUSINESS  
CONSULTANTS PTY LTD

Doug Jones  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Morgan Kelly  
FERRIER HODGSON

Mark Kingston  
TRADESAFE AUSTRALIA PTY.  
LTD.

Ricky Lee  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

John Lobban  
BLAKE DAWSON

John Martin  
THOMSON PLAYFORD

Mitchell Mathas  
DEACONS

Nick Mavrakis  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Christie McGregor  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mark Pistilli  
CHANG, PISTILLI & SIMMONS

Ann Previtera  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Reid  
OFFICE OF STATE REVENUE,  
NSW TREASURY

Bob Ronai  
IMPORT-EXPORT SERVICES  
PTY. LTD.

Luke Sayers  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Damian Sturzaker  
GADENS LAWYERS

Mark Swan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Nick Thomas  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Simon Truskett  
CLAYTON UTZ, MEMBER OF  
LEX MUNDI

David Twigg  
ENERGYAUSTRALIA

Megan Valsinger-Clark  
GADENS LAWYERS

Andrew Wheeler  
PRICEWATERHOUSECOOPERS



David Zwi  
THOMSON PLAYFORD

## AUTRICHE

Thomas Baredér  
OeNB

Georg Brandstetter  
BRANDSTETTER PRITZ &  
PARTNER

Martin Eckel  
E|N|W|C NATLACEN  
WALDERDORFF CANCOLA  
RECHTSANWÄLTE GMBH

Tibor Fabian  
BINDER GRÖSSWANG  
RECHTSANWÄLTE

Julian Feichtinger  
CERHA HEMPEL SPIEGELFELD  
HLAWATI

Andreas Hable  
BINDER GRÖSSWANG  
RECHTSANWÄLTE

Rudolf Kaindl  
KOEHLER, KAINDL, DUERR  
& PARTNER, CIVIL LAW  
NOTARIES

Susanne Kappel  
KUNZ SCHIMA WALLENTIN  
RECHTSANWÄLTE KEG,  
MEMBER OF IUS LABORIS

KRAUS & CO  
WARENHANDELSGESELLSCHAFT  
MBH

Florian Kremslehner  
DORDA BRUGGER JORDIS

Rudolf Krickl  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ulrike Langwallner  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE  
GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Gregor Maderbacher  
BRAUNEIS KLAUSER PRÄNDL  
RECHTSANWÄLTE GMBH

Peter Madl  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE  
GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Irene Mandl  
AUSTRIAN INSTITUTE FOR SME  
RESEARCH

Wolfgang Messeritsch  
NATIONAL BANK

Marguerita Müller  
DORDA BRUGGER JORDIS

Alfred Nepf  
MINISTRY OF FINANCE

Michael Podesser  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ulla Reisch  
URBANEK LIND SCHMIED  
REISCH RECHTSANWÄLTE OG

Friedrich Roedler  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ruth Rosenkranz  
GRAF & PITKOWITZ  
RECHTSANWÄLTE GMBH

Heidi Scheichenbauer  
AUSTRIAN INSTITUTE FOR SME  
RESEARCH

Georg Schima  
KUNZ SCHIMA WALLENTIN  
RECHTSANWÄLTE KEG,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Stephan Schmalzl  
WALLNÖFER-SCHMALZL-  
RECHTSANWÄLTE

Ernst Schmidt

Karin Schöpp  
BINDER GRÖSSWANG  
RECHTSANWÄLTE

Benedikt Spiegelfeld  
CERHA HEMPEL SPIEGELFELD  
HLAWATI

Birgit Vogt-Majarek  
KUNZ SCHIMA WALLENTIN  
RECHTSANWÄLTE KEG,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Lothar A. Wachter  
WOLF THEISS

Gerhard Wagner  
KSV 1870

Irene Welser  
CERHA HEMPEL SPIEGELFELD  
HLAWATI

Gerold Zeiler  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE  
GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

## AZERBAÏDJAN

Shirzad Abdullayev  
NATIONAL BANK

Sabit Abdullayev  
OMNI LAW FIRM

Eldar Adilzade  
IFC

Anar Aliyev  
IFC

Azer Amiraslan Aliyev  
IFC

Aykan Asadov  
BAKER & MCKENZIE - CIS,  
LTD.

Ismail Askerov  
MGB LAW OFFICES

Rufat Aslanli  
NATIONAL BANK

Sabit A. Bagirov  
ENTREPRENEURSHIP  
DEVELOPMENT FOUNDATION

Samira Bakhshiyeva  
DELOITTE & TOUCHE LLC

Samir Bakayev  
UNIBANK

Rana Dramali  
ROSEVILLE PREMIUM  
RESIDENCE

Mehriban Efendiyeva  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Zaur Fati-Zadeh  
MINISTRY OF TAXES

Vusal Gafarov  
BAKER & MCKENZIE - CIS,  
LTD.

Rashad Gafarov  
PANALPINA

Rufat Gasinov  
BAKU CARGO

Rizvan Gubiyev  
PRICewaterhouseCOOPERS

Abbas Guliyev  
BAKER & MCKENZIE - CIS,  
LTD.

Arif Guliyev  
PRICewaterhouseCOOPERS

Rashad Gulmaliyev  
THE STATE REGISTER SERVICE  
OF REAL ESTATE

Sabina Gulmaliyeva  
MGB LAW OFFICES

Jeyhun Gurbanov  
AGL LTD.

Elchin Habibov  
NATIONAL BANK

Faiq Haci-Ismaylov  
INCE MMC

Adil Hajaliyev  
BM INTERNATIONAL LLC

Arzu Hajiyeva  
ERNST & YOUNG

Samir Hasanov  
GOSSELIN

Zaur Huseynov  
OJSC BAKIELEKTRIKSHEBEKE

Emin Huseynov  
NATIONAL BANK

Faiq Huseynov  
UNIBANK

Jeyhun Huseynzade  
PRICewaterhouseCOOPERS

Zohrad Ismayilov  
ASSOCIATION FOR ASSISTANCE  
TO FREE ECONOMY

Dilyara Israfilova  
BM INTERNATIONAL LLC

Fakhiyar Jabbarov  
IFC

Gunduz Karimov  
BAKER & MCKENZIE - CIS,  
LTD.

Nuran Karimov  
DELOITTE & TOUCHE LLC

Sahib Mammadov  
CITIZENS' LABOUR RIGHTS  
PROTECTION LEAGUE

Kamil Mammadov  
MAMMADOV & PARTNERS  
LAW FIRM

Elchin Mammadov  
MGB LAW OFFICES

Vugar Mammadov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Rena Mammadova  
DELOITTE & TOUCHE LLC

Faiq S. Manafov  
UNIBANK

Daniel Matthews  
BAKER & MCKENZIE

Farhad Mirzayev  
BM INTERNATIONAL LLC

Ruslan Mukhtarov  
BM INTERNATIONAL LLC

Samir Nuriyev  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT

Movlan Pashayev  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tamer Pektas  
ARAL GROUP

Givi Petriashvili  
IFC

John Quinn  
ACE FORWARDING CASPIAN

Karim N. Ramazanov  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT

Gamar Rustamova  
OMNI LAW FIRM

Nailya Safrova  
SWISS COOPERATION OFFICE  
FOR THE SOUTH CAUCASUS,  
EMBASSY OF SWITZERLAND

Suleyman Gasan oğly  
Suleymanov  
CASPIAN SERVICE  
INTERNATIONAL  
CONSTRUCTION COMPANY

Kamil Valiyev  
McGRIGORS BAKU LIMITED

Murad Yahyayev  
UNIBANK

Ismail Zargarli  
OMNI LAW FIRM

Ulviyya Zeynalova  
MGB LAW OFFICES

## BAHAMAS

McKINNEY, BANCROFT &  
HUGHES

TROPICAL SHIPPING

Kevin A. Basden  
BAHAMAS ELECTRICITY  
CORPORATION

Rodney W. Braynen  
DESIGN HÄUS

REGISTRY OF THE REGISTRAR  
GENERAL'S OFFICE

Craig G. Delancy  
THE COMMONWEALTH OF  
THE BAHAMAS, MINISTRY OF  
WORKS & TRANSPORT

Rochelle A. Deleveaux  
CENTRAL BANK

Chaunce M. Ferguson  
MACKAY & MOXEY CHAMBERS

Amos J. Ferguson jr.  
FERGUSON ASSOCIATES &  
PLANNERS

Anthony S. Forbes  
BAHAMAS ELECTRICITY  
CORPORATION

Wendy Forsythe  
IMPORT EXPORT BROKERS  
LTD.

HIGGS & JOHNSON

GRAHAM, THOMPSON & CO.  
Debi Hancock-Williams  
WILLIAMS LAW CHAMBERS

Colin Higgs  
MINISTRY OF WORKS &  
TRANSPORT

LENNOX PATON

Gordon Major  
THE COMMONWEALTH OF  
THE BAHAMAS, MINISTRY OF  
WORKS & TRANSPORT

Shane A. Miller  
REGISTRAR GENERAL'S  
DEPARTMENT

Michael Moss  
VALUATION AND BUSINESS  
LICENSE UNIT OF THE  
MINISTRY OF FINANCE

Wayne R. Munroe  
BAHAMAS BAR COUNCIL

Donna D. Newton  
SUPREME COURT

Kevin Seymour  
PRICewaterhouseCOOPERS

Everette B. Sweeting  
BAHAMAS ELECTRICITY  
CORPORATION

Tex I. Turnquest  
DEPARTMENT OF LANDS &  
SURVEYS

## BAHREÏN

Khalid Abdulla  
TAMEER

Aysha Mohammed  
Abdulmalik  
ELHAM ALI HASSAN &  
ASSOCIATES

Khaled Hassan Ajaji  
MINISTRY OF JUSTICE &  
ISLAMIC AFFAIRS

Mohammed Abdullah Al Sisi  
Al Buainain  
AL BOAINAIN LEGAL SERVICES

Nawaf Bin Ebrahim Al Kalifa  
ELECTRICITY & WATER  
AUTHORITY

Hamed Mohamed Al Khalifa  
MINISTRY OF MUNICIPALITIES  
& AGRICULTURE URBAN  
PLANNING

Haider Hashim Al Noami  
MINISTRY OF MUNICIPALITIES  
& AGRICULTURE AFFAIRS,  
MUNICIPAL ONE STOP SHOP

Mohammed Al Noor  
AL-TWAIJRI AND PARTNERS  
LAW FIRM

Mohammed Hasan Al  
Zaimoor  
MINISTRY OF INDUSTRY &  
COMMERCE

Samer Al-Ajjawi  
ERNST & YOUNG

Abdulmajeed Ali Alawadhi  
ELECTRICITY & WATER  
AUTHORITY

Fatima Alhasan  
QAYS H. ZU'BI

Ebtihal Al-Hashimi  
MINISTRY OF MUNICIPALITIES  
& AGRICULTURE AFFAIRS,  
MUNICIPAL ONE STOP SHOP

Shaji Alukkal  
PANALPINA

Bilal Ambikapathy  
NORTON ROSE

Maaria Ashraf  
HATIM S. ZU'BI & PARTNERS

Mohammed R. Awadh  
BAHRAIN INVESTORS CENTER

Mohammed Mirza A. Hussain  
Bin Jaffer

MINISTRY OF MUNICIPALITIES  
& AGRICULTURE AFFAIRS,  
MUNICIPAL ONE STOP SHOP

Hussain Saleh Dhaif  
MELA BAHRAIN

Michael Durgavich  
AL-SARRAF & AL-RUWAYEH

Yousif A. Humood  
MINISTRY OF FINANCE

Abdulwahid A. Janahi  
THE BENEFIT COMPANY

Jawad Habib Jawad  
BDO JAWAD HABIB

Sara Jawahery  
ELHAM ALI HASSAN &  
ASSOCIATES

Ebrahim Karolia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Elie Kassiss  
AGILITY LOGISTICS

Mubeen Khadir  
ERNST & YOUNG  
Mohammed Abdul Khaliq  
TAMEER

Abdul-Haq Mohammed  
TROWERS & HAMLINS

Abdullah Mutawi  
TROWERS & HAMLINS

Hassan Ali Radhi  
HASSAN RADHI & ASSOCIATES  
Hameed Yousif Rahma  
MINISTRY OF INDUSTRY & COMMERCE

Najma A. Redha Hasan  
MINISTRY OF MUNICIPALITIES  
& AGRICULTURE AFFAIRS.  
MUNICIPAL ONE STOP SHOP

Mohamed Salahuddin  
MOHAMED SALAHUDDIN  
CONSULTING ENGINEERING  
BUREAU

Latifa Salahuddin  
QAYS H. ZU'BI

E. Hugh Stokes  
HATIM S. ZU'BI & PARTNERS

Judith Tosh  
NORTON ROSE

Robin Watson  
THE BENEFIT COMPANY

Adrian Woodcock  
NORTON ROSE

Hatim S. Zu'bi  
HATIM S. ZU'BI & PARTNERS

## BANGLADESH

Mohammad Abdul Wazed  
DIRECTORATE OF LAND  
RECORDS AND SURVEYS

Md. Abdul Maleque Mian  
Abdullah  
CREDIT INFORMATION  
BUREAU, BANGLADESH BANK

Zainul Abedin  
A. QASEM & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Munir Uddin Ahamed  
INTEGRATED TRANSPORTATION  
SERVICES LTD., AGENT OF  
PANALPINA

Tanjib-ul Alam  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

MD. Nurul Amin  
DEVELOPMENT  
CONSTRUCTIONS LTD.

Mehedy Amin  
DEVELOPMENT  
CONSTRUCTIONS LTD.

Saady Amin  
DEVELOPMENT  
CONSTRUCTIONS LTD.

Noorul Azhar  
GOVERNMENT OF  
BANGLADESH

Probir Barua  
Md. Halim Bepari  
HALIM LAW ASSOCIATE

Sharif Bhuiyan  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

Jamilur Reza Choudhury  
Aparup Chowdhury  
MINISTRY OF LAW, JUSTICE  
AND PARLIAMENTARY AFFAIRS

Badrud Doulah  
DOULAH & DOULAH  
ADVOCATES

Nasirud Doulah  
DOULAH & DOULAH  
ADVOCATES

Shamsud Doulah  
DOULAH & DOULAH  
ADVOCATES

Mohammad Firoz Mia  
MINISTRY OF ESTABLISHMENT

Moin Ghani  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

K M A Halim  
UPRIGHT TEXTILE SUPPORTS

Raquibul Haque Miah  
ADVOCATE & ATTORNEYS  
LAW FIRM

Mirza Quamrul Hasan  
ADVISER'S LEGAL ALLIANCE

Abdullah Hasan  
DR. KAMAL HOSSAIN &  
ASSOCIATES

Md. Nazmul Hasan  
PROTEX INTERNATIONAL

Kazi Rashed Hassan Ferdous  
PROACTIVE

Ikhtiar Hossain  
OVERSEAS BUSINESS

Abdul Hamid Howlader  
DHAKA DISTRICT REGISTRY  
OFFICE

Mohammad Zeeshan Hyder  
LEE, KHAN & PARTNERS

Shariful Islam  
Md Aminul Islam  
CITY APPAREL-TEX CO.

Samsul Islam  
EXECUTIVE MAGISTRATE  
AND DEPUTY COMMISSIONER  
OFFICE

Mohammed Aminul Islam  
V-SIGN SWEATERS LTD.

Sohel Kasem  
A. QASEM & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

LEATHEREX FOOTWEAR IND.  
LTD.

Qazi Mahtab-uz-Zaman  
A.I.M Monsoor

S A Mortoza  
OISHI TRADE ASSOCIATES

Sheikh Nurul

Eva Quasem  
AMIR & AMIR LAW  
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

A.F.M. Rahamatul Bari  
GLOBE LINK ASSOCIATES LTD

Md. Mahbubur Rahman  
AMIQ COMPUTER &  
ELECTRONICS

Moinur Rahman  
ASPECT RATIO CREATIVE  
COMMUNICATION

Al Amin Rahman  
AL AMIN RAHMAN &  
ASSOCIATES

M.A. Reza  
TAILOR4

RUMA LEATHER INDUSTRIES  
LTD.

Deloar Siddique  
M. ABU BAKAR & Co.

Shahriar Syeed  
V-TEAC FASHION PVT LTD.

S S TEX LINK

Babla Topy

## BÉLARUS

Ivan Alievich  
VLASOVA MIKHEL & PARTNERS

Yuri M. Alymov  
NATIONAL BANK

Alexey Anischenko  
VLASOVA, MIKHEL AND  
PARTNERS LLC

Svetlana Babinseva  
DICSА AUDIT, LAW &  
CONSULTING

Ron J. Barden  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vladimir G. Biruk  
CAPITAL LTD.  
BOKEMIN LTD.

Dmitry Bokhan  
BUSINESSCONSULT

Alexander Bondar  
BUSINESSCONSULT

Alexander Botian  
BOROVTSOV & SALEI LAW  
OFFICES

Vitaly Braginiec  
BRAGINIEC & PARTNERS

Aliaksandr Danilevich  
DANILEVICH

Igor Dankov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vladimir Didenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anton Dolgovechny  
NATIONAL BANK

Dmitry Dorofeev  
NATIONAL BANK

Marina Dymovich  
BOROVTSOV & SALEI LAW  
OFFICES

Kuksenko Ivan Gennadievich  
ARS GROUP

Gennadiy Glinskiy  
DICSА INTERNATIONAL  
GROUP OF LAWYERS

Alexandr Ignatov  
NATIONAL BANK

Antonina Ivanova  
DICSА INTERNATIONAL  
GROUP OF LAWYERS

Dmitry L. Kalechits  
NATIONAL BANK

Nina Knyazeva  
BUSINESSCONSULT

Irina Koikova  
DICSА INTERNATIONAL  
GROUP OF LAWYERS

Mikhail E. Kostyukov  
ATTORNEY AT LAW  
Dmitry Labetsky  
BUSINESSCONSULT

Oksana Loban  
ERNST & YOUNG

Sergei Logvinov  
KRAFTTRANS

Ekaterina Lukyanova  
STATE COMMITTEE FOR REAL  
ESTATE REGISTRATION

Konstantin Mikhel  
VLASOVA MIKHEL & PARTNERS

Alexei Nazarov  
NATIONAL BANK

Vladimir Nemov  
DICSА AUDIT, LAW &  
CONSULTING

Magdalena Patrzyk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Victor Plenkin  
NATIONAL BANK

Vassili I. Salei  
BOROVTSOV & SALEI LAW  
OFFICES

Sergei Senchuk  
STATE COMMITTEE FOR REAL  
ESTATE REGISTRATION

Vitaly P. Sevroukevitch  
BELARUSSIAN SCIENTIFIC  
INDUSTRIAL ASSOCIATION

Alexander Shevko  
NATIONAL BANK

Lubov Slobodchikova  
NATIONAL BANK

Viktar Strachuk  
DELOITTE & TOUCHE

Sergey Strelchik  
VALEX CONSULT

Natalia Talai  
VLASOVA MIKHEL & PARTNERS

Yuri M. Truhan  
NATIONAL BANK

Alexander Vasilevsky  
VALEX CONSULT

Anna Yakubenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vyacheslav Zhuk  
IFC

## BELGIQUE

ALLEN & OVERY LLP  
COUR DE CASSATION

Hubert André-Dumont  
MCGUIRE WOODS LLP

Christiaan Barbier  
MONARD-D'HULST

Thierry Bosly  
WHITE & CASE

Gilles Carbonez  
MCGUIRE WOODS LLP

Ortwin Carron  
MONARD-D'HULST

Koen Cooreman

Steven De Schrijver  
VAN BAEI & BELLIS

Amaury Della Faille  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Frank Dierckx  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Du Pont  
ASHURST

Jürgen Egger  
MONARD-D'HULST

Pierrette Fraisse  
SPF FINANCES - AGDP

Kurt Grillet  
ALTUIS

Sandrine Hirsch  
SIMONT BRAUN

Thomas Hürner  
NATIONAL BANK

Stephan Legein  
FEDERAL PUBLIC SERVICE  
FINANCE

Luc Legon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alexis Lemmerling  
BERQUIN NOTAIRES

Axel Maeterlinck  
SIMONT BRAUN

Philippe Massart  
SIBELGA

MEDICCLEANAIR

Robert Meunier  
NOTARY

Carl Meyntjens  
ASHURST

Dominique Mougenot  
COMMERCIAL COURT MONS

Didier Muraille  
NATIONAL BANK

Peter Neefs  
NATIONAL BANK

Sabrina Otten  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

PANALPINA WORLD  
TRANSPORT N.V.

Peter Rooryck  
MONARD-D'HULST

Katrien Schillemans  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Frédéric Souchon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jan Van Celst  
DLA PIPER LLP

Mieke van den Bunder  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
BUSINESS ADVISORS

Ruben Van Impe  
VAN IMPE ACCOUNTANCY  
BVBA

Dirk Van Strijthem  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Suzy Vande Wiele  
LOYENS & LOEFF

Bart Vanham  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Patrick Vercauteren  
APL

Reinout Vleugels  
VAN BAEI & BELLIS

Christian Willems  
LOYENS & LOEFF

**BELIZE**

Emil Arguelles  
ARGUELLES & COMPANY LLC

Rudy Castillo  
THE BELIZE BANK LTD.

Gian C. Gandhi  
INTERNATIONAL FINANCIAL  
SERVICES COMMISSION

Mirna Lara  
EUROCARIBE BELIZE SHIPPING  
SERVICES

Russell Longworth  
CARIBBEAN SHIPPING  
AGENCIES LTD.

Fred Lumor  
FRED LUMOR & CO.

Reynaldo F. Magana  
FRONTIER INTERNATIONAL  
BUSINESS SERVICES LTD.

Tania Moody  
BARROW & WILLIAMS

Patricia Rodriguez  
BELIZE COMPANIES AND  
CORPORATE AFFAIRS REGISTRY

Dan Roth  
STERLING FREIGHT SERVICES

Janelle Tillett  
EUROCARIBE BELIZE SHIPPING  
SERVICES

Saidi Vaccaro  
ARGUELLES & COMPANY LLC

Philip Zuniga  
BARRISTER & ATTORNEY-  
AT-LAW

**BÉNIN**

Jean-Claude Adandedjan  
CONTINENTAL BANK

Ganiou Adechy  
ÉTUDE DE ME GANIOU  
ADECHY

Eurydice Adjovi  
CONTINENTAL BANK

Victoire Agbanrin-Elisha  
CABINET D'AVOCAT  
AGBANRIN-ELISHA

Saidou Agbantou  
CABINET D'AVOCATS

Paul Agbonihoue  
SBEE

Jean-Paul T. Hervé Ahoyo  
SOCIÉTÉ BÉNINOISE  
D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Sybel Akueshson  
FCA

Rafikou Alabi  
CABINET ME ALABI

Dieu-Donné Mamert Assogba  
CABINET MAÎTRE ADJAI

Innocent Sourou Avognon  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET  
DE LA LÉGISLATION

Zachari Baba Body  
CABINET SPA BABA BODY,  
QUENUM ET SAMBAOU

Charles Badou  
CABINET D'AVOCAT CHARLES  
BADOU

Gabriel Bankole  
CONTINENTAL BANK

Agnès A. Campbell  
CAMPBELL & ASSOCIÉS

Eugene Capo-chichi  
MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
ET DES TRAVAUX PUBLICS

Michèle A. O. Carrena  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE  
INSTANCE DE COTONOU

DAE STORES LIMITED

Johannès Dagnon  
GROUPE HELIOS AFRIQUE

Armand Dakehoun  
MINISTÈRE DES MINES,  
DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU

Dansou  
IMOTEPH

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Henri Fadonougbo  
TRIBUNAL DE PREMIÈRE  
INSTANCE

Francis Sètonndji Fagnibo  
MINISTÈRE DES FINANCES ET  
DE L'ÉCONOMIE

Guy Médard Agbo Fayemi  
ORDRE NATIONAL DES  
ARCHITECTES ET DES  
URBANISTES

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hermann Gnango  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Denis Hazoume  
CONTINENTAL BANK

Dominique Lales  
ADDAX & ORYX GROUP

Evelyne M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Severin-Maxime Quenum  
CABINET SPA BABA BODY,  
QUENUM ET SAMBAOU

Dakehoun Armand S. Raoul  
MINISTÈRE DES MINES, DE  
L'ÉNERGIE ET DE L'EAU

Mohammed Rabiou Salouf  
CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DU BÉNIN

Zakari Djibril Sambauou

Alice Codjia Sohounenou  
ATTORNEY-AT-LAW

Didier Sterlingot  
SDV – SAGA

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Chakirou Tidjani  
AGENCE BÉNINOISE DE  
PROMOTION DES ÉCHANGES  
COMMERCIAUX

Abdoul' Aziz Tidjani  
DIRECTION GÉNÉRALE DES  
IMPÔTS ET DES DOMAINES

Jean-Bosco Todjinou  
ORDRE NATIONAL DES  
ARCHITECTES ET DES  
URBANISTES

Roger Tohoundjo  
HAUTE COUR DE JUSTICE

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Konate Yacouba  
FRANCE TRANSFO

ZITTY SARL

Donatien Adannou Zonon  
CHAMBRE DE COMMERCE ET  
D'INDUSTRIE DU BÉNIN

**BHOUTAN**

Susan Collier  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Kincho Dorjee  
LEKO PACKERS

Ugyen Dorji  
THIMPHU CITY CORPORATION

Laxmi Prasad Giri  
BHUTAN NATIONAL BANK LTD

Tharchin Lhendup  
MINISTRY OF FINANCE

S.N. Muruli  
THIMPHU CITY CORPORATION

Sangay Penjore  
THIMPU MUNICIPAL CO.

Sonam Tshering  
MINISTRY OF FINANCE

Sonam Wangchuk  
MINISTRY OF FINANCE

Tshering Wangchuk  
ROYAL COURT OF JUSTICE

Sonam P. Wangdi  
MINISTRY OF ECONOMIC  
AFFAIRS

Tashi Wangmo  
MINISTRY OF LABOUR AND  
HUMAN RESOURCES

**BOLIVIE**

Fernando Aguirre  
BUFETE AGUIRRE SOC. CIV.

Carolina Aguirre Urioste  
BUFETE AGUIRRE SOC. CIV.

Oswaldo Alvarez Wills  
S&V ASOCIADOS S.R.L.

Daniela Aragones Cortez  
SANJINES & ASOCIADOS SOC.  
CIV. ABOGADOS

Jaime Araujo Camacho  
FERRERE

Raúl A. Baldivia  
BALEIVIA UNZAGA &  
ASOCIADOS

Adrian Barrenechea  
Bazoberry  
CRIALES, URCULLO &  
ANTEZANA

Enrique Barrios  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Alexandra Blanco  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Francisco Bollini Roca  
FERRERE

Walter B. Calla Cardenas  
COLEGIO DEPARTAMENTAL DE  
ARQUITECTOS DE LA PAZ

Franklin Carrillo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jose A. Criales  
CRIALES, URCULLO &  
ANTEZANA

J. Christian Davila C.  
SD ARQUITECTOS

Karen Yovana Egúez Palma  
FERRERE

Jeannine Forgues  
FERRERE

Nicolas Franulic Casasnovas  
INFOCRED – SERVICIO DE  
INFORMACION CREDITICIA  
BIC S.A.

Jose E. Gamboa T.  
COLEGIO DEPARTAMENTAL DE  
ARQUITECTOS DE LA PAZ

Michelle Giraldo Lacerda  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Renato Goitia Machicao  
HERMES S.R.L.

Adriana Grizante de Almeida  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ramiro Guevara  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Primitivo Gutiérrez  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Enrique F. Hurtado  
SUPERINTENCIA DE BANCOS Y  
ENTIDADES FINANCIERAS

Marcelo Hurtado-Sandoval  
SALAZAR, SALAZAR

Carlos Alberto Iacia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Luis Inchauste  
GUEVARA & GUTIÉRREZ S.C.

Paola Justiniano Arias  
SANJINES & ASOCIADOS SOC.  
CIV. ABOGADOS

Cesar Lora  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Reynaldo Marconi O.  
FINRURAL

Gonzalo Mendieta Romero  
ESTUDIO DE ABOGADOS  
MENIETA ROMERO &  
ASOCIADOS

Luis Meneses M.  
ALPASUR

Jaime Merida Alvarez  
COLEGIO DEPARTAMENTAL DE  
ARQUITECTOS DE LA PAZ

Ariel Morales Vasquez  
C.R. & F. ROJAS ABOGADOS

Evany Oliveira  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Elidie P. Bifano  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alejandro Peláez Kay  
INDACOCHEA & ASOCIADOS

Mariana Pereira Nava  
INDACOCHEA & ASOCIADOS

Oscar Antonio Plaza Ponte  
ENTIDAD DE SERVICIOS DE  
INFORMACIÓN EN SERBIC S.A.

Julio Quintanilla Quiroga  
QUINTANILLA & SORIA, SOC.  
CIV.

Carlos Ramirez Arroyo  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Diego Rojas  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Fernando Rojas  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Mariela Rojas  
ENTIDAD DE SERVICIOS DE  
INFORMACIÓN EN SERBIC S.A.

Pilar Salazar  
BUFETE AGUIRRE SOC. CIV.

Sergio Salazar-Machicado  
SALAZAR, SALAZAR

Fernando Salazar-Paredes  
SALAZAR, SALAZAR

Sandra Salinas  
C.R. & F. ROJAS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Raoul Rodolpho Sanjines  
Elizagoyen  
SANJINES & ASOCIADOS SOC.  
CIV. ABOGADOS

Jennifer Shepard  
SD ARQUITECTOS

A. Mauricio Torrico Galindo  
QUINTANILLA & SORIA, SOC.  
CIV.

Roberto Viscáfé Ureña  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mauricio Zambrana Cuéllar  
INFOCRED – SERVICIO DE  
INFORMACION CREDITICIA  
BIC S.A.

**BOSNIE-  
HERZÉGOVINE**

Sabina Bucu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Emir Corhodžić  
DLA PIPER WEISS -TESSBACH

Mark Davidson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Višnja Dizdarević  
MARIĆ LAW OFFICE

Petros Doukas  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Ezmana Hadziavdić  
MARIĆ LAW OFFICE

Emin Hadžić  
MARIĆ LAW OFFICE

Senada Havić Hrenovica  
LRC CREDIT BUREAU

Ismeta Huremović  
LAND REGISTRY OFFICE OF  
THE SARAJEVO MUNICIPAL  
COURT

Nusmir Huskić  
MARIĆ LAW OFFICE

Haris Mesinović  
IFC

Arela Jusufbasić  
LAWYERS' OFFICE BOJANA  
TKALCIC-DJULIC, OLODAR  
PREBANIC & ADELA  
DRAGANOVIC

Muhidin Karšić  
LAW OFFICE OF EMIR  
KOVAČEVIĆ

Emmanuel Koenig  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vildana Mandalović  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Branko Marić  
MARIĆ LAW OFFICE

Emir Papanović  
DLA PIPER WEISS -TESSBACH

Edisa Pešteć  
DLA PIPER WEISS - TESSBACH

Hasib Salkić  
INTERSPED

Mehmed Spaho  
LAW OFFICE SPAHO

Anisa Strujić  
MARIĆ LAW OFFICE

Bojana Tkalčić-Džulić  
LAWYERS' OFFICE BOJANA  
TKALČIĆ-DŽULIĆ, OLODAR  
PREBANIĆ & ADELA  
DRAGANOVIĆ

Mira Todorović-Symeonidi  
IKRP ROKAS & PARTNERS

Selver Zaimović  
LAW OFFICE SPAHO

## BOTSWANA

Staffnurse Bangu T. Lesetedi-  
Keothepile  
REGISTRAR OF COMPANIES,  
TRADE MARKS, PATENTS AND  
DESIGNS

John Carr-Hartley  
ARMSTRONGS ATTORNEYS

Rizwan Desai  
COLLINS NEWMAN & CO

Diba M. Diba  
MINCHIN & KELLY ATTORNEYS

Guri Dobo  
DOBSON AND COMPANY,  
CERTIFIED PUBLIC  
ACCOUNTANTS

Edward W. Fasholé-Luke II  
LUKE & ASSOCIATES

Vincent Galeromelo  
TRANSUNION ITC

Laknath Jayawickrama  
PRICewaterhouseCOOPERS

Bokani Machinya  
COLLINS NEWMAN & CO

Dineo Makati-Mpho  
COLLINS NEWMAN & CO

Mercia Bonzo Makgaleme  
CHIBANDA, MAKGALEME  
& CO.

Finola McMahon  
OSEI-OFEI SWABI & CO.

Diniar Minwalla  
PRICewaterhouseCOOPERS

Claude A. Mojafi  
MINISTRY OF LABOUR AND  
HOME AFFAIRS

Mmatshipi Motsepe  
MANICA AFRICA PTY. LTD.

Jack Allan Mutua  
TECTURA INTERNATIONAL  
BOTSWANA

Alfred B. Ngowi  
UNIVERSITY OF BOTSWANA

Rajesh Narasimhan  
GRANT THORNTON

Godfrey N. Nthomiwa  
ADMINISTRATION OF JUSTICE

Kwadwo Osei-Ofei  
OSEI-OFEI SWABI & CO.

Butler Phirie  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nikola Stojanovic  
ABB (PTY) LTD

Juliana White  
BOTSWANA STOCK EXCHANGE

Dave Williams  
MINCHIN & KELLY

## BRÉSIL

Pedro Aguiar de Freitas  
COMPANHIA VALE DO RIO  
DOCE

Antonio Aires  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

Donizeet Andonio da Silva  
DAS CONSULTORIA

Pedro Vitor Araujo da Costa  
ESCRITORIO DE ADVOCACIA  
GOUVÊA VIEIRA

Flavia Bailone Marcilio  
Barbosa  
VEIRANO ADVOGADOS

Priscyla Barbosa  
VEIRANO ADVOGADOS

Renato Berger  
TOZZINI FREIRE ADVOGADOS

Camila Biral  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

Richard Blanchet  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

Adriano Borges  
DE VIVO WHITAKER E CASTRO  
ADVOGADOS

Daniel Bortolotto  
CARGO LOGISTICS

Sergio Bronstein  
VEIRANO ADVOGADOS

Júlio César Bueno  
PINHEIRO NETO ADVOGADOS

Paulo Campana  
FELSBERG, PEDRETTI,  
MANNRICH E AIDAR  
ADVOGADOS E CONSULTORES  
LEGAIS

Plinio Cesar Romanini  
BANCO CENTRAL

Renato Chiodaro  
DE VIVO WHITAKER E CASTRO  
ADVOGADOS

CENTRO UNIVERSITÁRIO  
CURITIBA

Fernanda Cirne Montorfano  
ESCRITORIO DE ADVOCACIA  
GOUVÊA VIEIRA

Gilberto Deon Corrêa Junior  
VEIRANO ADVOGADOS

Sidinei Corrêa Marques  
BANCO CENTRAL

Adriana Daiuto  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

Cleber Dal Rovere Peluzo  
VISEU CUNHA ORICCHIO  
ADVOGADOS

Eduardo Depassier  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

Roberta dos Reis Matheus  
TRENCH ROSSI E WATANABE  
ADVOGADOS

José Ricardo dos Santos Luz  
Júnior  
DUARTE GARCIA, CASELLI  
GUIMARÃES E TERRA  
ADVOGADOS

Roberta Feiten Silva  
VEIRANO ADVOGADOS

Vanessa Felício  
VEIRANO ADVOGADOS

Thomas Benes Felsberg  
FELSBERG, PEDRETTI,  
MANNRICH E AIDAR  
ADVOGADOS E CONSULTORES  
LEGAIS

Danielle Ferreira  
PINHEIRO GUIMARÃES  
ADVOGADOS

Rafael Frota Indio do Brasil  
Ferraz  
ESCRITORIO DE ADVOCACIA  
GOUVÊA VIEIRA

Rafael Gagliardi  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

Thiago Giantomassi  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

Michelle Giraldo Lacerda  
PRICewaterhouseCOOPERS

Adriana Grizante de Almeida  
PRICewaterhouseCOOPERS

Enrique Hadad  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

Mery Ellen Hidalgo  
NEW DEAL

Carlos Alberto Iacia  
PRICewaterhouseCOOPERS

Christopher Jarvinen  
PINHEIRO NETO ADVOGADOS

Esther Jerussalmy  
ARAÚJO E POLICASTRO  
ADVOGADOS

Fernando Loeser  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

Marina Maccabelli  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

André Marques  
PINHEIRO NETO ADVOGADOS

Georges Louis Martens Filho  
DE VIVO, WHITAKER, CASTRO  
E GONÇALVES ADVOGADOS

Thiago Martins  
ARAÚJO E POLICASTRO  
ADVOGADOS

Jose Augusto Martins  
BAKER & MCKENZIE

Laura Massetto Meyer  
PINHEIRO GUIMARÃES  
ADVOGADOS

Rodrigo Matos  
MBM TRADING

Eduardo Augusto Mattar  
PINHEIRO GUIMARÃES  
ADVOGADOS

Anneliese Moritz  
FELSBERG, PEDRETTI,  
MANNRICH E AIDAR  
ADVOGADOS E CONSULTORES  
LEGAIS

Walter Abrahão Nimir Junior  
DE VIVO, WHITAKER, CASTRO  
E GONÇALVES ADVOGADOS

Evany Oliveira  
PRICewaterhouseCOOPERS

Andrea Oricchio Kirsh  
VISEU CUNHA ORICCHIO  
ADVOGADOS

Elidie P. Bifano  
PRICewaterhouseCOOPERS

Maria Fernanada Pecora  
VEIRANO ADVOGADOS

Fabio Luis Pereira Barboza  
VISEU CUNHA ORICCHIO  
ADVOGADOS

Andréa Pitthan Françolin  
DE VIVO, WHITAKER, CASTRO  
E GONÇALVES ADVOGADOS

Durval Portela  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

PONTIFÍCIA UNIVERSIDADE  
CATÓLICA DO PARANÁ

Eliane Ribeiro Gago  
DUARTE GARCIA, CASELLI  
GUIMARÃES E TERRA  
ADVOGADOS

Guilherme Rizzo Amaral  
VEIRANO ADVOGADOS

João Rodrigues  
VEIRANO ADVOGADOS

Carlos Santos  
SANTOS CONSULTING

Camilla Sisti  
ARAÚJO E POLICASTRO  
ADVOGADOS

Claudio Taveira  
PINHEIRO NETO ADVOGADOS

Enrique Tello Hadad  
LOESER E PORTELA  
ADVOGADOS

Marcos Tiraboschi  
VEIRANO ADVOGADOS

Fábio Tokars  
JUNTA COMERCIAL DO PARANÁ

Luiz Fernando Valente De  
Paiva  
PINHEIRO NETO ADVOGADOS

José Wahle  
VEIRANO ADVOGADOS

Eduardo Guimarães  
Wanderley  
VEIRANO ADVOGADOS

Celso Xavier  
DEMAREST E ALMEIDA  
ADVOGADOS

BRUNÉI

ARKITEK IBRAHIM

Danny Chua  
BRUNEI TRANSPORTING  
COMPANY

Michael Guan  
LEE CORPORATEHOUSE  
ASSOCIATES

Nancy Lai  
LEE CORPORATEHOUSE  
ASSOCIATES

Kin Chee Lee  
LEE CORPORATEHOUSE  
ASSOCIATES

Yew Choh Lee  
Y.C. LEE & LEE ADVOCATES &  
SOLICITORS

Teck Guan Lim  
ERNST & YOUNG

Kelvin Lim  
K. LIM & CO.

Guillaume Madru  
SDV

Colin Ong  
DR. COLIN ONG LEGAL  
SERVICES

## BULGARIE

Svetlin Adrianov  
PENKOV, MARKOV & PARTNERS

Nikolay Bandakov  
KAMBOUROV & PARTNERS

Christo Batchvarov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ilian Beslemeshki  
GEORGIEV, TODOROV & CO.

Nikolai Bozhilov  
UNIMASTERS LOGISTICS PLC.

Stella Bozova  
STOEVA, KUYUMDJIEVA &  
VITLIMOV

Emil Cholakov  
LM LEGAL SERVICES LTD.

Marta Del Coto  
LANDWELL,  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Borislav Dimitrov  
LANDWELL,  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Kristina Dimitrova  
LANDWELL,  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Elina Dimova  
LIC - PENKOV, MARKOV &  
PARTNERS

Lora Docheva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Bogdan Drenski  
GEORGIEV, TODOROV & CO.

ECONOMOU INTERNATIONAL  
SHIPPING AGENCY LIMITED,  
VARNA

Georgy Georgiev  
LANDWELL,  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Marieta Getcheva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ralitsa Gougleva  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Katerina Gramatikova  
DOBREV, KINKIN &  
LYUTSKANOV

Iassen Hristev  
DOBREV, KINKIN &  
LYUTSKANOV

Ginka Iskrova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Angel Kalaidjiev  
KALAJDIEV, GEORGIEV &  
MINCHEV

Yabor Kambourov  
KAMBOUROV & PARTNERS

Hristina Kirilova  
KAMBOUROV & PARTNERS

Lilia Kisseva  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV



Donko Kolev  
ASTA BRIDGE INTERNATIONAL

Ilya Komarevski  
LANDWELL,  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Boika Komsulova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dessislava Lukarova  
ARSOV NATCHEV GANEVA

Ivan Markov  
LIC – PENKOV, MARKOV &  
PARTNERS

Gergana Monovska  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Vladimir Natchev  
ARSOV NATCHEV GANEVA

Yordan Naydenov  
BORISLAV BOYANOV & Co.

Violeta Nikolova  
ARSOV NATCHEV GANEVA

Darina Oresharova  
EXPERIAN BULGARIA EAD

Alexander Pachamanov  
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Yordanka Panchovska  
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Miglena Peneva  
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Vladimir Penkov  
PENKOV, MARKOV & PARTNERS

Galina Petkova  
ARSOV NATCHEV GANEVA

Borislava Pokrass  
STOEVA, KUYUMDJIEVA &  
VITLIEMOV

Gerdana Popova  
GEORGIEV, TODOROV & Co.

Nikolav Radev  
DOBREV, KINKIN &  
LYUTSKANOV

Nevena Radlova  
STOEVA, KUYUMDJIEVA &  
VITLIEMOV

Alexander Rangelov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anna Saeva  
BORISLAV BOYANOV & Co.

Stela Slavcheva  
ASPOLLY CARRASS  
INTERNATIONAL LTD.

Violeta Slavova  
EXPERIAN BULGARIA EAD

Irina Stoeva  
STOEVA, KUYUMDJIEVA &  
VITLIEMOV

Roman Stoyanov  
LIC – PENKOV, MARKOV &  
PARTNERS

Margarita Stoyanova  
KAMBOUROV & PARTNERS

Peter Takov  
LANDWELL,  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Laura Thomas  
LM LEGAL SERVICES LTD.

Svilen Todorov  
TODOROV & DOYKOVA LAW  
FIRM

Matea Tsenkova  
DJINGOV, GOUGINSKI,  
KYUTCHUKOV & VELICHKOV

Stefan Tzakov  
KAMBOUROV & PARTNERS,  
ATTORNEYS AT LAW

Maria Urmanova  
LANDWELL,  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Miroslav Varnaliev  
UNIMASTERS LOGISTICS PLC.

Pavel Vitliemov  
STOEVA, KUYUMDJIEVA &  
VITLIEMOV

Vera Yaneva  
PENKOV, MARKOV & PARTNERS

## BURKINA FASO

Campene A Theophile  
Fortune Bicaba  
Dieudonne Bonkougou  
Birika Jean Claude Bonzi  
B. Thierry Compaoré  
INGÉNIERIE-DESIGN-  
ARCHITECTURE

Bernardin Dabire  
CABINET BERNARDIN DABIRE

Laurent-Michel Dabire  
CABINET BERNARDIN DABIRE

Jonathan Darboux  
BCEAO

Denis Dawende  
OFFICE NOTARIAL ME JEAN  
CELESTIN ZOURE

Sylvie Dembelé  
Daouda Diallo  
FISC CONSULTING  
INTERNATIONAL

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hermann Gnango  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sibi Desire Gouba  
OFFICE NOTARIAL ME JEAN  
CELESTIN ZOURE

Issaka Kargourou  
MAISON DE L'ENTREPRISE DU  
BURKINA FASO

Barthélémy Kere  
CABINET D'AVOCATS  
BARTHÉLEMY KERE

Gilbert Kibtonre  
CEFAC

Messan Lawson  
Colette Lefebvre  
INSPECTION DU TRAVAIL

Ido Leocaldie  
CABINET BERNARDIN DABIRE

Evelyne Mandessi Bell  
CABINET OUEDRAOGO &  
BONKOUNGOU

Evelyne M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Oumarou Ouedraogo  
AVOCAT À LA COUR

N. Henri Ouedraogo  
MINISTÈRE DES FINANCES ET  
DU BUDGET

François de Salle Ouedraogo  
SOCIÉTÉ NATIONALE  
D'ÉLECTRICITÉ DU BURKINA

Benewende S. Sankara  
CABINET MAÎTRE SANKARA

Hermann Sanon  
OFFICE NOTARIAL ME JEAN  
CELESTIN ZOURE

Michel Sawadogo  
UNIVERSITÉ DE  
OUAGADOUGOU

Moussa Sogodogo  
AVOCAT À LA COUR

Barterlé Mathieu Some  
AVOCAT À LA COUR

Thombiano Sylvain  
EPURE

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Clément Toe  
GÉNÉRAL D'ÉLECTRICITÉ ET  
DIVERS

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bouba Yaguibou  
Seydou Roger Yamba  
CABINET MAÎTRE SANKARA

Gilles Corneille Yaméogo  
BARREAU DU BURKINA FASO

Ousmane Prosper Zoungrana  
Théophane Noël Zoure  
OFFICE NOTARIAL ME JEAN  
CELESTIN ZOURE

## BURUNDI

Bireha Audace  
BANQUES-MICROFINANCE-  
GESTION IMMOBILIÈRE

Joseph Bahizi  
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU BURUNDI

Sylvestre Banzubaze  
AVOCAT AU BARREAU DU  
BURUNDI

Emmanuel Hakizimana  
CAB. D'AVOCATS-CONSEILS

Dominik Kohlhausen  
CHERCHEUR AU LABORATOIRE  
D'ANTHROPOLOGIE JURIDIQUE  
DE PARIS

Augustin Mabushi  
A & JN MABUSHI CABINET  
D'AVOCATS

Jean Marie Mudende  
RÉPUBLIQUE DE BURUNDI  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Bonaventure Nicimpaye  
INTERCONTACT SERVICES, S.A.

Bernard Nthiraja  
CABINET WILLY RUBEYA

Tharcisse Ntakiyica  
BARREAU DU BURUNDI

Daniel Ntwurishira  
SDV TRANSAMI – GROUPE  
BOLLORÉ

François Nyamoya  
AVOCAT À LA COUR

Déogratias Nzemba  
AVOCAT À LA COUR

Laurent Nzeyimana  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ARBITRAGE CEBAC

Phillippe Pasquali  
SDV TRANSAMI – GROUPE  
BOLLORÉ

Prosper Ringuyenzeza  
ARCHITECTURE ET  
CONSTRUCTION (A.C.)

Willy Rubeya  
CABINET WILLY RUBEYA

Benjamin Rufagari  
DELOITTE & TOUCHE

Clémence Rwamo  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Fabien Segatwa  
ÉTUDE ME SEGATWA

Gabriel Sinarinzi  
CABINET ME GABRIEL  
SINARINZI

Salvatore Sindayihebura  
SDV TRANSAMI – GROUPE  
BOLLORÉ

Audace Sunzu  
REGIDESO-BURUNDI

**CAMBODGE**

Chan Koulika Bo  
B.N.G.

Kate Bugeja  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Keokolreak Buth  
VANNA & ASSOCIATES LAW  
FIRM

Huot Chea  
THE WORLD BANK

Michael Cheah  
SAGGARA CORPORATION

Phanin Cheam  
MUNICIPALITY OF PHNOM  
PENH BUREAU OF URBAN  
AFFAIRS

Rithy Chey  
B.N.G.

Boyan Chhan  
INDOCHINA RESEARCH

Ngov Chong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Brennan Coleman  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Sandra D'Amico  
HR INC. (CAMBODIA) Co.,  
LTD.

Louis-Martin Desautels  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Senaka Fernando  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rob Force  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Stephane Guimbert  
THE WORLD BANK GROUP

Phea Ham  
CHHUN VINITA LAW OFFICE

Svay Hay  
ACLEDA BANK PLC.

Kent Helmers  
INDOCHINA RESEARCH

Naryth H Hour  
B.N.G.

Tim Holzer  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Santhea Houn  
NARITA LOGISTICS &  
SERVICES/PANALPINA

Dourng Kakada  
ECONOMIC INSTITUTE OF  
CAMBODIA

May Kano  
ACLEDA BANK PLC.

Sakhan Khom  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Chhung Kong  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Kheng Leang  
NARITA LOGISTICS &  
SERVICES/PANALPINA

Jean Loi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Janet H. Lueckenhausen  
FUNCTIONAL ENGINEERING

Tayseng Ly  
HBS LAW FIRM &  
CONSULTANTS

Nimmith Men  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Jacqueline Menyhart  
B.N.G.

Eric Metayer  
NARITA LOGISTICS &  
SERVICES/PANALPINA

Long Mom  
RAF INTERNATIONAL  
FORWARDING INC.

Kaing Monika  
THE GARMENT  
MANUFACTURERS  
ASSOCIATION IN CAMBODIA

Laurent Notin  
INDOCHINA RESEARCH

Ry Ouk  
BOU NOU OUK & PARTNERS

Phan Phalla  
SUPREME NATIONAL  
ECONOMIC COUNSEL

Pisetha Pin  
SAMNANG CRM COMPANY  
LIMITED

Soleil Della Pong  
HR INC. (CAMBODIA) Co.,  
LTD.

Sour Por  
GLOBAL LINK SERVICE PTE  
LTD.

Sovannorak Rath  
NATIONAL BANK

Kuntheapini Saing  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Denora Sarin  
SARIN & ASSOCIATES

Chanthy Sin  
LINEX

Sorya Sin  
SHA TRANSPORT EXPRESS  
Co. LTD.

Billie Jean Slott  
SCIARONI & ASSOCIATES

Lor Sok  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

Chamnan Som  
CAMBODIAN FEDERATION OF  
EMPLOYERS AND BUSINESS  
ASSOCIATIONS

Sorphea Sou  
ARBITRATION COUNCIL  
FOUNDATION

David Symansky  
HR INC. (CAMBODIA) CO.,  
LTD.

Michael Tan  
RAF INTERNATIONAL  
FORWARDING INC.

Vann Tho  
ACLEDIA BANK PLC

Janvibol Tip  
TIP & PARTNERS

Iv Visal  
ÉLECTRICITÉ DU CAMBODGE

Sal Viseth  
SAL CHANTHA

## CAMEROUN

Mobeh Andre  
MAERSK S.A.

Gilbert Awah Bongam  
ACHU AND FON-NDIKUM LAW  
FIRM

Richard Batchato  
SERVICE DU CADASTRE

David Boyo  
JING & PARTNERS

Anne Marie Dibounje Jocke  
CABINET MAÎTRE ELISE  
LOTTIN

Paul Marie Djamen  
BICEC

Laurent Dongmo  
JING & PARTNERS

Ivonne Egbe  
SERVICES DES DOMAINES

Evariste Eloundou  
MAERSK S.A.

Lucas Florent Essomba  
CABINET ESSOMBA &  
ASSOCIÉS

Jean Pierre Eyoum  
Mandengue  
ÉTUDE NOTARIALE EYOUM  
MANDENGUE

Atsishi Fon Ndikum  
ACHU AND FON-NDIKUM LAW  
FIRM

Philippe Fouda Fouda  
BEAC

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Angoh Angoh Jacob  
NICO HALLE & Co. LAW FIRM

Paul Jing  
JING & PARTNERS

Henri Pierre Job  
CABINET D'AVOCATS HENRI  
JOB

Serge Jokung  
CABINET MAÎTRE MARIE  
ANDRÉE NGWE

Jean Aime Kounga  
CABINET D'AVOCATS ABENG  
ROLAND

Kumfa Jude Kwenyui  
JURIS CONSUL LAW FIRM

Ariane Marceau-Cotte  
CABINET MAÎTRE MARIE  
ANDRÉE NGWE

Danielle Mbape  
JING & PARTNERS

Alain Serges Mbebi  
CABINET CADIRE

Augustin Yves Mbock Koked  
CABINET CADIRE

Clarence Mireille Moni Nseke  
Epe Etame  
CABINET MAÎTRE ELISE  
LOTTIN

Bérangère Monin  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean Jacques Moukory Eyango  
CABINET MAÎTRE ELISE  
LOTTIN

Raoul Mouthe  
NIMBA CONSEIL

Aimé Ndock Len  
M & N LAW FIRM, CABINET  
D'AVOCATS

Marcelin Ndoum  
ÉTUDE DE NOTAIRE Wo'o

Isidore Baudouin Ndzana  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Simon Pierre Nemba  
CABINET MAÎTRE MARIE  
ANDRÉE NGWE

Julius Ngu Tabe Achu  
ACHU AND FON-NDIKUM LAW  
FIRM

Marie-Andrée Ngwe  
CABINET MAÎTRE MARIE  
ANDRÉE NGWE

Mbah Martin Njah  
NICO HALLE & Co. LAW FIRM

Pierre Njigui  
ABB CAMEROON

Patrice Guy Njoya  
CABINET MAÎTRE MARIE  
ANDRÉE NGWE

Jacques Nyemb  
CABINET NYEMB

Christian O'Jeanson  
MAERSK S.A.

André-Marie Owono  
CABINET NYEMB

Blaise Talla  
CABINET JURIDIQUE MOUTHE  
& ASSOCIÉS SARL

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Charles Tchuente  
CABINET NYEMB

Jude Yong Yeh  
CABINET CADIRE

## CANADA

David Bish  
GOODMANS LLP

Jay A. Carfagnini  
GOODMANS LLP

Allan Coleman  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

David Cooper  
BORDEN LADNER GERVAIS LLP

Gilles Demers  
GROUPE OPTIMUM

Jeremy Fraiberg  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

Anne Glover  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Yoine Goldstein  
McMILLAN BINCH  
MENDELSON

Steven Golick

Pamela S. Hughes  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Andrew Kent  
McMILLAN BINCH  
MENDELSON

Matthew Kindree  
BAKER & MCKENZIE LLP

Joshua Kochath  
COMAGE CONTAINER LINES

Susan Leslie  
FIRST CANADIAN TITLE

Charles Magerman  
BAKER & MCKENZIE LLP

Thomas O'Brien  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alfred Page  
BORDEN LADNER GERVAIS LLP

John Pirie  
BAKER & MCKENZIE LLP

Sam Rappos

Bruce Reynolds  
BORDEN LADNER GERVAIS LLP

Damian Rigolo  
OSLER, HOSKIN & HARCOURT  
LLP

Paul Robinson  
CORPORATIONS CANADA

Kelly Russell  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Schabas  
BLAKE, CASSELS & GRAYDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Irina Schnitzer  
DAVIS LLP

Nicholas Scheib  
McMILLAN BINCH  
MENDELSON

SDV

Sharon Vogel  
BORDEN LADNER GERVAIS LLP

Kim Wood  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## CAP-VERT

Hermínio Afonso  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Janira Hopffer Almada  
D. HOPFFER ALMADA E  
ASSOCIADOS

Nandixany Andrade  
ARNALDO SILVA &  
ASSOCIADOS

Vera Andrade  
CWV ADVOGADOS

Braz de Andrade  
FIRMA BRAZ DE ANDRADE

Mary Braz de Andrade  
FIRMA BRAZ DE ANDRADE

Susana Caetano  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vasco Carvalho Oliveira  
Ramos  
ENGIC

Ilídio Cruz  
GABINETE DE ADVOCACIA  
CONSULTORIA E  
PROCURADORIA JURIDICA

Zacarias De Pina  
ENGEOBRA

Victor Adolfo de Pinto Osório  
ATTORNEY-AT-LAW

Jorge Lima Delgado Lopes  
NÚCLEO OPERACIONAL DA  
SOCIEDADE DE INFORMAÇÃO

João Dono  
JOÃO DONO ADVOGADOS

Ana Duarte  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Duggan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Djassi Fonseca  
NOSI

Florentino Jorge Fonseca Jesus  
MUNICIPALIDADE PRAIA

Paulo Godinho  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eduardo Nascimento Gomes  
EMPRESA PÚBLICA DE  
ELECTRICIDADE E ÁGUA

Joana Gomes Rosa  
ADVOGADA

Aginaldo Laice  
MAERSK LINE

Jose Manuel Fausto Lima  
ELECTRA PRAIA

Ana Denise Lima Barber  
CWV ADVOGADOS

Antonio Lopes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maria de Fatima Lopes Varela  
BANCO CENTRAL DE CABO  
VERDE

Ricardo Martins  
ELECTRA

Paulo Noel Martins  
PRIME CONSULTING GROUP

João M.A. Mendes  
AUDITEC – AUDITORES &  
CONSULTORES

Carlos Pereira Modesto  
MODESTO – DESPACHANTE

Fernando Aguiar Monteiro  
ADVOGADOS ASSOCIADOS

Ricardo Cláudio Monteiro  
Gonçalves  
PALÁCIO DE JUSTIÇA DO  
TRIBUNAL DA COMARCA DA  
PRAIA

Milton Paiva  
D. HOPFFER ALMADA E  
ASSOCIADOS

Carlos Gregorio Lopes Pereira  
Goncalves  
CONSERVATORIA DE REGISTOS  
PREDIAL COMERCIAL &  
AUTOMOVEIS

Eldetrudes Pires Neves  
ARAÚJO, NEVES, SANTOS  
& MIRANDA, ADVOGADOS  
ASSOCIADOS

Armado J.F. Rodrigues  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

José Rui de Sena  
AGÊNCIA DE DESPACHO  
ADUANEIRO FERREIRA E SENA  
LDA

Tito Lívio Santos Oliveira  
Ramos  
ENGIC

Henrique Semedo Borges  
ADVOGADO

Arnaldo Silva  
ARNALDO SILVA &  
ASSOCIADOS

Maria Fernanda Silva Ramos  
BCA – GABINETE JURIDICO

Mario Alberto Tavares  
MUNICIPALITY

João Carlos Tavares Fidalgo  
BANCO CENTRAL

Elsa Tavazes  
CWV ADVOGADOS

Jorge Lima Teixeira  
ARCHITECT

Tereza Teixeira B. Amado  
AMADO & MEDINA  
ADVOGADAS

Leendert Verschoor  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## CHILI

Angie Armer Rios  
ALVAREZ HINZPETER JANA

Sandra Benedetto  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Benítez Urrutia  
URRUTIA & CÍA

Jimena Bronfman  
GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

Héctor Carrasco  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS E INSTITUCIONES  
FINANCIERAS

Paola Casorzo  
PHILIPPI, YRARRAZAVAL,  
PULIDO & BRUNNER

Andrés Chirgwin  
ALVAREZ HINZPETER JANA

Camilo Cortés  
ALESSANDRI & COMPAÑÍA

Sergio Cruz  
CRUZ & CIA. ABOGADOS

José Ignacio Díaz  
YRARRAZAVAL, RUIZ-  
TAGLE, GOLDENBERG, LAGOS  
& SILVA

Cristián S. Eyzaguirre  
EYZAGUIRRE & CÍA.

Silvio Figari Napoli  
DATABUSINESS

Cristian Garcia-Huidobro  
BOLETIN COMERCIAL

Juan Pablo Gonzalez M.  
GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

Mauricio Hederra  
CRUZ & CÍA ABOGADOS



Javier Hurtado  
CAMARA CHILENA DE LA  
CONSTRUCCION

Fernando Jamarne  
ALESSANDRI & COMPAÑIA

Didier Lara  
PRICewaterhouseCOOPERS

León Larrain  
BAKER & MCKENZIE (CRUZAT,  
ORTÚZAR Y MACKENNA  
LTDA.)

Enrique Munita  
PHILIPPI, YRARRAZAVAL,  
PULIDO & BRUNNER

Cristian Olavarria  
PHILIPPI, YRARRAZAVAL,  
PULIDO & BRUNNER

Gerardo Ovalle Mahns  
YRARRAZAVAL, RUIZ-TAGLE,  
GOLDENBERG, LAGOS & SILVA

Luis Parada Hoyl  
BAHAMONDEZ, ALVAREZ &  
ZEGERS

Pablo Paredes  
ALBAGLI ZALIASNIK  
ABOGADOS

Beatriz Recar  
BAKER & MCKENZIE (CRUZAT,  
ORTÚZAR Y MACKENNA  
LTDA.)

Sebastián Riesco  
EYZAGUIRRE & CÍA.

Claudio Rivera  
CAREY Y CÍA LTDA.

Edmundo Rojas García  
CONSERVADOR DE BIENES  
RAÍCES DE SANTIAGO

Alvaro Rosenblut  
ALBAGLI ZALIASNIK  
ABOGADOS

Carlos Saavedra  
CRUZ & CÍA. ABOGADOS

Adriana Salias  
REDLINES GROUP

Martín Santa María O.  
GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

Carlos Saveedra  
CRUZ & CÍA ABOGADOS

Esteban Tomic  
CRUZ & CÍA. ABOGADOS

Jorge Valenzuela  
PHILIPPI, YRARRAZAVAL,  
PULIDO & BRUNNER

Sebastián Valdivieso  
YRARRAZAVAL, RUIZ - TAGLE,  
GOLDENBERG, LAGOS & SILVA

Osvaldo Villagra  
PRICewaterhouseCOOPERS

Arturo Yrarrázaval  
Covarrubias  
YRARRAZAVAL, RUIZ - TAGLE  
GOLDENBURG, LAGOS & SILVA

Sebastián Yunge  
GUERRERO, OLIVOS, NOVOA Y  
ERRÁZURIZ

Rony Zimmerman M.  
ALVAREZ HINZPETER JANA

## CHINE

Russell Brown  
LEHMANBROWN

Robin Cai  
BNP SERVICE

Rico Chan  
BAKER & MCKENZIE

John Chan  
FUZHOU RELAX Co., LTD.

Rex Chan  
PRICewaterhouseCOOPERS

Yixin Chen  
DAVIS POLK & WARDWELL

Caro Chen  
DNIYA ORNAMENTS Co., LTD.

Lisa Chen  
JIAHUA Co.

Jie Chen  
JUN HE LAW OFFICES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Barry Cheung  
KPMG HUAZHEN

Bolivia Cheung  
KPMG HUAZHEN

Taylor Chuang  
INNOVATION MEDICAL  
INSTRUMENT Co., LTD.

Yw Chung  
BAKER BOTTS LLP

Tony Diao  
SHAUGHNESSY HOLDINGS LTD.

Wayne Forfine  
FORFINE MARKETING &  
SERVICE

Wei Gao  
ZY & PARTNERS

Leo Ge  
GLOBAL STAR LOGISTICS Co.  
LTD.

Alex Gee  
SHANGHAI PEGASUS  
MATERIALS Co., LTD.

Alexander Gong  
BAKER & MCKENZIE

Kejun Guo  
DEHENG LAW OFFICES

Felix Hu  
SHANGHAI MEIYAO AVIATION  
Co., LTD.

Simon Huang  
LEHMANBROWN

HAINING XINGUANGYUAN  
LIGHTING Co., LTD.

Kone Jerry  
ZHEJIANG GANGZIDA  
INDUSTRY & TRADE Co., LTD.

Zhou Jianming  
NINGBO JINGCHENG METER

John T. Kuzmik  
BAKER BOTTS LLP

John Kuznik  
BAKER BOTTS LLP

Jony Lee  
SANLI GROUP

Berry Lin  
SDV LTD.

Zhiqiang Liu  
KING & WOOD

Lucy Lu  
KING & WOOD

George Luo  
PINSSENT MASONS

MIKKAWORKS ORGANICS

Nicky Ning  
LUOYANG CHUNDI IMPORT &  
EXPORT Co., LTD.

Nonnon Pan  
MEDPLUS INC.

Catherine Rown  
Han Shen  
DAVIS POLK & WARDWELL

Cathy Shi  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Frank Shu  
PAUL HASTING

Jessie Tang  
GLOBAL STAR LOGISTICS Co.  
LTD.

Youshan Tang  
NINGBO FLIGHT RIGGING &  
TOOL Co., LTD.

Emily Tang  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Lu Terry  
SHENYANG LONGYUAN GROUP  
Co., LTD.

WAFANGDIAN YUSHI ENERGY  
Co., LTD.

Celia Wang  
PRICewaterhouseCOOPERS

Fenghe Wang  
DACHENG LAW OFFICES

William Wang  
PRICewaterhouseCOOPERS

Luke Wang  
SHANGHAI DESO INDUSTRY  
Co., LTD

WAYNEX INDUSTRIAL Co., LTD.

Cassie Wong  
PRICewaterhouseCOOPERS

Kent Woo  
KINGSON LAW FIRM

Annie Xun

Qing Yang  
YANG FIT Co., LTD.

Bill Yao  
SIMPLE TECHNIC Co., LTD.

Susan Ye  
KPMG HUAZHEN

Jerry Ye  
ORRICK

Jonathan You  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Xianghau Yu  
SHANGHAI XU XIAO QING LAW  
OFFICE

Xianghua Yunge  
SHANGHAI XU XIAO QING LAW  
OFFICE

Libin Zhang  
BAKER BOTTS LLP

Yi Zhang  
KING & WOOD PRC LAWYERS

Johnson Zheng  
XIAMEN ALL CARBON  
CORPORATION

**CISJORDANNIE  
ET GAZA**

Nidal Abu Lawi  
PALESTINE REAL ESTATE  
INVESTMENT Co.

Amal Abujaber  
PALESTINIAN MONETARY  
AUTHORITY

Safwan Al-Nather  
GERMAN TECHNICAL  
COOPERATION

Sharhabeel Al-Zaeem  
SHARHABEEL AL-ZAEEM AND  
ASSOCIATES

Haytham L. Al-Zu'bi  
AL-ZU'BI LAW OFFICE,  
ADVOCATES & LEGAL  
CONSULTANTS

Mohammed Amarneh  
LEGAL AID & HUMAN RIGHTS  
COORDINATOR

Moyad Amouri  
PRICewaterhouseCOOPERS

Khalil Ansara  
CATHOLIC RELIEF SERVICES

Nizam Ayooob  
MINISTRY OF NATIONAL  
ECONOMY

Ali Faroun  
PALESTINIAN MONETARY  
AUTHORITY

Ali Hamoudeh  
JERUSALEM DISTRICT  
ELECTRICITY Co. LTD.

Samir Huleileh  
PADICO

Hiba Hussein  
HUSSEINI & HUSSEINI

Fadi Kattan  
TRANSJORDANIAN  
ENGINEERING LTD.

Mohamed Khader  
LAUSANNE TRADING  
CONSULTANTS

Wadee Nofal  
NOFAL LAW FIRM

Samer Odeh  
LAND REGISTRATION

Michael F. Orfaly  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ali Saffarini  
SAFFARININ LAW FIRM

Maha Sbeih  
MINISTRY OF NATIONAL  
ECONOMY

Karim Fuad Shehadeh  
A.F. & R. SHEHADEH LAW  
OFFICE

Ramzi Skakini  
SKAKINI FIRM

Samer Tammam  
TAMMAM TRADE

Hisham Ziad  
PALESTINIAN MONETARY  
AUTHORITY

**COLOMBIE**

Carlos Alcala  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

Mauricio Angulo  
COMPUDEC - DATA CRÉDITO

Patricia Arrázola-Bustillo  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Luis Alfredo Barragán  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Pablo Barraquer-Uprimny  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Guillermo Hernando Bayona  
Combariza  
NOTARIA 44 DE BOGOTÁ

Juliana Bazzani Botero  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

Juan Guillermo Becerra  
PRICewaterhouseCOOPERS

Claudia Benavides  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Nicolás Botero  
HOLGUÍN, NEIRA & POMBO  
ABOGADOS

Carlos Rodríguez Calero  
PRICewaterhouseCOOPERS

Maria Paula Camacho  
CÁMARA COLOMBIANA DE LA  
CONSTRUCCIÓN

Bibiana Camacho  
CAVELIER ABOGADOS

Carolina Camacho  
POSSE HERRERA & RUIZ

Dario Cárdenas  
CÁRDENAS & CÁRDENAS

Natalia Caroprese  
BAKER & MCKENZIE

Felipe Cuberos  
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

Maria Helena Díaz Méndez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jose Duran  
EXCELLENTIA STRATEGIC

Lucas Fajardo-Gutiérrez  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Gustavo Florez  
SOCIEDAD PORTUARIA  
REGIONAL DE CARTAGENA

Carlos Fradique-Méndez  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Ana Giraldo  
PRIETO & CARRIZOSA S.A.

Santiago Gutiérrez  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

Viviana Hernández Grajales  
CÁMARA COLOMBIANA DE LA  
CONSTRUCCIÓN

Wilson Herrera Robles  
PRICewaterhouse COOPERS

Santiago Higuera  
CÁMARA COLOMBIANA DE LA  
CONSTRUCCIÓN

Mario Hoyos  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

Jorge Lara-Urbaneja  
BAKER & MCKENZIE

Alessandra Laureiro  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Cristina Lloreda  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Santiago Lopez  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Natalia López  
POSSE HERRERA & RUIZ

Gabriela Mancero  
CAVELIER ABOGADOS

Carlos Monroy  
CONIKA CONSTRUCCIONES

Ana Maria Navarrete  
POSSE HERRERA & RUIZ

Luis E. Nieto  
NIETO & CHALELA

Ana Maria Olaya  
POSSE HERRERA & RUIZ

Juan Carlos Paredes  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Carlo Polo  
COMPUTEC - DATACrédito

Raul Quevedo  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

Fernan Restrepo  
BRIGARD & URRUTIA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Cristina Rueda Londono  
BAKER & MCKENZIE

Juan Carlos Ruiz  
JOSÉ LLOREDA CAMACHO  
& Co.

José Roberto Sáchica Méndez  
BAKER & MCKENZIE

Paula Samper Salazar  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Felipe Sandoval Villamil  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

José Luis Suárez  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

Raúl Alberto Suárez Arcila

Jose Alejandro Torres  
POSSE HERRERA & RUIZ

Beatriz Uribe Botero  
CÁMARA COLOMBIANA DE LA  
CONSTRUCCIÓN

Claudia Vargas  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Diego Vega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Alberto Zuleta  
GÓMEZ-PINZÓN ABOGADOS

## COMORES

Harimia Ahmed Ali  
CABINET ME HARIMIA

Remy Grondin  
VITOGAZ COMORES

Ahamada Mahamoudou  
AVOCAT À LA COUR

Youssef Yahaya  
IMPÔTS DE LA GRANDE  
COMORE

## CORÉE

Yong Seok Ahn  
LEE & KO

Dong-Ook Byun  
CUSTOMS SERVICE

Min-Sook Chae  
KOREA CREDIT BUREAU

Hyeong-Tae Cho  
SAMIL  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Han-Jun Chon  
SAMIL  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eui Jong Chung  
BAE, KIM & LEE LLC

Lionel Darrieutort  
SDV

Marc Fally  
SDV

Sang-goo Han  
YOON YANG KIM SHIN & YU

Sean C. Hayes  
AHNSE LAW OFFICES

Baek Huh  
HWANG MOK PARK P.C.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

C.W. Hyun  
KIM & CHANG

James I.S. Jeon  
SOJONG PARTNERS

Young-Cheol Jeong  
YONSEI UNIVERSITY

Kim Jung In  
KOREA CREDIT BUREAU

Gee-Hong Kim  
HORIZON LAW GROUP

Jung-In Kim  
KOREA CREDIT BUREAU

Yong-Deog Kim  
KOREA CREDIT BUREAU

Kyu-Dong Kim  
SAMIL  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

S.E. Stephan Kim  
SOJONG PARTNERS

Wonhyung Kim  
YOON YANG KIM SHIN & YU

KOREA INFORMATION SERVICE

Jung Myung Lee  
HWANG MOK PARK P.C.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Hye Jeong Lee  
AHNSE LAW OFFICES

Sung Whan Lee  
AHNSE LAW OFFICES

Kwon Lee  
KIM & CHANG

Kyu Wha Lee  
LEE & KO

Jada Soyun Lee  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Sun-Kyoo Lee  
SAMIL  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

June Ha Lim  
HWANG MOK PARK P.C.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Patrick J. Monaghan  
KIM & CHANG

Sung-Ho Moon  
HORIZON LAW GROUP

Ho Joon Moon  
LEE & KO

Je-Sik Myoung  
KOREA CREDIT BUREAU

Byung-Hun Nam  
NAMSUN INDUSTRIES CO.  
PANALPINA IAF LTD.

Sang Il Park  
HWANG MOK PARK P.C.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

J.T. Park  
KIM & CHANG

Jung-Taek Park  
KIM & CHANG

Jeong Seo  
KIM & CHANG

Dong-Suk Wang  
KOREA CREDIT BUREAU

Kim Ji Woong  
KOREA CREDIT BUREAU

Jee-Yeon Yu  
KIM & CHANG

## COSTA RICA

BUFETE FACIO & CAÑAS,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI

Alejandro Antillon  
PACHECO COTO

Carlos Barrantes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alejandro Bettoni Traube  
DONINELLI & DONINELLI  
- ASESORES JURÍDICOS  
ASOCIADOS

Caroline Bono  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eduardo Calderón-Odio  
BLP ABOGADOS

Gastón Certad  
BATALLA & ASOCIADOS

Silvia Chacon  
ALFREDO FOURNIER &  
ASOCIADOS

Maria Fernanda Chavarria B  
CORDERO & CORDERO  
ABOGADOS

Daniel Chaves  
CINDE

Ricardo Cordero B.  
CORDERO & CORDERO  
ABOGADOS

Daniel De la Garza  
JD CANO

Melania Dittel  
ARIAS & MUÑOZ

Anamari Echeverría  
PARQUE EMPRESARIAL FORUM

Alejandro Fernández de  
Castro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Octavio Fournier  
ALFREDO FOURNIER &  
ASOCIADOS

Neftali Garro  
BLP ABOGADOS

Andrés Gómez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrea González-Rojas  
BLP ABOGADOS

Jorge Guzmán  
LEX COUNSEL

María del Mar Herrera  
BLP ABOGADOS

Randall Zamora Hidalgo  
COSTA RICA ABC

Roberto Leiva  
FACIO & CAÑAS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Vicente Lines  
ARIAS & MUÑOZ

Andrés López  
BLP ABOGADOS

Ivannia Méndez Rodríguez  
OLLER ABOGADOS

Jorge Montenegro  
SCGMT ARQUITECTURA Y  
DISEÑO

Eduardo Montoya Solano  
SUPERINTENDENCIA GENERAL  
DE ENTIDADES FINANCIERAS

Cecilia Naranjo  
LEX COUNSEL

Pedro Oller  
OLLER ABOGADOS

Ramón Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marianne Pál - Hegedüs  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Andrea Paniagua  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Felix Pecou Johnson  
JAPDEVA CARIBBEAN PORT  
AUTHORITY

Laura Perez  
CINDE

Julio Pinedo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Monica Romero  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Miguel Ruiz Herrera  
LEX COUNSEL

Andrea Saenz  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Mauricio Salas  
BLP ABOGADOS

Jose Luis Salinas  
SCGMT ARQUITECTURA Y  
DISEÑO

Walter Anderson Salomons  
JAPDEVA CARIBBEAN PORT  
AUTHORITY

Ana Victoria Sandoval  
JD CANO

Juan Tejada  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Natalia Van der Laat  
BLP ABOGADOS

Marianela Vargas  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sebastián Wong  
JD CANO

Rodrigo Zapata  
LEX COUNSEL

Jafet Zúñiga Salas  
SUPERINTENDENCIA GENERAL  
DE ENTIDADES FINANCIERAS

## CÔTE D'IVOIRE

ANY RAY & PARTNERS

César Asman  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Joachim Bile-Aka  
BNETD

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fatimatu Zahra Diop  
BCEAO

Dorothee K. Dreesen  
ÉTUDE MAÎTRE DREESEN

Bertrand Fleury  
SDV - SAGA CI

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hermann Gnango  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Seyanne Grogas  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Guillaume Koffi  
CONSEIL NATIONAL DE  
L'ORDRE DES ARCHITECTES

Herman Kouao

Evelyn M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Georges N'Goan  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Patricia N'guessan  
CABINET JEAN-FRANÇOIS  
CHAUVEAU

Jacques Otro  
CONSEIL NATIONAL DE  
L'ORDRE DES ARCHITECTES

Athanase Raux  
CABINET RAUX, AMIEN &  
ASSOCIÉS

Serge Roux  
ÉTUDE MAÎTRE ROUX

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadia Vanie  
CABINET N'GOAN, ASMAN &  
ASSOCIÉS

Abbé Yao  
SCPA DOGUÉ-ABBÉ YAO &  
ASSOCIÉS

CROATIE

Boris Andrejas  
BABIĆ & PARTNERS

Ivo Bijelić  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Natko Bilić  
STUDIO 3LHD

Andrej Bolfek  
LEKO & PARTNERS

Marko Borsky  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Marijana Božić  
DTB

Belinda Čačić  
ČAČIĆ & PARTNERS

Jasmina Crnalić  
CMS ZAGREB

Stefanija Čukman  
JURIĆ LAW OFFICES

Martina Čulap  
LEKO & PARTNERS

Gordana Delić  
TRANSADRIA

Saša Divjak  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Amela Dizdarević  
SIHTAR ATTORNEYS AT LAW

Ivana Dominković  
CMS ZAGREB

Ivan Dušić  
VUKMIR LAW OFFICE

Hrvoje Filipović  
LAW OFFICES NOGOLICA

Tamiko Rochelle Franklin  
LEGAL CONSULTANT

Bojan Fras  
ZURIC & PARTNERS

Ivan Gjurgjan  
POROBIJA & POROBIJA LAW  
FIRM

Kresimir Golubić

Lidija Hanžek  
HROK

HEP DISTRIBUTION SYSTEM  
OPERATOR LTD.

Anita Heršak Klobučarević  
POROBIJA & POROBIJA LAW  
FIRM

Jana Hitrec  
ČAČIĆ & PARTNERS

Branimir Iveković  
IVEKOVIĆ & VIDAN

Irina Jelčić  
HANŽEKOVIĆ, RADAKOVIĆ &  
PARTNERS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Marijana Jelić  
LAW OFFICE JELIC

Sanja Jurković  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Mirna Kette  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Margita Kiš-Kapetanović  
POROBIJA & POROBIJA LAW  
FIRM

Miroslav Leko  
LEKO & PARTNERS

Krešimir Ljubić  
LEKO & PARTNERS

Marko Lovrić  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Miroljub Mačević  
MAČEŠIĆ & PARTNERS,  
ODVJETNICKO DRUSTVO

Josip Marohnić  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Tin Matić  
TIN MATIĆ LAW OFFICE

Andrej Matijevich  
MATIJEVICH LAW OFFICE

Iain McGuire  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Martina Mladina Kavurić  
MAMIĆ REBERSKI & PARTNERS

Ivana Mucić  
CMS ZAGREB

Ljiljana Nogolica  
GEOLEGES D. O. O.

Zvonko Nogolica  
LAW OFFICES NOGOLICA

Marija Petrović  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Sanja Porobija  
POROBIJA & POROBIJA LAW  
FIRM

Tihana Posavec  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Marko Praljak  
DIVJAK, TOPIC &  
BAHTIJAREVIC

Ronald Pusić  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Gordan Rotkvić  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Djuro Sessa  
COUNTY COURT IN ZAGREB

Ana Sihtar  
SIHTAR ATTORNEYS AT LAW

Manuela Špoljarić  
LEKO & PARTNERS

Mario Stefanić  
TRANSADRIA

Goran Šverko  
LAW OFFICES NOGOLICA

Luka Tadić-Čolić  
BABIĆ & PARTNERS

Zoran Tasić  
CMS ZAGREB

Iva Tokić  
POROBIJA & POROBIJA LAW  
FIRM

Hrvoje Vidan  
IVEKOVIĆ AND VIDAN

Arn Willems  
CB RICHARD ELLIS D.O.O.

## DANEMARK

Elsebeth Aaes-Jørgensen  
NORRBOM VINDING, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Christine Lægteskov Aon  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Peter Bang

Steffen Bang-Olsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Thomas Bech Olsen  
PANALPINA WORLD  
TRANSPORT LTD

Christel Berning  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jonas Bøgelund  
GORRISSSEN FEDERSPIEL  
KIERKEGAARD

Ole Borch  
BECH-BRUUN LAW FIRM

Thomas Booker  
ACCURA  
ADVOKATAKTIESELSKAB

Christian Bredtoft Guldmann  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Mogens Ebeling  
JONAS BRUUN

Eivind Einersen  
PHILIP & PARTNERE

Henrik Faust Pedersen  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Lars Fogh  
ACCURA  
ADVOKATAKTIESELSKAB

Alice Folker  
GORRISSSEN FEDERSPIEL  
KIERKEGAARD

Arne Gehring  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Jens Hjortskov  
PHILIP & PARTNERE

Heidi Hoelgaard  
EXPERIAN NORTHERN EUROPE

Jens Steen Jensen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Jeppe Jørgensen  
BECH-BRUUN LAW FIRM

Ann Kell  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Aage Krogh  
MAGNUSSON

Christine Larsen

Susanne Schjølín Larsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Lars Lindencrone  
BECH-BRUUN LAW FIRM

Andreas Nielsen  
JONAS BRUUN

Tim Nielsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Betri Pihl Schultzze  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Soren Plomgaard  
JONAS BRUUN

Louise Krarup Simonsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Niels Bang Sorensen  
GORRISSSEN FEDERSPIEL  
KIERKEGAARD

Jesper Trommer Volf  
ACCURA  
ADVOKATAKTIESELSKAB

Knud Villemoes Hansen  
NATIONAL SURVEY AND  
CADASTRE - DENMARK/KORT  
& MATRIKELSTYRELSEN

Anders Worsøe  
MAGNUSSON

Louise Krarup Simonsen  
KROMANN REUMERT, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Niels Bang Sorensen  
GORRISSSEN FEDERSPIEL  
KIERKEGAARD

Jesper Trommer Volf  
ACCURA  
ADVOKATAKTIESELSKAB

Knud Villemoes Hansen  
NATIONAL SURVEY AND  
CADASTRE - DENMARK/KORT  
& MATRIKELSTYRELSEN

Anders Worsøe  
MAGNUSSON

## DJIBOUTI

Rahma Abdi Abdillahi  
BANQUE CENTRALE

Wabat Daoud  
AVOCAT À LA COUR

Bruno Détroyat

Ibrahim Hamadou Hassan

Ibrahim Mohamed Omar  
CABINET CECA

Oubah Mohamed Omar  
SOCIÉTÉ MARITIME L. SAVON  
& RES

Aicha Yousseuf  
CABINET CECA

## DOMINIQUE

Eddie Beaupierre  
ELEMENT AGENCIES

Alix Boyd-Knights

Kathy Buffong  
ATTORNEY GENERAL'S  
CHAMBERS

Gerald D. Burton  
GERALD D. BURTON'S  
CHAMBERS

DEVELOPMENT AND PLANNING  
DIVISION

Gina Dyer  
DYER & DYER

Marvlyn Estrado  
KPB CHARTERED  
ACCOUNTANTS

Kerry George  
C I S ENTERPRISES LTD.

F. Adler Hamlet  
REALCO COMPANY LIMITED

Foued Issa  
ISSA TRADING LTD.

Alick C. Lawrence  
LAWRENCE ALICK C.  
CHAMBERS

Severin McKenzie  
MCKENZIE ARCHITECTURAL &  
CONSTRUCTION SERVICES INC.

Richard Peterkin  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Joan K.R. Prevost  
PREVOST & ROBERTS

J. Gildon Richards  
J. GILDON RICHARDS  
CHAMBERS

Mark Riddle  
DOMLEC

Eugene G. Royer  
EUGENE G. ROYER CHARTERED  
ARCHITECT

Linda Singletary  
C I S ENTERPRISES LTD.

Jason Timothy  
DOMLEC

Ossie Walsh  
SUPREME COURT/ REGISTRY

Reginald Winston  
SUPREME COURT/ REGISTRY

## ÉGYPTE

Abdel Aal Aly  
AFIFI WORLD TRANSPORT

Naguib Abadir  
NACITA CORPORATION

Walid Abbas  
ADVANCED GROUP

Girgis Abd El-Shahid  
SARWAT A. SHAHID LAW FIRM

Sara Abdel Gabbar  
TROWERS & HAMLINS

Ahmed Abdel Warith  
AAW CONSULTING ENGINEERS

Ramez Mounir Abdel-Nour  
KARIM ADEL LAW OFFICE

Mohamed Abo -Shady  
MODERN AGRICULTURAL EST.

Ahmed Abou Ali  
HASSOUNA & ABOU ALI

Gamal Abou Ali  
HASSOUNA & ABOU ALI

Nermine Abulata  
MINISTRY OF TRADE &  
INDUSTRY

Ghada Adel  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Hazem Ahmed  
HASSOUNA & ABOU ALI

Mahmoud Ahmed Bassiem

Ashraf El Al Arabi  
MINISTRY OF FINANCE

Abd El Wahab Aly Ibrahim  
ABD EL WAHAB SONS

Tim Armsby  
TROWERS & HAMLINS

Amr Mohamed Mahmoud  
Atta  
KARIM ADEL LAW OFFICE

Adel Awadalla  
S.S.I.B.

Ziad Bahaa El Dian  
GENERAL AUTHORITY FOR  
INVESTMENT AND FREE ZONES

Louis Bishara  
BTM

Ibrahim Hassan Dakr  
KARIM ADEL LAW OFFICE

Hussein Mahmoud Gaafar El  
Gebaly  
MINISTRY OF HOUSING,  
UTILITIES, AND URBAN  
DEVELOPMENT

Mohamed EL Gindy  
WAAD TRADE &  
DEVELOPMENT Co.

Mohamed El Homosany  
MINISTRY OF JUSTICE

Mohamed Refaat El Houshy  
THE EGYPTIAN CREDIT  
BUREAU "I-SCORE"

Amr El Monayer  
MINISTRY OF FINANCE

Hasan El Shafiey  
NADOURY NAHAS LAW OFFICES

Karim Elhelaly  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ashraf Elibrachy  
IBRACHY LAW FIRM

Mohamed El-Labboudy  
NADOURY & NAHAS LAW  
OFFICES

Hassan Fahmy  
MINISTRY OF INVESTMENT

Heba Foaad  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Ashraf Gamal El-Din  
EGYPTIAN INSTITUTE OF  
DIRECTORS

Yaser Gamaluddin Hamam  
THE EGYPTIAN LAW FIRM

Ahmed Gawish  
MINISTRY OF TRANSPORT

Hend Abdel Ghany  
MENA ASSOCIATES,  
MEMBER OF AMERELLER  
RECHTSANWÄLTE

Karim Adel Kamel Ghoibrial  
KARIM ADEL LAW OFFICE

Zeinab Saieed Gohar  
CENTRAL BANK

Rimon Hakim  
SARWAT GROUP FOR EXPORT  
AND IMPORT

Emad Hassan  
MINISTRY OF STATE  
FOR ADMINISTRATIVE  
DEVELOPMENT

Omneia Helmy  
THE EGYPTIAN CENTER FOR  
ECONOMIC STUDIES

Lobna Mohamed Hilal  
CENTRAL BANK

Mamdoh Farghli Kassem  
THE EGYPTIAN LAW FIRM

Sherif Mansour  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nouran Mohamed  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mohamed Mohamed  
PRIVATE PRACTICE

Mostafa Mostafa  
AL KAMEL LAW OFFICE

Ashraf Nadoury  
NADOURY & NAHAS LAW  
OFFICES

Mariama Sabet

Mohamed Serry  
SERRY LAW OFFICE

Wael Shaker  
ISLAND GROUP

Safwat Sobhy  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

SOUTH CAIRO ELECTRICITY  
DISTRIBUTION COMPANY

Cath Welch  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eman Zakaria  
MINISTRY OF MANPOWER &  
MIGRATION

Mona Zobaa  
MINISTRY OF INVESTMENT

## EL SALVADOR

Carlos Roberto Alfaro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ana Margoth Arévalo  
SUPERINTENDENCIA DEL  
SISTEMA FINANCIERO

Francisco Armando Arias  
Rivera  
ARIAS & MUÑOZ

Irene Arrieta de Díaz Nuila  
ARRIETA BUSTAMANTE

Francisco José Barrientos  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Caroline Bono  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Diana Castro  
LEXINCORP

Ricardo Cevallos  
CONSORTIUM CENTRO  
AMÉRICA ABOGADOS

Walter Chávez Velasco  
GOLD SERVICE / MSI

David Claros  
GARCÍA & BODÁN

Geraldo Cruz  
GARCÍA & BODÁN

Karla de Martínez  
ARRIETA BUSTAMANTE

Mayra de Morán  
PRESIDENTIAL PROGRAM  
"EL SALVADOR EFICIENTE"

Maria Marta Delgado  
ARIAS & MUÑOZ

Alejandro Fernández de  
Castro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roberta Gallardo de  
Cromeyer  
ARIAS & MUÑOZ

Ernesto Hempe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos Henriquez  
GOLD SERVICE / MSI

Juan Carlos Herrera  
ARIAS & MUÑOZ

Thelma Dinora Lizama de  
Osorio  
SUPERINTENDENCIA DEL  
SISTEMA FINANCIERO

Karla Martinez  
ARRIETA BUSTAMANTE

Daniel Martinez  
GARCÍA & BODÁN

Luis Medina  
RUSCONI, VALDEZ, MEDINA &  
ASOCIADOS

Astrud María Meléndez  
ASOCIACIÓN PROTECTORA DE  
CRÉDITOS DE EL SALVADOR  
(PROCREDITO)

José Walter Meléndez  
CUSTOMS

Mauricio Melhado  
GOLD SERVICE / MSI

Camilo Mena  
GOLD SERVICE / MSI

Antonio R. Mendez Llorit  
ROMERO PINEDA &  
ASOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI AND TERRA LEX

Miriam Eleana Mixco Reyna  
GOLD SERVICE / MSI

Jocelyn Mónico  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Ramón Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrea Paniagua  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos Pastrana

Julio Pinedo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Francisco Eduardo Portillo  
CEPA

Ana Patricia Portillo Reyes  
GUANDIQUE SEGOVIA  
QUINTANILLA

Flor de Maria Rodriguez  
ARIAS & MUÑOZ

Kelly Romero  
RUSCONI, VALDEZ, MEDINA &  
ASOCIADOS

Adonay Rosales  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Oscar Samour  
CONSORTIUM CENTRO  
AMÉRICA ABOGADOS

Juan Tejada  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Manuel Telles Suvillaga  
LEXINCORP

Mauricio Antonio Urrutia  
SUPERINTENDENCIA DEL  
SISTEMA FINANCIERO

Julio Valdés  
ARIAS & MUÑOZ

Juan Vásquez  
GOLD SERVICE / MSI

## ÉMIRATS ARABES UNIS

ALLEN & OVERY LLP

Taleb Abdel Karim Jafar  
DUBAI MUNICIPALITY

Daoud Abdel Rahman  
Al-Hajri  
DUBAI MUNICIPALITY

Mohamed Ahmed Saleh  
DUBAI MUNICIPALITY

Mahmood Al Bastaki  
DUBAI TRADE

Rasha Al Saeed  
BAKER BOTTS LLP

Saeed Al-Hamiz  
CENTRAL BANK

Ashraf Ali  
GOLDEN BUILDING MATERIALS  
TRADING

Saaran Alshammari  
JUBAIL PEARL

Khaled Amin  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ali Awais  
BAKER BOTTS LLP

Jennifer Bibbings  
TROWERS & HAMLINS

Salmeen Dahi Bin Salmeen  
DUBAI MUNICIPALITY

Lisa Dale  
AL TAMIMI & CO.

Precilla D'Souza  
AL TAMIMI & CO.

Sydene Helwick  
AL TAMIMI & CO.

Zaid Kamhawi  
EMCREDIT

Manijeh Khan  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Suneer Kumar  
AL SUWAIDI & CO.

Ravi Kumar  
DUBAI TRADE

John Kunjappan  
MAERSK LINE

Mohamed Mahmood  
Mashroom  
DUBAI MUNICIPALITY

Khulood Obaid

Yasser Omar  
SHALAKANY LAW OFFICE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Iqbal Pedhiwala  
SILK BRIDGE TRADING EST

Henrik Petersen  
MAERSK KANOO LLC

Dean Rolfe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luke Sajan  
DAMCO

Munir Suboh  
ABU-GHAZALEH LEGAL

Neil Taylor

Marief Yard  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Natasha Zahid  
BAKER BOTTS LLP

## ÉQUATEUR

Pablo Aguirre  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Christof Baer  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hernán Batallas-Gómez  
FALCONI PUIG ABOGADOS

Xavier Bravo Ruales  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS Y SEGUROS

Diego Cabezas-Klaere  
ORTEGA MOREIRA & ORTEGA  
TRUJILLO

Silvana Coka G.  
GEOTRANSPORE S.A.

Fernando Coral  
PANALPINA

Lucía Cordero Ledergerber  
FALCONI PUIG ABOGADOS

Fernando Del Pozo Contreras  
GALLEGOS, VALAREZO &  
NEIRA

Gonzalo Diez P.  
GONZALO DIEZ

Miguel Falconi-Puig  
FALCONI PUIG ABOGADOS

Jorge Eduardo Fernández  
Perdomo  
ACREDITA BURÓ DE  
INFORMACIÓN CREDITICIA S.A

Juan Carlos Gallegos Happle  
GALLEGOS, VALAREZO &  
NIERA

Leopoldo González R.  
PAZ HOROWITZ

Francisco Grijalva M.  
IUS & LAW

Iván A. Intrigajo  
IUS & LAW

Maggio Irigoyen V.  
API

Vanessa Izquierdo D.  
BUSTAMANTE & BUSTAMANTE

Alvaro Jarrín  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS Y SEGUROS

Juan Manuel Marchán  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Christian Morales  
PANALPINA

Francisco Javier Naranjo  
Grijalva  
PAZ HOROWITZ

Priscilla Ortega  
ARÍZAGA & CO. ABOGADOS

Pablo Padilla Muirragui  
ECUADOR CARGO SYSTEM

Jorge Paz Durini  
PAZ HOROWITZ

Bruno Pineda-Cordero  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Xavier Amador Pino  
ESTUDIO JURIDICO AMADOR

Daniel Pino Arroba  
CORONEL Y PÉREZ

Jorge Pizarro Páez  
BUSTAMANTE & BUSTAMANTE

Patricia Ponce Arteta  
BUSTAMANTE & BUSTAMANTE

Sandra Reed  
PÉREZ, BUSTAMANTE Y PONCE,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Gustavo Romero  
ROMERO ARTETA PONCE

Myriam Dolores Rosales  
Garcés  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS Y SEGUROS

Veronica Sofia Ruales Díaz  
BUSTAMANTE & BUSTAMANTE

Montserrat Sánchez  
CORONEL Y PÉREZ

Pablo F. Sarzosa J.  
API ECUADOR

SUPERINTENDENCIA DE  
COMPAÑÍAS

César Vélez Calderón  
COVELCAL

## ÉRYTHRÉE

Rahel Abera  
BERHANE GILA-MICHAEL  
LAW FIRM

Berhane Gila-Michael  
BERHANE GILA-MICHAEL  
LAW FIRM

Senai W. Andemariam  
UNIVERSITY OF ASMAR

Kebreab Habte Michael

Michael Joseph  
ERNST & YOUNG

Tekeste Mesghenna  
MTD ENTERPRISES PLC

## ESPAGNE

ALLEN & OVERY LLP

Ana Armijo  
ASHURST

Cristina Ayo Ferrándiz  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Arancha Badillo  
GARRIGUES

Vicente Bootello  
GARRIGUES

Agustín Bou  
JAUSAS

James Bryant  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE

Cristina Calvo  
ASHURST

Ariadna Cambronero Ginés  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Francisco Conde Viñuelas  
CUATRECASAS

Jaume Cornudella Marqués  
LANDWELL, ABOGADOS Y  
ASESORES FISCALES

Miguel Cruz  
LANDWELL, ABOGADOS Y  
ASESORES FISCALES



Fernando de la Puente Alfaro  
COLEGIO DE REGISTRADORES  
DE LA PROPIEDAD Y  
MERCANTILES DE ESPAÑA

Agustín Del Río Galeote  
GÓMEZ-ACEBO & POMBO  
ABOGADOS

Iván Delgado González  
PÉREZ - LLORCA

Miguel Díez de los Ríos  
BAKER & MCKENZIE

Rossanna D'Onza  
BAKER & MCKENZIE

Ronald Ferlazzo  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Antonio Fernández  
GARRIGUES

Juan Carlos Fernández  
Fernández-Avilés  
SAGARDÓY ABOGADOS

Alicia Gamez  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Valentín García González  
CUATRECASAS

Borja García-Alamán  
GARRIGUES

Ana Gómez  
MONEREO MEYER MARINEL-  
LO ABOGADOS

Juan Ignacio Gomeza Villa  
NOTARIO DE BILBAO

Igor Kokorev  
PÉREZ - LLORCA

Alfonso Maíllo del Valle  
SÁNCHEZ PINTADO, NÚÑEZ &  
ASOCIADOS

Daniel Marín  
GÓMEZ-ACEBO & POMBO  
ABOGADOS

Jorge Martín - Fernández  
CLIFFORD CHANCE

José Manuel Mateo  
GARRIGUES

Andrés Monereo Velasco  
MONEREO, MEYER &  
MARINEL-LO

Nicolás Nogueroles Peiró  
COLEGIO DE REGISTRADORES  
DE LA PROPIEDAD Y  
MERCANTILES DE ESPAÑA

Alberto Núñez-Lagos  
Burguera  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Jose Palacios  
GARRIGUES

Juan Manuel Pardiñas Aranda  
EQUIFAX IBERICA

Daniel Parejo Ballesteros  
GARRIGUES ABOGADOS Y  
ASESORES TRIBUTARIOS

Pedro Pérez-Llorca Zamora  
PÉREZ - LLORCA

Juan Ramon-Ramos  
LANDWELL, ABOGADOS Y  
ASESORES FISCALES

Enrique Rodriguez  
ALITUS S.A.

Iñigo Sagardoy  
SAGARDÓY ABOGADOS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Pilar Salinas Rincón  
SÁNCHEZ PINTADO, NÚÑEZ &  
ASOCIADOS

Pablo Santos  
GÓMEZ-ACEBO & POMBO  
ABOGADOS

Sönke Schlaich  
MONEREO, MEYER &  
MARINEL-LO

Rafael Sebastián  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Lindsay Simmons  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Javier Simón  
BAKER & MCKENZIE

Cristina Soler  
GÓMEZ-ACEBO & POMBO  
ABOGADOS

Gabriel Solís  
GARRIGUES

Juan Soravilla  
MONEREO MEYER MARINEL-  
LO ABOGADOS

Raimon Tagliavini  
URÍA & MENÉNDEZ, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Francisco Téllez  
GARRIGUES ABOGADOS Y  
ASESORES TRIBUTARIOS

Adrián Thery  
GARRIGUES

Alejandro Valls  
BAKER & MCKENZIE

Juan Verdugo  
GARRIGUES

Fernando Vives  
GARRIGUES ABOGADOS Y  
ASESORES TRIBUTARIOS

## ESTONIE

Anne Adamson  
SORAINEN LAW OFFICES

Angela Agur  
MAQS LAW FIRM

Mike Ahern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Katrin Altmets  
SORAINEN LAW OFFICES

Jane Espöld  
SORAINEN LAW OFFICES

Silja Elunurm  
GLIKMAN & PARTNERS

Diana Freivald  
MINISTRY OF JUSTICE

Cameron Greaves  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pirkko-Liis Harkmaa  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Triinu Hiob  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Andres Juss  
ESTONIAN LAND BOARD

Aidi Kallavus  
KPMG AS

Gerli Kilusk  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Risto Koovit  
CORVUS GRUPP TRANSPORT

Ermo Kosk  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Tanja Kriisa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mikk Läänemets  
LAW OFFICE TARK & Co.

Liina Lins  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Karin Madisson  
SORAINEN LAW OFFICES

Olger Marjak  
LAW OFFICE TARK & Co.

Marko Mehilane  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Veiko Meos  
KREDIIDIINFO A.S.

Jaanus Mody  
LUIGA MODY HÄÄL BORENIUS

Margus Mugu  
LUIGA MODY HÄÄL BORENIUS

Kaspar Noor  
MAQS LAW FIRM

Arne Ots  
RAIDLA & PARTNERS

Kirsti Pent  
LAW OFFICE TARK & Co.

Daniel Polawski  
PAUL VARUL

Kristiina Puuste  
KPMG AS

Ants Ratas  
CF & S AS

Heidi Rätsep  
CENTRE OF REGISTERS AND  
INFORMATION SYSTEM

Martin Simovart  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Monika Tamm  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Marjaa Teder  
LUIGA MODY HÄÄL BORENIUS

Tanel Tikan  
LEPIK & LUHAÄÄR LAWIN

Villi Tõntson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Veikko Toomere  
MAQS LAW FIRM

Karolina Ullman  
MAQS LAW FIRM

Neve Uudelt  
RAIDLA & PARTNERS

Toomas Vaher  
RAIDLA & PARTNERS

Paul Varul  
PAUL VARUL

Urmas Veinberg  
MAQS LAW FIRM

Andres Vinkel  
HANSA LAW OFFICES

Vesse Vöhma

Joel Zernask  
KPMG AS

## ÉTATS-UNIS

Stephen Anderson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Birute Awasthi  
COMPETENT AMERINDE  
CONSOLIDATED

Asheet Awasthi  
FORTUNE LAW GROUP

Luke A. Barefoot  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Donald Bernstein

Walter Bobadilla  
AGOUTI CONSTRUCTION  
CONSULTING, LLC.

Agne Ceskeviciute  
FORTUNE LAW GROUP

Victor Chiu  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Richard Conza  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Jean Pierre de Nes  
BOLLORE - SDV

Joshua L. Ditelberg  
SEYFARTH SHAW LLP

Lindsay Dunn

Craig Eisele  
TRANS-AFRICAN  
DEVELOPMENT STRATEGIES,  
L.L.C.

Julija Gecaite  
COMPETENT AMERINDE  
CONSOLIDATED

Benjamin E. Gehrt  
SEYFARTH SHAW LLP

Lindsee P. Granfield  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Steven Horowitz  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Monika Knyzelyte  
FORTUNE LAW GROUP

Arthur Kohn  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Azniv Ksachikyan  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Fiana Kwasnik  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Michael Lazerwitz  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Bradford L. Livingston  
SEYFARTH SHAW LLP

Colin Lloyd  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Paul Marquardt  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Karen Monroe  
SILLER WILK LLP

Robert Morris  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kelly J. Murray  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Philippe A. Naudin  
SDV

Samuel Nolen  
RICHARDS, LAYTON & FINGER,  
P.A., MEMBER OF LEX MUNDI

Sean O'Neal  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Jeffrey Penn  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Maria Priezheva  
ORRICK HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Stephen Raslavich  
UNITED STATES BANKRUPTCY  
COURT

Sandra Rocks  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Olga Sirodoeva  
ORRICK HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Catharine Slack

David Snyder  
SNYDER & SNYDER, LLP

My Chi To  
DEBEVOISE & PLIMPTON LLP

Frederick Turner  
SNYDER & SNYDER, LLP

Mikhail Usobyen  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Penny Vaughn  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Karen Wagner

## ÉTHIOPIE

Nethanet Alemu

Daniel Alemu  
ATTORNEY-AT-LAW

Ato Wondimeneh Asrat  
NATIONAL BANK

Bekure Assefa  
BEKURE ASSEFA LAW OFFICE

Yonas Kidane Demiyesus  
DASHEN BANK S.C.

Shimelise Eshete  
MIDROC CONSTRUCTION PLC

Teshome G.M. Bokan  
TGMB LAW OFFICE

Nega Getahun  
CITY ADMINISTRATION OF  
ADDIS ABABA

Berhane Ghebray  
BERHANE GHEBRAY &  
ASSOCIATES

Yosef Kebede  
DASHEN BANK S.C.

Emebet Ketema

Tadesse Kiros  
TADESSE, GETACHEW & ABATE  
LAW OFFICE

Tadesse Lencho  
ADDIS ABABA UNIVERSITY

Molla Mengistu  
ADDIS ABABA UNIVERSITY

Fikremarkos Merso  
ADDIS ABABA UNIVERSITY

Woldegabriel Naizghi  
HST & Co.

Getahun Nana  
NATIONAL BANK

Mehari Redae  
ADDIS ABABA UNIVERSITY

Abiot Seleshi  
NATIONAL BANK

Seyoum Yonhannes Tesfy  
ADDIS ABABA UNIVERSITY

Mekbib Tsegaw  
ATTORNEY-AT-LAW  
Aklilu Wolde Amanuel  
Aklilu Woldemariam  
ETHIOPIAN INVESTMENT  
AGENCY

## FÉDÉRATION DE RUSSIE

Marat Agabalyan  
HERBERT SMITH CIS LLP  
Darya Angelo  
LAW FIRM ALRUD  
Ekaterina Avilova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Fedor Bogatyrev  
LAW FIRM ALRUD  
Alexia Borisov  
ANDREAS NEOCLEOUS & Co.,  
LEGAL CONSULTANTS  
Julia Borozdna  
BAKER & MCKENZIE  
Maria Bykovskaya  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
ESPRO REAL ESTATE  
Valery Getmanenko  
BAKER & MCKENZIE  
Maria Gorban  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Evgeniy Gouk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
CIS LAW OFFICES B.V.  
Marlena Hurley  
TRANSUNION CRIF DECISION  
SOLUTION  
Irina Im  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Sergej Juzovitski  
RAMBOLL  
Maxim Kandyba  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
CIS LAW OFFICES B.V.  
Ekaterina Kotova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
CIS LAW OFFICES B.V.  
Dmitry Kurochkin  
HERBERT SMITH CIS LLP  
Sergei L. Lazarev  
RUSSIN & VECCHI, LLC.  
Maxim Likholetov  
MAGNUSSON  
Dmitry Lyakhov  
RUSSIN & VECCHI, LLC.  
Anastasia Malashkevich  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Irina Martakova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Vladimir Melnikov  
HERBERT SMITH CIS LLP  
Lyudmila Merzlikina  
ALRUD LAW FIRM  
Yuri Monastyrsky  
MONASTYRSKY, ZYUBA,  
STEPANOV & PARTNERS  
OAO PIGMENT  
Gennady Odarchik  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Tatiana Ponomareva  
Igor Porokhin  
MAGNUSSON  
Maria Priezzheva  
ORRICK HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP  
Roman Reshetyuk  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Evgeny Reyzman  
BAKER & MCKENZIE  
Konstantin Salichev  
Andrey Shpak  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Olga Sirodoeva  
ORRICK HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP  
Steven Snaith  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Pavel Solovyev  
MAGNUSSON  
Irina Strizhakova  
ANDREAS NEOCLEOUS & Co.,  
LEGAL CONSULTANTS  
Elena Subocheva  
RUSSIN & VECCHI, LLC  
Mikhail Usbyan  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP  
Andrey Zhdanov  
BAKER & MCKENZIE

## FIDJI

David Aidney  
WILLIAMS & GOSLING LTD.  
Eddielin Almonte  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
John Apted  
MUNRO LEYS NOTARIES  
PUBLIC  
Nehla Basawaiya  
MUNRO LEYS NOTARIES  
PUBLIC  
William Wylie Clarke  
HOWARDS LAWYERS  
Jamnadas Dilip  
JAMNADAS AND ASSOCIATES  
Delores Elliott  
DATABUREAU, BAYCORP  
ADVANTAGE  
Isireli Fa  
THE FIJI LAW SOCIETY / FA  
& COMPANY BARRISTERS &  
SOLICITORS  
Anthea S. Fong  
CROMPTON SOLICITORS  
Freddy Fonmoa  
WILLIAMS & GOSLING LTD.  
Jerome Kado  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Sashi Lochan  
TITLES OFFICE  
Litiana Morris  
HOWARDS LAWYERS  
Richard Naidu  
MUNRO LEYS NOTARIES  
PUBLIC  
Ramesh Prakash  
MISHRA PRAKASH &  
ASSOCIATES  
Ramesh Prasad Lal  
CARPENTERS SHIPPING

Colin Radford  
LHM, LARSEN HOLTOM  
MAYBIN & COMPANY LIMITED,  
ARCHITEC, ENGINEERS &  
INTERIOR DESIGNERS  
Abhi Ram  
COMPANIES REGISTRAR  
Roneel Ram  
FEA (FIJI ELECTRICITY  
AUTHORITY)  
Ana Rasovo  
HOWARDS LAWYERS  
Jenny Seeto  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Varun Shandil  
MUNRO LEYS NOTARIES  
PUBLIC  
Shelvin Singh  
PARSHOTAM & Co.  
Narotam Solanki  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Moto Solvalu  
WILLIAMS & GOSLING LTD.  
Mark Swamy  
LHM, LARSEN HOLTOM  
MAYBIN & COMPANY LIMITED,  
ARCHITEC, ENGINEERS &  
INTERIOR DESIGNERS  
Jay Udit  
HIGH COURT  
Chirk Yam  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Eddie Yuen  
WILLIAMS & GOSLING LTD.

## FINLANDE

Sakari Aalto  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Ville Ahtola  
CASTRÉN & SNELLMAN  
ATTORNEYS LTD.  
Manne Airaksinen  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Claudio Busi  
CASTRÉN & SNELLMAN  
ATTORNEYS LTD.  
Mikko Eerola  
WASELIUS & WIST  
Tiina Hakri  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Johanna Haltia-Tapio  
HANNES SNELLMAN,  
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.  
Tuija Hartikainen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Olav Hermanson  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Jani Hovila  
HANNES SNELLMAN,  
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.  
Pekka Jaatinen  
CASTRÉN & SNELLMAN  
ATTORNEYS LTD.  
Juuso Jokela  
SUOMEN ASIAKASTIETO OY -  
FINSKA

Milla Kokko-Lehtinen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Elina Kumpulainen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Risto Löf  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Tuomas Lukkari  
NATIONAL LAND SURVEY  
Lasse Luukkainen  
CASTRÉN & SNELLMAN  
ATTORNEYS LTD.  
Jyrki Mustonen  
HEDMAN OSBORNE CLARKE  
Eva Nordman-Rajaharju  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Ilona Paakkala  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Mikko Peltoniemi  
WASELIUS & WIST  
Merja Raunio  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Mikko Reinikainen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Tatu Simula  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Sini Soini  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Timo Tammelin  
MEGA TREND NORDICA OY  
Sanna Väänänen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Helena Viita  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Gunnar Westerlund  
ROSCHIER ATTORNEYS LTD.,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI  
Kai Wist  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## FRANCE

ALLEN & OVERY LLP  
APL  
Faiza Alleg  
VAUGHAN AVOCATS  
Christophe Asselineau  
SIMMONS & SIMMONS  
Bertrand Barrier  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI  
Christopher Baker  
SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM LLP/  
FAUVET LA GIRAUDIÈRE &  
ASSOCIÉS  
Roger J. Benrubi  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Franck Buffand  
LAMY LEXEL  
Arnaud Chastel  
Frédérique Chiffloot Bourgeois  
LAWYER AT THE BAR OF PARIS

Francis Collins  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Luis Comas  
PRICEWATERHOUSE COOPERS  
LEGAL SERVICES  
CONFÉDÉRATION  
FRANÇAISE DU COMMERCE  
INTERENTREPRISES (CGI)  
Christian Courivaud  
SCP COURIVAUD - MORANGE  
- VOLNIAC  
Ann Creelman  
VATIER & ASSOCIÉS  
Isabelle Didier  
VAUGHAN AVOCATS  
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE  
Stephanie Ernould  
Benoit Fauvelet  
BANQUE DE FRANCE  
Christine Fortune  
Sylvie Ghesquiere  
BANQUE DE FRANCE  
Raymond Gianno  
AFFINA LEGAL  
Florence Grillier  
CABINET TAJ  
Sabrina Henocq  
DELSOL & ASSOCIÉS  
Cécile Jaouën  
SIMMONS & SIMMONS  
Marc Jobert  
JOBERT & ASSOCIÉS  
Renaud Jouffroy  
Jennifer Juvénal  
LANDWELL & ASSOCIÉS  
Daniel Arthur Laprès  
CABINET D'AVOCATS  
Benoît Le Bars  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Anne-Marie Moulin  
BANQUE DE FRANCE  
PANALPINA  
Michele Pennings  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES  
Laure Poindessault-Bernard  
Jacques Pourciel  
PARIS NOTAIRE  
Emmanuel Raingeard  
Bernard Reynis  
Frédéric Roussel  
FONTAINE, ROUSSEL &  
ASSOCIÉS  
Hugues Roux  
BANQUE DE FRANCE  
Rizwan A Siddique  
3G - TECC  
Isabelle Smith Monnerville  
VAUGHAN AVOCATS  
Caroline Stéphane  
DELSOL & ASSOCIÉS  
Bruno Thomas  
LANDWELL & ASSOCIÉS -  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES



Marcia Winitzer  
**MARCIA J. WINITZER**  
 Philippe Xavier-Bender  
*GIDE LOYRETTE NOUËL,  
 MEMBER OF LEX MUNDI*  
 Roger J. Benrubi  
*CLEARY GOTTlieb STEEN &  
 HAMILTON LLP*

## GABON

Eyang Abessolo Nauby  
*CONTRÔLEUR DES IMPÔTS*  
 Charles Adenet  
*FIDAFRICA /  
 PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Y.A. Adetona  
*CABINET FIDEXCE*  
 Marcellin Massila  
 Akendengue  
*SEEG, SOCIÉTÉ D'ÉNERGIE ET  
 D'EAU DU GABON*  
 Stephanie Angue Boussougou  
*INSPECTEUR CENTRAL DES  
 IMPÔTS*  
 Gianni Ardizzone  
*PANALPINA*  
 Marie Carmel Ketty  
 Ayimambenwe  
*BANQUE INTERNATIONALE  
 POUR LE COMMERCE ET  
 L'INDUSTRIE*  
 Claude Barone  
 Henri Bernhardt  
*GETMA*  
 Agnese Biye Ngou  
*HUISSIER DE JUSTICE*  
 Jean Delahaye  
*BOLLORE*  
 Léopold Effah  
*ÉTUDE MEKAM'NE & EFFAH  
 AVOCATS ASSOCIÉS*  
 Steeve Romuald Engandza  
 Loussou  
*MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
 DES FINANCES, DU BUDGET ET  
 DE LA PRIVATISATION*  
 Philippe Fouda Fouda  
*BEAC*  
 Anne Gey Bekale  
*NOTARY*  
 Caroline Idrissou-Belingar  
*BEAC*  
 Jacques Lebama  
*MINISTÈRE DE LA JUSTICE,  
 GARDE DES SCEAUX*  
 Athanase Ndoye Loury  
*SYNDIC JUDICIAIRE*  
 Orphée Yvan Mandji  
*AGENCE DE PROMOTIONS DES  
 INVESTISSEMENTS PRIVÉS*  
 Itchola Mano  
*AVOCAT*  
 Pélage Massamba Mouckocko  
*FIDAFRICA /  
 PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Jean-Joel Mebaley  
*DESTINY EXECUTIVES  
 ARCHITECTS - AGENCE DU  
 BORD DE MER*  
 J.R. Lassi Mikala  
*AVOCAT À LA COUR*  
 Abel Mouloungui  
*NOTARY*

Aliette Mounguengui  
 Magnogounou  
*INSPECTEUR CENTRAL DES  
 IMPÔTS*  
 Jean Hilaire Moussavou  
*FUMU TECHNOLOGIE*  
 Haymand Moutsinga  
*AVOCAT À LA COUR*  
 Steeve Romuald Mve  
*PUBLISH WHAT YOU PAY*  
 Reteno N'Diaye Brice  
*DIRECTION GÉNÉRALE DES  
 IMPÔTS*  
 Joel Ndong  
*SERVICE ÉTUDES D'URBANISME  
 AT THE DIRECTION GENERALE  
 D'URBANISME*  
 Ruben Mindonga Ndongo  
*CABINET ME ANGUILER*  
 Thierry Ngomo  
*ARCHIPro INTERNATIONAL*  
 Lubin Ntoutoume  
*AVOCAT*  
 Olivier P. N'Zahou  
*JURISTE*  
 Ferdinand Obiang  
*MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
 DES FINANCES, DU BUDGET ET  
 DE LA PRIVATISATION*  
 Josette Cadie Olendo  
*CABINET OLEND*  
 César Apollinaire Ondo Mve  
*COUR D'APPEL JUDICIAIRE DE  
 LIBREVILLE*  
 Marie-Jose Ongo Mendou  
*FFA JURIDIQUE & FISCAL*  
 Paulette Oyane-Ondo  
*ATTORNEY-AT-LAW*  
 Carine Peron  
*UNION GABONAISE DE BANQUE*  
 Laurent Pommera  
*FIDAFRICA /  
 PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Laurette Poulain  
*TRANSFORM*  
 Christophe A. Relongoué  
*FIDAFRICA /  
 PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Gomes Rene Fidel  
*AVOCAT AU BARREAU  
 NATIONAL DU GABON*  
 Justine Adondjo Reteno  
*AVOCAT*  
 Francois Salangros  
*GEE - GABONAISE D'ÉTUDES  
 ET D'EXPERTISES BATIMENT*  
 Laurent Boris Skitt  
*AGENCE DE PROMOTIONS DES  
 INVESTISSEMENTS PRIVÉS*  
 Dominique Taty  
*FIDAFRICA /  
 PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Didier Thoreau

## GAMBIE

Kelvin Abdallah  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Victoria Andrews  
*AMIE BENSOUDE & Co.*  
 Gideon Ayi-Owoo  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Momodou M. Bah  
*KANIFING MUNICIPAL  
 COUNCIL*  
 Awa Bah  
*DEPARTMENT OF STATE FOR  
 JUSTICE*  
 Alpha Amadou Barry  
*DELOITTE*  
 Amie N.D. Bensouda  
*AMIE BENSOUDE & Co.*  
 Lamin B.S. Camara  
*DANDIMAYO CAMBERS*  
 Neneh-Cham Cham Chongan  
*BASANGSANG CHAMBERS*  
 Emmanuel E. Chime  
*CHIME CHAMBERS*  
 Sulayman B. Chune  
*TAF CONSTRUCTION*  
 A.N.M Ousainu Darboe  
*BASANGSANG CHAMBERS*  
 Ida Denise Drameh  
*IDA D. DRAMEH & ASSOCIATES*  
 Dzidzedze Fiadjo  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Michel Gaye  
 Birgitta Hardmark  
*MAERSK LINE*  
 Haruna Jaiteh  
*OFFICE OF THE CHIEF JUSTICE*  
 Ousman B. Jallow  
*GAMBIA PUBLIC  
 PROCUREMENT AUTHORITY*  
 Alhaji Jallow  
*NATIONAL WATER &  
 ELECTRICITY COMPANY LTD.*  
 Abdoulie Jammal  
*DEPARTMENT OF STATE  
 FOR TRADE INDUSTRY AND  
 EMPLOYMENT*  
 Amadou Janneth  
*NATIONAL WATER &  
 ELECTRICITY COMPANY LTD.*  
 Lamin S. Jatta  
*DELOITTE*  
 Zainab Jawara-Alami  
*GAMBIA REVENUE AUTHORITY*  
 Sulayman M. Joof  
*S.M. JOOF AGENCY*  
 Amie Joof Conteh  
*KUNNI BOY CHAMBERS*  
 Nani Juwara  
*NATIONAL WATER AND  
 ELECTRICITY COMPANY LTD.*  
 Ismaila Kah  
*DEVELOPMENT CONTROL UNIT  
 - DEPARTMENT OF PHYSICAL  
 PLANNING AND HOUSING*  
 Yusupha Kah  
*DEPARTMENT OF STATE  
 FOR TRADE INDUSTRY AND  
 EMPLOYMENT*  
 Amadou Kebbeh  
*GAMBIA PUBLIC  
 PROCUREMENT AUTHORITY*  
 George Kwatia  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Thomas Nielsen  
*GAMBIA SHIPPING AGENCIES*  
 Omar Njie  
*LAW FIRM OMAR NJIE*  
 Pa M. M. N'jie  
*TRUST BANK LTD*

Mary Abdoulie Samba-Christensen  
*LEGAL PRACTITIONER*  
 Jainaba Bah Sambou  
*DEPARTMENT OF STATE FOR  
 JUSTICE*  
 Ebrima Sambou  
*OFFICE OF THE CHIEF JUSTICE,  
 JUDICIARY OF THE GAMBIA*  
 Joseph E. Sarre  
*GAMBIA ARCHITECTURAL AND  
 PLANNING CONSULTANTS*  
 Mama Fatima Singhateh  
*GT BANK*  
 Hawa Sisay-Sabally  
*HAWA SISAY-SABALLY*  
 Raymond Sock  
 Lamin Trawally  
*MAERSK LINE*  
 Darcy White  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
**GÉORGIE**  
 David Abuladze  
*PRESIDENT OF THE UNION OF  
 ARCHITECTS OF GEORGIA*  
 Irakli Adeishvili  
*TBILISI CITY COURT, CHAMBER  
 OF CIVIL CASES*  
 Natalia Babakishvili  
*MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
 DZIDZIGURI (MKD) LAW FIRM*  
 Niko Bakashvili  
*AUDITORIAL FIRM BAKASHVILI  
 & Co.*  
 Giorgi Begiashvili  
*BEGIASHVILI & Co. LIMITED  
 LAW OFFICES*  
 Revaz Beridze  
*USAID BUSINESS CLIMATE  
 REFORM*  
 Sandro Bibilashvili  
*BGI LEGAL*  
 Bondo Bolkvadze  
*CHEMONICS USAID  
 CONTRACTOR*  
 Temur Bolotashvili  
*USAID BUSINESS CLIMATE  
 REFORM PROJECT*  
 Suliko Chachava  
*CARGO LOGISTICS GROUP*  
 Vazha Chopikashvili  
*ASSOCIATION FOR PROTECTION  
 OF LANDOWNERS RIGHTS  
 (APLR)*  
 Katie Dolidze  
*ALLIANCE GROUP HOLDING*  
 Tsotne Ebralidze  
*ARCI ARCHITECTURE &  
 DEVELOPMENT*  
 Courtney Fowler  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Mariam Gabunia  
*MINISTRY OF ECONOMIC  
 DEVELOPMENT*  
 David Giorgadze  
*ASSOCIATION FOR PROTECTION  
 OF LANDOWNERS RIGHTS  
 (APLR)*  
 Lasha Gogiberidze  
*BGI LEGAL*  
 Alexander Gomiashevili  
*JSC CREDIT INFO GEORGIA*

Mamuka Gordeziani  
*GTS TRANS LOGISTICS*  
 Tamuna Gvaramia  
*BGI LEGAL*  
 Irakli Gvilia  
*CREDIT INFO GEORGIA*  
 Gia Jandieri  
*NEW ECONOMIC SCHOOL -  
 GEORGIA*  
 David Kakabadze  
*GEORGIAN LEGAL  
 PARTNERSHIP*  
 Grigol Kakauridze  
*MINISTRY OF ECONOMIC  
 DEVELOPMENT*  
 Luisa Khitarishvili  
*BOOZ ALLEN HAMILTON*  
 Tamaz Khizanishvili  
*TBILISI STOCK EXCHANGE*  
 Ivan Khokhlov  
*DLA PIPER GVINADZE &  
 PARTNERS LP*  
 Maka Khutsishvili  
*CAUCASTRANS EXPRESS*  
 Victor Kipiani  
*MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
 DZIDZIGURI (MKD) LAW FIRM*  
 Anastasia Kipiani  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Sergi Kobakhidze  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Aieti Kukava  
*ALLIANCE GROUP HOLDING*  
 Vakhtang Lejhava  
 David Lelashvili  
*CHEMONICS, USAID  
 CONTRACTOR*  
 Giorgi Liluashvili  
*BGI LEGAL*  
 Jaba Mamulashvili  
*BEGIASHVILI & Co.*  
 Ekaterine Meskhidze  
*NATIONAL AGENCY OF PUBLIC  
 REGISTRY*  
 Roin Migriauli  
*LAW OFFICE "MIGRIAULI &  
 PARTNERS"*  
 Maia Okruashvili  
*GEORGIAN LEGAL  
 PARTNERSHIP*  
 Mamuka Papuashvili  
*ENERGO PRO GEORGIA*  
 Givi Petriashvili  
*IFC*  
 Joseph Salukvadze  
*TBILISI STATE UNIVERSITY*  
 Manzoor Shah  
*GLOBALINK LOGISTICS GROUP*  
 Vakhtang Shevardnadze  
*MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
 DZIDZIGURI (MKD) LAW FIRM*  
 Irakli Songulia  
*ASSOCIATION FOR PROTECTION  
 OF LANDOWNERS RIGHTS  
 (APLR)*  
 Rusa Sreseli  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*  
 Anna Tabidze  
*MGALOBlishVILI, KIPIANI,  
 DZIDZIGURI (MKD) LAW FIRM*  
 Matthew Tallarovic  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Giorgi Tatilashvili  
*ENERGO PRO*

Giorgi Tavartkiladze  
*DELOITTE*

Tamara Tevdoradze  
*BGI LEGAL*

Maia Tevzadze  
*USAID BUSINESS CLIMATE  
REFORM PROJECT*

Vladimer Tsophurashvili  
*CAUCASBUSINESSAUDIT LTD*

Aleksandre Tvildiani  
*ALLIANCE GROUP CAPITAL*

Tato Urjumelashvili  
*USAID BUSINESS CLIMATE  
REFORM PROJECT*

## GHANA

Kelvin Abdallah  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Seth Adom-Asomaning  
*PEASAH-BOADU & Co.*

Seth Agyapong-Mensah  
*FUGAR & Co.*

Nene Amegatcher  
*SAM OKUDZETO & ASSOCIATES*

Wilfred Kwabena Anim-  
Odame  
*LAND VALUATION BOARD*

Adwoa S. Asamoah Addo  
*FUGAR & Co.*

Gideon Ayi-Owoo  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Elsie A. Awadzi  
*LAWFIELDS CONSULTING*

Emefa Baeta  
*LARYEA, LARYEA & Co. PC.*

Ellen Bannerman  
*BRUCE-LYLE BANNERMAN &  
THOMPSON*

Reginald Bannerman  
*BRUCE-LYLE BANNERMAN &  
THOMPSON*

Gwendy Bannerman  
*FUGAR & Co.*

Juliet Boabang  
*BENTSI-ENCHILL & LETSA,  
MEMBER OF LEX MUNDI*

Abed Buabur  
*ANDAH AND ANDAH*

Dzidzedze Fiadjoe  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

William Edem Fugar  
*FUGAR & Co.*

John Robert Jenkins  
*GOLDEN JUBILEE TERMINAL*

Rosa Kudoadzi  
*BENTSI-ENCHILL & LETSA,  
MEMBER OF LEX MUNDI*

George Kwatia  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Kenneth D. Laryea  
*LARYEA, LARYEA & Co. P.C.*

Woodsworth Odamé Larbi  
*MINISTRY OF LANDS,  
FORESTRY & MINES*

Sam Okudzeto  
*SAM OKUDZETO & ASSOCIATES*

Jacob Saah  
*SAAH & Co.*

Benjamin Sackar  
*BRUCE-LYLE BANNERMAN &  
THOMPSON*

Darcy White  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

## GRÈCE

George Apostolakis  
*APOSTOLAKOS ARCHITECTS*

Ioanna Argyraki  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS  
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER  
OF SEE LEGAL*

Andreas Bagias  
*KELEMENIS & Co.*

Panayotis Bernitsas  
*M & P BERNITSAS LAW  
OFFICES*

Alkistis Christofilou  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Sotiris Constantinou  
*GRANT THORNTON*

Theodora D. Karagiorgou  
*LAW OFFICE T.J. KOUTALIDIS*

Eleni Dikonimaki  
*TEIRESIAS S.A. INTERBANKING  
INFORMATION SYSTEMS*

Anastasia Dritsa  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS  
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER  
OF SEE LEGAL*

Margarita Flierianou  
*ECONOMOU INTERNATIONAL  
SHIPPING AGENCIES*

Maira Galani  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Antigoni Gkarla  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Yannis Kelemenis  
*KELEMENIS & Co.*

Nicholas Kontizas  
*ZEPOS & YANNOPOULOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI*

Roula Koumparouli  
*KREMALIS LAW FIRM, MEMBER  
OF IUS LABORIS*

Yannis Kourniotis  
*M & P BERNITSAS LAW  
OFFICES*

Dimitrios Kremalis  
*KREMALIS LAW FIRM, MEMBER  
OF IUS LABORIS*

Tom Kyriakopoulos  
*KELEMENIS & Co.*

Olga Maria Kyritsi  
*KREMALIS LAW FIRM, MEMBER  
OF IUS LABORIS*

Vassiliki G. Lazarakou  
*ZEPOS & YANNOPOULOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI*

Ioanna Lazaridou -  
Elmaloglou  
*KELEMENIS & Co.*

Evangelia Martinovits  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

John Mazarakas  
*ELIAS PARASKEVAS ATTORNEYS  
1933*

Yiannis Mazarakas  
*ELIAS PARASKEVAS ATTORNEYS  
1933*

Effie G. Mitsopoulou  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS  
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER  
OF SEE LEGAL*

Athanassios Pantazopoulos  
*IKRP ROKAS & PARTNERS AND  
DR. A. PANTAZOPOULOS*

Antonios Papadimitropoulos  
*ROUSSOS & PARTNERS*

Athanassia Papantoniou  
*KELEMENIS & Co.*

Dimitris E. Paraskevas  
*ELIAS PARASKEVAS ATTORNEYS  
1933*

Konstantinos Pistiolis  
*ELIAS PARASKEVAS ATTORNEYS  
1933*

Katerina Politi  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS  
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER  
OF SEE LEGAL*

Mary Psylla  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Kleanthis Roussos  
*ROUSSOS & PARTNERS*

Alexandros Sakipis  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Ioannis Samios  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS  
& DANILOLOS ISSAIAS, MEMBER  
OF SEE LEGAL*

Harris Skordakis  
*PRICewaterhouseCOOPERS  
BUSINESS SOLUTIONS S.A.*

Alexia Stratou  
*KREMALIS LAW FIRM, MEMBER  
OF IUS LABORIS*

Spyridon Tsallas  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Antonios Tsavdaridis  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Christina Vlachtsis

Mariantzela Vlagopoulou  
*KREMALIS LAW FIRM, MEMBER  
OF IUS LABORIS*

Vicky Xourafa  
*KYRIAKIDES GEORGIOPOULOS &  
DANILOLOS ISSAIAS LAW FIRM*

Freddy Yatracou  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Anna Zaravinou

## GRENADA

Robert Branch  
*SUPREME COURT*

James Bristol  
*HENRY, HENRY & BRISTOL*

Evelyn Cenac  
*CUSTOMS*

Zarah Chase  
*GRENADA ELECTRICITY  
SERVICES LTD.*

Anslem DeBourg  
*LABOUR DEPARTMENT*

Ruggles Ferguson  
*CIBONEY CHAMBERS*

Leroy Flavigny  
*CUSTOMS*

Cosmus George  
*REASONABLE SERVICES LTD*

Henry Joseph  
*ACCOUNTANTS & BUSINESS  
SERVICES*

Kurt LaBarrie  
*CREATIVE DESIGN*

Dickon Mitchell  
*GRANT JOSEPH & Co.,  
MEMBER OF LEX MUNDI*

Niel Noel  
*HENRY HUDSON - PHILLIPS  
& Co.*

David Sinclair  
*SINCLAIR ENTERPRISES  
LIMITED*

Casandra Slocombe  
*GRENADA ELECTRICITY  
SERVICES LTD.*

Trevor St. Bernard  
*LEWIS & RENWICK*

Phinsley St. Louis  
*ST. LOUIS SERVICE*

*SUPREME COURT REGISTRY*

Roselyn Wilkinson  
*WILKINSON, WILKINSON &  
WILKINSON*

Daniella Williams  
*DANNY WILLIAMS & Co.*

## GUATEMALA

Rodolfo Alegria Toruno  
*BELTRANENA, DE LA CERDA Y  
CHAVEZ*

Maria Andrea Rimola Monroy  
*CÁMARA GUATEMALTECA DE  
LA CONSTRUCCIÓN*

Pedro Aragón  
*ARAGÓN & ARAGÓN*

Norka Aragón  
*MAYORA & MAYORA, S.C.*

Ruby María Asturias Castillo  
*ACZALAW*

Alexander Azienstadt  
*BELTRANENA, DE LA CERDA Y  
CHAVEZ*

María de los Angeles Barillas  
Buchhalter  
*SARAVIA & MUÑOZ*

Amaury Barrera  
*DHV CONSULTANTS*

Roberto Batres  
*CARRILLO & ASOCIADOS*

Guillermo Bonillo  
*BONILLA, MONTANO,  
TORIELLO & BARRIOS*

María del Pilar Bonillo  
*BONILLA, MONTANO,  
TORIELLO & BARRIOS*

Caroline Bono  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Mario Adolfo Búcaro Flores  
*DÍAZ-DURÁN & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW*

Agustín Buezo  
*ARROW CARGO*

Eva Cacacho González  
*QUINONES, IBARGÜEN & LUJÁN*

Rodrigo Callejas Aquino  
*CARRILLO & ASOCIADOS*

Juan Pablo Carrasco de  
Groote  
*DÍAZ-DURÁN & ASOCIADOS -  
CENTRAL LAW*

Alfonso Carrillo  
*CARRILLO & ASOCIADOS*

Francisco José Castillo  
Chacón  
*AGUILAR CASTILLO LOVE*

Juan Carlos Castillo Chacón  
*AGUILAR CASTILLO LOVE*

Vanessa Castro Mirón  
*MAYORA & MAYORA, S.C.*

José Cerezo  
*PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES*

Paola van der Beek de  
Andrino  
*CÁMARA GUATEMALTECA DE  
LA CONSTRUCCIÓN*

Karla de Mata  
*CPS LOGISTICS*

Rolando De Paz Barrientos  
*TRANSUNION*

Estuardo Enrique Echeverría  
Nova  
*SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS*

*FEDEx*

Alejandro Fernández de  
Castro  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Walter Figueroa  
*CÁMARA GUATEMALTECA DE  
LA CONSTRUCCIÓN*

Rodolfo Fuentes  
*PROTECTORA DE CRÉDITO  
COMERCIAL*

Veronika Sofia Gonzalez Bran  
*DÍAZ-DURÁN & ASOCIADOS -  
CENTRAL LAW*

Miguel Angel Gualim  
*DHV CONSULTANTS*

Bethsy Hernandez  
*DHV CONSULTANTS*

Juan Jegerlehner  
*SARAVIA & MUÑOZ*

Christian Lanuza  
*DÍAZ-DURÁN & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW*

Guillermo Lopez-Davis  
*BUFETE LOPEZ CORDERO*

Andrés Lowenthal  
*MAYORA & MAYORA, S.C.*

María Isabel Luján  
Zilbermann  
*QUINONES, IBARGÜEN & LUJÁN*

Sasha Maldonado  
*AGUILAR CASTILLO LOVE*

Enrique Maldonado  
*MINISTRY OF ECONOMY*

Marco Antonio Martinez  
*CPS LOGISTICS*

Estuardo Mata Palmieri  
*QUINONES, IBARGÜEN & LUJÁN*

Edgar Mendoza  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Hugo Menes  
*AYORA & MAYORA, S.C.*

Guillermo Montano  
*TRANSACTEL INC.*

Ramón Ortega  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Marco Antonio Palacios  
*PALACIOS & ASOCIADOS*

Andrea Paniagua  
*PRICewaterhouseCOOPERS*

Luis Pellecer  
CARRILLO & ASOCIADOS

Luis Rene Pellecer Lopez  
CARRILLO & ASOCIADOS

Jose Enrique Pensabene  
PALACIOS Y ASOCIADOS

Rita Pérez  
ARAGÓN & ARAGÓN

Manuel Pérez  
CARRILLO & ASOCIADOS

Francisco Piloná  
DHV CONSULTANTS

Julio Pinedo  
PRICewaterhouseCOOPERS

Gloria. E. Polanco  
FRUTAS TROPICALES DE  
GUATEMALA, S.A. (FRUTESA)

Andres Porras Castillo  
TRANSUnion

Fernando Quezado Toruño  
Quezada  
BUFETE QUEZADA TORUÑO,  
S.A.

Marco Tulio Reyna  
CÁMARA GUATEMALTECA DE  
LA CONSTRUCCIÓN

Alfredo Rodríguez Mahuad  
RODRIGUEZ, CASTELLANOS,  
SOLARES & AGUILAR, S.C.  
-CONSORTIUM LEGAL

Jorge Rolando Barrios

Salvador A. Saravia Castillo  
SARAVIA & MUÑOZ

Klamcy Solorzano  
DHV CONSULTANTS

Juan Tejada  
PRICewaterhouseCOOPERS

José Augusto Toledo Cruz  
ARIAS & MUÑOZ

Arelis Torres de Alfaro  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS

Elmer Vargas  
ACZALAW

Raquel Villeda  
MAYORA & MAYORA, S.C.

Julio Yon  
DISAGRO, SOLUCIONES  
LOGISTICAS

## GUINÉE

Thierno A T Bah  
CABINET IRDED

Aminata Bah Tall  
NIMBA CONSEIL

Alpha Bakar Barry  
CABINET KARAMOKO ALPHA  
BARRY

Thérèse Beticka  
NIMBA CONSEIL

Sékou Camara  
DIRECTION NATIONALE DES  
IMPÔTS

Elhadj Ibrahima Sory Cissé  
TRIBUNAL DU TRAVAIL DE  
CONAKRY

Aissata Diakite  
NIMBA CONSEIL

Mamadou Aliou Chérif Diallo  
KOUTOU

Safiatou Kalissa  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mohamed Lahlou  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Soumah Mama Aissata  
MINISTÈRE DU COMMERCE

Raoul Mouthe  
NIMBA CONSEIL

Guy Piam  
NIMBA CONSEIL

Raffi Raja  
CABINET KOÛMY

Nanamoudou Sangare  
AEAE

André Sangare  
CABINET UIBG

SOCOPAO – SDV

Yansane Soumah  
MANQUEPAS

Facinet Soumah  
TRIBUNAL PREMIÈRE INSTANCE  
DE KALUOM

Ibrahima Sory Sow  
BANQUE CENTRALE

Momoya Sylla  
NIMBA CONSEIL

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alphonse Temedieu  
NIMBA CONSEIL

## GUINÉE-BISSAU

Duarte Adolfo  
BANCO DA ÁFRICA  
OCIDENTAL, S. A.

Adelaide Mesa D'Almeida  
SOLE PRACTITIONER

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Octávio Lopes  
OCTÁVIO LOPES ADVOGADOS –  
MIRANDA ALLIANCE

Miguel Mango  
AUDI - CONTA LDA

Armando Mango  
ORDEM DOS ADVOGADOS DA  
GUINÉ-BISSAU

Jaló Pires  
MINISTERIO DA JUSTICA

Augusto Regala

Ribeiro  
REGALA

João Daniel Vaz Jr.  
TRANSVAZ, LDA

**GUINÉE  
ÉQUATORIALE**

Leoncio-Mitogo Edjang Avoro  
ATTORNEY-AT-LAW

Philippe Fouda Fouda  
BEAC

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Sébastien Lechêne  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Franck Mamelin  
PANALPINA TRANSPORTES  
MUNDIALES S.A.R.L.

Ponciano Mbomio Nvo  
GABINETE JURIDICO

François Münzer  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

## GUYANA

Ashton Chase  
LAW OFFICE OF ASHTON  
CHASE ASSOCIATES

DEEDS REGISTRY

Lucia Loretta Desir  
D & J SHIPPING SERVICES

GUYANA OFFICE FOR  
INVESTMENT

HIGH COURT

Rexford Jackson  
SINGH, DOODNAUTH LAW  
FIRM

LAND REGISTRY

Rakesh Latchana  
RAM & McRAE

Colin Murray  
COASTAL CONSTRUCTION  
SERVICES

Christopher Ram  
RAM & McRAE

Josephine Whitehead  
CAMERON & SHEPHERD

## HAÏTI

Lionel Allen  
ARCHITECT

Gemma Anglade  
BROWN LEGAL GROUP

Joel Baussan  
CARIMPEX

Samuel Bien Aime  
MINISTÈRE DU COMMERCE ET  
DE L'INDUSTRIE

Brierre Pierre  
CABINET DE LESPINASSE

Jean Baptiste Brown  
BROWN LEGAL GROUP

Steve Christian Brown  
BROWN LEGAL GROUP

Martin Camille Cangé  
ÉLECTRICITÉ D'HAÏTI

Raoul Celestin  
LES ENTREPRISES  
COMMERCIALES JOSEPH  
NADAL S.A.

Djacaman Charles  
CABINET GASSANT

Philippe-Victor Chatelain  
CHATELAIN CARGO SERVICES

Diggan d'Adesky  
D'ADESKY IMPORT EXPORT  
S.A.

Christian De Lespinnasse  
CABINET DE LESPINASSE

Berto Dorcé  
JURIS EXCEL

Rigaud Duplan

Jean Gerard Eveillard  
CABINET EVEILLARD

Camille Fievre  
JURIS EXCEL

Irma Frederic  
AVOCAT

Enerlio Gassant  
CABINET GASSANT

Saurel Gilet  
MINISTÈRE DU COMMERCE ET  
DE L'INDUSTRIE

Emile Giordani

Gilbert Giordani  
ETUDE BRISSON CASSAGNOL

Archimelec Guerrier  
CABINET GASSANT

Sylvie Handal  
HUDICOURT-WOOLLEY

Chantal Hudicourt-Ewald  
CABINET HUDICOURT-  
WOOLLEY

Marc Hebert Ignace  
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE  
D'HAÏTI

Luciner Joseph  
MAIRIE DE PETIONVILLE

Kareen T. Laplanche  
UN HABITAT

Wilhelm E. Lemke, Jr  
ENMARCOLDA (D'ADESKY)

Louis Gary Lissade  
CABINET LISSADE

Robertson Louis  
CABINET GASSANT

Freshnel Lucien  
CABINET GASSANT

Kathia Magloire  
CABINET GASSANT

Alexandrine Nelson  
CHATELAIN CARGO SERVICES

Joseph Paillant  
ORDRE DES COMPTABLES  
PROFESSIONNELS AGRÉÉS  
D'HAÏTI

Jean Frederic Sales  
CABINET SALES

Margarette Sanon  
BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE  
D'HAÏTI

Paul Emile Simon  
ARCHITECT

Salim Succar  
CABINET LISSADE

Jean Vandal  
VANDAL & VANDAL

## HONDURAS

Fernando Aguilera  
FIDE

Juan José Alcerro Milla  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Lidabel Almdéndez de Vijil  
COHEP (CONSEJO  
HONDUREÑO DE LA EMPRESA  
PRIVADA)

Caroline Bono  
PRICewaterhouseCOOPERS

Claudia Patricia Cartagena  
OFICINA DE TRANSPARENCIA  
DEL CONGRESO NACIONAL DE  
HONDURAS

Héctor Danilo Cartagena  
Gamero  
PRICewaterhouseCOOPERS

Janeth Castañeda de Aquino  
GRUPO CROPA PANALPINA

Joel Castillo  
AGENCIA ADUANERA Y  
MARÍTIMA CARE

Carmen Chevez  
COMISION NACIONAL DE  
BANCOS Y SEGUROS

Ramón Discua  
BATRES, DISCUS, MARTINEZ  
ABOGADOS

Francisco Guillermo Durón  
Lopez  
BUFETE DURÓN

Fernando Fernández  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Alejandro Fernández de  
Castro  
PRICewaterhouseCOOPERS

Lillizeth Garay  
CNBS

Dania Waldina Gomez  
DELOITTE S.A. DE C.V.

Santiago Herrera  
FIDE

Marcela López Carrillo  
PRICewaterhouseCOOPERS

Heidi Luna  
GARCÍA & BODÁN

Dennis Matamoros Batson  
ARIAS & MUÑOZ

Rafael Enrique Medina Elvir  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Juan Carlos Mejía Cotto  
INSTITUTO DE LA PROPIEDAD

Ramón E. Morales  
PRICewaterhouseCOOPERS

Orestila Muñoz  
EMPRESA NACIONAL DE  
ENERGÍA ELÉCTRICA

Jazna Vanessa Oueli  
GARCÍA & BODÁN

Ramón Ortega  
PRICewaterhouseCOOPERS

Andrea Paniagua  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jose Ramon Paz  
J.R. PAZ & ASOCIADOS

Julio Pinedo  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mauricio Quinónez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dino Rietti  
ARQUITECTNICA

Milton Rivera  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

José Rafael Rivera Ferrari  
J.R. PAZ & ASOCIADOS

Enrique Rodríguez Burchard  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Fanny Rodríguez del Cid  
ARIAS & MUÑOZ

Martha R Saenz  
ZACARÍAS & ASOCIADOS

Godofredo Siercke  
GARCÍA & BODÁN

Edgardo H. Sosa  
EMPRESA NACIONAL DE  
ENERGÍA ELÉCTRICA

Cristian Stefan Handal  
ZACARÍAS & ASOCIADOS

Juan Tejada  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Torres  
COHEP (CONSEJO  
HONDUREÑO DE LA EMPRESA  
PRIVADA)

Armando Urtecho López  
COHEP (CONSEJO  
HONDUREÑO DE LA EMPRESA  
PRIVADA)

Roberto Manuel Zacarías  
Urrutia  
ZACARÍAS & ASOCIADOS

## HONG KONG, CHINE

Brian Barron  
BAKER & MCKENZIE

Nicholas Chan  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY  
LLP

Albert P.C. Chan  
THE HONG KONG  
POLYTECHNIC UNIVERSITY

Alex Chan  
THE LAND REGISTRY

Vashi Chandi  
EXCELLENCE INTERNATIONAL

Deborah Cheng  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY  
L.L.P.

Winnie Cheung  
THE LAND REGISTRY

Patrick Fontaine  
LINKLATORS

Alexander Gong  
BAKER & MCKENZIE

Andrew Halkyard

Keith Man Kei Ho  
WILKINSON & GRIST

Rod Houng-Lee  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kwok Ho Lam  
CLP POWER LIMITED

Cindy Lam  
THE LAND REGISTRY

David Lawrence  
DEACONS

Damasus Mak  
INTERLITE COMPANY LIMITED

Andrea Pellicani  
OVERSEAS ASIA

Randolph Perry  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Martinal Quan  
METOPRO ASSOCIATES LTD.

Sara Tong  
TEMPLE CHAMBERS

Anita Tsang  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lawrence Tsong Tsong  
TRANSUNION

Tak Kei Wan  
CLP POWER LIMITED

Susanne Wong  
HONG KONG ECONOMIC &  
TRADE OFFICE

Raymond Wong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Alexander Yuen  
TRANSUNION

## HONGRIE

MORLEY ALLEN & OVERY  
IRODA

Pethő Ádám  
BISZ CENTRAL CREDIT  
INFORMATION LTD

Mark Balastyai  
FUTUREAL HOLDING CO.

Péter Bárdos

Sándor Békési  
PARTOS & NOBLET LOVELLS

Judit Bókai  
DR BÓKAI NOTARY OFFICE

Hedi Bozsonyik  
SZECSKAY ATTORNEYS-AT-LAW

Zsuzsanna Cseri  
BÁRD, CSERI & PARTNERS  
LAW FIRM

István Sándor  
KELEMEN, MESZAROS, SANDOR  
& PARTNERS

Dalma Dudás  
RÉTI, ANTALL & MADL  
LANDWELL

Gabriella Erdos  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

György Fehér  
BELLÁK & PARTNERS LAW  
OFFICE, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Anna Gáspár  
BUILD-ECON LTD.

Karolina Gombos  
IB GRANT THORNTON  
CONSULTING KFT.

IFS LTD.

Norbert Izer  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zsuzsa Kardos  
BELLÁK & PARTNERS LAW  
OFFICE, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Zsuzsanna Károlyi  
BELLÁK & PARTNERS LAW  
OFFICE, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Adrienn Keller  
BELLÁK & PARTNERS LAW  
OFFICE, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Andrea Kocziha  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Russell Lambert  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Petra Lencs  
BÁRD, CSERI & PARTNERS  
LAW FIRM

Dóra Máthé  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Richárd Medve  
RÉTI, ANTALL & MADL  
LANDWELL LAW FIRM

Lívia Mihovics  
RÉTI, ANTALL & MADL  
LANDWELL LAW FIRM

László Mohai

Judit Nagy  
BELLÁK & PARTNERS LAW  
OFFICE, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Sándor Németh  
SZECSKAY ATTORNEYS-AT-LAW

Tamás Pásztor  
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW  
OFFICE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Tibor Szabó  
RÉTI, ANTALL & MADL  
LANDWELL LAW FIRM

András Szecskay  
SZECSKAY ATTORNEYS-AT-LAW

Ilona Szarka  
IB GRANT THORNTON  
CONSULTING KFT.

Ágnes Szent-Ivány  
SÁNDOR SZEGEDI SZENT-IVÁNY  
KOMÁROMI EVERSHEDES

Viktória Szilágyi  
NAGY ÉS TRÓCSÁNYI LAW  
OFFICE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

László Szűcs  
RÉTI, ANTALL & MADL  
LANDWELL LAW FIRM

Tibor Torok  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ádám Tóth  
DR. TÓTH & DR. GÁSPÁR  
KÖZJEGYZŐI IRODA

Gábor Varga  
BISZ CENTRAL CREDIT  
INFORMATION LTD

Agnes Wolford  
BUDAPEST VIII. DISTRICT  
MUNICIPALITY

Blanka Zombori  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## ÎLES MARSHALL

Kenneth Barden  
ATTORNEY-AT-LAW

Jerry Kramer  
PACIFIC INTERNATIONAL, INC.

Philip Welch  
MICRONESIAN SHIPPING  
AGENCIES INC.

## ÎLES SALOMON

Don Boykin  
PACIFIC ARCHITECTS LTD

John Katahanas  
SOL - LAW

Andrew Radclyff  
BARRISTER & SOLICITOR

Roselle R. Rosales  
PACIFIC ARCHITECTS, LTD.

Gregory Joseph Sojnocki  
MORRIS & SOJNOCKI  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Gerald Stenzil  
TRADCO SHIPPING

## INDE

Nagarajan A.  
KARTHIK DIESEL SALES &  
SERVICE

Rajan A.  
SWEKA INTERNATIONAL

Dulal Acharyya  
PARASNATH TECH GARMENTS  
PVT., LTD.

Amit Agarwal  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rohini Aggarawal  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jameel Ahmed  
ALIFBIZ

AJIT BHUTA AND ASSOCIATES

Rajiv Anand  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Palanikumar Arumugam  
VARIETY FASHIONS

AUM ARUCHITECTS

Pavithra B.  
MAHARANI LAXMI AMMANNI  
CENTRE FOR SOCIAL SCIENCE  
RESEARCH

Rohit Bajaj  
CHAWLA & Co.

Vikas Bansal  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daksha Bara  
MAHARANI LAXMI AMMANNI  
CENTRE FOR SOCIAL SCIENCE  
RESEARCH

Aditya Bhardwaj  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Prachi Bhardwaj  
TRILEGAL

Nitesh Bhasin  
TRILEGAL

BHASIN INTERNATIONAL

Leena Chacko  
AMARCHAND & MANGALDAS  
& SURESH A. SHROFF & Co.

Aman Chanda  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Harshala Chandorkar  
CREDIT INFORMATION BUREAU  
LTD.

Vipul Chaturvedi  
INNOVATIVE ECO-CARE PVT.  
LTD.

Jyoti Chaudhari  
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

Anamika Chaudhary  
INFINI JURIDIQUE

Harminder Chawla  
CHAWLA & Co.

Manjula Chawla  
MCA LEGAL

Nimish Choudhary  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sachin Chugh  
SINGHI CHUGH & KUMAR,  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Kamlesh Desai  
MANGAL EXPORTS

Prashant Dharia  
ANANT INDUSTRIES

Rahul Dhawan  
FOX MANDAL

Thambi Durai  
T. DURAI & Co.

Koshy G. George  
KARTHIK DIESEL SALES &  
SERVICE

C.V. Ganesh  
KARTHIK DIESEL SALES &  
SERVICE

Rahul Garg  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

G.D. SMABHARE AND CO.

Mayur Ghadia  
BHAVNA ELECTRICAL  
INDUSTRIES

Rajesh Gopinath  
REGENT TELECOM

Dinesh Gupta  
HARI OM INTERNATIONAL

Anil Gupta  
HITECH GROUP

Chander Gupta  
MR TOBACCO PVT., LTD.

Vinay Gupta  
VINAY K GUPTA & Co.

Mano Haran  
ACE OVERSEAS

Akil Hirani  
MAJMUDAR & Co.

INDIA BUSINESS DATABASE.  
COM

Vipin Jain  
SHREE BHIKSHU MARBLE AND  
GRANITES

Ashok Jain  
SURAJ OVERSEAS

Atul Jani  
GAYATRI POLYMERS &  
GEOSYNTHETICS.

Malini Jayakumar  
SRIBALAJI COSMETICS

Dharmendra Johari  
STONEX INC.

G. D. Joseph  
JOSEPH & Co.

Swaminathan Kalyanaraman  
DAKSHIN KREATIONS PRIVATE  
LIMITED

Dinesh Kanabar  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

A.V. Kane  
THE BRIHAN MUMBAI  
ELECTRIC SUPPLY &  
TRANSPORT UNDERTAKING

Vaishal Kapadia  
SHIDIMO INTERAUX PVT. LTD.

Deepti Kapoor  
FOX MANDAL

Sushmita Kapur  
FOX MANDAL

Rajas Kasbekar  
LITTLE & Co.

Arun Kedia  
VAV LIFE SCIENCES P. LTD.

Rajesh Khandelwal  
SUMAN ENTERPRISES

Avinash Kumar  
CHAWLA & Co.

Suraj Kumar  
CHAWLA & Co.

Sailesh Kumar  
DRAGON EXPRESS FREIGHT  
PVT LTD.



Debashis Kumar  
GANAPATI UDYOG

Abhishek Kumar  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Karsh Kumar  
SINGHI CHUGH & KUMAR,  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Vinu Kurian  
BETA HEALTHCARE PRODUCTS  
PRIVATE LTD.

Poonam Lila

LEO CIRCUIT BOARDS PVT.  
LTD.

Manjunath Madhav  
RIECO

Manish Madhukar  
INFINI JURIDIQUE

MAHARANI LAXMI AMMANNI  
CENTRE FOR SOCIAL SCIENCE  
RESEARCH

Som Mandal  
FOX MANDAL

Vipender Mann  
KNM & PARTNERS, LAW  
OFFICES

Kapish Mehta

Dara Mehta  
LITTLE & CO.

Gajendra Mehta  
NIMBUS CORPORATION

Jitesh Mehta  
SOURCE INDIA

R.K. Mishra  
METRO ASSOCIATES

Sharad Mishra  
NEO MULTIMEDIAN

Saurabh Misra  
PARAS KUHAD & ASSOCIATES,  
ADVOCATES ("PKA")

Deepti Mittal  
VINAY K GUPTA & CO.

Ravi Modi  
DEV ROADLINES PVT. LTD.

Vikash Mohta  
P.A. INTERNATIONAL

R. Muralidharan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Satish Murti  
MURTI & MURTI  
INTERNATIONAL LAW  
PRACTICE

Anshoo Nayar  
FOX MANDAL

NINE INTERNATIONAL

Anand Nivas  
DRAGON EXPRESS FREIGHT  
PVT. LTD.

Rajesh Palavankar  
INDOGLOBAL HEALTH  
SCIENCES PRIVATE LIMITED

Janak Pandya  
NISHITH DESAI ASSOCIATES

Sujit Parakh  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

N. B. Patel  
R.K. PLAST & ENGINEERS

Sanjay Patil  
Ashish Patole  
ACCENT TRENDZ

Niti Paul  
CHAWLA & Co.

Francisca Philip  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Nitin Potdar  
J. SAGAR ASSOCIATES,  
ADVOCATES & SOLICITORS

M. Prabhakaran  
CONSULTA JURIS

Anand Prasad  
TRILEGAL

Ahuja Punita  
SINGHI CHUGH & KUMAR,  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Atramuddin Qureshi  
HANDMADE CREATIONS

RAHUL EXPORTS

Capt Raj  
BRAHMA SHIPPING &  
LOGISTICS

Karthik Raja  
KNITTED GARMENTS  
EXPORTER

Sundar Rajan  
CASSANOVA TEXTILES

Mohan Rajasekharan  
MCA LEGAL

Krishnamurthy  
Ramachandran  
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

Mohan Ramakrishnan  
SATHYA AUTO PRIVATE  
LIMITED

Rangaswamy Ramakrishnan  
TOP METROLOGY PVT. LTD.

Ashok Ramgir  
HARSH IMPEX

Dipak Rao  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Jessica Maria Rodrigues  
KAVJESS EXPORT IMPORT  
TRADING COMPANY

Martin Clifford Rodrigues  
MAX EXPORTS

ROOPA TEXTILES AND  
TRIMMINGS

Sameer Sah  
MAJMUDAR & CO.

Abhishek Saket  
INFINI JURIDIQUE

Dushir Saksena  
ICFAI SCHOOL OF FINANCIAL  
STUDIES

Sudhir Saksena  
ICFAI SCHOOL OF FINANCIAL  
STUDIES

Richie Sancheti  
NISHITH DESAI ASSOCIATES

Deepak Sanghavi  
ARL GLOBAL

Radhika Sankaran  
FOX MANDAL

V. Siva Sankaran  
T.S. CLASSIQUE

Mohit Saraf  
LUTHRA & LUTHRA

Neha Satav  
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

Srinivasan Seenu  
AIR TRAVELS

Ratnika Sehgal  
CHAWLA & Co.

Ramani Seshadri

Dilip Shah

Parag Shah  
FOX MANDAL

Prakash Shah  
PARIJAT MARKETING SERVICES

Ramasamy Shankar

Purushotam Sharma  
GAJRAJ MEHANDI UYDOG

Ranjan Sharma  
NET LINK COMPUTER

Anand Sharma  
R.K. INDUSTRIES

Shivanand Shenoy

Tushar Shinde  
PRECISE BIOPHARMA PVT.  
LTD.

Vikram Shroff  
NISHITH DESAI ASSOCIATES

Rajnish Shukla  
SINGHI CHUGH & KUMAR,  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Sukhpreet Singh  
CHAWLA & Co.

Ravinder Singh  
INTERNATIONAL TOOLS Co.

Amaresh Kumar Singh  
LUTHRA & LUTHRA

Kaviraj Singh  
TRUSTMAN & Co

Ravinder Singhania  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Arvind Sinha  
BUSINESS ADVISORS GROUP

Uppu Sivaiah  
ESPRIT DE CORPS INDIA

Ramamurthy Srinivasan  
TRANSEALS INC.

Rudra Srivastava  
CHAWLA & Co.

Joseph Starr  
STARLINE SHIPPING

STRETCH FASHIONS

Madhu Sweta  
SINGHANIA & PARTNERS,  
SOLICITORS & ADVOCATES

Niranjana Talati  
SHREEJI MARKETING

Mahesh Thaker  
M J & COMPANY

Krupa Thakkar  
RUSHIL DECOR LTD.

Hira Tikoo  
UNITED INTERNATIONAL

Aparna Tripathy  
INFINI JURIDIQUE

Suhas Tuljapurkar  
LEGASIS SERVICES PVT. LTD.

Sunil Upadhyaya  
NATIONAL FOODS

Ratandeep Uppal  
B M METAL CRAFTS

Kannan Venkatasamy  
PERIPHERALCONNECTIONS

Saji Vijayadas  
DRAGON EXPRESS FREIGHT  
PVT. LTD.

Jude Xavier  
REPPIN INTERNATIONAL

ZEDD TRADE

## INDONÉSIE

Yose M. Adams  
BANK INDONESIA

Nafis Adwani  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Almer Apon  
PT BUANA MAS CITRA  
LESTARI

Hamud M. Balfas  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Rick Beckmann  
BRIGITTA I. RAHAYOE &  
SYAMSUDDIN

Fabian Buddy Pascoal  
HANAFIAH PONGGAWA &  
PARTNERS

Ira A. Eddymurthy  
SOEWITO SUHARDIMAN  
EDDYMURTHY KARDONO

Sani Eka Duta  
BANK INDONESIA

Greg Elms  
IFC

Bambang Eryudhawan  
INDONESIAN INSTITUTE OF  
ARCHITECTS

Ahmad Fadli  
BRIGITTA I. RAHAYOE &  
SYAMSUDDIN

Iqbal Hadromi  
HADROMI & PARTNERS

Djoko Hastowo  
PLN KANTOR PUSAT

Ray Headifen  
PT PRIMA WAHANA CARAKA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Reno Hirdarisvita  
HADROMI & PARTNERS

Rahayu N. Hoed  
MAKARIM & TAIRA S.

Brigitta Imam Rahayoe  
BRIGITTA I. RAHAYOE &  
SYAMSUDDIN

Darrell R. Johnson  
INDONESIAN LEGAL  
CONSULTANTS

Mohammad Kamal  
FURNITURE FIKAMAR

Mirza Karim  
KARIMSYAH LAW FIRM

Ketua Kehormatan  
IKATAN ARKSITEK INDONESIA  
JAKARTA

David Knight  
AGRI-DEVELOPMENTS  
INTERNATIONAL SA (PTY)  
LIMITED

Herry N. Kurniawan  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Rudy Kusmanto  
MAKARIM & TAIRA S.

Winita E. Kusnandar  
KUSNANDAR & Co.

Erma Kusumawati  
BANK INDONESIA

Julien Lallemand  
PT SDV LOGISTICS

Ferry P. Madian  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Ahmad Malkan  
PT TRIHARPINDO MANDIRI

Eric Mancini  
PT SDV LOGISTICS

Gopinath Menon  
PT  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
FAS

Karen Mills  
KARIMSYAH LAW FIRM

Norma Mutalib  
MAKARIM & TAIRA S.

Feria Ningsih  
MAKARIM & TAIRA S.

Hartono Parbudi  
ATTORNEY-AT-LAW

Gita Petrialia  
HADROMI & PARTNERS

Sandra Pranoto  
IFC

Arno F. Rizaldi  
KUSNANDAR & Co

L. Peter Rosner  
BANK DUNIA I THE WORLD  
BANK

Adam Sack  
IFC

Isyana W. Sadjarwo  
NOTARIS & PEJABOT PEMBUOT  
AKIO TANOH

Pieter Henrianto Salean  
MAKARIM & TAIRA S.

Henry Sandee  
BANK DUNIA I THE WORLD  
BANK

Gatot Sanyoto  
KUSNANDAR & Co

Nur Asyura Anggini Sari  
BANK INDONESIA

Nasri Sebayang  
PT PLN (PERSERO) INDONESIA  
STATE ELECTRICITY  
CORPORATION

Indra Setiawan  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Hans C. Shrader  
IFC

Kevin Omar Sidharta  
ALI BUDIARDJO, NUGROHO,  
REKSODIPUTRO, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Ricardo Simanjuntak  
RICARDO SIMANJUNTAK &  
PARTNERS

A. Kemalsjah Siregar  
KEMALSJAH & ASSOCIATES

Bambang Soelaksono  
THE SMERU RESEARCH  
INSTITUTE



Pak Subani, SH  
*AMIR SYAMSUDDIN & PARTNERS*

Bernadeta Sulistyarimi  
*IFC*

Galinar R. Kartakusuma  
 Summitmas  
*MAKARIM & TAIRA S.*

Yukiko LU. Tambunan  
*BANK INDONESIA*

Ernst G. Tehuteru  
*ALI BUDIARDJO, NUGROHO, REKSODIPUTRO, MEMBER OF LEX MUNDI*

Gatot Triprasetyo  
*WIDYAWAN & PARTNERS*

Fararatri Widayadi  
*IFC*

Robertus Winarto  
*PT PRIMA WAHANA CARAKA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Ferry Zulkarnaen  
*WIDYAWAN & PARTNERS*

## IRAN

Mohammad Adib  
*ADIB LAW FIRM*

Behrooz Akhlaghi  
*INTERNATIONAL LAW OFFICE OF DR. BEHROOZ AKHLAGHI & ASSOCIATES*

Reza Askari  
*FOREIGN LEGAL AFFAIRS GROUP*

Akhlaghi Behrooz  
*INTERNATIONAL LAW OFFICE OF DR BEHROOZ AKHLAGHI & ASSOCIATES*

Gholamhossein Davani  
*DAYARAYAN AUDITING & FINANCIAL SERVICES*

Saeed Hashemian  
*ADIB LAW FIRM*

Mehdi Heidarzadeh  
*ALVAND SAYAN INTERNATIONAL TRADING Co, LTD.*

Javad Javaheri

Parisa Mazaheri  
*ATIEH ASSOCIATES*

Mozaffar Mohammadian  
*TEEMA BAR INTERNATIONAL TRANSPORT*

Yahya Rayegani  
*FARIAM LAW OFFICE*

Behrooz Rezazadeh  
*PSDC GROUP*

Jamal Seifi  
*DR. JAMAL SEIFI & ASSOCIATES*

Mir Shahbiz Shafe  
*DR. JAMAL SEIFI & ASSOCIATES*

Cyrus Shafizadeh  
*TAVAKOLI & SHAHABI*

Mostafa Shahabi  
*TAVAKOLI & SHAHABI*

**IRAQ**

Hadeel Salih Abboud  
 Al-Janabi  
*MENA ASSOCIATES, MEMBER OF AMERELLER RECHTSANWÄLTE*

Hadeel Al Janabi  
*MENA ASSOCIATES, MEMBER OF AMERELLER RECHTSANWÄLTE*

Ahmad Al Jannabi  
*MENA ASSOCIATES, MEMBER OF AMERELLER RECHTSANWÄLTE*

Farquad Al-Salman  
*F.H. AL-SALMAN & Co.*

Florian Amereller  
*AMERELLER RECHTSANWÄLTE*

Blund Faridoon Arif Najeb  
*ATTORNEY-AT-LAW*

Husam Addin Hatim

Stephan Jäger  
*AMERELLER RECHTSANWÄLTE*

Imad Makki  
*AL QARYA GROUP Co.*

## IRLANDE

ARTHUR COX, MEMBER OF LEX MUNDI

Margaret Austin  
*EUGENE F. COLLINS SOLICITORS*

Alan Browning  
*LK SHIELDS SOLICITORS, MEMBER OF IUS LABORIS*

Jonathan Cullen  
*LK SHIELDS SOLICITORS, MEMBER OF IUS LABORIS*

Richard Curran  
*LK SHIELDS SOLICITORS, MEMBER OF IUS LABORIS*

Gavin Doherty  
*EUGENE F. COLLINS SOLICITORS*

Ciara Garry  
*ESB NETWORKS*

Paul Glenfield  
*MATHESON ORMSBY PRENTICE*

Micheál Grace  
*MASON HAYES & CURRAN*

Colm Kelly  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Ian Lavelle  
*LK SHIELDS SOLICITORS, MEMBER OF IUS LABORIS*

Margaret Masterson  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gavan Neary  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Shane Neville  
*LK SHIELDS SOLICITORS, MEMBER OF IUS LABORIS*

Malichi O'Callaghan  
*DUNCAN & GREHAN PARTNERS*

PANALPINA WORLD  
 TRANSPORT LTD.

Judith Riordan  
*MASON HAYES & CURRAN*

Brendan Sharkey  
*REDDY CHARLTON McKNIGHT*

Gavin Simons  
*EUGENE F. COLLINS SOLICITORS*

Michael Treacy  
*PROPERTY REGISTRATION AUTHORITY*

Colm Walsh  
*IRISH INTERNATIONAL FREIGHT ASSOCIATION*

Maeve Walsh  
*REDDY CHARLTON McKNIGHT*

**ISLANDE**

Elin Arnadóttir  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS.*

Kristján Ásgeirsson  
*ARKITEKTASTOFAN OG*

Guðrún Bergsteinsdóttir  
*BBA LEGAL*

Pórður Búason  
*REYKJAVIK CONSTRUCTION AGENCY*

Ólafur Eyjólfsson  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Skuli Th. Fjeldsted  
*FJELDSTED, BLÖNDAL & FJELDSTED*

Erlendur Gíslason  
*LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Ingibjörg Guðbjartsdóttir  
*BBA LEGAL*

Elisabet Guðbjörnsdóttir  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Reynir Haraldsson  
*JÓNAR TRANSPORT*

Margrét Hauksdóttir  
*THE LAND REGISTRY*

Kristín Helga  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Jón Ingi Ingibergsson  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS.*

Erlingur E. Jónasson  
*ISTAK*

Hróbjartur Jónatansson  
*AM PRAXIS LAW OFFICES*

Ásta Kristjánsdóttir  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Ragna Matthíasdóttir  
*ISTAK*

Daði Ólafsson  
*BBA LEGAL*

Kristján Pálsson  
*JÓNAR TRANSPORT*

Eyvindur Sólness  
*LVA*

Heiðar Stefánsson  
*LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Gunnar Sturluson  
*LOGOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Rúnar Svavar Svavarsson  
*ORKUVEITA REYKJAVÍKUR, DISTRIBUTION-ELECTRICAL SYSTEM*

Bergþór Þormóðsson  
*ISTAK*

**ISRAËL**

Ronen Bar-Even  
*WEISS- PORAT & Co.*

Paul Baris  
*YIGAL ARNON & Co.*

Ofer Bar-On  
*SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN NOV YAGUR, LAW OFFICES*

Koby Cohen  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Lior Crystal  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Clifford Davis  
*S. HOROWITZ & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Roe Hecht  
*SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN NOV YAGUR, LAW OFFICES*

Aaron Jaffe  
*YIGAL ARNON & Co.*

Zeey Katz  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Vered Kirshner  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gideon Koren  
*BEN ZVI KOREN & Co. LAW OFFICES*

Orna Kornreich-Cohen  
*SHAVIT BAR-ON GAL-ON TZIN NOV YAGUR, LAW OFFICES*

Michael Lagon  
*THE ISRAEL ELECTRIC CORPORATION LTD.- DAN DISTRICT*

Michelle Liberman  
*S. HOROWITZ & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

David Rosen  
*IDILITY CONSULTING*

Gerry Seligman  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Yifat Shkedi-Shatz  
*S. HOROWITZ & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Edward Shtauf  
*THE ISRAEL ELECTRIC CORPORATION LTD.- DAN DISTRICT*

Daniel Singerman  
*BUSINESS DATA ISRAEL + PERSONAL CHECK*

Nir Zalmanov  
*B.A.S*

**ITALIE**

ALLEN & OVERY LLP

APL

Marianna Abbaticchio  
*RISTUCCIA & TUFARELLI*

Fabrizio Acerbis  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Paola Albano  
*CLEARY GOTTTLIEB STEEN & HAMILTON LLP*

Gaetano Arnò  
*TLS / PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Maria Pia Ascenzo  
*BANK OF ITALY*

Romina Ballana  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Paola Barazzetta  
*TLS / PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Susanna Beltramo  
*STUDIO LEGALE BELTRAMO*

Antonino Boeti  
*PENELOPE S.R.L.*

Roberto Bonsignore  
*CLEARY GOTTTLIEB STEEN & HAMILTON LLP*

Luigi Brunetti  
*SDV*

Carlo Bruno  
*ASHURST*

Manuela Caccialanza  
*JONES DAY*

Sergio Calderara  
*NUNZIANTE MAGRONE*

Stefano Cancarini  
*TLS / PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Alessandro Caridi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gennaro Cassiani  
*GC ARCHITECTURE BURO*

Giorgio Cherubini  
*PIROLA PENNUTO ZEI ASSOCIATI*

Domenico Colella  
*PORTOLANO COLELLA CAVALLO STUDIO LEGALE*

Fabrizio Colonna  
*CAMOZZI BONISSONI VARRENTI & ASSOCIATI*

Mattia Colonnelli de Gasperis  
*LOMBARDI MOLINARI E ASSOCIATI STUDIO LEGALE*

Barbara Corsetti  
*PORTOLANO COLELLA CAVALLO STUDIO LEGALE*

Filippo Corsini  
*CHIOMENTI STUDIO LEGALE*

CRIF S.p.A.

Luis Cristalli  
*OPDEL SNC DI ILARIO DELL AGNOLO & Co.*

Salvatore Cuzzocrea  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Antonio de Martinis  
*SPASARO DE MARTINIS LAW FIRM*

Elena D'errico  
*ABBATESCIANNI STUDIO LEGALE E TRIBUTARIO*

Claudio Di Falco  
*CLEARY GOTTTLIEB STEEN & HAMILTON LLP*

Domenico Di Pietro  
*CHIOMENTI STUDIO LEGALE*

Marco Ettorre  
*CAMOZZI BONISSONI VARRENTI & ASSOCIATI*

Carlo Falcetto  
*NUNZIANTE MAGRONE*

Emanuele Ferrari  
*STUDIO NOTARILE FERRARI*

Linda Frigo  
*STUDIO LEGALE MACCHI DI CELLERE E GANGEMI*

Ivana Genestrone  
*TLS ASSOCIAZIONE PROFESSIONALE DI AVVOCATI E COMMERCIALISTI*

Francesca Gesualdi  
*CLEARY GOTTTLIEB STEEN & HAMILTON LLP*

Lucio Ghia  
*GHIA LAW FIRM*

Vincenzo Giannantonio  
ASHURST

Maurizio Giuntoni  
ECOPROGET S.R.L.

Federico Guasti  
STUDIO LEGALE GUASTI

Giovanni Izzo  
ABBATESCIANNI STUDIO  
LEGALE E TRIBUTARIO

Arena Lanfranco  
PRODITAL LEATHERS

Stefano Macchi di Cellere  
JONES DAY

Barbara Magn  
CAMOZZI BONISSONI  
VARRENTI & ASSOCIATI

Fabrizio Mariotti

Mario Miccoli  
NOTAIO MICCOLI

Valeria Morossini

Francesca Napoletano  
CHIOMENTI STUDIO LEGALE

Gianmatteo Nunziante  
NUNZIANTE MAGRONE

Francesco Nuzzolo  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Luciano Panzani  
SUPREME COURT

Paolo Pasqualis  
NOTARY

Giovanni Patti  
ABBATESCIANNI STUDIO  
LEGALE E TRIBUTARIO

Paolo Pedrazzoli  
STUDIO NOTAIO PEDRAZZOLI

Andrea Pellicani  
OVERSEAS ASIA

Federica Peres  
PORTOLANO COLELLA  
CAVALLO STUDIO LEGALE

Laura Prosperetti  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Giuseppe Ramondelli  
STUDIO LEGALE NOTARILE  
DI FABIO RAMONDELLI  
CANTAMAGLI

Giuseppe Antonio Recchia  
DIPARTIMENTO SUI RAPPORTI  
DI LAVORO E SULLE RELAZIONI  
INDUSTRIALI - UNIVERSITY  
OF BARI

Tommaso Romolotti  
CAMOZZI BONISSONI  
VARRENTI & ASSOCIATI

Giovanni B. Sandicchi  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Lamberto Schiona  
STUDIO LEGALE SCHIONA

Massimiliano Silveti  
NUNZIANTE MAGRONE

Piervincenzo Spasaro  
SPASARO DE MARTINIS LAW  
FIRM

Giovanni Stefanin  
TLS ASSOCIAZIONE  
PROFESSIONALE DI AVVOCATI  
E COMMERCIALISTI

Robert Sturgess  
SDV

Maria Antonietta Tanico  
TANICO LAW FIRM

Silvio Tersilla  
LOVELLS

Tommaso Tomaiuolo  
TLS ASSOCIAZIONE  
PROFESSIONALE DI AVVOCATI  
E COMMERCIALISTI

Luca Tufarelli  
RISTUCCIA & TUFARELLI

Benedetta Vannini  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Emanuela Vittelo  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP

Angelo Zambelli  
LABLAW STUDIO LEGALE -  
FAILLA, ROTONDI & ZAMBELLI

Filippo Zucchinelli  
TLS /  
PRICewaterHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

## JAMAÏQUE

Theresa Bowen  
LEX CARIBBEAN

Arlene E. Burton  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Eric Alexander Crawford  
PRICewaterHOUSECOOPERS

EAGLE AND WHALE LTD.

Nicole Foga  
FOGA DALEY & CO.

Stephanie Gordon  
LEX CARIBBEAN

Herbert Winston Grant  
GRANT, STEWART, PHILLIPS  
& CO.

Michael Hall  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Corrine N. Henry  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Alicia P. Hussey  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Emile G.R. Leiba  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Sandra Minott-Phillips  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Viveen Morrison  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Hilary Reid  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Natalie Farrell Ross  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Lisa N. Russell  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Humphrey Taylor  
TAYLOR CONSTRUCTION LTD.

Lorraine Thomas  
LTN LOGISTICS  
INTERNATIONAL CO. LTD

Maliaca Wong  
MYERS, FLETCHER & GORDON,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## JAPON

ALLEN & OVERY

APL

Miho Arimura  
HATASAWA & WAKAI LAW  
FIRM

CREDIT INFORMATION CENTER  
CORP.

Mijo Fujita  
ADACHI, HENDERSON,  
MIYATAKE & FUJITA

Yoshimasa Furuta  
ANDERSON MORI &  
TOMOTSUNE

Shigeru Hasegawa  
ZEIRISHI-HOJIN  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Tamotsu Hatasawa  
HATASAWA & WAKAI LAW  
FIRM

Takashi Hirose  
OH-EBASHI LPC & PARTNERS

Yuko Inui  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Muriuki Kaindio  
TOKYO TRADING Co. LTD.

Yosuke Kanegae  
OH-EBASHI LPC & PARTNERS

Hideki Thurgood Kano  
ANDERSON MORI &  
TOMOTSUNE

Yutaro Kawabata  
NISHIMURA & ASAH

Susumi Kawaguchi  
OBAYASHI CORPORATION

Kotaku Kimu  
ZEIRISHI-HOJIN  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Kenichi Kojima  
USHIJIMA & PARTNERS

Toshio Miyatake  
ADACHI, HENDERSON,  
MIYATAKE & FUJITA

Michihiro Mori  
NISHIMURA & ASAH

Tohru Motobayashi  
MORI HAMADA &  
MATSUMOTO

Takafumi Nihei  
NISHIMURA & ASAH

Miho Niunoya  
ATSUMI & PARTNERS

Naoko Sato  
ANDERSON MORI &  
TOMOTSUNE

Tetsuro Sato  
BAKER & MCKENZIE

Eri Sugihara  
NISHIMURA & ASAH

Hidetaka Sumomogi  
NISHIMURA & ASAH

Hiroyuki Suzuki  
ZEIRISHI-HOJIN  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Toshio Taikoji  
KAJIMA CORPORATION

Junichi Tobimatsu  
MORI HAMADA &  
MATSUMOTO

Jun Yamada  
ANDERSON MORI &  
TOMOTSUNE

Michi Yamagami  
ANDERSON MORI &  
TOMOTSUNE

Akio Yamamoto  
KAJIMA CORPORATION

Kazuhiro Yanagida  
NISHIMURA & ASAH

Setsuko Yufu  
ATSUMI & PARTNERS

## JORDANIE

Saleh Abdelati  
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES  
& LEGAL CONSULTANTS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Chaled Abu-Gharbieh  
ARCH EPE, ENTERPRISE  
BUSINESS SOLUTIONS

Anas Abunameh  
LAW & ARBITRATION CENTRE

Ibrahim Abunameh  
LAW & ARBITRATION CENTRE

Bassam Abu-Rumman  
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES  
& LEGAL CONSULTANTS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Sabri Al Khassib  
AMMAN CHAMBER OF  
COMMERCE

Tamara Al-Banna  
KHALIFEH & PARTNERS

Eman M. Al-Dabbas  
INTERNATIONAL BUSINESS  
LEGAL ASSOCIATES

Arafat Alfayoumi  
CENTRAL BANK

Omar Aljazy  
ALJAZY & CO. ADVOCATES &  
LEGAL CONSULTANTS

Francis Bawab  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Stephen Carpenter  
CUSTOMS ADMINISTRATION  
MODERNIZATION PROGRAM  
(CAMP)

Michael T. Dabit  
MICHAEL T. DABIT &  
ASSOCIATES

Anwar Elliyan  
THE JORDANIAN ELECTRIC  
POWER Co. LTD. (JEPCO)

GREATER AMMAN  
MUNICIPALITY

David H. Harrell  
CUSTOMS ADMINISTRATION  
MODERNIZATION PROGRAM  
(CAMP)

George Hazboun  
Zeina Jaradat  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Rasha Laswi  
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

Husam Jamil Madanat  
LAND AND SURVEY  
DIRECTORATE

Firas Malhas  
INTERNATIONAL BUSINESS  
LEGAL ASSOCIATES

Munaf Malkawi  
MUFIDA ART MOSAIC

Maher Melhem  
ABU-GHAZALEH  
PROFESSIONAL CONSULTING  
(AGPC)

Amer Mofleh  
INTERNATIONAL BUSINESS  
LEGAL ASSOCIATES

Khalid Nazer  
KHALIFEH & PARTNERS

OMQ AL BIHAR EST.

Ahmad Quandour  
KHALIFEH & PARTNERS

Osama Y. Sabbagh  
THE JORDANIAN ELECTRIC  
POWER Co. LTD. (JEPCO)

Stephan Stephan  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Azzam Zalloum  
ZALLOUM & LASWI LAW FIRM

Iyad Zawaideh  
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES  
& LEGAL CONSULTANTS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Kareem Zureikat  
ALI SHARIF ZU'BI, ADVOCATES  
& LEGAL CONSULTANTS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## KAZAKHSTAN

Bolat Abaidullayev  
BUSINESS ENVIRONMENT  
IMPROVEMENT PROJECT/  
PRAGMA CORPORATION

Ardak Aiyekeyeva  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Anvar Akhmedov  
FIRST CREDIT BUREAU

Aman Aliev  
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Askar Baigazin  
PRICewaterHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Nurlan Baimurzaev  
MINISTRY OF JUSTICE

Ildus Bariev  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Aliya Baysenova  
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Gulnur Bekmukhanbetova  
MCGUIRE WOODS  
KAZAKHSTAN LLP

Shamshidin Bizhkenov  
ARISTAN PROJECT  
MANAGEMENT GROUP  
(APMG)

Sergey Chetverikov  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Michael Dark  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Almaz Dosserebekov  
ARISTAN PROJECT  
MANAGEMENT GROUP  
(APMG)

Ardak Dyussebayeva  
AEQUITAS LAW FIRM

Courtney Fowler  
PRICewaterHOUSECOOPERS

Oleg Gnoevykh  
M&M LOGISTICS

Semion Issyk  
AEQUITAS LAW FIRM

Vladimir Ivlev  
FIRST CREDIT BUREAU

Thomas Johnson  
DENTON WILDE SAPTE

Elena Kaeva  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dina Kali  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Nursultan Kassenov  
ARISTAN PROJECT  
MANAGEMENT GROUP  
(APMG)

Pasha Karim  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Yekaterina Kim  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

Alexander Kurganov  
M&M LOGISTICS

Abdulkhamid Muminov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Assel Musina  
DENTON WILDE SAPTE

Berik Nurgaziyev  
ARISTAN PROJECT  
MANAGEMENT GROUP  
(APMG)

Yuliya Penzova  
AEQUITAS LAW FIRM

Saniya Perzadayeva  
MACLEOD DIXON

Elvis Robert  
M&M LOGISTICS

Asem Shaidildinova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Kanat Skakov  
SALANS

Zhaniya Ussen  
ASSISTANCE, LLC LAW FIRM

Dubek Zhabyskenov  
BA SERVICES INTERNATIONAL  
LLC

Danat Zhakenov  
ZHAKENOV & PARTNERS  
IN ASSOCIATION WITH  
GRUNDBERG MOCATTA  
RAKISON

Valerie A. Zhakenov  
ZHAKENOV & PARTNERS  
IN ASSOCIATION WITH  
GRUNDBERG MOCATTA  
RAKISON

Liza Zhumakhmetova  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Ainur Zhumanbayeva  
MICHAEL WILSON & PARTNERS  
LTD.

**KENYA**

George Akoto  
AKOTO & COMPANY  
ADVOCATES

George Arego  
SIGINON FREIGHT LTD

Anil Madhavan Changwony  
SIGINON FREIGHT LTD

Oliver Fowler  
KAPLAN & STRATTON

Fiona Fox  
CHUNGA ASSOCIATES

Peter Gachuhi  
KAPLAN & STRATTON

Francis Gichuhi  
PRISM DESIGNS AFRICA

Edmond Gichuru  
GICHURU KIPLAGAT &  
ADVOCATES

William Ikutha Maema  
ISEME, KAMAU & MAEMA  
ADVOCATES

Karori Kamau  
ISEME, KAMAU & MAEMA  
ADVOCATES

Patrick Karara  
PRICewaterhouseCOOPERS

Peter Kenani  
HOMELINE CONSOLIDATION  
SERVICES LTD.

Morris Kimuli  
B.M. MUSAU & Co.  
ADVOCATES

Felix Kioko  
B.M. MUSAU & Co.  
ADVOCATES

Meshack T. Kipturgo  
SIGINON FREIGHT LTD

Owen Koimburi  
SCI KOIMBURI TUCKER & Co.

Alexandra Kontos  
WALKER KONTOS ADVOCATES

Gilbert Langat  
KENYA SHIPPERS COUNCIL

Nicholas Malonza  
B.M. MUSAU & Co.  
ADVOCATES

Victor Majani  
OSORO AND Co, CERTIFIED  
PUBLIC ACCOUNTANTS

Sam Mbugua  
PHILTON

Rosemary Mburu  
INSTITUTE OF TRADE  
DEVELOPMENT

Metropol East Africa LTD.

Osoro Moses Osano  
MURIU MUNGAI & Co  
ADVOCATES

Washington Muthamia  
ALEXANDRIA FREIGHT  
FORWARDERS LTD.

Judy Mwangi  
CHUNGA ASSOCIATES

Wachira Ndege  
CREDIT REFERENCE BUREAU  
AFRICA LTD.

Stephen Okello  
PRICewaterhouseCOOPERS

Erastus K. Omolo  
ERASTUS & Co. CERTIFIED  
PUBLIC ACCOUNTANTS

Elisha Ongoya  
ASIEMA & Co ADVOCATES

Tom Onyango  
OCHIENG, ONYANGO, KIBET  
& OHAGA

Cephas Osoro  
OSORO AND Co, CERTIFIED  
PUBLIC ACCOUNTANTS

Mohammed Ramadhan  
DEL RAY CARGO

Sonal Sejpal  
ANJARWALLA & KHANNA  
ADVOCATES

Rodgers Abwire Sekwe  
MURIU MUNGAI & Co  
ADVOCATES

Deepen Shah  
WALKER KONTOS ADVOCATES

Mahat Somane  
KAPLAN & STRATTON

John Sykei Nyandieka  
MURIU MUNGAI & Co  
ADVOCATES

Joseph Taracha  
THE CENTRAL BANK

Adrian Topoti  
B.M. MUSAU & Co.  
ADVOCATES

**KIRIBATI**

Kenneth Barden  
ATTORNEY-AT-LAW

William Wylie Clarke  
HOWARDS LAWYERS

Lawrence Muller  
BETIO CITY COUNCIL

Tion Neemia  
SHIPPING AGENCY OF KIRIBATI  
PORTS AUTHORITY

Matereta Raiman  
MINISTRY OF FINANCE &  
ECONOMIC DEVELOPMENT

**KOWEÏT**

Ihab AbbasCalderon  
AL-FAHAD & Co, DELOITTE &  
TOUCHE

Labeed Abdal  
THE LAW FIRM OF LABEED  
ABDAL

Amal Abdallah  
AL-SALEH & PARTNERS

Mahmoud Abdulfattah  
THE LAW OFFICES OF MISHARI  
AL-GHAZALI

Lina A. Adlouni  
THE LAW OFFICE OF AL-ESSA  
& PARTNERS

Abdullah Al-Ayoub  
ABDULLAH KH. AL-AYOUB &  
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Ammar Al-Fouzan  
THE LAW OFFICES OF MISHARI  
AL-GHAZALI

Mishari M. Al-Ghazali  
THE LAW OFFICES OF MISHARI  
AL-GHAZALI

Mohammed Al Noor  
AL-TWAIJRI AND PARTNERS  
LAW FIRM

Reema Ali  
ALI & PARTNERS

Abdullah Bin Ali  
PACKAGING AND PLASTIC  
INDUSTRIES Co. (KSC)

Tim Bullock  
AL-FAHAD & Co, DELOITTE &  
TOUCHE

Paul Day  
AL SARRAF & AL RUWAYEH

Sam Habbas  
AL SARRAF & AL RUWAYEH

Nazih Abdul Hameed  
AL-SALEH & PARTNERS

Sunil Jose  
ABU-GHAZALEH CONSULTING  
AND INTELLECTUAL PROPERTY

Mazen A. Khoursheed  
PACKAGING AND PLASTIC  
INDUSTRIES Co. (KSC)

Jasmin Paurus Kohina  
ABDULLAH KH. AL-AYOUB &  
ASSOCIATES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Chirine Krayem Moujaes  
THE LAW OFFICES OF MISHARI  
AL-GHAZALI

Dany Labaky  
THE LAW OFFICES OF MISHARI  
AL-GHAZALI

Shaik Haneef Moinuddin  
LAW OFFICES OF JAMAL  
AHMED ABDULLAH

Mohamed Omar  
AL MARKAZ LAW FIRM

Omar Hamad Yousuf Al-Essa  
THE LAW OFFICE OF AL-ESSA  
& PARTNERS

Ahmed Zakaria  
AL SARRAF & AL RUWAYEH

**LESOTHO**

Mark Badenhorst  
PRICewaterhouseCOOPERS

Paul De Chalaïn  
PRICewaterhouseCOOPERS

Thuso Green  
PROCELL

Gerhard Gouws  
NEDBANK LTD.

HARLEY & MORRIS

Mankhebe Makume  
LESOTHO ELECTRICITY  
COMPANY (PTY) LTD

João Martins  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mathias Matshe  
SHEERAN & ASSOCIATES

Kuena Mophethe  
K.MOPHETHE LAW CHAMBERS

Thabo Mpaka  
MPAKA CHAMBERS

Theodore Ntlatlapa  
DNT ARCHITECTS

Malaika Ribeiro  
PRICewaterhouseCOOPERS

Peter Sands  
SDV (PTY) LTD

Duduzile Seamatha  
SHEERAN & ASSOCIATES

Tiisetso Sello-Mafatle  
SELLO - MAFATLE CHAMBERS

Lindiwe Sephomolo  
ASSOCIATION OF LESOTHO  
EMPLOYERS AND BUSINESS

Phoka Thene  
SELLO - MAFATLE CHAMBERS

**LETTONIE**

Ilze Abika  
SKUDRA & UDRIS LAW  
OFFICES

Mike Ahern  
PRICewaterhouseCOOPERS

Martins Aljens  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Laura Ausekle  
LATVIJAS BANKA

Elna Bedanova  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Eva Berlaus-Gulbe  
SORAINEN

Iveta Berzina  
SKUDRA & UDRIS LAW  
OFFICES

Ilze Bukaldere  
LIEPA, SKOPINA/ BORENIUS

Andis Burkevics  
SORAINEN LAW OFFICES

Andis Čonka  
LATVIJAS BANKA

Zane Džule  
LIEPA, SKOPINA/BORENIUS

Zlata Elksnina-Zascirinska  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ivars Grunte  
LOZE, GRUNTE & CERS

Andris Ignatenko  
ESTMA SIA

Aija Klavinska  
PRICewaterhouseCOOPERS

LAW OFFICES BLUEGER &  
PLAUDE

Oleg Litskevich  
MARITIME TRANSPORT &  
AGENCIES

Janis Loze

Zane Paeglite  
SORAINEN

Baiba Plaude  
BLUEGER & PLAUDE

Ivars Pommers  
LAW FIRM OF GLIMSTEDT AND  
PARTNERS

Inese Rendeniece  
LOZE, GRUNTE & CERS

Sergejs Rudans  
LIEPA, SKOPINA/BORENIUS

Dace Silava-Tomsone  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Mihails Špika  
JSC DZINTARS

Sarmis Spilbergs  
KLAVINS&SLAIDINS/LAWIN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Zane Stalberga - Markvarte  
MARKVARTE & PARTNERI LAW  
OFFICE

Pāvels Tjuševs  
EVERSHEDS BITĀNS -  
ATTORNEYS-AT-LAW

Maris Vainovskis  
EVERSHEDS BITĀNS -  
ATTORNEYS-AT-LAW

Vilmars Vanags  
RE & RE LTD.

Maija Volkova  
LEJINS, TORGANS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Agate Ziverte  
PRICewaterhouseCOOPERS

**LIBAN**

ASSOCIATION OF BANKS IN  
LEBANON (ABL)

Nada Abdelsater-Abusamra  
RAPHAËL & ASSOCIÉS

Wadih Abou Nasr  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Soha Al Masri  
ABU GHAZALEH- LEGAL

Manal Assir  
UNDP

Jean Baroudi  
BAROUDI & ASSOCIATES

Rita Bou Habib  
AUDIT DEPARTMENT - VAT  
DIRECTORATE

Najib Chouair  
CENTRAL BANK

Bernard Choueiri  
MINISTRY OF JUSTICE

Sanaa Daakour  
THE LEVANT LAWYERS

Bassam Darwich  
P & G LEVANT

Theodore De Mar Youssef  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

ELECTRICITÉ DU LIBAN

Chadia El Meouchi  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Dania George  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Samer Ghalayini  
THE LEVANT LAWYERS

Fady Ghanem  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Greta Habib  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Louay Hajj Chehadeh  
MINISTRY OF FINANCE

Abdallah Hayek  
HAYEK GROUP

Wajih Hechaime  
HECHAIME LAW FIRM

Fady Jamaledidine  
THE LEVANT LAWYERS

Maria Jreissat  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Georges Jureidini  
COSERV SARL - PANALPINA  
AGENTS

Georges Kadige  
KADIGE & KADIGE LAW FIRM

Michel Kadige  
KADIGE & KADIGE LAW FIRM

Wael Khaddage  
MINISTRY OF FINANCE

Najib Khattar  
KHATTAR ASSOCIATES

Albert Laham

Georges Maarawi  
MINISTRY OF FINANCE

Eddy Maghariki  
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Georges Mallat  
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Nabil Mallat  
HYAM G. MALLAT LAW FIRM

Rachad Medawar  
OBEID & MEDAWAR LAW FIRM

Fadi Moghaizel  
MOGHAIZEL LAW FIRM,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mario Mohanna  
PATRIMOINE CONSEIL SARL

Mirvat Mostafa  
THE LEVANT LAWYERS

Rahaf Nabbouh  
UNDP PROJECT OF THE  
MINISTRY OF FINANCE

Toufic Nehme  
LAW OFFICE OF ALBERT  
LAHAM

Hermes Peter  
INCOME TAX DEPARTMENT-  
BEIRUT

Moussa Raphaël  
RAPHAËL & ASSOCIÉS

Mazen Rasamny  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Mireille Richa  
TYAN & ZGHEIB LAW FIRM

Jihad Rizkallah  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Elias A. Saadé  
MOGHAIZEL LAW FIRM,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Joseph Safar  
HAYEK GROUP

Christel Salem  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

Rached Sarkis  
RACHED SARKIS OFFICE

Camille C. Sifri  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nady Tyan  
TYAN & ZGHEIB LAW FIRM

Patricia Yammine  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ray Yazbeck  
BADRI AND SALIM EL  
MEOUCHI LAW FIRM, MEMBER  
OF INTERLEGES

**LIBÉRIA**

Kelvin Abdallah  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gideon Ayi-Owoo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Golda A. Bonah  
SHERMAN & SHERMAN

G. Raymond Bright  
ACE PLANNING &  
CONSULTING GROUP

F. Augustus Caesar, Jr.  
CAESAR ARCHITECTS, INC.

Roy Chalkley  
UMARCO

CITY CORPORATION OF  
MONROVIA

Henry Reed Cooper  
COOPER & TOGBAH LAW FIRM

Frank Musah Dean  
DEAN & ASSOCIATES

Peter Doe-Sumah  
GBEHZON HOLDINGS INC.

Dzidzedze Fiadjoe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Christine Sonpon Freeman  
COOPER & TOGBAH LAW FIRM

Cyril Jones  
JONES & JONES

George Kwatia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Martha Lackay  
LIBERIA ELECTRICITY  
CORPORATION

Steven Neufville  
MINISTRY OF PUBLIC WORKS

Togba Ngangana  
MINISTRY OF PUBLIC WORKS

Sylvanus O' Connor  
AEP CONSULTANTS INC.

Chan-Chan A. Paegar  
SHERMAN & SHERMAN

Joseph N. Siaway  
MAERSK LTD.

G. Lahaison Waritay  
MINISTRY OF PUBLIC WORKS

Darcy White  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ben Wolo  
LIBERIA  
TELECOMMUNICATIONS  
CORPORATION

Melvin Yates  
COMPASS INC., CLEARING AND  
FORWARDING

Harvy T. Yuan, Sr.  
LIBERIA ELECTRICITY  
CORPORATION

**LITUANIE**

Kęstutis Adamonis  
SORAINEN

Mike Ahern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Petras Baltusevicius  
DSV TRANSPORT UAB

Kim Bartholdy  
DSV TRANSPORT UAB

Kristina Bartuseviciene  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vilius Bernatonis  
SUTKIENE, PILKAUSKAS &  
PARTNERS

Renata Beržanskienė  
SORAINEN LAW OFFICES

Vilma Brilinkeviciene  
SUTKIENE, PILKAUSKAS &  
PARTNERS

Dovilė Burgienė  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Sergej Butov  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Robertas Ciocys  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Radville Ciricaite  
FOIGT & PARTNERS / REGIJA  
BORENIUS

Giedre Domkute  
LAW FIRM AAA BALTIC  
SERVICE COMPANY

Ieva Dosinaite  
NORCOUS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS  
Mindaugas Dovidauskas  
FORTUNE LAW GROUP

Vilma Dovidauskiene  
COMPETENT AMERINDE  
CONSOLIDATED

Stasys Drazdauskas  
FOIGT & PARTNERS / REGIJA  
BORENIUS

Rolandas Galvėnas  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Simas Gudynas  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI, MEMBER OF LEX  
MUND

Agne Jakaite  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Agne Jonaitytė  
SORAINEN LAW OFFICES

Viktorija Kapustinskaja  
SORAINEN LAW OFFICES

Jurgita Karvelė  
FOIGT & PARTNERS / REGIJA  
BORENIUS

Jonas Kiauleikis  
FOIGT & PARTNERS / REGIJA  
BORENIUS

Mindaugas Kiškis  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Raminta Klumbyte  
Egidijus Kundelis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Žilvinas Kvietkus  
NORCOUS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Asta Macijauskiene  
LAW FIRM BERNOTAS &  
DOMINAS GLIMSTEDT

Gytis Malinauskas  
SORAINEN LAW OFFICES

Linās Margevicius  
LEGAL BUREAU OF LINAS  
MARGEVICIUS

Kipras Mensevicius

Tomas Mieliauskas  
LAW FIRM FORESTA

Bronislovas Mikuta

Ieva Navickaitė  
LAW FIRM ZABIELA  
ZABIELAITE & PARTNERS

Žygimantas Pacevičius  
FOIGT & PARTNERS / REGIJA  
BORENIUS

Rytis Paukste  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Algirdas Pekšys  
SORAINEN

Jonas Pilkauskas  
SUTKIENE, PILKAUSKAS &  
PARTNERS

Thomas Saulenas  
FORESTA BUSINESS LAW  
GROUP

Rimantas Simaitis  
NORCOUS & PARTNERS,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Julija Solovjova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daiva Užinskaitė  
LAW FIRM AAA BALTIC  
SERVICE COMPANY

Vilija Vaitkutė Pavan  
LAW FIRM LIDEIKA,  
PETRAUSKAS, VALIŪNAS IR  
PARTNERIAI LAWIN, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Agne Vilutiene  
LAW FIRM FORESTA

Lina Vosyliene  
KPMG

Darius Zabiela  
LAW FIRM ZABIELA,  
ZABIELAITE & PARTNERS

Indre Zakalskyte  
ERNST & YOUNG

Jūratė Zarankienė  
ERNST & YOUNG

Ernesta Zutauteite  
LAW FIRM FORESTA

Audrius Žvybas  
BERNOTAS & DOMINAS  
GLIMSTEDT

**LUXEMBOURG**

ALLEN & OVERY LLP

Lara Aherne  
BONN SCHMITT STEICHEN,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Rene Beltjens  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Denis Cantele  
OOSTVOGELS PFISTER FEYTEN

Guy Castegnaro  
CASTEGNARO CABINET  
D'AVOCATS, MEMBER OF IUS  
LABORIS

Christel Dumont  
OOSTVOGELS PFISTER FEYTEN

Thomas Ecker  
VILLE DE LUXEMBOURG –  
SERVICE DE L'ÉLECTRICITÉ

Gérard Eischen  
CHAMBER OF COMMERCE  
OF THE GRAND-DUCHY OF  
LUXEMBOURG

Martine Gerber Lemaire  
OOSTVOGELS PFISTER FEYTEN

Anabela Fernandes  
PRICEWATERHOUSECOOPERS



Jean Luc Heiby  
*SDV INTERNATIONAL LOGISTICS*

Isabelle Lapietra  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Roxanne Le Ligeour  
*LOYENS & LOEFF*

Michaël Lockman  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Tom Loesch  
*LINKLATERS*

Nuria Martin  
*LOYENS & LOEFF*

Séverine Moca  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Peter Moons  
*LOYENS & LOEFF*

Anne Murraht  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Elisabeth Omes  
*BONN SCHMITT STEICHEN, MEMBER OF LEX MUNDI*

Laurent Paquet  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Simon Paul  
*LOYENS & LOEFF*

PAUL WURTH S.A.  
*ENGINEERING & PROJECT MANAGEMENT*

Françoise Pfeiffer  
*OOSTVOGELS PFISTER FEYTEN*

Dominique Robinet  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Serge Saussoy  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jean-Luc Schaus  
*LOYENS & LOEFF*

Alex Schmitt  
*BONN SCHMITT STEICHEN, MEMBER OF LEX MUNDI*

Marleen Vandenput  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Davide Visin  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

## MACÉDOINE, EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE

Violeta Angelova Gerovska  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Zlatko Antevski  
*LAWYERS ANTEVSKI*

Benita Beleskova  
*IKRP ROKAS & PARTNERS*

Goran Bonevski  
*PUBLIC REVENUE OFFICE*

Biljana Čakmakova  
*MENS LEGIS ČAKMAKOVA ADVOCATES*

Katerina Carceva  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Zoran Cvetanoski  
*STATE AUTHORITY FOR GEODETIC WORKS*

Pavlinka Dameska  
*MENS LEGIS ČAKMAKOVA ADVOCATES*

Aleksandar Dimić  
*POLENAK LAW FIRM*

Aleksandra Donevska  
*LAWYERS ANTEVSKI*

Vesna Gavriloska  
*MENS LEGIS ČAKMAKOVA ADVOCATES*

Ana Hadzieva  
*POLENAK LAW FIRM*

Solobodan Hristovski  
*POLENAK LAW FIRM*

Biljana Ickovska  
*LAW OFFICE NIKOLOVSKI*

Aleksandar Ickovski  
*LAW OFFICE NIKOLOVSKI*

Nena Ivanovska  
*JUDICIAL REFORM IMPLEMENTATION PROJECT*

Katerina Jordanova  
*LAWYERS ANTEVSKI*

Kristijan Karapančevski  
*KARAPANČEVSKI COMPANY*

Dejan Knezović  
*LAW OFFICE KNEZOVIC & ASSOCIATES*

Emmanuel Koenig  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Mirjana Markovska  
*MARKOVSKA & ANDREVSKI*

Irena Mitkovska  
*LAWYERS ANTEVSKI*

Goce Mojsoski  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

NATIONAL BANK

Goran Nikolovski  
*LAW OFFICE NIKOLOVSKI*

Ljupcho Nikolovski  
*MARKOVSKA & ANDREVSKI*

Vesna Paunkoska

Valentin Pepeljugoski  
*LAW OFFICE PEPELJUGOSKI*

Sonja Peshevska  
*LAW OFFICE PEPELJUGOSKI*

Kristijan Polenak  
*POLENAK LAW FIRM*

Tatjana Popovski Buloski  
*POLENAK LAW OFFICE*

Ljubica Ruben  
*MENS LEGIS LAW FIRM*

Tatjana Siskovska  
*POLENAK LAW FIRM*

Dejan Stojanoski  
*LAW OFFICE PEPELJUGOSKI*

Dzuli Stojanova  
*MENS LEGIS ČAKMAKOVA ADVOCATES*

Suzana Stojkoska  
*MARKOVSKA & ANDREVSKI*

Biljana Tofiloska  
*LAWYERS ANTEVSKI*

Slavica Trckova  
*LAW OFFICE TRCKOVA*

Natasa Trifunovska  
*EMPIRIA INTERNATIONAL*

Vladimir Vasilevski  
*BETASPD INTERNATIONAL FREIGHT FORWARDING*

Eva Veljanovska  
*MENS LEGIS ČAKMAKOVA ADVOCATES*

Sanja Veljanovska  
*MENS LEGIS LAW FIRM*

Metodija Velkov  
*POLENAK LAW FIRM*

Darko Vuksanović  
Milica Zafirova  
*MARKOVSKA & ANDREVSKI*

## MADAGASCAR

Lalao Andriamanga  
*ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR*

Eric Andriamihaja Robson  
*ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR*

Tsiry Andriamisamanana  
*MADAGASCAR CONSEIL INTERNATIONAL*

Josoa Lucien Andrianelinjaka  
*BANQUE CENTRALE*

Philippe Buffier  
*ESPACE INGENIERIE*

Dseyre  
*MADAGASCAR CONSEIL INTERNATIONAL*

Yves Duchateau  
*SDV*

John Hargreaves  
*ECONOMIC DEVELOPMENT BOARD OF MADAGASCAR*

Raphaël Jakoba  
*MADAGASCAR CONSEIL INTERNATIONAL*

Pascaline R. Rasamoeliasoa  
*CABINET DELTA AUDIT DELOITTE*

Sahondra Rabenarivo  
*KEYSERLINGK - RABENARIVO ASSOCIÉS*

Pierrette Rajaonarisoa  
*SDV*

Aina Rakotondrazaka

Lanto Tiana Ralison  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

André Randranto  
*ANCIEN BÂTONNIER*

William Randrianarivelo  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Sahondra Rasoarisoa  
*DELTA AUDIT DELOITTE*

Théodore Raveloarison  
*JARY - BUREAU D'ETUDES ARCHITECTURE INGENIERIE*

Andriamisa Ravelomanana  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jean Marcel Razafimahenina  
*CABINET DELTA AUDIT DELOITTE*

Njiva Razanatsoa  
*BANQUE CENTRALE*

Louis Sagot  
*CABINET D'AVOCAT LOUIS SAGOT*

Dominique Taty  
*FIDAFRICA / PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Nadia Aim Ab. Wahab  
*AZMI & ASSOCIATES*

Nor Azimah Abdul Aziz  
*COMPANIES COMMISSION OF MALAYSIA*

## MALAISIE

Noor Azhar  
*S.G. EMAS SENDIRIAN BERHAD*

Zain Azlan  
*ZAIN & CO.*

BANK NEGARA MALAYSIA

Michel Barbesier  
*SDV SDN BHD*

Tan Kee Beng  
*SDV SDN BHD*

Hong Yun Chang  
*TAY & PARTNERS*

Ying Cheng Chee  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Boon Hong Chen  
*SKRINE & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Yuan Yuan Cheng  
*SKRINE & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Chee Hoong Chia  
*ZAIN & Co.*

Sharon Chooi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Tze Keong Chung  
*CTOS SDN BHD*

Nancy Gan  
*RASLAN - LOONG*

Hazlan Hassan

Nordin Hassan  
*ARMEIRA TECHNOLOGIES SDN. BHD.*

Sien Yian Hee  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Kumar Kanagasabai  
*SKRINE & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Geeta Kaur  
*SDV SDN BHD*

Chuan Keat Khoo  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Christopher Lee  
*WONG & PARTNERS*

Theresa Lim  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Koon Huan Lim  
*SKRINE & Co., MEMBER OF LEX MUNDI*

Caesar Loong  
*RASLAN - LOONG*

Len Toong Low  
*NORTH PORT*

Khin Lian Low  
*ZAIN & Co.*

Suhara Mohamad Sidik  
*AZMI & ASSOCIATES*

Azmi Mohd Ali  
*AZMI & ASSOCIATES*

Zuhaidi Mohd Shahari  
*AZMI & ASSOCIATES*

Shahri Omar  
*NORTH PORT*

Normaizan Rahim  
*AZMI & ASSOCIATES*

Gayathiry Ramalingam  
*ZAIN & Co.*

Chandran Ramasamy  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Dinesh Ratnarajah  
*AZMAN, DAVIDSON & Co.*

Hsian Siong  
*WONG & PARTNERS*

Ee Ling Tan  
*TAY & PARTNERS*

Heng Choon Wan  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Peter Wee  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Kim Hoe Yeo  
*NORTH PORT*

Melina Yong  
*RASLAN - LOONG*

## MALAWI

Kevin M. Carpenter  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Richard Chakana  
*2PS CARGO Co.*

Marshal Chilenga  
*TF & PARTNERS*

Alan Chinula

Stuart Forster

Jim Ghobede  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Roseline Gramani  
*SAVJANI & Co.*

Aamir Rashid Jakhura  
*FARGO GROUP OF COMPANIES*

Chimwenwe Kalua  
*GOLDEN & LAW*

Anthony Kamanga, SC  
*MINISTRY OF JUSTICE*

Dannie J. Kamwaza  
*KAMWAZA DESIGN PARTNERSHIP*

Alfred Majamanda  
*MBENDERA & NKHONO ASSOCIATES*

Modesai Msisha  
*NYIRENDA & MSISHA LAW OFFICES*

Misheck Msiska  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Isaac Nsamala

Krishna Savjani  
*SAVJANI & Co.*

Duncan Singano  
*SAVJANI & Co.*

Don Whayo  
*KNIGHT FRANK*

## MALDIVES

Mohamed Akhsan  
*ARCHENG PVT LTD.*

Mohideen Bawa  
*HORIZON FISHERIES PVT. LIMITED*

Jatindra Bhatray  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Mohamed Hameed  
*ANTRAC PVT. LTD.*

Nadiya Hassan

Dheena Hussain  
*SHAH, HUSSAIN & Co. BARRISTERS & ATTORNEYS*

Yudhishtaran Kanagasabai  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Laila Manik  
*SHAH, HUSSAIN & Co. BARRISTERS & ATTORNEYS*



Aishath Rizna  
SHAH, HUSSAIN & Co.  
BARRISTERS & ATTORNEYS.

Aminath Rizna  
SHAH, HUSSAIN & Co.  
BARRISTERS & ATTORNEYS

Aishath Samah  
BANK OF MALDIVES PLC.

Shuaib M. Shah  
SHAH, HUSSAIN & Co.  
BARRISTERS & ATTORNEYS

## MALI

Traore Baba  
TMS - TRANSIT  
MANUTENTION SERVICES  
SARL

Baya Berthé  
Amadou Camara  
SCP CAMARA TRAORÉ

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fatima Diarra  
OFFICE NOTARIAL AHMADOU  
TOURE, NOTAIRE À BAMAKO

Mohamed Abdoulaye Diop  
SDV

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Hermann Gnango  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mamadou Ismaïla Konate  
JURIFIS CONSULT MALI

Mamadou Maïga  
L'UNION DES CAISSES  
MUTUELLES D'ÉPARGNE  
ET DES CRÉDITS DU MALI

Evelynne M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Malick Badara Sow  
ATELIER D'ARCHITECTURE ET  
D'URBANISME

Salif Tall  
ÉTUDE DE ME TOURE

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ahmadou Toure  
OFFICE NOTARIAL AHMADOU  
TOURE, NOTAIRE À BAMAKO

Madhou Traore  
CENTRE NATIONAL  
DE PROMOTION DES  
INVESTISSEMENTS - CNPI

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

## MAROC

BANK AL-MAGHRIB  
Aziz Abouelouafa  
GLOBEX MARITIME Co.  
Mly Hicham Alaoui  
GLOBEX MARITIME Co.

Myriam Emmanuelle Bennani  
AMIN HAJJI & ASSOCIÉS  
ASSOCIATION D'AVOCATS

Rachid Benzakour  
CABINET D'AVOCATS  
BENZAKOUR & LAHBABI

Richard Cantin  
JURISTSTRUCTURES - PROJECT  
MANAGEMENT & LEGAL  
ADVISORY SERVICES LLP

Mahat Chraïbi  
ALLEANCE ADVISORY MAROC

Driss Debbagh  
KETTANI LAW FIRM

Youssef El Falah  
ABA RULE OF LAW  
INITIATIVE-MOROCCO

Hafid Elbaze  
ALLEANCE ADVISORY MAROC

Mourad Faouzi  
OULAMINE LAW GROUP

Nawal Jellouli  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET  
DES FINANCES

Azeddine Kabbaj  
BARREAU DE CASABLANCA

Mehdi Kettani  
ALI KETTANI LAW OFFICE

Nadia Kettani  
KETTANI LAW FIRM

Rita Kettani  
KETTANI LAW FIRM

Bouchaib Labkiri  
GLOBEXLINE SARL

Wilfried Le Bihan  
CMS BUREAU FRANCIS  
LEFEBVRE

Michel Lecerf  
ALLEANCE ADVISORY MAROC

Réda Oulamine  
OULAMINE LAW GROUP

Hassan Rahmouni  
HASSAN RAHMOUNI LAW FIRM

Nesrine Roudane  
NERO BOUTIQUE LAW FIRM

Morgane Saint-Jalmes  
KETTANI LAW FIRM

Houcine Sefrioui  
PRÉSIDENT DE LA CAAF

Rachid Senhaji  
ORDRE DES ARCHITECTES DE  
CASABLANCA

Marc Veullot  
ALLEANCE ADVISORY MAROC

## MAURICE

Ryan Allas  
PRICewaterhouseCOOPERS

BPML FREEPORT SERVICES  
LTD

Philip Bond  
PRICewaterhouseCOOPERS

André Bonieux  
PRICewaterhouseCOOPERS

Urmila Boollell  
BANYMANDHUB BOOLELL  
CHAMBERS

Thierry Chellen  
BENOIT CHAMBERS

Yandraduth Googoolye  
BANK OF MAURITIUS

Thierry Koenig  
DE COMARMOND & KOENIG

LEGIS & PARTNERS

Didier Lenette  
PRICewaterhouseCOOPERS

Damien Mamet  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Jean Pierre Montocchio

Loganayagan Munian  
ARTISCO INTERNATIONAL

Khalil Munseea  
FARFAT ENTERPRISE LTD.

Camille Pouletty  
DE COMARMOND & KOENIG

Iqbal Rajahbalee  
BLC CHAMBERS

Andre Robert  
ATTORNEY-AT-LAW

Devianttee Sobaran  
REGISTRAR-GENERAL'S  
DEPARTMENT

Vikash Takoor  
BANK OF MAURITIUS

Parikshat Teeluck  
MAERSK LTD.

Bobby Yerkiah  
PRICewaterhouseCOOPERS

## MAURITANIE

Tidiane Bal  
BSD & ASSOCIÉS

Yousoupha Diallo  
BSD & ASSOCIÉS

Maouloud Vall El Hady Seyid  
ÉTUDE HADY MAOULOUDVALL

Hamoud Ismail  
SMPN

Cheikani Jules  
CABINET ME JULES

Mohamed Lam  
BSD & ASSOCIÉS

Wedou Mohamed  
MAURHANDLING

Ahmed Salem Ould  
Bouhoubeyni  
CABINET BOUHOUBEYNI

Ahmed Salem Ould Hacen  
BANQUE CENTRALE

Mohamedou Ould Hacen  
BUREAU TASMIM

Hamdi Ould Mahjoub  
PRIVATE PRACTICE

Aliou Sall  
ASSURIM CONSULTING

Cheikh Sall  
ÉTUDE HADY MAOULOUDVALL

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ould Yahya Yeslem  
ÉTUDE MAÎTRE YESLEM  
O. YAHYA

## MEXIQUE

Gabriel I. Aguilar Bustamante  
PRICewaterhouseCOOPERS

Silvia Aguiñiga  
PRICewaterhouseCOOPERS

Isis Anaya  
SEDECO

Alberto Balderas  
JÁUREGUI, NAVARRETE Y  
NADER, S.C.

Carlos Cano  
PRICewaterhouseCOOPERS

María Casas López  
BAKER & MCKENZIE

Nallieli Cid  
PRICewaterhouseCOOPERS

Rodrigo Conesa  
RITCH MUELLER, S.C.

Eduardo Corzo Ramos  
HOLLAND & KNIGHT-  
GALLÁSTEGUI Y LOZANO, S.C.

Raul de la Sierra Scauley  
BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES  
LANDA

Oscar de la Vega  
BASHAM, RINGE Y CORREA,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Dolores Enriquez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mariano Enriquez-Mejia  
BAKER & MCKENZIE

Salvador Esquivel Bernal  
PRICewaterhouseCOOPERS

César Fernando Gomez  
BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES  
LANDA

Julio Flores Luna  
GOODRICH, RIQUELME Y  
ASOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Carlos Frias  
PRICewaterhouseCOOPERS

Manuel Galicia  
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Celina Cossette Garcia  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Hans Goebel  
JÁUREGUI, NAVARRETE Y  
NADER, S.C.

Dalia Goldsmit  
PRICewaterhouseCOOPERS

Daniel Gómez Alba  
CAAAREM

Teresa de Lourdes Gómez  
Neri  
GOODRICH, RIQUELME Y  
ASOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Hugo Gonzalez  
BAKER & MCKENZIE

Cesar Gonzalez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Eugenia González Rivas  
GOODRICH, RIQUELME Y  
ASOCIADOS

Alvaro Gonzalez-Schiaffino  
PRICewaterhouseCOOPERS

Benito Guerrero  
GLUCSA DEL PACIFICO

Yves Hayaux-du-Tilly  
JÁUREGUI, NAVARRETE Y  
NADER, S.C.

Rodrigo Hernández Terán  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alejandro Ledesma  
PRICewaterhouseCOOPERS

Adriana Lopez  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Ana Paula López Padilla y  
Lapuente  
BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES  
LANDA

Gerardo Lozano Alarcón  
HOLLAND & KNIGHT-  
GALLÁSTEGUI Y LOZANO, S.C.

Lorenza Luengo Gomezmont  
BAKER & MCKENZIE

Laura Macarty  
PRICewaterhouseCOOPERS

Carlos Manuel Martinez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Edgar Francisco Martinez  
Herrasti

GOODRICH, RIQUELME Y  
ASOCIADOS

Bernardo Martínez Negrete  
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Fernando Medel  
NOTARY PUBLIC 218 OF THE  
FEDERAL DISTRICT

Carla Mendoza  
BAKER & MCKENZIE

Carlos E. Montemayor  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alonso Martin Montes  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Rocío Montes  
PRICewaterhouseCOOPERS

Michelle Muciño  
PMC ASOCIADOS

Gabriela Nassau  
RITCH MUELLER, S.C.

Marco Nava  
PRICewaterhouseCOOPERS

Arturo Pedromo  
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Lázaro Peña  
PRICewaterhouseCOOPERS

Juan Manuel Perez  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Nicolás Pérez  
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Gabriela Pérez Castro Ponce  
de León

MIRANDA & ESTAVILLO, S.C.

Pablo Perezalonso Eguia  
RITCH MUELLER, S. C.

Leonel Perezniето  
JÁUREGUI, NAVARRETE Y  
NADER, S.C.

Guillermo Picarchic  
PMC ASOCIADOS

José Picarchic  
PMC ASOCIADOS

Claudia Ríos  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mario Alberto Rocha  
PRICewaterhouseCOOPERS

Cecilia Rojas  
GALICIA Y ROBLES, S.C.

Arturo Ruiz Massieu  
PRICewaterhouseCOOPERS

Israel Saldaña  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jorge Sanchez  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS*

Paola Sánchez Hernandez  
*BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES LANDA*

Cristina Sánchez-Urtiz  
*MIRANDA & ESTAVILLO, S.C.*

Fernando Santamaria-Linares  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Monica Schiaffino Pérez  
*BASHAM, RINGE Y CORREA, MEMBER OF IUS LABORIS*

Juan Francisco Torres Landa Ruffo  
*BARRERA, SIQUEIROS Y TORRES LANDA*

Antonio Torres-Cabello  
*CAAAREM*

Maribel Trigo Aja  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Layla Vargas Muga  
*GOODRICH, RIQUELME Y ASOCIADOS, MEMBER OF LEX MUNDI*

Carlos Vela  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

## MICRONÉSIE

Eric Emeka Akamigbo  
*POHNPEI STATE GOVERNMENT*

Kenneth Barden  
*ATTORNEY-AT-LAW*

## MOLDOVA

Dinu Armasu  
*FOREIGN INVESTORS ASSOCIATION*

Maxim Banaga  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Eduard Boian  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Vitaliy Nikolaevich Bulgac  
*INDEPENDENT CONSULTANT*

Victor Burac  
*VICTOR BURAC LAW FIRM*

Mihail Buruiana  
*BURUIANA & PARTNERS*

Victor Burunsus  
*THE WORLD BANK*

Andrei Caciurencu  
*ACI PARTNERS*

Georghu Calugharu  
*UNION OF EMPLOYERS IN BUILDING AND CONSTRUCTION MATERIALS INDUSTRY*

Andrian Candu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Octavian Cazac  
*TURCAN & TURCAN*

Svetlana Ceban  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Vitalie Ciofu  
*GLADEI & PARTNERS*

Bogdan Ciubotaru  
*TURCAN & TURCAN*

Aureliu Anatol Colenco  
*COMMERCIAL COURT*

Alla Cotos  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Sergiu Dumitrasco  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Serghei Filatov  
*ACI PARTNERS*  
Feodosia Furculita  
*CUSTOMS SERVICE*

Roger Gladei  
*GLADEI & PARTNERS*

Silvia Grosu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Roman Gutu  
Oxana Guțu

Valeriu Lazar  
*BIS*

Victor A. Levintsa  
*LEVINTSA & ASSOCIATES*

Andrei Lopusneac  
*UNION FENOSA INTERNATIONAL*

Cristina Martin  
*ACI PARTNERS*

Mihaela Mitroi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Marin Moraru  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gleb Morozov

Alexandru Munteanu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Igor Odobescu  
*ACI PARTNERS*

Ruslan Pirnevu  
*QUEHENBERGER-HELLMANN SRL*

Maria Popescu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Nicolae Posturusu  
*CUSTOMS SERVICE*

Silvia Radu  
*UNION FENOSA INTERNATIONAL*

Ion Railean  
*UNION OF EMPLOYERS IN BUILDING AND CONSTRUCTION MATERIALS INDUSTRY*

Mihai Roscovan  
*BUSINESS CONSULTING INSTITUTE*

Pavel Sarghi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Antonina Sevcenco

Viorel Sirghi  
*BSMB LEGAL COUNSELLORS*

Tatiana Stavinschi  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Serghei Toncu  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Nicolae Triboi  
*NATIONAL ENERGY REGULATORY AGENCY*

Alexander Turcan  
*TURCAN & TURCAN*

Evgeniy Untilo  
*UNION OF EMPLOYERS IN BUILDING AND CONSTRUCTION MATERIALS INDUSTRY*

Irina Verhovetchi  
*ACI PARTNERS*

Daniela Zaharia  
*ACI PARTNERS*

Marina Zanoga  
*TURCAN & TURCAN*

## MONGOLIE

Tomas Balco  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Badarch Bayarmaa  
*LYNCH & MAHONEY*

Batzaya Bodikhuu  
*ANAND & BATZAYA ADVOCATES*

David Buxbaum  
*ANDERSON & ANDERSON*

Batbayar Byambaa  
*GTS ADVOCATES*

Enkh-Amgalan Choidogdemid  
*Gobi CORPORATION*

Khatanbat Dashdarjaa  
*ARLEX CONSULTING SERVICES*

Delgermaa  
*Gobi CORPORATION*

Courtney Fowler  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Damdinsuren Khand  
*TSETS LAW FIRM*

Odmaa Khurelbald  
*ANDERSON & ANDERSON*

Daniel Mahoney  
*LYNCH & MAHONEY*

Leylim Mizamkhan  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Odonhuu Muuzee  
*TSETS LAW FIRM*

Bayartsetseg N.  
*CHONO CORPORATION*

Enkhriimaa N.  
*TUUSHIN COMPANY LTD.*

Zorigt N.  
*TUUSHIN COMPANY LTD.*

Sarantsatsral Ochirpurev  
*URKH COMPANY*

Christian Packard  
*ANDERSON & ANDERSON*

Uranbaatar S.  
*ARLEX CONSULTING SERVICES*

Jocelyn Steiner  
*LYNCH & MAHONEY*

Odbaatar Sukhbaatar  
*ANDERSON & ANDERSON*

Tsogt Tsend  
*ADMINISTRATIVE COURT OF CAPITAL CITY*

Amangyeld Tuul  
*CREDIT REGISTRY*

Arsllaa Urjin  
*ULAANBAATAR ELECTRICITY DISTRIBUTION NETWORK COMPANY*

Michelle Zorig  
*ARLEX CONSULTING SERVICES*

## MONTÉNÉGRÓ

Rene Bijvoet  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Bojana Bogojević  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Vasilije Bošković  
*LAW FIRM BOŠKOVIĆ*

ČELEBIĆ COMPANY

Mark Crowford  
*OPPORTUNITY BANK*

Jelena Djokić  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jovana Ilić  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Nada Jovanović  
*CENTRAL BANK*

Ana Karanikić  
*MONTENEGRIN EMPLOYERS FEDERATION*

Radoš Kastratović  
*KASTRATOVIĆ LAW OFFICE*

Đorđe Krivokapić  
*KARANOVIĆ & NIKOLIĆ*

Ana Krsmanović  
*INSTITUTE FOR STRATEGIC STUDIES AND PROGNOSSES MONTENEGRO BUSINESS ALLIANCE*

Aleksandar Miljković  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Veljko Pavičević  
*OPPORTUNITY BANK*

Predrag Pavličić  
*MONTECCO INC*

Zorica Peshić  
*LAW OFFICE VUJACIĆ*

Novica Pešić  
*LAW OFFICE VUJACIĆ*

Snežana Pešić  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Dragana Radević  
*CENTER FOR ENTREPRENEURSHIP AND ECONOMIC DEVELOPMENT*

Jelena Vujišić  
*LAW OFFICE VUJACIĆ*

Lana Vukmirović  
*PRELEVIC LAW FIRM*

Veselin Vuković  
*CENTRAL BANK*

## MOZAMBIQUE

Salimo Abdula  
*CONFEDERATION OF BUSINESS ASSOCIATIONS*

Mark Badenhorst  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Carolina Balate  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Armindo Braz Barradas  
*MINISTRY OF INDUSTRY AND COMMERCE*

Timothy W. Born  
*USAID*

José Manuel Caldeira  
*SAL & CALDEIRA - ADVOGADOS E CONSULTORES, LDA*

Eduardo Calú  
*SAL & CALDEIRA - ADVOGADOS E CONSULTORES, LDA*

Alexandra Carvalho  
*Monjardino*

Kátia Cassamo  
*MOZLEGAL LDA*

Henrique Castro-Arnaro  
*ARQUITECTOS E ASSOCIADOS, LDA*

Paulo Centeio  
*MGA ADVOGADOS & CONSULTORES*

Pedro Chabela  
*ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE E.P.*

Pedro Ernesto Chambe  
*MoCARGO*

Anastácia Chamusse  
*BANCO DE MOÇAMBIQUE*

Dipak Chandulal  
*MGA ADVOGADOS & CONSULTORES*

Mucio Chebete  
*MoCARGO*

Jonas Chitsumba  
*ELECTRICIDADE DE MOÇAMBIQUE E.P.*

Ahmad Chothia  
*MANICA FREIGHT SERVICES S.A.R.L.*

Carol Christie Smit  
*MOZLEGAL LDA*

Pedro Couto  
*H. GAMITO, COUTO, GONÇALVES PEREIRA E CASTELO BRANCO & ASSOCIADOS*

Simeai Cuamba  
*CUAMBA ADVOGADO*

Paul De Chalaín  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Carlos de Sousa e Brito  
*CARLOS DE SOUSA & BRITO & ASSOCIADOS*

Fulgêncio Dimande  
*MANICA FREIGHT SERVICES S.A.R.L.*

Maria João Dionísio  
*PIMENTA, DIONÍSIO E ASSOCIADOS*

Telmo Ferreira  
*H. GAMITO, COUTO, GONÇALVES PEREIRA E CASTELO BRANCO & ASSOCIADOS*

Jose Forjaz  
*JOSE FORJAZ ARQUITECTOS*

Adrian Frey  
*MOZLEGAL LDA*

Paulo Fumane  
*CONFEDERATION OF BUSINESS ASSOCIATIONS*

Martins Garrine  
*MANICA FREIGHT SERVICES S.A.R.L.*

Jennifer Garvey  
*Nipul Kailashcumar Govan*

PIMENTA, DIONÍSIO E ASSOCIADOS

Jorge Graça  
*MGA ADVOGADOS & CONSULTORES*

Soraia Issufo  
*SAL & CALDEIRA - ADVOGADOS E CONSULTORES, LDA*

Jorge Jorge Graça  
*MGA ADVOGADOS & CONSULTORES*

Neima Jossusb  
*MOZLEGAL LDA*

Friedrich Kaufmann  
MINISTÉRIO DA INDÚSTRIA E  
COMÉRCIO

Jim Lafleur  
CONFEDERATION OF  
BUSINESS ASSOCIATIONS OF  
MOZAMBIQUE

Rufino Lucas  
TEC TÉCNICOS CONSTRUTORES,  
LDA

Eugénio Luis  
BANCO DE MOÇAMBIQUE

Ivan Carlos Macão  
SAL & CALDEIRA -  
ADVOGADOS E CONSULTORES,  
LDA

Jaime Magumbe  
SAL & CALDEIRA -  
ADVOGADOS E CONSULTORES,  
LDA

Samuel Munzele Maimbo  
THE WORLD BANK

Manuel Didier Malunga  
NATIONAL DIRECTORATE OF  
REGISTRY AND NOTARIES

João Martins  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Camilo Mate  
MGA ADVOGADOS &  
CONSULTORES

Carlos Rafa Mate  
ROYAL NORWEGIAN EMBASSY

Genaro Moura  
MANICA FREIGHT SERVICES  
S.A.R.L

Julio Mutisse  
SAL & CALDEIRA -  
ADVOGADOS E CONSULTORES,  
LDA

Lara Narcy  
H. GAMITO, COUTO,  
GONÇALVES PEREIRA  
E CASTELO BRANCO &  
ASSOCIADOS

Auxílio Eugénio Nhabanga  
FERNANDA LOPES &  
ASSOCIADOS ADVOGADOS

Emílio R. Nhamissitane  
ADVOGADO

Ilidio Alexandre Ombe  
ELECTRICIDADE DE  
MOÇAMBIQUE E.P.

Miguel Paiva  
MOZLEGAL LDA

Paulo Pimenta  
PIMENTA, DIONÍSIO E  
ASSOCIADOS

António de Vasconcelos Porto  
VASCONCELOS PORTO &  
ASSOCIADOS

José Augusto Tomo Psico  
BANCO DE MOÇAMBIQUE

Malaika Ribeiro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luís Filipe Rodrigues  
SAL & CALDEIRA -  
ADVOGADOS E CONSULTORES,  
LDA

Ana Filipa Russo de Sá  
SILVA GARCIA

Firza Sadek  
PIMENTA, DIONÍSIO E  
ASSOCIADOS

Carlos Schwalbach  
JOSE FORJAZ ARQUITECTOS

Muchimba Sikumba-Dils  
MSD INVESTMENTS

Katia Tourais  
SAL & CALDEIRA -  
ADVOGADOS E CONSULTORES,  
LDA

António Veloso  
PIMENTA, DIONÍSIO E  
ASSOCIADOS

## NAMIBIE

Joos Agenbach  
KOEPE PARTNERS

Mark Badenhorst  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Benita Blume  
H.D. BOSSAU & CO.

Hanno D. Bossau  
H.D. BOSSAU & CO.

Albé Botha  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lorna Celliers  
BDO SPENCER STEWARD

Esi Chase  
ADVOCATE

Andy Chase  
STAUCH+PARTNERS  
ARCHITECTS

Paul De Chalaín  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Eddie Dichtl  
WOKER FREIGHT SERVICES

Ferdinand Diener  
CITY OF WINDHOEK POWER  
DEPARTMENT

Nellie du Toit  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hans-Bruno Gerdes  
ENGLING, STRITTER &  
PARTNERS

Ismarelda Hangué  
DEEDS OFFICE

Sebby Kankondi  
PORTS AUTHORITY

Herman Charl Kinghorn  
KINGHORN ASSOCIATES

Peter Frank Koep  
P.F. KOEP & CO.

Frank Köpplinger  
G.F. KÖPPLINGER LEGAL  
PRACTITIONERS

Norbert Liebich  
TRANSWORLD CARGO (PTY)  
LTD.

John D. Mandy  
STOCK EXCHANGE

Richard Traugott Diethelm  
Mueller  
KOEPE PARTNERS

Brigitte Nependa  
H.D. BOSSAU & CO.

Carina Oberholzer  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jesse Schicklerling  
THE LAW SOCIETY OF NAMIBIA

Ndapewa Shipopyeni

Retha Steinmann  
THE LAW SOCIETY OF  
NAMIBIA

Axel Stritter  
ENGLING, STRITTER &  
PARTNERS

Marius van Breda  
TRANSUNION NAMIBIA

Lourens Willers  
G.F. KÖPPLINGER LEGAL  
PRACTITIONERS

Renate Williamson  
P.F. KOEP & CO.

Paul A. E. Wolff  
MANICA GROUP PTY. LTD.

## NÉPAL

Anil Chandra Adhikari  
CREDIT INFORMATION BUREAU

Ajay Ghimire  
APEX LAW CHAMBER

Jagat B. Khadka  
SHANGRI-LA FREIGHT PVT.  
LTD.

LD Mahat  
CSC & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ashok Man Kapali  
SHANGRI-LA FREIGHT PVT.  
LTD.

Purnachitra Pradhan  
KARIA SUCHANA KENDRA  
LTD(CIB)

Devendra Pradhan  
PRADHAN & ASSOCIATES

Madan Krishna Sharma  
CSC & Co. /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sudheer Shrestha  
KUSUM LAW FIRM

Ramji Shrestha  
PRADHAN & ASSOCIATES

Ram Chandra Subedi  
SUPREME COURT OF NEPAL,  
APEX LAW CHAMBER

Anup Upreti  
PIONEER LAW ASSOCIATES

## NICARAGUA

Diana Aguilar  
ACZALAW

Guillermo Alemán Gómez  
ACZALAW

Bernardo Arauz  
BAUTRANS & LOGISTICS

Bertha Argüello de Rizo  
F.A. ARIAS & MUÑOZ

David Urcuyo Báez  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Minerva Adriana Bellorín  
Rodríguez  
ACZALAW

BENDAÑA & BENDAÑA

Caroline Bono  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Thelma Carrion  
AGUILAR CASTILLO LOVE

Humberto Carrión  
CARRIÓN, SOMARRIBA &  
ASSOCIADOS

Gloria Maria de Alvarado  
ALVARADO Y ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Francis Díaz  
GARCÍA & BODÁN

Maricarmen Espinosa Segura  
MOLINA & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW

Mervin Estrada  
GARCÍA & BODÁN

Alejandro Fernández de  
Castro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Terencio García Montenegro  
GARCÍA & BODÁN

Gerardo Hernandez  
CONSORTIUM - TABOADA &  
ASOCIADOS

Ruth Huete  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mariela Jiménez  
ACZALAW

Pablo Mogollon  
TRANSUNION

Yali Molina Palacios  
MOLINA & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW

Alvaro Molina Vaca  
MOLINA & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW

Roberto Montes  
ARIAS & MUÑOZ

Soraya Montoya Herrera  
MOLINA & ASOCIADOS  
CENTRAL LAW

Amilcar Navarro  
GARCÍA & BODÁN

Ramón Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Silvio G. Otero Q.  
GLOBALTRANS  
INTERNACIONAL

Andrea Paniagua  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Róger Pérez  
ARIAS & MUÑOZ

Julio Pinedo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos Taboada Rodríguez  
CONSORTIUM - TABOADA &  
ASOCIADOS

Carlos Jose Salinas Blandino  
ALVARADO Y ASOCIADOS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Felipe Sánchez  
ACZALAW

Alfonso José Sandino Granera  
CONSORTIUM - TABOADA &  
ASOCIADOS

Julio E. Sequeira  
EVENOR VALDIVIA P. &  
ASOCIADOS

Arnulfo Somarriba  
TRANSUNION

Rodrigo Taboada Rodríguez  
CONSORTIUM - TABOADA &  
ASOCIADOS

Juan Tejada  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Carlos Tellez  
GARCÍA & BODÁN

David Urcuyo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## NIGER

Aliou Amadou  
S.C.P.A. MANDELA

Karim Arzika  
CONSERVATION FONCIÈRE

Mahamane Baba  
SDV

Alain Blambert  
SDV

Moussa Coulibaly  
CABINET D'AVOCATS SOUNA-  
COULIBALY

Jonathan Darboux  
BCEAO

Aïssa Degbey  
ECO BANK

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Bernard Duffros  
SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DES  
EAUX DU NIGER

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hermann Gnango  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Souley Hammi Illiassou  
ETUDE D'AVOCATS - MARC LE  
BIHAN & COLLABORATEURS

Diaouga Haoua  
ÉTUDE DE MAÎTRE DJIBO  
AÏSSATOU

Dodo Dan Gado Haoua  
ÉTUDE DE MAÎTRE DODO DAN  
GADO HAOUA

Issoufou Issa  
DIRECTION GÉNÉRALE DES  
IMPÔTS

Seybou Issifi  
COMMUNAUTÉ URBAINE DE  
NIAMEY

Bernar-Oliver Kouaovi  
CABINET KOUAOVI

Fati Kountche-Adji  
CABINET FATI KOUNTCHE

Fatouma Lanto  
ÉTUDE D'AVOCATS MARC LE  
BIHAN & COLLABORATEURS

Marc Le Bihan  
ÉTUDE D'AVOCATS MARC LE  
BIHAN & COLLABORATEURS

Diallo Rayanatou Loutou  
CABINET LOUTOU -  
ARCHITECTES

Laouali Madougou  
ÉTUDE D'AVOCATS MARC LE  
BIHAN & COLLABORATEURS

Boubacar Nouhou Maiga  
E.N.G.E.

Saadou Maiguizo  
BUREAU D'ÉTUDES  
TECHNIQUES D'ASSISTANCE  
ET DE SURVEILLANCE EN  
CONSTRUCTION CIVILE

Marie-Virginie Mamoudou  
CHAMBRE NATIONALE DES  
NOTAIRES DU NIGER

Aoula Mamoudou  
MINISTÈRE DE L'URBANISME,  
DE L'HABITAT ET DU  
CADASTRE

Mamane Sani Manane  
BUREAU D'ÉTUDES BALA &  
HIMO

Evelynne M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yayé Mounkaïla  
CABINET D'AVOCATS  
MOUNKAILA-NIANDOU

Ibrahim Mounouni  
BUREAU D'ÉTUDES BALA &  
HIMO

Mayaki Oumarou  
DESS NOTARIAL

Sahabi Oumarou  
THEMIS INTERNATIONAL  
CONSULTANTS

Achimi M. Riliwanou  
ÉTUDE DE MAÎTRE ACHIMI  
RILIWANOU

Abdou Yacouba Saïdou  
CABINET ASPAU

Mano Salaou  
CABINET D'AVOCATS MANO  
SALAU

Boubacar Salaou  
ÉTUDE DE MAÎTRE BOUBACAR  
SALAU

Daouda Samna  
S.C.P.A. MANDELA

Halilou Sani  
NIGER

Abdou Moussa Sanoussi  
E.N.G.E.

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Idrissa Tchernaka  
ÉTUDE D'AVOCATS - MARC LE  
BÎHAN & COLLABORATEURS

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hamadou Yacouba  
ÉTUDE DE MAÎTRE DJIBO  
AÏSSATOU

## NIGÉRIA

Oluseyi Abiodun Akinwunmi  
AKINWUNMI & BUSARI, LEGAL  
PRACTITIONERS (A & B)

Olaleye Adebisi  
WTS ADEBIYI & ASSOCIATES

Temitayo Adegoke  
ALUKO & OYEBODE

Adeola Adeiye  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Saheed A. Aderemi

Francis Adewale  
VISTA BRIDGE GLOBAL  
RESOURCES LIMITED

Adesegun Agbebiyi  
ALUKO & OYEBODE

Gboalhan Agboluaje  
AELEX, LEGAL PRACTITIONERS  
& ARBITRATORS

Daniel Agbor  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Kenneth Aitken  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Uche Ajaegbu  
NIGERIA EMPLOYERS'  
CONSULTATIVE ASSEMBLY

Owolabi Animashaun  
SCOTECH UNIVERSAL  
RESOURCES LIMITED

Linda Arifayan  
WTS ADEBIYI & ASSOCIATES

Barr. N.U. Chianakwalam  
LEGAL STANDARD CONSULTING

Akinbo A. A. Cornerstone  
YOMM KINBOSS NIGERIA  
LIMITED

Kofo Dosekun  
ALUKO & OYEBODE

Emmanuel Egwuagu  
OBLA & CO.

Jude Bienose Ehiedu  
OLISA AGBAKOBA &  
ASSOCIATES

Nnenna Ejekam  
NNENNA EJEKAM ASSOCIATES

Olusoji Elias  
OLUSOJI ELIAS AND COMPANY

Anse Agu Ezetah  
CHIEF LAW AGU EZETAH  
& CO.

Yemi Idowu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Agent Benjamin Ihua-  
Maduenyi  
IHUA & IHUA

Femi David Ikotun  
ZIONGATE CHAMERS

Okorie Kalu  
PUNUKA ATTORNEYS &  
SOLICITORS

Folajimi Mohammed  
OLUSOJI ELIAS AND COMPANY

Ramat Muhammad  
J.K. ADAMU & CO

Victor Nwakasi  
OLISA AGBAKOBA &  
ASSOCIATES

Godwin Obla  
OBLA & CO.

Motunrayo Odumosu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ozofu Ogiemudia  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Mathias Okojie  
PUNUKA ATTORNEYS &  
SOLICITORS

Patrick Okonjo  
OKONJO, ODIAWA & EBIE

Dozie Okwuosah  
CENTRAL BANK

Titilola Olateju  
OKONJO, ODIAWA & EBIE

Ayodeji Olomojobi  
ALUKO & OYEBODE

Friday Omoregbee  
ADONO-SEE RESOURCES  
NIGERIA LIMITED

Fred Onuobia  
G. ELIAS & CO. SOLICITORS  
AND ADVOCATES

Tochukwu Onyike  
PUNUKA ATTORNEYS &  
SOLICITORS

Tunde Osasona  
WHITESTONE WORLDWIDE  
LTD.

Olufemi Ososanya  
HLB Z.O. OSOSANYA & CO.

Gbenga Oyeboode  
ALUKO & OYEBODE

Olushola Salau  
WTS ADEBIYI & ASSOCIATES

Mohammed Sani  
SMAH INTEGRATED SERVICES  
LTD.

Tunji Tiamiyu  
MULTIFREIGHTLOGISTICS  
NIG LTD.

Reginald Udom  
ALUKO & OYEBODE

Uche Ugoi  
AKINWUNMI & BUSARI, LEGAL  
PRACTITIONERS (A & B)

Aniekan Ukpanah  
UDO UDOMA & BELO-OSAGIE

Maxwell Ukebor  
WTS ADEBIYI & ASSOCIATES

Adamu M. Usman  
F.O. AKINRELE & CO.

Tokunbo Wahab  
ALUKO & OYEBODE

## NORVÈGE

Anders Aasland Kittelsen  
ADVOKATFIRMAET SCHJØDT  
DA

Bjørn Erik Andersen  
DNB NOR

Jan L. Backer  
WIKBORG, REIN & CO.

Stig Berge  
THOMMESSEN KREFTING  
GREVE LUND AS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Carl Arthur Christiansen  
RAEDER ADVOKATFIRMA

Magnar Danielsen  
NORWEGIAN MAPPING  
AUTHORITY, CADASTRE AND  
LAND REGISTRY

Knut Ekern  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Stein Fagerhaug  
DALAN ADVOKATFIRMA DA

Marie Fjulsrud  
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Claus R. Flinder  
SIMONSEN ADVOKATFIRMA DA

Amund Fougner  
ADVOKATFIRMAET HJORT DA,  
MEMBER OF IUS LABORIS

Geir Frøholm  
ADVOKATFIRMAET SCHJØDT  
D.A.

Mads Fuglesang  
ADVOKATFIRMAET SELMER  
D.A.

Ingenborg Gjølstad  
THOMMESSEN KREFTING  
GREVE LUND AS, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Pål Hasner  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Renate Iren Heggelund  
ADVOKATFIRMAET SELMER  
D.A.

Odd Hylland  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tove Ihle-Hansen  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jónar Transport

Hanne Karlsen  
RAEDER ADVOKATFIRMA

Niels R. Kiaer  
RIME ADVOKATFIRMA DA

Bjørn H. Kise  
ADVOKATFIRMA VOGT &  
WIIG A.S.

Ole Fredrik Melleby  
RAEDER ADVOKATFIRMA

Karl Erik Nedregotten  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Thomas Nordgård  
VOGT & WIIG AS

Ole Kristian Olsby  
HOMBLE OLSBY

ADVOKATFIRMA AS

Johan Ratvik  
DLA PIPER NORWAY DA

Anne Ulset Sande  
KVALE & CO. ADVOKATFIRMA  
ANS

Vegard Sivertsen  
DELOITTE, MEMBER OF  
DELOITTE TOUCHE TOHMATSU

Ståle Skutle Arneson  
ADVOKATFIRMA VOGT &  
WIIG A.S.

Simen Smeby Lium  
WIKBORG, REIN & CO.

Christel Spannow  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bernt Olav Steinland  
ADVOKATFIRMAET SELMER  
D.A.

Svein Sulland  
ADVOKATFIRMAET SELMER  
D.A.

Espen Trædal  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## NOUVELLE- ZÉLANDE

Douglas Alderslade  
CHAPMAN TRIPP

Matthew Allison  
VEDA ADVANTAGE

Janina Baigent  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Kevin Best  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Geoff Bevan  
CHAPMAN TRIPP

Shelley Cave  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER  
OF LEX MUNDI

John Cuthbertson  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

James Gibson  
BELL GULLY

Richard Holden  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Wanita Lala  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Kate Lane  
MINTER ELLISON RUDD WATTS

Thomas Leslie  
BELL GULLY

Aaron Lloyd  
MINTER ELLISON RUDD WATTS

Robert Muir  
LAND INFORMATION NEW  
ZEALAND

Ian Page  
BRANZ

Mihai Pascariu  
MINTER ELLISON RUDD WATTS

John Powell  
RUSSELL MCVEAGH

Mark Russell  
SIMPSON GRIERSON, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Neil Tier  
GRANT THORNTON LTD.

SDV

Murray Tingey  
BELL GULLY

Ross vander Schyff  
MINISTRY OF ECONOMIC  
DEVELOPMENT

Simon Vannini

Daniel Vizor  
BELL GULLY

OMAN

Abdulhakeem Zahran al-Abri  
MINISTRY OF HOUSING

Hazem H. Abu-Ghazaleh  
ABU GHAZEL INTELLECTUAL  
PROPERTY

Syed Nasir Ahmed  
DAMCO

Zubaida Fakir Mohamed Al  
Balushi  
CENTRAL BANK

Ahmed Al Barwani  
DENTON WILDE SAPTE

Azzan Qasim Al Busaidi  
INTERNATIONAL RESEARCH  
FOUNDATION

Khamis Abdullah Al-Farsi  
MINISTRY OF COMMERCE AND  
INDUSTRY

Said bin Saad Al Shahry  
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Ali Nassir Seif Al-Bualy  
AL-BUALY ATTORNEYS AT LAW  
& LEGAL CONSULTANTS

Mohsin Ahmed Alawi  
Al-Hadad  
MOHSIN AL-HADAD & AMUR  
AL-KIYUMI & PARTNERS

Khalid Khamis Al-Hashmi  
MUSCAT MUNICIPALITY

Abdullah Alsaïdi  
DR. ABDULLAH ALSAIDI LAW  
OFFICE

Saif Al-Saidi  
DR. SAIF AL-SAIDI ADVOCATES  
AND LEGAL CONSULTANTS

Mohammed Alshahri  
MOHAMMED ALSHAHRI &  
ASSOCIATES

MINISTRY OF HOUSING.

Hamad M. Al-Sharji  
HAMAD AL-SHARJI, PETER  
MANSOUR & CO.

Jihad Al-Taie  
JIHAD AL-TAIE & ASSOCIATES

Majid Al Toki  
TROWERS & HAMLINS



Sami Salim Al Asmi  
THE OMANI CENTER FOR  
INVESTMENT PROMOTION  
& EXPORT DEVELOPMENT  
(OCIPED)

Gaby Cobos  
CURTIS MALLET - PREVOST,  
COLT & MOSLE LLP

M.K. Das  
BANK MUSCAT

Mehreen B. Elahi  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& Co.

Abshaer M. Elgalal  
DR. SAIF AL-SAIDI ADVOCATES  
AND LEGAL CONSULTANTS

Alessandro Gugolz  
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Dali Habboub  
DENTON WILDE SAPTE

Sunil Joseph  
MAERSK LINE

P.E. Lalachen MJ  
HASSAN AL ANSARI LEGAL  
CONSULTANCY

Mohammed Magdi  
J. NASSIR & PARTNERS

Pushpa Malani  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mansoor Jamal Malik  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& Co.

Kapil Mehta  
MAERSK LINE

Subha Mohan  
CURTIS MALLET - PREVOST,  
COLT & MOSLE LLP

Ala Hassan Moosa  
MUSCAT ELECTRICITY  
DISTRIBUTION COMPANY

Jessica Morris  
DENTON WILDE SAPTE

Bruce Palmer  
CURTIS MALLET - PREVOST,  
COLT & MOSLE LLP

Marian Paul  
AL ALAWI, MANSOOR JAMAL  
& Co.

Reji Paul  
DR. ABDULLAH ALSAIDI LAW  
OFFICE

Madhu Sathyaseelan  
JIHAD AL-TAIE & ASSOCIATES

Peter Sayer  
SAID AL SHAHRY LAW OFFICE

Charles Schofield  
TROWERS & HAMLINS

Paul Sheridan  
DENTON WILDE SAPTE

Paul Suddaby  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jeff Todd  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Thomas Willan  
DENTON WILDE SAPTE

Norman Williams  
MAJAN ENGINEERING  
CONSULTANTS

Sarah Wright  
DENTON WILDE SAPTE

## UGANDA

Joachim Alinaitwe  
SHONUBI, MUSOKE & Co.  
ADVOCATES

Joseph Baliddawa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Walugembe Christopher  
MMAKS ADVOCATES

Frederick M.S Egonde-Ntende  
HIGH COURT

Moses Jurua Adriko  
MMAKS ADVOCATES

Francis Kamulegeya  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

John Fisher Kanyemibwa  
KATEERA & KAGUMIRE  
ADVOCATES

Phillip Karugaba  
MMAKS ADVOCATES

Edwin Karugire  
KIWANUKA & KARUGIRE  
ADVOCATES

Jim Kasigwa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vincent Katutsi  
KATEERA & KAGUMIRE  
ADVOCATES

Peter Kauma  
KIWANUKA & KARUGIRE  
ADVOCATES

Sophie Kayemba  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Robert Kiggundu  
ARCH FORUM LTD.

Geoffrey Kiryabwire  
JUSTICE

Kiryowa Kiwanuka  
KIWANUKA & KARUGIRE  
ADVOCATES

Robert Komakec  
ARCH FORUM LTD.

Eeshi Kutugu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

James Kyazze  
SHONUBI, MUSOKE & Co.  
ADVOCATES

Joseph Luswata  
SEBALU & LULE ADVOCATES  
AND LEGAL CONSULTANTS

Robinah Lutaaya  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ben Luwum  
BVL & Co.

John Mpambala  
KAMPALA CITY COUNCIL

Paul Frobisher Mugambwa  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Simon Muhumuza  
KAMPALA CITY COUNCIL

Cornelius Mukiibi  
C. MUKIIBI SENTAMU & Co.

Fatuma Nabulime  
SDV TRANSAMI LTD.

Plaxeda Namirimu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Rachel Nansikombi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Diana Ninsiima  
MMAKS ADVOCATES

Alex Rezida  
NANGWALA, REZIDA & Co.  
ADVOCATES

Kenneth Rutaremwa  
KATEERA & KAGUMIRE  
ADVOCATES

Ali Sengendo  
MWEBE, SEBAGALA & Co.

Stephen Serunjogi  
KATEERA & KAGUMIRE  
ADVOCATES

Alan Shonubi  
SHONUBI, MUSOKE & Co.  
ADVOCATES

Manish Siyani  
SEYANI BROTHERS & Co. (U)  
LTD

Parbat Siyani  
SEYANI BROTHERS & Co. (U)  
LTD

Sebadduka Swaibu  
SHABA MOTORS LTD.

Godfrey Zziwa  
MUWANGUZI, ZZIWA & MUSISI  
ADVOCATES

## OUZBÉKISTAN

Jakhongir Abdurazaqov  
AVENT ADVOCAT

Rimat Achmedshin  
FIDES

Mels Akhmedov  
BAS

Dildar M. Alimbekova  
BUSINESS WOMEN'S  
ASSOCIATION OF UZBEKISTAN

Umid Aripdjanov  
GRATA LAW FIRM

Nelly Djurabaeva  
M&M

Khalid Farooq  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Irina Gosteva  
DENTON WILDE SAPTE

Nail Hassanov  
LAW FIRM LEGES ADVOKAT

Rustam Ikramov  
HIMOYA LAW OFFICE

Mansurkhon Kamalov  
FOREIGN ENTERPRISE OF  
HUAWEI TECH INVESTMENT OF  
TASHKENT

Mouborak Kambarova  
DENTON WILDE SAPTE

Babur Karimov  
GRATA LAW FIRM

Khurshid Kasimdzhanov  
M&M LOGISTICS

Nurali Eshibaevich  
Khalmuratov

Zafar Khashimov  
ANGLESEY FOOD

Arif Nasibov  
IFC

Vera Ni  
ANGLESEY FOOD

Malika Norova  
GRATA LAW FIRM

Vsevolod Payevskiy  
IFC

PRICEWATERHOUSECOOPERS

Laziza Rakhimova  
GRATA LAW FIRM

Valeria Samborskaya  
NATIONAL CENTRE OF  
GEODESY & CARTOGRAPHY

Alexander Samborsky  
NATIONAL CENTRE OF  
GEODESY & CARTOGRAPHY

Sofiya Shaikhraziyeva  
GRATA LAW FIRM

Nizomiddin Shakhabutdinov  
LAW FIRM LEGES ADVOKAT

Alisher Shaykhov  
CHAMBER OF COMMERCE AND  
INDUSTRY

Alishev Shurkurlaev  
BERAD GROUP CO.

Petros Tsakanyan  
AZIZOV & PARTNERS

Ihtiyorjon Turaboyev  
IFC

Rafael Valyulin  
GENERAL MOTORS

## PAKISTAN

Sh. Farooq Abdullah  
ABRAHAM & SARWANA

Ali Jafar Abidi  
STATE BANK OF PAKISTAN

Waheed Ahmad  
CHAUDHARY LAW ASSOCIATES

Masood Ahmed  
ABRAHAM & SARWANA

Amjad Ali  
COTTON LOOP

AROMA SURGICAL CO.

Shariq Aziz  
ONLINE SHIPPING & LOGISTICS

Major Javed Bashir  
GREENFIELDS INTERNATIONAL

Kashif Butt  
ZEESHAN ENTERPRISES

BUNKER LOGISTICS

Ikram Fayaz  
QAMAR ABBAS & Co.

Tahseen Ghani  
HUSSAIN HOME TEXTILE

Khalid Habibullah  
ABRAHAM & SARWANA

Javed Hassan  
SOJITZ CORPORATION

Waqar Hussain  
ABRAHAM & SARWANA

Hamid Hussain  
CROWN MOVERS WORLDWIDE

Rashid Ibrahim  
A.F. FERGUSON & Co.

Ali Adnan Ibrahim  
GEORGETOWN UNIVERSITY  
LAW CENTER

Aman Ullah Iqbal  
CROWN TRADING COMPANY

Tariq Nasim Jan  
DATACHECK PVT. LTD.

Shaukat Ali Khan  
ALHABIB TEXTILE INDUSTRIES

Arif Khan  
QAMAR ABBAS & Co.

Asim Khan Hameed  
IVON TRADING COMPANY  
PVT. LTD.

Muhammad Maki  
ABRAHAM & SARWANA

Mehmood Y. Mandviwalla  
MANDVIWALLA & ZAFAR

Rashid Mehmood

Yasir Mehmood  
AL HAFIZ ENTERPRISES

T. Ud-Din A. Mirza  
A.F. FERGUSON & Co.

Moazzam Mughal  
BOXING WINNER

Mohammad Qasim Qureshi  
AZAM CHAUDHRY LAW  
ASSOCIATES

Shaheer Asghar Qureshi  
SAHIL FREIGHT PAKISTAN  
PRIVATE LIMITED

Faiza Rafique  
CHAUDHARY LAW ASSOCIATES

Adnan Rafique  
PARIAN INTERNATIONAL

Abdul Rahman  
QAMAR ABBAS & Co.

Waqar Rana  
CORNELIUS LANE & MUFTI

Abid Rauf  
ARC INTERNATIONAL

Mehdi Raza  
MOOSA TEXTILE MILLS (PVT)  
LTD

Sajjad Raza  
TRANSOCEAN SHIPPING  
AGENCIES

Abdul Razzaq  
QAMAR ABBAS & Co.

Jawad A. Sarwana  
ABRAHAM & SARWANA

Mohammad Shafique  
ONLINE SHIPPING & LOGISTICS

Ghulam Haider Shamsi  
HAIDER SHAMSI & Co.,  
CHARTERED ACCOUNTANTS

Mohammed Shoukat  
AIRCON LOGISTIC  
INTERNATIONAL

Zubair Umer  
TEXTILE HOME

Ilyas Zafar  
ZAFAR & ASSOCIATES LLP.

PRICEWATERHOUSECOOPERS

## PALAUOS

Kenneth Barden  
ATTORNEY-AT-LAW

Cristina Castro  
WESTERN CAROLINE TRADING  
Co.

Lolita Gibbons-Decheny  
KOROR PLANNING AND  
ZONING OFFICE

David Shadel  
THE LAW OFFICE OF KIRK AND  
SHADEL

## PANAMA

Alejandro Alemán  
ALFARO, FERRER & RAMÍREZ

Amanda C. Barraza de Wong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS



Francisco A. Barrios G.  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Caroline Bono  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jose A. Bozzo  
*GARRIDO & GARRIDO*

Jose Ignacio Bravo  
*COCOLPLAN*

Luis Chalhoub  
*ICAZA, GONZALEZ-RUIZ & ALEMAN*

Shanina J. Contreras  
*AROSEMENA NORIEGA & CONTRERAS, MEMBER OF IUS LABORIS AND LEX MUNDI*

Julio Cesar Contreras III  
*AROSEMENA NORIEGA & CONTRERAS, MEMBER OF IUS LABORIS AND LEX MUNDI*

Guadalupe de Coparropa  
*CEVA LOGISTICS*

Ricardo Eskildsen Morales  
*ESKILDSEN & ESKILDSEN*

Michael Fernandez  
*CAPAC (CÁMARA PANAMEÑA DE LA CONSTRUCCIÓN)*

Alejandro Fernández de Castro  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Enna Ferrer  
*ALFARO, FERRER & RAMÍREZ*

Einy K. Fuentes  
*PANAMÁ SOLUCIONES LOGÍSTICAS INT. - PSLI*

Jorge Garrido  
*GARRIDO & GARRIDO*

Jorge R. González Byrte  
*ARIAS, ALEMÁN & MORA*

Ricardo Madrid  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Ana Lucia Márquez  
*AROSEMENA NORIEGA & CONTRERAS, MEMBER OF IUS LABORIS AND LEX MUNDI*

Ivette Elisa Martínez Saenz  
*PATTON, MORENO & ASVAT*

Yadira I. Moreno  
*AGUILAR CASTILLO LOVE*

Erick Rogelio Muñoz  
*SUCRE ARIAS & REYES*

José Miguel Navarrete  
*AROSEMENA NORIEGA & CONTRERAS, MEMBER OF IUS LABORIS AND LEX MUNDI*

Ramón Ortega  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Andrea Paniagua  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Sebastian Perez  
*UNION FENOSA - EDEMET - EDECHI*

Julio Pinedo  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Alfredo Ramírez Jr.  
*ALFARO, FERRER & RAMÍREZ*

Manuel E. Rodríguez  
*UNION FENOSA - EDEMET - EDECHI*

Luz María Salamina  
*ASOCIACIÓN PANAMEÑA DE CRÉDITO*

Juan Tejada  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Valentín Ureña III  
*AROSEMENA NORIEGA & CONTRERAS, MEMBER OF IUS LABORIS AND LEX MUNDI*

Patricia Urriola  
*PANALPINA*

Ramón Varela  
*MORGAN & MORGAN*

## PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Tyson Boboro  
*ALLENS ARTHUR ROBINSON*

Vincent Bull  
*ALLENS ARTHUR ROBINSON*

David Caradus  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Richard Flynn  
*BLAKE DAWSON*

Justin Haiara  
*STEELES LAWYERS*

Peter Joseph Heystraten  
*SEA HORSE PACIFIC*

Antonia Laki  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

David Lavery  
*BLAKE DAWSON*

John Leahy  
*PETER ALLAN LOWING LAWYERS*

Simon Nutley  
*PETER ALLAN LOWING LAWYERS*

Steven O'Brien  
*O'BRIENS*

Kapu Rageau  
*RAGEAU, MANUA & KIKIRA LAWYERS*

STEAMSHIPS TRADING  
COMPANY LTD.

Thomas Taberia  
*PETER ALLAN LOWING LAWYERS*

## PARAGUAY

Perla Alderete  
*VOUGA & OLMEDO ABOGADOS*

Hugo T. Berkemeyer  
*BERKEMEYER, ATTORNEYS & COUNSELORS*

Luis Alberto Breuer  
*BERKEMEYER, ATTORNEYS & COUNSELORS*

Esteban Burt  
*PERONI, SOSA, TELLECHEA, BURT & NARVAJA, MEMBER OF LEX MUNDI*

María Debattisti  
*SERVIMEX SACI*

Lorena Dolsa  
*BERKEMEYER, ATTORNEYS & COUNSELORS*

Blas Dos Santos  
*FERRERE ATTORNEYS*

Estefanía Elicetche  
*PERONI, SOSA, TELLECHEA, BURT & NARVAJA, MEMBER OF LEX MUNDI*

Jorge Figueredo  
*VOUGA & OLMEDO ABOGADOS*

Néstor Gamarra  
*SERVIMEX SACI*

Ilse Gonzalez  
*ILSE GONZALEZ & ASOC*

Larisa Guillén  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jorge Jimenez Rey  
*BANCO CENTRAL*

Nestor Loizaga  
*FERRERE ATTORNEYS*

Carmela Martínez  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

María Esmeralda Moreno  
*MORENO RUFFINELLI & ASOCIADOS*

Roberto Moreno Rodríguez  
Alcalá  
*MORENO RUFFINELLI & ASOCIADOS*

Hector Palazon  
*FERRERE ATTORNEYS*

Rocío Penayo  
*MORENO RUFFINELLI & ASOCIADOS*

Yolanda Pereira  
*BERKEMEYER, ATTORNEYS & COUNSELORS*

Armando Riquelme  
*FIORIO, CARDOZO & ALVARADO*

Belen Saldivar Romañach  
*FERRERE ATTORNEYS*

Angela Schaerer de Sosa  
*ESCRIBANA PÚBLICA*

Ruben Taboada  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

## PAYS-BAS

Richard Bakker  
*OCEAN - TRANS INTERNATIONAL B.V.*

BDO CAMPS OEBERS  
ACCOUNTANTS &  
BELASTINGADVISEURS B.V.

Jan Bezem  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Karin W.M. Bodewes  
*BAKER & MCKENZIE N.V.*

Jacqueline van den Bosch  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Roland Brandsma  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Huib Brinkman  
*BAKER & MCKENZIE N.V.*

Margriet de Boer  
*DE BRAUW BLACKSTONE WESTBROEK N.V.*

Rolef de Weijis  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Friso Feitsma  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jeroen Holland  
*NAUTA DUTILH ATTORNEYS*

Fons Hoogeveen  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Jan-Willem de Jong  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Alexander Kaarls  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Martine Kos  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Filip Krsteski  
*VAN DOORNE N.V.*

Hans Mensonide  
*KENNEDY VAN DER LAAN*

Martijn Molenaar  
*NAUTA DUTILH ATTORNEYS*

Charlotte Niggebrugge  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Hugo Oppelaar  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Ralf Pieters  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Mark G. Rebergen  
*DE BRAUW BLACKSTONE WESTBROEK N.V.*

Hugo Reumkens  
*VAN DOORNE N.V.*

Stefan Sagel  
*DE BRAUW BLACKSTONE WESTBROEK N.V.*

Jan Willem Schenk  
*BAKER & MCKENZIE N.V.*

Robert Schrage  
*ROYAL NETHERLANDS NOTARIAL ORGANIZATION*

Piet Schroeder  
*BAKER & MCKENZIE N.V.*

Hans Londonck Sluijk  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

SDV B.V.

Jelienke Stamhuis  
*DE BRAUW BLACKSTONE WESTBROEK N.V.*

Maarten Tinnemans  
*DE BRAUW BLACKSTONE WESTBROEK N.V.*

Jaap Jan Trommel  
*NAUTA DUTILH ATTORNEYS*

Helene van Bommel  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Caspar van den Thillart  
*MINISTRY OF HOUSING, SPATIAL PLANNING AND THE ENVIRONMENT - GOVERNMENT BUILDINGS AGENCY*

Cees van den Udenhout

Paul van der Molen  
*CADASTRE, LAND REGISTRY AND MAPPING AGENCY*

Liane van der Vrugt  
*VÉDEVÉ LEGAL B.V.*

Sjaak van Leeuwen

Jan van Oorschot  
*NV CONTINUON*

Frederic Verhoeven  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Marcel Willems  
*KENNEDY VAN DER LAAN*

Christiaan Zijdeveld  
*HOUTHOFF BURUMA N.V.*

Kim Zwartscholten  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

## PÉROU

Walter Aguirre  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Marco Antonio Alarcón Piana  
*ESTUDIO ECHECOPAR*

Humberto Allemant  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Gisella Alvarado Caycho  
*ESTUDIO ECHECOPAR*

Guilherme Auler  
*FORSYTH & ARBE ABOGADOS*

Raul Barrios  
*BARRIOS FUENTES GALLO ABOGADOS*

German Barrios  
*BARRIOS FUENTES GALLO ABOGADOS*

Vanessa Barzola  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

Marianell Bonomini  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS LEGAL SERVICES*

José Ignacio Castro  
*ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA, NORMAND Y ASOCIADOS*

Fernando Castro Kahn  
*MUÑIZ, RAMÍREZ, PERÉZ-TAIMAN & LUNA VICTORIA ATTORNEYS AT LAW*

Javier de la Vega  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

Alfonso De Los Heros Pérez Albela  
*ESTUDIO ECHECOPAR*

Mariana De Olazaval  
*ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF LEX MUNDI*

Paula Devescovi  
*BARRIOS FUENTES GALLO ABOGADOS*

Juan Carlos Durand  
Grahammer  
*DURAND ABOGADOS*

Arturo Ferrari  
*MUÑIZ, RAMÍREZ, PERÉZ-TAIMAN & LUNA VICTORIA ATTORNEYS AT LAW*

Guillermo Ferrero  
*ESTUDIO FERRERO ABOGADOS*

Luis Fuentes  
*BARRIOS FUENTES GALLO ABOGADOS*

Juan García Montúfar  
*ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA, NORMAND Y ASOCIADOS*

Anabeli González  
*ESTUDIO FERRERO ABOGADOS*

Cecilia Guzman-Barron  
*BARRIOS FUENTES GALLO ABOGADOS*

Jose A. Honda  
*ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF LEX MUNDI*

Rafael Junco  
*CAMARA PERUANA DE LA CONSTRUCCION*

Kuno Kafka Prado  
*ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA, NORMAND Y ASOCIADOS*

Adolfo Lopez  
*PRICEWATERHOUSECOOPERS*

German Lora  
*PAYET, REY, CAUVI ABOGADOS*

Raul Lozano-Merino  
*PEÑA, LOZANO, FAURA & ASOCIADOS*

Milagros Maravi  
*ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA, NORMAND Y ASOCIADOS*

Jesús Matos  
*ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER OF LEX MUNDI*

Milagros Mendoza  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Anna Julia Mendoza  
PAYET, REY, CAUVI ABOGADOS

Marlene Molero  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Miguel Mur  
PRICewaterhouseCOOPERS

Franco Muschi  
PAYET, REY, CAUVI ABOGADOS

Gabriel Musso  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Carmen Padrón  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Adolfo J. Pinillos  
DURAND ABOGADOS

Lucianna Polar  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Carlos Javier Rabanal Sobrino  
DURAND ABOGADOS

Fernando M. Ramos  
BARRIOS FUENTES GALLO  
ABOGADOS

Sonia L. Rengifo  
BARRIOS FUENTES GALLO  
ABOGADOS

Alonso Rey Bustamante  
PAYET, REY, CAUVI ABOGADOS

Guillermo Acuña Roeder  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Augusto Ruiloba Morante  
ESTUDIO ECHECOPAR

Emil Ruppert Yañez  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Carolina Sáenz  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Adolfo Sanabria Mercado  
MUÑIZ, RAMÍREZ, PERÉZ-  
TAIMAN & LUNA VICTORIA  
ATTORNEYS AT LAW

Diego Sanchez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Martin Serkovic  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Hugo Silva  
RODRIGO, ELÍAS, MEDRANO  
ABOGADOS

José Antonio Valdez  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Valery Vicente  
FORSYTH & ARBE ABOGADOS

Manuel Villa-García  
ESTUDIO OLAECHEA, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Ursula Villanueva  
ESTUDIO RUBIO, LEGUÍA,  
NORMAND Y ASOCIADOS

Monica Yolanda Artega  
Chaparro  
REGISTRO PREDIAL URBANO

## PHILIPPINES

Emilio Amaranto  
PUYAT JACINTO SANTOS LAW  
OFFICE

Myla Gloria Amboy  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Jazmin Banal  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC & DE  
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Manuel Batallones  
BAP CREDIT BUREAU

Alexander B. Cabrera  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Rusvie Cadiz  
RVFREIGHT AND SERVICES

Joseph Omar A. Castillo  
PUYAT JACINTO SANTOS LAW  
OFFICE

Kenneth Chua  
QUISUMBING TORRES,  
MEMBER FIRM OF BAKER AND  
MCKENZIE

Emerico O. de Guzman  
ANGARA ABELLO CONCEPCION  
REGALA & CRUZ LAW OFFICES  
(ACCRALAW)

Juana M. Dela Cruz  
INTERNATIONAL  
CONSOLIDATOR PHILIPPINES,  
INC.

Rachelle Diaz  
QUISUMBING TORRES,  
MEMBER FIRM OF BAKER AND  
MCKENZIE

Ma. Lourdes Dino  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Rachel Follosco  
FOLLOSCO MORALLOS &  
HERCE

Catherine Franco  
QUISUMBING TORRES,  
MEMBER FIRM OF BAKER AND  
MCKENZIE

Gilberto Gallos  
ANGARA ABELLO CONCEPCION  
REGALA & CRUZ LAW OFFICES  
(ACCRALAW)

Geraldine S. Garcia  
FOLLOSCO MORALLOS &  
HERCE

Gwen Grecia-de Vera  
PJS LAW

Rafael Khan  
SIGUION REYNA MONTECILLO  
& ONGSLAKO

Genevieve M. Limbo  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Victoria Limkico  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Erich H. Lingad  
INTERNATIONAL  
CONSOLIDATOR PHILIPPINES,  
INC.

Herminio Liwanag  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Lory Anne Manuel-McMullin  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Yolanda Mendoza-Eleazar  
CASTILLO LAMAN TAN  
PANTALEON & SAN JOSE LAW  
OFFICES

Elmer R. Mitra, Jr  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Jesúsito G. Morillos  
FOLLOSCO MORALLOS &  
HERCE

Freddie Naagas  
OOCL LOGISTICS

Alan Ortiz  
FOLLOSCO MORALLOS &  
HERCE

Nicanor N. Padilla  
SIGUION REYNA MONTECILLO  
& ONGSLAKO

Emmanuel C. Paras  
SYCIP SALAZAR HERNANDEZ &  
GATMAITAN

Zayber B. Protacio  
PRICewaterhouseCOOPERS /  
ISLA LIPANA & CO.

Janice Kae Ramirez  
QUASHA ANCHETA PENA &  
NOLASCO

Roderick Reyes  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Ricardo J. Romulo  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC AND  
DE LOS ANGELES, MEMBER OF  
LEX MUNDI

Roy Enrico Santos  
PUYAT JACINTO SANTOS LAW  
OFFICE

Sheryl Tanquilut  
ROMULO, MABANTA,  
BUENAVENTURA, SAYOC & DE  
LOS ANGELES, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Bianca Torres  
PJS LAW

Ma. Melva Valdez  
JIMENEZ GONZALES LIWANAG  
BELLO VALDEZ CALUYA &  
FERNANDEZ

Redentor C. Zapata  
QUASHA ANCHETA PENA &  
NOLASCO

Gil Roberto Zerrudo  
QUISUMBING TORRES,  
MEMBER FIRM OF BAKER AND  
MCKENZIE

## POLOGNE

ALLEN & OVERY A. PĘDZICH  
SP.K.

Grzegorz Banasiuk  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
POLSKA

Aleksander Borowicz  
BIURO INFORMACJI  
KREDYTOWEJ S.A.

Tomasz Brudkowski  
KOCHAŃSKI, BRUDKOWSKI &  
PARTNERS

Krzysztof Cichocki  
SKS LEGAL

Krzysztof Ciepliński  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
POLSKA

Bożena Ciosek  
WIERZBOWSKI EVERSHERDS,  
MEMBER OF EVERSHERDS  
INTERNATIONAL LTD.

Tomasz Duchniak  
SKS LEGAL

Lech Giliciński  
WHITE & CASE W.  
DANIŁOWICZ, W. JURCEWICZ I  
WSPÓLNICY SP. K.

Paweł Grześkowiak  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
POLSKA

Fidala Jarosław  
TOKARCZUK, JĘDRZEJCZYK,  
WSPÓLNICY. KANCELARIA  
PRAWNA GIDE LOYRETTE  
NOUËL POLSKA

Piotr Kaim  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tomasz Kański  
SOŁTYSIŃSKI KAWECKI &  
SZŁĘZAK

Iwona Karasek  
JAGIELLONIAN UNIVERSITY  
KRAKOW

Edyta Kolkowska

Ewa Lachowska - Brol  
WIERZBOWSKI EVERSHERDS,  
MEMBER OF EVERSHERDS  
INTERNATIONAL LTD.

Dagmara Lipka-Chudzik  
MAGNUSSON

Agata Mierzwa  
WIERZBOWSKI EVERSHERDS,  
MEMBER OF EVERSHERDS  
INTERNATIONAL LTD.

Dariusz Okolski  
OKOLSKI LAW OFFICE

Krzysztof Pawlak  
SOŁTYSIŃSKI KAWECKI &  
SZŁĘZAK

Weronika Pelc  
WARDYŃSKI & PARTNERS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Anna Maria Pukszto  
SALANS

Bartłomiej Raczkowski  
BARTŁOMIEJ RACZKOWSKI  
KANCELARIA PRAWA PRACY

Piotr Sadownik  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
POLSKA

Katarzyna Sarek  
BARTŁOMIEJ RACZKOWSKI  
KANCELARIA PRAWA PRACY

Zbigniew Skórczyński  
CHADBOURNE & PARKE LLP

Dariusz Smiechowski  
UNION OF POLISH ARCHITECTS

Iwona Smith  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ewelina Stobiecka  
EISELSBERG NATLACEN  
WALDERDORFF CANCOLA  
RECHTSANWÄLTE GMBH

Dariusz Tokarczuk  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
POLSKA

Wojciech Wądołowski  
MAGNUSSON

Radosław Waszkiewicz  
SOŁTYSIŃSKI KAWECKI &  
SZŁĘZAK

Ewa Wiśniewska

Tomasz Zabost

## PORTO RICO

Viviana Aguilu  
PRICewaterhouseCOOPERS

Israel Alicea  
QUINONES & SÁNCHEZ, PSC

Ignacio Alvarez  
PIETRANTONI MÉNDEZ &  
ALVAREZ LLP

Alfredo Alvarez-Ibañez  
O'NEILL & BORGES

Juan Aquino  
O'NEILL & BORGES

Javier Arbona  
QUINONES & SÁNCHEZ, PSC

James A. Arroyo  
TRANSUNION

Hermann Bauer  
O'NEILL & BORGES

Nikos Buxeda Ferrer  
ADSUAR MUÑIZ GOYCO SEDA  
& PÉREZ-OCHOA, P.S.C

Mildred Caban  
GOLDMAN ANTONETTI &  
CÓRDOVA P.S.C

Jorge Capo  
O'NEILL & BORGES

Walter F. Chow  
O'NEILL & BORGES

Myrtilena Díaz Pedora  
ADSUAR MUÑIZ GOYCO SEDA  
& PÉREZ-OCHOA, P.S.C

Alberto G. Estrella  
WILLIAM ESTRELLA LAW  
OFFICES

Carla García  
O'NEILL & BORGES

Carlos Hernandez  
REICHARD & ESCALERA

Gerardo Hernandez  
WILLIAM ESTRELLA LAW  
OFFICES

Francisco Hernández-Ruiz  
REICHARD & ESCALERA

Donald E. Hull  
PIETRANTONI MÉNDEZ &  
ALVAREZ LLP

Luis Marini  
O'NEILL & BORGES

Rubén M. Medina-Lugo  
CANCIO, NADAL, RIVERA &  
DÍAZ

Oscar O. Meléndez - Sauri  
COTO MALLEY & TAMARGO,  
LLP

Pedro A. Morell  
GOLDMAN ANTONETTI &  
CÓRDOVA P.S.C

Carlos Nieves  
QUINONES & SÁNCHEZ, PSC

Joaquín M. Nieves  
SUN AIR EXPEDITE SERVICE

Jorge Peirats  
PIETRANTONI MÉNDEZ &  
ALVAREZ LLP

Edwin Quiñones  
QUINONES & SÁNCHEZ, PSC

Victor Rodriguez  
MULTITRANSPORT & MARINE  
CO.

Victor Rodriguez  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jorge M. Ruiz Montilla  
McCONNELL VALDÉS LLC

Javier Sánchez

Ineabelle Santiago  
REICHARD & ESCALERA

Yasmin Umpierre-Chaar  
O'NEILL & BORGES

Carlos Valdejuly  
O'NEILL & BORGES

Fernando Van Derdys  
REICHARD & ESCALERA

Travis Wheatley  
O'NEILL & BORGES

## PORTUGAL

Victor Abrantes  
VICTOR ABRANTES -  
INTERNATIONAL SALES AGENT

Filipa Arantes Pedroso  
MORAIS LEITÃO, GALVÃO  
TELES, SOARES DA SILVA &  
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Miguel Azevedo  
GARRIGUES

Manuel P. Barrocas  
BARROCAS SARMENTO NEVES

José Pedro Briosa e Gala  
BARROCAS SARMENTO NEVES

Rita Carvalho  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tiago Castanheira Marques  
ABREU ADVOGADOS

Susana Cebola  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

Gabriel Cordeiro  
DIRECÇÃO MUNICIPAL DE  
GESTÃO URBANÍSTICA

João Cadete de Matos  
BANCO DE PORTUGAL

Carlos de Sousa e Brito  
CARLOS DE SOUSA & BRITO &  
ASSOCIADOS

Cristina Dein  
DEIN ADVOGADOS

John Duggan  
PRICewaterhouseCOOPERS

Bruno Ferreira  
GARRIGUES

Jorge Figueiredo  
PRICewaterhouseCOOPERS

Inga Kilikeviciene

Martim Krupenski  
BARROCAS SARMENTO NEVES

Maria Manuel Leitão Marques  
SECRETARY OF STATE  
FOR ADMINISTRATIVE  
MODERNISATION

Diogo Léonidas Rocha  
GARRIGUES

Jorge Pedro Lopes  
POLYTECHNIC INSTITUTE OF  
BRAGANÇA

Marta Elisa Machado  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ana Margarida Maia  
MIRANDA CORREIA  
AMENDOIRA & ASSOCIADOS

Miguel Marques dos Santos  
GARRIGUES

Filipa Marques Junior  
MORAIS LEITÃO, GALVÃO  
TELES, SOARES DA SILVA &  
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Isabel Martínez de Salas  
GARRIGUES

Susana Melo  
GRANT THORNTON  
CONSULTORES, LDA

Joaquim Luís Mendes  
GRANT THORNTON  
CONSULTORES, LDA.

João Moucheira  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

MOUTEIRA GUERREIRO, ROSA  
AMARAL & ASSOCIADOS -  
SOCIEDADE DE ADVOGADOS  
R.L.

Rita Nogueira Neto  
GARRIGUES

Felipe Oliveira  
CARLOS DE SOUSA & BRITO &  
ASSOCIADOS

Rui Peixoto Duarte  
ABREU ADVOGADOS

Pedro Pereira Coutinho  
GARRIGUES

Acácio Pita Negrão  
PLEN - SOCIEDADE DE  
ADVOGADOS, RL

Margarida Ramalho  
ASSOCIAÇÃO DE EMPRESAS  
DE CONSTRUÇÃO E OBRAS  
PÚBLICAS

Paulo Ribeiro  
QUINTA DO FIGUEIRAL

Filomena Rosa  
DIRECTORATE GENERAL OF  
REGISTRY & NOTARY CIVIL  
SERVICE

David Salgado Areias  
ABREU ADVOGADOS

Pedro Santos  
ANDROMEDA

Pedro Santos  
GRANT THORNTON  
CONSULTORES, LDA

Raquel Santos  
MORAIS LEITÃO, GALVÃO  
TELES, SOARES DA SILVA &  
ASSOCIADOS, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Manuel Silveira Botelho  
ANTÓNIO FRUTUOSO DE MELO  
E ASSOCIADOS - SOCIEDADE DE  
ADVOGADOS, R.L.

Carmo Sousa Machado  
ABREU ADVOGADOS

João Paulo Teixeira de Matos  
GARRIGUES

## QATAR

Naveed Abdulla  
GULF STAR GROUP

Shawki Abu Nada  
CENTRAL TENDERS  
COMMITTEE

Abdelmoniem Abutiffa  
QATAR INTERNATIONAL LAW  
FIRM

Ali Al Amari  
CENTRAL BANK

Kholoud Al Faihani

Maitha Al Hajri

Mohammed Saleh Al Jilani  
CENTRAL BANK

Hassan Abdulla Al Khouri

Abdullah Al Muslemani  
LEGAL ADVISOR

Nada Mubarak Al Sulaiti  
AL SULAITI, ATTORNEYS,  
LEGAL CONSULTANTS &  
ARBITRATORS

Mohammed A. Ali  
AL KHORRI ADVOCATE &  
LEGAL CONSULTANTS

Adnan Ali  
PRICewaterhouseCOOPERS

Abdul Rahman Ali Almotawa  
CUSTOMS AND PORTS  
GENERAL AUTHORITY

A. Rahman Mohamed  
Al-Jufairi

A. RAHMAN MOHAMED  
AL-JUFAIRI

Juma Ali Rashed Al-Kaabi  
MINISTRY OF ECONOMY &  
COMMERCE

Rashid Bin Abdulla Al-Khalifa  
LAW OFFICE OF RASHID BIN  
ABDULLA AL-KHALIFA

Khalil Al-Mulla  
CUSTOMS AND PORTS  
GENERAL AUTHORITY

Muna Al-Mutawa  
ADVOCATE & LEGAL  
CONSULTANT

Mohammed H. Al-Naimi  
CENTRAL TENDERS  
COMMITTEE

Ahmad Al-Remehi  
REAL ESTATE REGISTRATION  
DEPARTMENT

Ahmed Mohammed  
Al-Rmehy  
MINISTRY OF JUSTICE

Walid A. Moneim Amen  
LABOUR DEPARTMENT

Ian Clay  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dalal K. Farhat  
ARAB ENGINEERING BUREAU

Steuart Anthony Greig  
BIN YOUSEF CARGO EXPRESS  
W.L.L

Robert A. Hager  
PATTON BOGGS LLP

Tajeldin Idris Babiker  
ABN LAW FIRM

Samar A. Ismail  
KHATIB & ALAMI

Ibrahim Jaidah  
ARAB ENGINEERING BUREAU

Abdul Jaleel  
LEX CHAMBERS.

Milan Joshi  
BIN YOUSEF CARGO EXPRESS  
W.L.L

Upuli Kasthurirachchi  
PRICewaterhouseCOOPERS

Sajid Khan  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ali Kudah  
CUSTOMS AND PORTS  
GENERAL AUTHORITY

Ahmed Sayed Rekaby Mansy  
LAW OFFICE OF RASHID BIN  
ABDULLA AL-KHALIFA

Abdul Muttalib  
GULF STAR GROUP

Najwan Nayef  
CLYDE & Co.LEGAL  
CONSULTANTS

Ali Said Othman  
CENTRAL TENDERS  
COMMITTEE

Mohammed SHK. Qasem  
KHATIB & ALAMI

Annette Seiffert  
CLYDE & Co. LEGAL  
CONSULTANTS

Sarah Simms  
CLYDE & Co. LEGAL  
CONSULTANTS

Laura Warren  
CLYDE & Co. LEGAL  
CONSULTANTS

Terence G.C. Witzmann  
HSBC

## RDP LAO

Kelly Bird  
ASIAN DEVELOPMENT BANK

Sithong Chanthasouk  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Lasonexay Chanthavong  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Sounthorn Chanthavong  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Aristotle David  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Chanthaly Douangvilay  
PEOPLE'S COURT OF  
VIENTIANE CAPITAL

Daodeuane Duangdara  
PRICewaterhouseCOOPERS

Grant Follett  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Daniel Horngren  
VASCO LTD.

Richard Irwin  
PRICewaterhouseCOOPERS

Khamkhong Liemphrachan  
MINISTRY OF JUSTICE

Ketsana Phommachanh  
MINISTRY OF JUSTICE,  
LAW RESEARCH AND  
INTERNATIONAL COOPERATION  
INSTITUTE

Thavorn Rujivanarom  
PRICewaterhouseCOOPERS

Khongsy Saisouttha  
JUDGEMENT ENFORCEMENT  
OFFICE OF VIENTIANE  
CAPITAL

Sivath Sengdouangchanh  
CONSULTANT

Khamphone Sipaseuth  
MINISTRY OF JUSTICE

Danyel Thomson  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Andrea Wilson  
DFDL MEKONG LAW GROUP

## RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Jean Adolphe Bitenu  
ANAPI

Etienne Blocaille  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alain Buhendwa  
CABINET MWAKA &  
ASSOCIATES

Deo Bukayafwa  
MBM CONSEIL

Jean Michel Cardino  
SOCIÉTÉ MINÈRE DE  
DÉVELOPPEMENT/RJ TRADERS

Victor Créspeil Musafiri  
CABINET D'AVOCAT JCC & A

Regis de Oliveira  
AGETRAF S.A.R.L. - SDV

Yves Debiesme  
AGETRAF S.A.R.L. - SDV

Hervé Diakiese  
AVOCAT À LA COUR

Papy Djuma Bilali  
CABINET MASAMBA

David Guarnieri  
FIDAFRICA /  
PRICewaterhouseCOOPERS

Amisi Herady  
ANAPI

Sandra Kabuya  
CABINET MWAKA &  
ASSOCIATES

Robert Katambu  
CABINET MWAKA &  
ASSOCIATES

Pierre Kazadi Tshibanda  
CABINET MASAMBA

Arly Khuty

Francis Lugunda Lubamba  
CABINET LUGUNDA LUBAMBA

Angèle Mabondo Ngoyi  
CABINET MASAMBA

Nkusu Makengo  
CABINET MASAMBA

Babala Mangala  
GTS EXPRESS

Roger Masamba Makela  
AVOCAT DOYEN DE FACULTÉ

Jean Paul Matanga  
CABINET MWAKA &  
ASSOCIATES

Paulin Mbalanda  
MBM CONSEIL

Didier Mopiti  
MBM CONSEIL

Louman Mpoy  
CABINET MPOY - LOUMAN &  
ASSOCIÉS

Jean Bosco Mwaka  
CABINET MWAKA &  
ASSOCIATES

Victorine Bibiche Nsimba  
Kilembe

BARREAU DE KINSHASA/  
MATETE

SOCIÉTÉ NATIONALE  
D'ÉLECTRICITÉ (SNEL)



Christie Madudu Sulubika  
CABINET G.B. MOKA NGOLO &  
ASSOCIÉS

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marius Tshiey-A-Tshiey  
CABINET MBAKI ET ASSOCIÉS

Toto Wa Kinkela  
CABINET TOTO

## RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

Mazen Abo Nasr  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Sulafah Akili  
MINISTRY OF ECONOMY &  
TRADE

Mouazza Al Ashhab  
AUDITING CONSULTING  
ACCOUNTING CENTER

Hani Al Jazari  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS  
LAW OFFICE

Rawaa Al Midani  
MINISTRY OF TRADE &  
ECONOMY

Abd Anaser Al Saleh  
SBANEH

Alissar Al-Ahmar  
AL-AHMAR & PARTNERS

Nabih Alhafez  
SFS (SPEED FORWARD  
SHIPPING)

Bisher Al-Houssami  
AL-ISRAA INT'L FREIGHT  
FORWARDER

Rasem Al-Ikhwani  
HOME TEXTILE COMPANY

Wasim Anan  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Nasim Awad  
LEGALITY - LAWYERS &  
CONSULTANTS

Karam I. Bechara  
BANK AUDI

Hani Bitar  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS  
LAW OFFICE

Riad Daoudi  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS  
LAW OFFICE

Lina El-Hakim  
HAKIM LAW FIRM

Youssef El-Hakim  
HAKIM LAW FIRM

Wael Hamed  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Abdul Raouf Hamwi  
CIVIL ENGINEERING OFFICE

Bashir Haza  
MINISTRY OF TRADE &  
ECONOMY

Yaser Hmedan  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Ibrahim Ibrahim  
MINISTRY OF TRADE &  
ECONOMY

Joumana Jabbour  
ATTORNEY-AT-LAW

Antoun Joubran  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS  
LAW OFFICE

Osama Karawani  
KARAWANI LAW OFFICE

Raed Karawani  
KARAWANI LAW OFFICE

Fadi Kardous  
KARDOUS LAW OFFICE

Mazen N. Khaddour  
LAW OFFICE OF M.  
KHADDOUR & ASSOCIATES

Salah Kurdy  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Moussa Mitry  
UNIVERSITY OF DAMASCUS /  
LOUKA & MITRY LAW OFFICE

Gabriel Oussi  
SYRIAN ARAB CONSULTANTS  
LAW OFFICE

Housam Safadi  
SAFADI BUREAU

Maya Saleh  
YASER HMEDAN LAW OFFICE.

Samer Sultan  
SULTANS LAW

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Richard Anokonayen  
MINISTÈRE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

Max Symphorien Baddiba  
CLUB OHADA

Jean Christophe Bakossa  
L'ORDRE CENTRAFRICAINE  
DES ARCHITECTES

Emile Bizon  
CABINET TIANGAYE -  
UNIVERSITÉ DE BANGUI

Michel Desprez  
SDV CENTRAFRIQUE -  
GROUPE BOLLORE

Maurice Dibert- Dollet  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Bertin-Rufin Dimanche  
MINISTÈRE DES FINANCES,  
DIRECTION GÉNÉRALE DES  
IMPÔTS ET DES DOMAINES

Christiane Doraz-Serefessenet  
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA  
CHAMBRE DES NOTAIRES

Marie-Edith Douzima-Lawson  
CABINET DOUZIMA  
& MINISTÈRE DE LA FONCTION  
PUBLIQUE

ÉNERGIE CENTRAFRICAINE  
(ENERCA)

Philippe Fouda Fouda  
BEAC

Dolly Gotilogue

Isidore Grothe  
MINISTÈRE DES FINANCES ET  
DU BUDGET

Gabriel Houndoni  
CLUB OHADA

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Noel Kelembho  
SDV - GROUPE BOLLORE

Bouna Loumandet Chréasia  
ÉTUDE NOTARIALE

Jean Paul Maradas Nado  
MINISTÈRE DE L'URBANISME

Anasthasie Mbo-Gaudeuille  
CHAMBRE DE COMMERCE  
D'INDUSTRIE DES MINES ET DE  
L'ARTISANAT

Serge Médard Missamou  
CLUB OHADA

Yves Namkomokoina  
MAGISTRAT, COMMERCE  
TRIBUNAL

Jean Baptiste Nouganga  
BUREAU COMPTABLE FISCAL -  
CABINET NOUGANGA

Bako Sah  
ARCHITECTE

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Carla Alsina  
BIAGGI & MESSINA

Hilda Patricia Polanco  
Morales  
SÁNCHEZ RAFUL SICARD &  
POLANCO

Mario Ariza  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Caroline Bono  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ana Isabel Caceres  
TRONCOSO Y CACERES

Juan Manuel Caceres  
TRONCOSO Y CACERES

Giselle Castillo  
SUPERINTENDENCIA DE  
BANCOS

Leandro Corral  
ESTRELLA & TUPETE

José Cruz Campillo  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

Sarah de León  
HEADRICK, RIZIK, ALVAREZ &  
FERNANDEZ

Rosa Díaz  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

Rafael Dickson Morales  
MG&A MEDINA GARNES &  
ASOCIADOS ABOGADOS

Edward Fernandez  
BIAGGI & MESSINA

Alejandro Fernández de  
Castro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mary Fernández Rodríguez  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Gloria Gasso  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Pablo Gonzalez Tapia  
BIAGGI & MESSINA

Fabio Guzmán-Ariza  
GUZMÁN ARIZA

Mónika Infante  
SAXUM LEGAL

Philippe Lescuras  
PANALPINA

Xavier Marra Martínez  
DHIMES & MARRA

Fernando Marranzini  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Carlos Marte  
PANALPINA

Patricia Media Coste  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Fabiola Medina  
MG&A MEDINA GARNES &  
ASOCIADOS ABOGADOS

Ramón Ortega  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrea Paniagua  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Valeria Pérez Modena  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

Carolina Pichardo  
BIAGGI & MESSINA

Edward Piña  
BIAGGI & MESSINA

Rafael Piña  
HEADRICK RIZIK ALVAREZ &  
FERNÁNDEZ

Julio Pinedo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sabrina Angulo Pucheu  
SÁNCHEZ RAFUL SICARD &  
POLANCO

Maria Portes  
CASTILLO Y CASTILLO

Sóstenes Rodríguez Segura  
RUSSIN, VECCHI AND HEREDIA  
BONETTI

Wilferdo Senior  
CONSULTANT

Maricell Silvestre Rodríguez  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

Juan Tejada  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vilma Veras Terrero  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

TRANSUnion

Guiraldis Velásquez Ramos  
DHIMES & MARRA

Vilma Verras Terrero  
JIMÉNEZ CRUZ PEÑA

Patricia Villar  
PANALPINA

## RÉPUBLIQUE DU CONGO

Prosper Bizitou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

David Bourion  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mohammad Daoudou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jean-Philippe Esseau  
CABINET ESSEAU

Mathias Essereke  
CABINET D'AVOCATS CLAUDE  
COELHO

Ludovic Désiré Essou  
CABINET ESSOU

Philippe Fouda Fouda  
BEAC

ÉTUDE DE MAÎTRES SÉRAPHIN  
MCAKOSSO-DOUTA ET  
NORBERT M'FOUTOU

Henriette Lucie Arlette Galiba  
OFFICE NOTARIAL ME GALIBA

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Sylvert Béranger Kymbassa  
Boussi  
ÉTUDE MAÎTRE BÉATRICE  
DIANZOLO, HUISSIER DE  
JUSTICE

François Lavanant  
SDV

Emmanuel Le Bras  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bruno Ossebi  
CABINET ESSOU

Chimène Prisca Nina Pongui  
ÉTUDE DE ME CHIMÈNE  
PRISCA NINA PONGUI

Roberto Prota  
SDV

## RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

Ainura Abdyrakunova  
LORENZ LAW FIRM

Gulnara Ahmatova  
INTERNATIONAL BUSINESS  
COUNCIL

Nursulu Ahmetova  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Renat Akhmetov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sabyrbek Akimabev  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Niyazbek Aldashev  
LORENZ LAW FIRM

Natalia Alenkina  
CONSULTANT HOLDING

Petrova Alevtina  
ENGINEERING SERVICE LTD

Dogadin Andrei  
UNION OF ENTREPRENEURS OF  
KYRGYZSTAN

Talaybek Asylbekov  
INTERNATIONAL BUSINESS  
COUNCIL

Denis Bagrov  
GRATA LAW FIRM

Zharkymbai Baiganchuk  
CONSTRUCTION COMPANY  
-KEP STROI LTD

Julia Bulatova  
LAW FIRM "PARTNER"

Natalia Dolinskaya  
INTERNATIONAL BUSINESS  
COUNCIL

Akjoltoi Elebesova  
CREDIT INFORMATION BUREAU  
ISHENIM

Damir Esenaliev  
THE WORLD BANK

Saltanat Ismailova  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nurbek Ismankulov  
M&M LOGISTICS

Kalberdiev Junus  
Kalmamtovich  
THE GOSREGISTER OF THE  
KYRGZ REPUBLIC

Abykeev Kadyr  
AVANGARD STYLE LTD

Vitaliy Khabarov  
LAW FIRM "PARTNER"

Tatyana Kim  
CHAMBER OF TAX  
CONSULTANTS

Galina Kucheryavaya  
ORGANISATION GROUP OF  
PROCREDIT HOLDING

Nuridin Kumushbekov  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Usen Kydyraliev  
ENTREPRENEURS' UNION OF  
KYRGYZSTAN

Erkin Madmarov  
IBC

Barno Marazykova  
LAW FIRM "PARTNER"

Tatyana Marchenko  
LORENZ LAW FIRM

Olga Moreva  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Janybek Musaev

Almas Nakipov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Aidin Nazekov  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Sergey Oseledko

Erkin Sakiev

Kanat Seidaliev  
GRATA LAW FIRM

Yulia Shapovalova  
USAID BUSINESS  
ENVIRONMENT IMPROVEMENT  
PROJECT

Anastasia Shloeva  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Mirgul Smanalieva  
LAW FIRM "PARTNER"

Kalybek Sultanov  
AVANGARD STYLE LTD

Rakhat Suyumkulov  
MENS LTD.

Azim Usmanov  
GRATA LAW FIRM

Alexander Vachtel  
SENTYABR STROI LTD

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

ALLEN & OVERY, PRAHA  
ADVOKÁTNÍ KANCELÁŘ

Tomas Babacek  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Libor Basl  
BAKER & MCKENZIE

Martin Bohuslav  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Stephen B. Booth  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jiří Černý  
PETERKA & PARTNERS

Matěj Daněš  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI

Svatava Dokoupilova  
CZECH OFFICE FOR  
SURVEYING, MAPPING AND  
CADASTRE

Jitka Ernestova  
PETERKA & PARTNERS

Kristýna Fišerová  
PETERKA & PARTNERS

Jakub Hajek  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Michal Hanko  
BUBNIK, MYSLIL & PARTNERS

Jarmila Hanzalova  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI

Vlastimil Hokr  
BDO PRIMA AUDIT S.R.O.

Vít Horáček  
GLATZOVÁ AND CO. LAW  
OFFICES

Hana Hrbáčová  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Iva Hromková  
GLATZOVÁ AND CO. LAW  
OFFICES

Ludvik Juříčka  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Robert Jurka  
BDO PRIMA AUDIT S.R.O.

Jiri Klimicek  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY,  
V.O.S. ADVOKÁT KANCELÁŘ

Miroslav Kocman  
ICCRUE S.R.O.

Adela Krbcová  
PETERKA & PARTNERS

Petr Kucera  
CCB - CZECH BANKING  
CREDIT BUREAU

Lenka Mrazova  
PRICewaterhouseCOOPERS

David Musil  
PRICewaterhouseCOOPERS

Jarmila Musilova  
NATIONAL BANK

Stanislav Myslil  
CERMAK HOREJS MYSLIL A  
SPOL.

Jörg Nürnberger  
DLA PIPER

Athanassios Pantazopoulos  
IKRP ROKAS & PARTNERS AND  
DR. A. PANTAZOPOULOS

Marketa Penazova  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Jan Petřík  
BRZOBOHATÝ BROŽ & HONSA,  
V.O.S.

Kristýna Pohlová  
GLATZOVÁ AND CO. LAW  
OFFICES

Pavla Příkrylová  
PETERKA & PARTNERS

Jan Procházka  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Nataša Randlová  
PROCHÁZKA RANDL KUBR,  
MEMBER OF IUS LABORIS &  
LEX MUNDI

Tomas Richter  
CLIFFORD CHANCE LLP/  
INSTITUTE OF ECONOMIC  
STUDIES, FACULTY OF  
SOCIAL SCIENCES, CHARLES  
UNIVERSITY

Zdenek Rosicky  
SQUIRE, SANDERS & DEMPSEY,  
V.O.S. ADVOKÁT KANCELÁŘ

Leona Sevcikova  
PANALPINA S.R.O.

Robert Sgariboldi  
PANALPINA S.R.O.

Dana Sládečková  
NATIONAL BANK

Marie Strachotová  
PETERKA & PARTNERS

Miroslav Tichý  
DLA PIPER

Růžena Trojánková  
LINKLATERS

Klára Valentová  
AMBRUZ & DARK  
ADVOKÁTI, V.O.S.  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL SERVICES

Ludik Vrána  
LINKLATERS

Markéta Zachová  
VEJMEKLA & WÜNSCH, S.R.O.

Veronika Žaloudková  
ICCRUE S.R.O.

## ROUMANIE

Adriana Almasan  
STOICA & ASOCIATII  
ATTORNEYS-AT-LAW

Alina Badea  
MUŞAT & ASOCIATII

Emanuel Bancila  
PRICewaterhouseCOOPERS

Irina Bănică  
MUŞAT & ASOCIATII

Irina Barbu  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Cristian Bichi  
NATIONAL BANK

Monica Biciusca  
ANGHEL STABB & PARTNERS

Roxana Bolea  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Cosmin Bonea  
SALANS

Cezara Chirica  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Anamaria Corbescu  
SALANS

Dorin Coza  
BABIUC SŪLICA  
PROTOPODESCU VONICA

Tiberiu Csaki  
SALANS

Peter De Ruiter  
PRICewaterhouseCOOPERS

Luminita Dima  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Alexandru Dobrescu  
LINA & GUIA S.C.A.

Ion Dragulin  
NATIONAL BANK

Laura Adina Duca  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Cristina Ene  
PRICewaterhouseCOOPERS

Serban Epure  
BIROUL DE CREDIT

Adriana Gaspar  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Gina Gheorghe  
TANASESCU, LEAUA, CADAR &  
ASOCIATII

Sergiu Gidei  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Alexandru Gosa  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Veronica Gruzniczki  
BABIUC SŪLICA  
PROTOPODESCU VONICA

Mihai Guia  
LINA & GUIA S.C.A.

Nicolae Hariuc  
ZAMFIRESCU RACOŢI PREDOIU  
LAW PARTNERSHIP

HIDROPNEUMATICA

Roxana Ionescu  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Iulian Iosif  
MUŞAT & ASOCIATII

Crenguta Leaua  
TANASESCU, LEAUA, CADAR &  
ASOCIATII

Cristian Lina  
LINA & GUIA S.C.A.

Dumitru Viorel Manescu  
NATIONAL UNION OF  
ROMANIAN NOTARIES

Alina Manescu  
PRICewaterhouseCOOPERS

Oana Manuceanu  
PRICewaterhouseCOOPERS

Gelu Titus Maravela  
MUŞAT & ASOCIATII

Carmen Medar  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Raluca Mocanu  
PRICewaterhouseCOOPERS

Dominic Morega  
MUŞAT & ASOCIATII

Adriana Neagoe  
NATIONAL BANK

Manuela Marina Nestor  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Madalin Niculeasa  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Lavinia Nucu  
ANGHEL STABB & PARTNERS

Alina Oancea  
PRICewaterhouseCOOPERS

Marius Pătrăşcanu  
MUŞAT & ASOCIATII

Cristina Popescu  
LINA & GUIA S.C.A.

Alina Popescu  
MUŞAT & ASOCIATII

Mariana Popescu  
NATIONAL BANK

Diana Emanuela Precup  
NESTOR NESTOR DICULESCU  
KINGSTON PETERSEN, MEMBER  
OF IUS LABORIS, OF LEX  
MUNDI & OF SEE LEGAL

Irina Preoteasa  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alina Proteasa  
LINA & GUIA S.C.A.

Adriana Puscas  
BABIUC SŪLICA  
PROTOPODESCU VONICA

Raluca Radu  
SALANS

Laura Radu  
STOICA & ASOCIATII  
ATTORNEYS-AT-LAW

Alina Rafaila  
PRICewaterhouseCOOPERS

Angela Rosca  
TAXHOUSE SRL

Alex Rosca  
TAXHOUSE SRL

Ana-Maria Rusu  
SALANS

Romana Schuster  
PRICewaterhouseCOOPERS

Cristina Simion  
PRICewaterhouseCOOPERS

Alexandru Slujitoru  
D & B DAVID SI BAIAS S.C.A.

Alexandra Sova  
SOVA & PARTNERS

Ileana Sovaila  
MUŞAT & ASOCIATII

David Stabb  
ANGHEL STABB & PARTNERS

Marta Stefan  
ANGHEL STABB & PARTNERS

Cristiana Stoica  
STOICA & ASOCIATII  
ATTORNEYS-AT-LAW

Sorin Corneliu Stratula  
STRATULA TOMOSOIU  
MOCANU

Potyesz Tiberu  
BITRANS LTD., MEMBER OF  
WORLD MEDIATRANS GROUP



Anca Vatasoiu  
SALANS  
Mihai Vintu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## ROYAUME-UNI

ALLEN & OVERY LLP  
Kon Asimacopoulos  
KIRKLAND & ELLIS LLP  
Jon Atkey  
HER MAJESTY'S LAND  
REGISTRY  
Nick Benwell  
SIMMONS & SIMMONS  
Georgie Blyth  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES LLP  
Becky Borman  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Techia Braveboy  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Penny Bruce  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL LLP  
Richard Collier-Keywood  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Simon Cookson  
ASHURST  
Laura Cram  
ASHURST  
David Crosthwaite  
DAVIS LANGDON LLP  
Shreya Damodaran  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Kirsten Dettman  
SIMMONS & SIMMONS  
Aaron Espin  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Nick Francis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Paul Gilbert  
FINERS STEPHENS INNOCENT  
LLP  
Helen Gorty  
SIMMONS & SIMMONS  
Lynn Hiestand  
SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM  
Neville Howlett  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Stefano Iacomelli  
IOSTO INTERNATIONAL  
SERVICES LTD  
Simon Jay  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Nistha Jeram-Dave  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL LLP  
Tam John  
ADDISON TECHNOLOGY LTD  
Gillian Key-Vice  
EXPERIAN LTD.  
Shinoj Koshy  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Kwame Asamoah  
HW CHARTERED  
ACCOUNTANTS

Kristi Lehtis  
SIMMONS & SIMMONS  
Emma Malkin  
WEIL, GOTSHAL & MANGES  
Christopher Mallon  
SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM  
Charles Mayo  
SIMMONS & SIMMONS  
David McCulloch  
TPS CONSULTANCY  
John Meadows  
HM LAND REGISTRY,  
ENGLAND & WALES  
Alison Murrin  
ASHURST  
Lyndon Norley  
KIRKLAND & ELLIS LLP  
Oludare Omoyayi  
CONJOR INVESTMENT LTD.  
Fiona Patterson  
SIMMONS & SIMMONS  
Christian Pilkington  
SKADDEN, ARPS, SLATE,  
MEAGHER & FLOM

SECURITY FOILING LIMITED  
Andrew Shutter  
CLEARY GOTTlieb STEEN &  
HAMILTON LLP  
Katherine Stones  
WEIL, GOTSHAL & MANGES  
Lance Terry  
GLANVILLES SOLICITORS  
Paul Timmins  
APPROVED INSPECTOR  
SERVICES LIMITED  
Andrew van der Lem  
BETTER REGULATION  
EXECUTIVE  
Maria-Eleni Vlachakou  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Sally Willcock  
WEIL, GOTSHAL & MANGES

## RWANDA

BANQUE COMMERCIALE DU  
RWANDA  
Emmanuel Abijuru  
UNIVERSITÉ LIBRE DE KIGALI  
Alberto Basomingera  
CABINET D'AVOCATS  
MHAYIMANA  
Pierre Célestin Bumbakare  
RWANDA REVENUE  
AUTHORITY  
José Habimana  
UMWILIMU SACCO  
Jean Havugimana  
RWANDA REVENUE  
AUTHORITY  
Suzanne Iyakaremye  
SDV  
Project Kaburege  
CABINET D'AVOCAT KABUREGE  
Annie Kairaba-Kyambadde  
RWANDA INITIATIVE FOR  
SUSTAINABLE DEVELOPMENT /  
LANDNET  
Marcellin Kamanzi  
Robert Kamugisha  
MINISTRY OF JUSTICE

Angélique Kantengwa  
NATIONAL BANK  
Theophile Kazaneza  
KIGALI BAR ASSOCIATION  
Rodolphe Kembukuswa  
SDV  
Narasimha Kollegal  
WORLD FREIGHT S.A.R.L.  
Isaie Mhayimana  
CABINET D'AVOCATS  
MHAYIMANA  
Minette Mutoni  
BARREAU DE KIGALI  
Pothin Muvara  
David Ngaracu  
WORLD FREIGHT S.A.R.L.  
Athanase Rutabingwa  
KIGALI ALLIED ADVOCATES  
Vincent Shyirambere  
OFFICE OF THE REGISTRAR OF  
LAND TITLES  
André Verbruggen

## SAINT-KITTS- ET-NEVIS

Trilla  
DANIEL BRANTLEY &  
ASSOCIATES  
DEPARTMENT OF LABOUR  
Michella Adrien  
MICHELLA ADRIEN LAW  
OFFICE  
Nicholas Brisbane  
N. BRISBANE & ASSOCIATES  
Bertill Browne  
ST. KITTS ELECTRICITY  
DEPARTMENT  
Scott Caines  
FRANK B. ARMSTRONG LTD.  
Idris Fidela Clarke  
FINANCIAL SERVICES  
DEPARTMENT  
Neil Coates  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Kennedy de Silva  
CUSTOMS AND EXCISE  
DEPARTMENT  
Kamesha Graham  
WALWYN LAW  
Renee Gumbs  
FINANCIAL SERVICES  
DEPARTMENT  
Rodney Harris  
CUSTOMS AND EXCISE  
DEPARTMENT  
Dollrita Jack-Cato  
WEBSTER DYRUD MITCHELL  
Dahlia Joseph  
DANIEL BRANTLEY &  
ASSOCIATES  
L. Everette Martin  
EASTERN CARIBBEAN CENTRAL  
BANK  
Ayoub Morancie  
ROYAL BANK OF CANADA  
Patrick Patterson  
CARIBBEAN ASSOCIATED  
ATTORNEYS  
Randy Prentice  
FRANK B. ARMSTRONG LTD.  
Marscha Prince  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Warren Thompson  
CONSTRVES  
Vernon S. Veira  
VERNON S. VEIRA &  
ASSOCIATES  
Charles Walwyn  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## SAINTE-LUCIE

Thaddeus M. Antoine  
FRANCIS & ANTOINE  
Aisha Baptiste  
HIGH COURT REGISTRY  
Gerard Bergasse  
TROPICAL SHIPPING  
Desma F. Charles  
REGISTRY OF COMPANIES AND  
INTELLECTUAL PROPERTY  
Peter I. Foster  
PETER I. FOSTER &  
ASSOCIATES  
Peterson D. Francis  
PETERSON D. FRANCIS  
WORLDWIDE SHIPPING &  
CUSTOMS SERVICES LTD.  
Carol J. Gedeon  
CHANCERY CHAMBERS  
GORDON & GORDON CO  
Anderson Lake  
BANK OF ST LUCIA LTD  
Brian Louisy  
THE ST. LUCIA CHAMBER OF  
COMMERCE INDUSTRY AND  
AGRICULTURE  
Duane C. Marquis  
NLBA ARCHITECTS  
Stephen Mcnamara  
MCNAMARA & CO.  
Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Eldris Pierre-Mauricette  
TROPICAL SHIPPING  
Paul Popo  
LAND REGISTRY  
Gilroy Pultie  
ST. LUCIA ELECTRICITY  
SERVICES LIMITED (LUCLEEC)

Margaret Anne St. Louis  
MINISTRY OF PLANNING,  
DEVELOPMENT, ENVIRONMENT  
AND HOUSING  
Gillian Vidal-Jules  
MINISTRY OF JUSTICE  
Brenda M. Williams  
CHASE, SKEETE & BOLAND

## SAINT-VINCENT-ET- LES-GRENADINES

Kay R.A. Bacchus-Browne  
KAY BACCHUS - BROWNE  
CHAMBERS  
Aurin Bennett  
AURIN BENNETT ARCHITECTS  
Graham Bollers  
REGAL CHAMBERS  
Evelyn Cambridge  
DOUGIE'S CUSTOMS &  
SHIPPING AGENCY  
Parnel R. Campbell  
CAMPBELL'S CHAMBERS  
Mira E. Commissiong  
EQUITY CHAMBERS

Paula E. David  
SAUNDERS & HUGGINS  
Stanley DeFreitas  
DEFREITAS & ASSOCIATES  
Bernadine Dublin  
LABOUR DEPARTMENT  
Marlene Edwards  
CAMPBELL'S CHAMBERS  
Theona R. Elizée-Stapleton  
COMMERCE & INTELLECTUAL  
PROPERTY OFFICE (CIPO)  
Tamara Gibson-Marks  
HIGH COURT REGISTRARY  
Venessa Gibson  
NATIONAL COMMERCIAL BANK  
(SVG) LTD.  
Stanley Harris  
ST. VINCENT ELECTRICITY  
SERVICES LIMITED VINLEC  
Charleston H. Jackson  
DR. LEWIS LAW CHAMBERS  
Leroy James  
CUSTOMS AUTHORITY  
Sean Joachim  
CARIBTRANS  
Brenan B. King  
EQUINOX MARINE SURVEYING  
& CONSULTING  
Rosann N.D. Knights  
REGAL CHAMBERS  
Errol E. Layne  
ERROL E. LAYNE CHAMBERS  
Linton A. Lewis  
DR. LEWIS LAW CHAMBERS  
Andrea Young Lewis  
COMMERCE & INTELLECTUAL  
PROPERTY OFFICE (CIPO)  
Clairmonte Lynch  
CUSTOMS AUTHORITY  
Moulton Mayers  
MOULTON MAYERS  
ARCHITECTS  
Sabrina Neehall  
SCOTIABANK  
Kathy-Ann Noel  
SAUNDERS & HUGGINS  
Floyd A. Patterson  
PANNELL KERR FORSTER  
Richard Peterkin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
Maria Reece  
SCOTIABANK  
Nicole O.M. Sylvester  
CARIBBEAN INTERNATIONAL  
LAW FIRM  
Gertel Thom  
HIGH COURT KINGSTOWN  
L.A. Douglas Williams  
LAW FIRM OF PHILLIPS &  
WILLIAMS  
Arthur F. Williams  
WILLIAMS & WILLIAMS  
Steve J. Wyllie  
ST. VINCENT ELECTRICITY  
SERVICES LIMITED VINLEC  
**SAMOA**  
Tiffany Acton  
QUANTUM CONTRAX LTD  
Mike Betham  
TRANSAM LTD.

Lawrie Burich  
QUANTUM CONTRAX LTD

Murray Drake  
DRAKE & Co.

Ruby Drake  
DRAKE & Co.

George Latu  
LATU EY & CLARKE LAWYERS

Arthur R. Penn  
LESA MA PENN

John Ryan  
TRANSAM LTD.

Shan Shiraz Ali Usman  
TRADEPAC MARKETING LTD.

## SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

António de Barros A. Aguiar  
SOCOGESTA

André Aureliano Aragão  
ANDRÉ AURELIANO ARAGÃO  
JURISCONSULTA & ADVOGADO

Fernando Barros  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jorge Bonfim  
DIRECÇÃO DO COMÉRCIO

Pedro Calixto  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Edmar Carvalho  
MIRANDA CORREIA  
AMENDOEIRA & ASOCIADOS

Abreu Conceição  
SOARES DA COSTA

João Cristovão  
BANCO INTERNACIONAL DE  
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE

Frederico da Glória  
TRIBUNAL DE PRIMEIRA  
INSTÂNCIA DE SÃO TOMÉ

Pascoal Daio  
PASCOAL DAIO - ADVOGADO &  
CONSULTORE

Abílio de Carvalho Dema  
CABINET AFRICAINE DE  
GESTION INFORMATIQUE ET  
COMPTABLE

Celiza Deus Lima  
JPALMS ADVOGADOS

DIRECÇÃO DAS ALFÂNDEGAS

Agostinho Q.S.A. Fernandes  
DIRECTORATE OF TAXES

Cesaltino Fernandes  
SERVIÇOS GEOGRAFICOS E  
CADASTRALS

Raul Gomes  
ATS LOGISTICS Co.

METALURGICA SANTO AMARO

Jean-Paul Migan  
ECOBANK

Faustino Manuel Neto  
EMAE

Eduardo Paiva  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Luisélio Pinto  
UNITED INVESTMENTS

Guilherme Posser da Costa  
DE JURIS - ADVOCACIA E  
CONSULTORIA, LDA.

Cosme Bonfim Afonso Rita  
CÂMARA DE COMÉRCIO,  
AGRICULTURA E SERVIÇOS

Deodato Gomes Rodrigues  
ENAPORT

Maria do Céu Silveira  
DIRECÇÃO DE OBRAS  
PÚBLICAS E URBANISMO

Carlos Stock  
DIRECÇÃO DOS REGISTROS E  
NOTARIADO

Sara Ranito Trigueiros  
BANCO INTERNACIONAL DE  
SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE

Rui Veríssimo  
SOARES DA COSTA

## SÉNÉGAL

Ibrahima Abdoulaye  
SENELEC

Khaled Abou El Houada  
CABINET KANJO KOITA

CABINET SARR & ASSOCIÉS,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Magatte Dabo  
TRANSFRET DAKAR

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fallou Diéye  
APIX - AGENCE CHARGÉE  
DE LA PROMOTION DE  
L'INVESTISSEMENT ET DES  
GRANDS TRAVAUX

Issa Dione  
SENELEC

Patricia Lake Diop  
Fodé Diop  
ART INGÉNIERIE AFRIQUE

Fatimatou Zahra Diop  
BCEAO

Amadou Drame  
CABINET D'AVOCAT

Cheikh Fall  
CABINET D'AVOCAT

Aïssatou Fall  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mame Adama Gueye  
MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIÉS

Khaled A. Houada  
AVOCAT À LA COUR

Matthias Hubert  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Oumy Kalsoum Gaye  
CHAMBRE DE COMMERCE  
D'INDUSTRIE ET  
D'AGRICULTURE DE DAKAR

Seydina Kane  
SENELEC

Sidy Kanoute  
AVOCAT À LA COUR

Moussa Mbacke  
ÉTUDE NOTARIALE MOUSSA  
MBACKE

Mamadou Mbaye  
SCP MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIÉS

Ibrahima Mbodj  
AVOCAT À LA COUR

Pierre Michaux  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pape Oumar Ndiaye  
AVOCAT À LA COUR

Cheikh Tidiane Ndiaye  
SECOM

Moustapha Ndiaye  
CABINET D'AVOCATS

Cheikh Oumar Sall

Mbacké Sene  
SENELEC

Daniel-Sedar Senghor  
NOTAIRE

SDV

Djibril Sy  
SECOM

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ibra Thiombane  
SCP MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIÉS

Moustapha Thioune  
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE  
BANQUES AU SÉNÉGAL

Adama Traore  
SCP MAME ADAMA GUEYE &  
ASSOCIÉS

Baba Traore  
TRANSFRET

## SERBIE

Rade Bačković  
ASSOCIATION OF SERBIAN  
BANKS

Rene Bijvoet  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bojana Bogojević  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Marija Bojović  
PRICEWATERHOUSECOOPER

Nataša Cvetičanin  
LAW OFFICES JANKOVIĆ,  
POPOVIĆ & MITIĆ

Aleksandar Dimitrov  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Jelena Djokić  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Uroš Djordjević  
ZIVKOVIC & SAMARDŽIC LAW  
OFFICE

Jelena Edelman  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Olga Serb Gretić  
NINKOVIĆ LAW OFFICE

Oliver Haussmann  
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ  
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U  
SARADNJI SA SCHÖNHERR

HARRISON SOLICITORS

Jovana Ilić  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Anna Jankov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nikola Janković  
LAW OFFICES JANKOVIĆ,  
POPOVIĆ & MITIĆ

Martina Jović  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mirko Kevac  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dubravka Kosić  
LAW OFFICE KOSIC

Marija Kostić  
LAW OFFICES JANKOVIĆ,  
POPOVIĆ & MITIĆ

Ivan Krsikapa  
NINKOVIĆ LAW OFFICE

Aleksandar Mančev  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Aleksandar Miljković  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Dimitrije Nikolić  
CARGO T. WEISS

Djurdje Ninković  
NINKOVIĆ LAW OFFICE

Darija Ognjenović  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Igor Oljačić  
LAW OFFICE KOSIC

Vladimir Perić  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Snežana Pešić  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mihajlo Prica  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Marko Repić  
LAW OFFICE KOSIC

Vladimir Savić  
CPI INVESTEMENT

Nenad Stanković  
JOKSOVIC, STOJANOVIC AND  
PARTNERS

Ana Stanković  
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ  
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U  
SARADNJI SA SCHÖNHERR

Petar Stojanović  
JOKSOVIC, STOJANOVIC AND  
PARTNERS

Jovana Stojanović  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Zoran Teodosijević  
LAW OFFICES JANKOVIĆ,  
POPOVIĆ & MITIĆ

Jovana Tomašević  
ŽIVKOVIĆ & SAMARDŽIĆ LAW  
OFFICE

Clare Vernon  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Miloš Vulić  
PRICA & PARTNERS LAW  
OFFICE

Relja Zdravković  
MORAVČEVIC, VOJNOVIĆ  
& ZDRAVKOVIĆ O.A.D. U  
SARADNJI SA SCHÖNHERR

Branislav Živković  
ZIVKOVIC & SAMARDŽIC LAW  
OFFICE

Miloš Živković  
ŽIVKOVIĆ & SAMARDŽIĆ LAW  
OFFICE

## SEYCHELLES

Gerry Adam  
MAHE SHIPPING Co. LTD.

Jules G. Baker  
PORTS AUTHORITY

France Gonzalves Bonte

Andre D. Ciseau  
SEYCHELLES PORTS  
AUTHORITY

Alex Ellenberger  
LOCUS ARCHITECTURE PTY.  
LTD.

Daniel Houareau  
PORTS AUTHORITY

Joe Morin  
MAHE SHIPPING Co. LTD.

Bernard L. Pool  
POOL & PATEL

Roddy Ramanjooloo  
HOOLOOMAN PROJECT  
SERVICES

Unice Romain  
PORTS AUTHORITY

Serge Rouillon  
ATTORNEY-AT-LAW

## SIERRA LEONE

Kelvin Abdallah  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gideon Ayi-Owoo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mohamed Sahid Bangura  
MACAULEY, BANGURA & Co.

H.A. Bloomer  
PORTS AUTHORITY

A.Y. Brewah  
BREWHAH & Co.

Nicholas Colin Browne-Marke  
COURT OF APPEALS

Charles Campbell  
CHARLES CAMPBELL & Co.

John Carter  
KPMG

Leslie Theophilus Clarkson  
AHMRY SERVICES

Neneh Dabo  
ANTI-CORRUPTION  
COMMISSION

Vidal Decker  
KPMG

Mariama Dumbuya  
RENNER THOMAS & Co.,  
ADELE CHAMBERS

Dzidzedze Fiadjoe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cecil French  
NATIONAL POWER AUTHORITY

Denis John Scott Garvie  
NATIONAL POWER AUTHORITY

Eke Ahmed Halloway  
HALLOWAY & PARTNERS

Millicent Hamilton-Hazeley  
CLAS LEGAL

Michael A.O. Johnson  
MINISTRY OF LANDS,  
COUNTRY PLANNING AND THE  
ENVIRONMENT

Mariama Kallay  
GOVERNMENT OF SIERRA  
LEONE

Alex Konoima  
MINISTRY OF LANDS,  
COUNTRY PLANNING AND THE  
ENVIRONMENT

George Kwatia  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Centus Macauley Esq.  
MACAULEY, BANGURA & CO.

Joseph Daniel Mahayei  
MINISTRY OF ENERGY & POWER

Sullay A. Mannah  
BANK OF SIERRA LEONE

Noah Mansaray  
PORTS AUTHORITY

Corneleius Adeyemi Max-Williams I  
SHIPPING AGENCIES LTD.

A.P. Moller-Maersk  
MAERSK LTD.

Augustine Musa, Esq.  
BREWHA & CO.

Oliver Onylander  
ADELE CHAMBERS

Eduard Parkinson  
NATIONAL POWER AUTHORITY

Prashatn Poduval  
MAERSK LTD.

Roger Rogers  
INTERNATIONAL CONSTRUCTION Co. LTD.

Susan Sisay  
SISAY & ASSOCIATE

Lornard Taylor  
MACAULEY, BANGURA & CO.

Alhaji Timbo  
NATIONAL POWER AUTHORITY

Mohamed Ahmad Tunis  
AHMRY SERVICES

Ayodele Wak-Williams  
DEL-WAK AGENCIES

Darcy White  
PRICewaterhouseCOOPERS

Claudius Williams-Tucker  
KPMG

Amy Wright  
ECOBANK SIERRA LEONE LTD.

Rowland Wright  
WRIGHT & CO.

Alfred Yarteh  
NATIONAL POWER AUTHORITY

## SINGAPOUR

Kala Anandarajah  
RAJAH & TANN

Hui Jia Ang  
PRICewaterhouseCOOPERS

Hooi Yen Chin  
GATEWAY LAW CORPORATION

Paerin Choa  
TSMP LAW CORPORATION

Kit Min Chye  
TAN PENG CHIN LLC

Troy Doyle  
CLIFFORD CHANCE WONG

Cyril Dumon  
SDV INTERNATIONAL LOGISTICS

Paula Eastwood  
PRICewaterhouseCOOPERS

Chi Duan Gooi  
DONALDSON & BURKINSHAW

Muhammad Hattar  
RODYK & DAVIDSON LLP

Ong Hway Cheng  
RAJAH & TANN

Nanda Kumar  
RAJAH & TANN

Lee Lay See  
RAJAH & TANN

Airinn Loh  
SCHENKER PTE. LTD.  
MINISTRY OF TRADE AND INDUSTRY

Sheikh Babu Nooruddin  
AL NOOR INTERNATIONAL PTE. LTD.

Beng Hong Ong  
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

QBB (PTE) LTD.  
See Tiat Quek  
PRICewaterhouseCOOPERS

Mark Rowley  
CREDIT BUREAU PTE LTD.

Andrew Seah  
SCHENKER PTE. LTD.

Priya Selvam  
RAJAH & TANN

Lee Chuan Seng  
BECA CARTER HOLDINGS & FERNER PTE LTD.

Nish Shetty  
WONGPARTNERSHIP LLP

SHOOK LIN & BOK LLP (IN JOINT VENTURE WITH ALLEN & OVERY LLP)

May Yee Tan  
WONG TAN & MOLLY LIM LLC

Winston Tay  
CUSTOMS

Siu Ing Teng  
SINGAPORE LAND AUTHORITY

Liew Yik Wee  
WONGPARTNERSHIP LLP

Lim Wee Teck  
RAJAH & TANN

Eddie Wong  
CITY DEVELOPMENTS LTD.

Paul Wong  
RODYK & DAVIDSON LLP

Valerie Wu  
DONALDSON & BURKINSHAW

Stephanie Yuen Thio  
TSMP LAW CORPORATION

## SLOVAQUIE

Zuzana Amrichova  
PRICewaterhouseCOOPERS.

Martina Behuliaková  
GEODESY, CARTOGRAPHY AND CADASTRE AUTHORITY OF THE SLOVAK REPUBLIC

Vladimir Beles  
PRICewaterhouseCOOPERS

Radmila Benkova  
PRICewaterhouseCOOPERS

Todd Bradshaw  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ján Budinský  
SLOVAK CREDIT BUREAU, S.R.O.

Kristina Cermakova  
PETERKA & PARTNERS

Elena Chorvátová  
PETERKA & PARTNERS

Zuzana Dragúnová-Valerová  
PRICewaterhouseCOOPERS

Viera Gregorova  
PETERKA & PARTNERS

Simona Halakova  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Andrea Jezerska  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Tomas Jucha  
PRICewaterhouseCOOPERS

Michaela Jurková  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Soňa Lehocká  
ALIANCIAADVOKÁTOV AK, S.R.O.

Katarina Leitmannová  
GEODESY, CARTOGRAPHY AND CADASTRE AUTHORITY

Marek Lovas  
PRICewaterhouseCOOPERS

Michal Luknár  
SQUIRE SANDERS S.R.O.

Přemysl Marek  
PETERKA & PARTNERS

Tomáš Maretta  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Viktor Mišík  
DEDÁK & PARTNERS

PANALPINA WELTTRANSPORT GMBH

Zora Puškáčová  
ZUKALOVÁ COUNSELORS-AT-LAW

Peter Rozbora  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Gerta Sámellová-Flassiková  
ALIANCIAADVOKÁTOV AK, S.R.O.

Peter Varga  
PROCHÁZKA RANDL KUBR, MEMBER OF IUS LABORIS & LEX MUNDI

Clare Moger  
PRICewaterhouseCOOPERS

Zuzana Wallova  
NATIONAL BANK

Michal Zeman  
ČECHOVÁ & PARTNERS, MEMBER OF LEX MUNDI

Dagmar Zukalová  
ZUKALOVÁ COUNSELORS-AT-LAW

## SLOVÉNIE

Ana Berce  
ODVETNIKI ŠELIH & PARTNERJI

Crtomir Borec  
PRICewaterhouseCOOPERS

Branko Boznik  
EFT TRANSPORTAGENTUR GMBH

Nataša Božović  
BANK OF SLOVENIA

Eva Budja  
LAW OFFICE JADEK & Pensa D.O.O.

Nada Drobnič  
DELOITTE D.O.O

Aleksander Ferk  
PRICewaterhouseCOOPERS

Ana Filipov  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Masa Grgurevic Alcin  
THE SUPREME COURT

Barbara Guzina  
DELOITTE D.O.O

Andrej Jarkovič  
JANEŽIČ & JARKOVIČ ATTORNEYS-AT-LAW & PATENT ATTORNEYS

Aleksandra Jemc  
LAW OFFICE JADEK & Pensa D.O.O.

Jernej Jeraj  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Janos Kelemen  
PRICewaterhouseCOOPERS

Danijel Kerševan  
PANALPINA WELTTRANSPORT GMBH

Barbara Kozaric  
DELOITTE D.O.O.

Bozena Lipej  
SURVEYING & MAPPING AUTHORITY

Klemen Mir  
PRICewaterhouseCOOPERS

Matjaz Nahtigal  
ODVETNIKI ŠELIH & PARTNERJI

Sonja Omerza  
PRICewaterhouseCOOPERS

Pavle Pensa  
LAW OFFICE JADEK & Pensa D.O.O.

Tomaž Petrovič  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Natasa Pipan Nahtigal  
ODVETNIKI ŠELIH & PARTNERJI

Petra Plevnik  
ATTORNEYS AT LAW MIRO SENICA IN ODVETNIKI

ELEKTRO LJUBLJANA D.D.

Anka Pogačnik  
PRICewaterhouseCOOPERS

Tamara Šerdoner  
PRICewaterhouseCOOPERS

Andreja Škofič-Klanjšček  
DELOITTE D.O.O

Beta Štembal  
PRICewaterhouseCOOPERS

Renata Šterbenc Štrus  
LAW OFFICE JADEK & Pensa D.O.O.

Laura Thomson  
PRICewaterhouseCOOPERS

Nives Uljan  
PANALPINA WELTTRANSPORT GMBH

Matthias Wahl  
SCHÖNHERR RECHTSANWÄLTE GMBH / ATTORNEYS-AT-LAW

Alenka Zaveršek  
PRICewaterhouseCOOPERS

Brigita Žunič  
DELOITTE D.O.O

Tina Žvanut Mioč  
LAW OFFICE JADEK & Pensa D.O.O.

## SOUDAN

Omer Abdel Ati  
OMER ABDEL ATI SOLICITORS

Abdullah Abozaid  
LAW OFFICE OF ABDULLAH A. ABOZAIID

Mohamed Ibrahim Adam  
DR. ADAM & ASSOCIATES

Jamal Ibrahim Ahmed  
ATTORNEY-AT-LAW

Ashraf A.H. El Neil  
MAHMOUD ELSHEIKH OMER & ASSOCIATES ADVOCATES

Tariq Mohmoud Elsheikh Omer

MAHMOUD ELSHEIKH OMER & ASSOCIATES ADVOCATES

Yassir Elsiddig  
MARWACO FOR MEDICAL & CHEMICAL IMPORTS LTD.

Kastaki S. Ganbert  
K.S. GANBERT & SONS LTD.

Osman Mekki Abdurrahman  
HLCS

Mekki Osman  
HLCS

Osman Osman  
HLCS

Amal Sharif  
MAHMOUD ELSHEIKH OMER & ASSOCIATES ADVOCATES

Abdel Gadir Warsama  
DR. ABDEL GADIR WARSAMA GHALIB & ASSOCIATES LEGAL FIRM

Tag Eldin Yamani Sadig  
MONTAG TRADING & ENGINEERING Co. LTD.

## SRI LANKA

APL

N.P.H. Amarasena  
CREDIT INFORMATION BUREAU

Chiranga Amirthiah  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF LEX MUNDI

Manoj Bandara  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF LEX MUNDI

Savantha De Saram  
D.L. & F. DE SARAM

Chamari de Silva  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF LEX MUNDI

Sharmela de Silva  
TIRUCHELVAM ASSOCIATES

Sadhini Edirisinghe  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF LEX MUNDI

Champika Fernando  
TIRUCHELVAM ASSOCIATES

Samadh Gajaweera  
NITHYA PARTNERS

Naomal Goonewardena  
NITHYA PARTNERS

Priyanthi Guneratne  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER OF LEX MUNDI

Ruwanthi Herat-Gunaratne  
NITHYA PARTNERS

Vindya Hettige  
NITHYA PARTNERS

Dhanushke Jayarathne  
HAYLEYS AGRO BIOTECH

Kishani Jayasooriya  
JULIUS & CREASY

Tudor Jayasuriya  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Inoka Jayawardhana  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Mahes Jeyadevan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Husni Jiffry  
LANKA ORIX SECURITIES  
PVT LTD

JULIUS & CREASY

LAN MANAGEMENT  
DEVELOPMENT SERVICE

Ruvindu Manathunga  
HIF LOGISTICS (PVT) LTD.

Dian Nanayakkara  
TIRUCHELVAM ASSOCIATES

Asiri Perera  
MIT CARGO (PVT) LTD.

Lakshana Perera  
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Hiranthi Ratnayake  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Paul Ratnayake  
PAUL RATNAYEKE ASSOCIATES

TIRUCHELVAM ASSOCIATES

Harini Udugampola  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Shehara Varia  
F.J. & G. DE SARAM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Charmalie Weerasekera  
SUDATH PERERA ASSOCIATES

Shashi Weththasinghe  
JULIUS & CREASY

## SUÈDE

Mats Berter  
MAQS LAW FIRM

Linda Broström-Cabrera  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Roger Gavelin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Olof Hallberg  
ADVOKATFIRMAN LINDAHL

Emil Hedberg  
ADVOKATFIRMAN VINGE KB,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Petter Holm  
GÄRDE WESSLAU  
ADVOKATBYRÅ

Bengt Kjellson  
LANTMÄTERIET

Christoffer Monell  
MANNHEIMER SWARTLING  
ADVOKATBYRÅ

Karl-Arne Olsson  
GÄRDE WESSLAU  
ADVOKATBYRÅ

Mattias Örnulf  
HÖKERBERG & SÖDERQVIST  
ADVOKATBYRÅ KB

Carl Östring  
MAGNUSSON

Patrik Ottoson  
MAQS LAW FIRM

PANALPINA AB

Jesper Schönbeck  
ADVOKATFIRMAN VINGE KB,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Odd Swarting  
SETTERWALLS ADVOKATBYRÅ

## SUISSE

Peter R. Altenburger  
ALTENBURGER

Rashid Bahar  
BÄR & KARRER AG

Beat M. Barthold  
FRORIEP RENGGLI

Marc Bernheim  
STAIGER SCHWALD & PARTNER

Bernhard G. Burkard  
NOTARIAT BERNHARD  
BURKARD

Mauro Cavadini  
BRUNONI MOLINO MOTTIS  
ADAMI

Robert P. Desax  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Cyrrill Diem

Suzanne Eckert  
WENGER PLATTNER

Olivier Hari  
SCHELLENBERG WITTMER

Jakob Hoehn  
PESTALOZZI LACHENAL PATRY,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ueli Huber  
HOMBURGER

David Hürlimann  
CMS VON ERLACH HENRICI  
AG

Vincent Jeanneret  
SCHELLENBERG WITTMER

Hanspeter Kleay

Wassilos Lytras  
APM GLOBAL LOGISTICS  
SWITZERLAND LTD.

Christian P. Meister  
NIEDERER KRAFT & FREY

Valerie Meyer  
NIEDERER KRAFT & FREY

Andrea Molino  
BRUNONI MOLINO MOTTIS  
ADAMI

Georg Naegeli  
HOMBURGER

Gema Olivar

Elena Sampedro  
SCHELLENBERG WITTMER

Daniel Schmitz  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Daniel Steudler  
SWISSTOPO, DIRECTORATE FOR  
CADASTRAL SURVEYING

Barbara Stöckli-Klaus  
FRORIEP RENGGLI

Andrin Waldburger  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

## ZEK SWITZERLAND

## SURINAME

G. Clide Cambridge  
PARAMARIBO CUSTOM BROKER  
& PACKER

Anoeschka Debipersad  
A.E. DEBIPERSAD &  
ASSOCIATES

Marcel K. Eyndhoven  
N.V. ENERGIEBEDRIJVEN  
SURINAME

Carel van Hest  
ARCHITECT

HAKRINBANK N.V.

Johan Kastelein  
KDV ARCHITECTS

Stanley Marica  
ADVOKATENKANTOOR MARICA  
LAW FIRM MARICA

Anouschka Nabibaks  
BDO ABRAHAMSRAIJMANN &  
PARTNERS

B.M. Oemraw  
N.V. GLOBAL EXPEDITION

Angèle J. Ramsaransing-Karg  
BDO ABRAHAMSRAIJMANN &  
PARTNERS

Adiel Sakoer  
N.V. GLOBAL EXPEDITION

Inder Sardjoe  
N.V. EASY ELECTRIC

Albert D. Soedamah  
SOEDAMAH & ASSOCIATES

Radjen A. Soerdjbalie  
NOTARIAAT R.A. SOERDJBALIE

Jennifer van Dijk-Silos  
LAW FIRM VAN DIJK-SILOS

M.E. van Genderen-Relyveld  
HIGH COURT OF JUSTICE

J.R. von Niesewand  
HIGH COURT OF JUSTICE

Perry D. Wolfram  
BROCAD N.V.

## SWAZILAND

Vincent Galeromeloe  
TRANSUNION ITC

Tina Phumlile Khoza  
MUNICIPAL COUNCIL OF  
MANZINI

Paul Lewis  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Andrew Linsey  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

C.J. Littler  
C.J. LITTLER & CO.

Jerome Ndzimandze  
SPEED LIMIT CONSTRUCTION

José Rodrigues  
RODRIGUES & ASSOCIATES

P.M. Shilubane  
P.M. SHILUBANE &  
ASSOCIATES

Mahene Thwala  
THLWAWA ATTORNEYS

Bradford Mark Walker  
BRAD WALKER ARCHITECTS

## TADJIKISTAN

Bakhtiyor Abdulhamidov  
AKHMEDOV, AZIZOV &  
ABDULHAMIDOV ATTORNEYS

Ardak Aiyekeyeva  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Shavkat Akhmedov  
AKHMEDOV, AZIZOV &  
ABDULHAMIDOV ATTORNEYS

Dilshod Alimov  
USAID/BEI, PRAGMA  
CORPORATION

Abdulbori Baybayev  
LEX LAW FIRM

Faridun Boboev  
GOLDEN LION GROUP  
COMPANIES

Sergey Chetverikov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adkham Ergashev  
IFC

Courtney Fowler  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Elena Kaeva  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Abdulkhamid Muminov  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mizrobiddin Nugmanov  
GLOBALINK LOGISTICS GROUP

Madina Nurmatova  
TAJIKISTAN BEE - SME POLICY  
PROJECT

Zarina Odinaeva  
IFC

Manuchehr Rakhmonov  
USAID/BEI, PRAGMA CORP

Nurali Shukurov  
USAID/BEI, PRAGMA CORP

Djasurbek Tshaev  
GOLDEN LION GROUP  
COMPANIES

Victoria Victorova  
IFC

Wendy Jo Werner  
IFC

## TAÏWAN, CHINE

Victor Chang  
LCS & PARTNERS

John Chen  
FORMOSA TRANSNATIONAL

Nicholas V. Chen  
PAMIR LAW GROUP

Din Shin Chen  
SUPERTech CONSULTANTS  
INTERNATIONAL

Paul F. Chen  
SUPERTech CONSULTANTS  
INTERNATIONAL

Frances F.Y. Chen  
TAI E INTERNATIONAL PATENT  
& LAW OFFICE

Yu-Li Chen  
TAIWAN SHIHLIN DISTRICT  
COURT

Edgar Y. Chen  
TSAR & TSAI LAW FIRM

Tina Chen  
WINKLER PARTNERS

Chun-Yih Cheng  
FORMOSA TRANSNATIONAL

Abraham Cheng  
LEXCEL PARTNERS

Yu-Chung Chiu  
MINISTRY OF THE INTERIOR

Julie C. Chu  
JONES DAY

Steven Go  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

May Han  
TAI E INTERNATIONAL PATENT  
& LAW OFFICE

Yuling Hsu  
FORMOSA TRANSNATIONAL

Tony Hsu  
PAMIR LAW GROUP

Barbara Hsu  
SDV LTD.

Robert Hsu  
SDV LTD.

Inu Hsu  
TAIPOWER

T.C. Huang  
HUANG & PARTNERS

Margaret Huang  
LCS & PARTNERS

Joanne Hung  
YANGMING PARTNERS

Zue Min Hwang  
ASIA WORLD ENGINEERING &  
CONSTRUCTION CO.

Charles Hwang  
YANGMING PARTNERS

Nathan Kaiser  
WENFEI LAW

Wen-Horng Kao  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Lawrence Lee  
HUANG & PARTNERS

Michael D. Lee  
PAMIR LAW GROUP

Poching Lee  
WENFEI LAW

Chih-Shan Lee  
WINKLER PARTNERS

Hung-Lieh Liang  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tory C.T. Liao  
TAI E INTERNATIONAL PATENT  
& LAW OFFICE

Perkin T.Y. Liaw  
TAI E INTERNATIONAL PATENT  
& LAW OFFICE

Ming-Yen Lin  
DEEP & FAR, ATTORNEYS-  
AT-LAW

Jeffrey Lin  
JOINT CREDIT INFORMATION  
CENTER

Rich Lin  
LCS & PARTNERS

Emily Lin  
PAMIR LAW GROUP

Yishian Lin  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Frank Lin  
REXMED INDUSTRIES Co., LTD.

Youlanda Liu  
PAMIR LAW GROUP

Charlotte Liu  
PRICEWATERHOUSECOOPERS



Catherine Liu  
SDV LTD.

Julia Liu  
SDV LTD.

Jennifer Lo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mike Lu  
LEXCEL PARTNERS

Lloyd G. Roberts III  
WINKLER PARTNERS

Michael Schreiber  
YANGMING PARTNERS

Jasmine C. Shen  
PAMIR LAW GROUP

Tanya Y. Teng  
HUANG & PARTNERS

Bee Leay Teo  
BAKER & MCKENZIE

C.F. Tsai  
DEEP & FAR, ATTORNEYS-AT-LAW

Eric Tsai  
PUHUA & ASSOCIATES,  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Rita Tsai  
APL

Joe Tseng  
LCS & PARTNERS

Richard Watanabe  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Robin J. Winkler  
WINKLER PARTNERS

Main-Main Wu  
ASIA WORLD ENGINEERING &  
CONSTRUCTION CO.

Pei-Yu Wu  
BAKER & MCKENZIE

Quiao-ling Wu  
DEEP & FAR, ATTORNEYS-AT-LAW

Shin Mei Wu  
JOINT CREDIT INFORMATION  
CENTER

Echo Yeh  
LEXCEL PARTNERS

Andrew Yeh  
PANALPINA

Shih-Ming You  
MINISTRY OF THE INTERIOR

## TANZANIE

Patrick Ache  
MKONO & CO.

Krista Bates van Winkelhof  
FK LAW CHAMBERS

Steven de Backer  
MKONO & CO.

Santosh Gajjar  
SUMAR VARMA ASSOCIATES

Farjia Ghikas  
REX ATTORNEYS

Christopher Giattas  
REX ATTORNEYS

Eve Hawa Sinare  
REX ATTORNEYS

Johnson Jasson  
JOHNSON JASSON &  
ASSOCIATES ADVOCATES

Ngwaru Maghembe  
MKONO & CO.

Victoria Lyimo Makani  
REX ATTORNEYS

Bruno Marilhet  
SHARBATHO

Tabitha Maro  
REX ATTORNEYS

Ken Mkondya  
REX ATTORNEYS

Nimrod Mkono  
MKONO & CO.

Angela Mndolwa  
FK LAW CHAMBERS

Arafa Mohamed  
REX ATTORNEYS

Chris Msuya  
HORWARTH TANZANIA

Lugano J.S. Mwandambo  
REX ATTORNEYS

Shabani Mwatawala  
PSM ARCHITECTS CO. LTD.

Alex Thomas Nguluma  
REX ATTORNEYS

Gilbert Nyantanyi  
MKONO & CO.

Conrad Nyukuri  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Adalbert Rusagara  
BREAKTHROUGH HOLDINGS

Charles R.B. Rwechungura  
REX ATTORNEYS

Rishit Shah  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Geoffrey Sikira  
TANGANYIKA LAW SOCIETY

Eve Hawa Sinare  
REX ATTORNEYS

Mohamed H. Sumar  
SUMAR VARMA ASSOCIATES

David Tarimo  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mustafa Tharoo  
RINGO & ASSOCIATES,  
MEMBER OF THE AFRICA  
LEGAL NETWORK

## TCHAD

Abdelkerim Ahmet  
SDV

Oscar D'Estaing Deffosso  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Baba Dina  
STAT N'DJAMÉNA

Mahamat Djibrine  
STD

N'Doningar Djimasna  
FACULTÉ DE DROIT,  
UNIVERSITÉ DE N'DJAMÉNA

Philippe Fouda Fouda  
BEAC

Caroline Idrissou-Belingar  
BEAC

Narcisse Madjiyore Dongar

Issa Ngarmbassa  
ÉTUDE ME ISSA NGAR MBASSA

Nissaouabé Passang  
ÉTUDE ME PASSANG

Nicolas Ronzié  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Gilles Schwarz  
SDV

Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nadine Tinen Tchangoum  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Sobdibé Zoua  
LAW FIRM SCP

## THAÏLANDE

ALLEN & OVERY

Khunying Natthika  
Wattanavekin Angubolkul  
EASTERN SUGAR AND CANE  
COMPANY LIMITED

Janist Aphornratana  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Angsuras Areekul  
THAI CONTRACTORS  
ASSOCIATION UNDER H.M. THE  
KING'S PATRONAGE

Chalee Chantanayingyong  
SECURITIES & EXCHANGE  
COMMISSION

Phadet Charoensivakorn  
NATIONAL CREDIT BUREAU  
CO., LTD.

Thunyaporn Chartisathian  
SIAM PREMIER INTERNATIONAL  
LAW OFFICE LTD.

Chinnavat Chinsangaram  
WHITE & CASE

John Fotiadis  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Seetha Gopalakrishnan  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Vira Kammee  
SIAM CITY LAW OFFICES LTD.

Yingyong Karnchanapayap  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Sakares Khamwalee  
Komkrit Kietduriyakul

Chaiyut Kumkun  
CUSTOMS STANDARD  
PROCEDURE AND VALUATION  
DIVISION

LAWPLUS LTD.

William Lehane

Sakchai Limsiripothong  
WHITE & CASE

Pratchayapa Mahamontree  
SIAM CITY LAW OFFICES LTD.

Anawat Malawan  
VICKERY & WORACHAI LTD.

Douglas D. Mancill  
DEACONS

Pauline A. Manzano  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Steven Miller  
MAYER BROWN JSM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Kulachet Nanakorn  
WHITE & CASE

Thawatchai Pittayasophon  
SECURITIES AND EXCHANGE  
COMMISSION

Viro Piyawattanameth

Sompong Pongsakulrangsee  
METROPOLITAN ELECTRICITY  
AUTHORITY

Cynthia M. Pornavalai  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Supan Poshyananda  
SECURITIES AND EXCHANGE  
COMMISSION

Chanet Precharonaset  
APL LOGISTICS SERVICES LTD.

Sudthana Puntheeranurak  
NATIONAL CREDIT BUREAU  
CO., LTD.

Michael Ramirez  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Piyanuj Ratprasatporn  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Dussadee Rattanopas

Thavorn Rujivanarom  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maythawee Sarathai  
MAYER BROWN JSM, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Kowit Somwaiya  
LAWPLUS LTD.

Rachamarn Suchitchon  
SECURITIES AND EXCHANGE  
COMMISSION

Picharn Sukparangsee  
SIAM CITY LAW OFFICES LTD.

Chusert Supasitthumrong  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Ornjira Tangwongyodying  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Krisada Thamviriyarak  
CHODTHANAWAT CO., LTD

Alongkorn Tongmee  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Paisan Tulapornpipat  
BLUE OCEAN LOGISTICS CO.,  
LTD.

Pattara Vasinwatanapong  
VICKERY & WORACHAI LTD.

Harold K. Vickery Jr.  
VICKERY & WORACHAI LTD.

Pimvimol Vipamaneerut  
TILLEKE & GIBBINS  
INTERNATIONAL LTD., MEMBER  
OF LEX MUNDI

Avoot Wannvong  
OFFICE OF THE PUBLIC  
SECTOR DEVELOPMENT  
COMMISSION

Kobkarn Wattanavrangkul  
TOSHIBA CO. LTD

Somsak Witnalakorn  
METROPOLITAN ELECTRICITY  
AUTHORITY

## TIMOR-LESTE

Candido da Conceição  
USAID

Roberto Monteiro  
SDV

Cornelio Pacheco  
JVK INTERNATIONAL MOVERS

Tjia Soh Siang  
TJIA & TCHAI ASSOCIATES

Francisco Soares  
SERVIÇO DO IMPOSTO DE  
TIMOR LESTE

## TOGO

BOLLORÉ DTI - SDV

Jean-Marie Adenka  
CABINET ADENKA

Da-Blece Afoda-Sebou  
ORDRE NATIONAL  
DES ARCHITECTES DU  
TOGO, (ONAT)

Kokou Gadémon Agbessi  
CABINET LUCREATIF

Kafoui Agboyibor  
CABINET ME YAWOVI  
AGBOYIBO

Martial Akakpo  
SCP MARTIAL AKAKPO

Adzewoda Ametsiagbe  
DIRECTION GÉNÉRALE DE  
L'URBANISME ET DE L'HABITAT

Kokou Darius Atsoo  
SCP MARTIAL AKAKPO

Philippe Attoh  
SCP MARTIAL AKAKPO

Sylvanus Dodzi Awutey  
CABINET LUCREATIF

Jonathan Darboux  
BCEAO

Fatimatau Zahra Diop  
BCEAO

Foli Doe-Bruce  
A.U.D.E.P. INTERNATIONAL

Koffi Joseph Dogbevi  
CABINET LUCREATIF

Firmin Kwami Dzonoukou  
NOTAIRE

Sonhayé Gbati  
FONDATION HEINRICH KLOSE

Franklin Koffi Gbedey  
ENGINEER

Jean Claude Gnamien  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Hermann Nango  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Evelyne M'Bassidgé  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adeline Messou  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Tiburce Monnou  
SCP MARTIAL AKAKPO

Olivier Pedanou  
CABINET LUCREATIF

Galolo Soedjede  
AVOCAT À LA COUR



Dominique Taty  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Inès Mazalo Tekpa  
CABINET LUCRATIF

Fousséni Traoré  
FIDAFRICA /  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Adjé Prince Wilsom Adjete  
AVOCAT À LA COUR

Prince Zacharie Adjé Wilson-  
Adjete  
CABINET DE MAÎTRE GALOLO  
SOEDJEDE, AVOCAT AU  
BARREAU DU TOGO

## TONGA

Inoke Afu  
DATELINE SHIPPING & TRAVEL  
LTD.

Ramsay R. Dalgety  
TONGA ELECTRIC POWER  
BOARD

Fine Tohi  
DATELINE SHIPPING & TRAVEL  
LTD.

William Clive Edwards  
LAW OFFICE

Aisake Eke  
MINISTRY OF FINANCE

Sione Etika  
ETIKA LAW OFFICE

Anthony Ford  
SUPREME COURT

Salesi Fotu  
LAND REGISTRY

L. Aloma Johansson  
R. ALBIN JOHANSSON & CO.  
PUBLIC ACCOUNTANTS AND  
BUSINESS CONSULTANTS

Lusio Lausi'i  
MINISTRY OF LABOR,  
COMMERCE AND INDUSTRIES

Maliu Mafi  
ISLAND ENTERPRISES LTD.

Mele Mafi Otuaifi  
Lee Miller  
WASTE MANAGEMENT LTD.

Laki M. Niu  
LAKI NIU OFFICES

Samiuela M. Palu  
MAGISTRATE'S COURT

Siaosi Peleki Moala  
MINISTRY OF WORKS

Sipiloni Raas  
JAIMI ASSOCIATES -  
ARCHITECTS

David Reesby  
FLETCHER ROYCO JOINT  
VENTURE

Ian Skelton  
SHORELINE DISTRIBUTION  
LTD.

Dana Stephenson  
LAW OFFICE

Ralph Stephenson  
LAW OFFICE

Maliu Taione

Sione Havea Taione  
SUPREME COURT OF JUSTICE

Hiva Tatila  
TONGA DEVELOPMENT BANK

Christine Uta'atu  
UTA'ATU & ASSOCIATES

Isileli Vea  
JAIMI ASSOCIATES -  
ARCHITECTS

Diana Warner  
SKIP'S CUSTOM JOINERY LTD.

## TRINITE-ET-TOBAGO

Andre Bass  
THE FAST FREIGHT GROUP

Steve Beckles  
R.D. RAMPERSAD & CO.

Tiffany Castillo  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI.

Terry Curtis  
TRANSUnion

Rachael Cyrus  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Gary Edwards  
T & K ENGINEERING LIMITED

Nicole Ferreira-Aaron  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Larry Hackshaw  
CARIBBEAN SHIPPING &  
CONSOLIDATING CORP

Peter Inglefield  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Colin Laird  
COLIN LAIRD ASSOCIATES

Marcia Leonard  
THE FAST FREIGHT GROUP

Keomi Lourenco  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Ramesh Lutchman  
TRANSUnion

Marjorie Nunez  
LEX CARIBBEAN

Gregory Pantin  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Sonji Pierre Chase  
LEX CARIBBEAN

Deborah Ragoonath  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Mark Ramkerrysingh  
FITZWILLIAM STONE FURNESS-  
SMITH & MORGAN

Ramdath Dave Rampersad  
R.D. RAMPERSAD & CO.

Danzel Reid  
TRINIDAD & TOBAGO  
ELECTRICITY COMMISSION

Bryan Rooplal  
EMPLOYERS' CONSULTATIVE  
ASSOCIATION OF TRINIDAD  
AND TOBAGO

Winston R. Simmonds  
CARIBBEAN SHIPPING &  
CONSOLIDATING CORP

Stephen A. Singh  
LEX CARIBBEAN

Patricia Thomas  
WORLD FREIGHT S.A.R.L.

Jonathan Walker  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Grantley Wiltshire  
M. HAMEL-SMITH & CO.,  
MEMBER OF LEX MUNDI

## TUNISIE

Samir Abdelly  
ABDELLY & ASSOCIÉS

Monèm Achour  
ACHOUR & ASSOCIATES

Mokhtar Amor  
SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE  
L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Mohamed Moncef Barouini  
ACR

Adly Bellagha  
ADLY BELLAGHA &  
ASSOCIATES

Mohamed Ben Abdallah  
AGENCE DE PROMOTION DE  
L'INDUSTRIE

Hend Ben Achour  
ADLY BELLAGHA &  
ASSOCIATES

Rafika Ben Aissa Bouslama  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Othman Ben Arfa  
SOCIÉTÉ TUNISIENNE DE  
L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

Ismail Ben Farhat  
ADLY BELLAGHA &  
ASSOCIATES

Béatrice Ben Hassen  
SLTC GRAVELEAU, DACHSER  
GROUP

Elyès Ben Mansour  
AVOCATS CONSEILS ASSOCIÉS

Miriam Ben Rejeb  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Kamel Ben Salah  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Abdelfattah Benahji  
FERCHIOU & ASSOCIÉS  
MEZIOU KNANI

Belkacem Berrah  
TRIBUNAL DE 1ÈRE INSTANCE  
DE TUNIS

Manel Bondi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Salaheddine Caïd Essebsi  
CE&P LAW FIRM

Salma Chaari  
ABDELLY & ASSOCIÉS

Faouzi Cheikh  
BANQUE CENTRALE

Abdelmalek Dahmani  
DAHMANI TRANSIT  
INTERNATIONAL

Eric Douay  
SDV

Mohamed Lotfi El Ajeri  
AVOCAT À LA COUR ET  
MÉDiateur AGRÉÉ PAR LE  
B.B.MC

Mourad El Aroui  
AMEN BANK

Yassine El Hafî  
ADLY BELLAGHA &  
ASSOCIATES

Faïza Feki  
BANQUE CENTRALE

Abderrahmen Fendri  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Yessine Ferah  
CE&P LAW FIRM

Amel Ferchichi  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Noureddine Ferchou  
FERCHIOU & ASSOCIÉS  
MEZIOU KNANI

Afif Gaigi  
AVOCATS CONSEILS ASSOCIÉS

Lamia Harguem  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

INSTITUT D'ÉCONOMIE  
QUANTITATIVE

Badis Jedidi  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Najla Jezi  
ACR

Sami Kallel  
KALLEL & ASSOCIATES

Adlene Kooli  
COMETE ENGINEERING

MINISTÈRE DU  
DÉVELOPPEMENT ET  
DE LA COOPÉRATION  
INTERNATIONALE

Amina Larbi  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Mohamed Louzir  
CABINET M.S. LOUZIR

Mabrouk Maalaoui  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Slim Malouche  
MALOUCHE LAW FIRM

Khaled Marzouk  
RÉPUBLIQUE TUNISIENNE  
CENTRE INFORMATIQUE DU  
MINISTÈRE DES FINANCES

Mohamed Ali Masmoudi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Sarah Mebezaa  
COMETE ENGINEERING

Radhi Meddeb  
COMETE ENGINEERING

Faouzi Mili  
MILI AND ASSOCIATES

Hedidar Mouflida  
AGENCE DE PROMOTION DE  
L'INDUSTRIE

Mohamed Taieb Mrabet  
BANQUE CENTRALE

Ahmed Ouerfelli  
LEGAL AND JUDICIAL  
RESEARCH CENTRE

Imed Tanazefi  
GIDE LOYRETTE NOUËL,  
MEMBER OF LEX MUNDI

Rachid Tmar  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Amine Turki  
ORDRE DES ARCHITECTES DE  
TUNISIE

Anis Wahabi  
AWT AUDIT & CONSEIL

Sebai Youssef  
RÉPUBLIQUE TUNISIENNE,  
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET  
DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Mohamed Ali Masmoudi  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

## TURQUIE

Melike Akan  
MEHMET GÜN & Co.

Ceyda Akbal  
TURUNÇ LAW OFFICE

Melis Akkurt  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Miray Akovalgil  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Ceren Aktaş  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Bora Aktürk  
AKTÜRK & ÇETINER AB

Mehmet Alakas  
ALACLOTH

Duygu Alkan  
ALKAN DENİZ MAVİOĞLU  
DILMEN LAW OFFICE

Mustafa Alper  
YASED - INTERNATIONAL  
INVESTORS ASSOCIATION

Arda Alposkay  
DEVRES LAW OFFICE

Uğur Amasya  
AMASYA LAW OFFICE

Melsa Ararat  
CORPORATE GOVERNANCE  
FORUM OF TURKEY, SABANCI  
UNIVERSITY

Şeref Can Arat  
MEHMET GÜN & Co.

Naci Arkan  
MINISTRY OF FINANCE

Özen Atihan  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Pınar Aybek  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Levent Aydaş  
AYDAŞ LIMAN KURMAN

Yasemin Aydoğmuş  
MEHMET GÜN & Co.

Elvan Aziz Bikmen  
PAKSOY & Co. LAW FIRM

Derya Baksı Pekyalçın  
TARLAN & PEKYALÇIN LAW  
OFFICE

Selin Barlak  
PAKSOY & Co. LAW FIRM

Burçin Barlas  
ALKAN DENİZ MAVİOĞLU  
DILMEN LAW OFFICE

Cansel Baydınç  
HERGÜNER BILGEN OZEKE

Erim Bener  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Yvonne Bensason  
MEHMET GÜN & Co.

Sinan Borovali  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Tuba Burcu Senel  
TURKISH CONFEDERATION OF  
EMPLOYER ASSOCIATIONS

Gulnur Camcı  
SOMAY HUKUK BÜROSU

Esin Çamlıbel  
TURUNÇ LAW OFFICE

Can Canko  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

M. Fadlullah Cerrahoğlu  
CERRAHOĞLU LAW FIRM

F. Şebnem Çetiner  
AKTÜRK & ÇETİNER AB

Fikret Çetinkaya  
KPMG YETKİN YMM A.Ş.

Gulnisa Coşkun  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Ebru Dabbagh  
TURUNÇ LAW OFFICE

Kürşat Demirezen  
ICT INTERNATIONAL TRADING

Orkun Deniz  
KREDİT KAYIT BUREAU

Eda Denize  
ALKAN DENİZ MAVİOĞLU  
DILMEN LAW OFFICE

Rüçhan Derici  
3E DANIŞMANLIK LTD. ŞTİ.

Emine Devres  
DEVRES LAW OFFICE

Başak Diclehan  
KPMG YETKİN YMM A.Ş.

Onur Dönmez  
ORHANER LAW OFFICE

Dilara Duman  
SARIİBRAHİMOĞLU LAW  
OFFICE

Erdem Egemen  
PRICewaterhouseCOOPERS

Murat Emirhanoglu  
KPMG YETKİN YMM A.Ş.

Sedat Eratatar  
DELOITTE & TOUCHE

Gökben Erdem Dirican  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Esin Ertek  
PRICewaterhouseCOOPERS

Luc Fourcade  
SDV - HOROZ LOGISTICS

Hakkı Gedik  
HERGUNER BILGEN OZEKE

Arman Gezer  
DELOITTE & TOUCHE

Sait Gözümlü  
DELOITTE & TOUCHE

Ali Gözütok  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Hakan Güleçyüz  
ULTRASONİK LTD.

Onur Gülsaran  
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Rıfat Günay  
CENTRAL BANK

A. Feridun Güngör  
ERNST & YOUNG

Hande Hamevi  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Şebnem Işık  
MEHMET GÜN & PARTNERS

Oğuz Kain  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Egemen Karaduman  
ERNST & YOUNG

Ozan Karaduman  
MEHMET GÜN & CO.

Ekin Kavukçuoglu  
DELOITTE & TOUCHE

Gözde Kayacık  
PEKIN & BAYAR LAW FIRM

Betül Kencebay  
YASED - INTERNATIONAL  
INVESTORS ASSOCIATION

Özlem Kızıl  
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Özcan Koç  
GULHAN MARBLE

Sertak Kokenek  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Cumhuri Köseoglu  
KENTSEL MACHINERY CO.  
LTD.

Cengiz Koyuncu  
TEKTRON DIŞ TIC. LTD. ŞTİ.

Kürşat Kunter  
CENTRAL BANK

Burcak Kurt  
SOMAY HUKUK BÜROSU

Alpaslan Hamdi Kuzucuoglu  
İSTANBUL METROPOLITAN  
MUNICIPALITY

Altan Liman  
AYDAŞ LIMAN KURMAN

Koshy Mathai  
IMF

Orhan Yavuz Mavioğlu  
ALKAN DENİZ MAVİOĞLU  
DILMEN LAW OFFICE

Rana Mazlum Yılmaz  
YILMAZ LAW OFFICES

Lerzan Nalbantoğlu  
TURUNÇ LAW OFFICE

Yılmaz Nalçakar  
MED SHIPPING LOGISTICS  
TRANSPORT & TRADE LTD.  
CORPORATION

Jacques Naudin  
SDV - HOROZ LOGISTICS

Zeynephan Oğuz  
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Fahri Okumuş  
CENTRAL BANK

Şebnem Önder  
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Ertan Öner  
THE CHAMBER OF ARCHITECTS  
OF TURKEY

Çağlayan Orhaner Dündar  
ORHANER LAW OFFICE

Selin Özbek  
OZBEK ATTORNEYS AT LAW

Selin Özdoğan  
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Ekin Vukçuoglu Özgülsen  
DELOITTE & TOUCHE

Funda Özsel  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Tuba Özsezen  
YASED - INTERNATIONAL  
INVESTORS ASSOCIATION

Alaattin Özyürek  
INVESTMENT SUPPORT AND  
PROMOTION AGENCY OF  
TURKEY

Ferhat Pekin  
PEKIN & BAYAR LAW FIRM

Çağır Şahin Biber  
PRICewaterhouseCOOPERS

Bilge Saltan  
DÜLGER LAW FIRM

Hasan Sarıççek  
KPMG YETKİN YMM A.Ş.

Selim Sarıbrahimoğlu  
SARIİBRAHİMOĞLU LAW  
OFFICE

Mustafa Serdaroglu  
PEKIN & PEKIN, MEMBER OF  
LEX MUNDI, MEMBER OF SEE  
LEGAL

Ayşe Sert  
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Ufuk Soğütüoğlu  
DELOITTE & TOUCHE

Sera Somay  
SOMAY HUKUK BÜROSU

Emine Sönmez  
PRICewaterhouseCOOPERS  
LEGAL DEPARTMENT

Naz Tamer  
MEHMET GÜN & CO.

Aylin Tarlan  
TARLAN & PEKALÇIN LAW  
OFFICE

Bülent Taş  
MINISTRY OF FINANCE

Güzel Tokar  
PRICewaterhouseCOOPERS

Filiz Toprak  
MEHMET GÜN & PARTNERS

Şule Tunali  
SALKIM TARIM ÜRÜNLERİ SAN.  
VE TIC. LTD. ŞTİ.

TURKISH INDUSTRIALISTS' AND  
BUSINESSMEN'S ASSOCIATION  
(TUSIAD)

Noyan Turunç  
TURUNÇ LAW OFFICE

İbrahim Tutar  
PENETRA CONSULTING AND  
AUDITING

Ebru Tuysun  
DELOITTE & TOUCHE

Gökçe Ucuza  
BENER LAW OFFICE, MEMBER  
OF IUS LABORIS

Tuğçe Uğurlu  
HERGUNER BILGEN OZEKE

Arzu Uluç  
CENTRAL BANK

Hilal Ünal  
GOKSER MACHINE LTD

Furkan Ünal  
PGLOBAL ADVISORY SERVICES  
LTD.

Begüm Yavuzdoğan  
MEHMET GÜN & PARTNERS

Banyu Yılmaz  
UNION OF CHAMBERS AND  
COMMODITY EXCHANGES

Asım Serdar Yılmaz  
ÇAKMAK AVUKATLIK BÜROSU

Hülya Yılmaz  
DELOITTE & TOUCHE

Cağatay Yılmaz  
YILMAZ LAW OFFICES

Aylin Yontar  
CERRAHOĞLU LAW FIRM

Murat Yülek  
PGLOBAL ADVISORY SERVICES  
LTD.

Serap Zuvun  
SERAP ZUVIN LAW OFFICES

## UKRAINE

Oleg Y. Alyoshin  
VASYL KISIL & PARTNERS

Sasha Androschuk  
GRISCHENKO & PARTNERS

Aleksandra Androschuk  
GRISCHENKO & PARTNERS

Andrey Astapov  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Olga Balytska  
DLA PIPER

Ron J. Barden  
PRICewaterhouseCOOPERS

Igor Bessonov  
Florentin Blanc  
IFC

Timur Bondaryev  
ARZINGER & PARTNERS  
INTERNATIONAL LAW FIRM

Tatiana Buchko  
SHEVCHENKO DIDKOVSKIY &  
PARTNERS

Igor Dankov  
PRICewaterhouseCOOPERS

Vladimir Didenko  
PRICewaterhouseCOOPERS

Eugene Freyuk  
ILYASHEV & PARTNERS

Karyna Gorovaya  
INTERNATIONAL LAW OFFICES

Kseniya Guretskaya  
INTERNATIONAL LAW OFFICES

Lesia Iakovenko  
IFC

Sanjar Ibragimov  
IFC

Nataliya Khutoryanets  
ZAMORSKA & PARTNERS LLC

Andriy Kirmach  
CHADBOURNE & PARKE LLP

Kateryna Kokot  
THE SILECKY FIRM

Sergei Konnov  
KONNOV & SOZANOVSKY

Maksym Kopeychikov  
ILYASHEV & PARTNERS

Kseniya Koryukalova  
KONNOV & SOZANOVSKY

Tatyana Kuzmenko  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Borys Loboviyk  
KONNOV & SOZANOVSKY

Valeriy Lukinov  
VENISSA LTD.

Mikhail Malkov  
Dmitry Maximov  
REM SHIPPING LTD.

Vadym Mizyakov  
SHEVCHENKO DIDKOVSKIY &  
PARTNERSAGH

Nataliya Myroshnychenko  
INTERNATIONAL LAW OFFICES

Sergiy Onishchenko  
CHADBOURNE & PARKE LLP

Kateryna Onul  
IFC

Dmytro Orendarets  
ARZINGER & PARTNERS  
INTERNATIONAL LAW FIRM

Oleksandr Padalka  
SHEVCHENKO DIDKOVSKIY &  
PARTNERS

Magdalena Patrzyk  
PRICewaterhouseCOOPERS

Olexiy V. Pokotylo  
HANNES SNELLMAN,  
ATTORNEYS-AT-LAW LTD.

Sava P. Poliakov  
GRISCHENKO & PARTNERS

Vitaliy Pravdyuk  
KONNOV & SOZANOVSKY

Anna Putintseva  
CHADBOURNE & PARKE LLP

Dmitry Pyatachenko  
IFC

Marina Savchenko  
ASTAPOV LAWYERS  
INTERNATIONAL LAW GROUP

Olga Serbul  
LAW FIRM IP & C. CONSULT  
LLC

Mykhailo Shchitka  
VASYL KISIL & PARTNERS

Olga Shumikhina  
GRISCHENKO & PARTNERS

Markian B. Silecky  
THE SILECKY FIRM

Svitlana Silecky  
THE SILECKY FIRM

Anna Sisetka  
VASIL KISIL & PARTNERS

Artem Skorobogatov  
INTERNATIONAL LAW OFFICES

Oleksander Subbotin  
ARZINGER & PARTNERS  
INTERNATIONAL LAW FIRM

Iryna Telychko  
GRISCHENKO & PARTNERS

Oleg Vusochinskiy  
GRISCHENKO & PARTNERS

Tetyana Vydoborets  
KONNOV & SOZANOVSKY

Anna Yakubenko  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Olexiy Yanov  
LAW FIRM IP & C. CONSULT,  
LLC

Tatiana Zamorska  
ZAMORSKA & PARTNERS LLC

Sergiy Zhaka  
CHADBOURNE & PARKE LLP

## URUGUAY

Bernardo Amorín  
OLIVERA & DELPIAZZO

Jonás Bergstein  
ESTUDIO BERGSTEIN

Corina Bove  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Carlos Brandes  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Nicolas Brause  
JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, VIANA  
& BRAUSE

Virginia Brause  
JIMÉNEZ DE ARÉCHAGA, VIANA  
& BRAUSE

Jorge De Vita  
JORGE DE VITA STUDIO

Leonardo Decarlíni  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

María Durán  
HUGHES & HUGHES

Noelia Eiras  
HUGHES & HUGHES

Gabriel Ejjenberg  
ESTUDIO BERGSTEIN

Fabrizio Fava  
PANALPINA WORLD  
TRANSPORT LTD

Marcelo Femenías Vidal  
BADO, KUSTER, ZERBINO &  
RACHETTI

Agustina Fernández  
Giambruno  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Javier Fernández Zerbino  
BADO, KUSTER, ZERBINO &  
RACHETTI

Juan Federico Fischer  
LVM ATTORNEYS AT LAW

Federico Formen  
LVM ATTORNEYS AT LAW

Sergio Franco  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Nelson Alfredo Gonzales  
SDV S.A.

Gabriela Gutierrez  
ESTUDIO BERGSTEIN

Ariel Imken  
SUPERINTENDENCIA  
DE INSTITUCIONES DE  
INTERMEDIACIÓN FINANCIERA  
– BANCO CENTRAL DEL  
URUGUAY

Alfredo Inciarte Blanco  
ESTUDIO PÉREZ DEL CASTILLO,  
INCIARTE, GARI ABOGADOS

Alma Kubachek  
ESTUDIO JURIDICO NOTARIAL  
DE ALMA KUBACHEK

Ricardo Mezzera  
ESTUDIO DR. MEZZERA

Alejandro Miller Artola  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Matias Morgare  
SDV S.A.

Luis Muxi  
LVM ATTORNEYS AT LAW

Juan Martín Olivera  
OLIVERA & DELPIAZZO

María Concepción Olivera  
OLIVERA & DELPIAZZO

Ricardo Olivera-García  
OLIVERA & DELPIAZZO

Gabriel Pedro  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Juan Pablo Pesce  
CONATEL S.A.

Ismael Pignatta Sánchez  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

María José Poey  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Verónica Raffo  
FERRERE ATTORNEYS

Aejandro Rey Jiménez de  
Aréchaga  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

María Noel Riotorto  
GUYER & REGULES, MEMBER  
OF LEX MUNDI

Analia Rodríguez  
BANCO CENTRAL

Agustina Rodríguez  
FERRERE ATTORNEYS

Monica Santos  
OLIVERA & DELPIAZZO

Juan Troccoli  
LVM ATTORNEYS-AT-LAW

Gerardo Viñoles  
VINOLES STUDIO

Alexandra Weisz  
DOVAT, CARRIQUIRY &  
ASOCIADOS

## VANUATU

Christopher Dawson  
DAWSON BUILDERS

EXPRESS CUSTOMS SERVICES  
LTD.

David Hudson  
HUDSON & SUGDEN

Mark Stafford  
BDO BARRETT & PARTNERS

Dani Yawa  
PACIFIC LAWYERS

## VENEZUELA

Jorge Acedo-Prato  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Juan Enrique Aigster  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Servio T. Altuve Jr.  
SERVIO T. ALTUVE R. &  
ASOCIADOS

Carlos Bachrich Nagy  
DE SOLA PATE & BROWN,  
ABOGADOS – CONSULTORES

Mercedes Briceño  
CONAPRI

Diego Castagnino  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Lubín Chacón  
BENSON, PEREZ MATOS,  
ANTAKLY & WATTS

María Paola D'Onghia  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Arturo De Sola Lander  
DE SOLA PATE & BROWN,  
ABOGADOS – CONSULTORES

Carlos Domínguez Hernández  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

Jose Ferreira  
RODRIGUEZ & MENDOZA

Francisco Gámez Arcaya  
GÁMEZ & VERA ABOGADOS

Alejandro Giolito  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ruben Gottberg  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Jose Guerra  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Maigualida Ifill  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Enrique Itriago  
RODRIGUEZ & MENDOZA

Lorena Mingarelli Lozzi  
DE SOLA PATE & BROWN,  
ABOGADOS – CONSULTORES

Fernando Miranda  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Fernando Miranda  
PRICEWATERHOUSECOOPERS  
LEGAL SERVICES

Bruno Paredes  
LOGISTIKA TSM

John R. Pate  
DE SOLA PATE & BROWN,  
ABOGADOS – CONSULTORES

Bernardo Pisani  
RODRIGUEZ & MENDOZA

Eduardo Porcarelli  
CONAPRI

Melissa Puga Santaella  
CONAPRI

Laura Silva Aparicio  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

John Tucker  
HOET PELAEZ CASTILLO &  
DUQUE, MEMBER OF LEX  
MUNDI

## VIET NAM

Vuong Kim Anh  
HOA BINH CHINH PHUC DINH  
CAO

A.T.A ARCHITECTS Co. LTD

Nicolas Audier  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Nguyen Xuan Bang  
DESCON CONSTRUCTION  
CORPORATION

Tam Bu  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Anne-Lise Chatelain  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Daniel Chernov  
DFDL MEKONG

Giles Thomas Cooper  
DUANE MORRIS LLC

Anna Craven  
FRESHFIELDS BRUCKHAUS  
DERINGER

Trong Hieu Dang  
VISION & ASSOCIATES

Nguyen Dang Viet  
BIZCONSULT

Minh Day  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Dang The Duc  
INDOCHINE COUNSEL

Minh Duong  
ALLENS ARTHUR ROBINSON

Tieng Thu Duong  
VISION & ASSOCIATES

John Farmer  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE, LLP

David Fitzgerald  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Albert Franceskinj  
DS AVOCATS

Giang Ha Thi Phuong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Pham Hanh  
DUANE MORRIS LLC

Le Hong Phong  
BIZCONSULT

Lê Thị Hònh Hai  
HOA BINH CHINH PHUC DINH  
CAO

Konrad Hull  
LUCY WAYNE & ASSOCIATES

Tuong Long Huynh  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Etienne Laumonier  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Kevin Le  
CITY OCEAN LOGISTICS Co.,  
LTD.

Cong Dinh Le  
DC LAW

Viet Hai Le  
HOA BINH CHINH PHUC DINH  
CAO

Nguyen Huy Thuy Le  
INDOCHINE COUNSEL

Truan Chien Le  
NOVAPRO & ASSOCIATES

Thi Loc Le  
YKVN LAWYERS

Thuy Anh Le Phan

Kevin Lê Việt Hà  
CITY OCEAN LOGISTICS Co.,  
LTD.

Tien Ngoc Luu  
VISION & ASSOCIATES

Hoang Minh Duc  
DUANE MORRIS LLC

Michelle Mobley  
FRESHFIELDS BRUCKHAUS  
DERINGER

Hoang Kim Oanh Nguyen  
BAKER & MCKENZIE

Linh Chi Nguyen  
BAKER & MCKENZIE

Tran Van Quynh Nguyen  
BAKER & MCKENZIE

Ngoc Bich Nguyen  
DC LAW

Cong To Nguyen  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Bien Nguyen  
HOAI TRUNG TEA COMPANY

Phan Manh Long Nguyen  
HUNG & PARTNERS

Thi Xuan Trinh Nguyen  
LUCY WAYNE & ASSOCIATES

Dao Nguyen  
MAYER BROWN JSM

Van Anh Nguyen  
VIETBID LAW FIRM

Linh D. Nguyen  
VILAF – HONG DUC LAW FIRM

Tram Nguyen – Huyen  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Tuan Nguyen Anh  
DP CONSULTING LTD

PANALPINA

Bac Pham Nghiem Xuan  
VISION & ASSOCIATES

Anh Vu Phan  
INDOCHINE COUNSEL

Dinh Thi Quynh Van  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Isabelle Robineau  
DFDL MEKONG LAW GROUP

Nguyen Thang  
VIETCOMBANK (BANK OF  
FOREIGN TRADE OF VIETNAM)

Pham Thi Thanh Huyen  
INDOCHINE COUNSEL

Nguyen Thi Thu Huyen  
GIDE LOYRETTE NOUEL

Nhung Thieu Hong  
PRICEWATERHOUSECOOPERS

Ngo Quanc Thuy  
DUANE MORRIS LLC

Tan Heng Thye  
CHEN SHAN & PARTNERS

Trung Tran  
MAYER BROWN JSM

Lan Tran  
ORRICK, HERRINGTON &  
SUTCLIFFE LLP

Hai Tran Thanh  
PBC PARTNERS

Nam Hoai Truong  
INDOCHINE COUNSEL

Robert Vernon  
VIETNAM CONSULTANTS LTD

Nguyen Thu Thuy Vo  
SDV LTD.

Tuyết Hạnh Võ Thi  
CHEN SHAN & PARTNERS

Thu Hang Vu  
BAKER & MCKENZIE  
Trang Vu  
CREDIT INFORMATION CENTRE  
– STATE BANK OF VIETNAM  
Dzung Vu  
YKVN LAWYERS  
Benjamin Yap  
KELVIN CHIA PARTNERSHIP

## YÉMEN

Abdulalah A. Al karraz  
LANDS & SURVEYING  
AUTHORITY  
Qusai Abdalla  
ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES  
Walaa Abdalla  
ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES  
Mohamed Taha Hamood  
Al-Hashimi  
MOHAMED TAHA HAMOOD  
& Co.  
Louai Al-Meqbeli  
ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES  
Abdalla Al-Meqbeli  
ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES  
Alaa Al-Meqbeli  
ABDALLA AL-MEQBELI &  
ASSOCIATES  
Mohamed Hamoud Baider  
IFC  
Randall Cameron  
MEJANNI, HAZEM HASSAN &  
Co. KPMG  
Nowar M. Mejanni  
MEJANNI, HAZEM HASSAN &  
Co. KPMG  
Zayed Mohammed Budier  
LANDS & SURVEYING  
AUTHORITY  
Sanjay Prajapati  
RATCO FOR TRADING &  
SERVICES  
Mayad Saeed Abdullah Yafai  
IFC

## ZAMBIE

Shaira Adamali  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Peter Armond  
CREDIT REFERENCE BUREAU  
AFRICA LIMITED  
Candice Arnold  
GLOBAL LOGISTICS  
Jim Barnhart  
USAID  
Deborah Bwalya  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Chewe K. Bwalya  
D.H. KEMP & Co.  
Anthony Bwembya  
PACRO  
Felix Chabala  
ENVIRONMENTAL COUNCIL OF  
ZAMBIA  
Bonaventure Chibamba  
Mutale  
ELLIS & Co.

Mwelwa Chibesakunda  
CHIBESAKUNDA & Co./ DLA  
PIPER  
Elias Chipimo  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Steven Chisenga  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Emmanuel Chulu  
PRICewaterhouseCOOPERS  
David Doyle  
MANICA LTD  
Arshad A Dudhia  
MUSA DUDHIA  
Robin Durairajah  
CHIBESAKUNDA & Co./ DLA  
PIPER  
Karl Frick  
SDV  
Allan Garraway  
ZAMBIA CUSTOMS AND  
FORWARDING AGENTS  
ASSOCIATION  
Passmore Hamukoma  
ZAMBIA BUSINESS FORUM  
James Harley  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Edgar Hamuwele  
GRANT THORNTON  
Grant Henderson  
CHIBESAKUNDA & Co./  
DLA PIPER  
Andrew Howard  
SHARPE HOWARD & MWENYE  
Jacqueline Jhata  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Chance Kaonga  
NATIONAL COUNCIL FOR  
CONSTRUCTION  
Harriet Kapampa Kapekele  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Calvin Kasanda  
MINISTRY OF COMMERCE,  
TRADE AND INDUSTRY  
Mutale Kasonde  
Pixie Kasonde-Yangailo  
P.H. YANGAILO & Co.  
Chipeco Kasumpa  
ZAMBIA BUSINESS FORUM  
Anila Kuntawala  
CELTIC FREIGHT  
Yogesh Kuntawala  
CELTIC FREIGHT  
Kim Leneveu  
AGS FRASERS  
Walusiku Lisulo  
LISULO + BWALYA  
Alexander Lwatula  
BARCLAYS BANK  
Clyde Mbazima  
CHIBESAKUNDA & Co./ DLA  
PIPER  
Bonaventure Mbewe  
BARCLAYS BANK  
Jyoti Mistry  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Mwape Mondoloka  
BARCLAYS BANK  
Priscilla Moyo  
GLOBAL LOGISTICS  
Barnaby B. Mulenga  
MINISTRY OF LAND

Chipo Munkombwe  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Henry Musonda  
KIRAN & MUSONDA  
ASSOCIATES  
Makungo Muyembe  
MINISTRY OF LABOR  
Teddie Mwale  
ZESCO LTD

Francis Mwape  
NATIONAL COUNCIL FOR  
CONSTRUCTION  
Shupi Mweene  
MINISTRY OF COMMERCE,  
TRADE AND INDUSTRY  
Marjorie Grace Mwenda  
M.G. JOHNSON-MWENDA  
& Co.  
Kanti Patel  
CHRISTOPHER, RUSSELL COOK  
& Co.  
Solly Patel  
CHRISTOPHER, RUSSELL COOK  
& Co.  
Aleksandar Perunicic  
SDV  
Miriam Sabi  
ZRA- CUSTOMER SERVICE  
CENTER  
Mabvuto Sakala  
CORPUS GLOBE ADVOCATES  
Valerie Sesia  
CUSTOMIZED CLEARING AND  
FORWARDING LTD.  
Nicole Sharpe-Phiri  
SHARPE HOWARD & MWENYE  
Kim Shelsby  
ZAMBIA THRESHOLD PROJECT  
Kayula Siame  
MINISTRY OF COMMERCE,  
TRADE AND INDUSTRY  
Jason Villar  
USAID  
Albert M. Wood  
ALBERT M WOOD & Co.

## ZIMBABWE

Gulshen Afridi  
SDV  
Mark Badenhorst  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Richard Beattie  
THE STONE/ BEATTIE STUDIO  
Innocent Chagonda  
ATHERSTONE & COOK  
Paul De Chalain  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Beloved Dhlakama  
BYRON VENTURAS & PARTNERS  
Harry Kantor  
KANTOR & IMMERMAN  
Peter Lloyd  
GILL, GODLONTON & GERRANS  
Manuel Lopes  
PRICewaterhouseCOOPERS  
João Martins  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Jim McComish  
PEARCE MCCOMISH  
ARCHITECTS  
Sternford Moyo  
SCANLEN & HOLDERNESS

Ostern Mutero  
SAWYER & MKUSHI  
Vanani Nyangulu  
V.S. NYANGULU & ASSOCIATES  
Malaika Ribeiro  
PRICewaterhouseCOOPERS  
Unity Sakhe  
KANTOR & IMMERMAN







## BULLETIN DE COMMANDE PERMANENTE

### Seuls les clients institutionnels peuvent passer une commande permanente.

*Si vous-même ou votre organisation souhaitez recevoir automatiquement chaque nouvelle édition de Doing Business au fur et à mesure qu'elle sera publiée, veuillez cocher la case ci-dessous, indiquer vos coordonnées et nous renvoyer par courrier ou par télécopie le présent formulaire. Ceci constituera une commande permanente pour votre organisation et la publication vous sera facturée chaque année après sa sortie. Vous pouvez aussi vous adresser par courrier électronique à [books@worldbank.org](mailto:books@worldbank.org) pour connaître la situation de votre commande permanente de Doing Business. Vous pouvez, à tout moment, annuler votre commande permanente en adressant un courriel à [books@worldbank.org](mailto:books@worldbank.org).*

☐

*Je voudrais recevoir automatiquement chaque nouvelle édition de Doing Business.*

*Je comprends que la publication me sera facturée chaque année après sa parution.*

Nom

Titre

Organisation

Adresse

Ville

État

Code postal

Pays

Téléphone

Télécopie

Courriel

*Réservé aux clients institutionnels aux États-Unis uniquement, qui sont priés d'inclure un bon de commande.*

### Par courrier

World Bank Publications  
P.O. Box 960, Herndon  
VA 20172-0960, USA

### En ligne

[www.worldbank.org/publications](http://www.worldbank.org/publications)

### Par télécopie

+ 1-703-661-1501

### Questions?

Nous contacter par courriel à  
[books@worldbank.org](mailto:books@worldbank.org)

### Par téléphone

+ 1-703-661-1580 ou 800-645-7247

*Disponible uniquement pour les clients aux États-Unis. Les clients internationaux sont priés de contacter leur distributeur local pour effectuer une commande permanente.*

*Les particuliers qui souhaitent recevoir les futures éditions de Doing Business peuvent demander à être inclus dans notre liste de distribution en contactant [books@worldbank.org](mailto:books@worldbank.org).*

*Veuillez indiquer dans votre courriel que vous souhaitez figurer sur la liste de distribution électronique de Doing Business.*

